

**LES ORPHELINATS DU TARN
SOUS LA TROISIEME REPUBLIQUE**

Centre albigeois d'histoire du droit et des institutions

**LES ORPHELINATS DU TARN
SOUS LA TROISIEME REPUBLIQUE**

Mathieu PETER

Presses du Centre universitaire Jean-François Champollion

Copyright et diffusion : 2012

Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole
2 rue du doyen Gabriel Marty
31042 Toulouse cedex

ISBN : 978-2-36170-040-9

Illustration de couverture : *La journée des orphelinats*, Agence de presse Meurisse, Paris, 1915 (source : Bibliothèque nationale de France).

Je souhaite exprimer ma plus vive reconnaissance au professeur Philippe Nélidoff pour ses précieux conseils et ses utiles recommandations.

J'adresse également mes remerciements les plus sincères à l'ensemble du personnel des Archives Départementales du Tarn.

Je tiens enfin à remercier, très chaleureusement, mes parents et amis de leur soutien inconditionnel.

SOMMAIRE

PARTIE I. LA PERMISSION DE RECUEILLIR

TITRE I. LA RECONNAISSANCE DIRECTE :

Chapitre 1. L'établissement d'utilité publique :

Section 1. La régularité des orphelinats protestants.

Section 2. La singularité des orphelinats catholiques.

Chapitre 2. La fondation spéciale :

Section 1. La nécessité d'une fondation spéciale.

Section 2. L'insuffisance d'une fondation spéciale.

TITRE II. LA RECONNAISSANCE INDIRECTE :

Chapitre 1. L'exonération fiscale :

Section 1. Un critère légal.

Section 2. Un critère imparfait.

Chapitre 2. L'autorisation légale :

Section 1. La précarité des orphelinats.

Section 2. La pérennité des orphelinats.

PARTIE II. L'INTERDICTION D'EDUQUER

TITRE I. LA CONDAMNATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE :

Chapitre 1. Le refus des orphelinats :

Section 1. Les orphelinats des établissements publics hospitaliers.

Section 2. Les orphelinats des établissements privés congréganistes.

Chapitre 2. Le maintien des orphelinats :

Section 1. L'externalisation des enfants.

Section 2. La conservation des enfants.

TITRE II. LA SURVEILLANCE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :

Chapitre 1. La vocation des orphelinats :

Section 1. Les orphelinats des villes.

Section 2. Les orphelinats des champs.

Chapitre 2. L'inspection des orphelinats :

Section 1. L'extension de l'inspection du travail des enfants.

Section 2. La systématisation de l'inspection des établissements privés de bienfaisance.

PRINCIPALES ABREVIATIONS

A.D.T.	Archives départementales du Tarn
A.D.T.G.	Archives départementales du Tarn-et-Garonne
A.H.D.	Archives hospitalières déposées
A.M.C.	Archives municipales de Castres
A.N.	Archives nationales
A.N.R.T.	Atelier national de reproduction des thèses
A.P.	Archives privées
A.S.E.	Aide sociale à l'enfance
C.H.S.S.	Comité d'histoire de la sécurité sociale
C.T.H.S.	Comité des travaux historiques et scientifiques.
C.T.N.E.R.H.I.	Centre technique national d'études et de recherche sur les handicaps et les inadaptations
D.D.A.S.S.	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
D.T.S.R.M.	Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils
E.N.E.S.A.D.	Etablissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon
E.P.H.E.	Ecole pratique des hautes études
F.C.S.V.P.	Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul
F.D.E.	Foyer départemental de l'enfance
F.J.M.	Filles de Jésus de Massac
I.C.S.O.	Imprimerie coopérative du Sud-Ouest
I.M.E.	Institut médico-éducatif
I.M.P.	Institut médico-pédagogique
I.M.Pro	Institut médico-professionnel
I.N.E.D.	Institut national d'études démographiques
I.N.R.P.	Institut national de recherche pédagogique
L.G.D.J.	Librairie générale de droit et de jurisprudence
M.E.C.S.	Maisons d'enfants à caractère social
P.C.U.C.	Presses du Centre universitaire Champollion
P.U.F.	Presses universitaires de France
P.U.P.	Presses de l'Université de Provence
P.U.R.	Presses universitaires de Rennes
P.U.R.H.	Presses des Universités de Rouen et du Havre
P.U.S.S.	Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse
S.C.I.C.N	Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers
S.M.M.	Sœurs de la Miséricorde de Moissac
S.N.D.T.	Sœurs de Notre-Dame de Toulouse
S.S.J.L.	Sœurs de Saint-Joseph de Lyon

INTRODUCTION

La littérature du XIX^e siècle, pourtant prompt à dépeindre la réalité sociale de l'époque ou à imaginer le glorieux destin d'enfants orphelins, offre peu de références sur les orphelinats. L'institution ressemble à un mythe, dont le sens se perpétue à travers l'imagination collective, et que la tradition littéraire même n'a pas osé s'approprier. Si les écrivains peuvent témoigner par petites touches d'éléments connexes aux orphelinats, aucun n'en retrace une description plus poussée.

L'œuvre immense d'Emile Zola, constituant certainement l'un des meilleurs témoignages sur le siècle, ne renferme ainsi que quelques occurrences. Dans *L'argent* (1891), volume de la fin du cycle romanesque des Rougon-Macquart, la princesse d'Orviedo dilapide son héritage, dont elle estime les origines spéculatives malsaines, en créant notamment un orphelinat Saint-Joseph à Saint-Mandé¹ : un acte de contrition qui met en lumière le caractère pieux des fondations d'orphelinats. Dans *Lourdes* (1894), premier ouvrage de son autre cycle relatif à trois villes (Lourdes, Rome, Paris²), Zola mentionne à plusieurs reprises l'orphelinat des Sœurs de Nevers « dont les vastes bâtiments resplendissaient au soleil »³. La désignation illustre la prépondérance congréganiste dans l'administration de telles œuvres. L'auteur nous laisse également entrevoir les populations admises dans ces établissements, en contant une anecdote sur une infirme « pensionnaire d'un orphelinat »⁴. Au-delà de l'absence parentale, ces structures recueillent toutes les souffrances enfantines ; la perte d'un parent n'est d'ailleurs même pas une condition d'admission... Renforçant l'idée d'une « pension », un autre grand témoin du siècle, Gustave Flaubert, dans

¹ L'auteur décrit une institution importante dans laquelle « cent garçons et cent filles recevaient une éducation et une instruction » (E. ZOLA, *L'argent*, France Loisirs, Paris, 1988, p. 85).

² Enumérant les différentes catégories d'œuvres de miséricorde existant à Paris, l'écrivain n'oublie pas d'évoquer les orphelinats. Cet inventaire n'exprime pas l'étendue de l'action caritative, mais au contraire les doutes du héros, Pierre Froment, quant à l'efficacité de la charité (E. ZOLA, *Paris*, Edition d'Henri Mitterrand, Stock, 1998, p. 108).

³ E. ZOLA, *Lourdes*, Edition de Jacques Noiray, Gallimard (Collection Folio Classique), Paris, 1995, p. 172.

⁴ *Ibidem*, p. 100.

son roman farcesque inachevé *Bouvard et Pécuchet* (1881), estime à trois cents francs l'entretien de deux enfants dans un orphelinat⁵.

La littérature de jeunesse contient d'autres éléments, notamment chez Alphonse Daudet. Dans sa nouvelle *Les vieux*, tirée du recueil des *Lettres de mon moulin* (1872), il décrit un couvent pour orphelines qui lui sert de repère lors d'une excursion : « une grande maison maussade et noire, toute fière de montrer au-dessus de son portail en ogive une vieille croix de grès rouge avec un peu de latin autour »⁶. Ces détails annoncent peut-être l'image plus sombre que les orphelinats véhiculeront au siècle suivant, associés bien souvent à une vocation correctionnelle ou à un système d'éducation archaïque. Le narrateur rencontre plus loin deux orphelines « en pèlerine bleue ». L'allusion au costume se retrouve encore dans le texte *Les francs-tireurs*, extrait du recueil *Quarante ans de Paris*, à travers une petite cantinière « habillée de bleu comme à l'orphelinat »⁷. L'uniforme suggère la vie en commun, l'internat et son inévitable règlement intérieur.

Ces quelques extraits, tirés de nos lectures scolaires ou d'enfance, laissent présager un univers entier et singulier, mais les résultats d'une recherche littéraire plus approfondie s'avèreront en définitive bien minces. Alors que les orphelinats n'ont plus actuellement en France aucune réalité, absorbés par le dispositif hégémonique du secteur médico-social, leur définition reste très large et imprécise. Notre recherche espère donc démythifier une institution méconnue. L'introduction de notre travail formera un triptyque dont le premier volet, intitulé « Temps », retrace l'histoire des institutions pour orphelins et délimite notre période d'étude ; le deuxième panneau, central, propose une définition des orphelinats, « Thème » de la réflexion ; le dernier volet expose notre « Thèse » en déterminant l'axe d'étude de cette institution.

« TEMPS ». UNE EPOQUE REVOLUE :

Les institutions chargées de recueillir les enfants procèdent vraisemblablement de la tradition chrétienne ; leur existence avant la naissance du christianisme reste très incertaine. L'étude historiographique de l'enfance assistée explique cette absence au sein des premières civilisations par une perception différente de l'enfant⁸. Par conséquent, les

⁵ Une somme que le bienfaiteur ne paraît pas pressé de déboursier (G. FLAUBERT, *Bouvard et Pécuchet*, GF Flammarion, Paris, 1999, p. 345).

⁶ A. DAUDET, *Lettres de mon moulin*, E. Fasquelle, Paris, 1972, p. 140.

⁷ A. DAUDET, *Quarante ans de Paris (1857-1897)*, La Palatine, Genève, 1945, p. 85.

⁸ Les auteurs du XIX^e siècle en particulier détaillent la place de l'enfant dans les civilisations antérieures : L. LALLEMAND, *Histoire des enfants abandonnés et délaissés : études sur la protection de l'enfance aux diverses époques de la civilisation*, A. Picard, Paris, 1885 ; B.-B.

peuples anciens n'ont pas recours à l'hospitalisation des orphelins. Il semble qu'il en soit de même pour les cités antiques⁹. Athènes accorde une certaine protection aux enfants légitimes dont le père – citoyen athénien – est mort à la guerre, mais ils sont maintenus dans leur famille¹⁰. Rome, à l'époque de la République ou du principat, n'érige pas d'asile pour accueillir les orphelins ; les grands empereurs romains de la dynastie des Antonins élaborent néanmoins des systèmes d'aides pécuniaires, signe d'une amélioration progressive de la condition de l'enfant¹¹.

Pour le christianisme antique, qui s'affirme comme la « religion des pauvres »¹², le sort de ces enfants laissés à l'abandon appelle une protection supérieure. Son action se matérialise par le maintien des orphelins en structures d'accueil. Le mouvement prospère d'abord en Orient à partir des premiers monastères pour se déployer dans toute l'Europe¹³. Dans cette approche temporelle, il faut distinguer le temps des orphelins (période initiale au cours de laquelle la charité privée recueille l'ensemble de l'enfance malheureuse) du temps des orphelinats (époque suivante durant laquelle l'initiative privée et l'assistance publique œuvrent de front pour secourir chacune une certaine catégorie d'enfants)¹⁴.

REMACLE, *Des hospices d'enfants trouvés en Europe et principalement en France de leurs origines jusqu'à nos jours*, Treutel et Würtz, Paris, 1838 ; E. SEMICHON, *Histoire des enfants abandonnés depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Le tour*, Plon, Paris, 1880 ; J.-F. TERME & J.-B. MONFALCON, *Histoire des enfants trouvés*, Hachette, Paris, 1971 (reproduction de l'édition Paulin, Paris, 1840).

⁹ L. LALLEMAND, *Opus citatum*, p. 43 : « On n'en trouve aucune trace dans les documents de toute nature que nous a légué l'Antiquité. »

¹⁰ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité*, t. I, A. Picard et fils, Paris, 1902, p. 78 ; « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française*, t. II, sous la direction de Louis-Nicolas Bescherelle, France-Expansion, Paris, 1979 (reproduction de l'édition des frères Garnier, Paris, 1856), p. 729.

¹¹ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité*, t. II, A. Picard et fils, 1903, p. 65.

¹² F. HILDESHEIMER & Ch. GUT, *L'assistance hospitalière en France*, Publisud, Paris, 1992, p. 11.

¹³ J. IMBERT, *Les hôpitaux en France*, P.U.F. (Collection « Que sais-je ? »), Paris, 1958, p. 8 ; L. LALLEMAND, *Histoire des enfants... Op. cit.*, p. 86 ; « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française... Op. cit.*, p. 729 : « Dès l'an 335, on trouve dans l'histoire la mention d'une maison spéciale d'orphelins à Constantinople. »

¹⁴ Les formes actuelles d'aide à l'enfance, même si elles empruntent certains traits aux orphelinats, s'inscrivent dans une logique d'intervention très différente que nous aborderons en conclusion de ce travail et qui justifie l'intitulé de la section « Temps ».

I. LE TEMPS DES ORPHELINS¹⁵ :

La personnalité morale acquise, l'Eglise fonde des institutions pérennes et appropriées. A partir du IV^e siècle, le développement de l'hospitalité catholique connaît en effet une ramification. Les hôpitaux et asiles fondés se spécialisent en fonction de leur destination¹⁶ : *nosocomia* pour les malades, *xenodochia* pour les voyageurs, *gerontocomia* pour les vieillards, etc. Des édifices réservés aux enfants sont donc créés, comme les *brephotrophia* pour les nouveau-nés exposés ou de parents très pauvres, ou les *orphanotrophia* pour les orphelins un peu plus âgés. Cette spécialisation institutionnelle renforcée amène les auteurs à formuler quelques commentaires. L'Abbé Tollemmer avance le critère de la légitimité pour éclairer la distinction : la première structure accueillant les enfants trouvés (illégitimes), la seconde les enfants orphelins (légitimes)¹⁷. Quoiqu'elle semble erronée, l'hypothèse n'est pas anodine ; elle annonce un fondement qui distinguera longtemps les établissements pour enfants. Léon Lallemand préfère évoquer le critère de l'âge suivant lequel le *brephotrophium*, sorte de maternité, se charge de l'allaitement des enfants, et l'*orphanotrophium* s'occupe de leur éducation¹⁸. Le sort de l'enfance délaissée préoccupe le pouvoir impérial, pourtant l'initiative charitable reste l'apanage des hommes d'Eglise, à l'instar de la Basiléide, maison d'orphelins fondée au IV^e siècle par Saint-Basile (329-379), évêque de Césarée de Cappadoce¹⁹. Les empereurs se contentent d'en reconnaître et d'en garantir l'existence en plaçant l'*orphanotrophium* sous la direction d'un fonctionnaire public, l'orphanotrophe²⁰. Dès les origines, le pouvoir temporel se cantonne dans un rôle passif quant à la création de l'œuvre²¹ et s'implique plus activement pour en maintenir le contrôle.

¹⁵ Isabelle Robin note cette tendance des historiens à longtemps confondre tous les enfants sans famille sous la dénomination générique d'« orphelins » (I. ROBIN-ROMERO, *Les établissements pour orphelins à Paris. XVI^e - XVIII^e siècle*, Thèse d'histoire sous la direction de Jean-Pierre Bardet, Paris, 1997, pp. 14 et suivantes). Cette confusion arbitraire se comprend au regard de l'action charitable, toujours d'initiative privée. Nous nous l'approprions donc pour la commodité de notre réflexion, étant entendu que le critère principal qui distingue l'orphelin reste le lien légitime de filiation.

¹⁶ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* Op. cit., t. II, p. 126 ; L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* Op. cit., p. 86 ; F. HILDESHEIMER & Ch. GUT, Op. cit., pp. 11 et 12.

¹⁷ A. TOLLEMER, *Des origines de la charité catholique ou de l'état de la misère et de l'assistance chez les chrétiens, pendant les premiers siècles de l'Eglise*, Dupray de la Mahérie, Paris, pp. 525 à 529.

¹⁸ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* Op. cit., t. II, p. 133.

¹⁹ M. CAPUL, *Abandon et marginalité. Les enfants placés sous l'Ancien régime*, Editions Privat, Toulouse, 1989, p. 86.

²⁰ Jean-François Terme et Jean-Baptiste Monfalcon admettent qu'il existe peu de renseignements sur le fonctionnement de ces établissements d'enfants trouvés (Op. cit., p. 82).

²¹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...*, Op. cit., p. 87.

Les carences du pouvoir séculier ne remettent pas en cause la charité mais en modifient l'action. L'élan charitable se perpétue à travers l'époque franque qui aurait connu l'existence d'hospices pour enfants trouvés : à Arles à la fin V^e siècle²², à Trèves au VI^e²³ ou à Angers au VII^e²⁴. Notons que ces maisons recueillent toutes les infortunes, pas seulement celles de l'enfance. Avant le IX^e siècle, on ne trouve « qu'un asile, ayant date certaine, affecté uniquement à l'enfance abandonnée ; il est dû à l'archiprêtre Daltheus de Milan, en 787 »²⁵. La rénovation impériale revitalise la charité chrétienne et les institutions hospitalières. L'enfance malheureuse, abandonnée aux portes des églises, des monastères ou des hôpitaux, est confiée dans la mesure du possible à des particuliers, mais l'institutionnalisation de l'abandon entraîne celle de la bienfaisance. Les établissements spécialisés renaissent et se multiplient. Ces hospices font la distinction entre les enfants orphelins (légitimes) et les enfants exposés (naturels) : même si certaines maisons acceptent les seconds, la charité s'occupe plus facilement des premiers qui, paradoxalement, peuvent bénéficier d'un « réseau de parents ou d'amis », selon l'expression d'Isabelle Robin²⁶. Jean Imbert constate que « l'application (peut-être trop stricte) de la morale chrétienne aboutit parfois à exclure les enfants naturels des bienfaits de l'hospitalisation »²⁷. Les hôpitaux dépassent l'argument moral à condition que l'enfant exposé soit défrayé. Dans le morcellement de l'époque féodale, certaines coutumes astreignent les seigneurs à l'entretien des enfants abandonnés, comme corollaire direct du droit de déshérence et de bâtardise, d'épaves et de possession des trésors trouvés. Les seigneurs confient souvent cette charge à l'hôpital le plus proche moyennant une rente. Les « dispositions exclusives »²⁸ s'estompent avec l'action généraliste de l'ordre hospitalier du Saint-Esprit de Montpellier à partir du XII^e siècle²⁹, mais elles

²² M. CAPUL, *Op. cit.*, p. 86.

²³ J.-F. TERME & J.-B. MONFALCON, *Op. cit.*, p. 85.

²⁴ L.-F. BENOISTON DE CHATEAUNEUF, *Considérations sur les enfants trouvés dans les principaux Etats de l'Europe*, Mémoire lu à l'Académie royale des sciences, dans la séance du 11 août 1823, Paris, 1824, p. 4.

²⁵ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 99. L'auteur reconnaît qu'il doit cependant en exister d'autres. Dans un autre ouvrage (*Histoire de la charité*, t. III, A. Picard et fils, Paris, 1906, p. 139), il indique que le refuge de Milan a probablement disparu dans les grands incendies de la fin du XI^e siècle. Selon Albert Dupoux, les rares établissements de ce type restent d'initiative pieuse (*Sur les pas de Monsieur Vincent : trois cents ans d'histoire parisienne de l'enfance abandonnée*, Revue de l'Assistance publique, Paris, 1958, p. 8).

²⁶ I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, p. 17. Cette étude comporte d'autres références à ce « réseau familial » (pp. 251 et suivantes).

²⁷ J. IMBERT, *Op. cit.*, p. 11.

²⁸ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 121.

²⁹ L'ordre du Saint-Esprit compte plus de cent maisons en France au XIV^e siècle. Tous les ouvrages consacrés à l'histoire de l'enfance assistée mentionnent l'œuvre : L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* *Op. cit.*, t. III, pp. 141 et suivantes ; J. DEHAUSSY, *L'assistance*

ne disparaissent pas. Ainsi, l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève fondé à Paris vers 1362 ne reçoit-il que les enfants légitimes³⁰. Les lettres patentes portant approbation de cette confrérie parisienne évoquent des raisons morales et financières³¹. L'époque redoute que l'accueil des enfants illégitimes encourage l'abandon et génère la ruine des établissements. L'infortune en général, et celle des enfants en particulier, reste affaire d'Eglise. Les hôpitaux de Marseille (début XIV^e) et de Lyon (début XV^e) parviennent à mettre en place des organisations poussées de la protection de l'enfance abandonnée³² : ils envoient les enfants en nourrice durant le premier âge, puis leur fournissent une éducation à l'hospice jusqu'à l'âge de dix ans environ, avant de les placer en apprentissage³³.

La monarchie n'épaula l'action religieuse qu'à partir du XVI^e siècle en affectant spécialement des établissements aux orphelins (enfants légitimes)³⁴, dans un premier temps. Léon Lallemand insiste sur le nombre considérable d'asiles fondés à partir de la Renaissance, illustrant son propos avec des établissements fameux situés à Paris, Marseille et Montpellier³⁵. L'effroyable situation de l'enfance malheureuse dans la capitale entraîne la création de nouvelles structures. En 1535, François I^{er} crée l'hôpital des Enfants-Dieu (ou des Enfants-Rouges) pour accueillir les enfants dont les parents sont morts à l'Hôtel-Dieu. Il fonde quelques années plus tard, en 1545, l'hôpital de la Trinité (ou des Enfants-Bleus), toujours à destination des enfants « nés en loyal mariage », selon les termes de l'arrêt du Parlement de juillet 1547. Le dispositif est renforcé en 1636 par l'ouverture de la Maison de la Couche³⁶. Des dames charitables fortunées se chargent du fonctionnement de ces établissements. L'insuffisance de ces fondations explique les démarches de Vincent de Paul, figure emblématique de l'enfance assistée³⁷. Son champ d'actions reste Paris où la misère infantile est la plus visible. En 1638, il charge ses Filles de la Charité, compagnie fondée en 1627 pour soulager les

publique à l'enfance. *Les enfants abandonnés*, Librairie du recueil Sirey, Paris, 1951, pp. 16 et 17 ; A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 9 pour qui il s'agit de la « première tentative d'envergure en faveur des enfants abandonnés ».

³⁰ L'établissement n'est pas apparenté à l'ordre montpelliérain (A. DUPOUX, *Op. cit.*, pp. 17 et 23).

³¹ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité... Op. cit.*, t. III, p. 138 ; L.-F. BENOISTON DE CHATEAUNEUF, *Op. cit.*, p. 5.

³² Albert Dupoux prétend que l'hôpital de Lyon serait l'« œuvre la plus complète qui ait vu le jour en France jusqu'à Saint-Vincent-de-Paul » (*Op. cit.*, p. 15).

³³ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...*, *Op. cit.*, t. III, p. 150 ; F. HILDESHEIMER & Ch. GUT, *Op. cit.*, pp. 72 et 73.

³⁴ « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française...* *Op. cit.*, p. 729.

³⁵ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité*, t. IV (vol. 1), A. Picard et fils, Paris, 1906, pp. 443 et suivantes.

³⁶ A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 71.

³⁷ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, pp. 131 et suivantes.

indigents, de secourir les enfants trouvés et abandonnés parisiens³⁸. Dans un deuxième temps, la monarchie s'intéresse donc aux enfants exposés, stigmatisés comme illégitimes : les donations royales seront alors fréquentes et importantes. A la même période, les grandes villes du royaume (Lyon, Marseille) en lutte contre la mendicité, instituent des hôpitaux généraux afin d'enfermer et d'occuper ceux dont l'existence misérable perturbe l'ordre social, notamment les enfants trouvés. La monarchie organise un établissement semblable à Paris (édit d'avril 1656), puis généralise l'institution « à toutes les villes et les gros bourgs » (déclaration de juin 1662 et lettre circulaire de juin 1676)³⁹. A Paris, la charité privée dirige la maison des enfants trouvés jusqu'en 1670, date à laquelle un édit de juin la reconnaît officiellement et la rattache à l'hôpital général de la ville⁴⁰.

En marge de l'intervention royale, d'autres asiles parisiens, d'initiative privée, apparaissent aux siècles suivants⁴¹, limitant leur action aux enfants légitimes. L'hôpital Notre-Dame de la Miséricorde (ou des cent Filles) commence sa mission en 1622 grâce à une libéralité d'Antoine Séguier, président du Parlement. La maison des orphelins de la Mère-de-Dieu ouvre ses portes en 1648, à l'initiative du prêtre de Saint-Sulpice. La première moitié du XVIII^e siècle voit naître les maisons des orphelins du Saint-Enfant-Jésus et de la Mère-de-Pureté. Le petit hospice Beaujon, du nom de son fondateur, receveur général des finances, recueille quelques enfants peu avant les événements révolutionnaires (1784). A travers ces quelques exemples de maisons pour orphelins, Léon Lallemand et plus récemment Isabelle Robin, entendent établir une analogie avec les orphelinats de l'histoire contemporaine⁴² ; la capitale recense une dizaine de ces « orphelinats » à la veille de la Révolution⁴³. Ce type de structures, anéanti par les troubles révolutionnaires, annonce en effet le mouvement des orphelinats qui naît au XIX^e siècle⁴⁴. Des établissements similaires existent

³⁸ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* Op. cit., t. IV (vol. 1), p. 41 ; J.-F. TERME & J.-B. MONFALCON, *Op. cit.*, pp. 96 et suivantes.

³⁹ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* Op. cit., t. IV (vol. 1), p. 262.

⁴⁰ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* Op. cit., p. 137 et *Histoire de la charité*, t. IV (vol. 2), A. Picard et fils, Paris, 1912, p. 94.

⁴¹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* Op. cit., p. 218.

⁴² L. LALLEMAND, *Histoire de la charité...* Op. cit., t. IV (vol. 1), p. 456 ; I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, p. 17. Cette dernière retrace l'histoire de ces « maisons spécialisées qui préfigurent nos orphelinats ».

⁴³ Selon une classification des hôpitaux parisiens établie en 1788 par Jacques René Tenon, médecin de l'Hôtel-Dieu et auteur de *Mémoires sur les hôpitaux de Paris* (C. BLOCH, *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution. Généralités de Paris, Rouen, Alençon, Orléans, Chalons, Soissons, Amiens (1764-1790)*, Slatkine-Megariotis Reprints, Genève, 1974, p. 97 ; I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, p. 103).

⁴⁴ Les orphelinats modernes se consacrent davantage à l'éducation. Le travail d'Isabelle Robin démontre déjà l'importance de l'enseignement sous l'Ancien régime dans ces asiles

aussi en province. Maurice Capul retrace par exemple l'histoire d'un couvent pour « filles orphelines », situé à Agen, fondé pour pallier les insuffisances de l'hôpital général en matière de protection des jeunes filles⁴⁵. D'autres ouvrages font référence aux anciennes maisons de Lille, Chartres, institutions qualifiées d'« orphelinats municipaux », et de Dijon⁴⁶. Dans le Tarn d'avant la Révolution, les couvents des Sœurs de la Présentation à Castres et des Sœurs de la Croix à Lavaur recueillent des orphelines. Mais à la fin de l'Ancien régime, la condition dramatique de l'enfance abandonnée éclipse en totalité l'histoire de ces maisons pour orphelins légitimes.

Avec la concentration des établissements, l'action en faveur des enfants assistés atteint un degré de perfectionnement important pour l'époque. Les grandes villes attirent toute la misère enfantine provinciale⁴⁷. La création des hôpitaux généraux de province n'y change pas grand-chose. Le destin de l'enfant non désiré se limite à une simple alternative : l'infanticide ou l'abandon, et « pour éviter le premier, on tolère le second »⁴⁸. Dès lors, la monarchie intervient davantage dans le domaine hospitalier pour tenter d'enrayer l'accroissement constant du nombre d'enfants abandonnés⁴⁹. Les chiffres sont impressionnants⁵⁰ et encore, le taux de mortalité infantile très élevé les abaisse-t-il⁵¹. Les méthodes, inchangées⁵², ne conviennent pas à une population nombreuse. Pour des raisons financières (réduire les dépenses des hôpitaux-hospices), sanitaires (préserver la santé des enfants) et sociales (leur faire prendre l'habitude du travail), l'usage se développe à partir de 1772 de laisser les enfants à la campagne afin qu'ils apprennent un métier

qu'elle qualifie de « maisons d'éducation » (*Op. cit.*, pp. 426 et suivantes). Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, le volet éducatif connaît une progression indéniable. Avec le nouveau siècle, après la rupture révolutionnaire, plus que jamais l'instruction est au centre des orphelinats.

⁴⁵ M. CAPUL, *Op. cit.*, pp. 88 à 91.

⁴⁶ I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, pp. 95 et suivantes.

⁴⁷ J. SANDRIN, *Enfants trouvés, enfants ouvriers (XVII^e-XIX^e siècle)*, Editions Aubier Montaigne, Paris, 1982, p. 8.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 27.

⁴⁹ « Cette plaie des gouvernements civilisés » (L.-F. BENOISTON DE CHATEAUNEUF, *Op. cit.*, p. 34).

⁵⁰ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 161.

⁵¹ J. CHARPENTIER, *Le droit de l'enfance abandonnée. Son évolution sous l'influence de la psychologie*, P.U.F., Paris, 1967, p. 102.

⁵² Les enfants sont placés très tôt chez une nourrice, puis ramenés à l'hospice pour y apprendre un métier. « Les méthodes d'éducation en usage dans les maisons de l'hôpital des Enfants Trouvés et dans celles de l'hôpital général, où les enfants sont recueillis à leur retour de la campagne, ne donnent pas toujours d'heureux résultats. » (A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 100). Les filles ne trouvent pas toujours à se placer ou se dévergent. Les garçons se retrouvent souvent sans métier et mènent une vie de vagabonds.

auprès de cultivateurs. En dépit des efforts, l'abandon d'enfants reste une plaie de l'Ancien régime⁵³.

La Révolution bouleverse les structures charitables chargées de l'enfance malheureuse. La création de l'assistance publique suit cependant un processus chaotique, rythmé par de nombreux revirements, au cours desquels les grands principes aboutissent à des réalisations étriquées et les transformations radicales se soldent par des retours en arrière. La politique sociale souffre, comme les autres ambitions révolutionnaires, de l'extrême faiblesse des moyens financiers.

A la recherche des ressources nécessaires à une refonte totale de la société, les révolutionnaires mettent les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation par le décret du 24 novembre 1789. En guise de compensation, l'Etat s'engage à pourvoir au soulagement de tous les indigents, mission jusque-là dévolue à l'Eglise en considération de son patrimoine. S'ouvre une nouvelle ère dans laquelle « l'assistance n'est pas un bienfait mais une dette de la société »⁵⁴. Cet humanisme de principe sera bien vite nuancé : le décret du 10 septembre 1790 abandonne l'assistance publique à la charge des collectivités locales en supprimant les aides nationales aux établissements hospitaliers. Dans les faits, le Trésor public continuera à leur rembourser les dépenses des enfants trouvés (décrets des 18 février, 29 mars et 28 juin 1791). Dans les premiers temps de la Révolution, le sort de l'enfance malheureuse se trouve ballotté par l'incertitude liée aux ressources des institutions charitables.

En contrepartie de l'abolition des privilèges, la Constituante décharge les seigneurs hauts-justiciers de leur obligation envers l'enfance abandonnée. Le décret du 29 novembre 1790⁵⁵ confie l'élaboration d'un nouveau régime de l'enfance malheureuse au comité d'extinction de la mendicité (article 3), créé le 30 janvier 1790 sous la direction de La Rochefoucauld-Liancourt. Pour mettre un terme à la complexité multiforme de l'Ancien régime, les révolutionnaires entendent promouvoir l'unité comme critère essentiel de leur nouvelle organisation sociale. La Constitution du 3 septembre 1791 fait de cette population une priorité de l'assistance publique (titre 1^{er} relatif aux dispositions fondamentales) en prévoyant qu'« il sera créé et organisé un établissement général de secours publics, pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes et fournir du travail aux pauvres

⁵³ Camille Bloch rapporte la hausse continue, exponentielle, du nombre d'enfants assistés dans le dernier siècle de l'Ancien régime (*Op. cit.*, p. 105).

⁵⁴ J. CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 93.

⁵⁵ J.-B. DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*, t. II (1790-1791), p. 62. Un autre décret pris le 13 avril 1791 rappelle cette disposition.

valides qui n'auraient pas pu s'en procurer »⁵⁶. Avec le décret du 19 janvier 1792, la Législative insiste en déclarant que « le soulagement de la pauvreté est le devoir le plus sacré d'une Constitution qui repose sur les droits imprescriptibles des hommes » et distribue face à l'urgence de la situation, des allocations censées aider les hospices⁵⁷ dont les biens ont été spoliés quelques mois plus tôt.

La situation des congrégations religieuses s'aggrave sous la Législative, entraînant l'anéantissement des œuvres d'assistance. Lorsque le décret des 13-19 février 1790 supprime les ordres religieux dans lesquels sont prononcés des vœux perpétuels réputés contraires aux principes de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, son exécution connaît deux nuances : les religieux ou religieuses qui se sentent impropres à la vie du monde pourront continuer à vivre dans leur monastère ; les congrégations à vœux simples, les œuvres d'assistance et d'enseignement, pourront continuer à exister. Ce premier texte n'affecte que « très légèrement le personnel hospitalier »⁵⁸. Seules les congrégations d'hommes sont touchées. Toutefois, à partir de la loi du 18 août 1792, le clergé régulier cesse d'avoir une existence légale. L'Assemblée supprime les deux tolérances précédentes et, exigeant le serment révolutionnaire des religieuses hospitalières, provoque notamment une désorganisation du service intérieur des hôpitaux⁵⁹. Les mesures de la Convention détruisent les œuvres conventuelles et hospitalières en faveur des orphelins.

L'Assemblée se contente, durant les premières années, de voter des secours périodiques pour l'entretien des enfants abandonnés⁶⁰. Sur la base des réflexions du comité de mendicité, la Convention instaure un nouveau système de secours publics⁶¹. Dans son décret du 19 mars 1793, la Convention affirme que « l'assistance du pauvre est une dette nationale » et annonce la vente des « biens des hôpitaux, fondations et dotations en faveur des pauvres » (article 5)⁶², notamment des enfants abandonnés. La situation devient alors catastrophique⁶³ ; seule une partie des biens visés sera mise en vente et, en moins d'un an, les hôpitaux se retrouvent privés de personnel et de ressources. Le décret du 28 juin 1793 déclare que « la nation se charge de l'éducation physique et morale des enfants abandonnés » (titre 1^{er}, paragraphe 2, article 1^{er}), « désormais désignés sous la dénomination

⁵⁶ *Ibid.*, t. III (1791), p. 241.

⁵⁷ *Ibid.*, t. IV (1791-1792), p. 48.

⁵⁸ J. IMBERT, *Op. cit.*, p. 31.

⁵⁹ J. IMBERT (sous la direction de), *Histoire des hôpitaux en France*, Editions Privat, Toulouse, 1982, p. 288.

⁶⁰ Décrets des 9 janvier, 15 février, 5 mai 1793.

⁶¹ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, pp. 37 et suivantes.

⁶² J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. V (1792-1793), p. 204.

⁶³ J. IMBERT, *Histoire des hôpitaux en France... Op. cit.*, pp. 279 à 282.

d'orphelins » (article 2)⁶⁴. Le même texte établit le principe du placement en nourrice et prescrit également des secours aux enfants appartenant à des familles indigentes (titre 1^{er}, paragraphe 1). Le décret du 4 juillet 1793 change l'appellation des enfants trouvés en « enfans naturels de la patrie »⁶⁵. Ces deux derniers textes distinguent donc trois catégories d'enfants : les enfants trouvés (ou enfans naturels de la patrie), les enfants abandonnés (ou orphelins) et les enfants indigents. Mais ces décrets ne recevront aucune exécution par manque de moyens et l'assistance à l'enfance se limite à un soutien financier irrégulier aux établissements hospitaliers. Pour tenter de remédier à la misère des familles d'accueil, la Convention et le Directoire s'attacheront à définir le paiement des nourrices à qui sont remis les enfants par les décrets du 19 août 1793, 4 germinal an II (24 mars 1794), 20 thermidor an III (7 août 1795) et l'arrêté du 5 messidor an IV (23 juin 1796).

Le Directoire amorce un retour en arrière en restituant les biens hospitaliers non vendus. Il détermine en outre le cadre général de l'assistance à l'enfance avec la loi du 27 frimaire an V (17 décembre 1796). Ce premier texte de référence, relatif aux enfants abandonnés, confie à « tous les hospices civils de la République »⁶⁶ la lourde charge de recevoir cette population (article 1^{er}). L'arrêté du 30 ventôse an V (20 mars 1797), qui précise la loi sur « la manière d'élever et d'instruire les enfants abandonnés »⁶⁷, établit le fonctionnement du service pour le siècle à venir en synthétisant certains principes déjà en vigueur sous l'Ancien régime⁶⁸ : les enfants ne sont pas conservés dans les hospices mais placés à la campagne ; l'hospice n'est qu'un dépôt (article 1^{er}) en attendant le placement en nourrice ou en pension (selon l'âge) chez des particuliers, sauf au cas de maladie ou d'infirmité grave. Le principe du placement définitif à la campagne est affirmé à l'article 3 : « Les enfants placés dans les campagnes ne pourront jamais être ramenés dans les hospices ». Ce moyen suit une logique de santé, à l'opposé de la théorie d'enfermement des mendiants à l'hôpital. L'autre motif du placement est évidemment financier, le Trésor public cherchant des solutions pour subvenir aux besoins des hospices avec les lois du 26 fructidor an VI (12 septembre 1798) et 6 vendémiaire an VIII (28 septembre 1799).

⁶⁴ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. V (1792-1793), p. 362.

⁶⁵ *Ibid.*, t. VI (1793-1794), p. 4.

⁶⁶ *Ibid.*, t. IX (1795-1797), p. 246.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 326.

⁶⁸ Selon Jehanne Charpentier, les idées appliquées au XIX^e siècle sont en germe avant les événements révolutionnaires : installation de tours pour éviter les expositions, recours au placement chez des cultivateurs ou des industriels, recrutement militaire, etc... (*Op. cit.*, p. 97).

Le siècle qui s'ouvre apparaît comme une période de construction pour l'assistance publique à l'enfance. Le service y acquiert empiriquement les éléments qui le caractériseront jusqu'à la refonte totale de la matière après la seconde guerre mondiale⁶⁹. Napoléon entreprend une réorganisation complète de l'aide à l'enfance malheureuse en s'inspirant des idées de l'Ancien régime et de la Révolution. Trois textes abrogent la législation révolutionnaire et forment la base de ce service public pour un siècle. L'arrêté du 25 vendémiaire an X (17 octobre 1801) consacre le caractère départemental du service en mettant à la charge de cette circonscription administrative les dépenses relatives à l'entretien des enfants abandonnés (article 3 : « payées sur les mandats des préfets »). La loi du 15 pluviôse an XIII (4 février 1805), qui reste en vigueur jusqu'à la loi du 27 juin 1904, confie la tutelle des enfants admis dans les hospices aux commissions administratives. Au détour de l'article 2, le législateur imagine l'avenir de l'enfant, « placé comme ouvrier, serviteur ou apprenti ». Enfin et surtout, le décret du 19 janvier 1811 inaugure une forme moderne et rationnelle de l'assistance publique à l'enfance, en apportant une limite aux populations et établissements concernés⁷⁰. Le texte détermine, dès l'article 1^{er}, trois catégories d'enfants « dont l'éducation est confiée à la charité publique » : les enfants trouvés, les enfants abandonnés et les orphelins pauvres, les articles suivants définissant chacune de ces populations. Le décret exige en outre un seul hospice dépositaire par arrondissement (article 4), dans lequel un tour permet les expositions⁷¹. Les dispositions relatives à l'éducation des enfants (titre 4^{ème}) systématisent les méthodes élaborées sous l'Ancien régime et reprises par la Révolution : mise en nourrice des enfants en bas âge (article 7), placement en pension à l'âge de six ans « chez des cultivateurs ou des artisans » (article 9), puis en apprentissage à douze ans (article 17). L'hôpital n'est qu'un dépôt, un lieu de transition, un refuge temporaire⁷² ; seuls « les estropiés, les infirmes » y seront élevés – à la charge de l'hospice – et occupés à des travaux dans les ateliers internes (articles 10 et 20).

⁶⁹ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 41.

⁷⁰ La circulaire ministérielle du 27 mars 1810 qui apporte des précisions aux différentes mesures prises pendant la période révolutionnaire, prend la dimension d'un préambule au décret de 1811.

⁷¹ Le système (ancien) du tour d'abandon doit empêcher les infanticides puisqu'il permet de se défaire d'un nouveau-né de façon anonyme et définitive. La personne dépose l'enfant à l'extérieur de l'hôpital dans une niche murale prévue à cet effet ; une sœur fait pivoter le dispositif afin de recueillir l'enfant à l'intérieur.

⁷² « L'enfant en général ne passe que fort peu de temps à l'hospice : ce n'est qu'un lieu de dépôt essentiellement transitoire ; il part avec une nourrice aussitôt que son état de santé le permet et ne revient à l'hospice qu'en cas d'accidents ou de maladies graves. » (Ch. RHEM, *Les enfants abandonnés*, Arthur Rousseau, Paris, 1903, p. 160).

Par la généralisation du tour, les autorités impériales imaginent réduire le nombre d'enfants assistés, l'admission à bureau ouvert durant la période révolutionnaire ayant entraîné des abus. Contrairement à l'effet escompté, le système du tour favorise les abandons, l'anonymat de l'acte l'emportant sur son irrévocabilité. Le résultat statistique ne se fait pas attendre, « des sommets sont atteints sous la Restauration et la Monarchie de Juillet »⁷³, notamment dans le département du Tarn⁷⁴. L'accroissement extraordinaire des admissions entraînant une hausse continue des dépenses, l'institution n'aura de cesse de se perfectionner⁷⁵. Les réformes effectuées par les deux régimes monarchiques montrent des préoccupations essentiellement financières⁷⁶. Les gouvernements multiplient les instructions exigeant la rigueur des administrations hospitalières afin d'enrayer le phénomène⁷⁷. Les orphelinats apparaissent à la suite des resserrements opérés dans l'assistance publique à l'enfance.

II. LE TEMPS DES ORPHELINATS :

Le thème de l'enfance assistée est déjà abondamment étudié dans son acception de service public. Il s'agit par conséquent d'orienter cette recherche vers les structures d'accueil d'initiative privée. L'orphelinat est un produit de la société industrielle, mais l'histoire de cette institution éprouve des imperfections relatives à sa délimitation. L'imprécision qui caractérise le début et la fin de cette période, s'explique par la dimension locale de l'initiative charitable.

Le temps des orphelinats s'ouvre avec le deuxième tiers du XIX^e siècle (autour de 1830, *terminus a quo*), à la faveur de deux phénomènes concomitants. Le mouvement est d'abord une conséquence des restrictions

⁷³ I. JABLONKA, *Ni père, ni mère. Histoire des enfants de l'assistance publique (1874-1939)*, Editions du Seuil, Paris, 2006, p. 10.

⁷⁴ A. de WATTEVILLE (inspecteur général des établissements de bienfaisance), *Statistique des établissements et services de bienfaisance. Rapport à Son Excellence le ministre de l'Intérieur sur la situation administrative, morale et financière du service des enfants trouvés et abandonnés en France*, Hachette, Paris, 1971 (reproduction de l'édition Imprimerie impériale, Paris, 1849), pp. 8 et 13.

⁷⁵ Par exemple, entre 1824 à 1833, la moyenne annuelle du nombre d'enfants confiés à l'assistance publique dans le département du Tarn est supérieure au millier et en augmentation. Il faut attendre la moitié du siècle pour passer sous cette barre.

⁷⁶ Le souci premier restant la réduction des charges de l'Etat, les gouvernements ont tôt fait de reporter la part la plus lourde des frais sur les départements et les communes. Les lois de finances de la Restauration (25 mars 1817, 15 mai 1818 et 19 juillet 1819) renforcent le caractère départemental de la dépense des enfants assistés (centimes additionnels). Les lois de décentralisation de la Monarchie de Juillet (loi du 18 juillet 1837 relative aux communes, loi du 10 mai 1838 relative aux départements) organisent le budget des collectivités locales de manière à les faire participer obligatoirement à la dépense.

⁷⁷ J. SANDRIN, *Op. cit.*, p. 81.

apportées au régime public de l'enfance assistée : ce type d'établissements commence à fleurir sous la Monarchie de Juillet pour prendre en charge les enfants exclus de la définition légale. Il concorde ensuite avec le renouveau religieux postérieur à la Révolution, marqué par l'essor des congrégations catholiques et l'engagement confirmé des protestants en matière d'assistance. L'assistance publique ne concourt que très imparfaitement à la protection de l'enfance, faute de moyens⁷⁸ ; le secteur privé d'impulsion religieuse renaît, se développe et apporte un complément original en érigeant des orphelinats.

Les administrations royales tentent de corriger le service public de l'enfance assistée par une définition plus précise des populations à secourir, puis une diminution progressive des hospices dépositaires. La première tendance, orchestrée par le pouvoir central, concerne la classe particulière des orphelins pauvres. Le décret de 1811 les définit comme « ceux qui n'ayant ni père ni mère, n'ont aucun moyen d'existence » (article 6). Si la lettre est déjà en soi restrictive, son application demeurera quasi nulle. Léon Lallemand note l'« exclusion systématique »⁷⁹ de cette catégorie, laissée à la charge exclusive des hospices. Albert Dupoux ajoute qu'« ils ne tarderont pas à être rejetés par les instructions ultérieures »⁸⁰. Selon Jacques Dehaussy, l'instruction du 8 février 1823 exclut les orphelins pauvres et les enfants de familles indigentes⁸¹. La circulaire ministérielle du 6 août 1840 explique qu'« en repoussant des hospices les enfants que leurs parents étaient reconnus en état de nourrir, le gouvernement a rempli un devoir de morale et de bonne administration ». Rejetés par l'assistance publique, ces enfants trouveront refuge dans des orphelinats. La deuxième tendance, d'origine locale, implique une diminution des établissements dépositaires. Dès la Restauration, les pouvoirs publics prennent conscience de l'inefficacité du tour d'abandon : il facilite les expositions d'enfants qui sont davantage dues à la misère qu'à la dépravation des mœurs. En dépit de la loi, les autorités départementales procèdent donc à la fermeture progressive des tours sur l'ensemble du territoire : neuf entre 1813 et 1823, trente-cinq entre 1823 et 1834, vingt-cinq en 1835, trente-deux en 1836, seize en 1837⁸². L'accueil des enfants se trouve de fait concentré dans les hôpitaux dépositaires restants.

⁷⁸ H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales* (Deuxième série. L-P, t. XVII. Ore-Ors, sous la direction de Amédée Dechambre, puis de Léon Lereboullet), Masson et Asselin, Paris, 1882, p. 580 : « Elle ne secourt en réalité qu'une quantité relativement minime des enfants qui auraient besoin de son assistance. »

⁷⁹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 276.

⁸⁰ A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 186.

⁸¹ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 50.

⁸² Sur la fermeture des tours, voir : J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 50 et A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 194.

Toutefois, dans les anciens dépôts, les religieuses hospitalières n'hésitent pas à conserver des enfants en fondant un orphelinat au sein de l'hôpital.

Avec le nouveau siècle, la religion sort d'une période difficile, marquée par la désorganisation de l'Eglise catholique et la précarité du statut protestant. Napoléon intègre les confessions chrétiennes à son administration et les régimes monarchiques suivants maintiennent un courant favorable. La Restauration confirme le catholicisme comme religion de l'Etat mais conserve la liberté des cultes ; la Monarchie de Juillet ménagera davantage le protestantisme⁸³. Ces manifestations politiques caractérisent un renouveau religieux plus profond⁸⁴. Le clergé catholique retrouve sa vitalité, dont témoigne l'extraordinaire essor des groupements religieux. L'importante féminisation du catholicisme se traduit par la fondation de plus de quatre cents congrégations de femmes au XIX^e siècle⁸⁵. De plus, l'aggravation de la pauvreté provoque un ajustement du discours religieux. En refusant les désastres sociaux provoqués par le libéralisme économique, le catholicisme social dépasse l'antique charité pour élaborer une réflexion et une action adaptées à la nouvelle société industrielle⁸⁶. Un premier courant paternaliste, ébauché par des personnalités politiques comme Armand de Melun et Emile Keller, trouve sa continuation avec les initiatives d'Albert de Mun et de René de la Tour du Pin. Le protestantisme s'affirme également au début du XIX^e siècle dans le mouvement du Réveil, constitué d'échanges doctrinaux et d'interventions sociales⁸⁷, dont Ami Bost⁸⁸ ou encore Adolphe Monod seront des figures marquantes. Les pasteurs amorceront après la Commune une réflexion théologique sur la justice sociale, inaugurant le protestantisme social. Pour les deux

⁸³ E. LEONARD, *Histoire générale du protestantisme* (t. III. Déclin et renouveau. XVIII^e-XX^e siècle), P.U.F., Paris, 1988, p. 221.

⁸⁴ G. CHOLVY & Y.-M. HILAIRE (sous la direction de), *Histoire religieuse de la France (1800-1880)*, Editions Privat, Toulouse, 2000.

⁸⁵ C. LANGLOIS, *Le catholicisme au féminin. Les congrégations françaises à supérieure générale au XIX^e siècle*, Editions du Cerf, Paris, 1984.

⁸⁶ J.-B. DUROSELLE, *Les débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*, P.U.F., Paris, 1951, p. 601 ; J.-M. MAYEUR, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Editions du Cerf, Paris, 1986 ; R. TALMY, *Aux sources du catholicisme social. L'école de la Tour du Pin*, Desclée, Tournai, 1963.

⁸⁷ S. DHONT, *Le droit des œuvres sociales du protestantisme français au XIX^e siècle (1814-1914)*, Thèse de droit sous la direction de Brigitte Basdevant-Gaudemet, Paris, 2001, pp. 48 et suivantes ; Ph. WOLFF (sous la direction de), *Les protestants en France (1800-2000)*, Editions Privat, Toulouse, 2001 ; J. LE GOFF & R. REMOND (sous la direction de), *Histoire de la France religieuse* (t. III. Du roi Très Chrétien à la laïcité républicaine. XVIII^e-XX^e siècle, sous la direction de Philippe Joutard), Editions du Seuil, Paris, 1992, p. 462.

⁸⁸ Père de John Bost (1817-1881), fondateur des asiles de La Force en Dordogne, neuf établissements créés entre 1848 et 1881 à destination des populations nécessiteuses, en premier lieu les orphelines et les orphelins. L'œuvre obtient la reconnaissance d'utilité publique le 7 septembre 1877.

confessions, la restauration religieuse passe évidemment par l'instruction, mais la tournure industrielle prise par la société va diversifier les moyens de diffusion. Catholiques et protestants s'impliquent donc dans la protection sociale des plus faibles, à travers des œuvres de soins et d'enseignement. L'avènement des orphelinats, qui mêlent les deux aspects, incarne parfaitement cette volonté apostolique. Ainsi, ces institutions proviennent-elles d'un courant primitif du christianisme social⁸⁹, empreint de paternalisme, qui imagine un ordre social fondé sur la religion, la famille et l'atelier. Suivant cette conception, l'orphelinat doit remédier aux défaillances de la cellule familiale, causées par l'industrialisation.

L'apogée des orphelinats concorde avec la seconde moitié du XIX^e siècle, l'application des lois anticongréganistes symbolisant la fin de cet âge d'or. L'intérêt juridique de notre sujet augmente d'ailleurs fortement avec l'arrivée au pouvoir des Républicains. Au fur et à mesure que l'Etat, devenant Providence, s'affirme dans le domaine de l'enseignement et de l'assistance, le rôle des orphelinats s'amoindrit. Cette époque s'achève avec le deuxième tiers du XX^e siècle (autour de 1970, *terminus ad quem*), au terme d'un lent processus légal d'amélioration de la condition de l'enfance et de la famille.

« THEME ». UNE INSTITUTION MECONNUE :

Le terme « orphelinat » renferme un certain aspect générique qui le rend difficile à définir ou à répertorier. Jusqu'à une époque récente, la moindre institution pour enfants malheureux prend l'appellation – populaire – d'orphelinat, qu'elle soit publique (assistance) ou privée (charité), abstraite⁹⁰ (bourses) ou concrète (établissements). Cependant, les orphelinats correspondent bien à une réalité historique, apparue au XIX^e siècle. D'ailleurs, le terme « orphelinat », pourtant ancien⁹¹, n'entre qu'en 1842 dans le *Dictionnaire de l'Académie française*, qui le définit simplement comme un « établissement charitable destiné à élever des orphelins »⁹². La justesse de la concision cache néanmoins une institution plus complexe qu'il n'y paraît. Au milieu du siècle (1856), le *Dictionnaire universel de la langue française* de

⁸⁹ L'expression est employée ici dans un sens générique regroupant les doctrines sociales catholiques ou protestantes, et non comme la version protestante du catholicisme social.

⁹⁰ Certaines associations charitables, dont la titulaire contient le terme « orphelinat », viennent en aide aux enfants nécessiteux en leur attribuant des bourses ; ces enfants ne vivent pas en institution mais chez des particuliers, souvent des proches. Certains auteurs évoquent des orphelinats « externes », par opposition aux œuvres d'internat.

⁹¹ J. DUBOIS, H. MITTERAND & A. DAUZAT, « Orphelin », *Dictionnaire étymologique*, Editions Larousse, Paris, 2007, p. 571.

⁹² « Orphelinat », *Dictionnaire de l'Académie française*, t. II, France-Expansion, Paris, 1972 (reproduction de la septième édition des frères Firmin-Didot, Paris, 1878), p. 320.

Louis-Nicolas Bescherelle définit encore la « maison d'orphelins » (et non l'orphelinat) comme l'« établissement où l'on recueille les enfants qui ont perdu leurs parents, où on les entretient »⁹³. Avec les années, la définition du mot gagne en profondeur : en 1870, le progressiste *Nouveau dictionnaire universel* de Maurice La Châtre présente l'orphelinat comme l'« asile où l'on élève, moyennant un trousseau, ou tout à fait gratuitement, les enfants qui ont perdu leurs protecteurs naturels »⁹⁴.

Alors que le critère de la structure d'accueil reste un élément constant (établissement, maison, asile), celui de la population recueillie s'étoffe peu à peu. D'« enfants qui ont perdu leurs parents », les orphelins deviennent des « enfants qui ont perdu leurs protecteurs naturels ». La seconde expression semble sous-entendre que ces enfants conservent de la famille, donc une possibilité de soutien, financier notamment ; ce qui explique que la dernière définition témoigne d'une éventuelle participation (trousseau) pour l'admission de l'enfant. Par ailleurs, aucun de ces auteurs ne s'attarde sur le rôle dual des orphelinats, préférant énoncer son caractère charitable, avec des verbes forts comme « recueillir » et « entretenir », plutôt que son caractère enseignant, que le verbe « élever » suggère timidement. Cette présentation partielle de l'institution se comprend au regard de l'histoire des orphelinats, des établissements fondés originellement pour secourir des enfants orphelins ou abandonnés. Dans leur forme nouvelle, ces œuvres ajoutent à la mission charitable un important volet éducatif. Les orphelinats recueillent des orphelins et assurent leur éducation. La caractéristique n'échappera pas aux dictionnaires de la fin du siècle⁹⁵.

L'étude approfondie de cette institution particulière démontre que l'acception large du mot résulte de son essence même. Il résulte de nos recherches, qu'un orphelinat est un établissement charitable spécial, d'initiative privée et à caractère confessionnel, recueillant et éduquant des enfants en situation familiale malheureuse. Cette définition tente de traduire le plus complètement possible la réalité complexe de ces structures. Chacun des éléments constitutifs de la phrase comporte une part d'ambiguïté qui nous éclaire sur la difficulté à déterminer l'existence d'un orphelinat⁹⁶. Il s'agit de les reprendre en remontant le fil de notre définition.

⁹³ « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française... Op. cit.*, p. 729.

⁹⁴ « Orphelin », *Nouveau dictionnaire universel*, sous la direction de Maurice La Châtre, t. II, France-Expansion, Paris, 1972 (reproduction de l'édition des Docks de la Librairie, Paris, 1870), p. 924.

⁹⁵ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, t. XI, Administration du Grand dictionnaire universel, Paris, 1874, p. 1504 ; M. BLOCK, « Orphelinat », *Dictionnaire de l'administration française*, t. II. Faux-Zone, Berger-Levrault, Paris, 1877-1885, p. 1441.

⁹⁶ H. TRIBOULET, *Les œuvres de l'enfance, maternité, première enfance, adolescence ; les œuvres existantes, gouttes de lait, crèches, orphelinats, patronages, asiles, colonies scolaires*,

I. « DES ENFANTS EN SITUATION FAMILIALE MALHEUREUSE » :

L'étymologie du terme « orphelin » remonte au lointain sanskrit *orbhakâ* qui signifie « enfant ». Ce vocable semble avoir donné le latin classique *orbus*, « privé de » (« aveugle » en latin populaire⁹⁷). Il sera remplacé par le grec *orphanos*, lui-même à l'origine du latin ecclésiastique *orphanus*⁹⁸, que l'on retrouvera ensuite dans toutes les langues⁹⁹ (espagnol *huérfano*, portugais *orvão*, italien *orfano*, anglais *orphan*), notamment l'ancien français « orfene ». Le mot se transforme peu à peu : « orfenin », « orphenin » et enfin « orphelin » par dissimilation de *n*. Il s'emploie d'abord comme adjectif (un enfant orphelin), avant de devenir un substantif (un orphelin).

Tandis que l'assistance publique affine progressivement, dans un souci d'économie, les contours de l'enfance assistée (ou à assister), les orphelinats fonctionnent différemment avec une délimitation particulière de cette population. Selon la définition communément établie, l'orphelin est l'enfant « qui a perdu son père et sa mère, ou l'un d'eux »¹⁰⁰. Mais l'usage ordinaire emploie le terme pour l'enfant qui n'a perdu qu'un de ses parents, « et particulièrement sa mère »¹⁰¹. Les dictionnaires du XIX^e siècle précisent qu'on se sert peu du mot « en parlant d'un enfant à qui il reste son père »¹⁰². Au XIX^e siècle, l'Etat prend en charge deux figures de l'enfance : le « sans famille » (trouvé, abandonné, orphelin pauvre) et le « délinquant ». Les orphelinats recueillent une population intermédiaire : l'enfance « en danger », c'est-à-dire les enfants qui risquent de tomber dans la délinquance parce que leur famille n'a pas les moyens de les éduquer. Par conséquent, la condition d'orphelin se détermine uniquement par rapport à la situation des parents. Les orphelinats proposent donc une interprétation ambivalente du mot « orphelin » en le modulant dès la source parentale.

dispensaires, sanatoriums, œuvres de protection, œuvres de préservation, etc., O. Doin, Paris, 1906, p. 77 : « Ainsi se trouvent reliées entre elles les œuvres d'orphelinats, d'asiles, d'apprentissage, de patronage, sans qu'il soit toujours bien facile de séparer les unes des autres. »

⁹⁷ J. DUBOIS, H. MITTERAND & A. DAUZAT, « Orbe », *Dictionnaire étymologique...* *Op. cit.*, p. 568.

⁹⁸ *Ibid.*, « Orphelin », p. 571.

⁹⁹ J. PIGEAUD (sous la direction de), *Orphelin, enfant abandonné*, Université de Nantes, Nantes, 1987, notule linguistique pp. 2 et 3.

¹⁰⁰ « Orphelin », *Dictionnaire de l'Académie française...* *Op. cit.*, t. II, p. 320 ; « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française...* *Op. cit.*, p. 729 ; « Orphelin », *Nouveau dictionnaire universel...* *Op. cit.*, p. 924.

¹⁰¹ Et d'insister (*Ibid.*, p. 924) : « Celui, celle qui a perdu son père ou plutôt sa mère. »

¹⁰² « Orphelin », *Dictionnaire de l'Académie française...* *Op. cit.*, p. 320.

UNE DEFINITION RESTRICTIVE DE L'ORPHELIN.

Selon une discrimination traditionnelle qui se poursuit au XIX^e siècle, un orphelin est un enfant légitime. Lui seul subit une « misère imméritée »¹⁰³ que les orphelinats entendent combattre ; ils laissent à l'assistance publique les enfants naturels ou illégitimes. Invariable chez les congrégations catholiques, cette ségrégation sera toutefois amoindrie par les œuvres protestantes du département afin d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique. Dans la conception chrétienne opposant les enfants du « malheur » à ceux du « vice »¹⁰⁴, l'état civil (le droit) et la conduite (les faits) des parents conditionnent l'admission future de l'enfant s'ils viennent à décéder. « Bienfaiteurs et dames patronnesses ont toujours à cœur de distinguer l'enfant trouvé, porteur de vice et de désordre, et l'orphelin, victime innocente du malheur. »¹⁰⁵

En conséquence, l'entrée à l'orphelinat exige un certain formalisme pour répondre à ces conditions de moralité (preuves de la légitimité et du baptême de l'enfant, recommandations du curé de la paroisse ou d'une église presbytérale), de santé (certificats de vaccination) et d'âge (variable selon les établissements).

UNE DEFINITION EXTENSIVE DE L'ORPHELIN.

Les orphelins pauvres constituent, à côté des enfants trouvés et des enfants abandonnés, une catégorie légale d'enfants à assister. L'assistance publique n'acceptant que les enfants ayant perdu leurs deux parents (donc sans aucun soutien de famille), les statistiques expriment des chiffres minimes par rapport à la catégorie des enfants abandonnés. Au contraire, les orphelinats abordent la définition de l'orphelin dans sa portée la plus large où l'absence parentale n'est pas due qu'à la mort. Paradoxalement, bon nombre d'enfants en orphelinat ne sont pas orphelins au sens strict... Ce sont des enfants dans une situation familiale difficile¹⁰⁶ : des enfants délaissés, soit après le décès du père et/ou de la mère, soit simplement après une insuffisance morale ou matérielle du/des parent(s) restant(s). Dans sa thèse, Caroline Gaudrie envisage le cas d'enfants « victimes de la défection de la cellule familiale »¹⁰⁷. Le dictionnaire de Bescherelle en témoigne : « Il

¹⁰³ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel...* *Op. cit.*, p. 1504.

¹⁰⁴ D. LAPLAIGE, *Sans famille à Paris : orphelins et enfants abandonnés de la Seine au XIX^e siècle*, Centurion, Paris, 1989, p. 138.

¹⁰⁵ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 15.

¹⁰⁶ H. TRIBOULET, *Op. cit.*, p. 77 : « Qu'il soit orphelin réellement, ayant perdu père et mère, ou l'un de ses deux parents seulement ; qu'il soit réduit à la même condition virtuelle par abandon des parents, l'enfant, bien portant, infirme ou malade, doit être recueilli. »

¹⁰⁷ C. GAUDRIE, *De la colonie agricole de Gaston de Montjous à l'institution Saint-François-Xavier Don Bosco (1857-1960) : étude de la population scolaire et du*

faut partir de ce principe, que le véritable orphelin n'est pas celui qui a perdu ses parents, mais celui qui n'a ni état, ni éducation. »¹⁰⁸ Ainsi, les orphelinats recueillent-ils par nature de vrais orphelins (intention initiale¹⁰⁹), mais aussi des populations qui appartiennent davantage à la catégorie des enfants pauvres de familles indigentes, un groupe pour lequel l'assistance publique préfère distribuer des secours financiers. Il faut également mentionner la présence d'enfants atteints de débilité, idiotie, cécité ou surdité, qui nécessitent une éducation spécifique.

Cette diversité de populations donne un premier aperçu de l'ambiguïté inhérente aux orphelinats. La véritable nature d'un internat, qu'il s'agisse d'un orphelinat ou d'un pensionnat, dépend intrinsèquement de la condition des enfants qui y sont admis. Or, la différence entre un orphelinat et un simple pensionnat n'est pas facile à établir car « il y a peu d'orphelinats entièrement gratuits »¹¹⁰. La plupart des orphelins paient une pension, souvent dérisoire ou adaptée aux ressources de la famille, mais cette rétribution complique la distinction entre les institutions enseignantes et les institutions charitables.

II. « RECUEILLANT ET EDUQUANT » :

Un orphelinat comporte à la fois une œuvre de soin, en recueillant des enfants en souffrance¹¹¹, et une œuvre d'enseignement, en leur donnant une éducation complète jusqu'à leur majorité. Secondaire dans les orphelinats d'Ancien régime, l'instruction occupe désormais une place importante avec les progrès du système scolaire au XIX^e siècle. Les deux critères caractérisent l'orphelinat comme une œuvre mixte, charitable et enseignante.

fonctionnement d'un orphelinat catholique en Gironde, Thèse d'histoire sous la direction de Marc Agostino, Bordeaux, 1993, p. 19.

¹⁰⁸ « Orphelin », *Dictionnaire universel de la langue française... Op. cit.*, p. 729 ; « Orphelin », *Nouveau dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 924, citant l'inspecteur d'académie Jean de Boinvilliers (1764-1830) : « Le véritable orphelin n'est pas celui qui a perdu ses parents, c'est celui qui n'a ni science ni éducation. »

¹⁰⁹ « Orphelinat », *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, sous la direction de Ferdinand Buisson, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1911 : « Le nom d'orphelinat est donné à un grand nombre d'établissements publics ou privés destinés à des mineurs, qui ne sont pas toujours orphelins. Il existe en outre des maisons qui ne portent pas le nom d'orphelinat, mais qui reçoivent pourtant des orphelins, et quelquefois à l'exclusion de toute autre catégorie d'enfants : tels sont certains "asiles", "ouvroirs", "patronages", et notamment beaucoup de "maisons des sœurs de Saint-Vincent de Paul", qui ne reçoivent pas d'autres enfants que des orphelines ou demi-orphelines. »

¹¹⁰ H. TRIBOULET, *Op. cit.*, p. 77.

¹¹¹ On évoque d'ailleurs l'« hospitalisation » des orphelins.

UNE LOGIQUE D'INTERNAT.

L'assistance publique et les initiatives privées ont en matière d'enfance malheureuse ce même but, recueillir et éduquer ; mais elles diffèrent sensiblement sur les méthodes, l'assistance publique préférant procéder au placement individuel familial à la campagne des enfants assistés. Les enfants sont placés, d'abord en nourrice et en pension tout en étant envoyés à l'école publique, puis en apprentissage ou en domesticité. L'internement par l'assistance publique n'est qu'exceptionnel et se limite au maintien à l'hospice des enfants infirmes ou malades, ainsi qu'au placement collectif en établissement spécialisé des enfants indisciplinés¹¹². Il arrive que la bienfaisance privée adopte parfois cette vision moderne, les orphelinats « externes » en sont l'illustration : des groupes professionnels¹¹³ ou des loges maçonniques¹¹⁴ fondent des associations chargées de s'occuper d'enfants dont les parents membres sont décédés ou en difficultés financières. L'aide prend essentiellement ici la forme de bourses et le placement en institution reste rare, malgré l'appellation « orphelinat ». Ces sociétés pour la plupart parisiennes¹¹⁵ n'ont presque pas d'écho dans le Tarn. Le département ne connaîtra que très indirectement l'action d'une association de cheminots, par ailleurs adaptée au schéma de l'orphelinat classique (internat).

Une longue tradition d'internement en matière d'assistance¹¹⁶, ainsi qu'une certaine méfiance de l'extérieur renforcée par les maux de la nouvelle société industrielle, expliquent que pour les orphelinats, le placement intervient tardivement ou de façon très exceptionnelle. Les établissements ne placent en effet les enfants qu'après la période d'apprentissage, une fois en état de gagner leur vie. Seul l'orphelinat protestant de Castres consent à placer ses orphelins en apprentissage chez des industriels de la ville. Cette méthode ne fait d'ailleurs pas l'unanimité dans l'idéologie charitable protestante.

¹¹² Le placement d'enfants en colonies agricoles représente un recours ultime pour l'assistance publique (C. GAUDRIE, *Op. cit.*, p. 148).

¹¹³ R. LEDOUX, *Pré-rapport sur les orphelinats mutualistes*, Dixième congrès national de la mutualité française tenu à Nancy le 22 août 1909, Imprimerie nancéenne, Nancy, 1909.

¹¹⁴ G. BESSIERE, *Notice sur l'orphelinat maçonnique*, Imprimerie de H. Richard, Paris, 1930.

¹¹⁵ Caroline Gaudrie développe, à plusieurs reprises, les interactions entre un orphelinat de Gironde et ces sociétés de bienfaisance parisiennes (*Op. cit.*, p. 27, pp. 121 et suivantes, pp. 149 et suivantes).

¹¹⁶ Evoquant la « clôture » des collèges sous l'Ancien régime, Michel Foucault précise que « l'internat apparaît comme le régime d'éducation sinon le plus fréquent, du moins le plus parfait » (*Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Editions Gallimard, Paris, 1975, p. 166). Les fondateurs d'asiles pour orphelins de la même époque affirment tous cette volonté d'« éduquer les enfants en collectivité » (I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, p. 426).

UNE LOGIQUE D'ÉDUCATION.

Les orphelinats forment un cadre complet d'éducation avec un enseignement moral et religieux, primaire et professionnel. Les occupations d'un enfant dans un orphelinat se partagent entre l'instruction primaire et la formation professionnelle. Il participe accessoirement à l'intendance de l'établissement. Le contenu de l'œuvre prend alors une tournure nettement enseignante.

L'objectif est de redonner un avenir à des enfants dont la condition mène inéluctablement à la marginalité. Les orphelinats aspirent à une préparation, voire à une réparation, de l'avenir, avec une dose traditionnelle d'utilitarisme. « Ils concentrent généralement leurs enfants dans des établissements spéciaux et les forment pour l'agriculture et même pour d'autres professions manuelles. »¹¹⁷ L'avenir des enfants assistés se confond, quasiment depuis les origines de la charité, avec l'apprentissage d'un métier. Il s'agit de rendre les garçons utiles à la société et de faire des filles de bonnes épouses, mères, servantes ou religieuses. « Les élèves y reçoivent une instruction professionnelle et les produits de leur travail constituent l'une des ressources – et parfois non la moins négligeable – de l'établissement. »¹¹⁸ L'aspect enseignant masque souvent l'aspect charitable, il n'est dès lors pas évident d'observer cette mixité.

III. « D'INITIATIVE PRIVÉE ET A CARACTÈRE CONFESSIONNEL » :

La bienfaisance privée essaime les orphelinats au gré des initiatives, laïques ou religieuses, individuelles ou collectives. La création d'une telle œuvre se situe au croisement de ces quatre critères. « En France, ces établissements sont très nombreux en dehors de ceux qui sont à la charge des hospices, il en existe un grand nombre qui sont dus à la charité individuelle et privée. Plusieurs sociétés religieuses ou laïques s'occupent d'élever, d'instruire ou de protéger les orphelins. »¹¹⁹ Les démarches strictement personnelles restent cependant rares et la motivation pieuse commande la plupart des fondations. D'ailleurs, les quelques impulsions laïques bénéficient habituellement d'une structure religieuse.

Les orphelinats sont donc par nature des œuvres confessionnelles¹²⁰, et ce caractère n'est pas seulement lié à leur histoire, c'est aussi l'empreinte d'un

¹¹⁷ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 1504.

¹¹⁸ « Orphelinat », *Larousse du XX^e siècle*, t. V, Librairie Larousse, Paris, 1932, p. 254.

¹¹⁹ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 1505.

¹²⁰ Caroline Gaudrie insiste sur l'aspect confessionnel de l'établissement étudié (*Op. cit.*).

cadre de vie¹²¹. La religion dicte l'existence tout entière de ces établissements charitables. Le christianisme fournit un terreau propice à la charité, que ce soit le catholicisme ou le protestantisme. Or, l'action religieuse dans le Tarn au XIX^e siècle apparaît des plus florissantes grâce à un profond enracinement local des deux cultes. Les autorités ecclésiastiques du département favorisent l'implantation congréganiste pour assurer le service des hôpitaux et des écoles¹²². Les protestants, ancrés dans le secteur de la Montagne, instituent leurs propres œuvres sociales. Les protagonistes tarnais de ces institutions destinées à l'enfance malheureuse appartiennent à ces deux confessions religieuses.

LES ŒUVRES CONGREGANISTES.

Passés les troubles révolutionnaires, les congrégations « revendiquent explicitement une finalité sociale »¹²³. Les ordres féminins dominent la direction des orphelinats, les religieuses incarnant un « substitut maternel »¹²⁴. A travers une présentation rapide de leur histoire, il s'agit d'étudier l'implantation ou le développement des communautés qui s'occuperont d'orphelinats dans le département. Pour certaines, cette vocation spécifique en faveur des orphelins s'inscrit dans les statuts, à l'image des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Figure incontournable de l'histoire des enfants assistés, Vincent de Paul (1581-1660) est le fondateur de deux congrégations majeures : la société des Prêtres de la Mission (Lazaristes) en 1625 et la compagnie des Filles de la Charité en 1633 (« la plus célèbre de ses créations »¹²⁵). Emu de l'état de pauvreté de la population parisienne, il organise dès 1617 une association de Dames de la Charité, composée de femmes aisées volontaires pour aider les pauvres. Cette démarche se révèle insuffisante et Vincent de Paul décide d'instituer une association de femmes pieuses entièrement consacrées aux soins des pauvres et des malades. Associé à Louise de Marillac (1591-1660), il crée donc la compagnie des Filles de la Charité, « un nouveau mode de vie

¹²¹ Les études menées sur les institutions charitables d'Ancien régime démontrent l'influence du modèle monastique sur leur fonctionnement : M. FOUCAULT, *Op. cit.*, p. 166 ; M. CAPUL, *Internat et internement sous l'Ancien régime. Contribution à l'histoire de l'éducation spéciale* (t. I et II. Les enfants placés, t. III et IV. La pédagogie des maisons d'assistance), Les publications du C.T.N.E.R.H.I., P.U.F., Paris, 1984, pp. 5 et suivantes (t. III), pp. 139 et suivantes (t. IV) ; I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, pp. 358 et 368.

¹²² S. BRODZIAK, *Les congrégations féminines dans le midi toulousain de 1880 à 1914*, Université Toulouse – Le Mirail, Toulouse, 1984, pp. 12 et suivantes. L'auteur met en évidence un important foyer religieux à l'est du Midi toulousain.

¹²³ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 67.

¹²⁴ O. ARNOLD, *Le corps et l'âme. La vie des religieuses au XIX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 1984, p. 177.

¹²⁵ A. GERHARDS, « Vincent de Paul », *Dictionnaire historique des ordres religieux*, Fayard, Paris, 1998, p. 598.

religieuse féminine, plus souple et mieux adapté à l'action dans le monde »¹²⁶ : les filles ne vivent pas cloîtrées et ne prononcent que des vœux privés annuels. Elles prennent en charge les enfants abandonnés, trouvés et orphelins dans des maisons prévues à cet effet dès 1638. La compagnie reçoit l'approbation royale par lettres patentes en novembre 1657. Les sœurs participent au service intérieur de l'Hôtel-Dieu de Paris, puis des hôpitaux de province¹²⁷, notamment dans le Tarn, à Castres (1765) et à Lavaur (1782). La congrégation dirige ainsi plus de quatre-cent-trente établissements hospitaliers et enseignants à la veille de la Révolution. Elle se reconstitue dès 1801 avec l'appui du régime impérial¹²⁸ qui la reconnaît officiellement avec le décret du 8 novembre 1809. Sa mission historique auprès de l'enfance malheureuse est développée dans les statuts¹²⁹ et les constitutions prévoient que les sœurs « élèveront les orphelines et les enfants trouvés »¹³⁰. Cette congrégation, la plus importante de France, fondera de nombreuses succursales dans le Tarn. Les religieuses s'installent à Albi (1806), Saint-Amans-Soult (1842), Labruguière (1850), Blan (1854), Lacaune (1856), Boissezon (1860), Gaillac (1861), Sorèze (1867), Mazamet (1873) et Lautrec (1874)¹³¹. Dans toutes ces localités, à l'exception de Boissezon, les sœurs ouvriront leurs portes aux enfants orphelins ; elles composent l'ordre féminin le plus actif du département en matière d'orphelinats.

S'appuyant sur les principes édictés par Saint-Vincent-de-Paul, une congrégation émerge dans le Tarn-et-Garonne après les troubles révolutionnaires. Marie Génier (1756-1839) entre en religion en 1804 et fonde par la suite une communauté de Sœurs de la Miséricorde à Moissac, dont la mission hospitalière et enseignante s'oriente en premier lieu vers les malades et les orphelines¹³². L'orphelinat est en effet une œuvre qui tient à

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Devenant ainsi « le plus célèbre exemple de création d'un ordre congréganiste hospitalier » (J. IMBERT, *Les hôpitaux en France... Op. cit.*, p. 26).

¹²⁸ Archives Privées (désormais A.P.), Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul (désormais F.C.S.V.P.), Arrêtés du 1^{er} nivôse an IX (22 décembre 1800) et du 24 vendémiaire an XI (16 octobre 1802).

¹²⁹ Archives départementales du Tarn (désormais A.D.T.), 3 V 70. Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. 1894-1903, Exemplaire des statuts de la compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, reconnue par décret du 8 novembre 1809.

¹³⁰ Archives nationales (désormais A.N.), F¹⁹ 6324.13. Congrégations de femmes. Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Constitutions et règlements.

¹³¹ D'après la liste des succursales établie par Charles Portal dans *Le département du Tarn au XIX^e siècle. Notes de statistiques*, Laffitte reprints, Marseille, 1977 (réimpression de l'édition de l'Imprimerie Nouguiès, Albi, 1912), pp. 110 et 112.

¹³² A.N., F¹⁷ 12471. Congrégations enseignantes de femmes : autorisation de fondation, et statuts. 1667-1873, Statuts des Sœurs de la Miséricorde de Moissac, approuvés par une ordonnance royale du 3 janvier 1827 ; A.P., Sœurs de la Miséricorde de Moissac (désormais S.M.M.), *Madame Génier, 29 août 1856 - 7 juillet 1839, en religion Mère Marie de Jésus*,

cœur à la fondatrice¹³³, désormais appelée Mère Marie de Jésus. La congrégation établit des succursales dans les grandes villes voisines, à Agen (1818), Cahors (1820), Montauban (1824) et Marmande (1836). Entre temps, elle obtient la reconnaissance légale par l'ordonnance royale du 17 janvier 1827¹³⁴. Les sœurs s'implantent à Toulouse et à Montpellier en 1852. Ces différentes maisons comportent toutes un orphelinat¹³⁵. La congrégation ne compte qu'un seul établissement dans le Tarn : une succursale, fondée à Albi en 1895, qui accueille des orphelines¹³⁶.

En plein mouvement favorable aux orphelinats agricoles, le Père Maxime de Bussy érige la congrégation des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis en 1850 au Puy (Haute-Loire) afin de venir en aide aux garçons indigents, privés de parents et sans ressource¹³⁷. Dans le cadre d'orphelinats ou d'établissements pénitentiaires¹³⁸, les frères les forment principalement aux travaux des champs et d'une manière accessoire à divers métiers (menuisier, cordonnier)¹³⁹. La communauté souhaite fonder d'autres instituts de ce genre dans le pays¹⁴⁰ ; elle installe sa première succursale dans le département du Tarn en 1860, il s'agit d'un orphelinat agricole situé à Peyregoux.

Etablie à Mazamet en 1867 par le Père Nicolle (1817-1890) et Lucie Berlier (1844-1889), la congrégation des Sœurs de la Sainte-Agonie s'inspire également de l'œuvre de Saint-Vincent de Paul¹⁴¹. Dès 1860, l'Abbé Nicolle,

fondatrice des Sœurs de la Miséricorde de Moissac, brochure éditée en français et en espagnol, 2002, p. 18.

¹³³ MYRIAM DE G., *Un front de diamant. Mère Marie de Jésus, fondatrice des Sœurs de la Miséricorde de Moissac*, Imprimerie de Montligeon, La Chapelle-Montligeon, 1958, p. 42 ; Frère ALRIC, *Madame Gényer, en religion Mère Marie de Jésus, fondatrice des Sœurs de la Miséricorde de Moissac (1756-1839)*, Imprimerie Fournier Frères, Toulouse, 1928, p. 27.

¹³⁴ Archives départementales du Tarn-et-Garonne (désormais A.D.T.G.), 25 V 1. Sœurs de la Miséricorde de Moissac. 1841-1888, Ordonnances royales du 1^{er} janvier 1826 portant approbation des statuts de la congrégation et du 17 janvier 1827 portant autorisation de la congrégation ; MYRIAM DE G., *Op. cit.*, p. 71.

¹³⁵ A.D.T.G., V 49. Sœurs de la Miséricorde de Moissac. 1890-1927, Lettre du préfet de Tarn-et-Garonne au commissaire de police du 11 juillet 1904, portant notification de l'arrêté de fermeture pour les établissements scolaires d'Agen, de Cahors et de Toulouse.

¹³⁶ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 110.

¹³⁷ A.N., F¹⁷ 12477, Congrégations enseignantes d'hommes : demande de reconnaissance légale, modification de statuts, legs et acquisitions. 1809-1914, Lettre de Maxime de Bussy, supérieur de la congrégation des Frères de Saint-Jean-François-Régis, au préfet de la Haute-Loire, non datée (certainement du début des années 1850).

¹³⁸ *Ibid.*, Statuts de la congrégation des Frères de Saint-Jean-François-Régis, approuvés par l'évêque du Puy le 14 avril 1856.

¹³⁹ *Ibid.*, Lettre du chef de division au ministre de l'Instruction publique et des Cultes du 16 février 1853.

¹⁴⁰ *Ibid.*, Lettre du Frère Fabre, supérieur général de la congrégation des Frères de Saint-Jean-François-Régis au ministre de l'Instruction publique et des Cultes du 2 septembre 1855.

¹⁴¹ Ch. MANTELET, *Institut des Sœurs de la Sainte-Agonie. Ses fondateurs, Son Esprit, Ses œuvres*, Maison-mère des Sœurs de la Sainte-Agonie, Mazamet, 1956 ; L. OZANNE, *Une*

prêtre de la Mission, conçoit le plan d'une nouvelle fondation près de Lyon¹⁴² ; sa rencontre avec Lucie Berlier (Mère Thérèse en religion), native de Saint-Chamond (Loire), concrétise son idée. Ensemble, ils installent une communauté à Mazamet. Autour de l'orphelinat Sainte-Marie fondé en 1868, les sœurs ajoutent d'autres œuvres dont une polyclinique. Dans le département, l'ordre dirige principalement des établissements consacrés aux soins. Les sœurs créent de nombreuses succursales avec des œuvres mixtes : soignantes et enseignantes¹⁴³. Elles fondent un autre orphelinat en 1874, à Rive-de-Gier dans la Loire, sur les terres de la fondatrice.

Le Père Colombier fonde les Oblates de Saint-Benoît d'Albi en 1894, afin d'assurer la pérennité de l'orphelinat Saint-Jean qu'il a créé en 1886. La postériorité de la congrégation par rapport à l'orphelinat mérite quelques développements. Dans les premières années, l'Abbé Colombier a comme auxiliaires les Filles de Jésus de Massac. Ces dernières, rappelées par leur maison-mère, se retirent de l'œuvre. Or, depuis quelques temps, les autorités ecclésiastiques supérieures s'inquiètent de l'avenir de l'orphelinat, notamment en cas de décès du fondateur. Monseigneur Fonteneau, archevêque d'Albi, conseille donc à l'Abbé Colombier de songer à une structure juridique solide, une entité morale capable de durer indépendamment de l'homme. Il crée une communauté de servantes des orphelins, la congrégation des Oblates de Saint-Benoît¹⁴⁴, dont il confie la direction à Marie Navas, son auxiliaire depuis les débuts de l'institution, qui ne prend véritablement l'habit religieux qu'en août 1894, sous le nom de Mère Marie de Saint-Pierre. Véritables « chevilles ouvrières de l'œuvre »¹⁴⁵, les sœurs assurent les services de la cuisine, de la lingerie et l'infirmerie. L'augmentation du personnel religieux accompagnera l'augmentation du nombre d'orphelins et d'orphelinats (maisons secondaires).

Certaines congrégations qui prennent en charge des œuvres bien spécifiques sont parfois amenées à recueillir des orphelins. Leurs statuts décrivent l'œuvre en question, sans pour autant mentionner d'action auprès des enfants orphelins. Les Sœurs du Bon-Sauveur de Caen et les Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres se trouvent dans ce cas : les premières à travers leur œuvre des sourdes-muettes¹⁴⁶, les secondes en recueillant les filles repenties.

petite-fille de Monsieur Vincent. Mère Thérèse, fondatrice des sœurs de la Sainte-Agonie, Atelier professionnel de l'orphelinat Saint-Jean, Albi, 1966.

¹⁴² L. de LACGER, *Histoire religieuse de l'Albigeois*, I.C.S.O., Albi, 1962, p. 323.

¹⁴³ Ch. MANTELET, *Op. cit.*, pp. 89 à 105.

¹⁴⁴ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier. Le Don Bosco du Midi*, Imprimerie-reliure des orphelins-apprentis, Albi, 1952. p. 51.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 66.

¹⁴⁶ A.N., F¹⁷ 12470. Congrégations enseignantes de femmes : autorisation de fondation, et statuts. 1667-1873 ; A.D.T., 3 V 67. Sœurs du Bon-Sauveur de Caen. 1832-1896, Statuts et

L'esprit Bon-Sauveur naît en 1712 avec Elisabeth de Surville (1682-1718), par la suite aidée du Père Hérambourg (1661-1720), qui fonde l'œuvre du Bon-Sauveur de Saint-Lô (Calvados). Cette communauté originelle, consacrée à l'éducation des jeunes filles et au soulagement des malades, reçoit aussi des orphelines. Religieuse à Saint-Lô, Anne Le Roy (1692-1781) crée en 1720 une congrégation identique à Caen, après deux ans d'apostolat dans un quartier pauvre de la ville¹⁴⁷. Désignée comme supérieure de « l'Association de Marie » en septembre 1729, elle élabore des statuts inspirés des règles mixtes de la communauté de Saint-Lô, auxquelles elle songe à ajouter l'aide aux femmes atteintes de maladie mentale. Les Sœurs du Bon-Sauveur de Caen obtiennent l'existence légale par lettres patentes du 18 septembre 1734. Après la suppression des ordres religieux en 1792, la congrégation revit grâce à l'action de son aumônier, le prêtre réfractaire Pierre-François Jamet (1762-1845). En 1805, il réunit les sœurs dispersées pour qu'elles reprennent les œuvres de charité mises en place par Anne Le Roy ; il y ajoute l'éducation des enfants sourds-muets en 1815. Lorsque le comte Decazes, préfet du Tarn, souhaite créer dans son département un hôpital pour accueillir les aliénés, l'archevêque d'Albi et anciennement évêque de Bayeux, Monseigneur Brault, l'oriente vers les Sœurs de Caen¹⁴⁸. Avec l'aide de l'Abbé Treilhou, directeur du grand séminaire d'Albi et d'une petite école de sourdes-muettes¹⁴⁹, Pierre Jamet fonde en 1832 la communauté du Bon-Sauveur d'Albi, première succursale de la congrégation, dont l'établissement de Caen devient la maison-mère avec l'ordonnance royale du 16 mars 1834¹⁵⁰. Une autre ordonnance du 11 mai 1834 reconnaît légalement la communauté d'Albi qui vient de s'installer au

règlements de la congrégation des Sœurs du Bon-Sauveur de Caen adoptés le 21 décembre 1833 et ratifiés par l'ordonnance royale du 16 mars 1834 : « Article 1^{er}. L'institut des Filles du Bon-Sauveur a pour fin : 1°) De soigner avec toute la charité possible les fous et les folles (dont elles tiennent une pension nombreuse à Caen) ; 2°) De donner l'éducation aux jeunes demoiselles ; 3°) D'instruire les sourds-muets ; 4°) De visiter les pauvres malades, de leur administrer, chez eux, tous les secours et médicaments qui sont en leur pouvoir ; 5°) De faire les petites écoles pour les enfants pauvres ; 6°) D'offrir un asile aux dames âgées qui veulent vivre dans la retraite ; 7°) Enfin, de former des maîtresses pour les petites écoles de campagne. »

¹⁴⁷ G. COMBES, *Institut du Bon-Sauveur d'Albi, Communauté d'Albi, Etablissement du Bon-Sauveur*, Albi, 1949 ; Ch. DEDIEU, *Le Bon Sauveur d'Albi : une congrégation normande en terre albigeoise (1832-1959)*, Mémoire de maîtrise, Université de Toulouse – Le Mirail, Toulouse, 1994.

¹⁴⁸ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 312 : « En 1832, arrivaient de Caen à Albi les Dames récemment fondées du Bon-Sauveur. Monseigneur Brault, qui avait béni leur berceau comme évêque de Bayeux, les fit connaître au préfet Decazes. »

¹⁴⁹ Ch. DEDIEU, *Op. cit.*, pp. 67 et suivantes.

¹⁵⁰ A.N., F¹⁹ 6308.1. Congrégations de femmes. Documents statistiques. 1827-1876, Liste des décisions citées comme précédents à l'appui des articles du projet de décret au 31 janvier 1852.

château du Petit Lude¹⁵¹. En plus de ces œuvres mixtes traditionnelles, l'institution sera connue pour sa spécialisation dans les soins aux aliénés et dans l'éducation de sourdes et muettes. Ces dernières constituent les premiers contingents de l'orphelinat, installé officiellement dans l'établissement en 1838.

La congrégation des Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres est instituée en 1836 par Emilie de Villeneuve (1811-1854) sur le modèle de l'Immaculée-Conception de Bordeaux dont elle reprend les statuts¹⁵². La jeune fille devient la première supérieure de l'ordre, à l'âge de vingt-cinq ans, sous le nom de Sœur Marie, nommée par Monseigneur de Gualy, archevêque d'Albi¹⁵³. Malgré des statuts plus larges, les sœurs s'occupent essentiellement de l'éducation des jeunes filles (école, pensionnat, noviciat, ouvroir)¹⁵⁴. Juste à côté du couvent, elles ouvrent en 1846 un refuge, rue des Porches, pour les « filles honteuses des souillures de leur vie passée et les jeunes orphelines »¹⁵⁵. Elles sont aidées en cela par l'Abbé Le Camus (1798-1881), vicaire général de l'archevêque et supérieur de la congrégation¹⁵⁶. Grâce à ses démarches, l'existence légale de la congrégation est reconnue par décret impérial du 13 septembre 1852¹⁵⁷. La congrégation fondera plusieurs établissements scolaires surtout dans l'arrondissement de Castres¹⁵⁸, mais c'est par leur œuvre du refuge qu'elle s'insère dans cette étude. En effet,

¹⁵¹ A.D.T., 3 V 67, Reconnaissance de la communauté par une ordonnance royale du 11 mai 1834.

¹⁵² A.N., F¹⁹ 6334. Congrégations de femmes (classement départemental). Haute-Garonne & Gironde, Statuts des Sœurs de la Miséricorde établies à Bordeaux.

¹⁵³ G. BERNOVILLE, *Emilie de Villeneuve, fondatrice des Sœurs Bleues de Castres*, Paris, Grasset, 1936, p. 111.

¹⁵⁴ La congrégation est d'ailleurs considérée comme exclusivement enseignante : A.N., F¹⁹ 6244. Congrégations religieuses masculines et féminines, confréries et associations religieuses. 1789-1911 ; F¹⁹ 6308.1, Etat des congrégations et communautés enseignantes et hospitalières autorisées en vertu du décret du 31 janvier 1852, situations au 28 octobre 1853 et au 20 décembre 1871 : « Sœurs de l'Immaculée-Conception à Castres. 13 septembre 1852. Enseignantes. Congrégation à supérieure générale. »

¹⁵⁵ M. ESTADIEU, *Notes chronologiques et statistiques pour servir à l'histoire de la ville de Castres*, Imprimerie du Progrès Monsarrat et Peyrusset, Castres, 1883, pp. 209 et suivantes.

¹⁵⁶ A.N., F¹⁹ 6263. Congrégations religieuses et communautés, Etat de l'actif et du passif du refuge de Castres au 18 novembre 1882.

¹⁵⁷ A.D.T., 3 V 80. Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres. 1841-1901, Décret de reconnaissance du 13 septembre 1852.

¹⁵⁸ *Ibid.*, Détails des biens meubles et immeubles possédés par la congrégation de l'Immaculée-Conception de Castres (non daté, fin du siècle vraisemblablement) : dans le Tarn (arrondissement de Castres uniquement) à Castres (maison-mère, 1836), Castres (refuge, 1846), Arfons (1846), Lacabarède (1851), Montredon-Labessonnié (1860), Navès (1886), Sémalens (1852) ; dans la Haute-Garonne, à Toulouse (Saint-Hilaire et Saint-Pierre), Saint-Gaudens, Cadours, Castelnau, La Réole, Le Castéra, Palaminy ; ainsi qu'à Paris, Béziers et Bordeaux.

l'établissement ne limite pas son action aux filles « repenties », il recueille aussi des « préservées », c'est-à-dire des orphelines.

On trouve enfin des congrégations dont les statuts n'évoquent pas l'œuvre des orphelines et qui dirigeront pourtant localement, dans le cadre de leur mission charitable, des orphelinats.

La compagnie de Marie-Notre-Dame, créée à Bordeaux en 1607 par Jeanne de Lestonnac (1556-1640), nièce de Montaigne¹⁵⁹, s'installe à Toulouse en 1630. Dispersées à la Révolution et exilées en Espagne¹⁶⁰, les religieuses parviennent à restaurer cette maison en 1801¹⁶¹. Les statuts de la communauté sont approuvés provisoirement le 19 juin 1806 par décret impérial et une ordonnance royale du 19 novembre 1826 autorise légalement la communauté. La mission apparaît clairement enseignante ; les statuts évoquent les pensionnats mais pas les orphelinats¹⁶². A partir de l'établissement toulousain, les sœurs de Notre-Dame se déploient. Elles s'installent notamment dans le département du Tarn, d'abord à Lautrec en 1824, puis à Albi en 1826¹⁶³. Cette dernière ville n'ayant pas encore de religieuses enseignantes, Monseigneur Brault, en accord avec le préfet Decazes, fait appel aux Sœurs de Notre-Dame¹⁶⁴. La succursale, même rattachée à l'ordre, connaît un fonctionnement indépendant, et obtient rapidement l'autorisation par l'ordonnance royale du 24 juin 1827¹⁶⁵. Un orphelinat y est créé en 1865 à l'initiative de sa supérieure locale, Rose de Latour¹⁶⁶.

René Le Sauvage (1630-1677), évêque de Lavaur, jette les premiers fondements en 1675 de la congrégation des Filles de la Croix, sur le principe d'une congrégation éponyme créée à Paris en 1641 par Marie de Villeneuve. Charles Le Goux de la Berchère instaure peu après l'institut ébauché par son

¹⁵⁹ A. GERHARDS, « Enseignement », *Dictionnaire historique... Op. cit.*, p. 224.

¹⁶⁰ M. SORBET, *La Révérende-Mère Thérèse Couret du Terrail du monastère de Notre Dame de Toulouse, restauratrice de l'ordre dans le Midi de la France (1759-1834). Histoire de ses fondations et de sa maison sous son gouvernement*, Imprimerie typographique et lithographique L. Bellet, Clermont-Ferrand, 1914, p. 55.

¹⁶¹ A.N., F¹⁹ 6244, Lettre de la supérieure de la congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Bordeaux au roi en date de décembre 1823.

¹⁶² *Ibid.*, Statuts des Sœurs de l'association dite de Notre-Dame : « Article 1^{er}. La fin des sœurs de l'association dite de Notre-Dame est d'instruire gratuitement les pauvres filles de les former à l'amour de la religion, du travail et des bonnes mœurs, et de rendre les mêmes soins à des jeunes élèves dans des pensionnats. »

¹⁶³ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 312.

¹⁶⁴ M. SORBET, *Op. cit.*, pp. 271 et suivantes.

¹⁶⁵ A.D.T., 3 V 92. Sœurs de Notre-Dame de Toulouse. 1818-1856, Ordonnance royale du 24 juin 1827.

¹⁶⁶ A.P., Sœurs de Notre-Dame de Toulouse (désormais S.N.D.T.), *Notice sur la Révérende-Mère Rose de Latour, supérieure du monastère de Notre-Dame d'Albi*, Imprimerie des apprentis-orphelins, Albi, 1892, p. 107.

prédécesseur¹⁶⁷. La communauté des Filles de la Croix de Lavarur est reconnue par lettres patentes du 1^{er} octobre 1685 pour l'instruction des jeunes filles. Expulsées à la Révolution, les sœurs réorganisent rapidement la communauté¹⁶⁸ avec l'agrément de l'Empire¹⁶⁹ et commencent à fonder des établissements scolaires¹⁷⁰ dans le sud du département¹⁷¹. Une ordonnance royale du 22 avril 1827 consacre l'existence de cette congrégation enseignante¹⁷². Les sœurs reçoivent de jeunes demoiselles « sans exception d'état et de condition », gratuitement pour les indigentes, mais les orphelines ne sont pas mentionnées de façon expresse¹⁷³. Le décret impérial du 14 décembre 1852 reconnaît la congrégation comme hospitalière et enseignante¹⁷⁴. L'œuvre des orphelinats n'apparaît toujours pas dans les statuts¹⁷⁵ ; seul le couvent de Lavarur abritera un orphelinat informel.

Il faut également présenter ici une ancienne congrégation nationale, dont le caractère hospitalier la met pourtant au plus tôt en contact avec l'enfance délaissée. Les Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne, réunies en 1680 à Saint-Saulge par le père bénédictin Jean-Baptiste Delaveyne (1653-1719), s'installent rapidement à Nevers pour y assurer le service de l'hôpital¹⁷⁶. Avant la fin du siècle, les religieuses fondent une vingtaine de communautés dans le diocèse, en Ile-de-France et en Auvergne. La congrégation obtient sa confirmation par lettres patentes un siècle après sa création, le 15 septembre 1780¹⁷⁷. Les Sœurs de Nevers s'établissent dans le

¹⁶⁷ F. BOUSQUET, *Du grand siècle à nos jours. Les Filles de la Croix de Lavarur*, Albi, I.C.S.O., 1935, p. 111.

¹⁶⁸ A.D.T., 3 V 41. Sœurs de la Croix de Lavarur. An XIII-1858, Lettre du sous-préfet de Lavarur au préfet du Tarn du 5 mars 1806.

¹⁶⁹ A.D.T., 3 V 2. Etat des congrégations : renseignements divers. 1806-1862, Renseignements particuliers sur les congrégations de femmes existant dans l'arrondissement de Lavarur, soit hospitalières et enseignantes, soit purement enseignantes, 23 août 1816. Après la Révolution, « les Sœurs de la Croix présentèrent des requêtes à l'ancien gouvernement et en 1807, il intervint une décision de Son Excellence le ministre des Cultes qui prononça que le décret du 6 juin 1806, qui autorise l'association des Dames de la Croix de Paris, était applicable à celles de Lavarur ».

¹⁷⁰ A.D.T., 3 V 41, Lettre du sous-préfet de Lavarur au sous-préfet de Castres du 11 décembre 1816.

¹⁷¹ A.D.T., 3 V 2, Lettre de la sous-préfecture de Lavarur à la préfecture du Tarn du 12 octobre 1807.

¹⁷² A.D.T., 3 V 41, Ordonnance royale de reconnaissance du 22 avril 1827.

¹⁷³ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Lavarur au préfet du Tarn du 5 mars 1806.

¹⁷⁴ *Ibid.*, Décret impérial du 14 décembre 1852 ; F. BOUSQUET, *Op. cit.*, pp. 284 et suivantes. Le chanoine Castrenc modifie les statuts de 1827 pour donner à la congrégation une mission hospitalière et enseignante.

¹⁷⁵ A.D.T., 3 V 44. Sœurs de la Croix de Lavarur. 1891-1903, Statuts de la congrégation des Sœurs de la Croix approuvés par décret du 14 décembre 1852.

¹⁷⁶ A. RAVIER, *Dom Delaveyne, Fondateur des Sœurs de Nevers la congrégation de Bernadette*, Ateliers Henry Labat, 1984.

¹⁷⁷ A.P., Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers (désormais S.C.I.C.N.), Historiques de la congrégation.

Tarn à la fin du XVIII^e siècle, d'abord à Lisle d'Albi (1770), puis à Rabastens (1781) et à Gaillac (1796). Dans ces deux dernières villes, les municipalités leur confient la direction des hôpitaux-hospices. La congrégation dénombre une centaine de communautés avant la Révolution. L'arrêté ministériel du 18 germinal an IX (8 avril 1801) autorise le regroupement des sœurs qui bénéficient finalement de la reconnaissance par un décret impérial du 19 janvier 1811. Ce même texte approuve les établissements de Rabastens et de Gaillac. Selon l'archiviste Charles Portal¹⁷⁸, la congrégation fait partie des quelques associations religieuses de femmes présentes dans le département au début du XIX^e siècle¹⁷⁹. La mission des sœurs consiste, comme leur dénomination l'indique, à secourir les indigents par les soins et l'éducation¹⁸⁰. L'œuvre des orphelinats, même si elle n'est pas mentionnée dans les statuts, correspond à cet apostolat mixte. D'ailleurs, les historiques de la congrégation témoignent (sans plus de précisions, hélas) que « des orphelinats sont fondés »¹⁸¹. Les Sœurs de Nevers sont présentes en France dans plus de deux cents établissements au milieu du siècle, profitant des dispositions de la loi Falloux. Dans le Tarn, elles fonderont aussi des maisons à Carmaux (1835), Giroussens (1852) et Réalmont (1855)¹⁸² mais seules leurs succursales de Rabastens et Gaillac concernent notre sujet par leurs orphelinats.

A Castres, la congrégation des Sœurs de la Présentation de Notre-Dame est fondée en 1760 par Félicité de Barral de la Rochechinard (1728-1797), sœur de l'évêque de Castres Sébastien de Barral (1710-1773) qui en rédige les statuts¹⁸³. Il s'agit d'un établissement scolaire mais aussi d'un orphelinat-ouvroir. Les sœurs s'implantent à Graulhet (1778), Lacaune (1783) et Brassac (1789). Après la tourmente révolutionnaire et la mort de la fondatrice, la communauté renaît en 1800, sous l'impulsion de Jeanne de Lugan, par la réouverture d'un établissement scolaire¹⁸⁴. L'action originelle auprès des

¹⁷⁸ Charles Portal (1862-1936), « fils du pays et chartiste », successeur d'Emile Jolibois aux archives du Tarn, consacre sa carrière toute entière à ce département. Sa contribution administrative et intellectuelle à l'histoire du Tarn est considérable (M. GRESLE-BOUIGNOL, Notice « Portal », *Les Tarnais : dictionnaire biographique*, sous la direction de Maurice Greslé-Bouignol, Fédération des Sociétés Intellectuelles du Tarn, Albi, 1996, p. 253).

¹⁷⁹ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 110.

¹⁸⁰ A.N., F¹⁷ 12470 ; A.D.T., 3 V 76. Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers. 1901-1912, Statuts et règlements de la congrégation, approuvés par décret du 19 janvier 1811.

¹⁸¹ A.P., S.C.I.C.N., Historiques de la congrégation.

¹⁸² *Ibid.*, Liste des établissements tenus par les Sœurs de la Charité de Nevers dans le Tarn : Carmaux, Gaillac, Giroussens, Lisle d'Alby, Rabastens.

¹⁸³ E. ROSSIGNOL, *La Présentation de Castres*, Editions de l'Abbaye d'En Calcat, Dourgne, 1946, pp. 13 et 25 ; Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 109 et 112.

¹⁸⁴ E. ROSSIGNOL, *Op. cit.*, p. 91 et L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 308.

orphelines semble laisser place à une simple œuvre d'enseignement. L'ordonnance royale du 17 janvier 1827 autorise la congrégation¹⁸⁵ qui fonde un autre établissement à Dourgne (1828). Encouragées par la loi Falloux, les sœurs persévèrent dans leur mission d'enseignement¹⁸⁶. Le décret impérial du 5 janvier 1853 reconnaît la Présentation comme une congrégation à supérieure générale¹⁸⁷. Les nouveaux statuts consacrent des œuvres mixtes, hospitalières et enseignantes, mais les orphelinats n'y figurent pas¹⁸⁸. Pourtant les sœurs entretiendront quatre de ces asiles à Castres (dans la maison conventuelle), Brassac, Dourgne et Toulouse.

Le Père Louis Kremp (1749-1817), vicaire à Molsheim (Bas-Rhin), aidé de Madeleine Ehrhard (1751-1794), fonde en 1783 une communauté religieuse pour l'instruction des filles. Après les troubles révolutionnaires, les « Pauvres sœurs de la Providence » se retrouvent en 1800 autour du fondateur. Sous son impulsion, la congrégation obtient l'approbation impériale le 10 mars 1807. Les religieuses établissent leur maison-mère à Ribeauvillé (Haut-Rhin) en 1819, prenant depuis lors la dénomination de Sœurs de la Divine Providence. L'œuvre des orphelinats n'est pas inscrite dans les statuts de la congrégation mais les sœurs élargissent assez tôt leur mission enseignante originelle en s'occupant d'établissements à caractère social. Elles dirigent ainsi deux orphelinats à Hilsenheim, dans leur département natal. Ce n'est qu'en 1957 qu'elles prennent la direction d'un orphelinat tarnais, situé à La Landelle, commune de Paleville.

Originaire d'un petit village près de Brassac, Monseigneur Gaston de Pins (1766-1850), administre le diocèse de Lyon de 1824 à 1839, au nom de l'archevêque, le Cardinal Fesch, obligé de quitter la France en 1815 et de se retirer à Rome à la chute de son neveu Napoléon Bonaparte. Il invite dans le Tarn des sœurs de l'Institut de Saint-Joseph, fondé au Puy-en-Velay au XVII^e siècle et depuis installé à Lyon. Cinq sœurs arrivent à Oulias en 1824, dans une maison appartenant à Monseigneur de Pins. Agréées par l'archevêque d'Albi, elles y fonderont la congrégation de Saint-Joseph d'Oulias¹⁸⁹. La communauté adopte les larges statuts des Sœurs de Saint-Joseph de Lyon

¹⁸⁵ A.D.T., 3 V 65. Sœurs de la Présentation de Notre-Dame de Castres. An XIII-1904, Ordonnance royale du 17 janvier 1827.

¹⁸⁶ *Coutumier-directoire de la congrégation de la Présentation de Notre-Dame de Castres*, Imprimerie typographique de veuve Abeilhou, Castres, 1867, p. 192 et suivantes. Les règles de la congrégation mentionnent l'œuvre d'éducation, notamment l'organisation d'un pensionnat, mais la notion d'orphelinat n'est jamais utilisée.

¹⁸⁷ A.D.T., 3 V 65, Décret impérial du 5 janvier 1853.

¹⁸⁸ A.N., F¹⁹ 6346. Congrégations de femmes (classement départemental). Tarn, Statuts des Sœurs de la Présentations de Castres.

¹⁸⁹ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 312.

qui ne prévoient pas expressément l'œuvre des orphelinats¹⁹⁰. Sous l'empire de la loi Falloux, les religieuses ouvrent de nombreux établissements d'enseignement dans tout le département ; seule la succursale du Gos, située sur la commune de Cabanès-et-Barre, organise un orphelinat. Le décret impérial du 19 août 1853 reconnaît la congrégation¹⁹¹.

La congrégation des Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Bor-et-Bar est créée en 1850, à l'initiative de l'Abbé Gavalda (1787-1859), prêtre de la paroisse, et de sa nièce Alexandrine Conduché (en religion Sœur Anastasie)¹⁹². La communauté installe sa maison-mère non loin de là, à Monteils. Les statuts de l'œuvre ne signalent pas les orphelinats. Les religieuses se déploient surtout dans l'Aveyron et dans le Tarn¹⁹³, notamment à Réalmont (1894)¹⁹⁴, seule succursale qui possède un orphelinat. Il faut ajouter, pour être complet, que les sœurs s'occupent, dès 1890, de l'intendance de l'orphelinat situé à Peyregoux¹⁹⁵, sous la direction des Frères de Saint-François-Régis.

La congrégation des Filles de Jésus est fondée en 1853, par l'Abbé Siméon Roucou (1797-1882), curé de Massac. Encouragé par Monseigneur de Jerphanion, l'homme d'Eglise souhaite une œuvre simple¹⁹⁶, installée dans les paroisses rurales pour le soin des malades et l'éducation des jeunes filles¹⁹⁷. Si l'œuvre d'enseignement occupe une place prioritaire dans l'esprit du fondateur, la congrégation développe également une belle œuvre charitable. Dans le même temps, elle se déploie rapidement dans le diocèse d'Albi. Le gouvernement lui accorde l'autorisation le 1^{er} mai 1874, en limitant son œuvre à ce diocèse ainsi qu'aux statuts des Sœurs de Saint-

¹⁹⁰ A.N., F¹⁷ 12470 ; A.D.T., 3 V 84. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1826-1870, Statuts et règlements de la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Lyon.

¹⁹¹ A.D.T., 3 V 84, Décret impérial du 19 août 1853.

¹⁹² M.-V. BERNADO, *Mère Marie Anastasie, fondatrice de la congrégation dominicaine de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Monteils (1833-1878)*, Monteils, 1937 ; E.-M. LAJEUNIE, *La prieure de Bor. Histoire d'une fondation dominicaine d'après des documents inédits (1833-1878)*, Editions du Cerf, Paris, 1939 ; du même auteur, *Le miracle de Bor*, Monteils, 1956.

¹⁹³ B. CALLEBAT, « Les épreuves d'une congrégation religieuse dans le Tarn au temps de la séparation : la congrégation des Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils », *Christianisme et politique dans le Tarn sous la Troisième République*, P.U.S.S., Toulouse, 2000, pp. 234 à 249.

¹⁹⁴ A.P., Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils (désormais D.T.S.R.M.), 6 G 1. Procès-verbaux des conseils (1854-1900), Séance du 10 mai 1894 concernant la fondation d'un établissement à Réalmont.

¹⁹⁵ *Ibid.*, 10 G 6. Historique général de l'Institut, pp. 134 et 135 ; 13 G 1. Mère Dosithée (1878-1902), Etat de la congrégation en 1902, pp. 224 et 225.

¹⁹⁶ A.D.T., 3 V 51. Filles de Jésus de Massac. 1860-1874, Etat de la maison des Filles de Jésus à Massac en 1860.

¹⁹⁷ J. BONSIRVEN, *Siméon Roucou. Curé de Massac. Fondateur des « Pauvres Filles de Jésus » (1797-1882)*, Editions de l'apostolat de la prière, Toulouse, 1940, p. 128.

Joseph de Lyon¹⁹⁸. On le sait, ces statuts ne prévoient pas l'œuvre des orphelinats. Ce n'est pas une œuvre première de la congrégation, mais les sœurs en dirigeront quelques-uns¹⁹⁹ à Massac (« Orphelinat des chemins de fer »), Lavaur (« Orphelinat Maraval »), Pamiers et Toulouse (« Orphelinat de la Grande Allée »²⁰⁰)²⁰¹.

LES ŒUVRES PROTESTANTES.

La Montagne Noire et les Monts de Lacaune forment un « foyer tarnais »²⁰² de protestants autour des villes de Castres et de Mazamet²⁰³, avec les bourgs de Roquecourbe, Réalmont, Montredon, Vabre, Castelnau, Brassac, Viane, Lacaune, Anglès, Labastide-Rouairoux : soit le sud-est du département. D'après les recensements du XIX^e siècle cités par Charles Portal, la population protestante du Tarn oscille entre 16 000 et 18 000 personnes²⁰⁴. Conformément à la loi du 18 germinal an X (2 avril 1802), le préfet du Tarn organise le culte protestant en traçant des circonscriptions consistoriales. Le département compte quatre consistoires, approuvés le 27 messidor an XI (16 juillet 1803) : Castres (4 200 âmes, avec les églises de Castres, Montredon, Puylaurens, Réalmont et Roquecourbe), Mazamet (4 800 âmes, avec les églises de Mazamet et de Saint-Amans-Valtoret), Vabre (4 900 âmes, avec les églises de Vabre, Castelnau-de-Brassac et Espérouse), Lacaune (3 750 âmes, avec les églises de Lacaune, Viane et Lacaze)²⁰⁵. Dans sa volonté de réorganisation du culte protestant, le décret impérial du 26

¹⁹⁸ A.D.T., 3 V 51, Décret du 1^{er} mai 1874 : « Article 1^{er}. L'association religieuse des Filles de Jésus, existant de fait à Massac (Tarn), est autorisée comme congrégation hospitalière et enseignante à supérieure générale, exclusivement propre au diocèse d'Albi, à la charge par les membres qui la composent de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance du 2 mars 1828 pour la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph à Lyon et que la dite association a déclaré adopter. »

¹⁹⁹ J. BONSIRVEN, *Op. cit.*, pp. 198 et p. 222.

²⁰⁰ L. REMPLON, « L'orphelinat de la Grande allée et le Ciné-Bleu », *L'Auta que bufa un cop cada mes* (organe de la *Société des toulousains de Toulouse et amis du vieux Toulouse*), n° 10, février, 2000, pp. 55 à 61.

²⁰¹ A.D.T., 3 V 57. Filles de Jésus de Massac. 1911-1912, Liste des villes où les sœurs de Massac s'occupent d'autres œuvres d'hospitalisation, au 18 mars 1903, paraphée par le sous-préfet de Lavaur ; 3 V 58. Filles de Jésus de Massac. 1912-1922, Nomenclature du nombre de sœurs de la congrégation de Jésus en date du 4 janvier 1914.

²⁰² R. FABRE, *Les protestants en France depuis 1789*, Editions La Découverte, Paris, 1999, p. 32.

²⁰³ G. CHOLVY & Y.-M. HILAIRE, *Op. cit. (géographie XIX^e – XX^e siècle)*, pp. 96 et suivantes.

²⁰⁴ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 121.

²⁰⁵ A.D.T., 1 V 843-844. Organisation du culte dans le département, circonscription des églises. An XI-1822, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 20 thermidor an XI.

mars 1852 définit des conseils presbytéraux, échelons inférieurs aux consistoires, afin d'administrer les paroisses²⁰⁶.

Les œuvres charitables des consistoires protestants témoignent de leur volonté de jouer un rôle en matière d'assistance au XIX^e siècle²⁰⁷. Les entreprises sociales et morales apparaissent comme un excellent moyen de répandre la foi, surtout lorsqu'elles concernent l'enfance. Avec la dynamique du Réveil, la religion réformée souhaite prendre part à une action jusqu'alors monopolisée par l'Eglise catholique. Même s'il s'agit d'« œuvres semblables à celles des orphelinats du culte catholique »²⁰⁸, les orphelinats protestants conservent une certaine originalité, et apportent même une certaine nouveauté²⁰⁹ : ne jouissant pas, à la différence des congrégations catholiques, d'une structure juridique pour pérenniser leurs œuvres sociales, les consistoires vont solliciter systématiquement la reconnaissance du gouvernement. En outre, dans le Tarn, les protestants sont les premiers à organiser un établissement propre aux orphelins garçons.

IV. « UN ETABLISSEMENT CHARITABLE SPECIAL » :

A l'inverse de l'assistance publique, qui cherche à limiter progressivement, pour des raisons financières, le nombre des hospices dépositaires chargés de l'enfance assistée, les orphelinats connaissent une incroyable diversité de structures²¹⁰. En 1882, résumant les résultats d'une enquête demandée par le Sénat, le rapport de Théophile Roussel relève dans le pays plus d'un millier d'asiles à destination de l'enfance malheureuse²¹¹. La multiplication des établissements urbains à partir du Second Empire révèle le début d'une période faste pour les orphelinats²¹². Le mouvement ne

²⁰⁶ A.D.T., 1 V 839. Circulaires, instructions. 1852-1898, Décret du 26 mars 1852 portant réorganisation des cultes protestants, décret du 10 novembre 1852 réglant la fixation des circonscriptions consistoriales des églises protestantes et l'exécution de l'article 4 du décret du 26 mars 1852, arrêté du 20 mai 1853 portant règlement d'exécution du décret du 26 mars 1852 en ce qui concerne les attributions des conseils presbytéraux et des consistoires des églises réformées.

²⁰⁷ « Les œuvres, dans le protestantisme, sont la plus évidente marque de sa vitalité. » (E. LEONARD, *Op. cit.*, p. 403).

²⁰⁸ H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 588.

²⁰⁹ E. LEONARD, *Op. cit.*, p. 411 ; S. DHONT, *Op. cit.*, pp. 353 et suivantes.

²¹⁰ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants... Op. cit.*, p. 344 : « Ces maisons appartiennent aux catégories les plus diverses, et il n'existe aucune statistique complète à ce sujet. » ; H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 589 vante la « variété même de leur organisation » ; I. ROBIN-ROMERO, *Op. cit.*, p. 21 souligne déjà les multiples formes d'établissements pour orphelins sous l'Ancien régime (écoles, couvents, hôpitaux, hospices, etc.).

²¹¹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants... Op. cit.*, p. 343.

²¹² D. LAPLAIGE, *Op. cit.*, p. 137. Cette référence soudaine aux orphelinats urbains, sous-entend des institutions similaires rurales et antérieures, à l'instar des colonies agricoles.

se limite pourtant pas aux grandes villes ; des petites bourgades, des villages, des hameaux parfois, verront s'établir un orphelinat... Dans le Tarn, on remarque une concentration des orphelinats dans le sud du département, essentiellement dans l'arrondissement de Castres, sans doute en raison d'une émulation positive entre catholiques et protestants. Bon nombre d'auteurs d'ouvrages généralistes sur la charité, estiment inutile de faire l'énumération de tous les orphelinats au motif qu'ils se ressemblent²¹³ ; il est vrai que ces institutions « diffèrent peu entre elles sous le rapport de leur but et de leurs conditions »²¹⁴. Il s'agit de mouvements locaux de bienfaisance privée, au rayon d'action souvent limité, disséminés dans le pays. Une étude centrée sur un département offre la possibilité de répertorier toutes les structures et d'en établir un classement utile à une réflexion juridique. En outre, le service public de l'enfance assistée relevant de la compétence départementale, les comparaisons entre les deux actions gagneront en cohérence.

Il faut s'arrêter un instant sur la singularité de ces établissements charitables. Pour le département, Charles Portal affirme très justement que « parmi les orphelinats, plusieurs ont été une sorte d'annexe des hospices (à Castres, Lavaur, Gaillac, Mazamet, Rabastens, Lacaune), d'autres se sont confondus avec des écoles libres (Massac, Peyregoux, Le Gos, Albi-Saint-Jean et couvents) »²¹⁵. L'auteur perçoit bien la dichotomie entre les structures hospitalières et scolaires, ainsi que les deux modalités de rattachement des orphelinats : « annexe des hospices » et « confondus avec des écoles libres ». Pour davantage de précision, nous souhaitons seulement déplacer le critère de la distinction sur la nature des institutions, en opposant les établissements hospitaliers publics et les établissements congréganistes privés. En outre, il nous semble nécessaire d'établir une troisième catégorie d'institutions, celle des orphelinats au sens strict, afin de dresser la nomenclature complète des orphelinats du département.

LA FONDATION D'UN ORPHELINAT (*STRICTO SENSU*).

Un établissement nouveau est créé, dénommé orphelinat, purement et simplement²¹⁶. La première véritable institution de ce type dans le département procède de la charité protestante avec le consistoire de Castres qui crée un asile pour les garçons orphelins en 1840. Il s'écoule vingt années avant qu'un autre orphelinat proprement dit ouvre ses portes. En 1860, les

²¹³ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité... Op. cit.*, t. IV (vol. 1), p. 443.

²¹⁴ H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 582.

²¹⁵ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 265.

²¹⁶ O. VERNIER, *D'espoir et d'espérance. L'assistance privée dans les Alpes-Maritimes au XIX^e siècle (1814-1914). Bienfaisance et entraide sociale*, Editions Serre, Nice, 1993, p. 167. L'auteur emploie l'expression d'« orphelinats authentiques ».

Frères-ouvriers de Saint-François-Régis en provenance du Puy-en-Velay fondent à Peyregoux l'orphelinat Saint-Alexis, une autre œuvre pour les garçons. Quelque temps plus tard (1863), l'orphelinat du Sacré-Cœur ouvre à Castres, à l'initiative des Filles de la Charité, afin de recueillir les enfants dont les parents sont décédés à l'Hôtel-Dieu. En 1867, Léontine Maraval aménage, dans un immeuble lui appartenant à Lavaur, l'orphelinat-ouvroir Saint-Joseph, avec l'aide des Filles de Jésus de Massac. Les protestants imaginent le pendant féminin de l'orphelinat de Castres, ils l'établissent à Brassac en 1883. A la fin du siècle, le Père Colombier déploie tout son zèle en faveur de l'enfance malheureuse en créant ou reprenant des structures pour l'accueillir. Il fonde à Albi, en 1886, l'orphelinat Saint-Jean pour les garçons, une première œuvre à partir de laquelle il en répandra d'autres, notamment dans le Tarn : il crée un orphelinat à Dourgne en 1909, pour les enfants désireux de s'initier à la spiritualité (l'œuvre est transférée à Lourdes en 1913) ; en 1915, il établit à côté de Saint-Jean, l'orphelinat Saint-Pierre pour les filles ; enfin, il prend en charge l'orphelinat du château de La Landelle en 1920.

Il arrive parfois qu'autour de cette œuvre première en faveur des orphelins viennent se greffer d'autres activités, d'enseignement et/ou de soins. L'ensemble forme alors un établissement congréganiste au sein duquel l'orphelinat ne représente qu'une œuvre parmi d'autres. Les Filles de la Charité fondent ainsi des orphelinats à Lacaune (1857) et à Gaillac (1862), deux établissements auxquels elles ajouteront une œuvre hospitalière pour le premier et une œuvre scolaire pour le second. Lorsque les Sœurs de la Sainte-Agonie s'implantent à Mazamet en 1868, elles accueillent des jeunes filles dans leur orphelinat Sainte-Marie, à côté duquel elles créent une clinique. En 1894, les Sœurs du Très-Saint-Rosaire de Monteils s'établissent à Réalmont pour reprendre un orphelinat-ouvroir, auquel elles annexent bientôt une école. A Albi, les Sœurs de la Miséricorde installent leur orphelinat en 1895, puis elles ouvrent différentes œuvres scolaires.

LA FONDATION D'UN ORPHELINAT AU SEIN D'UN ETABLISSEMENT PRIVE CONGREGANISTE.

Une œuvre nouvelle est annexée à une institution privée, scolaire ou hospitalière, déjà existante. L'orphelinat devient une œuvre supplémentaire à l'intérieur d'un établissement congréganiste. Ayant déménagé dans le château du Petit-Lude à Albi, les Sœurs du Bon-Sauveur ouvrent deux pensionnats, puis elles créent un orphelinat en 1838, afin de recueillir les sourdes-muettes qui suivent leur enseignement depuis 1832. A Castres, les Sœurs de l'Immaculée-Conception fondent en 1846 un refuge destiné aux filles repenties ; très vite, elles décident d'y admettre les orphelines afin de

les préserver des dangers de l'extérieur. Une communauté de Sœurs de Saint-Joseph, située au château de Gos (commune de Cabanès-et-Barre), donne l'instruction aux jeunes filles des alentours depuis une quinzaine d'années lorsqu'elle établit une structure pour recueillir les orphelines en 1852. Depuis 1827, les Sœurs de Notre-Dame dirigent le plus important établissement scolaire pour filles d'Albi, auquel elles adjoignent un orphelinat en 1865. Les Sœurs de la Présentation demeurent à Brassac depuis 1789 et à Dourgne depuis 1828, mais elles n'ouvrent des orphelinats de filles dans ces localités qu'en 1871. De même, alors que les Filles de la Charité s'installent à Blan en 1854, leur petit orphelinat ne date que de 1880. Les Filles de Jésus ne forment un orphelinat dans leur couvent de Massac qu'en 1894, sur la sollicitation d'une société de bienfaisance parisienne.

Il y a parfois une véritable difficulté à définir l'existence même d'un orphelinat. Certains établissements scolaires congréganistes prétendent recevoir depuis toujours des orphelines, sans qu'un orphelinat ne soit expressément fondé, à l'exemple des maisons conventuelles des Sœurs de la Croix à Lavaur et des Sœurs de la Présentation à Castres. Pour ces deux congrégations antérieures à la Révolution, l'accueil des orphelines est une œuvre originelle, tombée en désuétude au début du siècle au profit d'œuvres scolaires pures, et réanimée à la fin du siècle avec la poussée anticléricale.

LA FONDATION D'UN ORPHELINAT AU SEIN D'UN ETABLISSEMENT PUBLIC D'ASSISTANCE.

Depuis leur création, les hôpitaux-hospices sont les hôtes traditionnels de la misère en général et de l'enfance assistée en particulier. Les sœurs desservant ces établissements prennent l'habitude de recueillir et d'éduquer les enfants dans le besoin. De fait, elles accompagnent naturellement le service public de l'enfance assistée lorsque celui-ci se met en place à partir de la Révolution. Ces sœurs hospitalières conserveront une structure d'accueil à côté ou en l'absence de dépôt public, recueillant les enfants évincés par une définition légale de plus en plus stricte. Un orphelinat est créé à l'intérieur d'un hôpital-hospice par les religieuses qui en assurent le fonctionnement, comme une symétrie privée de l'œuvre publique d'assistance à l'enfance. Là encore, il n'est pas toujours facile de dater avec précision la création de l'orphelinat, car les hôpitaux (Albi, Castres, Gaillac, Lavaur, Rabastens et Mazamet) accueillent l'enfance malheureuse depuis leurs origines. A côté du service public de l'enfance assistée, les orphelinats sont le prolongement de cette mission historique. Le terme « orphelinat » apparaît à l'hôpital général Saint-Jacques d'Albi en 1842, avec la construction d'un bâtiment destiné aux jeunes filles. L'orphelinat de filles et de garçons

de l'hôpital général Saint-Joseph à Castres apparaît progressivement au début du XIX^e siècle, mais sa fondation officielle n'intervient qu'en 1878. Les hôpitaux Saint-Nicolas à Lavaur et Saint-André à Gaillac forment très tôt des orphelinats, mais retiennent les dates de 1836 pour le premier et de 1854 pour le second. Quatre orphelinats sont donc adossés au service public de l'enfance assistée. L'hôpital général des Bausses à Mazamet, de création plus récente (1852), recueille très vite des enfants mais n'ouvre un orphelinat qu'en 1862, dont la fondation juridique officielle survient seulement en 1876.

L'œuvre peut également être annexée à un bureau de bienfaisance par les religieuses qui en ont la direction. Ces institutions communales, gérées comme les hôpitaux par une commission administrative, ressemblent tout à fait à des établissements congréganistes privés avec des œuvres diverses, enseignantes et soignantes. L'hospice de Rabastens, géré par les Sœurs de Nevers, transfère ses orphelins dans le bureau de bienfaisance en 1839. Quatre autres bureaux, dirigés par les Filles de la Charité²¹⁷, ouvrent des orphelinats, à Saint-Amans-Soult, Labruguière, Lautrec et Sorèze ; il est difficile de dater précisément ces œuvres, à l'exception de la dernière qui remonte à 1875.

« THESE ». LE REGARD DE L'ETAT :

Aucune loi ne définit ni ne prévoit les orphelinats ; l'institution n'a pas de régime juridique propre mais emprunte à d'autres ses composantes. L'assemblage hétéroclite ainsi obtenu forme un cadre réglementaire par défaut, dont les sources s'avèrent fortement imprégnées de la puissance publique (association, fondation, congrégation). Ainsi, les fondements d'un droit des orphelinats participent-ils de la même logique tutélaire que les autres initiatives privées. L'étude d'une telle œuvre prend donc tout son sens au regard de l'Etat.

La protection de l'enfance symbolise bien l'interaction de la charité privée et de l'assistance publique. La première ayant longtemps suppléé aux carences de la seconde, la transition de l'une à l'autre sera longue et complexe. L'Etat organise au cours du XIX^e siècle les institutions nécessaires à l'encadrement des enfants abandonnés, recueillis en hospice dépositaire avant placement familial, et des enfants délinquants, envoyés dans un établissement pénitentiaire approprié. Se destinant à l'enfance « en danger », non couverte par l'assistance publique, la mission des orphelinats se veut donc complémentaire de l'action publique. Cependant, l'Etat coordonne

²¹⁷ L. LALLEMAND, *Histoire de la charité... Op. cit.*, t. IV (vol. 2), p. 384. Selon l'historien, c'est une mission habituelle de la congrégation ; sous l'Ancien régime déjà, bon nombre de bureaux de charité sont dirigés par les Filles de la Charité.

aussi des mesures préventives pour prendre en charge d'autres populations et éviter les abandons ou la délinquance : 1°) les enfants pauvres de familles indigentes, aidés par les bureaux de bienfaisance ; 2°) les enfants secourus temporairement, maintenus auprès de leurs mères moyennant indemnités ; 3°) les enfants moralement abandonnés, recueillis sur le modèle des enfants assistés. Poursuivant dès lors un même objectif, la mission des orphelinats apparaît comme concurrente de l'assistance publique. Ces structures agissent parallèlement à l'action publique avec des méthodes différentes, issues de la tradition charitable. Alors que la législation relative à l'enfance malheureuse néglige les orphelinats, il convient de définir les liens entre les deux systèmes.

Œuvres mixtes, les orphelinats tiennent le juste milieu entre l'école et l'hospice. Or, le siècle se caractérise par l'élaboration d'un important volet social autour de ces deux institutions. L'Etat cherche à s'approprier des domaines jusque-là détenus par les communautés religieuses. Nous avons déjà eu l'occasion d'étudier les vicissitudes d'une congrégation mixte, hospitalière et enseignante, confrontée à la politique de laïcisation de la Troisième République²¹⁸. En se recentrant sur leur activité de garde-malades, ces religieuses parviennent à résister aux assauts des anticléricaux. Après l'arrêt obligé de l'œuvre d'enseignement, cette résolution leur permet de développer une importante activité hospitalière au sein de cliniques privées. Dans un contexte difficile, la congrégation trouve donc la faculté de se moderniser et de s'adapter à la société nouvelle. La présente recherche poursuit les mêmes questionnements, appliqués plus largement à une œuvre mixte. Une approche juridique de la bienfaisance privée à cette époque comprend nécessairement la thématique des congrégations religieuses, mais l'étude des orphelinats dépasse le cadre congréganiste en incorporant les initiatives protestantes. Ces dernières assoient, dès le milieu du XIX^e siècle, leurs établissements charitables sur le régime administratif général des œuvres privées. Toutefois, le sujet ne prend un véritable intérêt historique et juridique qu'avec l'avènement de la Troisième République. La sécularisation de la société française commence par les domaines liés à l'enfance. L'affrontement idéologique entre l'Eglise et l'Etat s'empare donc aussi du thème des orphelinats, en insistant sur la question du contrôle de ces établissements. Nous démontrerons que le projet d'un régime juridique des orphelinats résulte de la radicalisation de la lutte anticléricale. L'école et l'hôpital publics se développent sous les différents régimes : à terme, la première se laïcise et le second se médicalise. Chaque nouvelle loi éloigne un

²¹⁸ M. PETER, *Les Dominicaines de Sainte-Catherine de Sienna d'Albi dans la tourmente anticléricale (1895-1904)*, Mémoire de D.E.A. sous la direction de Philippe Nélidoff, Université des sciences sociales Toulouse I, 2004.

peu plus les missions publiques des œuvres privées. Tandis que le rôle de l'Etat évolue, les orphelinats gardent intacte leur spécificité. Le décalage se traduit par un renforcement du poids de l'Etat sur les orphelinats. Par conséquent, il s'agit pour nous d'étudier les modalités et l'accroissement du contrôle étatique sur cette œuvre charitable spéciale.

L'historiographie des orphelinats, essentiellement alimentée par des hagiographies de fondateurs ou de brèves notices historiques locales, manque longtemps de consistance. Au XIX^e siècle, les historiens de l'enfance assistée, penchés sur la construction de ce service public, n'abordent pas le sujet, ou bien de manière très accessoire²¹⁹. A la fin du siècle, les rares juristes qui s'intéressent à ces structures, ne traitent que de l'application des lois relatives au travail des enfants dans les établissements de bienfaisance²²⁰. L'institution ne bénéficie que de sources imprimées assez limitées. Les réflexions des partisans d'orphelinats agricoles engendrent ainsi un foisonnement de bulletins, tous circonscrits à cette seule éventualité. De même, les rapports annuels des orphelinats protestants, très précieux, gardent un côté systématique et répétitif. Observés par la République anticléricale puis interventionniste, les orphelinats susciteront davantage d'écrits, notamment juridiques (enquêtes, rapports, projets de loi). Ce travail préparatoire, qui dure près d'un demi-siècle, aboutit à l'instauration d'un régime juridique des établissements de bienfaisance privés. Au milieu du XX^e siècle, la transformation définitive de ces établissements, ainsi que leur adaptation aux exigences sociales d'après-guerre, expriment toute la désuétude de cette œuvre charitable. Les orphelinats retombent alors, jusqu'à une époque récente, dans l'oubli scientifique, ne persistant que dans l'imaginaire populaire. Des structures similaires ayant une vocation correctionnelle, auxquelles l'Etat confie longtemps l'encadrement des enfants délinquants, font l'objet d'écrits historiques approfondis²²¹. L'œuvre des orphelinats ne connaît pas d'études globales semblables. Ces dernières années, plusieurs travaux de grande valeur se sont néanmoins intéressés à ces institutions, tout en restant focalisés sur une œuvre en particulier²²². Il faut également préciser que les historiens contemporains de l'enfance

²¹⁹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, pp. 343 à 345 (trois pages sur près de huit cents).

²²⁰ L. BOIZET, *Le travail et l'application des lois ouvrières dans les établissements de bienfaisance privés*, Imprimerie de Y. Cadoret, Bordeaux, 1908 ; A. FLEURQUIN, *Le travail dans les ouvriers à Paris*, Jouve et Boyer, Paris, 1899.

²²¹ H. GAILLAC, *Les maisons de correction (1830-1945)*, Editions Cujas, Paris, 1971 ; M. ROUANET, *Les enfants du bagne*, Editions Payot, Paris, 1992.

²²² J. DUMONT DE MONTROY, *Les Bazin du Mesnil-Saint-Firmin et leurs œuvres : l'orphelinat du Mesnil, la ferme-école de Rouvroy-les-Merles (1823-1995)*, 1995 ; M. GARDET & A. VILBROD, *Les orphelins-apprentis d'Auteuil. Histoire d'une œuvre*, Belin, Paris, 2000 ; C. GAUDRIE, *Op. cit.*

assistée, même s'ils se cantonnent à l'assistance publique, consacrent plus d'espace aux œuvres privées²²³. Par ailleurs, les recherches sur la bienfaisance privée n'oublient pas de réserver de larges passages à ces établissements²²⁴. Aucun ouvrage ne proposant une synthèse juridique de cette institution, l'idée de rechercher un droit des orphelinats à l'échelle d'un département, confère à notre travail une perspective originale. Dans l'ensemble, une telle étude requiert donc de s'approprier des thématiques liées à l'histoire et au droit de la charité privée ou de l'assistance publique, afin d'y puiser les éléments nécessaires à son élaboration.

Cette recherche s'appuie principalement sur les archives départementales du Tarn et les fonds privés des acteurs concernés ; les archives de certaines municipalités et les archives nationales interviennent à titre complémentaire. Les sources manuscrites restent assez fragmentaires et éparpillées, les orphelinats n'étant souvent que simplement mentionnés. La difficulté consiste à élaborer un traité de cette institution. Nous espérons ainsi contribuer autant à l'histoire locale qu'au droit général.

L'assise départementale de notre réflexion doit permettre une meilleure approche juridique de l'œuvre des orphelinats. L'Etat abandonnant très tôt le domaine de l'assistance au département, la délimitation territoriale aide à contextualiser ces structures méconnues et la circonscription administrative apporte un cadre au contrôle étatique. Terre de contrastes, le Tarn nous offre un excellent résumé de la France sous la Troisième République. Ses différentes facettes reflètent les éléments distinctifs de l'histoire contemporaine, comme la consécration de la République ou l'industrialisation de la société. Patrie de personnalités républicaines d'envergure nationale comme Emile Combes et Jean Jaurès, le département se caractérise aussi par une grande richesse religieuse, dont témoigne la présence active des deux confessions chrétiennes. Ce territoire essentiellement rural ne manque pourtant pas d'activités industrielles performantes et prospères, dans le bassin minier de Carmaux, la verrerie ouvrière d'Albi, les mégisseries de Graulhet, les filatures de Castres ou les usines de délainage à Mazamet. Le contraste se retrouve jusque dans la topographie tarnaise, qui oppose les plaines agricoles de l'ouest aux contreforts du Massif Central à l'est. Par sa situation géographique, avec des centres urbains de taille moyenne situés à l'écart des principaux pôles décisionnaires et axes de communication, le Tarn évoque une terre de refuge. Cette particularité, notamment illustrée par l'histoire des

²²³ D. LAPLAIGE, *Op. cit.* ; I. JABLONKA, *Op. cit.*

²²⁴ S. DHONT, *Op. cit.*, pp. 353 à 365 ; O. VERNIER, *Op. cit.*, pp. 162 à 178.

implantations religieuses²²⁵, convient également aux œuvres existant en dehors des cadres juridiques.

Les archives départementales du Tarn formeront donc le support principal de nos recherches. L'étude du contrôle étatique d'une œuvre privée, charitable et confessionnelle, mobilise les séries X sur l'assistance et V sur les cultes pour l'essentiel, et dans une moindre mesure : les séries M sur l'administration générale pour la question du travail des enfants, N sur l'administration et la comptabilité départementales pour ce qui concerne les subventions publiques, et O sur l'administration et la comptabilité communales au sujet des dons et des legs. Notre ambition de répertorier les orphelinats du département, s'est heurtée très tôt aux contours imprécis de ces structures. Quelques établissements apparaissent dans l'inventaire de la série X parce qu'ils font un temps l'objet d'une correspondance administrative notable, mais les orphelinats suscitent d'ordinaire fort peu de réactions des autorités publiques. Par ailleurs, lorsque l'administration républicaine souhaite les recenser, ses enquêtes demeurent très incomplètes. Chacune des étapes de ce répertoire (définir, dénombrer, classer) rencontre des obstacles méthodologiques, nous obligeant à les aborder de manière non pas successive mais simultanée. Les orphelinats souffrent de leur ressemblance avec des œuvres proches comme les ouvroirs ou les pensionnats, ce qui obscurcit leur définition. La diversité des structures ralentit le dénombrement des orphelinats, qui nécessite de dépouiller les dossiers d'institutions nombreuses – hôpitaux-hospices, bureaux de bienfaisance, établissements congréganistes – et de lire toutes les monographies relatives aux localités tarnaises. Il faut enfin procéder au classement des orphelinats selon des critères qui admettent un raisonnement juridique. La démarche doit mentionner chaque orphelinat, tout en évitant la simple énumération.

L'étude d'une œuvre privée conduit à rechercher des sources propres. Il s'agit surtout des archives appartenant aux groupements religieux. L'accessibilité des fonds se trouve parfois compromise par les déménagements liés aux procédures actuelles de regroupement des congrégations ou des communautés. Néanmoins, la participation active des archivistes congréganistes compense amplement les difficultés matérielles. Nous avons ainsi pu consulter les fonds des Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils, des Filles de Jésus de Massac, des Filles de la Charité de

²²⁵ Aux XII^e et XIII^e siècles, les citadelles cathares dominent un secteur correspondant au sud-ouest du département actuel. A partir du XVI^e siècle, la montagne tarnaise au sud-est abrite un important foyer protestant. Ces implantations suscitent donc une présence active de l'Eglise romaine, notamment au moyen des ordres monastiques. La tradition religieuse se perpétue au XIX^e siècle ; de nombreuses communautés religieuses naissent ou s'établissent dans le département.

Saint-Vincent-de-Paul de Paris, des Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers, des Sœurs de la Miséricorde de Moissac, des Sœurs de Notre-Dame de Toulouse, et des Sœurs de Saint-Joseph de Lyon. Les documents mis à notre disposition reflètent une vision religieuse de la charité qui ne distingue pas les œuvres selon leur caractère hospitalier ou enseignant. S'ils apportent des éléments très précieux à l'accomplissement d'un travail historique, ils ne suffisent pas à étayer seuls une réflexion juridique. Certaines informations proviennent de conversations avec les continuateurs des orphelinats d'antan, qui s'occupent aujourd'hui d'établissements médico-sociaux : instituts Saint-Jean d'Albi et Sainte-Marie de Mazamet, foyer protestant de l'enfance à Castres, maison d'enfants de La Landelle à Paleville.

Les sources communales interviennent peu dans l'élaboration de notre recherche. De nombreux éléments relatifs aux œuvres protestantes émanent cependant d'un important fonds spécifique, conservé aux archives municipales de Castres²²⁶, ainsi que des archives du musée du protestantisme en haut Languedoc de Ferrières. Les archives nationales, avec les sous-séries F¹⁵ Hospices et secours, F¹⁷ Instruction publique et F¹⁹ Cultes (appartenant à la série F sur les versements des ministères et administrations qui en dépendent) permettent surtout de mieux cerner le régime juridique des établissements hospitaliers ou congréganistes pour la première moitié du XIX^e siècle. Nous avons concentré nos recherches sur des séries équivalentes à celles dépouillées aux archives départementales en espérant y découvrir un point de vue supérieur sur les orphelinats, mais les ministères ont une connaissance encore plus imparfaite de ces institutions que les administrations locales. A l'exception de quelques documents épars fort intéressants, l'œuvre des orphelinats n'y apparaît presque pas. En matière d'enfance malheureuse, la sous-série F¹⁵ traite exclusivement de l'assistance publique et n'apporte que des éléments indirects pour notre sujet.

La structuration de notre travail doit traduire le renforcement du contrôle étatique sur les orphelinats. Pour appréhender totalement cette institution particulière, il convient de la replacer dans un contexte historique marqué par le processus d'étatisation de l'assistance et de l'enseignement. Pourtant, si le regard de l'Etat évolue sensiblement au cours de cette période, les orphelinats ne changent pas et se prêtent donc peu à une simple approche chronologique. Il s'agit d'aborder cette œuvre charitable en optant pour un plan dynamique qui confronte le rôle des orphelinats (recueillir et éduquer) aux modalités et nuances du contrôle étatique (permettre et interdire).

Alors qu'il n'est pas en mesure de venir en aide à cette catégorie spécifique d'enfants, l'Etat considère avec une certaine bienveillance l'action

²²⁶ Ce fonds documentaire, versé en 2003, ne fait encore l'objet d'aucun classement.

des établissements qui se chargent de les recueillir. Cette population ne représente pas une priorité, mais les pouvoirs publics ne paraissent pas mécontents que l'initiative privée lui fournisse un cadre structurant. Les autorités maintiennent néanmoins un contrôle traditionnel du mouvement caritatif en organisant une procédure de reconnaissance. Ce régime juridique des associations s'améliorera avec le nouveau siècle. Lorsque surgit la question congréganiste, l'aspect charitable dérange peu les Républicains ; la démarche religieuse s'en trouve réduite mais parvient à subsister. Prendre en charge l'enfance malheureuse nécessite seulement une permission gouvernementale (Première partie).

La position de l'Etat change au regard de l'œuvre enseignante parce que les Républicains entendent préserver tous les enfants, y compris les orphelins, de l'influence de l'Eglise. Le contrôle de l'éducation se veut beaucoup plus strict. Le gouvernement interdit l'enseignement congréganiste qui concurrence la récente école républicaine. Même en ce qui concerne l'apprentissage professionnel des orphelins, alors que l'Etat n'est pas encore capable de procurer un tel enseignement, il en organise une surveillance étroite qui dévoile sa détermination à empêcher les autres acteurs d'éduquer (Deuxième partie).

PREMIERE PARTIE

LA PERMISSION DE RECUEILLIR

L'œuvre des orphelinats débute par un acte d'hospitalité. L'établissement recueille des enfants pour une durée relativement longue, en règle générale jusqu'à leur majorité ou leur autonomie. Cet internement charitable résulte de la tradition chrétienne, et d'un temps où recueillir les orphelins s'avère le seul moyen de les sauver d'une mort certaine. Au XIX^e siècle, la destination de ces orphelinats s'élargit pour pallier une absence physique (décès), matérielle (misère) ou morale (mœurs) des parents. Ces œuvres privées ouvrent ainsi leurs portes à des enfants que l'assistance publique a tendance à délaisser. « Les orphelinats reçoivent les enfants orphelins, ou les demi-orphelins, ou encore ceux qu'il est permis de regarder comme moralement abandonnés ; les premiers pourraient être compris parmi les enfants assistés, et secourus par ce service, mais souvent recueillis par des membres de leur famille, ils ne sont pas abandonnés, et le département préfère leur donner une bourse dans un orphelinat agricole plutôt que de les prendre à sa charge. Pour les demi-orphelins et les enfants moralement abandonnés, c'est le seul mode d'assistance qui leur soit applicable. »¹ L'institution devient alors un foyer de substitution.

Dans un contexte déracinant d'industrialisation et d'urbanisation, la condition sociale se dégrade ; l'enfance – refrain hélas trop connu – en est la première victime. Les dérives de la nouvelle société industrielle génèrent une méfiance de l'extérieur, urbain notamment. La bienfaisance privée, accompagne l'assistance publique, mais applique des méthodes différentes en recourant à l'internat. La paupérisation explique le mouvement des orphelinats, mais d'autres causes apparaissent plus conjoncturelles. Dans le pays, certains établissements ont une origine particulière et une durée de vie parfois limitée aux circonstances originelles. Dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, le docteur Henri Brochin cite deux cas : « Plusieurs orphelinats datent en effet des épidémies de choléra de 1832 et 1849, qui ont laissé à la charge de la charité publique un grand nombre d'orphelins. [...] La guerre franco-allemande de 1870 a fait aussi des orphelins qu'il fallait secourir. »² Pour le département, l'absence de sources

¹ E. CHEVALLIER, *De l'assistance dans les campagnes : indigence, prévoyance, assistance*, Arthur Rousseau, Paris, 1889, p. 290.

² H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 582.

ne permet pas d'établir un lien direct entre le conflit et les orphelinats de création postérieure³.

L'internat conserve néanmoins cette ambivalence originelle selon laquelle la charité suit une logique de protection double : une protection évidente des enfants, en les maintenant loin de l'extérieur corrupteur, et une protection sous-jacente de la société, en isolant des enfants que les parents ne peuvent élever, quels que soient les motifs de cette impossibilité. Dans sa thèse, Maurice Capul développe cette « pédagogie de la séparation » pour l'Ancien régime⁴. Elle persiste après la Révolution dans les hôpitaux, pour des raisons sanitaires, et les couvents, pour des raisons morales. Il n'est pas rare, dans les établissements congréganistes, que l'orphelinat reste à l'écart des autres œuvres, des pensionnats par exemple⁵. La légitimité de l'enfant n'efface pas le tabou du délaissement familial.

Dans son *Dictionnaire de l'administration française*, Maurice Block consacre quelques lignes aux orphelinats : « L'intérêt qu'inspirent les orphelins pauvres a fait multiplier, surtout dans les grands centres de population, les asiles destinés à les recevoir et à leur donner l'éducation nécessaire. Aucun de ces asiles, désignés quelquefois sous le nom d'orphelinat, ne peut exister régulièrement qu'en vertu d'une décision du chef de l'Etat rendue sur l'avis du Conseil d'Etat (édits de décembre 1666 et d'août 1749, avis du Conseil du 17 janvier 1806). Par conséquent, toute proposition faite à cet égard, soit par des particuliers, soit par des communes ou des établissements publics, lorsqu'elle paraît susceptible de recevoir une suite utile, doit être transmise par les préfets au ministère de l'Intérieur pour être soumise au chef de l'Etat (circulaire du ministère de l'Intérieur du 5 mai 1852). »⁶ L'article ressemble davantage à une constatation qu'à une véritable définition. L'auteur rapporte un phénomène social (la multiplication des orphelinats) et un phénomène juridique (la subordination au pouvoir central).

Ce court paragraphe de Maurice Block appelle une série de remarques relatives aux décisions évoquées : ces textes ne s'appliquent pas

³ Seul l'orphelinat protestant de Castres apporte un témoignage direct sur les conséquences malheureuses des combats en proposant d'accueillir quelques orphelins de guerre. Les œuvres protestantes en faveur de l'enfance offrent davantage de sensibilités au conflit : l'orphelinat paternel de Montauban et l'orphelinat mixte Athanase-Coquerel fils, de Paris, apparaissent en 1871, des suites de la guerre franco-allemande.

⁴ M. CAPUL, *Internat et internement...* *Op. cit.*, pp. 73 et suivantes (t. III, Livre 2 : dans les hôpitaux généraux), pp. 135 et suivantes (t. IV, Livre 3 : dans les maisons d'assistance spécialisées, dont le couvent des orphelines d'Agen).

⁵ En témoigne cet extrait relatif à l'orphelinat Sainte-Marie de Mazamet : « La cour, elle-même, était divisée en trois sections : une pour les professes, l'autre pour les novices, la troisième pour les fillettes de l'orphelinat. Malgré la barrière morale élevée entre chaque catégorie, des communications existaient qu'il était difficile d'empêcher et qui étaient une source de désordre. » (L. OZANNE, *Op. cit.*, p. 166).

⁶ M. BLOCK, « Orphelinat », *Dictionnaire de l'administration française...* *Op. cit.*, p. 1441.

spécialement aux orphelinats, mais aux établissements hospitaliers ; ces textes n'appréhendent pas les établissements hospitaliers sous le même angle. Alors que l'assistance est un monopole catholique, les édits de décembre 1666 et d'août 1749 soumettent les communautés religieuses à une autorisation royale accordée par lettres patentes, « même sous prétexte d'hospices »⁷. Moins distinctifs, l'avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 1806 et la circulaire du 5 mai 1852 précisent qu'aucun établissement hospitalier ne peut exister sans une autorisation expresse. Deux constantes ressortent de ces réflexions : le système de l'autorisation gouvernementale se perpétue à travers les différents régimes politiques ; le statut juridique des orphelinats se détermine par défaut. Leur régime se calque sur celui d'institutions adjacentes.

La puissance publique peut reconnaître directement l'œuvre des orphelinats en leur transposant le mécanisme juridique de l'établissement d'utilité publique, pour les établissements privés de bienfaisance, ou de la fondation spéciale, pour les établissements publics d'assistance. Les autorités admettent donc l'utilité de l'orphelinat en tant que tel (Titre I). La reconnaissance des orphelinats peut s'avérer indirecte lorsque l'œuvre s'inscrit dans le cadre d'une structure qui fait en elle-même l'objet d'une procédure administrative. Le régime juridique des orphelinats s'efface alors devant celui des congrégations religieuses. Toutefois, l'existence d'un orphelinat au sein d'un établissement congréganiste influe de façon indéniable sur les décisions gouvernementales (Titre II).

⁷ F.-A. ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, t. XVIII (1661-1671), p. 94 et t. XXII (1737-1774), p. 226.

TITRE I LA RECONNAISSANCE DIRECTE

En l'absence d'un cadre juridique adapté, bon nombre d'orphelinats se créent et fonctionnent au XIX^e siècle en dehors de toute intervention étatique, généralement au sein de structures agréées déjà existantes comme les hôpitaux-hospices ou les maisons conventuelles, et ne songent pas à réclamer une reconnaissance particulière. Néanmoins, certains procédés juridiques, dérivés des concepts d'association et de fondation, permettent aux orphelinats d'obtenir la reconnaissance directe de leurs œuvres. Ces conceptions dépendent étroitement du pouvoir central : associations et fondations ne peuvent légalement exister qu'avec son assentiment. Les matériaux nécessaires à la construction juridique des orphelinats contiennent donc par nature une marque régaliennne.

L'article 910 du code civil, suivant une tradition d'Ancien régime, précise que « les donations entre vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leurs effets qu'autant qu'elles seront autorisées par un arrêté du gouvernement ». En autorisant les particuliers à faire de telles donations, le Code Napoléon annonce le succès des établissements – associations ou fondations – reconnus d'utilité publique¹. En même temps que l'assistance publique délaisse la catégorie des orphelins et des enfants pauvres de familles indigentes, l'Etat agréé certaines structures aptes à les secourir : établissements et fondations d'utilité publique forment alors les deux voies de la reconnaissance pour les orphelinats du XIX^e siècle². Chacun conserve ses spécificités propres ; association et fondation ne doivent pas être confondues. Le *Traité des fondations d'utilité publique* de Michel Pomey attribue aux premières les caractères du volontariat ou du bénévolat, et aux secondes les caractères du mécénat³. Toutefois, dans les deux cas, l'utilité publique est le « fondement de la personnalité morale »⁴. Tous les orphelinats ne recherchent pas une telle dimension, notamment ceux

¹ J. IMBERT, *Guide du chercheur en histoire de la protection sociale (1789-1914)*, vol. 2, Association pour l'Etude de l'Histoire de la Sécurité Sociale, Paris, 1997, p. 31.

² Au XIX^e siècle, les orphelinats tarnais ne recourent pas au procédé de la fondation d'utilité publique, mais seulement à celui de l'établissement reconnu comme tel.

³ M. POMEY, *Traité des fondations d'utilité publique*, P.U.F., Paris, 1980, p. 24.

⁴ J. BELIN, *Recherches sur la notion d'utilité publique en droit administratif français*, Dalloz, Paris, 1933, p. 31.

fonctionnant au sein d'institutions déjà reconnues. Dans les établissements publics hospitaliers, il ne s'agit plus d'évoquer l'utilité des orphelinats mais leur régularité. Là encore, le concept de fondation contribue à leur reconnaissance, mais d'une toute autre manière qui exprime la spécialité de l'œuvre par rapport à la structure hospitalière.

Par conséquent, les établissements privés de bienfaisance s'occupant d'orphelins peuvent demander la reconnaissance d'utilité publique, qui leur confère un statut particulier (Chapitre 1) ; les orphelinats des établissements publics d'assistance doivent être tirés de fondations spéciales régulièrement autorisées (Chapitre 2). Dans ces deux situations, l'Etat reconnaît de manière directe et expresse, l'utilité ou la régularité d'un orphelinat – œuvre spéciale.

CHAPITRE I : L'ETABLISSEMENT D'UTILITE PUBLIQUE

La reconnaissance d'utilité publique procède d'une démarche facultative qui ne concerne que les institutions de bienfaisance privée. Le secteur charitable se divise donc en deux catégories : les établissements n'ayant qu'une existence de fait d'une part, et les établissements reconnus d'utilité publique de l'autre¹. Plus qu'une opposition, il s'agit plutôt d'une hiérarchie des structures privées ; si toutes sont en principe soumises à l'obligation d'autorisation, l'Etat du XIX^e siècle tolère néanmoins aisément les œuvres non reconnues qui le suppléent dans ses missions sociales. Un orphelinat qui présente des caractères d'utilité générale (actuels) et de stabilité (futurs) peut demander cette reconnaissance. Lorsque la sollicitation aboutit, l'administration donne un statut spécial à l'initiative privée : cette œuvre acquiert la personnalité civile. L'orphelinat apparaît dès lors comme régulier, son action charitable étant directement reconnue par la puissance publique².

Il existe des similitudes indéniables entre les œuvres catholiques et protestantes, notamment ce choix de limiter l'accueil aux enfants légitimes exclusivement, ou encore cette volonté de les conserver à l'abri de l'extérieur corrompateur. Pourtant, si les orphelinats protestants se conforment aux règlements publics et cherchent à obtenir la reconnaissance (Section 1), la situation des orphelinats catholiques au XIX^e siècle paraît plus singulière (Section 2).

¹ La doctrine hésitera longtemps à ranger ces derniers parmi les personnes morales privées, malgré la distinction opérée dès le Conseil d'Etat de la Restauration entre les établissements publics et les établissements d'utilité publique (cf. P. AVRIL, *Les origines de la distinction des établissements publics et des établissements d'utilité publique. Etude de droit français*, Arthur Rousseau, Paris, 1900).

² *Guide pratique des associations, fondations, établissements de bienfaisance privée, régime légal, renseignements divers*, établi par le Centre National de Documentation Sociale avec la collaboration de Pierre Malinverni, Office central des œuvres de bienfaisance, Imprimerie de Belmont, Paris, 1957, p. 23 : « Un décret de reconnaissance d'utilité publique est une consécration, une récompense et un privilège. C'est une consécration car il constate officiellement l'effort réalisé et l'intérêt public que présente l'entreprise ; c'est une récompense pour les services qu'elle a rendus et pour les résultats de son activité ; c'est un privilège, puisque les associations de bienfaisance reconnues d'utilité publique bénéficient de certains avantages fiscaux et jouissent d'une capacité plus étendue. »

SECTION 1. LA REGULARITE DES ORPHELINATS PROTESTANTS :

Les protestants adoptent pendant longtemps une attitude distante, voire méfiante, à l'égard de la pauvreté, puis ils déploient au cours du XIX^e siècle une œuvre charitable considérable. « Ainsi l'on voit croître des orphelinats, des hospices, des sociétés de secours mutuels et d'assistance par le travail. »³ Ce mouvement caritatif s'accompagne d'une importante réflexion sur les moyens de responsabiliser ceux qui en bénéficient. A ce titre, le protestantisme encourage la moralisation de l'individu par le travail. Passé le premier tiers du siècle, la bienfaisance protestante se développe notamment à l'égard des enfants, afin de prendre position dans un domaine où l'Eglise catholique occupe historiquement une place prépondérante. Pierre Larousse, dans l'édition de 1874 de son *Grand Dictionnaire universel*, témoigne de la spécificité protestante en la matière et précise que les huguenots fondent en France une trentaine d'établissements pour orphelins⁴. « L'enfance abandonnée, ou malade, ou coupable, toujours déshéritée, vit s'ouvrir pour elle dans toute la France, à Saverdun, à Achicourt, à Castres, à Orléans, à Montauban, à Crest, des asiles créés par les mouvements d'une ardente charité. En moins de vingt ans, le protestantisme avait fondé plus de dix orphelinats, alors qu'aux premiers jours du siècle il ne possédait pas un seul établissement charitable. »⁵ L'action charitable se double donc d'une stratégie consistant à assurer davantage de visibilité à la présence protestante.

A la différence des congrégations religieuses catholiques, les établissements charitables protestants ne bénéficient pas d'une structure d'action sociale⁶. Les consistoires jouent donc le rôle d'impulsion et de gestion des œuvres protestantes, tout en ressentant la nécessité de doter ces établissements d'une existence propre. Les protestants vont donc recourir au mécanisme de l'association, notamment sous la forme de l'établissement reconnu d'utilité publique qui deviendra la norme des orphelinats protestants dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les premières demandes soulèvent pourtant quelques réticences : lorsque l'orphelinat de Saverdun (Ariège) sollicite en 1840 la reconnaissance d'utilité publique, après un an d'existence, les rapports des préfets de la Haute-Garonne et de l'Ariège sont défavorables. « Aucun établissement d'orphelinat catholique n'ayant encore jouit du même privilège, il serait à craindre qu'en l'accordant à un

³ J. GARRISSON, *L'homme protestant*, Editions Complexe, Bruxelles, 2000, p. 190.

⁴ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 1505.

⁵ F. PUAUX (sous la direction de), *Les œuvres du protestantisme français au XIX^e siècle*, Librairie Fischbacher, Paris, 1893, p. 23.

⁶ S. DHONT, *Op. cit.*, pp. 67 et suivantes.

établissement protestant, le clergé ne cherchât à en abuser. »⁷ Cet orphelinat agricole obtient finalement l'agrément le 17 août 1848. Les institutions protestantes du pays multiplient depuis les demandes de reconnaissance, malgré la complexité de la procédure. La thèse de Sandrine Dhont sur le *Droit des œuvres sociales du protestantisme*, décrit ces différentes étapes administratives⁸.

Dans le Tarn, au XIX^e siècle, la reconnaissance d'utilité publique sera obtenue exclusivement par les deux orphelinats protestants. Charles Portal admet d'ailleurs que « les établissements les plus spéciaux sont ceux de Castres et de Brassac »⁹. A la convergence d'éléments propices¹⁰, le projet de création d'un orphelinat protestant pour les garçons à Castres est émis dès mai 1839¹¹. Une commission de soixante-cinq pasteurs, nommée à cet effet, remet un rapport favorable. La ville de Castres, haut lieu du protestantisme, comporte de nombreuses écoles protestantes susceptibles d'accueillir ces enfants et les industries locales pourront servir à leur apprentissage. Des locaux inoccupés de l'hospice protestant de vieillards et de malades (propriété des pasteurs Déjean et Dombre) sont mis à la disposition du consistoire de Castres, qui fonde l'asile de charité pour les orphelins en décembre 1840¹². Cette institution est donc née de la concertation ; mûrement réfléchie, élaborée par étapes (projet, commission, réalisation), l'œuvre privée protestante prend, dès le stade de la conception, tous les traits de l'œuvre publique. Le projet initial exprime déjà cette recherche de la reconnaissance : « L'établissement sera présenté à l'autorisation du gouvernement, dès qu'il sera en pleine activité et qu'il aura acquis quelque

⁷ G. TOURNIER, *Un siècle parmi les enfants. Livre du centenaire de l'orphelinat de Saverdun, fondé en 1839*, Imprimerie A. Coueslant, Cahors, 1938, pp. 145 à 147.

⁸ S. DHONT, *Op. cit.*, pp. 139 et suivantes.

⁹ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 265 et 266.

¹⁰ C. RABAUD, *Histoire de l'orphelinat de garçons protestants de Castres* (7 décembre 1840 - 1^{er} avril 1908), Imprimerie de l'orphelinat protestant, Castres, 1908, p. 3. Ce travail s'inscrit dans une tradition familiale d'attachement à l'orphelinat protestant de la ville. L'historien Camille Rabaud (1827-1921) occupe le pastorat de Castres entre 1870 et 1894, en remplacement de son oncle, Hippolyte Scipion Déjean (1804-1869), premier directeur de l'orphelinat en 1841. Il exerce également la présidence du consistoire de Castres, une fonction qui a jadis permis à son père Jean Antoine Rabaud (1789-1886) de fonder l'orphelinat. Républicain engagé, il rédige de nombreux ouvrages consacrés à sa région et à sa religion (R. CAZALS, Notice « Rabaud », *Les Tarnais... Op. cit.*, p. 263).

¹¹ Archives Municipales de Castres (désormais A.M.C.), 16 Z. Fonds protestant, Lettre du président du consistoire au maire de Castres du 2 avril 1840.

¹² A.D.T., 1 X 9. Administration. Questionnaire sur le fonctionnement des établissements, en particulier sur les soins, les enfants trouvés, la comptabilité. 1879-1881, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres : « Cet asile fut fondé en 1840 par le consistoire de Castres, au moyen d'un emprunt de 70 000 francs par actions de 200 à 300 francs. »

consistance. »¹³ En 1853, le consistoire de Castres constitue un dossier afin d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique¹⁴. Quelques décennies plus tard à Brassac, une particulière, Nancy Bès, lègue par testament une maison et une métairie pour y fonder un orphelinat protestant de jeunes filles¹⁵. L'institut, également appelé « Asile Nancy Bès » du nom de la donatrice, ouvre en novembre 1884. Sur le modèle de l'asile de Castres, l'orphelinat de Brassac entreprendra aussi les démarches afin d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique. Il s'agit d'une petite structure pour une quinzaine de jeunes filles environ¹⁶, mais les fondateurs entendent la pérenniser. Or, le premier moyen consiste à « posséder légalement les immeubles qui lui appartiennent »¹⁷. Ils fourniront pour cela les pièces démontrant la viabilité de l'œuvre, l'orphelinat bénéficiant par exemple des revenus de la métairie, à hauteur de 2 500 francs¹⁸.

Quelle que soit la nature du régime politique en France, c'est une reconnaissance objective ou formelle, consacrée par un décret (« conférée par le gouvernement seul »¹⁹). L'orphelinat de Castres est reconnu par le décret impérial du 10 juin 1854, celui de Brassac est reconnu par le décret présidentiel du 20 avril 1891. Ces actes confèrent aux orphelinats protestants une place privilégiée dans l'organisation publique de l'assistance à l'enfance. La reconnaissance d'utilité publique révèle toute la rigueur avec laquelle les protestants sont capables de gérer leurs institutions de bienfaisance (I). Ils parviennent ainsi à constituer un véritable réseau charitable et à tisser des liens très forts avec le pouvoir (II).

I. LA RIGUEUR ADMINISTRATIVE :

Il existe à Castres depuis 1837 un hospice protestant pour les malades et les vieillards, auquel se rattache l'orphelinat qui en devient rapidement la

¹³ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840 signée par le pasteur Jean Antoine Rabaud, président du consistoire de Castres.

¹⁴ A.D.T., 3 X 36. Asile de charité pour les orphelins protestants de Castres. 1853-1883, Demande du consistoire protestant de Castres du 25 octobre 1853.

¹⁵ A.M.C., 16 Z, Lettre du 11 mars 1886.

¹⁶ A.D.T., 1 X 17. Situation de l'établissement et statistiques hospitalières : tableaux. 1885-1905, Statistique concernant l'orphelinat protestant de Brassac pour l'année 1894, faite le 25 mai 1895.

¹⁷ A.N., F¹⁹ 20272. Tutelle administrative (classement départemental, Tarn). 1859-1955, Lettre du comité de l'orphelinat à la préfecture du Tarn du 20 mars 1890.

¹⁸ *Ibid.*, Description de la maison et du comité de direction de l'orphelinat de Brassac en date du 30 mars 1890, Etat des ressources et des dépenses de l'orphelinat en date du 30 mars 1890, Etat de l'actif et du passif de l'orphelinat en date du 18 avril 1890.

¹⁹ R. CONTE, *Du contrôle administratif des établissements d'utilité publique et des associations*, Jouve & Cie, Paris, 1917, p. 49.

branche principale avec une centaine d'enfants entretenus en moyenne²⁰, dont le quart en apprentissage. Les statuts de l'institution prévoient cette division en deux branches, orphelinat et infirmerie²¹. En 1849, l'hospice protestant de Castres demande la reconnaissance d'utilité publique en prenant pour modèle l'orphelinat de Saverdun qui l'a obtenue un an auparavant²².

Malgré le bon fonctionnement général de l'hospice, le gouvernement montre certaines réticences. A l'inverse du principe de spécialité, norme obligatoire des établissements d'utilité publique, l'œuvre castraise apparaît dispersée. L'établissement se fixe en effet un triple but : recueillir et élever des orphelins, recueillir et soigner des malades vieillards et infirmes, distribuer des secours à domicile en nature ou en argent. Le ministère ne manque pas de remarquer qu'« il s'agit d'élever au rang d'établissement public, non seulement un institut d'orphelins, mais encore un hospice et un bureau de bienfaisance destinés exclusivement aux protestants ». Or, il existe déjà à Castres un hospice et un bureau de bienfaisance régulièrement constitués et fonctionnant en conformité avec les lois et règlements publics. Traditionnellement, une congrégation religieuse assure la direction de ces établissements d'assistance. Dans une ville où les confessions catholique et protestante sont toutes deux bien représentées, le gouvernement s'inquiète des rivalités religieuses qui pourraient naître d'une concurrence sur le terrain charitable²³. D'ailleurs, l'orphelinat pris en exemple, celui de Saverdun, ne comprend ni hospice, ni bureau de bienfaisance...

Le gouvernement formule ensuite des objections sur l'administration de l'œuvre. D'une part, le ministère de l'Intérieur signale des lacunes juridiques. Les statuts prévoient que le consistoire dirige l'hospice par le biais d'une administration déléguée, tandis qu'une fois reconnu, ce dernier aura une existence propre, caractérisée par un comité directeur indépendant. En outre, ils n'envisagent pas la tutelle de l'Etat, alors que le nouveau comité sera placé sous la surveillance du gouvernement. Le consistoire de Castres, même s'il accepte une certaine surveillance étatique, admet difficilement les interventions extérieures dans la gestion de son œuvre charitable. La rédaction primitive des statuts traduit le farouche attachement de la

²⁰ A.M.C., 16 Z, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 avril 1849.

²¹ *Ibid.*, Statuts de l'hospice protestant de Castres, Article 3.

²² *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 avril 1849.

²³ A.D.T., 3 X 36, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 23 février 1850 : « N'y aurait-il pas danger à créer des établissements ayant le même but ? Ne serait-ce pas donner naissance entre des institutions charitables à une rivalité que les passions religieuses pourraient envenimer et qui pourrait devenir préjudiciable aux classes nécessiteuses elles-mêmes ? Est-ce que l'hospice et le bureau de bienfaisance de Castres ne secourent que les catholiques pour qu'il soit nécessaire de créer des établissements spéciaux pour les protestants ? »

bienfaisance privée à son indépendance. D'autre part, le ministère remarque la situation financière défavorable de l'institution. « L'établissement est encore grevé d'une dette de 39 000 francs. De plus, les ressources ne sont ni fixes, ni certaines. Elles ne paraissent provenir que de souscriptions volontaires, purement facultatives de la part de ceux qui les accordent »²⁴ ; le Conseil d'Etat n'y verra pas une garantie de stabilité et d'avenir²⁵. Cercle vicieux de la reconnaissance d'utilité publique : la dette qui grève l'établissement l'empêche d'obtenir un tel agrément, alors que cet acte lui permettrait d'équilibrer son budget en s'accompagnant de subventions publiques²⁶.

Le ministère réclame d'autres documents : les tableaux numériques des populations (enfants, vieillards, infirmes et pauvres secourus), un plan détaillé des lieux, ainsi que les règlements intérieurs de l'hospice et de l'orphelinat. « La reconnaissance d'utilité publique n'est jamais un droit pour ceux qui la sollicitent. En conséquence, elle n'est accordée, et c'est là un principe absolu, que sous des conditions très nettement déterminées. »²⁷ Afin de contourner les principales objections du gouvernement, le consistoire limite finalement la demande de reconnaissance d'utilité publique au seul orphelinat²⁸, dès lors considéré comme indépendant du reste de l'hospice²⁹.

L'ACCEPTATION DES PRINCIPES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Le consistoire de Castres transmet de nouvelles pièces au ministère, notamment un projet de statuts pour l'orphelinat. Le préfet communique aux intéressés une liste d'observations diverses³⁰. Ces remarques, qui tendent

²⁴ *Ibid.*

²⁵ « Si l'utilité sociale est essentielle, les ressources de l'œuvre et son mode de financement déterminent l'avis favorable du ministère car ils contribuent à assurer sa pérennité et prouvent que l'établissement admis à la vie civile ne dépendra pas des largesses de l'Etat. » (S. DHONT, *Op. cit.*, p. 141).

²⁶ A.M.C., 16 Z, Lettre du président du consistoire au sous-préfet de Castres du 22 février 1853, Lettre du préfet du Tarn au président du consistoire du 27 octobre 1853.

²⁷ R. CONTE, *Op. cit.*, p. 52.

²⁸ A.D.T., 3 X 36, Demande du consistoire protestant de Castres du 25 octobre 1853 pour élever l'asile de charité pour orphelins protestants au rang d'établissement d'utilité publique, appuyée de divers documents tendant à prouver l'utilité publique de cette institution.

²⁹ A.D.T., 1 V 841. Affaires générales. 1840-1855, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 2 mars 1855. Le consistoire de Castres sollicite à nouveau la reconnaissance d'utilité publique de son hospice, acte qui lui permettrait d'accepter un legs de 10 000 francs. La réponse du ministère reste négative en ce qui concerne la reconnaissance, mais le gouvernement autorise le legs. Le refuge protestant de Castres sera finalement reconnu d'utilité publique le 26 décembre 1905 (cf. E. PLANTET, *Recueil des œuvres, associations et sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jusqu'au 1^{er} juillet 1906*, Office central des œuvres de bienfaisance, Paris, 1906, p. 63).

³⁰ A.D.T., 3 X 36, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 25 décembre 1853.

à rapprocher l'orphelinat du fonctionnement de l'assistance publique à l'enfance malheureuse, profiteront plus tard à l'orphelinat de Brassac. A la fin du siècle, cette deuxième œuvre s'appuie sur l'expérience castraise pour revendiquer à son tour la reconnaissance étatique.

La principale critique des autorités publiques porte sur la qualité des enfants reçus à Castres. L'article 3 du projet de statuts, qui définit le but de l'œuvre, limite l'accueil aux enfants légitimes. L'établissement ne reçoit pas les enfants de filles-mères qui sont laissés à l'assistance publique. C'est une restriction traditionnelle des orphelinats au XIX^e siècle. La première brochure de présentation de l'œuvre propose d'accueillir des « orphelins proprement dits, délaissés mais légitimes »³¹. La question des enfants naturels provoque toujours des débats au sein des œuvres protestantes³². Pour certains, l'admission de ces enfants encourage l'inconduite des jeunes filles qui peuvent se débarrasser de leur enfant. La rigueur morale précède la rigueur administrative en matière de charité. Le ministère recommande cependant que cette restriction soit supprimée, afin que tous les enfants soient reçus indistinctement. Le consistoire de Castres tente de justifier son premier choix par des raisons pratiques : « S'il n'avait pas jugé à ce jour admettre les enfants illégitimes, ce n'est pas parce qu'il les regardât comme indignes de l'intérêt et des secours de la charité, loin de là. Mais obligé, dès l'origine surtout, de choisir entre eux et les enfants légitimes, il a préféré ces derniers. S'il en avait été autrement, les enfants illégitimes auraient occupé toutes les places et, par leur seule présence, exclu les enfants légitimes qui ne sont pas moins qu'eux dignes d'intérêt. »³³ Le manque de place dicte souvent la conduite à suivre, dans tous les orphelinats³⁴. L'asile de Castres adapte donc ses statuts aux recommandations ministérielles en acceptant désormais, en théorie, les enfants naturels³⁵. Malgré le critère de la légitimité, la définition des enfants admissibles est large, même chez les protestants. « Nos orphelinats ne reçoivent point seulement des orphelins. Ceux-ci passent à la vérité les premiers, et y entrent aux frais des Eglises ; mais ensuite viennent ceux qu'il est nécessaire de soustraire à l'influence

³¹ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

³² P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 1505 : « Un des graves reproches qu'on peut adresser à ces orphelinats, du moins la plupart d'entre eux, c'est l'exclusion dont leur règlement frappe les enfants illégitimes. »

³³ A.M.C., 16 Z, Lettre du consistoire à la sous-préfecture de Castres du 28 février 1854.

³⁴ L'orphelinat de Saverdun en Ariège pose d'ailleurs des limites en ce sens : « Les enfants naturels seront admis si leur mère est décédée, mais seulement dans ce cas ; car tant que l'enfant naturel a sa mère (son seul parent), il n'est pas orphelin. » (G. TOURNIER, *Op. cit.*, p. 66).

³⁵ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

immorale ou dangereuse de leurs parents.»³⁶ Il s'agit d'une assistance générale à l'enfance : l'enfant qui a perdu ses parents est bien évidemment l'exemple type de l'enfant qui a besoin d'aide, mais l'orphelinat de Castres se propose aussi de secourir tous les enfants que les parents ne sont pas en état d'élever (ce que l'établissement nomme les « cas malheureux »³⁷).

Les conditions d'entrée sont très précises et renforcent l'idée d'une administration particulièrement rigoureuse. Les enfants ne seront pas admis à l'orphelinat avant l'âge de six ans. Toutefois, le consistoire offre de s'en charger antérieurement en les plaçant dans des familles honorables. Chaque enfant devra s'acquitter d'un droit d'entrée de 80 francs et d'une pension annuelle de 300 francs³⁸. Mais il arrive que les parents restants ou les tuteurs ne possèdent pas de telles sommes et le conseil d'administration accepte l'admission en prélevant 80 francs sur la caisse des pauvres, ainsi qu'une pension proportionnée aux ressources des protecteurs³⁹. « Les parents, tuteurs ou curateurs d'un orphelin jouissant d'un revenu quelconque mais insuffisant pour qu'il se passe des secours de la charité, sont tenus d'en faire l'abandon au profit de l'asile pendant tout le temps qu'il y sera recueilli. »⁴⁰ Les enfants doivent être présentés par l'intermédiaire d'une instance protestante⁴¹, conseil presbytéral ou consistoire, qui rédigera une demande officielle et motivée. Dans cette délibération, elle doit s'engager à venir en aide à l'institut au moyen d'un secours annuel déterminé ou d'une collecte organisée régulièrement au sein de son église⁴². Ces différentes clauses assurent, pour l'avenir, la stabilité financière de l'œuvre. L'admission nécessite également la production de pièces particulières⁴³ comme l'extrait de naissance de l'enfant, un certificat médical constatant la vaccination et l'absence de maladies contagieuses, l'extrait de décès du ou des parent(s), le consentement écrit du parent survivant ou du tuteur, un extrait du rôle des contributions directes payées par la famille, etc... L'exigence d'autant de documents administratifs conduit à une charité sélective. Cette méthode froide, bien éloignée de la charité spontanée, a pour but de garantir la viabilité des œuvres privées.

³⁶ H. de TRIQUETI, *Exposé des œuvres de la charité protestante en France*, C. Meyrueis, Paris, 1863, p. 32.

³⁷ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

³⁸ *Ibid.*, Registres des délibérations du conseil presbytéral, Séances des 12 décembre 1886, 26 mai 1889, 7 février 1892 et 11 mars 1900.

³⁹ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 5.

⁴⁰ A.D.T., 3 X 36, Statuts de l'orphelinat protestant, Article 36.

⁴¹ *Ibid.*, Article 33.

⁴² A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

⁴³ A.D.T., 3 X 36, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant, Article 34 ; *Trentième rapport annuel sur l'asile de charité pour les orphelins protestants de Castres*, Imprimerie A. Chauvin et fils, Toulouse, 1872 ; C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 5.

L'autre observation majeure concerne le devenir des enfants à leur sortie de l'orphelinat. Le ministère insiste pour que soit remis à l'enfant sortant « une épargne prélevée sur le produit de son travail des dernières années, sorte de pécule qui servirait à ses premiers besoins »⁴⁴. Le pécule de sortie deviendra une revendication centrale que les autorités publiques opposeront à tous les établissements de bienfaisance au début du siècle suivant. Cette petite bourse existe à Castres, mais de façon informelle, « fruit de leurs économies sur les quelques sous que chaque semaine la générosité de leur patron leur donne à titre d'encouragement »⁴⁵. Le consistoire assure en outre un suivi de l'enfant, « l'entretenant si le travail venait à lui faire défaut ». Après révision des statuts, le directeur de l'orphelinat exige des patrons un salaire pour les six derniers mois d'apprentissage. Une autre grande préoccupation des pouvoirs publics concerne la qualité de l'apprentissage. Les articles sur l'instruction professionnelle disposent que les élèves, qui ont fait choix de professions industrielles non enseignées dans l'asile, sont placés en apprentissage chez des entrepreneurs de la ville. Ces dispositions déterminent les conditions du placement, mais ne précisent pas les industries enseignées dans l'établissement. « Cette désignation serait cependant utile », note le ministre. Les dernières réflexions ministérielles concernent la santé des enfants. Le projet de statuts prévoit une surveillance nocturne des dortoirs par des employés adultes rétribués, mais également par des moniteurs choisis parmi les élèves « les plus intelligents ». Ce qui apparaît comme une récompense pour le consistoire semble au contraire pour le ministère une bien lourde tâche. « Le sommeil est d'ailleurs d'un impérieux besoin pour la jeunesse : c'est même une absolue nécessité. » Le ministère demande donc la modification de cette clause.

Le consistoire accepte la révision des statuts⁴⁶. Le texte modifié dans le sens ministériel est renvoyé au Conseil d'Etat en quadruple exemplaire. La reconnaissance légale de l'orphelinat comme établissement d'utilité publique est obtenue le 10 juin 1854⁴⁷. La reconnaissance de l'orphelinat de Brassac posera moins de difficultés. L'Etat, à la fin du XIX^e siècle, admet plus facilement l'utilité publique des orphelinats protestants. L'asile de Brassac profite aussi de l'expérience de l'établissement de Castres, en proposant d'emblée un dossier complet et adapté aux exigences gouvernementales. L'orphelinat de Brassac adopte la même logique large d'accueil appliquée

⁴⁴ A.D.T., 3 X 36, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 25 décembre 1853.

⁴⁵ A.M.C., 16 Z, Lettre du consistoire à la sous-préfecture de Castres du 28 février 1854.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ A.D.T., 3 X 36, Décret de reconnaissance d'utilité publique du 10 juin 1854 : « Article 1^{er}. L'institution de bienfaisance établie à Castres en 1841 sous le nom d'asile de charité pour les orphelins protestants, ayant pour but de recueillir les orphelins pauvres de la religion protestante, est reconnue d'utilité publique. »

aux jeunes filles et reprend les modalités d'admission. L'œuvre fonctionnera avec la même rigueur que celle de Castres. La Troisième République reconnaît cet orphelinat d'utilité publique le 20 avril 1891⁴⁸. Ces actes confèrent aux œuvres protestantes une « situation juridique meilleure »⁴⁹, leur permettant notamment de recevoir les subventions publiques et d'accepter les dons et legs de particuliers. Ils impliquent également l'acceptation d'un contrôle étatique renforcé.

L'ADHESION A LA REGLEMENTATION DE L'ETAT.

D'inspiration confessionnelle, les œuvres charitables protestantes sont dirigées par des laïques⁵⁰. Elles s'organisent, comme toutes les sociétés de bienfaisance, autour de membres bienfaiteurs et de membres titulaires⁵¹. Les premiers apportent à l'œuvre leur soutien, en nature ou en argent, et parfois leur concours ; les seconds s'occupent précisément de l'administration de l'établissement. Ils forment une assemblée générale qui élit un conseil d'administration, pour une durée de trois années, renouvelable par tiers tous les ans. A l'origine de l'orphelinat, le consistoire de Castres en organise seul l'administration en nommant une commission particulière « qui le consultera sur toutes les affaires importantes et lui fera un rapport au moins tous les trois mois »⁵². Le statut d'établissement d'utilité publique place l'administration des orphelinats sous le contrôle d'un comité et d'un directeur. Le conseil d'administration choisit par conséquent, en son sein et pour quatre ans, un comité (ou bureau) dont la nomination des membres est approuvée par l'Etat⁵³. Ce comité directeur se compose de huit membres à Castres (un président⁵⁴, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et quatre assesseurs) et de douze membres à Brassac (avec quatre assesseurs supplémentaires). Il est renouvelable chaque année par quart, avec des membres indéfiniment rééligibles⁵⁵. Le conseil d'administration se réunit au minimum tous les deux mois, ainsi que sur convocation de son président ou

⁴⁸ A.N., F¹⁹ 20272, Extrait du registre des délibérations du Conseil d'Etat (Section de l'Intérieur, des Cultes, de l'Instruction publique et des Beaux-arts), Séance du 23 mars 1891.

⁴⁹ R. CONTE, *Op. cit.*, p. 17.

⁵⁰ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 9.

⁵¹ Œuvres des orphelines protestantes de Brassac, *Statuts*, Imprimerie Veuve Verdeil et Monsarrat, Castres, non datés, Article 2.

⁵² A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

⁵³ Reconnu par l'Etat, l'établissement est dorénavant soumis à sa « surveillance constante » (S. DHONT, *Op. cit.*, p. 155).

⁵⁴ Liste des premiers présidents du comité : Falguerolles (1841-1850), Guibal (1851-1858), Albi (1859-1863), de France (1864-1890), Cambon (1890-1905), Batut (1905), etc. (C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 10).

⁵⁵ Le projet statutaire de l'orphelinat de Castres ne signalant pas la durée des fonctions de ces membres, le ministère préconise une durée de quatre ans sur le modèle des commissions administratives de surveillance des établissements publics.

demande du quart de ses membres. Il doit tenir procès-verbal de ses séances⁵⁶. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an pour entendre les rapports sur la gestion du conseil d'administration, ainsi que sur la situation financière et morale de l'œuvre ; elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et pourvoit au renouvellement des membres du conseil. Les « rapports imprimés annuellement publiés »⁵⁷ expriment toute la rigueur avec laquelle les protestants administrent leurs œuvres. L'avant-projet de l'orphelinat de Castres imagine déjà, en dehors de toute demande étatique, un compte-rendu annuel « des plus détaillés sur l'état de l'établissement, ses développements, ses besoins, ses ressources et tout ce qui peut, en un mot, intéresser la sollicitude des bienfaiteurs »⁵⁸. Les statuts reconnus confirment, à Castres⁵⁹ et à Brassac⁶⁰, la rédaction de ces rapports, dont un exemplaire est adressé au gouvernement⁶¹. Enfin, l'assemblée adopte, sous le contrôle de la préfecture, un règlement qui détermine les conditions d'administration intérieure, c'est-à-dire « toutes les dispositions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts »⁶².

Le personnel de l'orphelinat protestant de Castres se compose dès l'origine de peu de personnes, sept seulement : un directeur, une directrice, un surveillant, deux instituteurs, une cuisinière, un portier. Les orphelins, distribués en escouades, aident au service de la maison⁶³. Après quelques années de fonctionnement et la reconnaissance d'utilité publique, le règlement intérieur redistribue les postes plus rationnellement. L'orphelinat compte huit employés⁶⁴ : un directeur, un surveillant comptable, une lingère infirmière, un contremaître tailleur, un contremaître cordonnier, un jardinier, une cuisinière, un portier. Un demi-siècle plus tard, ce personnel apparaît encore plus restreint, entre trois et quatre personnes, parfois assistées d'intervenants extérieurs (médecins, jardiniers)⁶⁵. Depuis sa

⁵⁶ Œuvres des orphelines protestantes de Brassac, *Statuts...* *Op. cit.*, Article 3.

⁵⁷ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 15.

⁵⁸ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

⁵⁹ A.D.T., 3 X 36, Statuts de l'orphelinat protestant, Article 38.

⁶⁰ Œuvres des orphelines protestantes de Brassac, *Statuts...* *Op. cit.*, Article 11.

⁶¹ A la fin du XIX^e siècle, une commission, composée d'inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance, salue la qualité des comptes-rendus annuels de l'orphelinat de Castres. Issue de la pratique anglaise, « c'est une bonne habitude que celle de ces publications » (H. NAPIAS, *Rapport et projets de règlements pour les orphelinats et ouvrages annexés aux hôpitaux, hospices et bureaux de bienfaisance*, Imprimerie administrative, Melun, 1896, p. 8).

⁶² Œuvres des orphelines protestantes de Brassac, *Statuts...* *Op. cit.*, Article 17.

⁶³ C. RABAUD, *Op. cit.*, pp. 7 et suivantes.

⁶⁴ A.D.T., 3 X 36, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant, Article 1^{er}.

⁶⁵ A.D.T., 2 X 8. Situation des bureaux et statistiques : tableaux. 1906-1913 et 1920-1924, Etat statistique des établissements d'assistance ou de bienfaisance publics, reconnus d'utilité

création, l'hospice protestant de Castres prévoit qu'un directeur est spécialement attaché à l'institut d'orphelins⁶⁶. Le décret de reconnaissance n'étoffe pas la fonction de directeur⁶⁷. Il assiste aux séances du comité et lui fournit les renseignements nécessaires, mais il ne participe pas aux délibérations, il exécute uniquement. « Le directeur est chargé de la direction et de la surveillance de la maison et de tous les services »⁶⁸, sous le contrôle du comité. Habituellement confié à un pasteur, le poste de directeur présente une dimension essentiellement morale. A Brassac, la situation diffère car l'orphelinat présente une direction collégiale⁶⁹. Un comité de douze dames, dont une directrice, dirige l'établissement⁷⁰, sous le contrôle du comité de douze membres évoqué plus haut. En réalité, la vie quotidienne de ce petit établissement (une quinzaine de jeunes filles) s'organise autour de la seule directrice, aidée d'un médecin à l'occasion.

Les ressources de ces orphelinats se composent des dons et legs autorisés par le gouvernement, des subventions accordées par les autorités publiques, du produit de leurs ateliers, des revenus de leurs immeubles⁷¹, et plus largement de « tout ce qui peut ou pourra constituer une recette quelconque, quels qu'en soient la nature, l'origine et le titre »⁷². Les subventions publiques départementales restent plutôt rares. A l'approche de sa reconnaissance d'utilité publique en 1854, l'orphelinat demande l'aide financière du conseil général du Tarn⁷³. Appuyé par le maire de Castres, l'établissement reçoit finalement une subvention de 1 000 francs en 1870,

publique ou autorisés, autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés, concernant l'orphelinat protestant de Castres pour les années de 1906 à 1909.

⁶⁶ A.M.C., 16 Z, Statuts de l'hospice protestant de Castres, Article 8.

⁶⁷ Liste des premiers directeurs de l'orphelinat : Déjean (1841-1850), Dumas (1851-1852), Durand (1852-1858), Moulinié (1858-1861), Rives (1862-1864), Pavillard (1865-1871), Genton (1871-1872), Salvaire (1874-1905), Vieu (1905), etc... (C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 10).

⁶⁸ A.D.T., 3 X 36, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant, Article 6.

⁶⁹ A.D.T., 2 X 8, Etat statistique des établissements d'assistance ou de bienfaisance publics, reconnus d'utilité publique ou autorisés, autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés, concernant l'orphelinat protestant de Brassac pour les années de 1906 à 1909.

⁷⁰ *Douzième rapport de l'orphelinat protestant de jeunes filles de Brassac du 1^{er} janvier au 31 décembre 1896*, Imprimerie générale du Tarn Corbière et Julien, Albi, 1897. La directrice se nomme alors Léonie Séguier.

⁷¹ Œuvres des orphelines protestantes de Brassac (Tarn), *Statuts...* *Op. cit.*, Article 8. L'orphelinat de Brassac correspond à une ancienne métairie, sise au lieu-dit « Payssibots », dont les produits alimentent l'œuvre.

⁷² A savoir : les intérêts des capitaux ou les arrérages des rentes sur l'Etat provenant des placements, les revenus personnels des orphelins ou bien les subventions promises par leurs familles, leurs protecteurs ou les églises auxquelles ils appartiennent, etc... (A.D.T., 3 X 36, Statuts de l'orphelinat protestant, Article 21).

⁷³ A.M.C., 16 Z, Registres des délibérations du conseil presbytéral, Séance du 4 avril 1854.

« pour cette année seulement »⁷⁴, afin de l'aider à financer des travaux d'aménagement. Le conseil général participera peu, en définitive, à l'action de l'institut protestant : alors que le secours départemental semble s'établir tardivement (attribution de 1 000 francs trois années de suite, entre 1884 et 1886, au titre de l'assistance publique⁷⁵), il est aussitôt supprimé. Il arrive que ces orphelinats bénéficient par ailleurs d'un léger secours ministériel⁷⁶, mais c'est véritablement la solidarité protestante qui permet leur fonctionnement. Les consistoires organisent des collectes en faveur de leurs orphelinats ; l'orphelinat de Castres reçoit annuellement 40 000 francs environ, collectés par souscriptions, legs ou loteries dans les diverses églises qui lui envoient des enfants⁷⁷. L'établissement bénéficie également de dons provenant de grands personnages : chaque année, la duchesse d'Orléans, Hélène de Mecklembourg-Schwerin⁷⁸, envoie un don de deux cents francs à l'institut d'orphelins protestants de Castres, en réponse au rapport annuel que lui fait parvenir le consistoire⁷⁹. Le privilège des établissements reconnus d'utilité publique peut se résumer à cette capacité de recevoir les dons et les legs⁸⁰. Cependant, une telle faculté nécessite à chaque fois

⁷⁴ A.D.T., 1 N 18, Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1865-1869, Séance du 26 août 1869 ; 1 N 55. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1869, *Procès-verbal des délibérations du conseil général*, session de 1870, Imprimerie de Maurice Papailhiau (puis Ernest Desrue à partir de 1871), Albi, p. 129 : « Cette année, la nécessité de séparer les jeunes pensionnaires de l'asile, de leurs camarades plus âgés, qui sont placés en apprentissage, a occasionné des dépenses considérables. »

⁷⁵ A.D.T., 1 N 22-23. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1883-1888, Séances des 22 août 1884, 27 août 1885 et 19 août 1886 ; 1 N 72-74. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1884-1886, *Procès-verbaux imprimés des délibérations du conseil général*, Imprimerie Ernest Desrue, Albi, pp. 167 (session de 1884), 104 (1885), 57 (1886).

⁷⁶ A.D.T., 3 X 36, Extrait d'un arrêté de répartition de secours aux établissements de bienfaisance du 10 décembre 1860 : une somme de 300 francs est allouée à l'orphelinat protestant de Castres.

⁷⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

⁷⁸ E. LEONARD, *Op. cit.*, p. 222. En 1837, la princesse protestante Hélène de Mecklembourg-Schwerin (1814-1858) épouse le duc Ferdinand-Philippe d'Orléans (1810-1842), fils aîné du roi Louis-Philippe Ier (1773-1850), dont elle aura deux enfants. Veuve en 1842, la duchesse d'Orléans, restera toujours (malgré les pressions catholiques) une luthérienne pratiquante et charitable. Elle vit en exil après les événements de 1848, ne cessant de réclamer les droits de son fils à succéder au trône.

⁷⁹ A.M.C., 16 Z, Registres des délibérations du conseil presbytéral, Séance du 6 avril 1873 et correspondance entre le président du consistoire et le secrétaire de la duchesse d'Orléans (lettres du 2 mai 1840, 21 juin 1842, 29 mai 1843, 21 janvier 1846).

⁸⁰ « L'acquisition par dons et legs constitue une aptitude essentielle des établissements d'utilité publique. Parfois, c'est l'une des principales justifications de la demande. » (S. DHONT, *Op. cit.*, p. 157).

l'approbation du gouvernement⁸¹. Les dons volontaires constituent néanmoins la principale source de revenus des institutions protestantes⁸². Une analyse statistique des dons et legs, effectuée à partir des archives départementales du Tarn, révèle l'abondance des libéralités en faveur des orphelinats protestants⁸³. Leur nombre dépasse de beaucoup celui des libéralités faites aux orphelinats catholiques. L'asile protestant de Castres reçoit près de soixante donations à lui seul, pendant que l'ensemble des orphelinats congréganistes du département en comptabilise moins de vingt⁸⁴. Les œuvres protestantes recherchent la reconnaissance d'utilité publique pour assurer leur viabilité à travers la formalisation des libéralités. La visibilité des orphelinats catholiques paraît moindre parce que les donations sont le plus souvent adressées, soit à la congrégation qui dirige l'orphelinat, soit à l'établissement qui l'héberge (hôpital-hospice, bureau de bienfaisance).

II. LE RESEAU CHARITABLE :

L'Eglise catholique détient un monopole de fait séculaire en matière d'assistance et d'enseignement. Lorsque les protestants développent leurs œuvres sociales, « cette concurrence paraît délibérée, voire malveillante pour une majorité catholique qui s'obstine à exclure toute initiative charitable

⁸¹ A.D.T., 1 X 1. Circulaires provenant des différents ministères. An VIII-1830, Circulaire ministérielle du 28 juillet 1827 : « La loi, en imposant aux établissements d'utilité publique l'obligation d'obtenir du gouvernement l'autorisation d'accepter les libéralités qui leur sont faites, a eu principalement pour but d'empêcher que ces libéralités n'excédassent de justes limites par rapport à la fortune et à la position du donateur. »

⁸² A.N., F¹⁹ 20272, Quelques donations et legs concernant l'orphelinat protestant de Brassac.

⁸³ A.D.T., 4 O 1-14. Dons et legs concernant plusieurs départements, d'autres départements que le Tarn, ou plusieurs communes du Tarn (classement alphabétique nominal). 1840-1940 ; 4 O 15-62. Dons et legs concernant une seule commune (classement alphabétique communal). 1840-1940.

⁸⁴ *Ibid.*, Cent quinze dons et legs sont effectués au profit des orphelinats protestants sur la période 1800-1940, soient par ordre décroissant (avec la date de fondation entre parenthèses) : cinquante-sept pour Castres (Tarn, 1841), dix-huit pour Saverdun (Ariège, 1839), onze pour Brassac (Tarn, 1883), dix pour les asiles John-Bost (Dordogne, 1848), six pour les orphelinats de Montauban (Tarn-et-Garonne, 1836), cinq pour l'asile de Saint-Hippolyte (Gard, 1856), deux à la colonie agricole de Sainte-Foy (Dordogne, 1843), aux orphelinats de Nérac et de Tonneins (Lot-et-Garonne, respectivement 1847 et 1848), un pour l'asile Emilie (Charente, 1854) et l'orphelinat de Dely-Ibrahim (Algérie, 1844). Dix-neuf dons et legs sont effectués au profit des orphelinats catholiques, soient par ordre décroissant : cinq pour l'orphelinat Saint-Jean d'Albi et pour l'orphelinat du Sacré-Cœur de Castres, trois pour l'orphelinat de l'hôpital général de Castres, deux pour l'orphelinat du bureau de bienfaisance de Rabastens, un pour l'orphelinat du couvent Notre-Dame à Albi, l'orphelinat du Bon-Pasteur à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), l'orphelinat Saint-Hilaire de Florensac (Hérault) et l'orphelinat Sainte-Suzanne d'Orsay (Seine-et-Oise).

prise hors de la tutelle de sa hiérarchie »⁸⁵. Les rivalités sont surtout perceptibles en matière d'orphelinats, car il s'agit de donner un cadre religieux à des enfants sans influence parentale. Les tensions se renforcent nettement dans les régions où cohabitent les deux confessions⁸⁶. En Ariège par exemple, l'orphelinat protestant de Saverdun est accusé de prosélytisme⁸⁷. La ville de Castres, pourtant marquée par la présence active des deux confessions, ne connaîtra pas de telles passions.

L'étude des orphelinats protestants démontre l'existence d'un réseau charitable. La minorité, la nouveauté et la spécificité des protestants en matière d'assistance leur permettent de développer une organisation dans laquelle les institutions semblent toutes liées, formant un réseau interne (entre établissements protestants) et externe (des établissements avec les pouvoirs publics).

UN RESEAU INTERNE.

Dans le Tarn, la complémentarité entre les orphelinats de Castres (garçons) et de Brassac (filles) transparaît à la lumière de la reconnaissance d'utilité publique, une consécration qu'eux seuls détiennent dans le département, alors qu'ils font partie du même arrondissement⁸⁸. L'implantation historique des protestants se localise dans une zone encadrée de montagnes⁸⁹. Le foyer tarnais se trouve de fait géographiquement isolé. Les instances protestantes organiseront donc de façon très complète une

⁸⁵ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 8 : « Chacun des deux camps considérant alors que les efforts charitables de l'adversaire ont pour premier but la conversion forcée. »

⁸⁶ Un exemple marquant de méfiance exacerbée se localise dans la région frontalière de Genève. L'orphelinat de Douvaine (Haute-Savoie) est instauré en 1875 pour contrer les œuvres protestantes similaires de Genève. « Là-bas, sur les rives séduisantes du lac Léman, surgissait un péril plus redoutable encore, émanant du prosélytisme protestant qui accapare par tous les moyens en son pouvoir les enfants catholiques. [...] Envoyé à Genève sur les instances de Monseigneur Mermillod, je ne tardai pas de remarquer que les établissements calvinistes de la région regorgeaient d'orphelins catholiques, et que rien, jusqu'alors, n'avait été fondé pour eux, tandis que huit asiles existaient pour les orphelines. » (J. JOSEPH, *Monographie présentée au congrès de Tours le 21 septembre 1897 sur l'orphelinat de Douvaine*, Imprimerie de Masson frères, Thonon-les-Bains, 1897). « La proscription, à Genève, des Sœurs de Charité qui habillaient, surveillaient et payaient les pensions des orphelins, la plupart français, l'impossibilité de les disséminer ailleurs, le péril imminent de les voir entrer dans des établissements protestants ou de tomber dans les pièges du schisme nous commandent les plus généreux sacrifices. » En note : « Il est avéré que l'orphelinat protestant de Genève renferme trente cinq garçons catholiques. » (J.-J. MERMILLOD, *Une visite à l'orphelinat de Saint-François-de-Sales à Douvaine les 16 et 18 août 1877. Récit historique, précédé d'une lettre du Révérend-Père Joseph, d'une notice sur l'orphelinat et suivi d'un prospectus de l'établissement et de la liste des bienfaiteurs insignes*, Imprimerie de L. Robert, Annecy, 1877).

⁸⁷ G. TOURNIER, *Op. cit.*, p. 144.

⁸⁸ A.D.T., 2 X 8, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 22 février 1909.

⁸⁹ A.N., F¹⁹ 20272, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 25 juillet 1890.

œuvre charitable de proximité. La création de l'établissement de Brassac « répond à un besoin réel des églises protestantes du département du Tarn »⁹⁰, il s'agit de procurer un asile aux orphelines pauvres de la région quand l'institut de Castres s'occupe des garçons⁹¹. L'orphelinat de Brassac apparaît donc comme le pendant féminin de l'orphelinat de Castres⁹². Les deux œuvres fonctionnent d'ailleurs en étroite collaboration⁹³ : il arrive que le pasteur de Brassac demande l'autorisation d'effectuer à Castres une collecte à domicile en faveur de l'œuvre de son église, ou encore que le consistoire de Castres dirige des orphelines de la ville vers l'orphelinat de Brassac. Ce rapport dépasse le fonctionnement normal des œuvres. Les statuts de l'asile de Brassac prévoient qu'en cas de dissolution ou de retrait d'autorisation, l'actif de l'œuvre sera attribué à un ou plusieurs établissements protestants analogues et reconnus d'utilité publique⁹⁴, la proximité de l'établissement de Castres n'excluant évidemment pas les autres œuvres protestantes.

Au-delà du département, il existe un lien entre tous les orphelinats protestants : Nîmes, Montauban, Saverdun, Castres, Tonneins, etc... Lorsque des personnalités locales de l'Ariège ont l'idée d'établir un orphelinat pour garçons à Saverdun en 1837, une lettre est envoyée au consistoire de Nîmes (le plus important, après celui de Paris)⁹⁵. Il n'existe alors que peu d'œuvres pour les orphelins. Il n'y a qu'un seul établissement pour garçons, la maison pour l'éducation d'enfants pauvres de Neuuhof, près de Strasbourg, fondée en 1825 : une institution à vocation essentiellement correctionnelle. Les autres concernent les filles : la maison des orphelines du Gard, fondée à Nîmes en 1822 par Elisabeth Guizot, mère du futur ministre et historien ; l'orphelinat de filles fondé en 1836 à Montauban par les pasteurs Marzials, Molines et par les frères Courtois. C'est donc bien la conception du réseau qui guide l'initiative charitable : équilibrer les œuvres, occuper l'espace géographique⁹⁶. Le consistoire du Gard n'accepte pourtant pas cette idée et refuse d'apporter son concours. La question est soumise aux conférences pastorales du Midi, convoquées à Toulouse en mai 1839, qui aboutissent à la nomination d'un comité chargé de collecter les fonds, de rédiger un

⁹⁰ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations du comité d'administration de l'orphelinat de jeunes filles protestantes de Brassac en date du 30 mars 1890.

⁹¹ *Ibid.*, Lettre du comité de l'orphelinat à la préfecture du Tarn du 20 mars 1890.

⁹² Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 265 et 266.

⁹³ A.M.C., 16 Z, Registres des délibérations du conseil presbytéral, Séances des 7 mars 1886, 11 avril 1899, 11 mars 1900 et 2 novembre 1902.

⁹⁴ Œuvres des orphelines protestantes de Brassac (Tarn), *Statuts...* *Op. cit.*, Articles 15 et 16.

⁹⁵ G. TOURNIER, *Op. cit.*, pp. 52 et 53.

⁹⁶ Selon Sandrine Dhont, les protestants organisent des orphelinats « dans des régions connues pour leur vivace tradition réformée ou luthérienne, quitte à déplacer les enfants » (*Op. cit.*, p. 357).

règlement et de se réunir régulièrement pour établir un rapport⁹⁷. Quelques semaines plus tard, la création de l'orphelinat de Castres est annoncée. La quasi-simultanéité des établissements de Saverdun et de Castres provoque à l'origine quelques désarrois⁹⁸, car ces deux créations, trop proches dans le temps et dans l'espace, ne participent que peu à l'élaboration d'un réseau. Toutefois, comme les orphelinats de garçons restent rares et leur visée nationale, les deux projets sont menés à terme. Les deux orphelinats fonctionneront très bien, accueillant une centaine d'enfants chacun⁹⁹. Le mazamétain Gaston Tournier insiste d'ailleurs sur les relations que les deux établissements entretiennent : « Avec l'orphelinat de Castres, les rapports furent, de tous temps comme aujourd'hui, des plus cordiaux. En 1847, le comité de Saverdun prit l'initiative d'une démarche tendant à resserrer les liens entre les deux maisons ; Messieurs Laurens et Faure allèrent cette année-là représenter leur œuvre à l'assemblée de celle de Castres ; quelques mois plus tard, le pasteur Dombre, de Castres, vint à son tour à l'assemblée de Saverdun, et cet excellent usage subsista pendant quelques années. »¹⁰⁰ En ce sens, Sandrine Dhont rapporte à son tour une initiative tarnaise intéressante : en 1853, l'orphelinat de Castres propose à l'institut de Saverdun d'accueillir les enfants ariégeois qui souhaitent apprendre un métier industriel et de lui envoyer les enfants castrais ayant choisi l'agriculture¹⁰¹. L'orphelinat protestant de Castres se présente donc comme un établissement privé « national »¹⁰². D'après les rapports annuels, la moitié des enfants de l'orphelinat viennent du département ; cela signifie que l'autre moitié provient du reste de la France¹⁰³, mettant bien en évidence

⁹⁷ G. TOURNIER, *Op. cit.*, pp. 55 et 56.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 56.

⁹⁹ Le deux villes appartiendront d'ailleurs au même synode : « D'après les articles organiques, un synode est formé par la réunion de cinq consistoires. Le décret du 29 novembre 1871 a réparti les cent trois consistoires de France et d'Algérie en vingt-et-une circonscriptions synodales en vue de délégations à un synode général. Le Tarn est porté dans la dixième circonscription. Ses quatre consistoires sont groupés avec celui de Saverdun (Ariège), et le synode ainsi constitué représente trente-deux pasteurs ayant le droit de désigner six délégués (un pour six). » (Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 120).

¹⁰⁰ G. TOURNIER, *Op. cit.*, p. 167.

¹⁰¹ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 162. Le projet ne connaîtra pas de suite car si l'orphelinat de Castres, non encore reconnu d'utilité publique en 1853, peut facilement modifier ses statuts, il n'en va pas de même pour l'institut de Saverdun qui, reconnu depuis 1848, doit pour ce projet recourir à une lourde procédure de modification.

¹⁰² A.D.T., 1 X 17, Statistique des établissements d'assistance concernant l'orphelinat protestant de Castres pour l'année 1894, faite le 21 mai 1895.

¹⁰³ Trentième rapport annuel sur l'asile de charité pour les orphelins protestants de Castres... *Op. cit.*, 1872 : « Recueillir de tous les points de la France protestante de pauvres orphelins, enfants abandonnés, ou que, pour une cause quelconque, leurs parents ne sont pas en état d'élever. »

l'existence d'un réseau charitable protestant¹⁰⁴. L'institution de Castres admet, d'après ses statuts, « les enfants de toute l'Eglise et de toute provenance, même de l'étranger »¹⁰⁵. Les asiles protestants optent pour un rayonnement national : les orphelinats de Gilhoc (Ardèche) et de Lemé (Aisne) reçoivent des enfants de toute la France et même de l'Europe pour le second¹⁰⁶.

Les églises protestantes participent financièrement à des œuvres charitables, locales comme nationales. Après l'envoi du projet de fondation d'un orphelinat protestant à Castres, les promesses de dons en argent ou en nature affluent et des orphelins sont annoncés comme pensionnaires par les consistoires voisins. Plus tard, parmi les « œuvres diverses » auxquelles le conseil presbytéral de Castres fait des dons, on retrouve, normalement, l'œuvre de la ville qui reçoit la somme la plus importante (3 517,10 francs). En outre, alors qu'il n'y a pas encore d'orphelinat protestant de filles dans le département, des dons sont attribués à l'œuvre des orphelines d'Orléans (92,50 francs) et celle des orphelines de Montauban (113,65 francs)¹⁰⁷ : le réseau national de charité protestante est bien visible. Plus largement, l'église de Castres participe à d'autres œuvres en faveur d'autres populations : l'œuvre des veuves et orphelins de pasteurs à Bordeaux (121,30 francs) ou celle de la colonie agricole de Sainte-Foy en Dordogne (142,00 francs). Ce réseau d'entraide s'actionne surtout dans les moments difficiles. Après la débâcle de 1870, l'orphelinat de Castres offre une dizaine de places aux orphelins de guerre. Face aux victimes innombrables, les protestants doivent recourir au placement familial (système qu'ils n'affectionnent pourtant pas) et « les églises sont invitées à adresser leurs dons au comité central constitué à Paris pour cet objet »¹⁰⁸.

UN RESEAU EXTERNE.

Les acteurs de l'assistance publique utilisent parfois les structures de la charité privée, et n'hésitent pas à placer des enfants dans ce type d'établissements, surtout lorsqu'ils sont reconnus d'utilité publique. Les orphelinats protestants « entretiennent des relations empreintes de cordialité avec les autorités publiques, locales ou nationales »¹⁰⁹. Ainsi, le préfet du

¹⁰⁴ Les œuvres protestantes influencent les œuvres protestantes. Selon Gaston Tournier, « l'idée de l'orphelinat de Tonneins a pris naissance chez les laïques de Saverdun » (*Op. cit.*, p. 167). L'œuvre de Tonneins est un orphelinat pour garçons en bas âge, dirigé par une diaconesse.

¹⁰⁵ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 5.

¹⁰⁶ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 357.

¹⁰⁷ A.D.T., 1 V 844. Organisation du culte dans le département, circonscription des églises. 1831-1899, Rapport présenté au conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Castres en 1869.

¹⁰⁸ A.M.C., 16 Z, Registres des délibérations du conseil presbytéral, Séance du 22 août 1877.

¹⁰⁹ S. DHONT, *Op. cit.*, p. 361.

Vaucluse demande-t-il au préfet du Tarn, non seulement des renseignements sur les conditions d'entrée à l'orphelinat protestant de Castres, mais surtout d'appuyer la requête d'admission du « fils d'un ancien officier tué à Werth »¹¹⁰ dans ledit orphelinat, en joignant les recommandations d'un pasteur avignonnais. L'orphelinat de Castres reçoit des enfants de la France entière, mais l'idée d'un réseau protestant se retrouve ici renforcée par l'action de l'administration.

Le gouvernement diffuse dans les préfetures des informations sur des établissements protestants spécifiques auxquels l'Etat a parfois recours. Puisque le département du Tarn compte une implantation importante de la « religion réformée », donc potentiellement des enfants assistés protestants, le ministre recommande au préfet du Tarn la colonie de Sainte-Foy (Dordogne) reconnue d'utilité publique par le décret du 8 avril 1853. Cet établissement répressif reçoit les enfants assistés protestants insoumis : « sur soixante-quatorze enfants envoyés dans cette colonie par l'administration pénitentiaire, du 1^{er} janvier 1886 au 15 juin 1888, trois seulement sont devenus des récidivistes »¹¹¹. De plus, comme les rapports de l'inspecteur général des établissements de bienfaisance concernant l'orphelinat de Castres sont plutôt favorables, le ministère souhaite savoir si la préfecture utilise parfois cet asile pour le placement des pupilles de l'assistance, appartenant au culte protestant¹¹². En effet, les hôpitaux publics en charge de l'enfance assistée étant sous la direction de sœurs, l'administration peut éventuellement solliciter une œuvre protestante afin de respecter la liberté de culte des enfants. Dans le Tarn, aucun pupille de l'assistance publique n'est placé à l'orphelinat de Castres et l'inspecteur n'a connaissance d'aucun placement antérieur. « Le service ne compte d'ailleurs pas d'enfant assisté appartenant à la religion réformée : le dernier a été rendu il y a quinze mois à son grand-père qui l'élève. »¹¹³ L'assistance publique républicaine semble mieux disposée à solliciter les institutions protestantes plutôt que les établissements catholiques.

¹¹⁰ A.D.T., 3 X 36, Lettre du préfet du Vaucluse au préfet du Tarn du 12 avril 1871 et retour positif de la préfecture tarnaise par lettre en date du 6 mai 1871.

¹¹¹ A.D.T., 3 X 18. Textes juridiques et généraux. An VI-1933, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 mars 1889.

¹¹² A.D.T., 3 X 20. Statistiques, rapports, correspondance avec préfets, enquêtes, crédits, tournées, dépenses, divers. 1889-1895, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 20 mars 1891.

¹¹³ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés au préfet du Tarn du 23 mars 1891.

SECTION 2. LA SINGULARITE DES ORPHELINATS CATHOLIQUES :

En 1894, le préfet envoie au ministère de l'Intérieur la statistique des établissements du département reconnus d'utilité publique, autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés. Il apparaît que ces institutions sont au nombre de sept : le refuge de l'Immaculée-Conception de Castres, l'orphelinat protestant de garçons de Castres, l'orphelinat protestant de filles de Brassac, l'orphelinat agricole de Peyregoux, et trois sociétés de charité maternelle (une à Castres, deux à Mazamet)¹¹⁴. Or, contrairement aux indications de la préfecture, aucun orphelinat catholique du département n'est formellement reconnu d'utilité publique ; seuls le sont les orphelinats protestants¹¹⁵.

Il reste néanmoins à remarquer chez les premiers certaines originalités. Ainsi, les Sœurs de l'Immaculée-Conception qui dirigent l'orphelinat du refuge leur appartenant à Castres, croient-elles (à tort) que leur établissement est reconnu d'utilité publique, en raison des subventions longtemps accordées par le conseil général du Tarn. Pour cette même raison, et parce que leur maison-mère a obtenu un décret de reconnaissance d'utilité publique, les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis croient (eux aussi à tort) que leur orphelinat Saint-Alexis de Peyregoux jouit d'une telle reconnaissance. Il faut également mentionner la situation particulière de l'orphelinat des Filles de Jésus à Massac qui est le prolongement d'une association reconnue d'utilité publique s'occupant d'orphelins, de même que les démarches (inabouties) entreprises par les Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias en vue d'obtenir le décret de reconnaissance pour l'orphelinat du Gos.

Les congrégations religieuses autorisées constituent des établissements d'utilité publique¹¹⁶. Pourtant les orphelinats qu'elles dirigent ne sont pas, en eux-mêmes, reconnus d'utilité publique. Ils n'ont pas d'existence propre en dehors de la communauté. Ces œuvres jouissent néanmoins de la bienveillance des autorités qui se manifeste notamment par des aides financières (I). Les orphelinats catholiques ne bénéficient que d'une reconnaissance subjective ou informelle, non confirmée par un acte officiel (II).

¹¹⁴ A.D.T., 1 X 17, Lettre du préfet du Tarn au ministre du Commerce et de l'Industrie du 8 juin 1895.

¹¹⁵ E. PLANTET, *Op. cit.*, p. 63.

¹¹⁶ A. RIVET, *Traité des congrégations religieuses. 1789-1943*, Editions Spes, Paris, 1944, p. 95.

I. LE SOUTIEN DE SUBVENTIONS PUBLIQUES :

Les établissements catholiques s'appuient eux aussi sur les dons particuliers pour financer leurs œuvres. Le fonctionnement et l'entretien des orphelinats sont généralement assurés par la perception de dons et aumônes faits par des personnes charitables. Quelques établissements catholiques tarnais vont néanmoins bénéficier d'un soutien financier public. Le secours aux orphelinats paraît plutôt relever de l'échelon communal, à l'exemple de Saint-Jean à Albi¹¹⁷, en raison de leur rayonnement local. Pourtant, c'est au département qu'il incombe de secourir les œuvres en faveur de l'enfance. Le conseil général du Tarn s'acquitte volontiers de cette tâche, requérant parfois des contreparties. « Beaucoup de départements inscrivent à leur budget une somme, qui est tout à la fois une subvention pour l'orphelinat, et en même temps, la représentation d'un certain nombre de bourses. »¹¹⁸

Le refuge de Castres profite ainsi longtemps de l'aide départementale, de 1847 à 1886. Le conseil général propose et vote dans un premier temps, pendant trois ans, une somme de 1 000 francs¹¹⁹, mais l'allocation se trouve rapidement portée à 2 000 francs. Ce doublement, au départ temporaire et justifié par la réfection des bâtiments¹²⁰, devient permanent. Le secours de 2 000 francs est alors annuellement administré¹²¹, même s'il y a parfois des

¹¹⁷ A.D.T., 1 N 23. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1886-1888, Séance du 27 août 1887 ; 1 N 75. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1887, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1887, pp. 240 et suivantes. Selon le témoignage de l'ancien maire de la ville d'Albi, Gabriel Soulages, « dans le conseil municipal d'Albi, nous avons accordé un subside à un orphelinat qu'on peut qualifier de clérical puisqu'il appartient à une congrégation, bien que le conseil municipal d'Albi compte un certain nombre de membres dont on peut dire qu'ils sont des radicaux. »

¹¹⁸ E. CHEVALLIER, Op. cit., p. 290.

¹¹⁹ A.D.T., 1 N 14. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1841-1848, Séances du 3 septembre 1847 et du 28 novembre 1848 ; 1 N 15. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1849-1852, Séance du 1^{er} septembre 1849 ; 1 N 33-35. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1847-1849, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., pp. 69 (session de 1847), 264 (1848), 102 (1849).

¹²⁰ A.D.T., 1 N 37. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1851, *Rapport du préfet au conseil général*, session de 1851, Imprimerie de Maurice Papailhiau, Albi, p. 80 : « La maison de refuge fondée à Castres, continue à mériter votre bienveillante protection par les services qu'elle rend. Vous avez voté pour elle l'année dernière un secours de 2 000 francs, en considération des dépenses extraordinaires occasionnées par l'agrandissement du bâtiment destiné aux filles admises, sans toutefois prendre l'engagement de maintenir cette allocation pour l'avenir. Les sacrifices que les fondateurs de cet asile s'imposent journellement, vous détermineront sans doute à leur venir en aide, en votant un nouveau subside de 2 000 francs. »

¹²¹ A.D.T., 1 N 15, Séances du 30 août 1851 et du 27 août 1852 ; 1 N 16. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1853-1858, Séances des 29 août 1853, 29

réticences¹²², d'abord à titre d'encouragement et secours jusqu'en 1868¹²³, puis à titre d'assistance publique¹²⁴. Le montant de la subvention se monte exceptionnellement à 3 000 francs en 1870, afin de « solder une partie des frais considérables occasionnés par des travaux extraordinaires exécutés en vue d'obtenir la possibilité de loger un plus grand nombre de filles repenties »¹²⁵. Un déficit important pousse la congrégation à réclamer une aide plus élevée, mais le budget départemental ne permet pas une telle augmentation¹²⁶. De même, pendant vingt ans (de 1868 à 1888), l'orphelinat

août 1854, 4 septembre 1855, 27 août 1857 et 27 août 1858 ; 1 N 17. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1859-1864, Séances des 26 août 1859, 31 août 1860, 29 août 1861, 28 août 1862, 28 août 1863 et 26 août 1864 ; 1 N 18. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1865-1869, Séances des 25 août 1865, 1^{er} septembre 1866, 31 août 1867 et 27 août 1868 ; 1 N 37-54. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1851-1868, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, pp. 214 (session de 1851), 223 (1852), 342 (1853), 214 (1854), 281 (1855), 359 (1856), 287 (1857), 110 (1858), 77 (1859), 155 (1860), 49 (1861), 59 (1862), 118 (1863), 160 (1864), 147 (1865), 141 (1866), 151 (1867), 164 (1868).

¹²² A.D.T., 1 N 40. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1854, *Rapport du préfet au conseil général...* *Op. cit.*, session de 1854, p. 73 : « J'ai l'honneur de vous proposer au budget de 1855, une somme de 1 000 francs pour souscription à l'établissement des filles repenties de Castres : vous avez cru devoir, l'an dernier, allouer 2 000 francs, mais j'ai pensé que les motifs qui déterminèrent ce vote étaient peut-être d'une nature exceptionnelle, en présence de l'année que nous venons de traverser. »

¹²³ A.D.T., 1 N 14, Séances du 3 septembre 1847 et du 28 novembre 1848 ; 1 N 15, Séances des 1^{er} septembre 1849, 30 août 1851 et du 27 août 1852 ; 1 N 16, Séances des 29 août 1853, 29 août 1854, 4 septembre 1855, 27 août 1857 et 27 août 1858 ; 1 N 17, Séances des 26 août 1859, 31 août 1860, 29 août 1861, 28 août 1862, 28 août 1863 et 26 août 1864 ; 1 N 18, Séances des 25 août 1865, 1^{er} septembre 1866, 31 août 1867 et 27 août 1868 ; 1 N 33-54, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, pp. 69 à 70 (session de 1847), 264 et 265 (1848), 102 (1849), 214 (1851), 223 (1852), 342 (1853), 214 (1854), 281 (1855), 359 (1856), 287 (1857), 110 (1858), 77 (1859), 155 (1860), 49 (1861), 59 (1862), 118 (1863), 160 (1864), 147 (1865), 141 (1866), 151 (1867), 164 (1868).

¹²⁴ A.D.T., 1 N 18, Séance du 26 août 1869 ; 1 N 19, Séances des 1^{er} novembre 1870, 8 novembre 1871, 30 août 1872 et 27 août 1873 ; 1 N 20. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1874-1877, Séances des 29 octobre 1874, 25 août 1875, 31 août 1876 et 27 décembre 1877 ; 1 N 21. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1878-1882, Séances des 29 août 1878, 22 août 1879, 31 août 1880, 22 août 1881 et 26 août 1882 ; 1 N 22. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1883-1885, Séances des 24 août 1883, 22 août 1884 et 27 août 1885 ; 1 N 23. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1886-1888, Séance du 19 août 1886 ; 1 N 55-74. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, pp. 128 (session de 1869), 96 (1870), 178 (1871), 192 (1872), 96 (1873), 191 (1874), 122 (1875), 48 (de 1876), 38 (de 1877), 85 (de 1878), 97 (de 1879), 94 (de 1880), 215 (1882), 158 (1883), 167 (1884), 104 (1885), 57 (1886).

¹²⁵ A.D.T., 1 N 18, Séance du 26 août 1869 ; 1 N 55, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1869, p. 128.

¹²⁶ A.D.T., 1 N 20, Séance du 31 août 1876 ; 1 N 64, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1876, p. 48.

de Peyregoux bénéficiera du soutien financier du conseil général, d'abord à titre d'encouragement à l'agriculture, puis à titre d'assistance publique à partir de 1873. Le montant de cette aide s'élève à 2 000 francs jusqu'en 1874¹²⁷, à l'exception de l'année 1872 où l'allocation diminue de moitié en raison de difficultés budgétaires résultant du conflit contre la Prusse¹²⁸ ; il se stabilise ensuite à 2 500 francs jusqu'en 1887¹²⁹. La subvention tombe à 1 200 francs la dernière année (1888), avant d'être définitivement supprimée.

LA SUBVENTION D'UNE ŒUVRE D'UTILITE GENERALE.

Les subventions se justifient avant tout par l'action morale et sociale de ces orphelinats. Le refuge de Castres, établissement de filles repenties ou en danger, apparaît comme une œuvre « éminemment morale et utile »¹³⁰. Les autorités publiques, au premier rang desquelles figure le préfet¹³¹, apprécient les services que rend cet établissement « dans l'intérêt des mœurs »¹³². L'orphelinat agricole de Peyregoux en habituant les garçons aux travaux des champs, permet « de les détourner du séjour des villes où ils grossissent trop souvent le nombre des mécontents et des émeutiers »¹³³. Dans les deux cas, suivant les théories du catholicisme social, le conseil général loue avant tout l'« œuvre de moralisation par le travail »¹³⁴.

¹²⁷ A.D.T., 1 N 18, Séances des 31^{er} août 1867, 27 août 1868 et 28 août 1869 ; 1 N 19, Séances des 1^{er} novembre 1870, 8 novembre 1871, 30 août 1872 et 27 août 1873 ; 1 N 53-60, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., pp. 151 (session de 1867), 65 (1868), 164 (1869), 161 (1870), 101 (1870), 211 (1871), 193 (1872), 69 et 96 (1873).

¹²⁸ A.D.T., 1 N 19, Séance du 1^{er} novembre 1870 ; 1 N 56, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1870, p. 101.

¹²⁹ A.D.T., 1 N 20, Séances des 29 octobre 1874, 25 août 1875, 31 août 1876 et 27 décembre 1877 ; 1 N 21, Séances des 29 août 1878, 22 août 1879, 31 août 1880, 22 août 1881 et 26 août 1882 ; 1 N 22, Séances des 24 août 1883, 22 août 1884 et 27 août 1885 ; 1 N 62-73, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., pp. 191 (session de 1874), 122 (1875), 49 (1876), 38 (1877), 85 (1878), 97 (1879), 95 à 98 (1880), 215 (1882), 158 (1883), 167 (1884), 104 (1885).

¹³⁰ A.D.T., 1 N 14, Séance du 3 septembre 1847 ; 1 N 33, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1847, pp.69 à 70.

¹³¹ A.D.T., 1 N 15, Séance du 1^{er} septembre 1849 ; 1 N 35, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1849 pour 1850, p. 102 : « Cette maison qui donne asile à un grand nombre de filles, continuant, à mériter par les services qu'elle rend, votre bienveillant intérêt, je ne puis que vous proposer de faire figurer dans leur œuvre de charité les dignes et respectables religieuses qui la desservent. » ; 1 N 36, *Rapport du préfet au conseil général...* Op. cit., session de 1850, p. 100.

¹³² A.D.T., 1 N 33, Rapport du préfet au conseil général... Op. cit., session de 1847, p. 103.

¹³³ A.D.T., 3 X 44. Orphelinat agricole de Saint-Alexis de Peyregoux. 1870-1883, Lettre du Frère Boudouil, directeur de l'orphelinat, au préfet du Tarn du 24 juillet 1872.

¹³⁴ Pour Peyregoux : A.D.T., 1 N 54, *Rapport du préfet au conseil général...* Op. cit., session de 1868, p. 65. Pour Castres : A.D.T., 1 N 14, Séance du 28 novembre 1848 ; 1 N 34, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1848 (deuxième partie), p. 264.

Les directeurs de ces deux orphelinats ont en commun de solliciter, peu après la création de l'œuvre, l'aide départementale. L'Abbé Le Camus, fondateur et supérieur diocésain de la maison du refuge à Castres, tenue par les Sœurs de l'Immaculée-Conception, multiplie les demandes d'allocation auprès de la préfecture¹³⁵. Il est à l'origine des premières réclamations ; ses lettres contiennent des recommandations du maire et de la sous-préfecture de Castres¹³⁶. C'est ensuite au tour de la supérieure de la congrégation, Sœur Hélène Delmas, qui prend le relais du prêtre afin d'obtenir des secours pour le refuge¹³⁷. L'Abbé Maurin, supérieur de la communauté des Frères de Saint-François-Régis de Peyregoux, sollicite le premier l'aide du département¹³⁸. Il est imité en cela par son successeur, l'Abbé André, qui insistera sur l'insuffisance des locaux¹³⁹. L'orphelinat de Peyregoux utilise en effet les fonds pour agrandir ses constructions et accueillir davantage d'enfants¹⁴⁰. Chaque année, à l'occasion d'une nouvelle demande de secours, le directeur de l'orphelinat Saint-Alexis adresse une sorte de rapport informel à la préfecture, dans lequel il précise l'emploi des fonds publics et les avancées de l'œuvre¹⁴¹.

L'archevêché d'Albi, lors des épiscopats de Monseigneur de Jerphanion (1842-1864) et de Monseigneur Lyonnet (1864-1875), intercède souvent en

¹³⁵ A.D.T., 3 X 47. Refuge de Castres. 1846-1883, Lettres de l'Abbé Le Camus au préfet du Tarn du 2 juillet 1847 et 28 juillet 1850, Lettres du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 22 mars 1850 et 27 juillet 1868, Lettre de l'archevêché d'Albi au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1850.

¹³⁶ A.D.T., 1 N 33, Rapport du préfet au conseil général... *Op. cit.*, session de 1847, p. 103.

¹³⁷ A.D.T., 3 V 80, Lettre de la supérieure des Sœurs de l'Immaculée-Conception au Conseil général du Tarn du 21 août 1858.

¹³⁸ A.D.T., 3 V 35. Frères-ouvriers de Saint-François-Régis. 1868-1903, Lettre de l'Abbé Maurin, supérieur de Peyregoux, au préfet du Tarn, non datée (mais vraisemblablement de 1868).

¹³⁹ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André, directeur de l'orphelinat, au préfet du Tarn du 10 juillet 1870, Lettres du Frère Boudouil au préfet du Tarn des 19 et 24 juillet 1872.

¹⁴⁰ A.D.T., 1 N 18, Séances du 1^{er} août 1867 et du 28 août 1869 ; 1 N 19, Séance du 8 novembre 1871 ; 1 N 53-55, *Procès-verbaux des délibérations du conseil général*, Imprimerie de Maurice Papailhiau, Albi, p. 151 (session de 1867), 65 (1868), 161 (1869) ; 3 X 44, Lettre du Frère Boudouil au préfet du Tarn du 19 juillet 1872.

¹⁴¹ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 30 juin 1881 : « Cet établissement continue à se développer en faisant tout le bien que ses ressources lui permettent. Grâce aux secours que lui accorde avec tant de générosité le conseil général du département du Tarn, [...] et permettez-moi d'ajouter, Monsieur le Préfet, grâce à une habitude de travail persévérant et de stricte économie dont nous saurions nous départir, nous avons pu sans ajouter à nos dettes, continuer et mener bonne fin des constructions indispensables : les écuries, les granges, la maçonnerie du four et de la buanderie et un couvert pour abriter nos fumiers du mauvais temps, ainsi qu'un puisard à purin. [...] Enfin, nous continuons à améliorer la propriété par des travaux divers : plantations d'arbres, défrichement, défoncement pour plantation de vigne. »

faveur de ces institutions¹⁴². Les demandes de secours émanant de Castres¹⁴³ ou de Peyregoux¹⁴⁴ s'accompagnent d'un soutien total de la hiérarchie ecclésiastique. Le conseil général ne manquera pas d'indiquer les demandes appuyées « avec insistance par Monseigneur l'archevêque »¹⁴⁵. Au milieu du XIX^e siècle, le poids de ces interventions apparaît considérable et bénéficie aux œuvres charitables. « Placé sous le haut patronage de Monseigneur l'archevêque », l'orphelinat Saint-Alexis obtient ainsi son premier secours¹⁴⁶. A Castres, le prêtre albigeois Jean-Joseph de Jerphanion intervient d'autant plus volontiers qu'il est à l'initiative du refuge, par l'intermédiaire de son vicaire général (Le Camus) : « Les heureux résultats obtenus dans l'intérêt des mœurs par l'établissement, dans plusieurs départements de la France, de maisons dites de refuge, suggèrent à Monseigneur l'archevêque d'Albi, l'idée de doter le nôtre d'un semblable établissement. »¹⁴⁷

LA SUBVENTION D'UNE ŒUVRE D'UTILITE SPECIALE.

Les autorités publiques ne participent pas au financement des œuvres privées sans arrière-pensée. Les œuvres subventionnées exercent une charité spécifique sur laquelle se décharge l'assistance publique départementale. Ces œuvres bénéficient de la participation financière du département en raison de leurs particularités. Dans le Tarn, ce sont des institutions uniques en leur genre ; cette originalité en matière sociale attire les sympathies. La charité privée joue alors pleinement son rôle de complément de l'assistance publique.

L'établissement des Sœurs de l'Immaculée-Conception à Castres est le seul refuge du département¹⁴⁸. « La maison de refuge de Castres s'est faite remarquer dès son début parmi les meilleurs établissements de ce genre. »¹⁴⁹ Le conseil général accepte de la soutenir financièrement au regard de cette utilité. Le sous-préfet de Castres affirme d'ailleurs que l'établissement « produit un bien réel dans le pays »¹⁵⁰. Le département tente même de s'y rattacher comme autorité de tutelle, ce qui aurait le double avantage de ne

¹⁴² S'agissant de l'orphelinat de Gradignan (Gironde), Caroline Gaudrie souligne également l'important rôle de « protection » joué par le diocèse (*Op. cit.*, pp. 189 et suivantes).

¹⁴³ A.D.T., 3 X 47, Lettre de l'archevêché d'Albi au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1850.

¹⁴⁴ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 10 juillet 1870, Lettres du Frère Boudouil au préfet du Tarn des 19 et 24 juillet 1872.

¹⁴⁵ A.D.T., 1 N 18, Séance du 1^{er} août 1867 ; 1 N 53, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1867, p. 151.

¹⁴⁶ A.D.T., 1 N 54, *Rapport du préfet au conseil général...* *Op. cit.*, session de 1868, p. 65.

¹⁴⁷ A.D.T., 3 X 47, Lettre de l'Abbé Le Camus au préfet du Tarn du 11 septembre 1846.

¹⁴⁸ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 22 mars 1850, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Instruction publique et des Cultes du 9 décembre 1852.

¹⁴⁹ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 18 novembre 1848.

¹⁵⁰ *Ibid.*

pas avoir à créer une telle structure et d'instaurer un contrôle de cette œuvre privée. Certaines années, les aides sont accordées au refuge « sous la condition qu'il sera soumis à la surveillance d'une commission spéciale nommée par Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement, sur la proposition de Madame la supérieure de cet asile »¹⁵¹. Un système de bourses départementales est évoqué par le préfet. Il s'agit de faire admettre des filles dans le refuge, à l'entière charge du département. Mais le projet est abandonné au motif « qu'il y aurait inconvénient que la discussion orale ou imprimée eut une publicité regrettable et que les torts d'une jeune fille fussent connus pour toujours »¹⁵². Le conseil préfère laisser à la congrégation la responsabilité des admissions, mais il insiste néanmoins sur son pouvoir d'influence, restant convaincu « que Madame la supérieure ne refusera jamais de recevoir une jeune fille que Monsieur le préfet, d'accord avec la commission départementale, la priera d'admettre dans l'établissement »¹⁵³. En effet, puisqu'il est subventionné, le refuge doit de son côté venir en aide au département. Lorsque le ciel politique s'assombrit pour les congrégations, la commission des finances départementales maintient la subvention « sous la condition que cet établissement justifiera qu'il y a annuellement au moins cinq filles appartenant au département »¹⁵⁴.

La même logique se retrouve concernant l'orphelinat de Peyregoux. L'établissement est le seul orphelinat agricole pour garçons du département, « appelé sans aucun doute à rendre d'importants services »¹⁵⁵. L'orphelinat a pour but classique de recueillir les jeunes orphelins mais aussi de leur apprendre la pratique de l'agriculture¹⁵⁶. Le département s'intéresse à la fonction d'« école agricole » que pourrait remplir cette institution¹⁵⁷. D'autre part, il y a peu d'orphelinats de garçons dans le Tarn¹⁵⁸ ; il en existe bien un à Castres, mais il s'agit d'une œuvre industrielle et protestante. Ce type d'établissement agricole « promet au département d'excellents résultats et

¹⁵¹ A.D.T., 1 N 33, Rapport du préfet au conseil général... *Op. cit.*, session de 1847, p. 103.

¹⁵² A.D.T., 1 N 21, Séance du 31 août 1880 ; 1 N 68, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1880, p. 94.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ A.D.T., 1 N 22, Séance du 24 août 1883 ; 1 N 71, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1883, p. 158.

¹⁵⁵ A.D.T., 1 N 18, Séance du 31 août 1867 ; 1 N 53, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1867, p. 151.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ A.D.T., 1 N 21, Séance du 31 août 1880 ; 1 N 68, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1880, pp. 95 à 98.

¹⁵⁸ A.D.T., 1 N 18, Séance du 31^{er} août 1867 ; 1 N 53, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1867, p. 151 : « A côté des nombreux orphelinats de jeunes filles qui existent dans le département, il n'en est aucun qui soit destiné à recueillir les jeunes garçons et un établissement de ce genre était presque une nécessité. »

d'utiles services »¹⁵⁹. En échange de son soutien, le conseil général espère la participation de l'orphelinat à sa politique charitable. Consécutivement à la défaite contre la Prusse, un comité de bienfaisance composé de parlementaires et présidé par le député conservateur Amédée de Gouvello, s'organise à Paris dans le but de ramener en France les enfants d'Alsace-Lorraine, privés de père et de mère, pour éviter qu'ils ne deviennent prussiens. Ce comité s'adresse aux départements afin qu'ils le soutiennent dans son œuvre « éminemment patriotique, puisqu'il s'agira de faire des travailleurs et des soldats français »¹⁶⁰. Le conseil général du Tarn vote en 1872 une souscription de 500 francs et se propose de recueillir deux orphelins qu'il placera « sous son patronage »¹⁶¹ à l'orphelinat agricole de Peyregoux. La *Société de patronage des orphelins d'Alsace-Lorraine* réussit ainsi à recueillir et à placer plus de cinq cents enfants, « soit dans des orphelinats agricoles, soit chez des personnes qui ont bien voulu se charger de leur éducation »¹⁶². Les conseillers généraux renouvellent l'année suivante la subvention de 500 francs mais précisent qu'il s'agit d'un dernier envoi, espérant « employer l'année prochaine cette somme en subside pour deux nouveaux orphelins que nous confierons comme les deux premiers à l'orphelinat agricole de Peyregoux »¹⁶³. Le conseil préfère subventionner une œuvre départementale. Sa décision est définitivement arrêtée à la lecture d'un compte-rendu de la *Société des orphelins d'Alsace-Lorraine*, qui fait preuve d'un certain manque de reconnaissance à l'égard du département tarnais. Le conseil général n'appréciera guère, non sans un certain cynisme régionaliste, que les remerciements de la société soient dirigés davantage vers l'archevêché que vers lui¹⁶⁴. Le département décide donc de conserver auprès de lui les enfants d'Alsace-Lorraine et d'orienter dorénavant son secours de 500 francs vers l'orphelinat Saint-Alexis qui les accueille. Il prend ainsi à sa charge la pension des quatre orphelins¹⁶⁵. La subvention départementale atteint donc 2 500 francs de 1874 à 1886. En 1883, le conseil général profite de cette aide pour imposer quelques conditions, afin de

¹⁵⁹ A.D.T., 1 N 18, Séance du 27 août 1868 ; 1 N 54, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1868, p. 164.

¹⁶⁰ A.D.T., 1 N 19, Séance du 30 août 1872 ; 1 N 59, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1872, p. 193.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² A.D.T., 1 N 19, Séance du 27 août 1873 ; 1 N 60, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1873, pp. 69 et 96.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ A.D.T., 1 N 20, Séance du 29 octobre 1874 ; 1 N 62, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1874, p. 191.

¹⁶⁵ A.D.T., 1 N 20, Séance du 31 août 1876 ; 1 N 21, Séance du 29 août 1878 ; 1 N 64, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1876, p. 49 ; 1 N 66, *Procès-verbal des délibérations du conseil général*, session de 1878, Imprimerie Ernest Desrue, Albi, p. 85.

rapprocher autant que possible cette œuvre privée des règles de l'action publique : « 1°) Que l'établissement tienne constamment à la disposition du département six lits destinés aux pupilles du service des enfants assistés, ce nombre pouvant d'ailleurs être augmenté, en cas d'agrandissement de l'établissement ; 2°) Que le prix de pension de ces pupilles soit fixé suivant l'âge, d'après le tarif habituel du service des enfants assistés ; 3°) Que les dispositions de la loi du 16 janvier 1881 relatives aux titres de capacité et celles des circulaires de Monsieur le ministre de l'Instruction publique en date du 12 avril 1852 soient strictement appliquées au frère instituteur. »¹⁶⁶ C'est-là une belle tentative de rapprochement entre l'assistance publique et la charité privée, mais la volonté d'indépendance du secteur privé (*a fortiori* religieux) et la tendance anticléricale de plus en plus marquée du conseil général, entraînent l'abandon de cette hypothèse... et des subventions.

II. LE DEFAUT D'ACTES FORMELS :

Ces orphelinats forment avant tout, pour le pouvoir, des établissements congréganistes. La seule nuance admise, encore n'a-t-elle pas trop d'incidence, consiste en une partition entre les soins et l'enseignement. Les congrégations religieuses ayant leur propre régime juridique, elles n'entreprennent pas les procédures d'autorisation pour leurs œuvres. Aucun orphelinat congréganiste du département n'est reconnu d'utilité publique.

Le versement annuel de subventions publiques, opéré par le conseil général du Tarn entre 1847 et 1887, témoigne de l'utilité sociale du refuge de Castres. Pendant quarante ans, le département soutiendra et encouragera cette œuvre privée. La congrégation et la municipalité considèrent alors que « le refuge est reconnu d'utilité publique »¹⁶⁷. Cette assertion gravite les échelons de la hiérarchie administrative¹⁶⁸. Les autorités centrales elles-mêmes estimeront un temps que le refuge de Castres figure parmi les établissements charitables reconnus d'utilité publique ou autorisés¹⁶⁹. En

¹⁶⁶ A.D.T., 1 N 22, Séance du 24 août 1883 ; 1 N 71, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1883, p. 158.

¹⁶⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur le refuge de Castres.

¹⁶⁸ Mathieu Estadiou (1821-1901), archiviste de la ville de Castres, indique dans ses ouvrages, que la reconnaissance légale du refuge date du 2 octobre 1854 (*Notes chronologiques et statistiques...* Op. cit., pp. 209 et suivantes et *Annales du pays castrais, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Imprimerie Abeilhou, Castres, 1893, p. 263). La preuve d'un tel acte reste pourtant introuvable. Par ailleurs, aucun document postérieur à 1854 n'y fait référence, et lors des lois anticongréganistes, l'administration considère le refuge comme un établissement non autorisé.

¹⁶⁹ A.D.T., 3 V 82. Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres. 1907-1911, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 mars 1907.

réalité, « il n'existe point d'acte »¹⁷⁰ ; il ne s'agit que d'une reconnaissance informelle, plus précisément d'une mansuétude bien appuyée. « L'œuvre du refuge a été fondée en 1846 avec l'autorisation du conseil municipal et l'approbation du conseil général. Les rapports avec l'administration ont toujours été des meilleurs »¹⁷¹, jusqu'à la tournure anticléricale de la fin du XIX^e siècle. Les autres orphelinats catholiques susmentionnés connaissent des situations qui méritent quelques approfondissements.

LE PROLONGEMENT D'UNE INSTITUTION DÉJÀ RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Dans le cas de l'orphelinat Saint-Alexis de Peyregoux, il s'agit en quelque sorte, pour reprendre le vocabulaire de l'anthropologie, d'un lien « par cognation » ou de « parenté naturelle », puisque l'institution déjà agréée n'est autre que la maison-mère de l'ordre.

Le Second Empire favorise les congrégations religieuses leur accordant toujours sa bienveillance et très souvent la reconnaissance légale. « De nombreuses congrégations d'hommes bénéficieront d'une reconnaissance d'utilité publique à titre d'association charitable vouée à l'enseignement. »¹⁷² Depuis l'article 36 de l'ordonnance du 29 février 1816, « toute association religieuse ou charitable, telle que celle des écoles chrétiennes, pourra être admise à fournir des maîtres aux communes qui en demanderont, pourvu que cette association soit reconnue par nous ». La loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement secondaire reconnaît aux membres des associations religieuses vouées à l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues comme établissement d'utilité publique, le droit d'être choisis et nommés comme instituteurs communaux par les conseils municipaux (article 31). Le texte consacre seulement une pratique administrative qui accorde la reconnaissance d'utilité publique « sous de bonnes garanties avec l'avis du Conseil d'Etat »¹⁷³. Par un décret impérial du 19 août 1856, « l'association religieuse des Frères de Saint-Jean-François-Régis, établie au Puy (Haute-Loire), vouée à l'enseignement primaire, est reconnue établissement d'utilité publique »¹⁷⁴. Ce texte prévoit que seule la maison-mère de la congrégation

¹⁷⁰ A.D.T., 1 X 17, Statistique des établissements d'assistance concernant le refuge des Sœurs de l'Immaculée-Conception pour l'année 1894, faite le 21 mai 1895.

¹⁷¹ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur le refuge de Castres.

¹⁷² A. RIVET, *Op. cit.*, p. 21.

¹⁷³ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. L (1850), p. 80 (note n°2) : « Article 31. Les instituteurs communaux sont nommés par le conseil municipal de chaque commune sur une liste d'admissibilité et d'avancement dressée par le conseil académique du département, soit sur la présentation qui est faite par les supérieurs pour les membres des associations religieuses vouées à l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues comme établissements d'utilité publique. »

¹⁷⁴ A.N., F¹⁷ 12477 ; A.D.T., 3 V 35, Décret impérial du 19 août 1856.

est reconnue d'utilité publique, pas l'établissement de Peyregoux qui d'ailleurs n'existe pas encore. Pourtant, selon une interprétation courante, les enquêtes considèrent l'orphelinat agricole de Peyregoux comme un établissement privé, reconnu d'utilité publique par le décret précité¹⁷⁵. La loi du 1^{er} juillet 1901 modifiera cette interprétation, exigeant une autorisation pour chaque établissement particulier.

Dans le cas de l'orphelinat de Massac, la continuité du caractère d'utilité publique se manifeste avec moins d'évidence. L'institution déjà reconnue est une association de bienfaisance qui n'a d'autre rapport avec la congrégation des Filles de Jésus que de venir en aide aux orphelins. Nous évoquerons alors, par opposition à la situation précédente, un lien « par agnation » ou de « parenté civile ».

Un nombre considérable d'œuvres privées charitables émane du monde professionnel. Certains secteurs fondent des associations corporatives afin d'élaborer un soutien social face aux difficultés de l'existence. Ces sociétés d'entraide s'émeuvent bien évidemment du sort de l'enfance malheureuse et organisent des orphelinats mutualistes. « Ces orphelinats sont presque tous organisés par des associations composées de membres d'une même profession : industrie, commerce ou administration. »¹⁷⁶ Citons des œuvres, parmi les plus importantes, comme l'*Orphelinat de la bijouterie, joaillerie, horlogerie*¹⁷⁷, l'*Orphelinat de l'enseignement primaire*¹⁷⁸, l'*Orphelinat des agents des postes, télégraphes et téléphones*¹⁷⁹, l'*Orphelinat de l'Imprimerie nationale*, l'*Orphelinat de la Librairie*, l'*Orphelinat des employés des bourses et de banque* », l'*Orphelinat du petit personnel des ministères et administrations d'Etat*,

¹⁷⁵ A.D.T., 1 X 17, Statistique des établissements d'assistance concernant l'orphelinat de Peyregoux pour l'année 1894, faite le 20 mai 1895 ; 1 X 15. Biens immobiliers et mobiliers. Propriétés appartenant aux hôpitaux-hospices : états (1856-1857). Acquisition d'immeubles : circulaires, correspondance, prêt par les établissements de bienfaisance (1903-1920). Renseignement sur les établissements privés : demandes d'information pour accueillir les malades, les infirmes, les mineurs (1899), recensement pour l'hospitalisation des militaires français et alliés (1918). Reconnaissance d'utilité publique : demande faite par l'association de bienfaisance parmi les protestants réformés de Lacaune, Viane et Escroux (1907-1908). Etablissements de bienfaisance existant dans l'arrondissement de Castres (1887). 1856-1920, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 26 janvier 1899.

¹⁷⁶ R. LEDOUX, *Op. cit.*

¹⁷⁷ *Orphelinat de la bijouterie, joaillerie, horlogerie, orfèvrerie et des industries qui s'y rattachent. Réorganisation des services de la société, adoptée par l'assemblée générale extraordinaire, le 23 juin 1922*, Imprimerie Chaix, Paris, 1924.

¹⁷⁸ F.-L. GALLIARD, *Œuvre de l'Orphelinat de l'enseignement primaire en France*, Mémoires et documents scolaires publiés par le Musée pédagogique (deuxième série, fascicule 44), Imprimerie nationale, Paris, 1889 ; E. BOUCHENDOMME (Inspecteur primaire de Foix), *Lettre du 30 octobre 1915 au personnel de l'enseignement primaire de l'Ariège en faveur de l'Orphelinat de l'enseignement primaire*, Imprimerie de Gadrat aîné, Foix, 1915.

¹⁷⁹ F. BELIN, *L'Orphelinat national des postes, télégraphes et téléphones. Technique d'entraide sociale*, essai, Imprimerie de F. Deshayes, Paris, 1935.

*l'Orphelinat des maîtres maréchaux de l'armée, l'Orphelinat des chemins de fer français, etc...*¹⁸⁰. Cette dernière institution provient de la réunion au début du XX^e siècle de diverses associations de cheminots créées en faveur des orphelins au siècle précédent.

Les orphelinats mutualistes pratiquent de préférence le placement familial, c'est-à-dire le maintien de l'orphelin chez des proches moyennant une participation financière, une technique bien moins coûteuse que l'entretien d'un immeuble d'accueil. Ces institutions apparaissent donc, pour la plupart et par principe, comme des « orphelinats abstraits ». Quelques-unes font pourtant exceptions, notamment au sein des associations de cheminots.

Une société de bienfaisance parisienne en voie de création, la *Société de secours et d'hospitalisation pour les orphelins des ouvriers et employés des chemins de fer français*, entend fonder un orphelinat bien réel¹⁸¹. Des associations similaires prennent déjà en charge certaines conséquences sociales liées au dangereux métier de cheminot, la société souhaite étendre son action aux enfants des travailleurs décédés¹⁸². Toutefois, si le projet s'inspire des œuvres préexistantes, notamment religieuses, l'orphelinat envisagé doit rester strictement laïque¹⁸³. Les fondateurs insistent sur ce point, les brochures explicatives soulignent d'ailleurs l'argument¹⁸⁴. C'est pourtant un prêtre qui permettra la matérialisation de l'œuvre. En 1892, l'Abbé Santol,

¹⁸⁰ R. LEDOUX, *Op. cit.*

¹⁸¹ P. LANOIR, *Orphelinat corporatif des ouvriers et employés des chemins de fer français, fondé le 26 octobre 1892. Etablissements de Cerbère. Statuts, règlements généraux*, conférence du 21 octobre 1893, Imprimerie de J.-B. Duclos, Paris, 1893, p. 40 évoque « cette incontestable utilité pour notre corporation de fonder un orphelinat ».

¹⁸² P. LANOIR, *Conférence publique organisée par le conseil d'administration de l'orphelinat des chemins de fer français, faite à Tours le 7 février 1892 au sujet de la création d'un orphelinat corporatif pour les travailleurs des chemins de fer français*, Imprimerie de C. Unsinger, Paris, 1892, p. 11 : « Eh bien ! Ce sont ceux-là mêmes qui ont fondé La Fraternelle, qui viennent aujourd'hui vous proposer de coopérer à une œuvre nouvelle : la fondation d'un orphelinat dont tout ouvrier et employé de chemins de fer pourra faire partie moyennant un droit d'entrée de 0,50 franc et une cotisation mensuelle de 1 franc. Après un versement de 36 francs, c'est-à-dire après trois années de sociétariat, sous condition bien entendu de ne point rompre vos engagements, vos droits seront acquis aux bénéfices de l'orphelinat qui, dès cet instant, contracte vis-à-vis de vous une dette légale, des devoirs sacrés. Et ces devoirs c'est vous-mêmes qui, à époques fixes, aurez nommé, directement et sans intermédiaire, les membres de votre Conseil d'administration et votre commission de contrôle. Quand, à dater de l'époque de vos trois années de sociétariat, vous viendrez à succomber, alors commencera la mission de l'œuvre. »

¹⁸³ *Ibid.*, p. 19 : « C'est alors que le catholicisme et le protestantisme fondèrent établissements sur établissements, redoublant d'ardeur, de vigilance pour rechercher partout ces petits êtres, dignes au plus haut point de l'intérêt de tous, mais dont les cerveaux façonnés, pétris selon l'esprit philosophique de l'Eglise qui les recueillait, ne faisaient, hélas ! bien souvent, que des sujets pour le culte. »

¹⁸⁴ P. LANOIR, *Orphelinat corporatif des ouvriers et employés des chemins de fer... Op. cit.*, p. 40.

curé de Cerbère (Pyrénées-Orientales), propose de faire don à l'association d'une grande propriété située dans sa paroisse. L'acte de vente intervient le 25 octobre 1893, rendant la corporation des chemins de fer propriétaire d'un orphelinat à Cerbère.

Pourtant, l'œuvre ne résistera pas aux difficultés inhérentes aux premiers temps de l'installation. Les fondateurs ne parviennent pas à pérenniser leur projet. Comme souvent, le mal est financier : les résultats (matériels) n'arrivent pas à la hauteur de l'ambition (morale). En effet, il semble que l'utopie du programme ait masqué les incertitudes. Le caractère associatif et résolument laïque de l'œuvre ne correspond pas aux réalités charitables du siècle, essentiellement confessionnelles. Les statuts de l'orphelinat, rédigés le 14 octobre 1893 par le cheminot et syndicaliste Paul Lanoir, futur fondateur du syndicalisme « jaune », reflètent cette optique généraliste¹⁸⁵. Selon l'article 7 de ces statuts, « la liberté la plus absolue sera donnée au point de vue religieux ». En premier lieu, l'association souhaite se passer d'une structure religieuse, en imaginant un orphelinat dont les « portes sont ouvertes à toutes les infortunes, et que catholiques, juifs, protestants et libres-penseurs sont appelés à bénéficier au même titre, dans la personne de leurs enfants devenus orphelins, des bienfaits de notre œuvre »¹⁸⁶. Les organisateurs préfèrent mettre en place une administration propre (article 8), laissée à un conseil composé d'ouvriers et employés des chemins de fer « pris dans toutes les compagnies »¹⁸⁷. En deuxième lieu, l'association souhaite maintenir la liberté d'enseignement. « A l'orphelinat, la liberté de conscience la plus absolue sera assurée et les orphelins seront éduqués, élevés, instruits : les garçons, par des frères ou des professeurs laïques ; les filles par des institutrices et servantes laïques ou religieuses, selon le vœu exprimé par le père ou la mère des enfants. »¹⁸⁸ L'œuvre contient déjà des concepts que reprendront les syndicats indépendants ou anti-collectivistes, comme la liberté d'association ou la liberté d'enseignement. Ce syndicalisme « jaune », un mouvement de conservateurs prolétariens, se crée à l'issue des grandes grèves qui éclatent entre 1898 et 1901, en opposition au syndicalisme « rouge » des socialistes et des communistes.

L'orphelinat de Cerbère périclité rapidement. Dès 1895, les enfants sont récupérés par la congrégation des Filles de Jésus de Massac, qui ouvrent

¹⁸⁵ *Ibid.*, Statuts de l'œuvre : « Article 1^{er}. L'œuvre de bienfaisance fondée par le soussigné à Cerbère (Pyrénées-Orientales), sous le nom d'*Orphelinat corporatif des ouvriers et employés des chemins de fer français*, établissement de Cerbère, est une œuvre privée. Elle a pour but de recueillir les orphelins des ouvriers et employés des chemins de fer français. »

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 46.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 53. Les compagnies représentées sont la Compagnie de l'Est, la Compagnie de l'Ouest, la Compagnie d'Orléans, la Compagnie de Lyon, la Compagnie de Ceinture, la Compagnie du Midi.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 55.

pour l'occasion un orphelinat dans leur maison conventuelle¹⁸⁹. La situation se stabilise et de provisoire, la garde des orphelins devient définitive. Le gouvernement sollicite de la préfecture du Tarn des renseignements sur l'œuvre, afin de savoir « si elle paraît digne de la bienveillance du gouvernement »¹⁹⁰, car désormais, cet orphelinat congréganiste est amené à constituer le prolongement d'une société de bienfaisance¹⁹¹. L'établissement de Massac accueille une quinzaine d'orphelins envoyés par l'association. Les fondateurs choisissent finalement de faire appel à une structure traditionnelle pour développer leur projet. Les congrégations religieuses possèdent depuis longtemps l'expérience de la direction d'œuvres charitables d'enseignement ou de soins.

La *Société de secours et d'hospitalisation pour les orphelins des ouvriers et employés des chemins de fer français* est officiellement fondée à Paris en 1896 et reconnue d'utilité publique le 19 juillet 1903¹⁹². L'œuvre fusionne avec une autre association de cheminots, antérieure et ayant le même objet, l'association dite *Orphelinat des chemins de fer français* fondée en 1891 et reconnue d'utilité publique le 15 décembre 1899. L'association nouvelle, qui conserve son nom originel, est reconnue d'utilité publique le 29 juin 1905. Dès lors, une grande part de l'œuvre est abstraite, mais se réserve la possibilité de mettre les enfants dans un orphelinat¹⁹³. Les réalités du siècle, où la charité est l'œuvre des congrégations, conduisent donc l'association à faire appel à une communauté religieuse. Ce recours aux structures religieuses traditionnelles peut aussi se comprendre au regard de l'histoire des fédérations syndicales « jaunes », alliées un temps aux syndicats

¹⁸⁹ A.D.T., 3 X 44. Orphelinat de Massac. 1895, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 30 novembre 1895 : « Cette œuvre intéressante est en projet depuis assez longtemps ; que l'orphelinat dont il s'agit devait être établi dans les Pyrénées-Orientales ; que les difficultés inhérentes à toute œuvre naissante en ont brusquement arrêté l'essor et que pour ne pas laisser dans la rue une quinzaine d'orphelins qui avaient déjà été envoyés aux procréateurs de l'œuvre, les Filles de Jésus, dont la maison-mère est à Massac, les ont provisoirement recueillis [...] jusqu'à ce qu'il ait été pris une détermination à leur égard. »

¹⁹⁰ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 30 octobre 1895.

¹⁹¹ A.D.T., 3 V 56. Filles de Jésus de Massac. 1906-1910, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 10 août 1905 : « Il existerait un orphelinat dans la maison-mère de la congrégation. Il s'agirait probablement de l'orphelinat des chemins de fer. »

¹⁹² E. PLANTET, *Op. cit.*, pp. 15, 16 et 19 ; A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905 : « La société qui y place des orphelins a été autorisée, peu après sa création, par arrêté ministériel du 29 mars 1896 et déclarée d'utilité publique, par décret du 19 juillet 1903.

¹⁹³ A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905 : « Il y a environ dix ans, les compagnies de chemins de fer eurent l'idée d'organiser, sous le nom d'*Orphelinat fraternel*, une société de bienfaisance "dans le but de protéger et de recueillir les orphelins des chemins de fer français". Ces orphelins sont, ou secourus chez le survivant des pères et mères, quand un des deux survit, ou placés tantôt dans des familles, tantôt dans des établissements. »

chrétiens. L'établissement de Massac comporte depuis ses origines un pensionnat pour les jeunes filles pauvres, auquel s'ajoute en 1895 cet orphelinat au départ créé pour les orphelins des chemins de fer français, mais qui comportera aussi d'autres enfants¹⁹⁴. Seul établissement, pendant quelques temps, à recueillir les enfants des chemins de fer, l'orphelinat du couvent de Massac admet les filles et les garçons. Avec les années, il s'oriente uniquement vers les filles. Le maire admet que « l'œuvre d'hospitalisation à laquelle coopère la congrégation de Massac n'est pas une œuvre ordinaire »¹⁹⁵ : cet orphelinat n'est pas reconnu d'utilité publique, mais constitue le prolongement d'une association laïque qui, elle, est reconnue. Cette structure en faveur des orphelins bénéficie toutefois de l'autorisation accordée à la congrégation elle-même par le décret du 1^{er} mai 1874.

LA TENTATIVE AVORTEE DE RECONNAISSANCE D'UTILITE PUBLIQUE.

Nous l'avons dit, rares sont les congrégations qui sollicitent au XIX^e siècle une reconnaissance formelle de leurs œuvres. Dans le département du Tarn, un seul établissement congréganiste demande la reconnaissance d'utilité publique pour son orphelinat. Cette requête exceptionnelle émane des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias qui tiennent un orphelinat d'une vingtaine de jeunes filles, situé au Gos (commune de Cabanès-et-Barre), un hameau isolé au cœur des Monts de Lacaune.

L'initiative de ces démarches administratives revient à l'énergique supérieure de l'établissement, Sœur Pélagie, en réaction à la modicité des secours accordés¹⁹⁶. Certes, la succursale du Gos est autorisée depuis un décret du 8 octobre 1856, mais l'orphelinat n'a pas quant à lui d'existence légale, « il se voit frustré par cela même de certains secours qui pourraient

¹⁹⁴ *Ibid.*, Liste des enfants hospitalisées au premier trimestre de l'année 1911. Les statistiques affichent un total de trente-neuf orphelines. Cinq enfants seulement sont envoyées par l'*Orphelinat des chemins de fer* : deux viennent du Val d'Oise (Versailles), deux de l'Eure-et-Loir (Chartres) et une de l'Isère (Grenoble). Tous les autres proviennent du sud de la France, notamment des départements où la congrégation est implantée : vingt-cinq sont du Tarn, trois des Pyrénées-Orientales, deux de Gironde (Bordeaux), une de Haute-Garonne (Toulouse), une de l'Aveyron, une de l'Aude et une de l'Hérault.

¹⁹⁵ *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905.

¹⁹⁶ A.D.T., 3 X 43. Orphelinat de jeunes filles de Gos, Cabanès-et-Barre. 1860-1878, Demande de secours (tableau) établie le 23 septembre 1868 par Sœur Pélagie, supérieure de l'orphelinat de Gos. La religieuse multiplie les demandes au cours de l'automne 1868 sur une tonalité de plus en plus dramatique : orphelinat isolé, région montagneuse, épidémie dans le pays, ressources épuisées, refus d'accepter une enfant (lettre au préfet du Tarn du 30 septembre 1868 et lettre au ministre de l'Intérieur du 11 novembre 1868). Ses écrits bénéficient depuis longtemps du soutien d'Eugène de Jerphanion, archevêque d'Albi (lettre de l'archevêque d'Albi au préfet du Tarn du 14 décembre 1860) et du maire de la commune (lettre du maire de Cabanès-et-Barre au préfet du Tarn du 25 septembre 1868).

lui être alloués régulièrement, soit par la caisse de notre département, soit par le bureau de bienfaisance de notre commune, ou qui pourraient lui revenir des dispositions testamentaires que des personnes bien intentionnées ne manqueraient pas de faire en sa faveur »¹⁹⁷. Le maire soutient le projet de la religieuse en arguant de l'utilité de cette œuvre « méridionale », qui recueille des orphelines du canton de Murat, des cantons limitrophes du Tarn, mais aussi de l'Aveyron. En 1877, le ministère de l'Intérieur semble disposé à accueillir la demande, « bien que cet établissement n'ait encore qu'une sphère d'actions fort restreinte »¹⁹⁸.

Le ministre informe néanmoins la sœur que ce nouveau statut lui ôtera une grande part d'autonomie dans l'administration de son orphelinat¹⁹⁹. Cette reconnaissance implique par ailleurs une lourde procédure administrative²⁰⁰ : plusieurs pièces doivent en effet être jointes au dossier comme les statuts de l'orphelinat, le règlement intérieur, les états numériques annuels des orphelines recueillies depuis sa fondation, la liste nominative des jeunes filles actuellement secourues (comportant également des renseignements sommaires sur leur situation personnelle), le compte détaillé des recettes et des dépenses pour chacune des cinq dernières années, l'état de l'actif et du passif, le plan des locaux affectés à l'orphelinat et une notice historique relatant les principales phases de l'œuvre. Au début de la Troisième République, une congrégation n'a pas l'habitude de fournir autant de documents. Au-delà de la composition du dossier, la reconnaissance d'utilité publique suppose une enquête publique, ainsi que l'avis des autorités locales, municipales et préfectorales. L'instruction de la demande est effectuée par la préfecture, conformément aux dispositions de la dépêche ministérielle du 5 octobre 1877. La municipalité ne s'opposera pas au projet qui, bien au contraire, jouit du soutien inconditionnel du maire²⁰¹. Les pièces sont transmises à la préfecture par le sous-préfet de Castres avec la même bienveillance : « cet établissement présente tous les caractères d'une œuvre

¹⁹⁷ A.P., Sœurs de Saint-Joseph de Lyon (désormais S.S.J.L.), Lettre de Sœur Pélagie au ministre de l'Intérieur du 1^{er} mars 1877.

¹⁹⁸ A.D.T., 3 X 43, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 5 février 1877.

¹⁹⁹ *Ibid.* : « Aujourd'hui l'orphelinat, qui est leur propriété, est administré sans contrôle par les sœurs. Une fois reconnu, l'établissement serait indépendant de la communauté et les conditions de son existence seraient déterminées par des statuts spéciaux approuvés en Conseil d'Etat. Les sœurs n'auraient donc plus en réalité que la direction intérieure et la gestion économique de la maison. »

²⁰⁰ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Castres du 25 juin 1877.

²⁰¹ *Ibid.*, Lettre du maire de Cabanès-et-Barre au sous-préfet de Castres du 11 août 1877 : « Les locaux [...] sont très convenables et parfaitement disposés, dans un site des plus sains, quoique froid en hiver. Les salles d'écoles sont assez vastes et bien aérées. Il en est de même des dortoirs où les lits sont séparés et suffisamment espacés. En somme, ces locaux me paraissent dans un état parfait d'hygiène. Quant à l'opportunité de la reconnaissance légale de l'orphelinat Gos, je la crois juste et même indispensable. »

de bienfaisance et d'utilité publique, et les locaux paraissent réunir les conditions nécessaires au point de vue de l'hygiène et de la salubrité »²⁰². Selon des renseignements provenant de l'Abbé Nègre, curé de Gos, « la Sœur Pélagie a accepté d'avance les changements que doit apporter la reconnaissance légale à la constitution matérielle de l'orphelinat »²⁰³. La supérieure de Gos est invitée à rédiger des statuts²⁰⁴, des modèles lui sont même envoyés²⁰⁵.

La procédure d'autorisation peut dès lors être lancée²⁰⁶, l'œuvre bénéficiant d'une impression générale favorable. Pourtant, l'orphelinat du Gos n'obtiendra jamais la reconnaissance d'utilité publique. La correspondance administrative à ce propos cesse complètement du jour au lendemain. A partir de février 1878, il n'est plus fait mention du processus de reconnaissance, dans aucun fonds, que ce soit aux archives départementales ou dans les archives privées de la congrégation. Les premières explications sont à rechercher dans le domaine politique : le changement de majorité en 1877 et la mise en place d'une administration radicale à l'égard des congrégations ont certainement joué dans l'arrêt de la procédure. Mais il convient de ne pas négliger le domaine juridique. En effet, il n'y aurait aucun avantage pour une congrégation religieuse à demander la reconnaissance d'utilité publique. En premier lieu, « l'indépendance administrative de la congrégation pourrait se trouver compromise »²⁰⁷, notamment par l'existence d'un conseil d'administration auquel les sœurs seraient soumises. En second lieu, l'orphelinat du Gos peut déjà recevoir des secours par le biais de la communauté qui possède, elle, l'existence légale.

A titre subsidiaire, les ministères attribuent aussi des subventions prises sur leur budget aux établissements de bienfaisance, publics ou privés, par l'intermédiaire des départements. Gardien des valeurs morales et sociales, le ministère de l'Intérieur alloue habituellement au département du Tarn une somme qui s'élève entre 3 000 et 4 000 francs à répartir entre différentes institutions charitables²⁰⁸. La loi du 10 août 1871 sur la décentralisation

²⁰² *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 1^{er} septembre 1877.

²⁰³ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 14 février 1878.

²⁰⁴ A.P., S.S.J.L., Projets de statuts pour l'orphelinat de Gos, datant de 1877, pour la reconnaissance d'utilité publique.

²⁰⁵ A.D.T., 3 X 43, Statuts (modèles) de la Miséricorde de Montignac-sur-Vézère (Dordogne).

²⁰⁶ A.P., S.S.J.L., Lettre du sous-préfet de Castres au maire de Cabanès-et-Barre du 28 février 1878.

²⁰⁷ *Ibid.*, Lettre du sous-secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur au curé de Cabanès-et-Barre du 24 octobre 1877.

²⁰⁸ A.D.T., 1 X 5. Préfecture. Correspondances diverses. An IX-1880, Lettres du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 19 janvier 1865 et 2 février 1866 (3 000 francs), 15 janvier

départementale modifie quelque peu la procédure d'attribution. Aux termes de l'article 68, « les secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance [...] ne pourront être alloués par le ministère compétent que sur la proposition des conseils généraux des départements ». L'assemblée départementale doit dresser un état collectif des propositions en les classant par ordre d'urgence. Ceux-ci devront choisir parmi les institutions charitables « les plus dignes d'intérêt », car « des secours minimes et disséminés entre un trop grand nombre d'établissements perdent toute efficacité »²⁰⁹. Le tableau collectif des établissements et institutions de bienfaisance du Tarn comporte des bureaux de bienfaisance, des sociétés de charité maternelle et seulement trois orphelinats : l'orphelinat de Gos, l'asile protestant et l'orphelinat du refuge (tous deux situés à Castres). L'aide gouvernementale paraît en définitive assez faible²¹⁰. Le ministère de l'Agriculture encourage aussi les orphelinats dans une optique davantage économique et sociale. Dans les premiers temps de la Troisième République, 1 000 francs parfois plus sont accordés à l'orphelinat de Peyregoux sur le crédit ministériel de l'encouragement à l'agriculture, puis de l'enseignement professionnel²¹¹.

Signe des temps nouveaux, dans le dernier quart du siècle, la réputation des orphelinats se dégrade, y compris au niveau local. Au cours d'une mission spéciale le 24 juillet 1886 à l'orphelinat agricole de Peyregoux (qui touche du conseil général une subvention de 2 500 francs), l'inspecteur départemental préconise une enquête à faire sur les ressources de cet asile en

1868 et 16 janvier 1869 (4 000 francs), 22 janvier 1874, 19 septembre 1874, 6 août 1875, 22 février 1877, 19 décembre 1877 et 29 avril 1878 (3 500 francs).

²⁰⁹ A.D.T., 1 X 6. Préfecture. Correspondances diverses. 1881-1930, Lettres du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 6 août 1881 et du 4 juillet 1892.

²¹⁰ A.D.T., 1 N 19, Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1870-1873, Séances des 6 novembre 1871 (demande) et 11 avril 1872 (réponse) ; 1 N 57, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1871, p. 193 ; 1 N 58, Procès-verbaux imprimés des délibérations. 1872, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1872, p. 65 : « Sur la somme que vous avez demandée s'élevant à 11 600 francs, le gouvernement n'a alloué qu'une subvention de 3 000 francs. »

Ville (nombre d'habitants)	Castres (21 357)	Castres (21 357)	Cabanès-et-Barre (1 402)
Etablissement	Orphelinat protestant	Refuge	Orphelinat de Gos
Indigents secourus (à secourir)	90 (100)	60 (?)	24 (35)
État des ressources	37 750 F	21 180 F	3 500 F
Somme demandée (établissement)	1 000 F	3 000 F	1 500 F
Somme proposée (Conseil général)	500 F	500 F	200 F
Somme obtenue (ministère)	130 F	130 F	50 F

La commission départementale (créée par l'article 2 de la loi de 1871) répartit un secours largement revu à la baisse.

²¹¹ A.D.T., 3 X 44, Lettres du ministère de l'Agriculture et du Commerce à la préfecture du Tarn du 20 mai 1874, 6 mai 1878, 7 août 1880.

pleine prospérité. Les comptes de l'année 1885 présentent des recettes supérieures aux dépenses. L'établissement ne rendant aucun service au département, l'inspecteur recommande de réduire la subvention de moitié²¹², une solution que l'assemblée départementale s'empresse d'adopter. Puis, dès 1887, le conseil général retire de son budget tous les articles relatifs aux orphelinats qu'ils soient catholiques ou protestants. « Ces établissements n'appartiennent pas au département, les services qu'ils rendent sont fort limités et les ressources du département ont grand besoin de l'économie de l'actif qui résultera de cette suppression. »²¹³ Dans son étude d'un orphelinat girondin, Caroline Gaudrie signale le caractère aléatoire des faveurs publiques, indexées sur les idéologies politiques et les changements de majorité²¹⁴. La proposition de la commission départementale provoque de vifs débats au sein du conseil. Les élus conservateurs, à l'instar du conseiller général Espinasse, demandent le rétablissement des secours en mettant en avant le caractère moral de ces œuvres qui basent leur action sur le travail²¹⁵. L'année suivante, l'opposition, en la personne du Baron René Reille, renouvelle sa demande, l'abandon des aides n'ayant été « qu'une question d'économie »²¹⁶. En effet, cette suppression soudaine repose au premier chef sur la volonté de mieux gérer les deniers publics. Tout en reconnaissant les services que rendent ces établissements privés, il s'agit de reconsidérer leur efficacité réelle au regard des possibilités budgétaires du département. La commission avance alors « le peu d'élasticité »²¹⁷ des comptes qui ne lui permet pas de participer à des œuvres sociales finalement très localisées. Le département abandonne ainsi aux municipalités la faculté de soutenir les œuvres privées. C'est l'argument qu'utilise le rapporteur de la commission, Ludovic Dupuy-Dutemps, alors que des élus de la majorité comme l'ancien maire d'Albi Gabriel Soulages, réclament le maintien des subventions : « Si la commune d'Albi a besoin d'un orphelinat pour recueillir ses enfants malheureux, elle a une chose bien simple à faire, c'est de payer cet orphelinat, mais qu'elle n'oblige pas le

²¹² A.D.T., 3 X 19. Organisation : statistiques, rapports, correspondance avec préfets et administrations, enquêtes, crédits, tournées, dépenses, divers. An IX-1888, Etat justificatif de la deuxième tournée d'inspection en 1886.

²¹³ A.D.T., 1 N 23, Séance du 27 août 1887 ; 1 N 75, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1887, pp. 240 et suivantes.

²¹⁴ C. GAUDRIE, *Op. cit.*, p. 199.

²¹⁵ A.D.T., 1 N 23, Séance du 27 août 1887 ; 1 N 75, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1887, pp. 240 et suivantes. Le reste de l'argumentation, d'une tonalité plus dramatique, relève davantage de l'artifice politique : « Notez qu'en dehors de ces trois orphelinats qui doivent leur existence à des dévouements privés, nous n'avons pas dans le département d'autres établissements pour recevoir les filles et les garçons. »

²¹⁶ A.D.T., 1 N 23, Séance du 24 août 1888.

²¹⁷ A.D.T., 1 N 24. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1889-1892, Séance du 22 août 1889.

département qui n'a pas la charge des malheureux de la commune à participer à cette dépense. » L'opposition porte alors à son tour le débat sur le terrain de la gestion budgétaire et soutient que les orphelinats font réaliser des économies en recueillant des enfants à la place de l'assistance publique. Afin d'éviter de disperser son argent entre de multiples œuvres, le conseil général décide de se borner à financer uniquement les « œuvres départementales »²¹⁸. Aucune subvention ne sera désormais plus accordée aux orphelinats du département, estimant que le budget « sera mieux employé à des services ayant un caractère absolument départemental »²¹⁹.

Dans un climat moins propice à la charité privée, la reconnaissance d'utilité publique donne aux œuvres protestantes des avantages certains. D'abord, elle garantit la stabilité financière de leurs orphelinats en permettant de recevoir des dons et des legs. Ensuite, elle les entoure d'une sérénité politique que confère l'idée même de reconnaissance. Les orphelinats catholiques entrent au contraire dans une période très défavorable, où se mêlent suspicion quant à l'origine de leurs ressources et négation de leur utilité réelle. L'année 1901 traduit légalement cette divergence de destins. D'un côté, le titre deuxième de la loi du 1^{er} juillet 1901, qui institue les associations reconnues d'utilité publique (article 10), ne fait que consacrer un siècle de pratique administrative²²⁰. Il renvoie évidemment à l'article 910 du code civil, mais aussi à la récente loi du 4 février 1901 relative à la simplification de la tutelle administrative en matière de dons et legs²²¹. D'un autre côté, le titre troisième soumet les congrégations religieuses et leurs œuvres à une tutelle drastique.

²¹⁸ A.D.T., 1 N 23, Séance du 24 août 1888.

²¹⁹ A.D.T., 1 N 25. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1893-1897, Séance du 7 septembre 1893.

²²⁰ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CI (1901), p. 271 (note n°2).

²²¹ *Ibid.*, p. 38 (note n°1). Il s'agit d'uniformiser une législation complexe et contraignante qui distribue le pouvoir d'autoriser les dons et legs entre différentes autorités publiques. Le rapporteur justifie cette démultiplication par la nécessité de protéger les familles « contre les entraînements de la générosité des donateurs ou testateurs » et d'empêcher les « développements excessifs » des biens de mainmorte.

CHAPITRE II : LA FONDATION SPECIALE

Lorsque les orphelinats fonctionnent au sein d'établissements publics d'assistance, hôpitaux-hospices ou bureaux de bienfaisance, l'assentiment étatique procède du mécanisme de la fondation spéciale. La fondation est un acte par lequel une personne affecte des biens à perpétuité, par voie de donation ou legs, à une œuvre d'intérêt général sans but lucratif¹. Depuis le Bas-Empire, la notion contient néanmoins une double signification² : au sens strict, l'apport sert à la création d'une nouvelle institution dotée de la personnalité morale ; au sens large, les ressources sont attribuées à une personne morale existante dans un but précis³. Le concept s'appuyant sur des principes philanthropiques, ses deux acceptions concernent étroitement le sort des orphelins ; en l'occurrence, seules nous intéressent les fondations effectuées auprès d'institutions déjà existantes, qui s'analysent comme des libéralités avec charges. Ainsi, un fondateur affecte-t-il des moyens à un hôpital (personne morale préexistante), à charge pour ce dernier de recueillir des orphelins (œuvre d'intérêt général et sans but lucratif). L'hôpital crée donc un orphelinat et lui attribue le produit de la donation pour assurer son fonctionnement. Dans un ouvrage récent, Eric Baron et Xavier Delsol emploient le terme de « fondations abritées »⁴, l'administration française du XIX^e siècle évoque quant à elle des « fondations spéciales », car elles consacrent une œuvre extérieure à la destination générale et normale de l'établissement public hospitalier.

L'histoire des fondations s'accélère au XVIII^e siècle, sous l'action combinée de l'absolutisme monarchique et du libéralisme des Lumières. Jusqu'alors florissantes et motivées par la charité chrétienne⁵, les fondations hospitalières subissent les assauts de part et d'autre, dont les temps les plus marquants restent l'édit d'août 1749 du chancelier d'Aguesseau et l'article

¹ M. POMEY, *Op. cit.*, p. 20.

² R. NAZ, « Fondations pieuses », *Dictionnaire de droit canonique*, sous la direction de Raoul Naz, t. V, Librairie Letouzey et Ané, Paris, 1949, pp. 861 et suivantes.

³ « Les fondations servent à créer des œuvres ou bien à accroître les moyens d'action d'œuvres et de services existants. » (*Guide pratique des associations, fondations, établissements de bienfaisance privée... Op. cit.*, p. 51).

⁴ E. BARON & X. DELSOL, *Fondations : reconnues d'utilité publique et d'entreprise*, Juris associations, A.G.E.C., Paris, 2004, pp. 101 et suivantes.

⁵ M. POMEY, *Op. cit.*, p. 38 ; R. NAZ, « Fondations pieuses », *Dictionnaire de droit canonique... Op. cit.*, t. V, pp. 861 et suivantes.

critique de Turgot dans l'*Encyclopédie*⁶. La fin de l'Ancien régime porte un coup d'arrêt aux fondations, par la suite violemment confirmé à la Révolution avec l'anéantissement des droits des fondateurs (loi du 6 mai 1791)⁷. Après la période révolutionnaire, le pays renoue avec les pratiques d'Ancien régime : les pratiques sociales de la charité privée, mais aussi les pratiques juridiques du contrôle étatique traduisant la méfiance générale à l'égard des biens de mainmorte⁸. Les fondations de lits ou d'établissements charitables réapparaissent donc sous le Consulat, qui n'oublie pas de leur imposer un cadre très strict, digne des établissements publics. Les avis du Conseil d'Etat du 3 nivôse an XIV (24 décembre 1805)⁹ et du 17 janvier 1806¹⁰ constitueront l'assise du régime juridique des fondations. Le concept, qui prospère au XIX^e siècle avec le retour de la monarchie, se construit donc à travers la pratique administrative. Dans son *Traité des fondations d'utilité publique*, paru en 1980, Michel Pomey remarque d'ailleurs qu'aucun texte juridique ne définit les fondations¹¹.

Sous l'Ancien régime, la traditionnelle dichotomie hospitalière¹² entre l'établissement charitable (appelé hospice ou hôpital général, qui reçoit les infortunés) et l'établissement médical (appelé hôpital ou Hôtel-Dieu, qui reçoit les malades), s'efface en réalité derrière l'esprit de spiritualité qui les anime tous deux. « La technique médicale est au second plan, elle est parfois même inexistante. »¹³ L'enfance malheureuse relève néanmoins classiquement des hôpitaux généraux qui désignent, depuis le règne de Louis XIV, des hospices destinés à enfermer les populations indésirables : mendiants, indigents, infirmes, orphelins, enfants abandonnés, etc.¹⁴. Le

⁶ Article reproduit par Michel Pomey (*Op. cit.*, p. 351).

⁷ J. IMBERT, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire*, Recueil Sirey, Paris, 1954, pp. 14 et suivantes ; J. RIVET, *Les œuvres de charité et les établissements d'enseignement libre de 1789 à 1945. Histoire, régime juridique actuel, réalisations lyonnaises*, Imprimerie des missions africaines, Lyon, 1945, p. 31.

⁸ J. IMBERT, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire... Op. cit.*, p. 192 : « Il n'était pas encore question de fondations privées, reconnues ou non d'utilité publique [...] ; il n'existait en définitive que des établissements publics, à la constitution desquels la charité privée était parfois invitée à collaborer. »

⁹ E. BARON & X. DELSOL, *Op. cit.*, p. 234.

¹⁰ J. IMBERT, *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire... Op. cit.*, pp. 189 et 190.

¹¹ M. POMEY, *Op. cit.*, pp. 19 et 20 : « En droit français, le terme "fondation" n'est pas expressément défini. [...] Les fondations n'y sont d'ailleurs, en tant que telles, régies par aucun texte écrit, ni de loi, ni de décret. » Il faut attendre la fin du XX^e siècle pour que le législateur donne une définition de la fondation à l'article 18 de la loi du 23 juillet 1987 relative au développement du mécénat : « La fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident de l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif. »

¹² J. IMBERT, *Histoire des hôpitaux en France... Op. cit.*, p. 337.

¹³ J. IMBERT, *Les hôpitaux en France... Op. cit.*, p. 12.

¹⁴ F. HILDESHEIMER & Ch. GUT, *Op. cit.*, pp. 40 à 47. L'évolution idéologique de la charité au XVI^e siècle fait du miséreux un « élément socialement dangereux ».

département du Tarn présente des institutions mixtes¹⁵, à l'exception de la ville de Castres, qui possède deux établissements distincts. Les hôpitaux-hospices d'Albi, Lavaur, Gaillac et Rabastens, ainsi que l'hospice de Castres, prennent en charge les enfants abandonnés ou orphelins¹⁶. L'internement des populations miséreuses, enfants abandonnés compris, n'est plus préconisé. Ces établissements recourent dans la majorité des cas au placement en nourrice ou en pension, mais quelques enfants restent cependant à l'hospice. L'hôpital général Saint-Jacques d'Albi aménage en son sein une manufacture, sorte d'atelier de charité, qui emploie les pensionnaires valides et les jeunes orphelins à des travaux de filage¹⁷. Selon Henri Bru, cent quarante enfants sont à la charge de l'hospice avant la Révolution (1787), soit cent six à l'extérieur et trente-quatre à l'intérieur¹⁸. Ces derniers ne constituent pas un orphelinat à proprement parler, c'est juste une illustration du rôle traditionnel d'un hôpital général à la fin de l'Ancien régime. Les événements révolutionnaires, en désorganisant les structures hospitalières, n'améliorent pas la situation de l'enfance malheureuse, y compris dans les petits hospices de province. En 1796, l'hôpital Saint-André de Gaillac, doit recueillir un nombre élevé d'enfants trouvés ou des familles indigentes¹⁹.

¹⁵ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 246.

¹⁶ Sous l'Ancien régime, tous les hôpitaux-hospices du département s'occupent des enfants trouvés et abandonnés (P. RASCOL, « L'assistance dans le diocèse d'Albi à la fin de l'Ancien régime », *Revue du Tarn*, Albi, 1940, pp. 343 à 344 rappelle la charge considérable que ces enfants représentent pour les hôpitaux de Cordes, Lisle et Réalmont). Nous ne signalons ici que les établissements qui fondent un orphelinat au XIX^e siècle. Parmi les hôpitaux récents de Graulhet et de Mazamet, seul le second crée une structure interne pour orphelins.

¹⁷ H. BRU, « Panorama historique de l'hôpital d'Albi », *Trois cents ans de l'histoire de l'hôpital d'Albi. 1688-1988*, fascicule édité lors de l'exposition du 26 septembre au 8 octobre 1988, I.C.S.O., Albi, 1988, p. 11.

¹⁸ H. BRU, « L'hôpital d'Albi à la fin du XVIII^e siècle et durant la Révolution », *Fin de l'Ancien régime et Révolution en haut Languedoc et Pays Tarnais*, Actes du quarante-quatrième congrès d'étude de la Fédération des sociétés académiques et savantes (Languedoc - Pyrénées - Gascogne), I.C.S.O., Albi, 1991, pp 167 à 193. L'auteur reprend des écrits faisant la distinction entre les bâtards exposés et les légitimes trop pauvres. L'enfance assistée représente une charge considérable. En comparaison, à la même époque, l'hôpital accueille seulement cent deux pensionnaires adultes (vieillards, malades, invalides ou des militaires). A la Révolution, les enfants (« premières victimes des années difficiles ») représentent les trois quarts de la population de l'établissement. Les chiffres, tout en restant très élevés, redescendent un peu au cours de l'an IX (1800-1801), les enfants constituent les deux tiers de la population de l'hospice ; Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 247 : « Un rapport au préfet, du 15 nivôse an IX (5 janvier 1801) apprend que les personnes hospitalisées (malades et infirmes) sont, à ce moment, au nombre de quatre-vingts dont trente et un hommes, vingt-trois femmes et vingt-six enfants ; de plus, quatre-vingts enfants abandonnés et cinq filles-mères sont aussi à la charge de l'établissement. »

¹⁹ A.P., S.C.I.C.N., *Historiques de l'hôpital Saint-André et de l'asile Saint-Barthélemy de Gaillac*, notes chronologiques retraçant l'historique de la communauté locale en charge de ces hospices.

D'après un procès-verbal de visite du 24 ventôse an XI (15 mars 1803)²⁰, seize enfants trouvés ou abandonnés restent à l'intérieur de l'établissement. A la même époque, l'hôpital Saint-Nicolas de Lavaur doit réquisitionner deux de ses quatre salles à manger afin d'organiser un atelier pour occuper les enfants à des travaux manuels (filage du coton)²¹. Les structures hospitalières de Castres présentent un fonctionnement particulier. Dans cette ville, la distinction entre l'hôpital et l'hospice s'exprime géographiquement²². L'Hôtel-Dieu Saint-Jacques (hôpital civil et militaire), qui reçoit les malades et les infirmes, se situe hors des anciens murs, dans le faubourg Villegoudou ; l'hôpital général Saint-Joseph (hospice), qui reçoit les vieillards et incurables, les enfants trouvés et abandonnés, les enfants orphelins et de familles indigentes, se situe dans Castres même. Le premier établissement n'entretient donc dans ses locaux, ni orphelins, ni enfants assistés, ni enfants de familles indigentes²³, populations qui forment par contre la principale préoccupation de l'hospice Saint-Joseph²⁴. A la fin de l'Empire, sur deux cent cinquante personnes à sa charge, cet hôpital ne réunit que quarante-huit vieillards ; il s'occupe pour l'essentiel de quatre-vingt-sept enfants (quarante-cinq enfants de familles indigentes et quarante-deux enfants trouvés ou abandonnés) et de cent quinze enfants trouvés ou abandonnés, placés à la campagne²⁵. Une des missions historiques des hôpitaux consiste donc à veiller sur l'enfant en difficultés, qu'il soit abandonné, orphelin ou simplement pauvre. « Confiés dès leur plus jeune âge à des nourrices, ces enfants vivent par la suite dans les services où des maisons qui leur sont réservés. Pour leur formation, les commissions administratives créent à l'intérieur de l'établissement des locaux d'enseignement et engagent des instituteurs ou des institutrices. Ainsi dans toutes les communes de quelque importance, une partie des bâtiments

²⁰ A.D.T., 1 X 67. Hospice de Gaillac. Administration. Inspection des hospices : questionnaire (an II-1888), observations (an II-1914). An II-1914, Procès-verbal de visite de l'hospice de Gaillac du 24 ventôse an XI ; Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 249.

²¹ A.D.T., 1 X 104. Hospice de Lavaur. Administration. Décrets (1807-1808), arrêtés (an X-1879), ordonnance (1814-1840), minutes (an XIII-1813), rapports (an X-1846), règlement (1838-1841). An X-1879, Rapport du commissaire spécial pour les hospices concernant Lavaur du 7 brumaire an XI.

²² M. ESTADIEU, *Notes chronologiques et statistiques...* *Op. cit.*, p. 230.

²³ L'orphelinat du Sacré-Cœur, considéré comme une annexe de l'Hôtel-Dieu, constituera un immeuble séparé, sis rue des Fossés (A.P., F.C.S.V.P., Situation et évolution du patrimoine immobilier de la communauté de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques à Castres).

²⁴ A.N., F¹⁵ 3766. Enquête sur la situation des hôpitaux et hospices des départements (classement départemental, Tarn). 1864-1868, Questionnaire concernant l'hôpital de Castres pour l'année 1864.

²⁵ A.D.T., 1 X 54. Hospice de Castres. Personnel et malades : état des mouvements. 1812-1886, Etat de population des hospices de Castres en date du 2 juillet 1812, avec l'indication des préposés, des fonctions qu'ils remplissent et des traitements et gages dont ils jouissent.

hospitaliers est réservée aux enfants et porte les noms les plus divers : hospices, orphelinats, pensionnats, etc... [...] Sur le plan financier, c'est une très mauvaise opération pour les hospices, car malgré les subventions départementales, l'accueil des enfants se solde toujours par un déficit. »²⁶

Le décret du 19 janvier 1811, texte de référence pour toute la durée du siècle en matière d'enfance assistée, officialise et généralise le système du tour d'abandon. L'article 3 dispose en effet que « dans chaque hospice destiné à recevoir des enfans trouvés, il y aura un tour où ils devront être déposés ». L'article suivant ne prévoit qu'un dépôt par arrondissement, afin de corriger la précédente loi du 27 frimaire an V (17 décembre 1796), qui a multiplié les dépôts et favorisé parfois les abandons en imposant de porter les enfants abandonnés à l'hospice « le plus voisin » de l'exposition sous peine de sanction²⁷. Désormais, les enfants seront abandonnés dans un hospice spécialement et clairement désigné pour accomplir cette tâche. Les arrêtés préfectoraux du 4 octobre et 7 décembre 1811 définissent les hospices dépositaires du département du Tarn, « à compter du 1^{er} janvier 1812 »²⁸. Ce sont les hôpitaux généraux des chefs-lieux d'arrondissement : Saint-Jacques d'Albi, Saint-Joseph de Castres, Saint-André de Gaillac et Saint-Nicolas de Lavaur.

Selon la circulaire ministérielle du 19 vendémiaire an IX (11 octobre 1800) à propos de l'élaboration de statistiques concernant la population des hospices, « il ne faudra pas confondre la population des enfants trouvés avec celle des enfants et orphelins de familles indigentes » qui ont eux aussi le droit d'être admis à l'hôpital. Il s'agit de préciser l'assistance à l'enfance, pour réduire les statistiques et les dépenses... Les préfets devront rechercher la cause de cet accroissement, afin de le limiter aux seuls enfants véritablement abandonnés et non aux orphelins pauvres dont les parents se débarrassent auprès d'un protecteur généreux, l'Etat. Le décret du 19 janvier 1811 soumet pourtant les orphelins pauvres au même régime que les enfants trouvés (en théorie). La circulaire du conseiller d'Etat, directeur général de la comptabilité des communes et des hospices en date du 17 décembre 1811 précise les catégories d'enfants. Sous le titre d'orphelins pauvres, il faut comprendre les enfants légitimes qui, en raison de l'indigence de leurs parents ou du décès de l'un d'eux, jouissent des fondations successivement faites par les hospices, pour leur nourriture, leur entretien et leur éducation. En l'absence de fondation, le sort de ces enfants doit suivre le droit commun.

²⁶ J. IMBERT, *Histoire des hôpitaux en France... Op. cit.*, p. 339.

²⁷ A.D.T., 3 X 18, Instructions de la direction générale de la comptabilité des communes et des hospices, relatives aux dépenses des enfants trouvés et abandonnés du 15 juillet 1811.

²⁸ *Ibid.*, Arrêté préfectoral du 7 décembre 1811 du département du Tarn, concernant les enfants trouvés, et portant désignation des hospices où ils seront reçus à partir de 1812 ; 3 X 19, Arrêté préfectoral du 4 octobre 1811 relatif aux enfants trouvés et abandonnés.

La circulaire ministérielle du 14 avril 1812 ordonne aux commissions administratives de se conformer aux dispositions du décret du 19 janvier 1811 et de placer les orphelins pauvres à la campagne, comme les autres catégories d'enfants, afin de réduire la dépense des hospices²⁹. Plus tard, une décision du Conseil d'Etat, prise le 20 juillet 1843, confirme l'assimilation des orphelins pauvres aux enfants trouvés.

Par conséquent, les administrations qui continuent à entretenir des enfants en marge des prescriptions légales, créent un système parallèle au service public de l'enfance assistée. Sauvegarder certains enfants assistés et des enfants de familles indigentes, exclus de la définition légale, au sein de l'établissement, engendre la formation d'un orphelinat. Ces structures restent longtemps informelles, refusant parfois l'appellation d'orphelinat. La plupart ne précisent même pas une date de création, car aucune ne provient, à l'origine, d'une fondation juridique. Or, le pouvoir central insiste tout au long du siècle sur l'idée qu'un orphelinat ne peut fonctionner au sein d'un établissement public d'assistance qu'en vertu d'une fondation spéciale. Toutefois, l'histoire des hôpitaux justifie l'absence de fondation originelle. La présence d'un orphelinat procède d'une mutation propre à chaque établissement. Cette institutionnalisation comporte trois degrés. Un premier stade, commun à tous les hôpitaux-hospices du département, consiste à recueillir les orphelins sans établir d'orphelinat, renouant ainsi avec les automatismes antérieurs aux bouleversements révolutionnaires. Le deuxième stade, caractérisé par l'organisation d'un orphelinat de fait, le plus souvent à l'initiative d'une sœur, permet une datation de l'œuvre. Le dernier stade, défini par la fondation d'un orphelinat de droit, entraîne la régularisation de la situation.

Comme les établissements d'utilité publique, les fondations spéciales impliquent une autorisation gouvernementale après avis du Conseil d'Etat. L'objet de la fondation se retrouve ainsi directement approuvé par l'administration centrale. Les orphelinats hospitaliers doivent en principe suivre cette procédure et résulter d'une fondation spéciale (Section 1). Cependant, avec la fin du siècle, les pouvoirs publics cherchent à soulager les établissements publics d'assistance de la charge que constituent les orphelins (Section 2).

SECTION 1. LA NECESSITE D'UNE FONDATION SPECIALE :

Désignés comme des hospices dépositaires à la fin de l'Empire, les hôpitaux d'Albi, Lavaur et Gaillac doivent supporter la lourde et coûteuse charge de l'enfance assistée, chacun pour son arrondissement. L'entretien

²⁹ A.D.T., 1 X 1, Lettre du préfet du Tarn aux maires du département du 6 mai 1812.

d'un orphelinat sort de la mission normale de l'hôpital, qui n'est qu'un dépôt temporaire pour les enfants. L'exigence d'une fondation spéciale s'appuie essentiellement sur un motif financier. Un acte de fondation contient une dotation, « destinée à assurer la pérennité de l'institution »³⁰. Il s'agit en l'occurrence d'un capital dont les intérêts garantissent le fonctionnement de l'œuvre. Or, les orphelinats des hôpitaux-hospices d'Albi, Lavaur et Gaillac ne procèdent pas de fondations spéciales. Si la situation de ces trois établissements semble comparable au regard des principes, l'analyse diffère dans la réalité.

L'amélioration de l'assistance publique à l'enfance conduit à la diminution des hospices dépositaires. Le préfet du Tarn demande pour la première fois à supprimer les tours des hospices de Gaillac et de Lavaur une dizaine d'années à peine après leur mise en service³¹. Après l'inspection générale des hospices dépositaires du Tarn, sur les conseils de l'inspecteur³² et avec l'accord du ministère³³, les tours des hospices de Gaillac et de Lavaur ferment dès le 1^{er} janvier 1823. Ces tours font partie du contingent des trente-cinq tours fermés en France entre 1823 et 1834³⁴. Le département compte uniquement deux dépôts jusqu'en 1832, date de la réouverture des deux tours précédents³⁵. Depuis 1842, certaines instances départementales estiment que le tour favorise l'accroissement des enfants trouvés et leur mortalité³⁶. Les préfets en proposent donc à nouveau la fermeture et cette mesure est approuvée par le ministère de l'Intérieur dans trente-deux départements, dont celui du Tarn. Les tours de Gaillac et de Lavaur ferment définitivement le 1^{er} juillet 1842. Les hôpitaux de Gaillac et de Lavaur maintiennent pourtant leur action auprès de l'enfance malheureuse, en conservant des enfants, orphelins ou pauvres, dans des orphelinats. Et, tandis que l'hôpital d'Albi, institution phare de l'assistance publique à l'enfance, régularise sa situation en supprimant son orphelinat (I), les hospices de Gaillac et de Lavaur maintiennent leur structure en dépit des remarques gouvernementales (II).

³⁰ E. BARON & X. DELSOL, *Op. cit.*, p. 35.

³¹ A.D.T., 3 X 19, Lettres du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 août et du 12 septembre 1822.

³² A.D.T., 1 X 5, Lettre de l'inspecteur des services de bienfaisance au préfet du Tarn du 24 septembre 1834. « Une mesure [...] aurait aussi une grande influence pour diminuer le nombre des enfants trouvés qui sont dans votre département serait de réduire à un seul les divers dépôts d'enfants qui s'y trouvent. »

³³ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 6 septembre 1822.

³⁴ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 276.

³⁵ Il y a d'ailleurs peu de données exploitables avant cette date.

³⁶ A.D.T., 3 X 18, Circulaire du ministère de l'Intérieur du 8 novembre 1848.

I. LA NORMALITE DES HOSPICES DEPOSITAIRES. L'EXEMPLE DE L'HOPITAL D'ALBI :

Malgré les préconisations légales, l'hôpital d'Albi conserve en son sein au début du siècle un certain nombre d'enfants assistés, garçons et filles, qu'il ne parvient pas à placer. Le règlement intérieur de 1838, qui fixe à l'article 6 les plafonds d'individus à admettre, envisage l'hébergement de vingt enfants de familles indigentes et de quarante enfants trouvés ou abandonnés non placés. Ces chiffres sont établis « eu égard à la dotation et à la subvention de la commune »³⁷. Par conséquent, aucune fondation spéciale ne prévoit le maintien de ces enfants. Or, l'hospice dépositaire doit rester un lieu transitoire. En hébergeant des enfants, l'établissement d'Albi dépasse le cadre normal de sa mission. Il se conformera aux exigences de l'assistance publique avant la fin du Second Empire.

L'EBAUCHE D'UN ORPHELINAT DEPARTEMENTAL.

En 1840, la commission administrative de l'hôpital d'Albi fait construire un logement pour quarante filles, avec ouvroir, salles d'écriture et de lecture³⁸. L'idée d'un orphelinat fonctionnant au sein de l'hôpital apparaît certainement à la même date, rendue possible par l'agrandissement des locaux. Si les enfants assistés sont reçus conformément au décret de 1811, les enfants orphelins et de familles indigentes sont admis par une délibération de la commission administrative. Toutes ces catégories d'enfants doivent en théorie être placées à l'extérieur³⁹. Quelques années après (le 23 février 1843), Prosper Gorsse, maire d'Albi et président de la commission administrative, note « que le besoin de créer dans l'hospice un établissement destiné à l'éducation des orphelines de la ville d'Albi, est depuis longtemps senti ; que Madame la supérieure [...] en a jeté les premiers fondements en réunissant un certain nombre d'enfants de familles indigentes qui sont formés à la couture et aux autres travaux d'aiguilles »⁴⁰. Les institutions du département, préfet et conseil général, prévoient alors de porter tous les ans aux chapitres des dépenses, une somme de 2 000 francs, applicable à l'entretien de ces orphelines. L'enthousiasme des autorités publiques locales traduit une volonté réelle d'organiser dans le Tarn un orphelinat départemental.

³⁷ A.D.T., 1 X 27. Hospice d'Albi. Administration. Arrêtés (an XIII-1879), ordonnances (1814-1847), minutes (1808-1889), règlements (1827-1914). An XIII-1914, Règlement de l'hospice civil d'Albi du 13 juillet 1837, approuvé par la préfecture le 25 juillet 1838.

³⁸ H. BRU, « Panorama historique de l'hôpital d'Albi », *Op. cit.*, p. 14.

³⁹ A.D.T., 1 X 27, Règlement de l'hospice civil d'Albi du 10 mai 1842, approuvé par la préfecture le 26 août 1842 ; H. BRU, « Panorama historique de l'hôpital d'Albi », *Op. cit.* p. 14.

⁴⁰ G. CROUZET, *Notice historique de l'hôpital d'Albi*, Litho. et auto. Galaup, Albi, 1854, p. 54.

A cet effet, l'allocation de 2 000 francs, prévue au sous-chapitre 21 du budget du conseil général, dans une optique charitable large (secours pour faciliter l'extinction de la mendicité en faveur des vieillards et des orphelins) est entièrement redirigée vers l'orphelinat⁴¹, afin de solder les pensions de quatorze enfants. L'institution accueille en tout une quarantaine d'enfants. Il s'agit « des orphelins pauvres infirmes ou malades, mis à la charge du département, qui sont d'une santé trop faible pour pouvoir résister aux habitudes de la campagne »⁴². Ils ne peuvent pas faire l'apprentissage des travaux agricoles et les autorités départementales s'inquiètent de les voir aller « grossir le nombre déjà considérable des mendiants qui désolent la société »⁴³. Le secours alloué par le département est donc préventif, d'où son classement dans le budget au sous-chapitre 21. Même le gouvernement encouragera cette création charitable par une subvention exceptionnelle de 500 francs⁴⁴. L'ancien économiste de l'hospice (Crouzet) souligne pourtant que le secours départemental se trouve bien vite supprimé après la création de l'institution⁴⁵. L'allocation ne dure en effet que six années, de 1842 à 1847⁴⁶, laissant les dépenses de l'orphelinat à la charge de l'hôpital. En 1847, la modicité des fonds alloués par l'Etat pour les enfants assistés du Tarn provoque une diminution de moitié de la subvention⁴⁷. Le prétexte financier cache mal les véritables raisons de l'arrêt des secours. En venant appuyer un orphelinat hospitalier, le département du Tarn conçoit une forme d'assistance particulière, mais une forme illégale.

⁴¹ A.D.T., 1 N 14, Séances du 26 août 1841 et surtout du 12 septembre 1842 : « Depuis plusieurs années le conseil général portait au sous-chapitre 21 un secours pour remédier à la mendicité mais dont il spécialisait l'emploi en faveur des vieillards ou des orphelins. Conformément à la proposition de Monsieur le préfet consignée en son rapport, et sur les conclusions du rapport du budget, le conseil général inscrit la même somme de 2 000 francs, à la condition qu'elle servira à faire entrer, à titre de pensionnaires, et dans une proportion équitable pour toutes les communes, les enfants orphelins du département dans la maison ouverte à Albi par Madame la supérieure de l'hôpital. »

⁴² A.D.T., 1 N 31. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1845, Suite donnée aux délibérations prises et aux vœux émis par le conseil général dans sa session de 1844, p. 91.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ A.D.T., 1 X 2. Préfecture. Circulaires provenant des différents ministères. 1831-1862, Arrêté ministériel du 18 avril 1843 portant allocation d'un secours de 800 francs à répartir entre deux établissements de bienfaisance, l'ouvroir de jeunes orphelines de l'hospice d'Albi (500 francs) et le bureau de bienfaisance de Labastide-Rouairoux (300 francs).

⁴⁵ G. CROUZET, *Op. cit.*, p. 55.

⁴⁶ A.D.T., 1 N 14, Séances des 24 août 1843, 31 août 1844, 29 août 1845 et 18 septembre 1846.

⁴⁷ *Ibid.*, Séance du 3 septembre 1847 ; 1 N 33. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1847, *Procès-verbal des délibérations du conseil général... Op. cit.*, session de 1847, pp.72 et 75.

L'allocation en question engendre rapidement des doutes au sein du conseil général, certains conseillers craignant de « créer des précédents »⁴⁸ que le budget ne pourra pas supporter. Seul l'hospice d'Albi bénéficie d'une aide départementale. Or, « tous les hospices du département reçoivent des enfants privés de père et de mère et ne touchent aucun secours pour parer à la dépense qu'entraîne leur entretien »⁴⁹. Le législateur fixe le sort des enfants assistés laissés à la charge du département qu'ils soient abandonnés, trouvés ou orphelins, « il n'y a aucune raison pour en comprendre quelques-uns dans une classe à part »⁵⁰. Selon l'avis du Conseil d'Etat du 20 juillet 1842, ces enfants doivent être défrayés sur les fonds généraux du service. L'hôpital d'Albi ne correspond pas à l'endroit idéal pour organiser un orphelinat départemental. Cette installation engendre une irrégularité en l'absence de dotation spéciale⁵¹, absence qui oblige les administrateurs à solliciter la charité publique. Cette initiative entraîne donc « une dépense qui n'a pas suffisamment un caractère départemental »⁵². Selon le conseil général, l'orphelinat doit rentrer dans le droit commun⁵³, c'est-à-dire exister en vertu d'une fondation spéciale. Sinon, c'est une œuvre qui ne concorde pas avec la destination de l'hôpital et dont ce dernier doit supporter la charge⁵⁴.

LA NORMALISATION DE L'HOSPICE DEPOSITAIRE.

Quelques années plus tard, en 1856, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance Martin d'Oisy, ne manque pas de le faire remarquer : « une réforme à ce point de vue est indispensable »⁵⁵. La

⁴⁸ A.D.T., 1 N 14, Séance du 1^{er} septembre 1844.

⁴⁹ A.D.T., 1 N 14, Séance du 28 novembre 1848 ; 1 N 34. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1848, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1848, p. 265.

⁵⁰ A.D.T., 1 N 33, *Rapport du préfet au conseil général...* Op. cit., session de 1847, pp. 56 et 57.

⁵¹ A.D.T., 1 N 32. Rapports imprimés du préfet et procès-verbaux imprimés des délibérations. 1846, Suite donnée aux délibérations prises et aux vœux émis par le conseil général dans sa session de 1845, p. 91.

⁵² A.D.T., 1 N 33, *Rapport du préfet au conseil général...* Op. cit., session de 1847, pp. 56 et 57.

⁵³ A.D.T., 1 N 14, Séance du 28 novembre 1848 ; 1 N 34, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1848, p. 265.

⁵⁴ Il n'y aura pas d'orphelinat départemental dans le Tarn : A.D.T., 1 X 8. Administration. Inspection générale des établissements de bienfaisance : états nominatifs des hospices existants, correspondance (1879). Inspection générale des services administratifs : circulaires, correspondance (1901-1902). 1841-1902, Liste des établissements publics d'assistance existant dans le département en 1902 ; 1 N 23 et 75, Séance du 27 août 1887, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1887, pp. 240 et suivantes. Aux dires de Gabriel Soulages, « nous n'avons que des orphelinats privés dans le département ».

⁵⁵ A.D.T., 1 X 33. Hospice d'Albi. Administration. Correspondance. An XII-1939, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 novembre 1856.

commission administrative réagit aux observations faisant suite à cette visite qui « n'a pas duré une heure ». L'hôpital n'aurait pas établi dans son enceinte un orphelinat pour les deux sexes. L'orphelinat pour les filles pauvres, créé il y a maintenant une quinzaine d'année aurait été supprimé, « et il n'en reste absolument rien que cette inscription, oubliée sur une porte : "Orphelines du département" »⁵⁶. Pourtant, la commission continue à admettre des enfants pauvres garçons et filles. Il y a bien un orphelinat à Albi qui durera jusqu'en 1865, date à laquelle « le pensionnat ou ouvroir de jeunes filles prises en dehors des enfants assistés » est supprimé car son entretien, pour partie par une association catholique et pour une autre par l'hospice, reste trop onéreux pour l'établissement⁵⁷. A partir de cette date, seuls les enfants qui n'ont pas pu être placés sont maintenus à l'hospice, suivant l'article 85 du nouveau règlement intérieur⁵⁸. Mais ce texte ne ferme pas pour autant la porte aux orphelins pauvres et aux enfants de familles indigentes.

L'établissement d'Albi devient à partir de 1887, le seul hospice dépositaire du Tarn. Il organise le service départemental des enfants assistés, au nombre de quatre-vingts en 1890, dont la majorité est placée en dehors de l'établissement⁵⁹. « L'inspecteur des enfants assistés est chargé de les placer à la campagne au fur et à mesure de la demande. »⁶⁰ Il n'héberge en son sein ni pensionnat, ni orphelinat, et se consacre à sa mission normale – suffisamment lourde – d'assistance publique à l'enfance. Ce service, administré de façon irréprochable, ne semble pas grever le fonctionnement de l'hôpital⁶¹. Depuis 1845, « les enfants sont reçus à bureau ouvert et non au tour »⁶². D'après un règlement intérieur du début du XX^e siècle, l'hôpital

⁵⁶ A.D.T., 1 X 28. Hospice d'Albi. Administration. Délibérations de la commission administrative des hospices d'Albi. An IX-1885, Lettre de la commission administrative de l'hospice d'Albi au maire de la ville du 1^{er} décembre 1856.

⁵⁷ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'hospice d'Albi pour l'année 1864 : « 20. Quelles ont été par année les améliorations importantes faites dans l'établissement depuis 1852 ? »

⁵⁸ A.D.T., 1 X 27, Règlement pour le service intérieur de l'hospice civil et militaire d'Albi fait et arrêté le 16 décembre 1864, approuvé par la préfecture le 6 janvier 1865.

⁵⁹ H. BRU, « Panorama historique de l'hôpital d'Albi », *Op. cit.*, p. 13.

⁶⁰ A.D.T., 1 X 33, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice d'Albi.

⁶¹ *Ibid.* : « En résumé, l'hôpital d'Albi, soit comme situation, soit comme installation antérieure réunit toutes les conditions voulues pour le bon fonctionnement des services ; les malades, les enfants, les vieillards et les incurables y sont l'objet de tous les soins les plus intelligents et les plus assidus. »

⁶² A.D.T., 1 X 16. Statistiques hospitalières : tableaux. 1855-1881, Statistique hospitalière de l'hospice d'Albi entre 1863 et 1901 ; 1 X 35. Hospice d'Albi. Personnel et malades : état des mouvements. 1864-1886, Etat de la population de l'hospice d'Albi au 31 décembre des années 1863 à 1886.

d'Albi ne reçoit plus que les pupilles de l'assistance publique malades ou attendant un placement⁶³, c'est-à-dire temporairement.

Pourtant, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance émet encore des doutes quant à la suppression définitive de l'orphelinat, en raison de « quelques enfants dont la situation n'est pas très bien définie ». Il conclut : « on ne serait pas loin de la vérité en la qualifiant d'orphelinat un peu déguisé avec ouvroir »⁶⁴. L'hôpital conserve, il est vrai, une école et un ouvroir à destination des enfants placés qui rentrent pour maladie⁶⁵ et des quelques enfants hospitalisés ne pouvant être placés⁶⁶. Or, « la situation financière de l'établissement sans être mauvaise [...] ne comporte pas de semblables libéralités ». La commission administrative précisera que l'hospice d'Albi ne possède aucun orphelinat, ne recevant que « des enfants malades ou des enfants assistés qui ne sont que de passage »⁶⁷.

II. L'ANORMALITE DES AUTRES HOSPICES. L'EXEMPLE DES HOPITAUX DE GAILLAC ET DE LAVAUUR :

Dans le premier tiers du siècle, jouant son rôle d'hospice dépositaire, l'hôpital Saint-André de Gaillac accueille « les enfants exposés dans les diverses communes de l'arrondissement »⁶⁸, un peu plus d'une vingtaine en tout. Toutefois, pour satisfaire aux conditions du décret impérial, les orphelins de familles indigentes sont insérés sur un registre particulier « afin de n'être point confondus avec les enfants trouvés ou avec les enfants abandonnés »⁶⁹. A la fermeture du tour, il ne reste alors dans l'établissement

⁶³ A.D.T., 1 X 27, Règlement de l'hôpital-hospice d'Albi fait et arrêté le 12 décembre 1905, approuvé par la préfecture le 20 décembre 1905.

⁶⁴ A.D.T., 1 X 6, Rapport de l'inspecteur des établissements de bienfaisance sur l'hôpital d'Albi pour l'année 1897.

⁶⁵ A.D.T., 1 X 33, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice d'Albi : « Question 38. Quel est le nombre de lits ? ». L'hospice compte treize enfants au 31 décembre 1887 (trois garçons et dix filles).

⁶⁶ *Ibid.* : « Question 167. Combien y avait-il dans l'établissement au moment de la visite d'enfants assistés ? ». L'établissement compte un garçon et une fille de moins de treize ans, ainsi qu'un garçon de plus de treize ans, soient trois enfants en tout.

⁶⁷ A.D.T., 1 X 123. Hospice de Mazamet. Administration. Arrêté (1857), règlements (1853, 1902). Délibérations des commissions administratives (1854-1926). Correspondance (1878). Observations (1875-1913) et questionnaire (1888) établis lors de l'inspection des hospices. 1875-1926, Lettre de la commission administrative de l'hospice d'Albi au préfet du Tarn du 6 juillet 1900. Il s'agit certainement d'une erreur de classement, cette cote comprenant bon nombre de documents relatifs à d'autres hospices.

⁶⁸ A.D.T., 1 X 65. Administration. Arrêtés (1807-1879), ordonnances (1816-1830), rapports (1807-1844), règlements (1822-1902), correspondances (1814-1904). 1807-1904, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac, présenté par la commission administrative le 28 février 1822, Article 22.

⁶⁹ *Ibid.*, Article 24.

de Gaillac que les enfants trouvés d'un âge avancé⁷⁰ : six en tout. Entre 1823 et 1832, les hôpitaux de Gaillac et de Lavaur ne reçoivent donc plus les enfants assistés. Les rapports d'inspections pour Gaillac en témoignent par une réponse unique et commune à toute une série de questions sur les enfants trouvés : « non applicable, l'hospice ne recevant pas les enfants »⁷¹. La commission corrige d'ailleurs son règlement intérieur afin de prendre en compte cette nouvelle situation⁷². Le document consacre une certaine autonomie dans la direction de l'hôpital⁷³ : « aucune fondation n'assujettissant l'hospice à affecter aux indigents un certain nombre de lits, la commission admettra dans l'établissement autant d'individus que son appropriation peut en renfermer »⁷⁴ (article 13).

L'APPARITION DES ORPHELINATS HOSPITALIERS.

Après la réouverture du dépôt, le sous-préfet de Gaillac dénombre lors d'une visite, cinq orphelins pauvres et douze enfants trouvés « malades ou sans emploi »⁷⁵ maintenus à l'hôpital, sur un total de cent vingt-et-un enfants. Selon les instructions ministérielles, la commission administrative place à la campagne la majorité des enfants « le plus tôt possible »⁷⁶. Néanmoins, ces quelques enfants élevés à l'hôpital sont le signe qu'un orphelinat commence à se former⁷⁷. Egalement en germe depuis quelques temps, un orphelinat se forme dans l'hôpital de Lavaur à la même époque,

⁷⁰ A.P., S.C.I.C.N., *Historiques de l'hôpital Saint-André et de l'asile Saint-Barthélemy de Gaillac*, notes chronologiques retraçant l'histoire de la communauté locale en charge de ces hospices.

⁷¹ A.D.T., 1 X 67, Inspection de l'hospice de Gaillac certifiée le 7 octobre 1828 par le sous-préfet.

⁷² A.D.T., 1 X 65, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac du 26 décembre 1828 : « Le cinquième [registre] pour constater la situation jusqu'à leur majorité, des enfants qui avait plus de douze ans, lorsque le dépôt a été transféré à Albi, et qui sont placés gratuitement à la campagne ou qui rentrent à l'hospice comme malades ou sans emploi. »

⁷³ « Afin de respecter, dans la mesure du possible, les traditions et les habitudes locales. » (L. BOUCHOT-CONSTANTIN, *Les commissions administratives des hôpitaux et hospices*, Imprimerie Henri Jouve, Paris, 1902, pp. 118 à 120).

⁷⁴ A.D.T., 1 X 65, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac du 26 décembre 1828.

⁷⁵ A.N., F¹⁵ 1640. Etablissements charitables. Administration des biens (classement départemental, Tarn). 1832-1842, Procès-verbal de vérification de l'hospice de Gaillac par le sous-préfet de Gaillac en date du 31 octobre 1835.

⁷⁶ *Ibid.* : « La commission administrative a-t-elle soin de ne conserver dans l'intérieur de l'hospice que le moins d'enfant possible et de les placer en nourrice aussitôt que possible ? »

⁷⁷ S. BORSA & C.-R. MICHEL, *La vie quotidienne des hôpitaux en France au XIX^e siècle*, Hachette, Paris 1985, p. 65 : « Les enfants qui ne le peuvent pas [être placés], sont occupés dans des ateliers établis dans les hôpitaux. Pour leur formation, les hospices créent des locaux d'enseignement et engagent des instituteurs. Ces locaux portent divers noms, les termes d'orphelinat ou de pensionnat étant les plus courants. »

en 1836. A Lavour, en comptant les orphelins, l'inspecteur des enfants assistés estime qu'« il y a dans cet hospice une centaine d'enfants environ qu'on pourrait très bien placer si on s'en occupait, mais personne ici ne s'occupe encore de l'administration si ce ne sont les religieuses qui aiment à conserver ces enfants autour d'elles »⁷⁸. Dans les deux établissements, les nouveaux règlements intérieurs de 1838 autorisent l'admission à part égale d'enfants trouvés ou abandonnés qui ne peuvent être placés, et d'enfants de familles indigentes : dix et dix à Gaillac⁷⁹, vingt et vingt à Lavour⁸⁰. Les administrations prennent donc l'habitude de recueillir des enfants de familles indigentes et des orphelins à titre de pensionnaires. Un autre règlement du service intérieur de l'hôpital de Lavour précise ce dessein et fixe finalement à trente-quatre le nombre maximum de lits ouverts aux enfants orphelins, enfants trouvés ou abandonnés. Ces enfants pourront rester à l'hospice entre douze et vingt-et-un ans, « s'ils n'ont pas pu être mis en apprentissage ou placés »⁸¹.

La circulaire ministérielle du 31 janvier 1840 autorise les hôpitaux-hospices à recueillir les orphelins pauvres, mais il n'en va pas de même concernant les enfants de familles indigentes⁸². Le texte opère donc une distinction entre deux catégories que la charité religieuse tend à mélanger. Le gouvernement soumet les orphelins pauvres au même régime que les enfants trouvés et abandonnés⁸³. « C'est donc un devoir rigoureux, pour les commissions administratives, de chercher à se décharger d'une partie de ce fardeau, par des soins constants, pour empêcher que des enfants dont les parents sont connus ne soient classés parmi les enfants trouvés, tandis que, comme enfants de familles indigentes, ils doivent être secourus, s'il y a lieu par les bureaux de bienfaisance. »⁸⁴ La circulaire comporte un modèle de règlement intérieur⁸⁵ et donne plusieurs instructions, article par article.

⁷⁸ A.D.T., 1 X 5, Lettre de l'inspecteur des services de bienfaisance au préfet du Tarn du 24 septembre 1834.

⁷⁹ A.D.T., 1 X 65, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac du 23 mars 1838, approuvé le 25 juillet 1838.

⁸⁰ A.D.T., 1 X 104, Règlement pour l'hospice civil de Lavour, fait et arrêté le 19 février 1838.

⁸¹ *Ibid.*, Règlement pour le service intérieur de l'hôpital et hospice civil de Lavour, fait le 22 mars 1840 et approuvé par le préfet du Tarn le 29 juin 1841.

⁸² A.D.T., 1 X 2, Circulaire ministérielle du 31 janvier 1840 portant instructions sur les règlements pour le service intérieur des hospices et hôpitaux.

⁸³ *Ibid.* : « Article 18. Les orphelins pauvres sont admis par délibération de la commission administrative. Ils sont placés en nourrice ou en sevrage, jusqu'à l'âge de six ans. De six à douze ans, ils devront être mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans. » ; « Article 19. Les dispositions des deux derniers paragraphes de l'article précédent sont applicables aux enfants trouvés et abandonnés admis conformément au décret du 19 janvier 1811. »

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ L. BOUCHOT-CONSTANTIN, *Op. cit.*, pp. 118 à 120 : « Plusieurs ministres de l'Intérieur ont fait élaborer des modèles de règlement, dont le plus important est celui du 31 janvier 1840. »

Selon l'article 5 paragraphe 3 du modèle, un hôpital-hospice peut recevoir les orphelins pauvres : « le sort de ces malheureux enfants les rend bien dignes de l'intérêt et des soins des administrations préposées à la direction de ces établissements ». Le règlement modèle n'évoque pas les orphelinats, il n'est pas non plus question de fondation spéciale puisque les orphelins pauvres sont une catégorie des enfants assistés. Une fois admis, les orphelins devront d'ailleurs être « placés en nourrice ou en sevrage, jusqu'à l'âge de six ans », puis mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans jusqu'à douze ans, comme les autres enfants assistés. La circulaire prend soin de préciser que ces admissions doivent faire l'objet d'un examen approfondi. « L'oubli de la distinction qu'il faut établir entre ces enfants et les orphelins pauvres, a occasionné de fortes dépenses aux hospices. Chargés par les lois ou par les titres de fondation de pourvoir à tant de services divers, il convient d'éviter tout ce qui pourrait ajouter au fardeau déjà si grand qu'ils ont à supporter. »

LA CONTESTATION DES ORPHELINATS HOSPITALIERS.

Les hôpitaux de Gaillac et de Lavaur perdent le statut d'hospice dépositaire en 1842. Après l'inspection de 1856, le ministre formule des observations en rapport avec l'orphelinat de Gaillac : « Une autre charge que cet hôpital supporte indûment est celle des orphelins au-dessous de douze ans et des enfants trouvés et abandonnés. Cette dépense doit incomber, soit au département, soit aux hospices dépositaires d'Albi et de Castres. La commission doit, d'autre part, être plus circonspecte dans l'admission des enfants pauvres. »⁸⁶ Gaillac compte des enfants assistés (quatre) entretenus à l'intérieur de l'hospice, mais il y a surtout des enfants et orphelins de familles indigentes (seize). Il n'y a plus d'enfant assisté à Lavaur à partir de 1859, mais il est fort probable que l'on ait fait glisser les trois derniers dans la catégorie des orphelins⁸⁷. Après 1865, l'hospice de Gaillac n'entretient plus les enfants assistés⁸⁸. A cette époque, les deux établissements reçoivent pourtant, en plus des malades, infirmes, vieillards et incurables, vingt-huit orphelins ou enfants de familles indigentes : seize filles et douze garçons à

⁸⁶ A.D.T., 1 X 67, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 novembre 1856.

⁸⁷ A.D.T., Archives hospitalières déposées (désormais A.H.D.), 4 HDt. Hôpital de Lavaur. 1540-1928, 2 Q 4. Registres-matricules de population : vieillards, incurables, orphelins et enfants de familles indigentes. 1858-1862. En 1858, l'orphelinat reçoit vingt-trois filles et six garçons ; l'hospice ne compte alors plus que cinq enfants trouvés (filles). En 1859, l'orphelinat compte vingt-quatre filles et neuf garçons ; il ne reste que trois enfants trouvés. En 1860, le chiffre des filles monte à trente-deux et celui des garçons à douze, alors que l'hospice ne compte plus aucun enfant assisté.

⁸⁸ A.D.T., 1 X 70. Hospice de Gaillac. Personnel et malades : états des mouvements. 1864-1933, Etat du mouvement de la population de l'hospice au 31 décembre 1864 (circulaire du 1^{er} décembre 1862).

Gaillac⁸⁹ ; vingt filles et huit garçons à Lavaur⁹⁰. Ces orphelins sont admis comme les autres indigents sur autorisation de la commission⁹¹, l'établissement se contentant de proportionner les admissions à ses ressources. Les commissions administratives de Gaillac et de Lavaur admettent d'ailleurs qu'« il n'y a pas de titre de fondation » pour leurs orphelinats⁹². De plus, il n'est fait nulle part mention d'une quelconque date de création pour l'œuvre de Gaillac ; nous retenons donc par défaut l'année 1854, date à laquelle les religieuses créent un ouvroir⁹³ dont les activités sont habituellement contiguës aux orphelinats.

En 1888, les statistiques indiquent que l'hôpital de Gaillac héberge vingt-quatre enfants au-dessous de quinze ans, autant de garçons que de filles⁹⁴. Ils sont vingt-cinq à Lavaur, treize garçons et douze filles⁹⁵. La commission de Gaillac tente d'expliquer l'irrégularité de la situation : « il n'y a pas à l'hospice d'orphelinat proprement dit et régulièrement organisé, mais l'établissement reçoit quelques enfants orphelines ou appartenant à des familles indigentes qui sont traitées comme les pensionnaires ordinaires de

⁸⁹ A.D.T., 1 X 16, Statistique hospitalière de l'hospice de Gaillac entre 1863 et 1891 ; 1 X 70, Etat de la population de l'hospice de Gaillac au 31 décembre des années 1866 à 1878 et 1881 à 1886.

⁹⁰ J. FABRIES, *Centre hospitalier (docteur George Guiraud) de Lavaur. Son histoire, son évolution, ses réalisations récentes*, Imprimerie artistique, Lavaur, 1955, p. 11. L'orphelinat de Lavaur accueille en moyenne trois fois plus de filles que de garçons. Il comprend trente-six enfants et orphelins de familles indigentes en 1876, quarante et un en 1879 et quarante-deux en 1880 ; A.H.D., 4 HDt, 2 Q 7. Registres matricules de la population : vieillards, incurables, orphelins et enfants de familles indigentes. 1879-1880.

⁹¹ A.D.T., 1 X 106. Hospice de Lavaur. Administration. Extraits du registre des délibérations de la commission administrative (1807-1927). Correspondances diverses (an XII-1836). An XII-1927, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative, Séance du 23 juin 1870, à titre d'exemple : « Le sieur [X], grand-père du dit [Y], s'est présenté à l'instant devant la commission et a déclaré que, se trouvant dans l'indigence, il sollicite de la commission administrative l'admission de son petit-fils [Y] à l'hospice, afin qu'il y jouisse des mêmes avantages que la loi accorde à ses deux frères qui se trouvent déjà dans cet établissement. La commission après en avoir délibéré est d'avis à l'unanimité d'accueillir favorablement la demande qui lui est faite, et en conséquence elle admet à l'hospice le dit sieur [Y], orphelin. Au moyen de cette admission, la commission administrative charge de la tutelle des trois enfants sus nommés [...] l'un de ses membres pour exercer les fonctions de tuteurs des dits mineurs. Elle décide que les fonds ou valeur qui dépendant de la succession de [...] leur mère seront versés entre les mains du receveur de l'hospice et que les meubles et effets mobiliers dépendants de cette même succession seront vendus aux enchères pour les soins [du] tuteur des dits mineurs. »

⁹² A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaires concernant les hospices de Gaillac et de Lavaur pour l'année 1864 : « Question 16. Si l'on entretient dans l'établissement des orphelins autres que les enfants assistés et des enfants de familles indigentes, en vertu de quels titres de fondation sont-ils admis ? ».

⁹³ A.P., S.C.I.C.N., *Registre des annales de la congrégation (1830-1860)*, p. 208 relative à la miséricorde et à l'ouvroir de Gaillac.

⁹⁴ A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac.

⁹⁵ A.D.T., 1 X 105, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Lavaur.

l'hospice, surveillées et soignées par les religieuses, et envoyées aux écoles communales »⁹⁶. La commission de Lavaur réagit de même : « il n'y a pas d'orphelinat spécial, bien que la plupart des enfants soient orphelins »⁹⁷. Les commissions admettent difficilement l'existence de ces petits orphelinats. Même si les commissions précisent qu'il n'y a pas de pensionnat dans l'établissement⁹⁸, la nuance entre un pensionnat qui accueille des orphelins et un orphelinat qui reçoit des « enfants de familles indigentes »⁹⁹ paraît trop mince. Il faut comprendre qu'il n'y a pas d'autre internat que l'orphelinat, car les hôpitaux de Gaillac et de Lavaur abritent bien des orphelinats. A la fin du siècle, le premier compte encore une vingtaine¹⁰⁰ d'enfants, le second une quarantaine¹⁰¹. Il s'agit d'orphelinats de fait qui ne disent pas leur nom. Lors de sa visite à Gaillac en 1897, l'inspecteur des établissements de bienfaisance préfère évoquer « des dortoirs de garçons et de filles »¹⁰². La nuance, encore... Ainsi, cet hospice ne peut-il respecter convenablement les prescriptions architecturales de l'époque qui impliquent plusieurs différenciations (malades/pensionnaires, adultes/enfants, garçons/filles). Certes, « la salle des garçons est séparée de celle des filles par trois autres salles »¹⁰³ et les filles occupent des dortoirs séparés des autres hospitalisés, mais « quant aux garçons, il n'est malheureusement pas possible de les mettre à part, faute de local, et d'éviter pour eux la contagion des adultes »¹⁰⁴. Dans les dernières années du XIX^e siècle, la commission prend conscience de cette gêne et décide de ne plus admettre les garçons à l'avenir. Au début du nouveau siècle, le nombre d'enfants diminue donc, surtout chez les garçons : l'orphelinat comprend huit orphelines et trois orphelins. Dans les deux hôpitaux, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance relève l'irrégularité et l'ambiguïté de l'institution¹⁰⁵.

⁹⁶ A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac : « Question 207. S'il existe un orphelinat, est-ce en vertu d'une fondation ? »

⁹⁷ A.D.T., 1 X 105, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Lavaur : « Question 207. S'il existe un orphelinat, est-ce en vertu d'une fondation ? »

⁹⁸ A.D.T., 1 X 16, Statistique hospitalière de l'hospice de Lavaur entre 1863 et 1891.

⁹⁹ A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac : « Question 212. Qui est admis, et comment, à l'orphelinat ? »

¹⁰⁰ A.D.T., 1 X 70, Etat des consommations présumées pour la gestion-matières de l'économe pendant l'année 1880, arrêté par la commission administrative le 2 mai 1891.

¹⁰¹ A.D.T., 1 X 105, Lettre du ministère de l'intérieur à la préfecture du Tarn du 18 février 1895.

¹⁰² A.D.T., 1 X 6, Rapport de l'inspecteur des établissements de bienfaisance sur l'hôpital de Gaillac pour l'année 1897.

¹⁰³ A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac : « Question 207. Est-ce un orphelinat de garçons ou de filles ? »

¹⁰⁴ A.D.T., 1 X 123, Lettre du maire de Gaillac au sous-préfet de Gaillac du 15 juillet 1900.

¹⁰⁵ A.D.T., 1 X 67, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

En premier lieu, l'existence d'un orphelinat au sein d'un hôpital doit être justifiée par une fondation spéciale, sinon elle est entachée d'une irrégularité. Or, il reste à Gaillac un orphelinat de filles de treize lits qui n'est légitimé par aucune fondation. Cette institution grève l'hôpital d'une charge « étrangère à sa destination »¹⁰⁶. Depuis toujours, l'entretien des enfants et orphelins de familles indigentes est supporté par l'hospice¹⁰⁷. Il existe bien une dotation spéciale de 600 francs, mais elle reste limitée au paiement de l'apprentissage d'un métier par les enfants¹⁰⁸ et ne justifie pas l'orphelinat. L'hôpital de Lavaur connaît une situation identique : une bonne partie des locaux et des revenus de cet établissement est affectée à un orphelinat de vingt-trois filles et quinze garçons, qui fonctionne sans aucun acte de fondation¹⁰⁹. Les orphelins paient néanmoins ici une petite pension de 0,53 franc par journée¹¹⁰, mais « il est difficile de dire ce qu'ils coûtent à l'établissement en l'absence d'une comptabilité suffisamment précise et détaillée »¹¹¹. Il paraît impossible de tenir une comptabilité spéciale pour une œuvre qui occupe la majorité de l'espace hospitalier.

En deuxième lieu, ces orphelinats présentent une certaine ambiguïté en accueillant des enfants à qui il reste un soutien de famille. A Gaillac, la plupart des orphelines sont rendues à leurs familles dès qu'elles sont en âge de travailler, seule une infime partie est mise en apprentissage par la commission¹¹². A Lavaur, l'inspecteur remarque que « les orphelins et orphelines [...] ne sont ni orphelins, ni orphelines »¹¹³, quelques-uns ont perdu un parent, mais certains sont seulement des enfants de familles pauvres. Les autorités publiques souhaitent que ces enfants restent dans leurs familles, avec un appui financier au besoin. Ces situations coûtent cher aux hôpitaux et le gouvernement préfère orienter ces populations vers les bureaux de bienfaisance qui distribuent des secours à domicile. La commission administrative de Lavaur estime quant à elle « qu'il est préférable de prendre dans l'hospice les enfants des familles qui ne peuvent ni les élever, ni les entretenir, faute de ressources, que de donner à ces

¹⁰⁶ *Ibid.*, Rapport de l'inspecteur général concernant l'hôpital-hospice de Gaillac en 1914.

¹⁰⁷ A.N., F¹⁵ 1640, Procès-verbal de vérification de l'hospice de Gaillac par le sous-préfet de Gaillac en date du 31 octobre 1835 ; A.D.T., 1 X 123, Lettre du maire au sous-préfet de Gaillac du 15 juillet 1900.

¹⁰⁸ A.D.T., 1 X 6, Rapport de l'inspecteur des établissements de bienfaisance sur l'hôpital de Gaillac pour l'année 1897.

¹⁰⁹ A.D.T., 1 X 105, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Lavaur en la séance du 24 mars 1895.

¹¹⁰ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'hospice de Lavaur pour l'année 1864.

¹¹¹ A.D.T., 1 X 105, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 18 février 1895.

¹¹² A.D.T., 1 X 67, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

¹¹³ A.D.T., 1 X 105, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 18 février 1895.

mêmes familles un secours, que quelques-unes pourrait bien ne pas affecter toujours aux besoins des enfants »¹¹⁴.

Les pouvoirs publics recommandent vivement la suppression de ces orphelinats. « A tous égards, la place d'enfants valides n'est point dans un établissement hospitalier. »¹¹⁵ Même si le règlement intérieur de l'hôpital de Gaillac datant de 1902 limite fortement l'accueil de l'enfance malheureuse, il ne l'exclut pas pour autant¹¹⁶. Un hôpital ne doit recueillir que des enfants malades ou infirmes, excepté dans le cas où une fondation spéciale appelle un orphelinat. Avec l'évolution médicale des hôpitaux-hospices, cette éventualité ne suffit plus.

SECTION 2. L'INSUFFISANCE D'UNE FONDATION SPECIALE :

Certains hôpitaux du Tarn atteignent le stade de la fondation spéciale, mais il s'agit d'un acte tardif. En matière d'orphelinats hospitaliers, contrairement à la sémantique, la fondation ne correspond pas à la genèse de l'œuvre mais à son aboutissement. Au cours de la décennie soixante-dix, les hospices de Castres et Mazamet invoquent des fondations qui viennent consacrer leurs orphelinats internes. L'hôpital de Castres est un établissement très ancien, désigné depuis le début du XIX^e siècle comme hospice dépositaire. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul constituent un orphelinat de filles et de garçons à partir de son rôle multiséculaire en faveur de l'enfance¹¹⁷. L'histoire de l'hôpital de Mazamet est plus récente, liée au développement industriel de la ville. Un orphelinat y est donc créé de toutes pièces en quelques années. A la lecture des enquêtes publiques, ces deux structures, aux origines différentes, feraient l'objet d'une fondation spéciale. Pourtant, le maintien d'enfants à l'hôpital devient contraire à la tendance générale. Le problème concerne les populations admises : un orphelinat regroupe des catégories d'enfants que l'administration centrale souhaite sortir de l'hôpital. Le préfet du Tarn propose alors des améliorations pour le service des enfants assistés, il souhaite notamment encourager les mères à conserver et à nourrir leurs enfants en donnant des secours à celles qui sont dans le besoin¹¹⁸. Avec l'avènement des secours à domicile, les regards se portent sur les orphelins pauvres : enfants légitimes, il leur reste un parent.

¹¹⁴ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Lavour en la séance du 24 mars 1895.

¹¹⁵ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 3 août 1895.

¹¹⁶ A.D.T., 1 X 65, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac du 4 décembre 1901, approuvé le 6 mai 1902.

¹¹⁷ A.P., F.C.S.V.P., Situation et évolution du patrimoine immobilier de la communauté de l'hôpital général Saint-Joseph de Castres (datation impossible).

¹¹⁸ A.D.T., 3 X 19, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 13 mai 1830.

Les fondations spéciales invoquées apparaissent insuffisantes en raison de l'archaïsme des locaux (I) et de la charge financière qu'implique un orphelinat (II).

I. LE MANQUE DE PLACE. L'EXEMPLE DE L'HOPITAL DE CASTRES :

Le nombre d'enfants assistés s'accroît avec l'ouverture du tour en 1812 : trois cent vingt enfants trouvés ou abandonnés sont à la charge de l'hôpital général de Castres au début de la Restauration¹¹⁹. La grande majorité se retrouve placée à la campagne, mais une partie reste à l'hospice. Les chiffres ne s'améliorent pas. Faisant référence à un rapport d'inspection du sous-préfet de 1826, Charles Portal mentionne quatre-vingt-onze enfants trouvés gardés à l'hôpital¹²⁰, sur un total de cinq cent neuf enfants assistés¹²¹. Le maintien de ces enfants occasionne une dépense considérable¹²², d'autant plus que le nombre total d'enfants s'accroît encore : six cent vingt-et-un au début de la Monarchie de Juillet¹²³.

UNE EXCROISSANCE CHARITABLE.

L'inspecteur des enfants assistés apporte d'autres raisons aux difficultés financières des hôpitaux de Castres, comme la division en deux administrations ou la reconstruction simultanée des deux établissements. Il insiste cependant sur la gestion religieuse de l'hôpital qui échapperait au contrôle de la commission administrative. Les sœurs hospitalières seraient les premières responsables de la prorogation du séjour des enfants à l'hospice, et par conséquent de l'augmentation des dépenses. De la lecture des statistiques concernant les enfants présents dans l'hospice pour l'année 1834, il ressort que l'hôpital a davantage tendance à retenir en son sein les

¹¹⁹ A.D.T., 3 V 2, Etat du personnel des congrégations religieuses de femmes existant dans l'arrondissement de Castres en 1816.

¹²⁰ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 248.

¹²¹ A.D.T., 1 X 48. Hospice de Castres. Administration. Inspection des hospices : questionnaire (1828-1888), rapports et observations (1828-1891). 1828-1891, Questionnaire dressé par le sous-préfet de Castres le 31 décembre 1828.

¹²² *Ibid.* : « Question 19. Si l'hospice reçoit des enfants légitimes de familles indigentes, la dépense qu'occasionne leur entretien est-elle également supportée par l'hospice ? » ; 1 X 47. Hospice de Castres. Administration. Arrêtés (an XII-1879), ordonnances (1815-1830), minutes (an XIII-1815), rapports (an XII-1845), règlement (1840-1855). An XII-1879, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 8 septembre 1855 : « Cette situation [...] paraît tenir à l'encombrement de l'hospice qui recevait au 1^{er} janvier 1854, cent quarante trois enfants dont le nombre était de cent soixante et un au 31 décembre de la même année. Vous devez m'adresser un rapport spécial sur les causes du maintien à l'intérieur d'un nombre aussi considérable d'enfants et me faire connaître votre avis sur les moyens de parvenir à les placer au-dehors. »

¹²³ A.D.T., 1 X 48, Inspection des hospices par questionnaire du sous-préfet de Castres en date du 1^{er} octobre 1830.

enfants de plus de douze ans et les filles¹²⁴. Le maternage des Filles de Saint-Vincent-de-Paul se révèle explicite en effet à l'égard des filles, qui sont gardées à l'hospice jusqu'à leur majorité, « dans la crainte qu'elles ne tournent mal au dehors »¹²⁵. L'inspecteur évoque néanmoins des raisons extérieures qui poussent les sœurs à conserver les enfants. La crise qui frappe l'agriculture ne permet pas aux familles paysannes d'accueillir des enfants¹²⁶. Le secteur de Castres-Mazamet s'oriente davantage vers l'industrie et propose de moins en moins de placements sains aux hospices qui préfèrent garder les enfants de plus de douze ans plutôt que de les abandonner à l'industrie. D'après le règlement intérieur de 1841, l'hospice reçoit les orphelins pauvres et les enfants trouvés et abandonnés (article 5), mais ne doit pas accepter les enfants de familles indigentes (article 20). L'établissement respecte ainsi en théorie l'instruction du 31 janvier 1840. Soixante lits seulement sont donc prévus, répartis pour moitié entre les filles et les garçons¹²⁷. Toutefois, les sœurs hospitalières perpétuent en pratique la coutume d'internement des enfants nécessiteux¹²⁸. Au 31 décembre 1854, l'hôpital reçoit cent soixante-quatorze assistés, qui n'ont pas été placés, et vingt-deux enfants de familles indigentes.

Le gouvernement s'interroge donc sur la présence de ces derniers¹²⁹, mais en matière charitable la légalité tend à s'effacer devant la tradition. Ces enfants sont admis « en vertu d'un usage », en l'absence de toute fondation¹³⁰. « Les titres de fondation de ces orphelins sont des délibérations de la commission. »¹³¹ Néanmoins, les autorités centrales ne prononcent pas

¹²⁴ A.D.T., 1 X 47, Lettre de l'inspecteur du service des enfants assistés au préfet du Tarn du 28 septembre 1855 :

1854	1 ^{er} janvier			31 décembre		
Enfants assistés maintenus à l'hospice	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
âgés de moins de douze ans	14	20	34	25	26	51
âgés de plus de douze ans	34	66	100	48	76	124
Total	48	86	134	73	102	175

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.* : « La population castraise paraît avoir renoncé à ces enfants. »

¹²⁷ *Ibid.*, Règlement pour le service intérieur de l'hôpital de Castres (sous le nom d'Hôtel-Dieu) et de l'hospice de la même ville (sous le nom d'hôpital général) arrêté le 8 mai 1840 et approuvé par la préfecture le 29 juin 1841.

¹²⁸ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 30 novembre 1855 résumant la situation : « L'encombrement de l'hospice a pour causes principales, d'une part la crise alimentaire actuelle et, de l'autre, le désir qu'ont les sœurs hospitalières de retenir près d'elles le plus grand nombre possible d'enfants. »

¹²⁹ *Ibid.* : « Ont-ils été reçus en vertu d'arrêtés préfectoraux ou en vertu de donations spéciales ? »

¹³⁰ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 5 janvier 1856.

¹³¹ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'Hôtel-Dieu de Castres pour l'année 1864 : « Question 16. Si l'on entretient dans l'établissement des orphelins autres que les enfants assistés et des enfants de familles indigentes, en vertu de quels titres de fondation sont-ils admis ? »

la fermeture de l'orphelinat ou l'exclusion des enfants, mais interdisent les nouvelles admissions¹³². Cette institution fonctionne en complément du service des enfants assistés. Contrairement aux enfants de l'assistance maintenus à l'hospice, les orphelins et enfants de familles indigentes doivent s'acquitter d'une pension de 180 francs par an¹³³. Cependant, le financement de l'orphelinat de l'hôpital provient de la municipalité pour l'essentiel¹³⁴. En 1860, pour cinquante-deux orphelins entretenus à l'hôpital, les fonds s'élèvent à 27 650,83 francs : 27 000 francs de subventions allouées par la commune et 650,83 francs de rétributions payées par les parents. L'année suivante, pour soixante-cinq orphelins, le budget atteint les 30 776,69 francs au total, 30 000 francs de subventions communales et 776,69 francs de rétributions parentales.

UNE FONDATION IMPARFAITE.

Le nombre d'enfants diminue sensiblement dans les années soixante¹³⁵, pour croître à nouveau dans la décennie suivante¹³⁶, certainement en raison de la régularisation de l'orphelinat. Une bienfaitrice, Marie Ségur, lègue à la congrégation des Filles de la Charité plusieurs immeubles dans l'arrondissement de Castres : une métairie et son domaine dans la commune de Sémalens, une maison avec jardin, une remise avec grange et un terrain de vignes à Castres. Les revenus de ces immeubles doivent servir à l'entretien de huit orphelins¹³⁷. Cependant, la donatrice ne précise pas si ces orphelins doivent être placés à l'hospice de Castres. Les conseils municipaux de Castres et de Sémalens émettent un avis favorable, mais celui de Castres

¹³² A.D.T., 1 X 47, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 5 janvier 1856 : « Mais en même temps que vous ferez cette interdiction, vous devez veiller à ce que le bureau de bienfaisance s'occupe de secourir convenablement cette classe d'enfants qui désormais retomberont à sa charge. »

¹³³ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'Hôtel-Dieu de Castres pour l'année 1864 : « Question 4. Quel est le prix de la pension fixé pour les orphelins, orphelines et enfants de familles indigentes ? »

¹³⁴ A.M.C., 5 Q 10. Enfants assistés et demande d'admission (1880-1938). Enfants assistés et placement dans un couvent (1838-1908). Enfants assistés et protection des enfants du premier âge et de l'enfance. Orphelinat de l'hôpital (1860-1943). 1838-1943, Etat du nombre d'orphelins entretenus pour les années 1860 et 1861.

¹³⁵ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative des hospices de Castres, Séance du 30 novembre 1861. Parfois, faute de place, la commission administrative préfère confier ces enfants à d'autres orphelinats de la ville en contrepartie d'une pension. Un enfant est ainsi placé au couvent des Sœurs de la Présentation, moyennant une indemnité de 726 francs par an pour sa nourriture, son entretien et son éducation.

¹³⁶ A.D.T., 1 X 54, Etat de la population de l'hôpital des malades et de l'hospice des vieillards au 31 décembre des années 1864 à 1886 :

Années	1864	1866	1868	1869	1870	1872	1874	1883	1885	1886	1887
Enfants à l'orphelinat	40	51	53	47	66	76	77	129	140	131	113

¹³⁷ A.D.T., 3 V 69. Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. 1812-1883, Actes de donation par Marie Ségur aux Filles de la Charité du 10 août 1878.

invite par ailleurs la donatrice à donner un nouvel acte qui laisse à la commission administrative de l'hospice le choix des orphelins¹³⁸. L'acte initial ne sera pourtant pas modifié, laissant une brèche quant au lieu dans lequel les orphelins seront placés. La préfecture réitère l'avis du sous-préfet relatif à l'intervention de la commission administrative¹³⁹, mais l'autorisation présidentielle reste muette à ce propos¹⁴⁰.

Certaines démarches de l'orphelinat jouent en sa faveur : la structure garde en effet une fonction médicale en accueillant des enfants invalides. C'est le cas pour une jeune fille, âgée de vingt ans, qui habite la commune de Lacaze dans l'arrondissement de Castres. Atteinte « d'une maladie qui l'a rendue impotente, infirme et incapable de travailler »¹⁴¹, elle est orpheline de mère, et son père, dans l'indigence, ne peut ni la soigner, ni l'élever. L'enfant est entretenue depuis la mort de sa mère par sa grand-mère qui, devenue infirme et indigente, ne peut plus s'occuper d'elle. Aucun habitant de la commune n'ayant consenti à s'en charger, on la confie à la tutelle de l'administration¹⁴². La municipalité décide de reporter sur cette jeune personne, une subvention donnée à l'hospice de Castres pour l'entretien d'un vieillard de la commune depuis peu décédé. Le maire de Lacaze demande au sous-préfet de Castres de provoquer son admission à l'hospice¹⁴³. Après transmission du dossier à la préfecture, l'hospitalisation est acceptée à condition « que les prix d'entretien de la fille [...] soient payés en entier par la commune de Lacaze »¹⁴⁴. L'orphelinat reste un lieu d'accueil ambigu : les enfants y sont admis, après décision de la commission, « comme indigents ou comme pensionnaires »¹⁴⁵. Par ailleurs, la direction de l'hôpital admet que l'orphelinat est « payant et non payant », en fonction de la situation de l'enfant, orphelin de père et de mère, de père ou de mère, voire simplement issu d'une famille pauvre. Quelques-uns des enfants conservés à l'hospice sont donc de simples pensionnaires.

¹³⁸ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1879.

¹³⁹ *Ibid.*, Avis du préfet du Tarn du 17 avril 1879.

¹⁴⁰ *Ibid.*, Décret du Président de la République du 27 juin 1879 autorisant la donation du 10 août 1878.

¹⁴¹ A.D.T., 1 X 52, Hospice de Castres. Malades. Admission à l'hospice : demandes et conditions. 1879-1896, Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Lacaze, Séance du 16 novembre 1879.

¹⁴² A.M.C., 5 Q 10, Lettres du maire de Castres au sous-préfet de Castres du 2 mars 1880 et du 16 octobre 1880.

¹⁴³ A.D.T., 1 X 52, Lettre du maire de Lacaze au sous-préfet de Castres du 11 décembre 1879.

¹⁴⁴ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Castres du 24 décembre 1879.

¹⁴⁵ A.D.T., 1 X 48, Questionnaire de 1888 sur les hôpitaux et hospices de Castres : « Question 207. S'il existe un orphelinat, est-ce en vertu d'une fondation ? ».

Depuis la donation, les admissions reprennent et le nombre d'enfants dépasse largement la centaine¹⁴⁶. L'orphelinat est parfois obligé de se décharger sur celui de Revel par manque de place¹⁴⁷. L'orphelinat de l'hôpital accueille toujours au début du XX^e siècle plus de cent enfants (cent onze), la plupart (soixante-sept) sont des indigents reçus gratuitement, plusieurs (trente) paient une pension, peu (quatorze) vivent du produit de diverses petites fondations¹⁴⁸. L'argument de la donation Ségur ne suffit donc pas, car l'acte se limite à seulement huit orphelins. Les difficultés se ressentent au niveau de la destination de l'hôpital : l'orphelinat occupe une partie importante des locaux, au détriment de l'asile pour vieillards et infirmes. La commission administrative envisage le transfert de l'institution pour enfants. « Elle espère arriver sous peu à la solution de cette question et donner ainsi aux habitants naturels de l'hospice toute la place qui leur est indispensable. »¹⁴⁹ Malgré les donations qui doivent assurer leur viabilité financière, les orphelinats ne trouvent plus leur place au sein des structures hospitalières qui tendent à se médicaliser.

II. LE MANQUE D'ARGENT. L'EXEMPLE DE L'HOPITAL DE MAZAMET :

D'après la commission administrative, l'orphelinat de l'hôpital de Mazamet existerait en vertu d'une fondation¹⁵⁰. « Un legs Périé, de 48 000 francs (1874), a permis d'agrandir les nouveaux bâtiments construits hors ville en 1873. »¹⁵¹ S'il est vrai que cet agrandissement permettra l'aménagement de l'orphelinat et de l'ouvrier, l'organisation d'un orphelinat dans l'hôpital résulte d'étapes antérieures.

UN REFLEXE CHARITABLE.

Au milieu du XIX^e siècle, la révolution industrielle provoque à Mazamet un afflux de population attirée par les usines lainières¹⁵². La commune ressent alors la nécessité de développer une institution hospitalière digne d'une telle agglomération. Les premières initiatives seront religieuses avec

¹⁴⁶ A.D.T., 1 X 54, Etat de la population de l'hôpital des malades et de l'hospice des vieillards au 31 décembre des années 1864 à 1886 ; 1 X 48, Questionnaire de 1888 sur les hôpitaux et hospices de Castres.

¹⁴⁷ A.M.C., 5 Q 10, Lettre du maire de Castres au maire de Revel du 3 octobre 1890.

¹⁴⁸ *Ibid.*, Etat du nombre d'orphelins entretenus vers 1900.

¹⁴⁹ A.D.T., 1 X 48, Questionnaire de 1888 sur les hôpitaux et hospices de Castres : « Question 219. Y a-t-il des observations particulières à faire sur cet orphelinat ? ».

¹⁵⁰ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet : « Question 207. S'il existe un orphelinat, est-ce en vertu d'une fondation ? »

¹⁵¹ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 250.

¹⁵² R. CAZALS, *Les révolutions industrielles à Mazamet (1750-1900)*, Editions Privat, Toulouse, 1983.

les donations des curés de Mazamet et de Payrin, Jean-Paul Guibert et Jean-Baptiste Fabre¹⁵³. L'acceptation de ces deux libéralités, auxquelles s'ajoutent une souscription publique et les dons de généreux industriels, permet la construction d'un premier hôpital, rue du Galinier, en 1852. Cet établissement ne compte pas parmi les hospices dépositaires du département¹⁵⁴, désignés par l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1811 ; il n'est donc pas chargé de recueillir les enfants assistés qui sont redirigés vers l'hôpital de Castres. Néanmoins, l'hospice mazamétain propose de s'occuper de l'enfance malheureuse, obéissant ainsi à un réflexe originel. Selon les règlements intérieurs¹⁵⁵, l'hôpital accepte les orphelins pauvres, tout en maintenant les règles générales édictées dans les hospices dépositaires pour les pupilles de l'assistance (article 11) : « Les orphelins pauvres, admis, sont placés en nourrice ou en sevrage jusqu'à l'âge de six ans, après que leur état de santé aura été constaté par le médecin de l'établissement ; de six à douze ans, ils devront être mis en pension chez des cultivateurs ou chez des artisans ».

L'installation d'un véritable orphelinat au sein de l'hôpital date de 1862¹⁵⁶, à l'initiative des Sœurs de la Croix de Lavaur, congrégation alors en charge du service intérieur de l'hospice. Ces sœurs, qui tiennent déjà l'école de filles de la ville, sont sollicitées lors de la création de l'hôpital en 1852, suivant la volonté des donateurs ayant permis sa construction¹⁵⁷. L'hospice de Mazamet reçoit les enfants orphelins mais pas ceux de familles indigentes¹⁵⁸, conformément à la circulaire du 31 janvier 1840. Il n'entretient pas non plus de pensionnat¹⁵⁹. Après la guerre de 1870, la commission administrative élargit sa conception de la population enfantine en souffrance. Désormais, l'hospice reçoit des enfants orphelins et de familles indigentes¹⁶⁰ : vingt-neuf en 1871. En 1873, les Sœurs de la Croix se retirent,

¹⁵³ L. MIAS, *Histoire chronologique de l'hôpital de Mazamet (1394-1999). De l'Hautpoulois du XIV^e siècle à l'orée de l'Europe du XX^e*, 1999, pp. 3 et 4.

¹⁵⁴ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet.

¹⁵⁵ A.D.T., 1 X 8, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Mazamet portant règlement pour le service intérieur de l'hospice, Séance du 18 mai 1852 ; 1 X 123, Règlement pour le service intérieur de l'hospice de Mazamet du 15 décembre 1852, approuvé par le préfet du Tarn le 15 avril 1853.

¹⁵⁶ L. MIAS, *Op. cit.*, p. 5 et H. VEDEL, *Notice sur l'hôpital-hospice et hôpital sanatorium de Mazamet. 1849-1933*, rédigée à l'occasion de l'inauguration de l'hôpital sanatorium à la demande de la commission administrative de l'hôpital de Mazamet, Imprimerie Boulet, Mazamet, 1999, p. 6.

¹⁵⁷ Déjà à l'époque, une pétition réclame les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

¹⁵⁸ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'hospice de Mazamet pour l'année 1864 : « Question 4. Quel est le prix de la pension fixée pour les orphelins, orphelines et enfants de familles indigentes ? »

¹⁵⁹ A.D.T., 1 X 16, Statistique hospitalière de l'hospice de Mazamet entre 1863 et 1870.

¹⁶⁰ A.D.T., 1 X 16-17, Statistique hospitalière de l'hospice de Mazamet entre 1871 et 1891.

souhaitant se consacrer pleinement à l'instruction des enfants ; elles laissent la place aux Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. La même année, la construction d'un nouvel hôpital qui sera situé dans le quartier des Bausses est décidée¹⁶¹. L'établissement est mis en service en 1876. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul y maintiennent un orphelinat. L'œuvre, qui admet uniquement des filles, comprend une vingtaine d'enfants¹⁶² reçues « gratuitement »¹⁶³. Pourtant, aucune fondation n'explique encore la présence d'une telle œuvre à l'hôpital. « Les orphelins sont admis en vertu d'une décision prise par la commission administrative. »¹⁶⁴

UNE FONDATION INCOMPLETE.

L'absence de fondation rend la situation de l'orphelinat irrégulière. Le rapport de l'inspecteur des établissements de bienfaisance est clair : « les jeunes filles indigentes recueillies et entretenues à l'hospice, en dehors de toute fondation spéciale, ne peuvent être maintenues dans cet établissement »¹⁶⁵. Se conformant aux prescriptions du 20 janvier 1875, la commission administrative de l'hospice, après avoir pris connaissance du rapport de l'inspecteur qui a visité l'hospice en 1874, décide de mettre en œuvre les améliorations indiquées dans ce rapport. « En ce qui concerne la présence de jeunes orphelines dans l'hospice actuel, Monsieur le maire fait remarquer que leur nombre diminue chaque jour parce que la commission administrative a décidé depuis deux ans qu'elle n'en admettrait plus jusqu'à ce qu'on ait fait appel aux personnes charitables de la commune pour une fondation spéciale de jeunes filles indigentes. »¹⁶⁶ Le legs Périé servira de fondation, officialisant l'existence de l'orphelinat¹⁶⁷.

Le caractère charitable de l'œuvre ne laisse aucun doute, il s'agit de recueillir l'enfance en danger. Selon le maire de Mazamet, « on admet les enfants n'ayant ni père ni mère ; on y reçoit aussi ceux dont le père seul ne

¹⁶¹ L. MIAS, *Op. cit.*, p. 1 : « L'histoire des hôpitaux successifs de Mazamet commence en 1852 par la transformation d'une maison particulière en hospice qui fonctionnera vingt ans. Elle se poursuit par la construction en 1875 d'un ensemble conçu et réalisé pour une activité hospitalière [...] qui rendra service cent vingt ans. »

¹⁶² A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur les établissements de Mazamet ; 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet : « Question 208. Est-ce un orphelinat de garçons ou de filles ? », « Question 212. Qui est admis, et comment, à l'orphelinat ? »

¹⁶³ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'hospice de Mazamet pour l'année 1864.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ A.D.T., 1 X 123, Lettre de l'inspecteur des établissements de bienfaisance au sous-préfet de Castres du 23 janvier 1875.

¹⁶⁶ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 16 février 1875.

¹⁶⁷ A.D.T., 1 X 8, Renseignements particuliers sur l'hospice de Mazamet après l'inspection générale des établissements de bienfaisance en 1879. A la question « y a-t-il des services annexes ? », l'administration répond « il y a un orphelinat ».

suffirait pas pour les soigner ; enfin on y admet aussi les enfants délaissés par les parents »¹⁶⁸. L'institution respecte les principes de l'architecture hospitalière, puisque les enfants vivent « dans une salle particulière, contiguë aux bâtiments »¹⁶⁹. L'orphelinat ne renferme au total que douze orphelines, mais le legs allégué par la commission administrative n'évoque nullement l'éventualité d'un orphelinat¹⁷⁰.

Cette institution est une charge financière pour l'hôpital. Les enfants sont entretenues avec les revenus de l'établissement qui s'élèvent à 13 000 francs, « et les dépenses tant de l'orphelinat que des malades s'élèvent à pareille somme »¹⁷¹. En 1885, le conseil municipal de Mazamet vote une allocation annuelle de 600 francs à l'hôpital¹⁷². Nul doute qu'elle sera utilisée en grande partie pour l'entretien des enfants dont le nombre augmente (vingt en 1887¹⁷³). Cet aspect budgétaire gêne considérablement l'administration centrale. Lors de sa visite à l'hôpital de Mazamet, le nouvel inspecteur général des établissements de bienfaisance constate avec regret que l'administration maintient, « contrairement à l'avis exprimé par son prédécesseur, un orphelinat qui, n'ayant pas de fondation sérieuse vit au jour le jour de la générosité publique, et très probablement aux dépens des ressources hospitalières proprement dites »¹⁷⁴. Le maire de Mazamet rappelle que l'orphelinat résulte de la générosité d'Augustin Périé qui a fait construire un bâtiment attenant à l'hospice pour y loger les orphelines. Cependant, l'acte contredit cette assertion. En revanche, la veuve Périé verse en 1880 une somme de 6 000 francs dont l'intérêt sert à l'entretien des enfants. La rente en question correspond davantage à une fondation spéciale, mais son montant reste insuffisant. La commission administrative décide de se montrer plus stricte dans sa politique d'admissions¹⁷⁵ ; l'hospice s'occupe alors de vingt-cinq orphelines. Le nombre est ramené à vingt-et-un, mais pour les pouvoirs publics, l'effort entrepris ne suffit pas car l'orphelinat vit en réalité sur les fonds de l'hôpital.

Depuis longtemps déjà, les pouvoirs publics préconisent de laisser les enfants de familles indigentes à la charge des bureaux de bienfaisance. La nouveauté concerne la catégorie des enfants orphelins que les pouvoirs publics souhaitent désormais leur confier. Il faut décharger l'hôpital de ces

¹⁶⁸ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur les établissements de Mazamet.

¹⁶⁹ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet : « Question 210. Comment est-il installé ? ».

¹⁷⁰ A.D.T., 4 O 44, Dons et legs concernant une seule commune, Mazamet. Divers établissements. Périé (Augustin).

¹⁷¹ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet.

¹⁷² L. MIAS, *Op. cit.*, p. 5.

¹⁷³ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Mazamet.

¹⁷⁴ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 5 avril 1887.

¹⁷⁵ A.D.T., 1 X 6, Lettre du maire de Mazamet au sous-préfet de Castres du 5 avril 1898.

enfants qui ne relèvent pas de l'assistance publique. Il appartient donc aux institutions communales de les secourir, en créant un orphelinat avec fondation ou, mieux encore, en les aidant à domicile. Les bureaux de bienfaisance sont déclarés, dans un premier temps, nouveaux hôtes des orphelins.

Dans les dernières décennies du siècle, l'assistance publique à l'enfance adopte une démarche moderne faisant de la prévention l'élément central. Il s'agit de prévenir en premier lieu l'abandon matériel par la généralisation des secours temporaires (loi du 5 mai 1869) et l'organisation d'une protection de la petite enfance (loi du 23 décembre 1874¹⁷⁶), en second lieu l'abandon moral par la protection de l'enfance maltraitée (loi du 24 juillet 1889). Ces trois mécanismes¹⁷⁷ concourent à extraire les enfants des institutions hospitalières publiques¹⁷⁸.

La pauvreté, plus que l'inconduite morale, explique les expositions d'enfants¹⁷⁹. Partant de cette idée, la Monarchie de Juillet met en place à Paris des secours préventifs d'abandon (arrêté du 25 janvier 1837)¹⁸⁰, destinés à encourager les filles-mères à garder leurs petits. Dès 1842 et la fermeture des dépôts de Gaillac et Lavaur, les hôpitaux d'Albi et de Castres ouvrent un bureau d'admission chargé de rencontrer la mère et de l'influencer à garder son enfant sous la promesse d'un secours mensuel¹⁸¹. Les deux derniers tours du département ferment en 1845, remplacés par le système des enfants

¹⁷⁶ La loi du 23 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge, se propose de remédier à la trop grande mortalité des nouveau-nés en organisant une surveillance efficace (des enfants au-dessous de deux ans, élevés moyennant salaire, hors du domicile de leurs parents). Pendant le dernier quart du siècle, le conseil général du Tarn se refusera à appliquer le texte estimant que l'industrie nourricière n'existe pas dans le département. La première application de la loi date du 1^{er} janvier 1899, limitée à quatre cantons (arrêté préfectoral du 19 octobre 1898) ; il faut attendre l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1905 pour que son exécution soit étendue à tout le département.

¹⁷⁷ Détaillés notamment par Léon Lallemand dans son *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 321 à 342.

¹⁷⁸ Ces mesures visent à « décongestionner » l'hôpital (S. BORSA & C.-R. MICHEL, *Op. cit.*, p. 66 ; M. ROCHAIX, *Les questions hospitalières de la fin de l'Ancien régime à nos jours*, Berger-Levrault, Paris, 1996, p. 171).

¹⁷⁹ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 24 mai 1830.

¹⁸⁰ La Rochefoucauld-Liancourt préconise cette mesure dès les premiers temps de la Révolution (J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 34).

¹⁸¹ A.D.T., 3 X 18, Circulaire du ministère de l'Intérieur du 27 mai 1856 : « Parmi les moyens qu'elle emploie avec le plus de succès pour prévenir les abandons volontaires, l'administration doit placer en première ligne les secours destinés à conserver sa mère à l'enfant indigent. »

secourus temporairement¹⁸². Mais c'est une idée controversée, qui ne parviendra à s'établir que progressivement. La mesure trouve des contradicteurs dans les milieux conservateurs qui perçoivent là un encouragement à la débauche. En quelques années, les secours prouvent leur efficacité et la majorité des conseils généraux y recourt. « Ce n'est point à la mère, c'est à l'enfant qu'est accordé le secours. L'abandon est, pour l'enfant, le mal le plus funeste. [...] L'administration ne parviendra jamais, quels que soient ses efforts, à remplacer complètement la mère. »¹⁸³ En matière d'enfance malheureuse, l'assistance à domicile apparaît bien meilleure que l'assistance hospitalière : 1°) Plus économique, l'aide temporaire n'a, comme son nom l'indique, qu'une durée limitée (en moyenne, trois années), alors qu'un enfant admis à l'hospice dans les premiers jours de sa vie reste à sa charge jusqu'à sa vingt-et-unième année (les secours sont, en outre, loin d'atteindre la somme des salaires des nourrices) ; 2°) Plus sociale, elle soustrait les enfants au « fléau de la mortalité infantile », les taux de mortalité des secourus temporairement étant quatre fois inférieurs à ceux des recueillis en hospice ; 3°) Plus morale, elle responsabilise la mère qui doit s'occuper de son enfant, évitant ainsi de retomber dans l'inconduite¹⁸⁴. La circulaire du 10 juillet 1861 élargit la catégorie des enfants secourus temporairement à domicile, qui se compose des enfants de filles-mères, des enfants légitimes de mères indigentes et des enfants pris en charge par des tiers ou des parents alors que leurs père et mère sont morts ou disparus¹⁸⁵. Enfin, la loi du 5 mai 1869 officialise les secours temporaires. « Dans le département du Tarn, l'assistance temporaire est en quelque sorte la règle du service des enfants assistés, tandis que les admissions à l'hospice n'en sont que l'exception. »¹⁸⁶ Cette mesure de l'assistance publique aura des répercussions sur les orphelinats des hospices. En l'étendant aux enfants légitimes, l'administration espère une diminution des orphelins et enfants pauvres de familles indigentes. Avec une aide financière, les familles peuvent garder leurs enfants auprès d'elles.

La loi du 24 juillet 1889 relative aux enfants maltraités et moralement abandonnés, assimile cette nouvelle catégorie aux enfants assistés. Les pouvoirs publics poursuivent ainsi leur volonté d'externalisation de l'enfance, préférant toujours le placement familial plutôt que l'internement

¹⁸² J. BEGUE (inspecteur du service des enfants assistés et des établissements de bienfaisance du Tarn), *Les tours. Situation du département du Tarn avant et après leur suppression. Les maternités libres*, Imprimerie Ernest Desrue, Albi, 1880, p. 18.

¹⁸³ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 27 mai 1856.

¹⁸⁴ J. BEGUE, *Op. cit.*, p. 34 : « Le secours, qui empêche l'abandon de l'enfant et qui permet de le laisser auprès de la mère, peut devenir pour celle-ci un préservatif et un frein. »

¹⁸⁵ A.D.T., 1 X 16, Circulaire ministérielle du 10 juillet 1861.

¹⁸⁶ A.D.T., 3 X 18, Lettre de l'inspecteur des enfants assistés au préfet du Tarn du 16 août 1888.

hospitalier. Le premier volet de la loi transfère à l'assistance publique la tutelle des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle. Le deuxième volet a pour objet la protection des mineurs de seize ans, moralement abandonnés, « enfants auxquels leurs parents ne peuvent pas ou ne veulent pas assurer le minimum rigoureusement indispensable de surveillance, d'éducation ou de soins matériels »¹⁸⁷. En s'intéressant à cette population, l'assistance publique entre, d'une certaine manière, en concurrence avec la mission des orphelinats. Les enquêtes préalables intègrent les initiatives privées et constatent le vide juridique qui entoure les populations secourues par les orphelinats, sans pour autant mentionner légalement une telle institution¹⁸⁸. Dans le Tarn, le service des enfants moralement abandonnés fonctionne régulièrement depuis le 1^{er} janvier 1891.

¹⁸⁷ *Ibid.*, Instructions du ministère de l'Intérieur du 16 août 1889 : « Jusqu'à présent, les administrations d'assistance publique, les associations de bienfaisance, les personnes charitables manquaient de l'arme légale indispensable pour entreprendre avec sécurité et poursuivre avec fruit l'éducation des enfants moralement abandonnés. »

¹⁸⁸ H. TRIBOULET, *Op. cit.*, p. 120 : « Ils peuvent enfin être recueillis [...] par des administrations d'assistance, des associations de bienfaisance, par des particuliers qui doivent alors faire dans les trois jours, une déclaration au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli. »

CONCLUSION DU TITRE I

L'Etat du XIX^e siècle envisage la liberté d'association avec réserve et méfiance, estimant que sa nature concurrentielle représente un risque pour l'ordre public¹. Si Napoléon, sentant la nécessité des corps intermédiaires, revient sur la législation révolutionnaire ayant supprimé toutes formes associatives et rétablit le droit d'association, il l'entoure d'un régime de rigueur qui le caractérise pour près d'un siècle. Les articles 291 à 294 du code pénal de 1810 exigent un agrément du gouvernement pour former une association de plus de vingt personnes². Sous la Monarchie de Juillet, la loi du 10 avril 1834 aggrave un peu plus la pénalisation des associations. Le respect de ces formalités légales ne fait que mettre les sociétaires à l'abri de poursuites pénales ; l'acquisition de la personnalité morale requiert la reconnaissance d'utilité publique, accordée par un décret du chef de l'Etat, après avis du Conseil d'Etat. Le paysage juridique ne permet donc pas l'épanouissement des institutions charitables privées, qui reposent bien souvent sur une impulsion collective. En outre, l'existence d'un orphelinat requiert en principe l'autorisation préalable du gouvernement (pour les établissements privés de bienfaisance), renforcée quelquefois par la condition d'une fondation spéciale (dans les établissements publics d'assistance).

Les pouvoirs publics n'étant pas en mesure de répondre complètement aux besoins sociaux, les œuvres philanthropiques privées bénéficient néanmoins d'une large tolérance étatique. Certains orphelinats, désireux de se doter d'une armature juridique propre, demandent la reconnaissance d'utilité publique. Les orphelinats créés au sein d'une structure déjà existante, comme une communauté religieuse ou un hôpital-hospice, utilisent peu une telle procédure administrative qui reste lourde. Dans le département, seuls les orphelinats protestants entreprennent cette démarche. Bien qu'émanant d'entités agréées, comme les consistoires, ils aspirent à une autonomie de fonctionnement et acceptent la tutelle administrative. Ce mécanisme de reconnaissance, issu de la tradition régaliennne et de la jurisprudence administrative, offre une alternative aux orphelinats à travers les concepts d'établissements ou de fondations reconnus d'utilité publique. Au XIX^e siècle, l'action charitable recourt davantage aux premiers ; anéanties par la Révolution, les secondes ne réapparaissent que progressivement. Les fondations reconnues d'utilité publique se développent surtout à la fin du

¹ J. MORANGE, *Libertés publiques*, P.U.F., Paris, 1985, p. 201.

² « L'article 291 vise les associations d'une manière générale alors même que leur objet n'est pas en lui-même contraire à l'ordre public. » (J.-C. BARDOUT, *L'histoire étonnante de la loi 1901. Le droit des associations avant et après Pierre Waldeck-Rousseau*, Editions Juris, Lyon, 2001, p. 99).

siècle, plusieurs orphelinats dans le pays en font d'ailleurs l'objet³. Le choix de la fondation ne concerne que l'aspect patrimonial des orphelinats, l'administration quotidienne de ces établissements reste l'œuvre des congrégations religieuses⁴.

La politique anticongréganiste qui apparaît à la fin du XIX^e siècle n'épargne évidemment pas les orphelinats dirigés par ces congrégations, mais il faut convenir que l'existence d'un orphelinat à l'intérieur d'une communauté religieuse influence et nuance l'application de la législation républicaine.

³ J.-J. SOULIS, *Les fondations reconnues d'utilité publique en France*, Editions du Vieux Logis, Paris, 1970. Cet ouvrage recense notamment tous les orphelinats qui font l'objet d'une fondation avant 1970, date de sa parution. La liste n'a pas beaucoup évolué depuis, l'intervention accrue de l'Etat dans le domaine social ayant engendré le déclin des fondations « qui se rattachent à la grande tradition chrétienne de la charité » (M. POMEY, *Op. cit.*, p. 110).

⁴ Deux œuvres tarnaises emploieront le procédé au XX^e siècle, non pour administrer une seule institution, mais pour gérer un important patrimoine immobilier composé de plusieurs orphelinats. Les œuvres du Père Colombier (orphelinats Saint-Jean et Saint-Pierre, pour le département) sont la propriété d'une structure juridique dont la nature évoluera en fonction de la législation : d'abord *Société civile immobilière Saint-Martin* (1896), puis société anonyme (1931) et association (1977), la structure fait finalement le choix de la fondation en 1980. De même, à Paleville, l'orphelinat de La Landelle (un temps dirigé par les œuvres de l'Abbé Colombier) appartient-il à la *Fondation de Noireterre*, créée en 1907 du nom de la légatrice.

TITRE II LA RECONNAISSANCE INDIRECTE

Si les vingt dernières années du XIX^e siècle se caractérisent par une défiance envers les congrégations religieuses, l'instauration d'un régime tutélaire n'est pas pour autant une innovation républicaine¹. « Elles forment dans l'Etat des sociétés particulières, fondées à perpétuité, soumises à des règlements spéciaux, [...] concentrant peu à peu en leur possession, au moyen d'acquisitions et de libéralités, un certain nombre d'immeubles qui deviennent des biens de mainmorte. »² Les inquiétudes de Maurice Block, tirées de son *Dictionnaire de l'administration française*, résument bien le leitmotiv de la tutelle. Tous les régimes antérieurs exigent la reconnaissance légale des communautés ; seule change la rigueur du contrôle étatique. Toutefois, la médiocrité de l'interventionnisme social justifie longtemps une certaine bienveillance pragmatique pour les œuvres congréganistes.

A partir du XIII^e siècle, l'irrésistible ascension de la souveraineté royale fait dépendre l'existence des congrégations, à l'instar d'autres corps intermédiaires, de la volonté gouvernementale. Parmi les rappels monarchiques restés célèbres³ : un édit de Louis XIII du 21 novembre 1629 défend formellement les associations religieuses à moins d'une permission expresse du roi ; une déclaration du 7 juin 1655 interdit à toutes les communautés de se former sans lettres patentes du roi enregistrées auprès des cours souveraines ; l'édit d'août 1749 du Chancelier d'Aguesseau concernant les établissements et les acquisitions des gens de mainmorte

¹ Sur ce thème, consulter : O. BUZY, *La notion de congrégation, sa portée en droit civil français*, L.G.D.J., Paris, 1940 ; R. DELAMARE, *Les congrégations religieuses selon la loi du 1^{er} juillet 1901*, Imprimerie Henri Jouve, 1902 ; J.-P. DURAND (sous la responsabilité scientifique de), *Les congrégations et l'Etat*, Collection « Les études de la documentation française », Paris, 1992 ; du même auteur, *La liberté des congrégations en France* (t. I. Une situation métamorphosée ? Evolutions : droit français des congrégations religieuses et droit canonique de l'état de vie consacrée, t. II. Régimes français des congrégations religieuses : congrégations simplement licites et congrégations reconnues, t. III. L'hypothèse de la congrégation simplement déclarée. Du droit de déclarer une spécialité congréganiste), Editions du Cerf, Paris, 1999 ; P. NOURRISSON, *Histoire légale des congrégations religieuses en France depuis 1789* (deux tomes), Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1928 ; A. RIVET, *Op. cit.*, 1944.

² M. BLOCK, « Congrégation », *Dictionnaire de l'administration française... Op. cit.*, p. 578.

³ R. DELAMARE, *Op. cit.*, pp. 9 à 13. L'ouvrage contient un rappel de la législation de tous les régimes antérieurs à la loi de 1901.

réitère et même développe le principe⁴. Sous l'Ancien régime, les groupements congréganistes sont donc soumis à l'autorisation royale⁵.

A la Révolution, la situation du clergé régulier se dégrade progressivement. Un décret de la Constituante des 13-19 février 1790 supprime les ordres religieux masculins et féminins dans lesquels sont prononcés des vœux solennels, car de tels vœux, perpétuels, sont contraires au nouveau principe de l'inaliénabilité de la liberté humaine inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Les religieux qui se sentent impropres à vivre dans le monde peuvent néanmoins rester dans leur monastère. Les congrégations à vœux simples, les œuvres d'assistance et d'enseignement ne sont quant à elles pas touchées. La situation s'aggrave sous la Législative ; le décret du 18 août 1792 généralise les mesures de suppression aux communautés qui ne prononcent que des vœux simples, et neutralise la tolérance qui laissait dans les couvents les personnes entendant y demeurer. Cependant, le personnel religieux des établissements hospitaliers parvient à se maintenir à titre individuel, bénéficiant d'une « faveur spéciale »⁶. Quelques sœurs assurent ainsi une relative continuité dans le service de ces hôtes traditionnels de l'enfance malheureuse. Ainsi, la dispersion des congréganistes n'est-elle pas totale. Claude Langlois rappelle « des exceptions, comme les grands orphelinats de la capitale qui conservent leur ancien personnel jusqu'à l'été 1795 »⁷. D'une manière générale, les communautés soignantes, et même enseignantes, restent indispensables aux révolutionnaires tant qu'ils ne sont pas en mesure de les remplacer. L'action révolutionnaire devient par la suite, sous la Convention, de plus en plus radicale et anticléricale, jusqu'aux apaisements du Directoire.

Le système se maintient sous le Consulat : le Concordat de 1801 ne traite pas des congrégations et, aux yeux de Napoléon, les ordres religieux sont des « exceptions fâcheuses », « une anomalie » dans l'organisation centralisée et hiérarchisée qu'il envisage⁸. Mais cette méfiance ne concerne « aucunement les sœurs de la charité et en général toutes les associations qui,

⁴ Pour une étude plus approfondie de ces différentes sources monarchiques, lire : Ph. NELIDOFF, « La laïcité avant la laïcité : recherche sur les origines historiques et juridiques d'un principe à géométrie variable », *Regards croisés en 1905 sur la loi de séparation des églises et de l'Etat*, sous la direction de Marie-Odile Munier, P.U.S.S., Toulouse, 2005, pp. 189 et suivantes.

⁵ F. MEJAN, « Les régimes des congrégations », *Revue administrative*, Paris, 1956, p. 606 ; A. RIVET, *Op. cit.*, p. 7.

⁶ R. DELAMARE, *Op. cit.*, p. 20 ; A. GERHARDS, « Révolution française », *Dictionnaire historique... Op. cit.*, p. 505 : « Les religieuses des hôpitaux sont les seules à subsister, mais à titre singulier et non comme congrégation parce que sous cette forme individuelle elles ne constituent pas un frein à la logique révolutionnaire ni une menace contre-révolutionnaire. »

⁷ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 96.

⁸ P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. I, p. 82.

sous l'autorisation du gouvernement, se consacrent au service des hôpitaux. Ces institutions sont trop utiles pour qu'on ne doive pas les encourager et leur donner même des facilités pour former les élèves »⁹. Certaines congrégations sont donc officiellement rétablies en raison de leur utilité. Le ministère de l'Intérieur, « considérant que les lois des 14 octobre 1790 et 18 août 1792, en supprimant les corporations, avaient conservé aux membres des établissements de charité, la faculté de continuer les actes de leur bienfaisance, et que ce n'est qu'au mépris de ces lois, que ces institutions ont été totalement désorganisées », autorise les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Paris à former du personnel pour le service des hospices¹⁰. Un arrêté consulaire du 24 vendémiaire an XI (16 octobre 1802) agréé cette restauration. Il est précédé par un arrêté ministériel du 18 germinal an IX (8 avril 1801) qui accepte le regroupement des Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers. Dans le sillage de ces deux importantes congrégations, de nombreuses communautés se reforment de fait, bénéficiant d'une relative tolérance¹¹. Le décret du 3 messidor an XII (22 juin 1804) exige toutefois qu'un décret impérial en sanctionne l'existence. L'Empire mène alors une politique réaliste en consacrant les ordres hospitaliers et enseignants plutôt que les contemplatifs¹². Parmi les nombreux ordres féminins renaissant, certains, et non des moindres, vont œuvrer dans le Tarn auprès des orphelins. Obtiennent ainsi la précieuse reconnaissance¹³, comme congrégations à supérieure générale : les Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé (Haut-Rhin) par un décret du 10 mars 1807, les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (Seine) par un décret du 8 novembre 1809 et les Sœurs de la Charité et de l'Instruction chrétienne de Nevers (Nièvre) par un décret du 19 janvier 1811. Ces deux dernières s'occupent activement des cinq hôpitaux et hospices du département¹⁴, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Albi, Castres et Lavaur, les Sœurs de Nevers à Gaillac et Rabastens. D'autres communautés locales

⁹ A.D.T., 3 V 1. Circulaires, instructions. An XIII-1861, Lettre de Foucher, ministre de la Police générale de l'Empire, au préfet du Tarn du 19 vendémiaire an XIII.

¹⁰ A.P., F.C.S.V.P., Arrêté du ministre de l'Intérieur du 1^{er} nivôse an IX (22 décembre 1800) ; L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 307 : « Dès 1804, le ministre de l'Intérieur Chaptal, l'illustre chimiste, d'ordre du Premier Consul, remettait en vigueur l'autorisation accordée jadis aux Filles de Saint-Vincent-de-Paul. »

¹¹ « Dès 1792, la plupart des congrégations religieuses hospitalières maintinrent leur existence et en l'an X plusieurs d'entre elles furent même exceptionnellement autorisées par décision du gouvernement. » (R. DELAMARE, *Op. cit.*, p. 23).

¹² C. LANGLOIS, *Op. cit.*, pp. 71 et 118.

¹³ J.-P. DURAND, « Annexes 4. Listes chronologiques des autorisations ou reconnaissance de congrégations ou communautés religieuses au 10 juillet 1992 », *Les congrégations et l'Etat...* *Op. cit.*, pp. 121 et suivantes.

¹⁴ A.N., F¹⁹ 6244, Etat de toutes les associations religieuses de dames charitables autorisées, soit provisoirement, soit définitivement, dans tout l'Empire français.

non reconnues réorganisent leur couvent¹⁵ comme les Sœurs de la Croix à Lavaur ou les Sœurs de la Présentation à Castres¹⁶. Ces quelques établissements, publics ou privés, sont à cette époque les seules structures du département à recueillir des orphelins, et encore de façon assez informelle.

Sous la Restauration, la loi du 2 janvier 1817 prescrit la nécessité d'une loi pour reconnaître une association religieuse, cependant la généralité du texte ne tient pas compte de l'essor récent des congrégations féminines. Bon nombre de communautés se sont formées et développées sans être reconnues¹⁷. La loi du 24 mai 1825, relative à l'organisation et à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes, maintient l'autorisation législative pour celles qui se constitueront à l'avenir, mais permet également au roi d'autoriser par une ordonnance celles qui se sont déjà reconstituées. Des ordonnances royales autorisent donc comme congrégations à supérieure générale : les Sœurs de la Miséricorde de Moissac (Tarn-et-Garonne) le 17 janvier 1827, les Sœurs du Bon-Sauveur de Caen (Calvados) le 22 avril 1827 et les Sœurs de Marie-Notre-Dame de Toulouse (Haute-Garonne) le 24 juin 1827. A la même période parfois aux mêmes dates, trois congrégations tarnaises à supérieure locale sont reconnues¹⁸ : les Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias le 16 février 1826, les Sœurs de la Présentation de Notre-Dame de Castres le 17 janvier 1827 et les Sœurs de la Croix de Lavaur le 22 avril 1827 ; auxquelles il faut ajouter deux maisons établies à Albi par des ordres féminins existants, et reconnues comme congrégations indépendantes à supérieure locale¹⁹ : les Sœurs de Notre-Dame le 24 juin 1827 et les Sœurs du Bon-Sauveur le 11 mai 1834. Toutes ces congrégations autorisées créeront des orphelinats dans leurs maisons tarnaises.

Favorables au catholicisme, les régimes politiques admettent désormais les communautés existant seulement de fait, encourageant la multiplication

¹⁵ A.D.T., 3 V 1, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Castres du 26 vendémiaire an XIII : « Il existe dans plusieurs villes du département des réunions d'ex-religieuses de divers ordres qui s'occupent de l'instruction. »

¹⁶ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 109 et suivantes.

¹⁷ A.D.T., 3 V 1, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 5 juillet 1816 : « Depuis 1814, il est parvenu à l'administration générale des cultes, de la part des associations religieuses de femmes, un grand nombre de réclamations ayant pour but d'obtenir la restitution d'anciens couvents ou l'autorisation royale des anciennes institutions. » Le ministère demande donc des renseignements par tableaux, notamment de distinguer selon que la nature des congrégations : « soit hospitalières, soit hospitalières et enseignantes à la fois, soit purement enseignantes, soit même des congrégations qui auraient un autre but que le soin des malades ou l'éducation ; en indiquant celles qui ont eu une autorisation légale, et celles qui n'ont été jusqu'ici que tolérées ».

¹⁸ A.N., F¹⁹ 6308.1, Etat des congrégations religieuses classées par diocèses au 1^{er} avril 1838.

¹⁹ A.N., F¹⁹ 6244, Etat général des congrégations de femmes autorisées du département du Tarn.

des ordres religieux et de leurs œuvres. La loi Falloux du 15 mars 1850 sur la liberté d'enseignement secondaire participe de cet état d'esprit. Tolérance et bienveillance entourent les congrégations non reconnues²⁰. Les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis du Puy (Haute-Loire) et les Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Bor-et-Bar (Aveyron) naissent dans ce contexte favorable en 1850, mais ne sollicitent pas d'autorisation légale. La Deuxième République, puis le Second Empire, accordent pourtant des facilités pour la reconnaissance des groupements religieux. Le décret du 31 janvier 1852 permet l'autorisation par voie réglementaire ; « le prince Président de la République a voulu leur donner une nouvelle preuve de sa sollicitude en facilitant aux congrégations de femmes enseignantes et hospitalières les moyens d'obtenir leur reconnaissance légale »²¹. Les établissements du Tarn bénéficient de ce libéralisme. Les Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres sont ainsi autorisées par le décret du 13 septembre 1852 comme congrégation à supérieure générale. Sont élevées à ce rang les trois communautés citées précédemment²² : les Sœurs de la Croix le 14 décembre 1852, les Sœurs de la Présentation le 5 janvier 1853, les Sœurs de Saint-Joseph le 19 août 1853. Ces dernières voient leur établissement particulier du Gos (commune de Cabanès-et-Barre), le seul avec un orphelinat, autorisé par un décret impérial du 8 octobre 1856²³. De même, les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul obtiennent la reconnaissance pour plusieurs de leurs succursales à Lacaune (15 décembre 1859), Blan (14 mai 1860) et Saint-Amans-Soult (11 juillet 1860). Les Sœurs de la Sainte-Agonie apparaissent à Mazamet en 1867. A ses débuts sous l'influence d'une assemblée conservatrice, la Troisième République reste favorable aux groupements religieux. Dans le Tarn, les Filles de Jésus de Massac profitent des dernières largesses du pouvoir et obtiennent l'autorisation par un décret présidentiel du 1^{er} mai 1874.

En conséquence, la procédure de reconnaissance législative des groupements religieux se solde au XIX^e siècle par un échec. Aucune congrégation féminine ne sera autorisée par une loi et la généralisation de l'autorisation par décret du chef de l'Etat explique en partie l'explosion

²⁰ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 207 ; P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. I, pp. 217 et suivantes.

²¹ A.D.T., 3 V 1, Lettre du ministre de l'Instruction publique au préfet du Tarn du 8 mars 1852.

²² A.N., F¹⁹ 6244 et F¹⁹ 6308.1, Etats des associations religieuses de femmes qui, après avoir été autorisées, avant 1852 comme simples communautés ont été, en exécution du décret du 31 janvier 1852, promues au rang de congrégations à supérieure générale, Situation au 31 octobre 1853.

²³ A.D.T., 3 V 15. Demandes d'autorisation (article 13 de la loi de 1901) : liste des demandes présentées et des suites à donner. 1901, Liste des congrégations de femmes (établissements principaux ou particuliers) du département du Tarn, autorisées ou ayant fait une demande en vue de régulariser leur situation légale.

congréganiste de cette période. Ce phénomène d'expansion inquiète la jeune République, surtout à partir des élections de 1876²⁴. Une statistique de 1877 dénombre cinq cents ordres non autorisés²⁵. A partir de 1880, les gouvernements vont menacer les communautés qui ne peuvent justifier d'une autorisation. Avec l'appui de la nouvelle assemblée républicaine, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, inaugure la lutte contre les congrégations non reconnues²⁶ par deux décrets en date du 29 mars 1880²⁷. Dans le premier, il fixe un délai de trois mois pour la dissolution de la Compagnie de Jésus et la dispersion des jésuites. Dans le second, il exige que les autres congrégations existantes de fait demandent l'autorisation dans les mêmes délais. Une enquête est lancée afin d'établir la nomenclature exacte des congrégations religieuses autorisées et non autorisées dans chaque arrondissement, avec indication du nombre et du nom de leurs membres²⁸. La même année, le gouvernement porte la lutte sur le front fiscal, ressentant l'imposition des congrégations comme le corollaire naturel de l'autorisation préalable²⁹.

La tourmente anticléricale concerne aussi les orphelinats catholiques, de loin les plus nombreux. Perçus avant tout comme des établissements congréganistes, les orphelinats ne seront pas reconnus en eux-mêmes. Pourtant, ils deviennent des arguments pour obtenir, soit une exemption fiscale (Chapitre 1), soit l'autorisation légale (Chapitre 2). Leur présence pèse sur la décision gouvernementale ; l'Etat reconnaît de manière indirecte et tacite, l'utilité ou la régularité d'un orphelinat – œuvre congréganiste.

²⁴ Auguste Rivet évoque la « poussée anticléricale » (*Op. cit.*, p. 22).

²⁵ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 215. La statistique trouve écho dans le discours de Léon Gambetta à la Chambre des députés du 4 mai 1877 (« Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »).

²⁶ P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. II, p. 8.

²⁷ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), pp. 214 à 219.

²⁸ A.D.T., 3 V 10. Etat des congrégations autorisées ou non autorisées, Lettre du ministère de l'Intérieur et des Cultes du 28 juin 1880 complétant la circulaire du 1^{er} juin.

²⁹ J. VACHEROT, « Enjeux fiscaux et pratiques administratives pour les congrégations », *Les congrégations et l'Etat...* *Op. cit.*, pp. 69 et suivantes.

CHAPITRE I : L'EXONERATION FISCALE

Instrument traditionnel du contrôle étatique des cadres corporatifs¹, la fiscalité se transforme distinctement en arme contre les groupements religieux avec l'enracinement de l'idée républicaine à la fin du XIX^e siècle. Le conflit de 1870 contre la Prusse, épilogue du Second Empire, laisse le gouvernement provisoire de la nouvelle République face à une situation financière délicate. Confronté à des charges écrasantes, l'Etat doit « nécessairement recourir à de nouveaux impôts »² afin de maintenir l'équilibre budgétaire. Après leur avènement en 1877, les Républicains envisagent le patrimoine des congrégations religieuses comme une source abondante de recettes fiscales. Leur imposition n'est certes pas une nouveauté, les congrégations autorisées étant déjà assujetties depuis la loi du 20 février 1849 à la taxe de mainmorte³, mais la fortune qu'elles semblent posséder n'échappe pas aux gouvernements dont les intentions deviennent très nettes dans le dernier quart du siècle.

Parmi les nouveaux impôts, la loi du 29 juin 1872 établit une taxe annuelle et obligatoire sur le revenu des valeurs mobilières. Le texte vise directement les « revenus distribués », c'est-à-dire les sociétés dont les membres partagent les bénéfices ; les établissements publics d'assistance et les établissements privés reconnus d'utilité publique ne sont ainsi pas concernés, et logiquement les congrégations religieuses ne le sont pas non plus⁴. Pourtant, l'administration de l'enregistrement tentera de les soumettre à l'application de cette loi. Cette interprétation élargie de la législation se soldera par de nombreux procès dont une majorité sera perdue par les

¹ A. MAGNIER, *Les congrégations religieuses et l'impôt*, Marchal et Billard, Paris, 1900, p. 7.

² J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXII (1872), p. 271 ; G. BAER, *Les congrégations religieuses et l'impôt : la taxe de 4 % sur le revenu, le droit d'accroissement*, Arthur Rousseau, Paris, 1896, p. 87.

³ Les congrégations non autorisées ne sont évidemment pas imposées car elles n'ont pas la personnalité morale (J. DELAPORTE, *Le régime fiscal des associations, congrégations et cercles*, P.U.F., Paris, 1924, pp. 104 et suivantes). L'origine de cette taxe se trouve déjà dans la recherche de l'équité fiscale, parce que les établissements visés échappent aux droits de mutation (A.-Ch. LOUCHET, « Les congrégations religieuses et la persécution fiscale », *Bulletin de la Société d'Education et d'Enseignement*, Bureaux de la Société Générale d'Education et d'Enseignement et du Comité des jurisconsultes, Paris, 1891, p. 10).

⁴ Comme les congrégations autorisées, les établissements de charité et bureaux de bienfaisance, ainsi que les établissements publics légalement autorisés, s'acquittent de la taxe de mainmorte, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 20 février 1849.

pouvoirs publics... « Les tribunaux écartent en effet l'application de la loi du 29 juin 1872, toutes les fois qu'il est inséré dans les statuts de l'association qu'il ne sera pas procédé à une distribution des bénéfices sociaux. »⁵ Suivant la jurisprudence, les congrégations religieuses modifieront leurs statuts en ce sens. Néanmoins, la situation renforce l'administration dans son idée d'élaborer un texte spécial pour atteindre les communautés religieuses⁶.

La fiscalité en la matière prend dès lors une tournure politique indéniable, annonçant les futures mesures anticléricales⁷. « Les lois fiscales des 28 décembre 1880, 29 décembre 1884 et 16 avril 1895 [...] sont malgré les apparences des lois politiques »⁸, pour réduire la puissance financière des congrégations. Mais, les difficultés d'application rendent souvent les dispositions inopérantes ; les répétitions normatives sont la preuve de l'inefficacité des différents régimes.

Il résulte de l'étude des trois lois susmentionnées que le critère charitable acquiert une importance progressive, malgré la recherche effrénée d'un système d'imposition énergique⁹. Une certaine équité fiscale oblige les Républicains à tenir compte de l'immense œuvre sociale accomplie par les congrégations au cours du siècle. Leur mission charitable a longtemps pallié l'absence d'une véritable assistance publique, surtout par rapport à l'enfance malheureuse. L'essor des orphelinats congréganistes, à partir de la Restauration, soulagera les hôpitaux d'un grand nombre d'enfants et des dépenses afférentes. Ces institutions, en accueillant des populations qu'un souci d'économie a exclues de la définition légale des enfants assistés, répondent donc à un besoin social en attendant que l'Etat prenne en charge les missions d'assistance et d'enseignement.

Ainsi, au terme d'une intense période de réflexion menée par les gouvernements sur l'impôt des congrégations, certaines de leurs activités, dont l'œuvre des orphelinats, acquièrent-elles une position particulière. L'assistance à des orphelins au sein d'un établissement congréganiste devient un motif d'exemption fiscale. Même s'il ne s'agit pas d'une reconnaissance formelle de ces institutions, l'utilité des orphelinats est indirectement reconnue par le biais de la fiscalité. Au milieu des nombreuses réformes pour assurer l'efficacité de l'imposition des congrégations, l'œuvre

⁵ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 494.

⁶ G. BAER, *Op. cit.*, pp. 96 et 97.

⁷ J.-P. DURAND, *La liberté des congrégations... Op. cit.*, t. I, p. 199.

⁸ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 121, qui précise : « Nous avons constaté en étudiant les caractères généraux des impôts sur les associations que, bien souvent, les considérations fiscales et juridiques avaient été dominées par des considérations politiques : l'impôt a moins été une source de revenus qu'un moyen de lutte. »

⁹ Les sources utilisées sont essentiellement des ouvrages techniques de droit fiscal qui se doublent d'une critique politique. Notre recherche consiste à en dégager les principes concernant les orphelinats congréganistes.

d'assistance aux orphelins parvient à s'insérer comme un motif d'exonération de l'impôt, un critère inscrit dans les textes (Section 1). Pour autant, l'existence d'un orphelinat au sein d'une structure congréganiste n'ouvre droit à cette possibilité d'exemption que très imparfaitement (Section 2).

SECTION 1. UN CRITERE LEGAL :

La tentative d'extension de la loi du 29 juin 1872 ayant échoué, seule la taxe de mainmorte atteint nommément les congrégations religieuses et encore ne frappe-t-elle que les biens immeubles de celles qui sont autorisées. L'étroitesse de cette assiette indigna certains parlementaires¹⁰ qui y voient un « privilège intolérable »¹¹. C'est une période où la République s'inquiète de l'impression de puissance financière qui se dégage des communautés religieuses. Cette fortune, essentiellement immobilière, connaît depuis 1850 un accroissement rapide¹². Il convient d'élaborer un nouveau système fiscal afin d'éviter les inconvénients de la taxe de mainmorte établie par la loi du 20 février 1849. L'article 1^{er} établit une énumération limitative à laquelle échappent les congrégations non autorisées¹³. Pourtant, l'impôt congréganiste mettra du temps à dire son nom et à trouver une application concrète : trois textes législatifs seront nécessaires en 1880, 1884 et 1895. La multiplication des lois de finances démontre clairement que l'Etat recherche avant tout la froide efficacité de l'impôt en matière de congrégation (I), et fait également apparaître que la prise en considération de l'existence d'un orphelinat dans le calcul de l'impôt n'est qu'une concession tardive (II).

I. LA RECHERCHE PREMIERE DE L'EFFICACITE FISCALE :

LA PREMIERE TENTATIVE.

Dans la perspective d'atteindre les congrégations, la loi du 28 décembre 1880, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1881, crée deux impôts nouveaux¹⁴ : un impôt sur le revenu des sociétés et associations qui ne distribuent pas de bénéfices, ainsi qu'un droit de mutation. L'amendement proposé par Henri Brisson, certainement le plus retentissant

¹⁰ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 343 : « La dénonciation de la hideuse et tentaculaire mainmorte réapparaît après 1860 ; elle culmine en un premier temps vers 1880. »

¹¹ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 121.

¹² C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 347.

¹³ M. BLOCK, « Mainmorte », *Dictionnaire de l'administration française... Op. cit.*, t. II, p. 1219.

¹⁴ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 122.

des débats devant l'Assemblée, focalise le projet de loi de finances sur les congrégations¹⁵.

Cet amendement connaît une rédaction très explicite¹⁶. Chacune de ses dispositions, concernant l'une ou l'autre de ces taxes, vise nommément les congrégations religieuses. Il s'ouvre en ces termes : « A partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions fiscales ci-après seront applicables aux congrégations, corporations ou communautés religieuses. » Une éventuelle possibilité d'exonération, même fondée sur une œuvre charitable, est loin d'être à l'ordre du jour. Lors de son discours à la tribune, Henri Brisson justifie ses propositions par l'accroissement incessant de la fortune congréganiste¹⁷, « dû à la faiblesse du pouvoir et aux complaisances de la jurisprudence, qui a permis de tourner la loi tant civile que fiscale »¹⁸. En s'appropriant la thèse du « milliard des congrégations »¹⁹, il annonce la politique républicaine en matière religieuse²⁰. Ce milliard, dénoncé par Waldeck-Rousseau dans un discours à Toulouse, devient un thème à succès dans les milieux républicains. « Elles acquièrent toujours et n'aliènent jamais »²¹ déclare Trouillot, rapporteur à la Chambre des députés. En réalité, il faut relativiser la somme. Dans cette fortune, l'immobilier prédomine largement, avec parfois des immeubles simplement occupés. Pour les Républicains engagés dans la lutte contre les congrégations, la pression fiscale est une phase de cette guerre²².

Le gouvernement, s'il est d'accord en principe, adoucira considérablement les traits de la proposition, au prétexte de respecter l'équité fiscale en ne créant pas un régime d'exception pour les congrégations. C'est finalement le Sénat qui donnera au texte un « caractère de généralité » en employant le terme générique de « société »²³. Les dispositions suivantes concernent donc – seulement²⁴ – les congrégations, sans toutefois les nommer...

Le premier moyen consiste à étendre les dispositions de la précédente loi de 1872 concernant l'impôt sur les revenus. L'article 3 prévoit que « l'impôt

¹⁵ G. de VAREILLES-SOMMIERES, *L'accroissement et les congrégations : étude de droit civil et de droit fiscal*, Pichon, Paris, 1891 ; A.-Ch. LOUCHET, « Les congrégations religieuses et la persécution fiscale », *Op. cit.*, p. 11.

¹⁶ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), pp. 489 à 496.

¹⁷ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 343.

¹⁸ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 493.

¹⁹ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 344 ; J. DELAPORTE, *Op. cit.*, pp. 32 et 33.

²⁰ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 493 : « En attendant le jour où sera préparée une loi de sécularisation, il faut que la mainmorte recule. »

²¹ *Ibid.*, 1901 (t. CI), p. 261.

²² P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. II, pp. 43 à 50.

²³ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 494.

²⁴ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 125.

établi par la loi du 29 juin 1872 sur les produits et bénéfices annuels des actions, parts d'intérêts et commandites, sera payé par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou partie entre leurs membres »²⁵. Le critère se concentre sur les bénéfices, il opère désormais une distribution entre les lois de 1872 et 1880 : soit les communautés religieuses sont des sociétés dont les revenus sont distribués et elles tombent sous le coup de la loi de 1872, soit il s'agit de sociétés dont les revenus ne sont pas distribués et c'est la loi de 1880 qui s'applique car « la non distribution des bénéfices n'est pas l'absence de bénéfices »²⁶. Cependant, l'imprécision de la rédaction définitive permettra aux congrégations de contourner une fois de plus la règle²⁷. Par une clause statutaire insistant sur l'éventualité d'une distribution de leurs revenus, imitant les associations laïques, elles échappent à la loi de 1880 ; par l'absence de distribution effective des revenus, elles échappent à la loi de 1872. Ainsi, les congrégations sont-elles parvenues à se soustraire à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières prévu par la loi du 28 décembre 1880. Le second moyen ouvre un nouveau droit de mutation à l'égard de « toutes les sociétés ou associations civiles qui admettent l'adjonction de nouveaux membres ». Selon l'article 4, « les accroissements opérés par suite de clauses de réversion, au profit des membres restants, de la part de ceux qui cessent de faire partie de la société ou association, sont assujettis au droit de mutation »²⁸. L'objectif est d'empêcher les congrégations qui ne paient pas la taxe de mainmorte, d'échapper par certaines clauses de leurs statuts aux droits d'enregistrement et de mutation. Une fois encore, une majorité de communautés religieuses modifient leurs statuts, c'est-à-dire suppriment la clause de réversion, afin d'éluder les effets de la loi de 1880²⁹. En outre, d'une manière générale, l'élément impersonnel de leurs membres en matière de possession des biens, rend la loi difficilement applicable.

LA DEUXIEME TENTATIVE.

Quelques années plus tard, la loi du 29 décembre 1884, modifie les articles de la législation précédente. La nouvelle rédaction, à l'article 9, vise désormais expressément les congrégations : « Les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880, seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en

²⁵ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 496.

²⁶ *Ibid.*, p. 494.

²⁷ G. BAER, *Op. cit.*, p. 100.

²⁸ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXX (1880), p. 497.

²⁹ G. BAER, *Op. cit.*, p. 145.

partie entre leurs membres.»³⁰ L'extrême précision du texte est censée écarter les difficultés d'application. Le rapport rappelle que la loi de 1880 s'applique aux congrégations comme à toutes les sociétés, malgré la formule générale adoptée par le Sénat. La nouvelle disposition rencontre évidemment une vive opposition dans les deux chambres, qui la rattachent à la politique de persécution gouvernementale débutée par les lois Ferry³¹. Le rapporteur, contestant la règle d'exception, justifie la mesure par l'inconduite des congrégations qui, par des combinaisons statutaires, parviennent à se soustraire à l'impôt. « La loi a voulu tout prévoir pour tout atteindre. »³² Dans un souci d'efficacité, la nouvelle législation de 1884 s'intéresse uniquement au caractère religieux de l'association, peu importe sa forme juridique ou le but poursuivi.

Afin d'atteindre toutes les congrégations, autorisées ou non, les deux droits mentionnés de façon séparée aux articles 3 et 4 de la loi de 1880, se trouvent regroupés au sein d'un même article. Le deuxième paragraphe de l'article 9 précise l'assiette de l'impôt sur le revenu (article 3 du texte précédent) : « un revenu forfaitaire égal à 5 % de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés et occupés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté ». La précision lexicale renforce encore la portée du premier paragraphe : une congrégation non autorisée ne peut effectivement pas posséder de biens, puisqu'elle n'a pas de personnalité morale ; elle se contente donc d'occuper ces biens, elle ne pourra cependant pas échapper à l'impôt. A titre d'exemple, une anecdote relevée au détour d'un article évoque précisément notre cadre d'étude : « Il y a quelques années, dans une petite ville du Tarn, une religieuse a acheté personnellement un lopin de terre qui lui a coûté 3 000 francs ; elle y bâtit une maison qui renferme une salle d'asile, un hospice et un orphelinat. La ville lui loue, moyennant la modique redevance de 250 francs, une portion de cet immeuble pour y établir l'asile communal et le logement de la sœur qui le dirige. Voilà ce que la Régie appelle un bien occupé ; elle estime la maison 15 000 francs, le mobilier qui le garnit 2 000 francs. On juge ce que doivent rapporter un orphelinat, un ouvroir, un hospice : n'importe ; il y a là pour la congrégation un revenu égal à 5 % de 850 francs, et le fisc poursuit judiciairement le recouvrement de la taxe contre la congrégation. »³³ C'est bien l'efficacité

³⁰ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXXV (1885), p. 37.

³¹ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 145, mentionne un « esprit d'hostilité » qui s'écarte du droit fiscal commun des associations ; A.-Ch. LOUCHET, « Les congrégations religieuses et la persécution fiscale », *Op. cit.*, p. 3 perçoit une « guerre à coups d'impôts contre les congrégations ».

³² G. BAER, *Op. cit.*, p. 105.

³³ A.-Ch. LOUCHET, « Les congrégations religieuses et la persécution fiscale », *Op. cit.*, p. 24. L'auteur ne précise pas le nom de la communauté, ni le nom de la ville. Avocat et membre d'un comité de juristes chargé de prodiguer des conseils juridiques aux congrégations

fiscale que recherche le gouvernement, une obstination envers les congrégations non autorisées qui mène parfois aux limites de la légalité. Le regroupement des deux impôts en un article unique frôle le « vice de rédaction »³⁴ quant au droit d'accroissement (article 4 du texte antérieur). Au sein des personnes morales, il n'y a pas de mutation car les membres n'ont aucun droit sur les biens. Les congrégations reconnues, ne connaissent donc pas d'accroissement, il semble difficile qu'elles s'acquittent d'un tel droit de mutation. Mais les nuances sont contraires au but recherché par le texte³⁵. La Cour de cassation confirme dans un arrêt du 27 novembre 1889, cité par Jean Delaporte³⁶, que le droit d'accroissement doit atteindre « toutes les congrégations reconnues ou non, c'est-à-dire ayant une existence de droit ou de fait, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper ni de leur but, ni de leur forme, sans autre condition d'exigibilité que cette seule qualité ».

Cette ferme volonté de ne laisser aucun vide juridique exploitable par les congrégations explique que le Sénat repousse aussi une disposition additionnelle de Léon Clément « exceptant de l'application de la loi les établissements consacrés aux malades, aux infirmes, aux enfants et aux vieillards indigents »³⁷. Le critère charitable, pour la première fois évoqué, n'est donc pas retenu. Techniquement, l'impôt n'est en effet plus assis sur les revenus réels, car ils sont très difficiles à connaître (ne faisant pas l'objet de distribution). La loi leur préfère un système forfaitaire, ce qui signifie que même des immeubles affectés à des œuvres d'assistance, comme les orphelinats ou encore les hospices, seront eux aussi soumis à l'impôt³⁸. Aucune distinction n'est faite selon la mission. Selon Boulanger, commissaire du gouvernement : « Il y a des communautés qui s'occupent à la fois de l'éducation et des secours aux malades. Dans ce cas, nous dit-on, on fera une ventilation. Une telle ventilation qui s'appliquerait au forfait du capital pour rechercher si telle valeur mobilière ou immobilière est appliquée plutôt à l'instruction qu'au soin des malades, donnerait assurément lieu à de très grandes difficultés. Le service ne serait pas en état

(en les appelant à la résistance judiciaire), Auguste-Charles Louchet répond à plusieurs congrégations tarnaises comme les Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias ou les Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres (S. BRODZIAK, *Op. cit.*, p. 73). Nos recherches sur le nom de la communauté en question n'ont pas abouti, aucune de nos données ne correspond aux faits indiqués.

³⁴ G. BAER, *Op. cit.*, p. 154.

³⁵ G. de VAREILLES-SOMMIERES, *Op. cit.*, 1891.

³⁶ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 128.

³⁷ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXXV (1885), p. 38.

³⁸ « Contestable dans son principe, l'impôt sur le revenu l'est plus encore dans sa forme. Le forfait de 5 % portant sur le revenu brut et ne pouvant être écarté par la preuve d'un revenu moindre n'est plus une présomption légale, mais une taxation arbitraire ; ce n'est plus un impôt sur le revenu, mais un impôt sur le capital, et sur un capital présumé. » (J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 144).

d'établir une ventilation pareille. » Or, c'est bien là la complexité d'un orphelinat : s'occuper de l'éducation et du soin des enfants indigents. La définition même de telles institutions pose problème : « Qu'est-ce que cela veut dire, les enfants indigents ? Ainsi les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul reçoivent-elles des enfants indigents, mais elles les emploient à des travaux industriels productifs. » Les orphelins ayant dépassé l'âge scolaire font l'objet d'un apprentissage manuel dont la pédagogie se résume à la pratique. Les orphelinats comportent pour la plupart des ateliers dont le produit alimente les recettes de l'institution. Selon un autre rapport d'Henri Brisson, les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul possèdent, dans le département de la Seine, soixante-cinq établissements avec ouvriers³⁹. Il faut néanmoins tracer une franche séparation entre les grands ateliers industriels, qui produisent dans une logique commerciale, et les petits ateliers artisanaux, dont la production sert essentiellement à la survie de l'établissement. Dans le seul département du Tarn, l'ouvrier constitue le prolongement naturel d'un orphelinat de filles. Il apparaît pourtant que les œuvres charitables peuvent produire des revenus. Leur reconnaissance fiscale n'est alors pas encore d'actualité. Une telle disposition risque trop d'amoindrir l'autorité de la loi pour être prise en compte.

II. LA CONCESSION TARDIVE DU CRITERE CHARITABLE :

LA TROISIEME TENTATIVE.

Pour mettre fin aux différends politiques nés des précédents systèmes (l'un inefficace, l'autre impopulaire), des réflexions sont menées dès 1893 sur le remplacement du droit d'accroissement par une nouvelle taxe⁴⁰. La loi du 16 avril 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895, établit donc un nouvel impôt applicable aux associations. Les articles 3 à 10 du paragraphe 2, intitulé « impôts et revenus autorisés », régissent plus particulièrement l'application de ce droit d'accroissement aux congrégations religieuses. Cet aspect fiscal constitue la réforme la plus importante de la loi de finances de 1895.

Aux termes de l'article 3 de cette loi, « le droit d'accroissement, établi par les articles 4 de la loi du 28 décembre 1880 et 9 de la loi du 29 décembre 1884, est converti en une taxe annuelle et obligatoire sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés par les congrégations, communautés

³⁹ G. BAER, *Op. cit.*, p. 102 : « Il y en a qui instruisent, qui tiennent des orphelinats, et qui greffent parfois sur l'œuvre essentielle des établissements commerciaux accessoires ; c'est ainsi que les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul ont soixante ou quatre-vingts établissements où l'on fabrique des fleurs, des gants et d'autres objets encore. »

⁴⁰ L'impôt sur le revenu de 1884 n'est quant à lui pas remis en cause.

et associations religieuses, autorisées ou non, et par les autres sociétés et associations désignées dans les lois précitées ». Le projet du gouvernement ne s'occupait que des congrégations religieuses ; les associations laïques restaient soumises à l'ancien système des lois de 1880 et 1884. Après débats devant la Chambre des députés et le Sénat, les amendements visant à étendre ces dispositions à toutes les associations, religieuses et laïques, sont acceptés par le gouvernement⁴¹. La loi retrouve alors en théorie son caractère général, même si pour beaucoup elle établit un régime spécial pour les congrégations⁴².

La recherche de l'efficacité envers les groupements religieux est toujours d'actualité. La loi de finances de 1895 instaure finalement un système fiscal ayant une large assiette et se dote des moyens nécessaires à son application. La taxe désormais annuelle et obligatoire, devient par conséquent indépendante des éventuels décès ou retraites, et enlève l'incertitude du droit d'accroissement précédent. Le maintien du principe forfaitaire basé sur la valeur brute des biens possédés en fait moins un droit de mutation qu'une taxe complémentaire de l'impôt sur le revenu⁴³. La volonté gouvernementale de contrer les excès des congrégations en matière fiscale transparait nettement. Les débats parlementaires à cet égard seront âpres et virulents⁴⁴, soulevant les passions que l'on connaît dans les hémicycles lorsque sont abordées les questions religieuses. Ce débat sur la matière fiscale suscite d'ailleurs la même ardente polémique que le vote des lois Ferry⁴⁵. Le budget de l'année 1895 donne lieu au dépôt de quatre projets. Son élaboration difficile est due en grande partie aux nombreuses discussions qui entourent la création de cette nouvelle taxe frappant les congrégations.

Les altercations politiques sont telles que le gouvernement, se méfiant de l'impact de cette loi et des protestations de l'opinion publique, charge les commissaires de police de surveiller les manifestations d'opposition de toute sorte de la part des populations ou des autorités locales⁴⁶ : désapprobation par voie d'affichage, réunions de contestation publiques ou privées... Il faut relever un incident intéressant. Lors d'une séance du conseil d'arrondissement de Castres, un membre « en son nom personnel, émet le vœu que le droit d'accroissement qui frappe les communautés religieuses

⁴¹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XCV (1895), p. 109 (note n°3).

⁴² A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 367, parle d'« impôt d'exception ».

⁴³ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, pp. 162 et 164.

⁴⁴ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XCV (1895), p. 107 et suivantes.

⁴⁵ J. LE GOFF & R. REMOND, *Op. cit.*, t. IV, p. 43.

⁴⁶ A.D.T., 3 V 13. Droit d'accroissement frappant les communautés religieuses (loi du 16 avril 1895) : enquêtes, demandes de suppression. 1895-1899, Rapport du commissaire de police du 13 novembre 1899 : « Aucune affiche de protestation contre la loi d'accroissement n'a été placardée à Lavaur. Il n'est pas non plus porté à ma connaissance que des réunions publiques ou privées à ce sujet doivent être données à Lavaur. »

soit supprimé »⁴⁷. Le sous-préfet déclare que cela ne rentre pas dans le cadre de ses attributions : ce droit étant voté par la Chambre des députés et le Sénat, le conseil d'arrondissement outrepasserait ses fonctions. Un autre membre s'attache à démontrer que les congrégations religieuses rendent de grands services et que l'impôt qu'elles supportent les ruinerait car elles ne possèdent pas les ressources suffisantes pour y faire face. Sous la pression, la proposition est soumise aux voix. Les résultats du vote sont partagés, ce n'est que la voix prépondérante du président qui permet de rejeter la proposition. Il faut voir dans cet extrait la transposition au niveau local des débats qui ont agité la représentation nationale.

LE TROISIEME ARTICLE.

La grande nouveauté réside dans la reconnaissance d'un critère charitable d'exonération⁴⁸. Le deuxième alinéa de ce même article 3 prévoit que « ne sont pas soumis à la taxe les biens acquis avec l'autorisation du gouvernement en tant qu'ils ont été affectés et qu'ils continuent d'être réellement employés soit à des œuvres d'assistance gratuite en faveur des infirmes, des malades, des indigents, des orphelins ou des enfants abandonnés, soit aux œuvres des missions françaises à l'étranger ». L'œuvre des orphelinats est dorénavant légalement mentionnée. Cette disposition trouve son origine dans un amendement du député Claude Clausel de Coussergues, ayant deux ambitions : d'une part l'extension de la taxe à toutes les associations ou sociétés visées par les lois de 1880 et 1884⁴⁹, d'autre part l'exemption des biens affectés aux œuvres d'assistance publique ou aux missions françaises à l'étranger⁵⁰. Déjà lors des discussions parlementaires concernant la loi de 1884, le sénateur Léon Clément proposait d'excepter les établissements charitables, ce qui avait été rejeté. La proposition était reprise en 1890, par le député catholique de Haute-Garonne Jacques Piou⁵¹, pour connaître le même sort⁵².

Après proposition de la Chambre, le gouvernement pose trois conditions cumulatives d'exonération⁵³. D'abord, l'affectation doit bien résulter d'un décret autorisant l'acquisition (affectation en droit), c'est-à-dire qu'une

⁴⁷ *Ibid.*, Séance du conseil d'arrondissement de Castres (session de 1895).

⁴⁸ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 164 ; A. RIVET, *Op. cit.*, p. 289.

⁴⁹ A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 369.

⁵⁰ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, pp. 104 et suivantes.

⁵¹ Jacques Piou (1838-1932), député de Haute-Garonne de 1885 à 1893, puis de 1898 à 1902, joue un rôle déterminant dans le ralliement des catholiques à la République. En 1901, il fonde avec Albert de Mun le premier parti politique moderne de droite, dénommé *Action libérale populaire*. Elu député de Lozère de 1906 à 1919, il continue de défendre la liberté religieuse menacée par les Radicaux.

⁵² A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 367.

⁵³ G. BAER, *Op. cit.*, p. 191 ; A. RIVET, *Op. cit.*, p. 296 : « conditions rigoureuses »

congrégation non autorisée ne bénéficiera pas de l'exemption. Ensuite, l'objet des fondateurs doit être enfermé dans les limites spéciales des œuvres de bienfaisance (affectation en fait) ; les œuvres scolaires ou les œuvres charitables non gratuites ne sont donc pas comprises. Enfin, il ne faut pas s'en tenir à l'affectation originaire, mais continuer à surveiller l'emploi des libéralités faites aux congrégations⁵⁴. Cette surveillance soutenue explique très certainement l'existence de données exploitables plus nombreuses sur cet impôt que sur les systèmes précédents.

La nouvelle fiscalité a donc vocation à toucher les groupements religieux le plus largement possible, mais elle offre une possibilité réduite d'exonération. Cette ouverture est effectivement limitée aux œuvres d'assistance gratuite. Les conditions restent sévères mais ont le mérite de faire disparaître une des conséquences les plus rigoureuses et les plus impopulaires du droit d'accroissement⁵⁵ en reconnaissant l'utilité de certaines œuvres congréganistes. L'encadrement étroit témoigne de la « faveur » accordée aux congrégations⁵⁶. Le gouvernement ne souhaite pas pour autant qu'il y ait, par le biais de la fiscalité, une reconnaissance des congrégations non autorisées, d'où la limitation aux biens acquis avec son agrément. L'article 4 de la loi précise que la taxe porte sur les meubles et les immeubles « possédés », et non plus désormais simplement « occupés ». Les congrégations non reconnues ne peuvent être propriétaires, le mot « possédés » est donc préféré au terme « appartenant ». A cette époque, les congrégations vivent fréquemment dans des immeubles qui ne leur appartiennent pas. Les sœurs sont souvent hébergées par un bienfaiteur, qui leur laisse un local à disposition pour une durée illimitée. Ainsi, l'assiette de l'impôt reste-elle large sans que la loi ne consacre la propriété des congrégations non reconnues⁵⁷. Néanmoins, cette formule est aussi préférée à « occupés », le gouvernement n'entendant pas frapper les biens qui seraient simplement occupés à titre précaire, par exemple en location⁵⁸.

La fiscalité reflète ici le combat anticlérical mené par les gouvernements d'alors, avec une double volonté : taxer le plus grand nombre de sociétés religieuses ; n'alléger de ce fardeau fiscal que celles ayant un caractère utile à l'Etat. Cette deuxième exigence s'avère très restrictive : elle exclut toutes les congrégations enseignantes et tolère uniquement les œuvres d'assistance

⁵⁴ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XCV (1895) p. 110 (note n°1).

⁵⁵ Une conséquence qui conduisait à taxer les immeubles affectés à des œuvres d'assistance (A. MAGNIER, *Op. cit.*, pp. 386 et 387).

⁵⁶ A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 387 : « Il semble que le législateur concède à regret cette faveur pourtant bien justifiée. » ; G. BAER, *Op. cit.*, p. 191 : « accordée à certains intérêts supérieurs ».

⁵⁷ G. BAER, *Op. cit.*, p. 185.

⁵⁸ A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 381.

encore que limitées par le critère de la gratuité⁵⁹. Cette étroite possibilité marque le souhait d'une sélection drastique des communautés religieuses par le système fiscal. L'œuvre doit concorder avec les aspirations gouvernementales (régime tutélaire). Par conséquent, pour les Républicains laïques et anticléricaux de cette époque, il ne peut s'agir que d'une œuvre de bienfaisance... Dans l'esprit des pouvoirs publics, soucieux de s'émanciper de la tutelle de l'Eglise, l'éducation ne concorde en rien avec une œuvre d'assistance. Or, les orphelinats sont certes des œuvres de charité, mais ce sont également des œuvres d'enseignement et les enquêtes montrent parfois l'existence de pensions.

SECTION 2. UN CRITERE IMPARFAIT :

Le nouveau système d'imposition permet l'exemption des œuvres considérées comme utiles par les autorités centrales. D'ailleurs, le pouvoir exécutif se réserve le soin de désigner les congrégations qui pourront bénéficier de l'exemption, au cas par cas : selon les derniers mots de l'article 3, « l'exemption sera accordée ou retirée, s'il y a lieu, par un décret rendu en Conseil d'Etat ». La question ne relèvera donc pas des tribunaux, même administratifs⁶⁰. Par expérience, le gouvernement entend conserver sa tutelle sur les groupements religieux et « éviter le retour de trop nombreuses difficultés contentieuses »⁶¹. Les enquêtes consécutives à la loi de 1895 donnent lieu à l'échange d'une correspondance administrative considérable. Une circulaire du Président du Conseil, Alexandre Ribot, aux préfets en date du 28 juin 1895, prescrit à ces fonctionnaires d'instruire les demandes d'exemption. Par conséquent, la préfecture du Tarn collectera les rapports des diverses autorités départementales (directeur des domaines, sous-préfets, maires, commissaires de police). Elle transmet ces dossiers avec son avis, soit directement au Conseil d'Etat pour les congrégations d'origine tarnaise, soit à la préfecture concernée pour les succursales dont la maison-mère se situe sur le territoire.

La demande sera directement adressée au ministère des Finances par la congrégation (maison-mère) pour les succursales qu'elle estime correspondre aux critères légaux. Pour le département du Tarn, l'étroitesse des conditions d'exonération limite à cinq le nombre de congrégations qui forment des demandes, pour une petite dizaine d'établissements au total. Ainsi, la congrégation des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis du Puy

⁵⁹ G. BAER, *Op. cit.*, p. 191.

⁶⁰ A. MAGNIER, *Op. cit.*, p. 388.

⁶¹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XCV (1895), p. 110 (note n°1).

sollicite-t-elle l'exemption pour son orphelinat de Peyregoux⁶². La compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Paris envoie des demandes pour quatre de ses établissements situés à Castres, Gaillac, Lacaune et Blan⁶³. Les Sœurs de Notre-Dame de Toulouse et les Sœurs de la Miséricorde de Moissac mettent chacune en avant leur succursale d'Albi. La seule congrégation tarnaise à formuler une demande est celle des Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres pour ses maisons en ville⁶⁴. C'est finalement peu, si l'on compare ces quelques revendications avec la richesse de l'intervention congréganiste dans le département.

Bon nombre d'œuvres charitables congréganistes, orphelinats notamment, n'apparaissent pas lors de ces enquêtes. « La demande n'est pas obligatoire et l'exemption peut être accordée d'office »⁶⁵ : les congrégations ne présentent en effet aucune demande pour les communautés constituées dans les établissements publics d'assistance, comme les hôpitaux-hospices et les bureaux de bienfaisance. Certes, la plupart des biens proposés à l'exemption partagent la caractéristique d'avoir été « acquis avec l'autorisation du gouvernement » selon la première condition exonératoire⁶⁶, mais certains orphelinats congréganistes du département n'ayant pas d'existence légale, estiment ne pas pouvoir prétendre à la faveur fiscale. Or, d'après Alexandre Ribot, si elle n'est pas de droit, l'affectation de fait suffit⁶⁷. Il n'empêche que les congrégations n'entreprennent pas toutes des démarches administratives.

Les demandes d'exonération sont l'occasion pour les pouvoirs publics de regrouper des renseignements sur la situation du patrimoine congréganiste. L'instruction s'avèrera longue et difficile, l'estimation d'une telle fortune reste délicate⁶⁸, voire impossible. La principale exigence légale est l'affectation à une œuvre d'assistance gratuite. L'article 3 évoque notamment

⁶² A.D.T., 3 V 35, Lettre du préfet de la Haute-Loire au préfet du Tarn du 28 juillet 1900, réitérée le 17 août 1900. Le préfet de la Haute-Loire réclame à la préfecture du Tarn son avis et ses observations sur l'établissement de Peyregoux.

⁶³ A.D.T., 3 V 72. Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. 1894-1903, Lettre de la préfecture de la Seine à la préfecture du Tarn du 3 mars 1898.

⁶⁴ A.D.T., 3 V 80, Lettre du directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre au préfet du Tarn 16 octobre 1895.

⁶⁵ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 166.

⁶⁶ A l'exception de la maison gaillacoise des Filles de la Charité et de l'établissement albigeois des Sœurs de la Miséricorde qui ne sont pas autorisés ; A.D.T.G., V 50. Sœurs de la Miséricorde de Moissac. Demande d'exemption de la taxe d'accroissement. 1902-1919, Lettre du ministère des Finances du 25 novembre 1899 : « Les deux succursales de Montpellier et d'Albi n'étant pas autorisées, devront en conséquence être considérées comme formant une dotation accessoire de l'établissement principal de Moissac. »

⁶⁷ J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 166.

⁶⁸ A.D.T., 3 V 94. Sœurs de Notre-Dame de Toulouse. 1894-1902, Lettre du ministre des Finances au préfet du Tarn du 6 août 1901.

les actions en faveur des orphelins, charitables par excellence. Mais les caractères propres aux orphelinats, c'est-à-dire la mixité de l'œuvre et la gratuité partielle, effacent l'utilité de ces institutions aux yeux de l'administration. Les avis résultant de la procédure d'enquête sont partagés⁶⁹. La difficile évaluation de l'affectation réelle des biens au sein d'un établissement congréganiste (I), et plus particulièrement la mise au jour de sources de revenus pour les orphelinats (II), emportent la déficience des exonérations.

I. L'AFFECTATION A DES ŒUVRES D'ASSISTANCE :

L'allègement fiscal est étroitement lié au but poursuivi par les communautés religieuses. Les établissements congréganistes exercent des activités très diverses méritant un traitement différent quant à l'exonération de la taxe d'accroissement. Il faut donc distinguer la part de l'immeuble et du mobilier affectée à chaque œuvre et déterminer leur valeur (notamment la part des biens nécessaires à leur vie en commun), sachant que les écoles primaire et maternelle ne donnent pas droit à exonération⁷⁰. L'administration contrôle donc la réalité de l'affectation des biens à une œuvre d'assistance. Le Conseil d'Etat admet néanmoins que les écoles professionnelles et les ouvriers puissent donner lieu à exonération.

Les solutions retenues seront différentes selon que l'orphelinat fait partie d'un établissement à dominance d'éducation ou de soins. Dans les établissements d'enseignement (écoles libres), seuls les biens effectivement affectés à l'orphelinat pourront bénéficier de l'exonération, alors que dans les établissements de soins (hospices privés), l'ensemble des biens en profitera.

EN MATIERE D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES.

La situation des Sœurs de Notre-Dame à Albi se révèle être des plus représentatives. La congrégation, fondée au XVII^e siècle, s'établit à Toulouse et essaima des succursales dans le Midi, notamment dans le Tarn à Lautrec (1824) et à Albi (1826). La maison conventuelle accueille de nombreux enfants de la ville, de différentes conditions. Il s'agit là d'une véritable institution scolaire pour filles qui comporte notamment deux pensionnats (l'un de vingt-huit élèves, l'autre de soixante-quatorze), auxquels il faut ajouter un orphelinat considérable qui recueille quatre-vingt-huit enfants.

⁶⁹ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898 : « Les immeubles possédés dans le Tarn par la congrégation des Filles de la Charité sont dans la presque totalité affectés à des services gratuits de charité, et pour ceux qui n'ont pas cette affectation, ils sont grevés de charges d'entretien d'orphelins et de services religieux. »

⁷⁰ *Ibid.*, Lettre de la préfecture de la Seine à la préfecture du Tarn du 3 mars 1898.

L'acquisition de cette partie de l'établissement affectée à l'orphelinat (« ou tout au moins à son emplacement »⁷¹, car l'orphelinat n'est créé que vingt ans après), située à la place de l'ancien immeuble des Jacobins, a fait l'objet d'une autorisation par l'ordonnance du 12 janvier 1845⁷². L'administration n'entend exonérer les œuvres de bienfaisance qu'à proportion des services qu'elles rendent. Elle va donc clairement opérer une distinction entre l'activité classique d'enseignement de la congrégation qui n'est pas considérée comme une œuvre charitable, et l'action auprès des orphelines. Selon une évaluation, la valeur des biens réservés aux orphelines s'élève à 136 000 francs⁷³, ainsi répartis : 1°) les immeubles exclusivement nécessaires au service de l'orphelinat représentent une valeur de 20 000 francs ; 2°) un quart des immeubles conjoints avec toute la communauté d'une valeur de 20 000 francs sert à l'orphelinat, soient 5 000 francs ; 3°) la valeur des meubles de cette œuvre s'élève à 2 500 francs ; 4°) enfin, une rente est affectée par décret du 29 juillet 1864 à l'entretien de jeunes filles pauvres – rente certainement à l'origine de l'ouverture de l'orphelinat – à hauteur de 108 500 francs. Finalement, l'administration propose l'exemption à concurrence de 85 % pour la partie de l'établissement affectée à l'orphelinat, comprenant 2 145 francs de meubles et 25 000 francs d'immeubles d'après ses dernières estimations. La rente sur l'Etat obtiendra une exonération totale⁷⁴. Par conséquent, aux termes du décret du 7 février 1902, les biens possédés par la congrégation des Sœurs de Notre-Dame à Albi bénéficient de l'exonération de la taxe d'accroissement⁷⁵, mais de manière partielle. Aucune exemption n'est par exemple prévue pour la partie de l'établissement affectée à l'enseignement, comprenant des meubles pour une valeur de 12 115,40 francs et des immeubles pour une valeur de 105 631,50 francs.

Cette logique s'applique également à la congrégation tarnaise des Sœurs de l'Immaculée-Conception. Ces religieuses possèdent à Castres deux immeubles : la maison-mère sise avenue de Navès et un refuge, séparé de la

⁷¹ A.D.T., 3 V 94, Lettre du ministre des Finances au préfet du Tarn du 6 août 1901.

⁷² *Ibid.*, Lettre de la direction générale du domaine d'Albi au préfet du Tarn du 26 septembre 1901. La réalité de l'affectation de cette partie de l'immeuble à l'orphelinat a fait l'objet d'une enquête longue et complexe, sous l'étroite surveillance du ministère.

⁷³ *Ibid.*, Lettre de l'archevêché d'Albi au préfet du Tarn du 1^{er} octobre 1901 comportant un tableau d'évaluation de la valeur des biens régulièrement possédés et affectés à l'orphelinat de Notre-Dame d'Albi.

⁷⁴ *Ibid.*, Etat des biens possédés par les Sœurs de Notre-Dame d'Albi au 7 février 1902 pour lesquels l'exemption de la taxe d'accroissement est proposée.

⁷⁵ *Ibid.*, Selon l'article 1^{er} de ce décret, « les biens possédés par les Sœurs de Notre-Dame d'Albi, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance ci-annexé, sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, dans les proportions et suivant les indications mentionnées audit état ».

première habitation par une petite ruelle, le chemin des Porches, où se trouve l'entrée de l'établissement. Ces immeubles d'une valeur totale de 100 000 francs ont été acquis en vertu d'une autorisation donnée par le gouvernement dans un décret du 13 décembre 1852, époque depuis laquelle la congrégation paierait la taxe de mainmorte d'après les déclarations de la supérieure⁷⁶. Dans la maison-mère se trouve un pensionnat payant auquel est adjoint, dans un local séparé, un ouvroir où des leçons de travaux de couture sont données gratuitement aux filles des familles pauvres. Cette maison sert également à la formation des missions. Ces trois immeubles n'en forment en réalité qu'un, évalué à 60 000 francs, soient 20 000 francs par tranches d'immeuble. Le refuge voisin recueille les filles orphelines ou moralement abandonnées, il reçoit aussi quelques filles qui se sont déjà livrées à la débauche. L'immeuble affecté au refuge est évalué à 40 000 francs environ. Les religieuses entretiennent et nourrissent des orphelines, leur donnent l'instruction et leur apprennent les travaux manuels sans demander la moindre rétribution. Selon la préfecture du Tarn, la demande d'accroissement mérite d'être favorablement accueillie pour les parties seulement des immeubles, qui correspondent à des œuvres d'assistance gratuite, affectées à l'ouvroir, à la formation des missions et au refuge, ce qui représente une valeur totale de 80 000 francs⁷⁷. Les immeubles du pensionnat payant ne rentrent pas dans les conditions prévues par l'article 3 alinéa 2 de la loi⁷⁸. L'exemption sera donc totale pour le refuge, l'ouvroir et le noviciat⁷⁹.

Les circonstances de l'établissement des Filles de la Charité à Blan diffèrent légèrement en raison de la taille de l'orphelinat. L'existence légale de la maison date d'un décret du 14 mai 1860⁸⁰ et les immeubles de l'orphelinat procèdent d'une acquisition régulièrement autorisée par un décret du 15 mai 1880 pour 1 000 francs⁸¹. L'administration évalue la valeur totale des biens à 13 000 francs pour les immeubles et 1 300 francs pour les meubles⁸². L'orphelinat est une très petite structure qui reçoit seulement cinq enfants et représente à peine un cinquième du patrimoine immobilier de l'établissement avec une valeur de 2 500 francs. L'essentiel des immeubles est occupé par la communauté (soit une valeur de 5 500 francs) et par l'école

⁷⁶ A.D.T., 3 V 80, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 15 janvier 1896.

⁷⁷ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Castres du 25 novembre 1895.

⁷⁸ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 31 mars 1900.

⁷⁹ *Ibid.*, Article 1^{er} du décret du 11 février 1901 : « Les biens possédés par les sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres, tels qu'ils sont désignés dans l'état de consistance annexé sont exemptés de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895. »

⁸⁰ A.D.T., 3 V 69, Décret impérial du 14 mai 1860 autorisant la fondation de l'établissement de Blan ; 3 V 72, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898.

⁸¹ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898.

⁸² *Ibid.*, Estimation des biens de la maison de Blan.

(à hauteur de 5 000 francs). En effet, les sœurs dirigent surtout une école primaire libre de filles qui comprend quarante-cinq élèves. L'assistance à l'enfance n'est ici qu'une œuvre d'appoint, comme les petites communes rurales en connaissent fréquemment à la fin du XIX^e siècle. Les Filles de la Charité s'y consacrent néanmoins réellement au regard du patrimoine mobilier. Les meubles utilisés par l'œuvre des orphelines ont une valeur importante de 500 francs, certes moindre que celle des biens de la communauté (640 francs) mais bien supérieure à la valeur du mobilier scolaire (160 francs). L'arrêt obligé de l'enseignement permettra à la communauté d'obtenir une exonération en centrant ses œuvres sur les activités de soins. Autrefois école et orphelinat, les immeubles ne servent plus que d'orphelinat et de logement aux religieuses, pour une valeur de 6 000 francs environ. « Les religieuses ne s'occupent que de l'entretien des orphelins, de la visite des malades et des soins à leur donner. »⁸³

EN MATIERE D'ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

La première illustration se retrouve dans l'hospice privé que les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul administrent à Lacaune, autorisées par un décret du 15 décembre 1859. Cette maison comprend un orphelinat et un asile de vieillards⁸⁴ pour une valeur totale de 28 000 francs. Il s'agit bien d'une œuvre entièrement consacrée aux soins⁸⁵ : les sœurs soignent les malades, recueillent les personnes âgées et s'occupent d'orphelins ; elles ne dirigent pas d'œuvre scolaire autre que celle de l'orphelinat. Par ailleurs, les immeubles affectés à l'orphelinat occupent une place relativement importante au sein de l'hospice de Lacaune, à hauteur de 17 688 francs. Les immeubles de l'asile de vieillards n'excèdent pas 6 000 francs et ceux utiles à la communauté 4 332 francs. La valeur des biens meubles de l'orphelinat (944 francs) est également supérieure à celle des biens meubles de la communauté (623 francs) ou de l'asile (496 francs). Tous ces immeubles résultent de donations autorisées par les décrets des 15 décembre 1859 et 15 mai 1862 ; ils ne produisent aucun revenu « en raison de leur destination »⁸⁶ et coïncident ainsi avec la définition légale de l'exemption.

A l'orphelinat du Sacré-Cœur de Castres, administré par les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, la question complexe de l'exonération se trouve liée à une donation⁸⁷. Les seuls biens susceptibles d'exonération

⁸³ *Ibid.*, Lettre de l'administration des Cultes au ministère de la Justice du 9 juillet 1909 demandant l'exonération de la taxe d'accroissement en faveur des biens possédés à Blan.

⁸⁴ *Ibid.*, Estimations des biens de l'établissement de Lacaune au 29 avril 1898.

⁸⁵ *Ibid.*, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898.

⁸⁶ *Ibid.*, Lettre de l'administration des cultes au ministère de la Justice du 9 juillet 1909 demandant l'exonération de la taxe d'accroissement en faveur des biens possédés à Lacaune.

⁸⁷ *Ibid.*, Lettre du préfet de la Seine au préfet du Tarn du 23 juillet 1901.

seraient ceux provenant de la donation Ségur du 10 août 1878, autorisée par décret du 27 juin 1879 et dont les revenus doivent être affectés à l'entretien de huit orphelins, ce qui correspond aux conditions de la loi. Le préfet de la Seine demande donc la valeur vénale de ces biens et leur affectation précise, ainsi que l'avis personnel du préfet du Tarn. On a vu dans le chapitre consacré aux fondations spéciales, que la congrégation tire déjà argument de cette donation pour son orphelinat situé à l'hôpital général. Or, il résulte des renseignements fournis au maire de Castres par le receveur des hospices qu'il n'est rien versé par les sœurs à ses établissements pour l'entretien d'orphelins. C'est à l'orphelinat du Sacré-Cœur, « très probablement »⁸⁸, que sont entretenues les huit orphelines. Dans le détail, leur entretien coûte 2 400 francs à la congrégation, celui des immeubles nécessite 230 francs, le paiement des impôts et des primes d'assurance absorbe annuellement 771,95 francs : l'ensemble de la dépense s'élève à 3 401,95 francs. Les immeubles rapportent un peu plus, environ 3 550 francs. Ce solde positif de 150 francs représente trois soixante-et-onzièmes du total. L'exonération des biens de l'orphelinat ne sera pas complète, les immeubles de Castres ne pourront y être admis que dans la proportion des soixante-huit soixante-et-onzièmes⁸⁹.

II. LA GRATUITE DES ŒUVRES D'ASSISTANCE :

Pour que les œuvres charitables énumérées au second paragraphe de l'article 3 de la loi de 1895 deviennent exonératoires, il faut qu'elles soient accessibles gratuitement. L'enquête sur la fortune congréganiste conduit les autorités publiques à s'intéresser aux sources de revenus des congrégations. Deux catégories de ressources alimentent les congrégations⁹⁰, une source externe et une source interne. Il est d'abord fréquent que leur zèle suscite diverses offrandes informelles des fidèles (quêtes, dons manuels, etc...), voire des subventions publiques ou des donations et legs si elles jouissent de la personnalité morale. Il arrive ensuite que les communautés soient rétribuées pour et par leurs œuvres : les pensions d'un internat scolaire, d'un asile de vieillards ou d'un orphelinat, le produit d'un ouvroir, le salaire des visites à domicile, sont autant de sources de revenus. Mais les limites entre les différentes catégories de ressources ne sont pas nettes et il est très ardu

⁸⁸ *Ibid.*, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 28 avril 1909 : « La congrégation a à sa charge, d'après la donation Ségur, l'entretien de huit orphelins. »

⁸⁹ *Ibid.*, Lettre de l'administration des Cultes au ministère de la Justice du 9 juillet 1909 demandant l'exonération de la taxe d'accroissement en faveur des biens possédés.

⁹⁰ C. LANGLOIS, *Op. cit.*, pp. 352 et suivantes.

de distinguer une pension volontaire d'un don manuel. Les religieux vivent essentiellement de la charité, une notion par essence difficile à chiffrer⁹¹.

Ces revenus servent davantage au fonctionnement quotidien des communautés religieuses qu'à l'investissement⁹², mais ils ne respectent pas le critère de la gratuité des œuvres congréganistes. Les enquêtes établissent que certains orphelins paient des pensions et que leur travail rétribue l'institution. Si, le produit du travail des orphelins n'est pas directement lié au critère légal de la gratuité, ce n'est pas le cas du produit des pensions. La décision d'exempter ou non les biens charitables apparaît dès lors plus nuancée, faisant intervenir des indices aussi divers que l'importance de l'œuvre, la proportion d'assistés reçus gratuitement, ou encore l'état de l'actif et du passif de l'établissement⁹³. L'absence d'une gratuité absolue n'est pas toujours rédhibitoire pour les demandes d'exonération.

L'INDULGENCE POUR LES ŒUVRES DEFICITAIRES.

Très peu de temps après la création de leur établissement scolaire libre de Gaillac en 1861, les Filles de la Charité y aménagent un important orphelinat-ouvroir (1862)⁹⁴. Cette maison de charité, acquise suivant les actes des 31 octobre 1878 et 25 avril 1893, abrite aussi une école élémentaire avec pensionnat et une école maternelle⁹⁵. Les ressources de l'établissement comprennent le produit des pensions et celui « beaucoup plus élevé » de l'ouvroir⁹⁶ qui bénéficie de l'activité des orphelines plus âgées. L'orphelinat recueille quarante enfants gratuitement et quinze en payant⁹⁷. Certaines jeunes filles recueillies par l'orphelinat versent une rétribution de 10 à 15 francs par mois. La pension s'élève donc au minimum à 120 francs par an, soit pour quinze orphelins, un total de 1 800 francs, auxquels s'ajoute le produit de l'ouvroir pour une valeur de 3 900 francs. Les recettes (5 700 francs) ne suffisent pas à combler les dépenses, deux fois plus élevées (12 010 francs)⁹⁸. Cette situation financière difficile attire les faveurs du sous-préfet qui ne voit « aucun inconvénient à ce que l'exonération dans les conditions

⁹¹ « Ne sont pas imposés les aumônes, legs, dons, pensions d'élèves ou de malades, provisions de bouche, salaires, comme étant trop difficile à évaluer. » (J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 163).

⁹² C. LANGLOIS, *Op. cit.*, p. 352.

⁹³ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la préfecture de la Seine à la préfecture du Tarn du 3 mars 1898.

⁹⁴ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1902.

⁹⁵ A.D.T., 3 V 72, Estimation des biens de l'établissement de Gaillac.

⁹⁶ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1902.

⁹⁷ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898.

⁹⁸ A.D.T., 4 O 35, Dons et legs concernant une seule commune, Mazamet. Congrégation des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Ferrand (Joséphine, veuve Rous). En 1921, la communauté de Gaillac se voit attribuer une somme de 100 000 francs, à condition que les intérêts servent à l'entretien de dix fillettes, choisies de préférence dans l'arrondissement de Gaillac parmi les orphelines.

prévues par la loi, soit accordée à la congrégation des Filles de la Charité dont les œuvres d'assistance rendent de précieux services à l'enfance pauvre et abandonnée »⁹⁹.

Dans la maison des Sœurs de la Miséricorde, située rue Salvan-de-Saliès à Albi, une dizaine d'orphelines « sans ressources », âgées de six à dix-sept ans, « sont hospitalisées gratuitement et employées suivant leur âge et leur capacité à des travaux de lingerie »¹⁰⁰. Par ailleurs, même la salle d'asile est gratuite, les religieuses reçoivent des enfants en bas âge sans aucune rétribution obligatoire. « Il est cependant des familles qui envoient volontairement là leurs enfants et qui volontairement paient à l'établissement une rétribution qui varie entre 0,75 et 1,50 francs, mais c'est l'exception. »¹⁰¹ Enfin, la congrégation assiste les malades dans leurs derniers moments et veille les morts, elle perçoit pour cela une modique allocation d'une société de secours mutuel d'Albi, fixée à 0,75 franc par nuit. Si l'orphelinat n'est pas une source de revenu, il n'en est pas de même de l'ouvroir : « les ressources de la congrégation proviennent [...] de la vente de quelques ouvrages de couture ou de broderie que confectionnent les orphelines »¹⁰². La loi de suppression de l'enseignement congréganiste de 1904 frappe la communauté qui doit désormais limiter son œuvre à des missions uniquement charitables. « Depuis 1904, l'école enfantine a disparu pour faire place à une sorte de dispensaire gratuit pour les malades pauvres. Les religieuses ont conservé l'ouvroir où sont admises gratuitement des orphelines. Les congréganistes [...] donnent asile à neuf orphelines. »¹⁰³ La congrégation des Sœurs de la Miséricorde de Moissac sera exonérée de la taxe d'accroissement¹⁰⁴, mais la succursale d'Albi ferme peu de temps après.

En raison d'une affectation réelle à des œuvres d'assistance, les trois établissements suivants obtiennent un décret d'exemption pour leurs orphelinats malgré une gratuité partielle. A Albi, la principale ressource de l'institution des Sœurs de Notre-Dame provient des pensions perçues pour leurs deux pensionnats (39 893,85 francs), mais un certain nombre d'élèves pauvres sont reçues gratuitement ou ne paient que des pensions très

⁹⁹ A.D.T., 3 V 72, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 21 mai 1898.

¹⁰⁰ A.D.T., 3 V 26. Enquête de 1911 (circulaire du 4 octobre 1911) : renseignements détaillés. Arrondissements d'Albi et de Castres. 1911-1912, Rapport du commissaire de police de la ville d'Albi du 3 novembre 1911.

¹⁰¹ A.D.T.G., V 50, Lettre du directeur des domaines au préfet du Tarn du 1^{er} décembre 1898 en réponse à la demande de renseignements du préfet du Tarn du 14 novembre 1898.

¹⁰² *Ibid.*, Lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'Albi au préfet du Tarn du 27 mars 1912.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*, Décret du 28 mars 1919 portant exemption de la taxe d'accroissement pour les biens possédés par la congrégation des Sœurs de la Miséricorde à Moissac.

réduites¹⁰⁵. Le travail des orphelines n'est pas suffisant pour couvrir la dépense¹⁰⁶. L'immense majorité des enfants recueillies par l'orphelinat est élevée gratuitement. La congrégation doit pourtant subvenir à l'entretien et à la nourriture de ces enfants et de quatre-vingt-cinq religieuses, d'où des sommes déficitaires d'année en année. Le paiement de pensions, même exceptionnel, limité à quelques orphelines, dérange l'administration qui réclame la plus grande rigueur dans l'évaluation des ressources¹⁰⁷. A Blan, les Filles de la Charité reçoivent un traitement annuel de la congrégation d'un montant de 1 300 francs¹⁰⁸, mais les dépenses de la communauté s'élèvent à 1 460 francs. L'orphelinat n'est pas ici non plus une œuvre d'assistance totalement gratuite : sur les cinq orphelines, deux sont reçues gratuitement et trois s'acquittent d'une pension de 150 francs par an. Toutefois, à l'exception de ces trois pensions, « la gratuité est le but principal sinon exclusif de l'œuvre »¹⁰⁹. Les recettes de cette institution, uniquement composées des pensions (450 francs) sont légèrement inférieures aux dépenses (630 francs). La générosité privée couvre néanmoins l'ensemble des déficits. L'orphelinat se détache donc peu du simple pensionnat scolaire, qui ne cadre pas avec les conditions légales d'exonération, mais la sous-préfecture de Lavaur estime qu'« il n'y a pas lieu d'appliquer la taxe d'accroissement pour les biens que la compagnie des Filles de la Charité possède à Blan »¹¹⁰. A Lacauune, l'orphelinat de l'hospice des Filles de la Charité reçoit une trentaine d'enfants, dont une moitié seulement à titre gratuit. Treize fillettes paient une pension de 150 francs. Les recettes, à hauteur de 3 950 francs, comprennent à part égale le produit des pensions (1 950 francs) et le produit du travail des orphelines (environ 2 000 francs). Les dépenses, 4 967 francs, couvrent l'entretien des enfants (nourriture, vestiaire, blanchissage, chauffage) pour 4 208 francs, l'entretien des immeubles et du mobilier pour 300 francs, ainsi que les impôts et assurances pour 459 francs. L'asile de vieillards connaît également des comptes déficitaires. Là encore, ce sont les offrandes qui équilibrent le budget. Un rapport du 2 octobre 1901 prévoit l'exemption totale pour les succursales de

¹⁰⁵ A.D.T., 3 V 94, Lettre de la direction du domaine au préfet du Tarn du 14 avril 1896.

¹⁰⁶ *Ibid.*, Rapport du commissaire spécial du 11 mai 1900 : « Il résulte que le produit du travail effectué dans l'établissement ne doit pas pouvoir suffire à l'entretien des orphelines et l'orphelinat est une charge pour la communauté. »

¹⁰⁷ *Ibid.*, Lettre du ministre des Finances au préfet du Tarn du 27 mai 1899 : « Vous voudrez bien, en outre, faire connaître comment se décompose la recette annuelle, provenant de pensions payées par quelques orphelines. »

¹⁰⁸ A.D.T., 3 V 72, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 12 avril 1898.

¹⁰⁹ *Ibid.*, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898.

¹¹⁰ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 12 mai 1898.

Blan et de Lacaune¹¹¹, à une période pourtant peu propice aux faveurs envers les congrégations... L'exonération « paraît donc devoir être complète »¹¹².

L'EXIGENCE ENVERS LES ORPHELINATS AU SENS PROPRE.

Les pouvoirs publics admettent moins le paiement de pensions dans les orphelinats *stricto sensu*. L'ambivalence des orphelinats congréganistes les désavantage de manière très nette pour la matière fiscale.

La congrégation des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis du Puy s'occupe traditionnellement d'orphelinats. La propriété de Peyregoux est entièrement affectée à un orphelinat agricole et cultivée par les frères et leurs élèves. Malgré « une apparence de fertilité due à une exploitation exceptionnellement soignée »¹¹³, la valeur de la propriété de Peyregoux ne dépasse pas les 70 000 francs, les terres de l'orphelinat restant « excessivement ingrates »¹¹⁴. Etant donnée la nature de l'œuvre, les autorités tarnaises (la sous-préfecture de Castres et la préfecture du Tarn) se prononcent en faveur d'une prise en considération complète de la demande d'exonération pour les immeubles possédés à Peyregoux¹¹⁵. La demande d'exemption, appuyée par les préfets du Tarn et de la Haute-Loire, est transmise au ministère des Finances qui demande un complément à l'instruction afin d'indiquer les conditions exactes dans lesquelles les enfants sont admis¹¹⁶. A l'orphelinat Saint-Alexis de Peyregoux, sur la quarantaine d'orphelins présents au début de l'année 1901, moins de la moitié paient une pension. Quatorze orphelins s'acquittent d'une modeste pension de 135 francs en moyenne, ce qui représente une somme annuelle de 1 890 francs¹¹⁷. Il n'y a pas de conditions pécuniaires régulièrement observées, elles sont aléatoires et dépendent de la bonne volonté et des moyens des personnes qui protègent ces enfants. L'œuvre étant créée pour les enfants orphelins de la classe indigente, les parents ou tuteurs ne peuvent offrir à l'orphelinat qu'un

¹¹¹ A.M.C., 1 P 6 / 13. Sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Lettre du directeur du domaine au préfet du Tarn du 27 février 1909 : « Les dits immeubles doivent aussi profiter de l'exonération. »

¹¹² A.D.T., 3 V 72, Lettre de l'administration des Cultes au ministère de la Justice du 9 juillet 1909 demandant l'exonération de la taxe d'accroissement en faveur des biens possédés à Lacaune.

¹¹³ A.D.T., 3 V 35, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 août 1900.

¹¹⁴ *Ibid.*, Lettre du supérieur de Peyregoux au maire de la commune du 2 février 1901, renseignements confirmés par le sous-préfet de Castres au préfet du Tarn, le 5 février 1901.

¹¹⁵ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 1^{er} septembre 1900 et lettre du préfet du Tarn au préfet de la Haute-Loire du 21 décembre 1900.

¹¹⁶ *Ibid.*, Lettre du préfet de la Haute-Loire au préfet du Tarn, répercutant les exigences du ministère : fournir une statistique des membres de la congrégation et du nombre d'enfants recueillis par an avec éventuellement le chiffre des rétributions versées par eux.

¹¹⁷ *Ibid.*, Lettre du supérieur de Peyregoux au maire de la commune du 2 février 1901, renseignements confirmés par le sous-préfet de Castres au préfet du Tarn, le 5 février 1901.

secours dérisoire variant de 50 à 150 francs, promis jusqu'à l'âge de quinze ans. La plupart sont admis à titre gratuit¹¹⁸. Le coût moyen de l'entretien d'un enfant est légèrement supérieur, à hauteur de 150 francs par an, sans aucune rétribution pour le personnel. L'orphelinat, pour se suffire et entretenir son personnel, compte alors sur le produit de la métairie et sur les aumônes des personnes charitables. Au-dessus de quinze ans, les enfants sont exempts de tout paiement car leur force physique leur permet d'être productifs à la ferme¹¹⁹. Cependant, parce que l'œuvre n'est pas totalement gratuite, « il n'est pas possible aux termes mêmes de la jurisprudence du Conseil d'Etat d'admettre la demande d'exemption intégrale de la taxe d'accroissement des biens possédés par les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis, dont l'établissement principal est au Puy. [...] L'orphelinat de Peyregoux, dans les mêmes conditions que le précédent, ne pourra bénéficier que d'un dégrèvement partiel. »¹²⁰ Cet établissement ferme peu de temps après, en application de la loi du 1^{er} juillet 1901, sans que l'administration ait fixé les proportions de l'exonération. En ce qui concerne les orphelinats au sens strict, les autorités publiques font donc respecter le critère de la gratuité avec beaucoup plus de sévérité.

Le concept de charité réussit à percer l'armure de l'efficacité fiscale en matière congréganiste au moyen de la loi du 16 avril 1895. Le nouveau système permet l'exonération des biens congréganistes affectés à des œuvres d'assistance gratuite sous le contrôle du gouvernement. Les instructions diligentées à la suite des demandes démontrent le durcissement de l'action des pouvoirs publics. Certes la possibilité d'exemption corrige l'impopularité attachée à la fiscalité congréganiste et la taxe d'accroissement s'en trouve améliorée, mais ce ne sera pas pour autant un impôt très productif¹²¹.

L'exécution de l'impôt opère une sélection parmi les communautés religieuses : l'utilité de certains orphelinats se trouve théoriquement reconnue par la matière fiscale. Seuls quelques établissements congréganistes pourront bénéficier d'une exonération partielle ou totale. Des caractères propres aux orphelinats religieux éloignent les congrégations de la lettre du texte, donc de l'allègement d'impôt. Rares sont les orphelinats entièrement gratuits ; l'admission d'un enfant requiert très souvent un

¹¹⁸ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 3 février 1902.

¹¹⁹ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 9 mai 1902.

¹²⁰ *Ibid.*, Lettre du préfet de la Haute-Loire au préfet du Tarn du 11 avril 1902.

¹²¹ « On a voulu en faire un moyen de lutte politique et on a fait une maladresse fiscale. » (J. DELAPORTE, *Op. cit.*, p. 182).

trousseau, ainsi que le paiement d'un droit d'entrée et de pensions annuelles (allant de 150 à 400 francs). L'aspect pécuniaire des orphelinats découle de la nature des enfants recueillis, qui ne sont pas de vrais orphelins mais des demi-orphelins ou simplement des enfants moralement abandonnés. Les communautés religieuses du département n'exigent pas systématiquement une pension, bon nombre d'enfants indigents sont reçus gratuitement. Cependant, l'existence, même aléatoire, de ces pensions tend à rapprocher l'orphelinat (charitable) du simple pensionnat (scolaire). Au cœur de la tempête anticléricale, cette ambivalence fragilise les orphelinats congréganistes.

CHAPITRE II : L'AUTORISATION LEGALE

La loi du 1^{er} juillet 1901 relative aux associations rappelle fermement, en son titre troisième, l'obligation d'une autorisation pour les congrégations¹. Deux ambitions transparaissent dans cette « loi générale contre les congrégations »² : celle de l'autorisation préalable et celle de l'autorisation législative. Aux termes du premier alinéa de l'article 13, « aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement ». L'application de ce texte s'oppose à la souplesse des régimes antérieurs. Il revient donc au pouvoir législatif d'autoriser les congrégations³, comme l'évoquait la loi de 1817, mais trop nuancée par la loi de 1825 et le décret de 1852 qui ont introduit une série d'exceptions. Le parlement laisse pourtant au gouvernement le droit de dissoudre la congrégation, ainsi que celui d'autoriser ses succursales, comme le précisent les deux derniers alinéas de ce même article : « Elle ne pourra fonder aucun établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat. La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par un décret rendu en conseil des ministres. » Chaque création d'un établissement particulier exige une autorisation spéciale⁴. Les congrégations antérieurement reconnues conservent néanmoins le bénéfice de leur autorisation⁵. Par conséquent, celles qui ne sont pas encore autorisées et celles autorisées qui ont fondé des succursales sans autorisation, doivent formuler leurs demandes pour se mettre en conformité avec la loi⁶.

¹ P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. II, pp. 84 et suivantes.

² R. DELAMARE, *Op. cit.*, p. 56.

³ *Ibid.*, p. 38. L'ouvrage rédigé peu après la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901 est partisan de la politique républicaine : « Il est tout naturel que le gouvernement défende son indépendance et veuille soumettre à son autorité des institutions qui, sans cela, risqueraient de devenir trop puissantes et de former, pour ainsi dire, un Etat dans l'Etat. »

⁴ A.D.T., 3 V 14. Circulaires, instructions. 1901-1912, Circulaire ministérielle du 5 décembre 1901.

⁵ J. CREUSEN & L. CROUZIL, respectivement « Congrégations religieuses » et « Congrégations religieuses en droit français », *Dictionnaire de droit canonique...* *Op. cit.*, t. IV, pp. 181 et suivantes, pp. 194 et suivantes.

⁶ O. BUZY, *Op. cit.*, p. 101 et suivantes.

Lors de la promulgation de la loi, le Tarn compte dix-sept établissements congréganistes non reconnus, comportant un orphelinat⁷. Parmi les quatre maisons desservies par des congrégations non autorisées, l'orphelinat Saint-Alexis de Peyregoux des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis du Puy (Haute-Loire) et l'établissement de Réalmont des Dominicaines de Notre-Dame-du-Rosaire de Bor-et-Bar (Aveyron) sont de simples succursales, tandis que l'orphelinat Sainte-Marie des Sœurs de la Sainte-Agonie de Mazamet et l'orphelinat Saint-Jean des Oblates de Saint-Benoît d'Albi fonctionnent à l'intérieur des maisons-mères. Il reste treize orphelinats établis dans des succursales non autorisées, gérées par des congrégations autorisées. Les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul déposent des demandes pour leurs établissements particuliers de Gaillac, Lautrec, Labruguière et Sorèze, ainsi que ceux des hôpitaux de Castres (deux maisons), Lavaur et Mazamet. Les Sœurs de la Miséricorde demandent la reconnaissance de leur établissement albigeois. Les Sœurs de la Présentation sollicitent l'agrément pour leurs maisons de Brassac et de Dourgne. Enfin, les Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres demandent l'autorisation pour leur refuge situé dans cette même ville. Les Filles de Jésus de Massac ne formeront, quant à elles, aucune demande pour l'établissement Saint-Joseph de Lavaur, au motif que cet orphelinat-ouvroir appartient à Léontine Maraval, une particulière qui le dirige.

Le gouvernement républicain proscrit toute tolérance pour les communautés non autorisées. Il exige des autorités locales la plus grande rigueur dans les enquêtes, ainsi que la plus grande célérité⁸. Les statistiques sont souvent renvoyées pour rectifications et précisions. « Les œuvres poursuivies par les diverses congrégations sont mentionnées d'une façon générale et un peu vague. Il conviendrait d'indiquer exactement la nature de chaque établissement. »⁹ Au-delà du régime tutélaire, les Républicains entendent mettre fin à la concurrence des congrégations en matière d'enseignement. L'article 14 de la loi précise que « nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personnes interposées, un établissement d'enseignement, de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement

⁷ A.N., F¹⁹ 6268. Préparation et exécution des lois et décrets de 1901-1905, Listes des demandes formées par les congrégations religieuses en exécution de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et déposées contre récépissés à l'administration des cultes conformément à l'arrêté du même jour du 2 juillet au 10 octobre 1901 ; A.D.T., 3 V 15, Liste des congrégations de femmes (établissements principaux ou particuliers) du département du Tarn, autorisées ou ayant fait une demande en vue de régulariser leur situation légale.

⁸ Pour la rigueur : A.D.T., 3 V 15, Lettre du ministère de l'Intérieur et des Cultes du 12 juillet 1902. Pour la célérité : A.D.T., 3 V 16. Renseignements sur les congrégations du département après l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1901. 1901-1904, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 29 mai 1902.

⁹ A.D.T., 3 V 15, Lettre du ministère de l'Intérieur et des Cultes du 12 juillet 1902.

s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée ». Cet article sur l'enseignement, placé au cœur d'un texte sur les associations par un amendement de Fernand Rabier, en souvenir du fameux article 7 de Jules Ferry, apparaît comme le « pivot de la loi »¹⁰. Dans son discours du 28 octobre 1900 à Toulouse, Pierre Waldeck-Rousseau en expose les motifs : « si nous attachons tant d'importance à la loi sur les associations, c'est encore parce qu'elle entraîne avec elle la solution d'une partie tout au moins du problème de l'enseignement »¹¹. La partie en question correspond aux congrégations enseignantes non autorisées, cibles prioritaires de la loi. A l'inverse, le gouvernement accablera moins les congrégations mixtes, hospitalières et enseignantes, dont les établissements ne sont pas reconnus.

A travers le caractère de la congrégation, c'est une fois de plus l'utilité des œuvres qui ressort. Le rôle essentiel joué par la charité religieuse en matière hospitalière ne trouve aucun contradicteur. Là encore, l'assistance à des orphelins par un établissement congréganiste entraîne certaines faveurs gouvernementales. Il ne s'agit toujours pas de la reconnaissance au sens strict des orphelinats ; ces institutions permettent seulement, parfois, le maintien de l'établissement congréganiste. Ce n'est pas l'orphelinat dont la reconnaissance est demandée, mais celle de l'établissement congréganiste. Au paroxysme de l'intransigeance anticléricale, en maintenant un établissement avec orphelinat, le gouvernement reconnaît indirectement l'utilité de cet orphelinat. L'œuvre n'est pas reconnue en tant que telle, néanmoins son existence permet à la communauté de survivre.

Il convient donc d'évaluer l'activité réelle de chaque maison, en fonction de son caractère, hospitalier ou enseignant, et de sa nature, publique ou privée. Selon une classification ordinaire, « devront être considérées comme ayant une destination hospitalière, les religieuses attachées à des maisons de retraite pour la vieillesse, des institutions de sourds-muets ou d'aveugles, et des orphelinats »¹². Dans le tableau de statistiques qui suit cette recommandation (1862), les seules congrégations à s'occuper d'orphelinats dans le Tarn sont les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis à Peyregoux et les Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias au Gos¹³. Apparaissent en outre les Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres, pour leur refuge de filles repenties. La réalité est bien évidemment plus complexe : d'une part, il existe concrètement dès cette époque d'autres orphelinats congréganistes qui ne sont pas ici répertoriés ; d'autre part, un orphelinat se définit également par

¹⁰ L. LEDOUX, *Les congrégations religieuses et la loi du 1^{er} juillet 1901*, L.G.D.J., Paris, 1904, p. 71.

¹¹ *Ibid.*

¹² A.D.T., 3 V 5. Etat des congrégations : renseignements divers. 1831-1862, Lettre de la préfecture du Tarn à la sous-préfecture de Lavaur du 12 septembre 1862.

¹³ *Ibid.*, Statistiques des communautés religieuses du département du Tarn, 1862.

un volet d'éducation considérable. Ce dernier aspect n'échappera pas au gouvernement républicain. Un orphelinat est une œuvre mixte en elle-même. Cette ambivalence engendre une incertitude dans le destin de l'œuvre.

Quelques orphelinats disparaissent car ils sont dirigés par des congrégations dont le caractère exclusivement enseignant ne fait ressortir que cet aspect de l'œuvre. L'ambiguïté des orphelinats rend parfois l'œuvre précaire (Section 1). D'autres orphelinats, la majorité, se maintiennent car ils sont administrés par des congrégations mixtes dont l'œuvre des orphelins renforce le caractère. Les orphelinats, en pleine tempête anticléricale vont globalement connaître une certaine pérennité (Section 2).

SECTION 1. LA PRECARITE DES ORPHELINATS :

Dans le Tarn, aucun orphelinat catholique au sens strict, c'est-à-dire un établissement congréganiste exclusivement animé par un orphelinat, n'est autorisé. De la même manière, lorsqu'un orphelinat se révèle être le but premier d'une communauté, autour duquel se greffent d'autres activités (scolaires ou soignantes), très rares sont les établissements congréganistes dotés de la reconnaissance légale¹⁴. L'utilité d'une telle œuvre paraît si évidente au XIX^e siècle, au regard notamment des statistiques de l'enfance assistée, que la création d'orphelinats ne suscite aucune réaction administrative. Les communautés religieuses ne réclament pas de reconnaissance formelle. Les autorités locales n'exigent pas d'autorisation. Seul transparaît le bénéfice social d'une telle institution. Pour se conformer à la législation de 1901, ces communautés religieuses sollicitent l'autorisation et les orphelinats se retrouvent dans une situation précaire.

L'éventualité d'un caractère d'utilité publique n'est pas toujours prise en considération. Le gouvernement républicain rejetant toutes les demandes, les établissements doivent donc théoriquement fermer. Cependant, les solutions diffèrent selon les établissements : certains sont supprimés malgré la présence d'un orphelinat en leur sein (I), d'autres parviennent à obtenir et à maintenir un sursis (II).

I. LES ORPHELINATS FERMES :

Par application de la nouvelle législation, deux congrégations dont la vocation première consiste à gérer des orphelinats devront fermer les établissements particuliers qu'elles détiennent dans le Tarn pour défaut d'autorisation. Les statuts des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis du

¹⁴ Seul l'hospice privé de Lacau, dirigé par les Filles de la Charité, est autorisé.

Puy et des Sœurs de la Miséricorde de Moissac mentionnent pourtant expressément l'œuvre des orphelins, ce qui dénote une destination charitable. L'utilité réelle de l'orphelinat congréganiste est remise en question : fonctionnant sans autorisation, il s'agit d'une œuvre irrégulière. Malgré un but et un destin communs, la situation des deux congrégations diffère d'un point de vue juridique.

Tout comme les Frères de Saint-François-Régis, les Sœurs de la Miséricorde s'occupent traditionnellement d'orphelins : c'est l'œuvre première et principale de la congrégation. Les religieuses tiennent un orphelinat dans leur maison-mère de Moissac (rue du Pont Napoléon) et chacun de leurs établissements particuliers comporte un orphelinat¹⁵. Cependant, à la différence des frères, la congrégation moissagaise est autorisée depuis l'ordonnance royale du 17 janvier 1827¹⁶ ; seules les maisons d'Albi et de Montpellier ne sont pas reconnues¹⁷. Il s'agit donc, au regard de la loi, d'établissements non autorisés dépendant d'une congrégation autorisée. A ce titre, la congrégation aurait certainement pu maintenir son établissement d'Albi (nombre d'entre elles le feront). La demande d'autorisation, formée le 24 décembre 1901 pour l'établissement d'Albi, est finalement rejetée en 1912¹⁸ obligeant les sœurs à se retirer¹⁹. La fermeture d'un établissement dans cette situation reste rare, il existe sans doute d'autres raisons à ce choix, internes à la congrégation. La période n'est pas favorable aux groupements religieux, qui préfèrent parfois rassembler leurs œuvres dans des institutions plus sûres.

Plus représentatif, le cas de l'orphelinat de Peyregoux symbolise le genre d'institutions charitables que dénie le gouvernement républicain²⁰. Au moment de la promulgation de la loi, les Frères-agriculteurs de Saint-

¹⁵ A.D.T.G., V 49, Lettre du préfet de Tarn-et-Garonne au commissaire de police du 11 juillet 1904, portant notification de l'arrêté de fermeture pour les établissements d'Agen, de Cahors et de Toulouse.

¹⁶ A.N., F¹⁷ 12471 ; A.D.T.G., 21 V 1. Sœurs de la Miséricorde de Moissac. 1841-1888, Ordonnances royales du 1^{er} janvier 1826 portant approbation des statuts et du 17 janvier 1827 portant autorisation de la congrégation des Sœurs de la Miséricorde de Moissac.

¹⁷ A.D.T.G., V 50, Lettre du ministère des Finances du 25 novembre 1899.

¹⁸ A.D.T., 3 V 15, Liste des congrégations de femmes (établissements principaux ou particuliers) du département du Tarn, autorisées ou ayant fait une demande en vue de régulariser leur situation légale ; A.D.T.G., V 49, Lettre du ministère de l'Instruction publique et des Cultes du 24 mai 1912 portant rejet de la demande d'autorisation concernant l'établissement d'Albi.

¹⁹ A.D.T.G., V 49, Procès-verbal du 13 juin 1912 constatant la fermeture de l'établissement d'Albi ; MYRIAM DE G., *Op. cit.*, p. 84 : « La nouvelle supérieure, Mère Théodore, en 1895, ouvre une maison à Albi (Tarn), maison qui, après dix-sept ans de services, sera fermée en 1912, n'ayant pu obtenir du ministère l'autorisation d'ouverture. »

²⁰ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 37. Le 4 mars 1903, le gouvernement rejette la demande des Salésiens de Don Bosco, accusés par Emile Combes de n'être « qu'une exploitation de l'enfance et de la crédulité publique et un péril pour le commerce et l'industrie ».

François-Régis constituent l'unique congrégation masculine à s'occuper d'orphelinats dans le département²¹. En plus de sa maison-mère de la Roche-Arnaud fondée au Puy, l'ordre compte six établissements²², dont celui de Peyregoux dans le Tarn. Toutes ces maisons ont le caractère d'orphelinats agricoles, les autorités publiques considèrent en toute logique la congrégation comme hospitalière et enseignante²³. Les statuts des Frères de Saint-Jean-François-Régis ne laissent d'ailleurs aucun doute, présentant bien une congrégation mixte. L'article 1^{er} énonce que les religieux « se dévouent aux soins : 1°) des jeunes détenus dans les établissements pénitentiaires ; 2°) des orphelins pauvres ; 3°) et des célibataires indigents, afin d'arracher les uns et les autres à la misère, au vagabondage et à l'immoralité »²⁴. Dans cet objectif, ils « s'efforcent de [...] leur donner l'instruction primaire [...] et de les faire vivre par le travail, et principalement par la culture de la terre ».

L'œuvre de l'orphelinat Saint-Alexis de Peyregoux débute en 1860, il s'agit de la première succursale fondée par la congrégation²⁵. Les acquisitions définitives de la maison-mère et de l'établissement particulier sont d'ailleurs autorisées en même temps par le Second Empire²⁶. Selon l'archiviste du département, Charles Portal, l'institution de Peyregoux « présente un caractère relativement original, c'est un orphelinat agricole établi dans une métairie d'environ cent hectares, donnée aux Frères-ouvriers de Saint-François-Régis par Alexis Combes en 1856 et baptisé du nom du

²¹ Le pendant masculin des Oblates de Saint-Benoît d'Albi, institué par le Père Colombier pour l'assister dans la direction de l'orphelinat Saint-Jean, n'est créé qu'en 1918.

²² A.N., F¹⁹ 6282. Liquidation des biens des congrégations religieuses, Liste des établissements des Frères-ouvriers de Saint-Jean-François-Régis. Les autres succursales de la congrégation sont situées à Chadenac (Commune de Ceyssac) également en Haute-Loire, à Lansac près de Tarascon dans les Bouches-du-Rhône, à Nourray dans le Loir-et-Cher, à Herbot près de Sarzeau dans le Morbihan, et à Saint-Joseph-du-Lac (Commune de Chens) en Haute-Savoie.

²³ A.N., F¹⁹ 6268 ; A.D.T., 3 V 15, Listes des demandes formées par les congrégations religieuses d'hommes en exécution de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et déposées contre récépissés à l'administration des cultes conformément à l'arrêté du même jour du 2 juillet au 10 octobre 1901.

²⁴ A.N., F¹⁷ 12477, Statuts de la congrégation des Frères de Saint-Jean-François-Régis.

²⁵ A.N., F¹⁹ 6255. Exécution de l'article 12 de la loi de finances du 29 décembre 1876 chargeant les préfets de dresser un état des congrégations et des associations religieuses autorisées ou non autorisées, Tableau comparatif des associations religieuses d'hommes autorisées et enseignantes d'après les recensements de 1861 et de 1877. Frères de Saint-François-Régis : deux établissements en 1861, quatre en 1877 ; quinze membres en 1861, trente-quatre en 1877.

²⁶ A.D.T., 3 V 35, Acte sous-seing privé du 16 juin 1867 contenant promesse de vente à l'Institut de Saint-François-Régis des domaines de la Roche-Arnaud (commune du Puy), de Chadenac (commune de Ceyssac) et de Sanssac-l'Eglise (commune de Ceyssac). Acte sous-seing privé du 10 juillet 1867 contenant promesse de vente à l'Institut de Saint-François-Régis de deux métairies, Laroque et La Poussounnié (commune de Peyregoux), moyennant 75 000 francs. Décret impérial du 2 mai 1868 portant autorisation d'acquérir les domaines de la Roche-Arnaud et de Peyregoux.

bienfaiteur (orphelinat Saint-Alexis) »²⁷. Longtemps subventionné comme une œuvre bienfaisante, l'orphelinat de Peyregoux ferme soudainement en 1903 parce qu'il appartient à une congrégation masculine enseignante non autorisée.

L'ORPHELINAT D'UNE CONGREGATION MASCULINE NON AUTORISEE.

En 1901, l'ordre demande l'autorisation pour l'ensemble de ses sept établissements²⁸. Pourtant, en 1859, alors que les Frères de Saint-François-Régis n'ont pas encore essaimé des maisons hors des limites de leur diocèse du Puy, l'administration impériale estime la communauté autorisée : un tableau statistique porte la mention « autorisée » pour la maison-mère, ses vingt religieux et cinquante orphelins²⁹. Le décret impérial du 19 août 1856 reconnaît effectivement l'institut du Puy comme établissement d'utilité publique³⁰. Le Second Empire, dans sa politique bienveillante à l'égard des congrégations, consacre ainsi une association religieuse « vouée à l'enseignement primaire ». A l'aube du XX^e siècle, l'administration républicaine n'est pas animée de la même tolérance envers les œuvres d'enseignement congréganistes. Là où le décret impérial reconnaît une utilité, la République perçoit un péril.

L'article 18 de la loi de 1901 prévoit que « les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi, qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues, devront, dans un délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions. A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée. » Au mois de mars 1903, la Chambre des députés rejette les demandes formulées par vingt-cinq congrégations d'hommes considérées comme enseignantes³¹. Treize d'entre elles, dont la congrégation des Frères-agriculteurs de Saint-François-Régis, attaquent les jugements nommant des liquidateurs en invoquant les ordonnances ou

²⁷ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 265. Il s'agit en réalité d'Alexis Combeguille, bienfaiteur local, qui dote également la communauté des dominicaines de Monteils (A.P., D.T.S.R.M., *Documents sur la vie et l'œuvre de Mère Anastasie Conduché*, t. II. 1868-1870, Copie d'une lettre de Sœur Anastasie à Sœur Sainte-Anne à Peyregoux en date de 1868, document 127, pp. 70 et 71).

²⁸ A.D.T., 3 V 35, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 6 novembre 1901 réclamant des renseignements sur la congrégation après la demande d'autorisation.

²⁹ A.N., F¹⁹ 6244, Tableau statistique des congrégations d'hommes de décembre 1859.

³⁰ A.N., F¹⁷ 12477 ; A.D.T., 3 V 35, Décret impérial qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association religieuse des Frères de Saint-Jean-François-Régis, établie au Puy et vouée à l'enseignement primaire, du 19 août 1856.

³¹ J.-P. DURAND, *La liberté des congrégations...* *Op. cit.*, t. I, p. 144 ; A. RIVET, *Op. cit.*, p. 148 mentionne cet « arrêt de mort » du 18 mars 1903. Les Frères de Saint-François-Régis sont concernés pour sept maisons et quatre-vingt-un membres.

décrets de reconnaissance comme établissements d'utilité publique³². La loi de 1901 maintient en principe les autorisations antérieures des communautés religieuses. Certaines prétendent ne pas constituer une congrégation mais une association enseignante, d'autres se considèrent comme des congrégations autorisées. Ces prétentions seront toutes deux repoussées : ces agrégations connaissent tous les signes extérieurs de la congrégation (genre de vie, appellation, statuts) qui ne permettent pas le doute quant à leur véritable nature. Par ailleurs, la loi du 2 janvier 1817 déclarant que les congrégations d'hommes ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'une loi, toute autre norme inférieure ne constitue pas une autorisation³³.

L'ORPHELINAT D'UNE CONGREGATION MASCULINE ENSEIGNANTE.

Le décret de 1856 a conféré aux religieux une spécificité enseignante dont ils ne se déferont plus. Les Républicains perçoivent la communauté non autorisée des Frères-agriculteurs de Saint-François-Régis comme exclusivement enseignante, en dépit de statuts qui témoignent du contraire. La congrégation est donc dissoute et ses biens liquidés, conformément à l'article 18 de la loi de 1901. Le gouvernement ne transige plus, « en ordonnant la liquidation, il ôte à l'adversaire sa principale force et son arme la plus puissante »³⁴. Le liquidateur chargé de cette opération se nomme Henri Lecouturier³⁵. Il semble que la liquidation de l'ordre ne soit pas des plus simples en raison, sans doute, du caractère original de l'œuvre, constituée d'orphelinats agricoles³⁶. « Certains contrôles, comme ceux de M. Blain, ingénieur agronome, que j'avais pris dans mon bureau, en raison de ses connaissances techniques spéciales, étaient absolument indispensables pour la surveillance de la partie agronomique des établissements agricoles ou vinicoles très importants de Nourray, Lansac et Peyregoux »³⁷

L'orphelinat de Peyregoux, dépendant d'une congrégation non reconnue, n'est évidemment pas autorisé, « un décret en date du 2 mai 1868 autorise

³² L. LEDOUX, *Op. cit.*, pp. 160 à 164.

³³ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 148. Après 1880, le Conseil d'Etat adopte cette position en décidant que la reconnaissance d'utilité publique d'associations charitables vouées à l'enseignement n'a pu suppléer à la loi, nécessaire pour leur donner la personnalité civile (avis du 16 juin 1881 et 25 juin 1896). Sur la position du Conseil d'Etat au début de la Troisième République, lire : A. LECA, « L'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat en matière de culte (1879-1914) », *Christianisme et politique...* *Op. cit.*, pp. 145 et suivantes.

³⁴ L. LEDOUX, *Op. cit.*, p. 46.

³⁵ Ce juriste se voit attribuer la liquidation de soixante-dix-huit congrégations (A. RIVET, *Op. cit.*, p. 235).

³⁶ A.N., F¹⁹ 6282, Lettre de Henri Lecouturier, administrateur judiciaire au tribunal civil de la Seine, au procureur de la République, en date du 24 décembre 1907 : « Elle a donné lieu à cinq référés importants et à cinquante-cinq procès, tant en première instance qu'en appel, ainsi qu'à trente-trois réclamations de créanciers. »

³⁷ *Ibid.*

simplement les Frères de Saint-François-Régis à acquérir deux métairies sur le territoire de la commune »³⁸. L'établissement compte entre six³⁹ et huit⁴⁰ membres religieux (un directeur et quelques surveillants) qui encadrent une trentaine d'orphelins⁴¹. Le conseil municipal de Peyregoux, la sous-préfecture de Castres et la préfecture du Tarn donnent un avis favorable à la demande d'autorisation⁴². Selon le préfet du Tarn, « cette institution répondrait à un si réel besoin que l'orphelinat serait en pleine prospérité et ne pourrait faire accueil à toutes les demandes d'admission »⁴³. Pourtant, le gouvernement rejette la demande d'autorisation formée par la congrégation « enseignante » du Puy⁴⁴. Cette décision est notifiée par la préfecture à la succursale de Peyregoux le 7 juin 1903. C'est l'ambivalence relative aux enfants qui engendre la perte de l'œuvre. « Tous les enfants admis n'étaient pas des orphelins, ni tous les orphelins des indigents. »⁴⁵ Qu'est-ce qu'un orphelinat qui ne reçoit pas des orphelins et qui n'est pas totalement gratuit, sinon un pensionnat ? Dans la majorité des cas, les enfants ne sont que des demi-orphelins, qui n'ont perdu qu'un seul parent, l'autre étant trop pauvre pour assurer leur éducation. L'utilité d'un tel établissement paraît alors bien faible : « le jour où l'établissement sera fermé les élèves seront dans l'obligation de retourner dans leurs familles »⁴⁶. Les autorités centrales ne voient donc dans la maison de Peyregoux qu'une œuvre d'éducation. Le pragmatisme étatique retrouve de sa vigueur : « L'établissement de Peyregoux n'est pas destiné à recevoir les enfants de la commune : c'est un orphelinat dont les élèves, tous internes, sont recrutés dans diverses localités. La fermeture de cet établissement n'augmentera pas l'effectif de l'école publique. »⁴⁷ Les religieux doivent se retirer et fermer l'orphelinat avant le 31 juillet 1903⁴⁸, mais ils ne se conforment pas à la mise en demeure :

³⁸ A.N., F¹⁹ 6267. Enquête sur les congrégations ou établissements congréganistes ou religieux d'hommes existant au premier décembre 1900 dans les départements, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 23 décembre 1900.

³⁹ *Ibid.*, Liste complète au 1^{er} décembre 1900 des agrégations ou établissements congréganistes ou religieux d'hommes, existant dans l'arrondissement de Castres.

⁴⁰ A.D.T., 3 V 35, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 31 janvier 1902.

⁴¹ A.D.T., 1 X 17, Statistique des établissements d'assistance concernant l'orphelinat de Peyregoux pour l'année 1900, faite le 14 avril 1901.

⁴² A.D.T., 3 V 35, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 31 janvier 1902 et lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 3 février 1902.

⁴³ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 3 février 1902.

⁴⁴ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 8 avril 1903.

⁴⁵ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 265.

⁴⁶ A.D.T., 3 V 35, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 25 avril 1903.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 11 juin 1903.

un procès-verbal du 1^{er} août 1903 porte constatation du maintien de l'établissement⁴⁹. Une instruction est ouverte contre la communauté, renvoyée dès lors devant le tribunal correctionnel de Castres⁵⁰. Ils seront finalement délogés de leur orphelinat de Peyregoux⁵¹.

Expulsés de France, les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis s'installent au Québec⁵², avec l'appui d'un bienfaiteur, Théodore Broët de la Grené⁵³. Ils arrivent le 29 juin 1903, au canton Dalmas, dans le petit et encore récent village de Péribonka⁵⁴, établi à l'embouchure de la rivière du même nom, au nord du lac Saint-Jean. Les religieux inaugurent un orphelinat agricole appelé « Saint-Joseph-du-Lac » – reprenant ainsi la dénomination d'un de leurs orphelinats de Haute-Savoie – le 1^{er} juillet 1907, à Vauvert. Ils reprennent leur mission traditionnelle d'accueil des orphelins, mêlant éducation chrétienne et formation professionnelle essentiellement agricole. C'est l'une des premières œuvres du genre dans la région⁵⁵. L'action se développe progressivement par la construction de nouvelles structures techniques (telles qu'une étable, une grange, ou encore une scierie et une chaufferie, etc...) et apostoliques (le juvénat Saint-Tharsicius et le noviciat Saint-Stanislas Kostka sont construits en 1912). L'établissement se voit même confier la responsabilité du service postal de la ville : un bureau de poste ouvre dans l'orphelinat le 1^{er} septembre 1910 et dure jusqu'en 1938⁵⁶. Mais la construction des grands barrages sur le lac Saint-Jean en 1926 provoque l'inondation des terres agricoles de la communauté. Les frères quittent Vauvert-sur-Péribonka (secteur situé au sud de l'actuelle ville de Dolbeau-Mistassini, baptisé en 1903 du nom d'une ville française du Gard) en novembre 1938 et aménagent près de Bagotville⁵⁷. Ils ouvrent un nouvel

⁴⁹ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au procureur de la République de Castres du 9 août 1903.

⁵⁰ *Ibid.*, Lettre du procureur de Castres au préfet du Tarn du 26 septembre 1903.

⁵¹ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 29 mai 1904 avec copie du procès-verbal constatant l'expulsion des Frères-agriculteurs de Saint-François-Régis de leur couvent de Peyregoux.

⁵² G. LAPERRIERE, *Les congrégations religieuses : de la France au Québec, 1880-1914* (t. II. Au plus fort de la tourmente, 1901-1904), Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1999, pp. 392 et suivantes. Sur l'exil des congrégations, voir les actes du colloque international de Lyon des 12 et 13 juin 2003 à l'Université Jean-Moulin-Lyon III : P. CABANEL & J.-D. DURAND (sous la direction de), *Le grand exil des congrégations religieuses françaises (1901-1914)*, Editions du Cerf, Paris, 2005.

⁵³ M. GAGNE, *Bulletin d'histoire postale & de marcophilie*, Société d'histoire postale de Québec, Vauvert, lac Saint-Jean et *Histoire Québec*, vol. 7, n°2, novembre 2001.

⁵⁴ Municipalité québécoise fondée en 1888, située dans le comté de Maria-Chapdelaine (diocèse de Chicoutimi) et la région administrative du Saguenay – Lac Saint-Jean.

⁵⁵ L. GOULET, *Les orphelins et orphelinats du Saguenay – Lac Saint-Jean (1894-1969)*, Groupe de recherche Histoire (G.R.H.), Université du Québec à Chicoutimi (U.Q.A.C.), 2003.

⁵⁶ Pour une histoire de ce service postal, se reporter à la chronique de M. GAGNE, *Op. cit.*

⁵⁷ Il ne reste aujourd'hui que quelques ruines du souvenir de leur passage à Vauvert.

orphelinat agricole en 1946, qui fonctionnera jusqu'au début des années soixante, une période à partir de laquelle l'Etat canadien prend en charge les orphelins⁵⁸. Cette congrégation fusionne avec celle des Frères Maristes le 21 novembre 1959.

II. LES ORPHELINATS MALMENES :

La loi du 1^{er} juillet 1901 réaffirme dans son article 16 le délit de congrégation « formée sans autorisation », et réprime le maintien des congrégations dissoutes : ces dispositions dissuasives renvoient à l'article 8 paragraphe 2 pour les peines encourues. Il est ici seulement question de congrégations non autorisées, la loi ne prévoit aucune sanction pour les succursales non autorisées des congrégations reconnues. « Aussi, les établissements fermés ne se firent-ils pas faute de rouvrir et de continuer à fonctionner comme antérieurement. »⁵⁹ Pour combler cette lacune législative, le gouvernement d'Emile Combes réagit avec la loi du 4 décembre 1902 tendant à réprimer le fait d'ouverture ou de tenue sans autorisation d'un établissement congréganiste⁶⁰, qui complète l'article 16. Ancien séminariste, né dans le département, le successeur de Waldeck-Rousseau à la présidence du Conseil intensifie la politique anticléricale⁶¹. Dès lors, « seront passibles des peines portées à l'article 8, paragraphe 2 : 1°) tous individus qui, sans être munis de l'autorisation exigée par l'article 13, paragraphe 2, auront ouvert ou dirigé un établissement congréganiste, de quelque nature qu'il soit, que cet établissement appartienne à la congrégation ou à des tiers, qu'il comprennent un ou plusieurs congréganistes ; 2°) tous ceux qui auraient continué à faire partie d'un établissement dont la fermeture aura été ordonnée conformément à l'article 13 paragraphe 3 ; 3°) tous ceux qui auront favorisé l'organisation ou le fonctionnement d'un établissement visé par le présent article, en consentant l'usage d'un local dont ils disposent. » Malgré le renforcement du caractère pénal de la loi, son efficacité sur les établissements non autorisés de congrégations autorisées reste relative.

LES ORPHELINATS DES ETABLISSEMENTS « EN RUPTURE ».

Le gouvernement rappelle que l'autorisation accordée à une congrégation ne couvre pas ses succursales et qu'une demande en autorisation doit être

⁵⁸ M. PETER, « La métamorphose des orphelinats québécois au cours de la Révolution tranquille (1959-1971) », *Recherches sociographiques*, vol. 52, n°2 (mai-août), Québec, 2011, pp. 285-315.

⁵⁹ L. LEDOUX, *Op. cit.*, p. 129.

⁶⁰ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CII (1902), p. 592.

⁶¹ G. MERLE, « Emile Combes et la loi de séparation », *Regards croisés... Op. cit.*, pp. 29 et suivantes ; du même auteur, *Emile Combes*, Fayard, Paris, 1995.

produite à leur égard, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. Malgré les avertissements, il apparaît quelques congrégations qui ne régularisent pas leur situation concernant certains de leurs établissements. Des congrégations, comme les Filles de Jésus de Massac ou les Dominicaines de Notre-Dame-du-Rosaire de Monteils (Aveyron), ne sollicitent l'autorisation que pour une partie seulement de leurs établissements. « Au reçu de vos télégrammes du 15 juillet courant me donnant vos instructions au sujet des établissement scolaires dirigés par les congrégations des Filles de Jésus et des Dominicaines de Notre-Dame-du-Rosaire, qui tombaient sous l'application de votre circulaire du 9 juillet, je fis immédiatement notifier aux congrégations intéressées la mise en demeure de fermer leurs écoles. »⁶²

La congrégation des Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils n'a pas d'existence légale⁶³. Fondée sous le régime favorable de la loi Falloux, sa principale activité reste l'enseignement⁶⁴. Quelques-unes de ses succursales néanmoins se doublent d'une œuvre charitable. Dans le Tarn, seule la maison de Réalmont, ouverte en 1894, connaît un orphelinat en son sein⁶⁵. L'initiative de cet établissement revient à l'Abbé Doat, prêtre du village, qui fonde en 1882 un ouvroir pour lequel il fait d'abord appel aux Sœurs de la Présentation de Castres. Ces dernières sont remplacées en 1885 par les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul qui ajoutent à l'ouvroir un asile de vieillards. Elles hébergent alors quelques orphelines, mais elles se retirent bientôt ne parvenant pas à faire face aux dépenses de l'œuvre. Pendant quelques mois, des personnes charitables s'occupent des trois vieilles et sept orphelines restantes⁶⁶. En 1894, les Dominicaines du Rosaire prennent la direction de l'établissement, à la demande de l'Abbé Doat⁶⁷. L'œuvre change

⁶² A.N., F¹⁹ 6087. Exécution des décrets de 1902 (classement départemental, Tarn). Listes des établissements congréganistes d'hommes et de femmes non autorisés et n'ayant pas formé de demandes d'autorisation après notification de la circulaire du 9 juillet 1902. Rapports des préfets, envois de protestations, incidents divers, extraits de presse, interventions de parlementaires, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 26 juillet 1902.

⁶³ B. CALLEBAT, « Les épreuves d'une congrégation religieuse... », *Op. cit.*, pp. 234 à 249.

⁶⁴ A.D.T., 3 V 47. Dominicaines de Notre-Dame du Rosaire de Bor-et-Bar. 1880-1903. Cette liasse unique concernant la congrégation, ne comporte que quelques documents relatifs aux écoles des localités tarnaises de Montgey et de Cuq-Toulza.

⁶⁵ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 110. Dans le Tarn, les Dominicaines de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire sont présentes à Puech-Auriol (Castres), Mazières (Laboulbène), Montgey, Lagarde-Viaur (Montirat), Paleville, Peyregoux, Réalmont, Albine (Saint-Amans-Soult), Saint-Christophe, Vénès, Saint-Laurens (Vénès).

⁶⁶ A.P., D.T.S.R.M., Historiques de l'établissement Saint-Joseph de Réalmont (deux cahiers retraçant chacun la période 1880-1926).

⁶⁷ *Ibid.*, 10 G 6. Historique général de l'Institut, pp. 134 et 135 ; 13 G 1. Mère Dosithée (1878-1902), Etat de la congrégation en 1902, pp. 224 et 225. A la fin du XIX^e siècle, la congrégation essaime de nombreuses fondations. En 1878, elle compte quatre-vingt-onze religieuses et vingt-six maisons ; en 1902, elle compte trois cent cinquante religieuses et

d'orientation, abandonnant sa fonction d'hospice pour se consacrer à l'orphelinat et à l'ouvroir⁶⁸. Dans leur première lettre adressée au ministère en date du 20 septembre 1901, les religieuses de Monteils ne demandent pas l'autorisation pour certaines de leurs succursales comme Réalmont, Saint-Amans-Soult (Albine), Paleville, Montgey et Saint-Christophe. « Or, cette congrégation s'est conformée à la loi pour les établissements de Castres (Puech-Auriol), Vénès, Saint-Laurent-de-Vénès, Laboulbène (Mazières) et Peyregoux. Il semblerait donc que c'est par une fausse interprétation de la loi du 1^{er} juillet 1901 qu'elle n'a pas sollicité l'autorisation pour les premiers de ces établissements. »⁶⁹

A l'été 1902, la mise en demeure de fermer l'établissement suscite la résistance du prêtre de Réalmont. Les archives privées de la congrégation retranscrivent ses propos : « On fermera l'école mais on ne renverra pas les orphelines, ni leur directrice, dit-il au brigadier ; puis, donnant un coup de poing sur la table : l'établissement ni l'ouvroir ne fermeront point, les couturières ne gardent-elles pas leurs ouvrières ? Nous avons les mêmes droits et nous garderons les nôtres ! »⁷⁰ Les mêmes sources décrivent également le soutien des villageois à l'Abbé Doat⁷¹. A cette première réaction de résistance, succède un comportement plus conciliant que relate la préfecture : « Le curé qui est propriétaire de l'immeuble où sont installés l'école, l'ouvroir et l'orphelinat dirigés par les Dominicaines de Notre-Dame-du-Rosaire, m'avait déclaré que les sœurs ne sortiraient de chez lui que par la force. Cependant à la date du 21 juillet, Monsieur l'Abbé Doat me faisait connaître que l'école était fermée. »⁷² Plutôt que d'opposer une résistance frontale vouée à l'échec, l'homme d'Eglise et la congrégation adoptent une méthode moins ostentatoire⁷³. Les derniers mots de la lettre de Sœur Marie-Humbert, supérieure de l'établissement de Réalmont au préfet

soixante-deux maisons. La plupart des fondations ne connaissent qu'une existence éphémère, mais Réalmont deviendra une « des œuvres les plus intéressantes ».

⁶⁸ B. CALLEBAT, « Les épreuves d'une congrégation religieuse... », *Op. cit.*, pp 234 à 249 : « La congrégation dispose jusqu'ici à Réalmont d'un orphelinat-ouvroir, œuvre privée installée dans la maison du curé. »

⁶⁹ A.N., F¹⁹ 6087, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 13 juillet 1902.

⁷⁰ A.P., D.T.S.R.M., *Notice historique dactylographiée sur l'œuvre des Dominicaines du Rosaire de Monteils à Réalmont (1894-1944)*, 1947.

⁷¹ *Ibid.*, 10 G 2. Notes historiques sur les fondations, Orphelinat-ouvroir Saint-Joseph à Réalmont, pp. 32 à 35 : « La ville proteste contre le départ des sœurs, et chacun déclare qu'ils se lèveront tous en masse pour les protéger et les garder envers et contre tout si la force vient à les expulser. »

⁷² A.N., F¹⁹ 6087, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et de Cultes du 26 juillet 1902.

⁷³ En 1902, « Réalmont doit fermer officiellement son école d'orphelines sans que l'œuvre cesse pour cela. » (B. CALLEBAT, « Les épreuves d'une congrégation religieuse... », *Op. cit.*, pp 234 à 249).

du Tarn, du 12 juillet 1902, confirment cette position : « si la loi demande que je ferme cette école annexe de l'ouvrier, je m'y conformerai »⁷⁴.

La supérieure générale adresse une nouvelle lettre, le 30 juin 1903, au ministère de l'Intérieur et des Cultes, « sollicitant l'autorisation pour huit établissements non enseignants, dont celui de Réalmont ». Le 3 août, le gouvernement rejette la demande de la congrégation, mais lui propose de maintenir les établissements hospitaliers en instance d'autorisation à condition que les maisons enseignantes ferment. Les religieuses complètent donc le dossier et envoient une nouvelle demande le 30 août pour quatorze maisons, hormis celle de Réalmont. Dans cette localité, les Dominicaines du Très-Saint-Rosaire décident de conserver l'orphelinat sous une forme sécularisée⁷⁵. Après maintes supplications adressées au siège de Monteils, les supérieures consentent à ce que les sœurs de l'ouvrier se sécularisent⁷⁶. L'établissement de Réalmont fait partie du petit nombre de maisons pour lesquelles la congrégation décide de faire un essai de sécularisation⁷⁷, les sœurs n'ayant de laïque que le costume et restant religieuses dans toute leur vie privée. Le « subterfuge »⁷⁸ permettra aux dominicaines de continuer leur mission.

Une congrégation tarnaise utilisera d'ailleurs ce moyen d'une manière tout à fait originale. Les Filles de Jésus de Massac sont autorisées depuis le décret présidentiel du 1^{er} mai 1874 et demandent la reconnaissance pour trente et un établissements particuliers situés dans le département⁷⁹, tous accompagnés d'avis favorables de la part des conseils municipaux concernés. Pourtant, la congrégation ne sollicite pas l'autorisation afin de régulariser la présence de ses membres à Lavaur. Dans cette ville, les Filles de Jésus, au service d'une laïque, la secondent dans la direction d'un établissement

⁷⁴ A.P., D.T.S.R.M., Lettre de Sœur Marie-Humbert, supérieure de l'établissement de Réalmont au préfet du Tarn en date du 12 juillet 1902.

⁷⁵ *Ibid.*, *Notice historique dactylographiée sur l'œuvre des Dominicaines du Rosaire de Monteils à Réalmont (1894-1944)*, 1947 ; 10 G 2. Notes historiques sur les fondations, Orphelinat-ouvrier Saint-Joseph à Réalmont, pp. 32 à 35.

⁷⁶ *Ibid.*, 13 G 2. Mère Bonaventure (1902-1927), Etat de la congrégation en 1903, pp. 133 à 150 : « En août 1903, de nombreuses demandes de sécularisation sont faites un peu partout dans nos filiations. [...] A l'unanimité, les mères du conseil décidèrent de conserver autant que cela serait possible le costume religieux, reconnaissant que nos saintes livrées nous séparent du monde et nous prêchent nos devoirs ; qu'elles sont pour nous une sauvegarde et une des conditions essentielles de la pieuse influence que nous exerçons autour de nous. On ne fera de concession sur ce point qu'en faveur des écoles et pour le moment, on se bornera à un petit nombre d'essais. [...] Ces essais furent faits à Réalmont, Montgey, Roquecor, Montsoul, Peyregoux. »

⁷⁷ B. CALLEBAT, « Les épreuves d'une congrégation religieuse... », *Op. cit.*, pp. 234 à 249.

⁷⁸ S. BRODZIAK, *Op. cit.*, p. 138.

⁷⁹ A.D.T., 3 V 55. Filles de Jésus de Massac. 1905, Lettre du ministère à la préfecture du Tarn du 15 novembre 1902.

d'éducation⁸⁰, dénommé Saint-Joseph, qui comporte une école privée de filles avec pensionnat, un ouvroir et un orphelinat⁸¹. L'immeuble appartient à Léontine Maraval, puis à sa nièce et héritière Fanny Dupin de Saint-André. Les autorités locales hésitent sur la qualification de cette maison en évoquant « un établissement de nature "indéterminée" »⁸². Il s'agit en effet d'un établissement laïque dirigé par une laïque, les quatre religieuses étant simplement employées par cette dernière. La congrégation des Filles de Jésus « avait-elle à demander l'autorisation »⁸³ pour les œuvres de Lavar ?

Les interrogations du sous-préfet de Lavar semblent légitimes, sachant que la loi ne définit pas l'établissement congréganiste⁸⁴. La fermeté des autorités centrales tranche avec les hésitations à l'échelon local. Les lois anticongréganistes commandent la fermeture de l'établissement. La maison est classée, d'après l'enquête de 1911, parmi les établissements congréganistes attachés à des établissements privés⁸⁵. Le préfet propose donc au ministre de fermer l'ouvroir tenu à Lavar, pour le compte de Fanny de Saint-André, par les Filles de Jésus. A aucun moment, l'œuvre des orphelines n'est mentionnée dans les renseignements fournis au ministère. La proposition trouve confirmation le 2 février 1912, réitérée le 6 juillet par le nouveau ministère avec le délai d'un mois⁸⁶. Les sœurs sont donc mises en demeure de se retirer et de fermer l'établissement⁸⁷. Le procès-verbal intervient le 3 août 1912, mais les sœurs refusent de le signer au prétexte que ce n'est pas la congrégation qui dirige l'établissement : « Mademoiselle Saint-André expose que l'ouvroir lui appartient exclusivement, qu'il est sous sa seule direction et ne dépend en rien de la congrégation des Filles de Jésus de Massac, dont les membres se bornent, moyennant un salaire, à lui prêter le concours qu'elles ont prêté, durant plus de cinquante ans, à sa tante, Mademoiselle Maraval, sans que personne ait eu rien à reprendre à cet état

⁸⁰ A.D.T., 3 V 57, Enquête de 1911 concernant l'ouvroir de Lavar.

⁸¹ A.D.T., 3 V 56, Lettre de l'inspecteur d'académie du Tarn au Préfet du Tarn du 27 mai 1910.

⁸² A.D.T., 3 V 53. Filles de Jésus de Massac. 1902, Lettre du sous-préfet de Lavar au préfet du Tarn du 22 juillet 1902.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ « La difficulté d'application de la loi viendra de la non définition du mot établissement ; empressons nous d'ailleurs d'ajouter que cette définition n'était guère possible, les établissements congréganistes pouvant se présenter sous de nombreux aspects. » (L. LEDOUX, *Op. cit.*, p. 138).

⁸⁵ A.D.T., 3 V 27. Enquête de 1911 (circulaire du 4 octobre 1911) : renseignements détaillés. Arrondissements de Gaillac et de Lavar. 1911-1912, Lettre du sous-préfet de Lavar au préfet du Tarn du 4 novembre 1911.

⁸⁶ A.D.T., 3 V 57, Enquête de 1911 concernant l'ouvroir de Lavar. Procès-verbal le 3 août 1912 portant notification de fermeture.

⁸⁷ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavar du 8 février 1912, répétée le 1^{er} août 1912.

de chose. Elle ne croit donc pas que ni les religieuses, ni elle-même, tombent sous l'application de la loi du 4 décembre 1902. »⁸⁸ Aux termes de la circulaire du 20 octobre 1911, l'argument est insuffisant : « d'après la jurisprudence judiciaire et administrative, il y a établissement congréganiste au sens de la loi du 4 décembre 1902, toutes les fois qu'un ou plusieurs religieux, restant soumis à la règle et à la discipline de leur ordre, sont installés dans un immeuble, du consentement ou sur l'ordre de leurs supérieurs et se consacrent à une œuvre rentrant ou non dans les missions de leur institut, alors même que l'œuvre a été créée sur l'initiative de tiers et que l'immeuble où elle a son siège appartient à celui qui en assure le fonctionnement »⁸⁹. La caractérisation d'un établissement congréganiste ne tient pas compte de la question de sa propriété. L'établissement ne ferme pas pour autant, il apparaît encore dans les enquêtes sur les établissements d'assistance de 1913 parmi les établissements dépendant de congrégations⁹⁰.

Depuis quelques années, cet immeuble est devenu le siège de l'*Association pour la protection des religieuses sécularisées*⁹¹. Les autres établissements scolaires de la congrégation (trente cinq en tout) ferment, conformément à la logique gouvernementale de l'époque, mais les sœurs déclarent abandonner leur congrégation afin d'enseigner en qualité d'institutrices laïques⁹². Un an après la fermeture des écoles, des bienfaiteurs laïques dans l'entourage de la congrégation créent une association dont la présidence revient à Charles Daguilhon-Pujol, maire de Massac, et également « conseiller des religieuses »⁹³. Aux termes de l'article 2 des statuts, « cette association a pour objet de propager l'enseignement populaire et de pourvoir aux œuvres d'assistance dans des établissements appartenant, soit à l'association elle-même, soit à des particuliers, et ce au moyen d'un personnel professant la foi catholique et recruté autant que possible parmi les anciennes religieuses sécularisées »⁹⁴. Il y a alors chez les Filles de Jésus une importante vague de

⁸⁸ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 16 août 1912 ; R. DELAMARE, *Les congrégations religieuses selon la loi du 1^{er} juillet 1901*, Imprimerie Henri Jouve, 1902, p. 81 : « Ces établissements avaient cru pouvoir subsister en s'appuyant sur une interprétation de la loi semblable à celle qu'invoquèrent les cent vingt-cinq fermés par le décret, c'est-à-dire que les congréganistes y exerçant n'étant ni locataires ni propriétaires de l'immeuble, ne constituaient pas une congrégation. »

⁸⁹ A.D.T., 3 V 57, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 16 août 1912.

⁹⁰ A.D.T., 3 X 28. Etablissements privés d'assistance et de bienfaisance : circulaires, tableaux des établissements privés. 1913, Lettre du sous-préfet de Lavaur du 28 mars 1913.

⁹¹ A.P., Filles de Jésus de Massac (désormais F.J.M.), Statuts de l'*Association pour la protection des religieuses sécularisées* : « Article 3. Son siège est à Lavaur dans la maison de Léontine Maraval. ».

⁹² A.D.T., 3 V 53, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 9 juillet 1902 et lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 3 octobre 1902.

⁹³ A.D.T., 3 V 57, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 29 août 1905.

⁹⁴ A.P., F.J.M., Statuts de l'*Association pour la protection des religieuses sécularisées*.

sécularisation. A Lavaur, le personnel de l'orphelinat Saint-Joseph est sécularisé depuis novembre 1902. Utilisant le titre premier, libéral, de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, la congrégation contourne les dispositions restrictives du titre troisième. L'originalité de la démarche déroute les autorités publiques qui s'arrêtent aux apparences, affectant de ne remarquer dans l'orphelinat vauréen « rien de commun avec la congrégation des Filles de Jésus »⁹⁵.

LES ORPHELINATS DES ETABLISSEMENTS « EN SURSIS ».

Certaines communautés dirigeant des orphelinats obtiennent des délais pour appliquer la loi, c'est-à-dire fermer leur maison, et tiennent ainsi jusqu'à une époque un peu plus favorable.

Les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul dirigent à Castres, rue des Fossés, un asile de jeunes filles⁹⁶, appelé orphelinat du Sacré-Cœur. La congrégation gère également à Gaillac, rue de l'Ancien collège, un établissement scolaire abritant l'orphelinat Saint-Vincent⁹⁷. Il s'agit de deux fondations relativement importantes. La première, qui compte une centaine d'orphelines, sert d'annexe extérieure à l'Hôtel-Dieu de Castres. L'administration de l'hospice contribue à l'entretien des orphelines dont la mère est inscrite sur la liste des indigents ou dont la mère décède à l'hôpital⁹⁸. Trois à quatre religieuses œuvrent à la bonne marche de l'établissement, situé dans un immeuble appartenant à un prêtre de la mission Saint-Vincent-de-Paul à Paris⁹⁹. La seconde, qui accueille une cinquantaine d'orphelines, apparaît surtout comme une grande institution scolaire qui nécessite le zèle de douze religieuses. Ces deux orphelinats congréganistes n'ont pas d'existence légale ; la congrégation parisienne en demande donc l'autorisation. En effet, le 2 octobre 1901, la maison-mère dépose au ministère une demande globale pour six cent quatre-vingt-douze établissements, dont des orphelinats¹⁰⁰.

⁹⁵ A.D.T., 3 V 29. Enquêtes sur les congrégations de l'arrondissement de Lavaur. 1924-1925, Note du commissaire de police du 17 octobre 1924.

⁹⁶ A.M.C., 1 P 7. Laïcisation. Comité catholique de Castres. Procès-verbaux des réunions (1879-1886). Fermeture des écoles congréganistes (1902-1905). Mesures de laïcisation (1865-1944). 1865-1944, Rapport de la commission de l'instruction publique de Castres du 20 mai 1902.

⁹⁷ A.D.T., 3 V 70, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

⁹⁸ L'aide correspond à trois kilos de pain par semaine.

⁹⁹ A.D.T., 3 V 70, Rapport de la police municipale de la ville de Castres au sous-préfet du 30 juillet 1903.

¹⁰⁰ A.P., F.C.S.V.P., Note ministérielle en date du 2 octobre 1901 concernant les Filles de la Charité. Par exemple, l'orphelinat Sainte-Marguerite de la Seyne-sur-Mer (Var) est rajouté en post-scriptum.

Le conseil municipal de Castres, conduit par une majorité républicaine, émet un avis « nettement défavorable » concernant l'asile du Sacré-Cœur¹⁰¹. La congrégation étant mixte, hospitalière et enseignante, le traitement du dossier ne se fait pas immédiatement. En instance d'autorisation, donc dans la régularité, l'orphelinat fonctionne normalement une dizaine d'année. L'enquête de 1911 évoque néanmoins un établissement qui « ne répond à aucun intérêt public réel » et dont il y a lieu de poursuivre la fermeture¹⁰². Un rapport du 2 décembre 1911 relatif aux établissements congréganistes irréguliers du département conclut également à la fermeture de cet orphelinat¹⁰³. C'est la catégorie de population recueillie qui est la raison de cette intransigeance. Les orphelinats ne recueillent que peu de véritables orphelins, il s'agit dans l'immense majorité des cas d'enfants pauvres de parents indigents. Certains paient même une pension mensuelle variant de 8 à 15 francs. L'œuvre, certes charitable, s'avère plus scolaire qu'hospitalière. Le ministère souhaite poursuivre la fermeture de cet asile et demande au préfet de s'assurer du sort des enfants actuellement dans l'orphelinat. L'institution compte en avril 1912 cinquante-sept enfants : cinquante et un de ces enfants ont leur père et mère ou ne sont orphelins que de l'un ou de l'autre ; trois ont leurs grands-parents ou des oncles et tantes ; enfin, trois (dont une jeune fille de dix-sept ans) sont sans parent ou moralement abandonnés. « L'assistance publique n'aura donc à prendre de mesures qu'à l'égard de ces derniers », en déduit le sous-préfet de Castres¹⁰⁴. La demande en autorisation est finalement rejetée à l'été 1912¹⁰⁵. Le préfet, qui se soucie toujours des enfants de l'établissement, demande au sous-préfet un état nominatif pour adapter les mesures à prendre à leur égard¹⁰⁶. Le délai laissé aux familles pour retirer leurs enfants étant de trois mois (« temps moral »), il expire au 1^{er} octobre 1912. L'orphelinat doit donc fermer, mais les sœurs demandent un délai supplémentaire d'une année... Les enfants seront dorénavant envoyés à l'école communale et les sœurs développent une éducation familiale en formant les filles aux travaux du ménage. « Cet orphelinat a été fondé [...] dans le but d'y recueillir de préférence les enfants dont le père ou la mère sont morts à l'Hôtel-Dieu. [...] Quand elles ont passé

¹⁰¹ A.D.T., 3 V 70, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

¹⁰² A.D.T., 3 V 72, Enquête de 1911 sur les établissements congréganistes concernant Castres.

¹⁰³ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 2 février 1912.

¹⁰⁴ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1912.

¹⁰⁵ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 27 juillet 1912. Le refus n'est tout de même intervenu qu'après les élections locales afin d'éviter les éventuels revers électoraux.

¹⁰⁶ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au commissaire de police du 10 août 1912 pour dresser le procès-verbal de notification auprès des sœurs et du propriétaire des immeubles (procès-verbaux des 12 et 13 août 1912).

quelques années dans notre établissement, nos jeunes filles sont capables de gagner honorablement leur vie. D'ailleurs, nous les élevons pour la société puisque dans les générations qui s'y sont succédées, la plupart sont devenues de bonnes mères de famille. »¹⁰⁷

A Gaillac, l'inspecteur primaire distingue l'orphelinat des autres œuvres purement scolaires de la maison. « L'orphelinat-ouvroir des Filles de la Charité, en recueillant les jeunes orphelines et en leur enseignant les travaux manuels, rend des services très appréciables. Quant aux écoles privées, école élémentaire et école maternelle, dirigées par les religieuses de la même congrégation, elles pourraient disparaître sans inconvénient sérieux pour la population de Gaillac. »¹⁰⁸ Dans ce dernier cas, le fonctionnaire préconise de créer un troisième poste d'adjointe à l'école publique. Les jeunes filles recueillies par l'orphelinat versent une rétribution de 10 à 15 francs par mois¹⁰⁹ : ces pensions traduisent mal le caractère charitable de l'œuvre. Le conseil municipal de Gaillac donne aussi un avis défavorable à la demande d'autorisation¹¹⁰. Le rapport du sous-préfet de Gaillac reprend la conclusion de l'inspecteur primaire : l'orphelinat est utile en tant qu'œuvre post-scolaire, l'école n'est, quant à elle, pas nécessaire¹¹¹. L'aspect scolaire des établissements congréganistes gênant les autorités publiques, la supérieure générale des Filles de la Charité limite aux œuvres charitables la demande d'autorisation pour Gaillac¹¹². L'établissement comprend encore l'orphelinat, mais ne doit plus contenir des écoles. Grâce à cette démarche, l'enquête de 1911 classe l'institution gaillacoise parmi les établissements congréganistes hospitaliers présentant un réel caractère d'utilité publique¹¹³. A l'aube de la Grande guerre, l'orphelinat du Sacré-Cœur à Castres¹¹⁴ et l'orphelinat Saint-Vincent à Gaillac¹¹⁵ figurent parmi les établissements privés d'assistance et de bienfaisance qui risquent d'être utiles à l'effort national.

Un autre exemple d'orphelinat en sursis peut être évoqué pour la ville de Castres. L'approbation des Sœurs de l'Immaculée-Conception date du 13

¹⁰⁷ *Ibid.*, Lettre de la supérieure de Castres au ministre de l'Intérieur du 29 août 1912 demandant un délai d'une année.

¹⁰⁸ A.D.T., 3 V 70, Lettre de l'inspection primaire de Gaillac à l'inspecteur d'académie du 17 avril 1902.

¹⁰⁹ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1902.

¹¹⁰ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Gaillac, Séance du 1^{er} juin 1902, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

¹¹¹ *Ibid.*, Lettre de la sous-préfecture de Gaillac à la préfecture du Tarn du 26 juin 1902.

¹¹² *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 11 décembre 1903.

¹¹³ A.D.T., 3 V 27, Lettre du sous préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 5 novembre 1911.

¹¹⁴ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres du 28 mars 1913.

¹¹⁵ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Gaillac du 25 mars 1913.

septembre 1852¹¹⁶. Néanmoins, comme pour les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis, le régime napoléonien range la congrégation parmi celles exclusivement enseignantes¹¹⁷. Sous l'empire de la nouvelle loi, les Sœurs Bleues sollicitent l'autorisation pour dix-huit succursales¹¹⁸, dont l'établissement du refuge qu'elles dirigent à Castres. Ce refuge, distinct de la maison-mère, ne bénéficie pas de l'autorisation accordée à cette dernière¹¹⁹. « A côté du Couvent Bleu, existe une annexe appelée "Refuge" qu'on considère comme une maison de correction car, sans distinction d'âge, les filles de moralité légère y sont admises. »¹²⁰ Il ne s'agit pas seulement d'une maison de correction pour filles repenties, c'est aussi un orphelinat pour celles à préserver¹²¹. Le personnel dirigeant se compose de huit religieuses. Cette institution charitable, longtemps appréciée dans le département, se trouve désormais contestée par les pouvoirs publics¹²². Dans sa séance du 5 juin 1902, le conseil municipal de Castres donne, là encore, un avis défavorable à la demande d'autorisation du refuge.

Les autorités reprochent à la congrégation son caractère enseignant pour lequel elle a été autorisée dans un contexte jadis favorable. La supérieure

¹¹⁶ A.D.T., 3 V 80, Décret de reconnaissance du 13 septembre 1852 dont l'article 1^{er} prévoit que « l'association des sœurs de Notre-Dame de l'Immaculée-Conception existant à Castres (Tarn) est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale, à la charge pour les membres qui la composent de se conformer exactement aux statuts approuvés par ordonnance du 14 mai 1826 pour la congrégation des Dames de l'Immaculée-Conception de Bordeaux (Gironde) et que les religieuses de l'association de Castres ont déclaré adopter. »

¹¹⁷ A.N., F¹⁹ 6244 et F¹⁹ 6308.1, Etat des congrégations et communautés enseignantes et hospitalières autorisées en vertu du décret du 31 janvier 1852, Situations au 28 octobre 1853 et au 20 décembre 1871.

¹¹⁸ A.N., F¹⁹ 6268, Listes des demandes formées par les congrégations religieuses d'hommes en exécution de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et déposées contre récépissés à l'administration des cultes conformément à l'arrêté du même jour du 2 juillet au 10 octobre 1901 ; A.D.T., 3 V 80, Détails des biens meubles et immeubles possédés par la congrégation de l'Immaculée-Conception de Castres (non daté, fin du siècle vraisemblablement). L'ordre possède sept établissements dans le Tarn, à Castres (maison-mère et refuge) et ses alentours (Lacabarède, Arfons, Sémalens, Montredon-Labessonnié, Navès). Les sœurs se sont également implantées dans la Haute-Garonne, à Toulouse (Saint-Hilaire et Saint-Pierre), Saint-Gaudens, Cadours, Castelnau, La Réole, Le Castéra et Palaminy ; ainsi qu'à Paris, Béziers et Bordeaux.

¹¹⁹ A.D.T., 3 V 81, Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres. 1902-1905, Lettre du ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet du Tarn du 23 novembre 1901.

¹²⁰ A.D.T., 3 V 21, Renseignements sur la situation des congrégations. 1904-1906, Liste des établissements congréganistes autorisés existant dans l'arrondissement de Castres, établie le 29 février 1904.

¹²¹ A.D.T., 2 X 8, Etat statistique des établissements d'assistance ou de bienfaisance publics, reconnus d'utilité publique ou autorisés, autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés, concernant le refuge des Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres pour les années 1907, 1908, 1909 : « Le refuge est établi en vue de ramener à une vie honnête et chrétienne, les jeunes filles perdues par l'immoralité et de préserver celles qui seraient en danger de faillite. »

¹²² A.D.T., 3 V 81, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 20 juin 1902.

générale des Sœurs de l'Immaculée-Conception informe néanmoins le ministre de l'Intérieur, que sa congrégation ne se consacre pas exclusivement à l'enseignement, mais qu'elle s'occupe aussi d'œuvres charitables telles que les refuges, les orphelinats et les missions. Elle précise que ces activités existaient antérieurement au décret d'autorisation. Ces éléments ne semblent pas distraire Emile Combes : « Il convient de remarquer que, malgré la préexistence d'œuvres charitables, elle n'a été autorisée qu'en vue de l'enseignement et que cette autorisation ainsi limitée équivalait à un refus de reconnaître un autre but à son activité. »¹²³ Or, toute activité non prévue dans le décret d'autorisation apparaît comme illégale. La congrégation n'étant censée se livrer qu'à l'enseignement, l'accomplissement d'une œuvre charitable ne correspond pas à sa mission¹²⁴. Ce paradoxe conduit le gouvernement à refuser l'autorisation pour tous les établissements, en raison du caractère enseignant de la congrégation¹²⁵, y compris pour le refuge parce que cette œuvre charitable n'entre pas dans ses attributions¹²⁶. Le raisonnement de l'administration témoigne de la fragilité juridique des communautés religieuses.

Les Sœurs de l'Immaculée-Conception demandent alors au ministère de l'Instruction publique et des Cultes un sursis d'un an pour la fermeture de leur refuge prétextant qu'une cinquantaine de personnes malades et infirmes s'y trouvent en traitement et qu'il n'est pas possible de les évacuer par manque de local¹²⁷. La moitié de ces femmes et jeunes filles sont « absolument sans famille »¹²⁸. En 1907, un délai d'un an est accordé une première fois, et renouvelé pour les mêmes raisons¹²⁹. Cependant, lors d'une enquête motivée par un legs, l'administration constate en 1910 que le refuge n'a pas cessé de fonctionner. Or, « l'établissement, en tant que refuge, ne devrait plus fonctionner depuis le 31 juillet 1909, date de l'expiration des sursis accordés sur la demande de la municipalité de Castres pour la

¹²³ *Ibid.*, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des Cultes, au préfet du Tarn du 9 avril 1904.

¹²⁴ A.D.T., 3 V 82, Lettre du ministre de l'Instruction publique et des Cultes au préfet du Tarn du 21 janvier 1907.

¹²⁵ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Instruction publique et des Cultes au préfet du Tarn du 21 février 1907.

¹²⁶ *Ibid.*, Procès-verbal du 3 mars 1907 portant notification du rejet de la demande.

¹²⁷ *Ibid.*, Lettre du maire de Castres au commissaire central du 9 août 1907.

¹²⁸ *Ibid.*, Lettre du commissaire de police au maire de Castres du 10 août 1907 : « Cet établissement reçoit et hospitalise depuis très longtemps des religieuses qui actuellement se trouvent au nombre de cinquante. Ces religieuses sont toutes d'un âge avancé et se trouvent au "Couvent bleu" depuis déjà de nombreuses années, quelques unes seulement ont pu être admises récemment. »

¹²⁹ *Ibid.*, Lettres du ministre de l'Instruction publique et des Cultes au préfet du Tarn du 10 septembre 1907 et 7 juillet 1908.

fermeture de ces établissements »¹³⁰. L'administration évoque la liquidation du refuge¹³¹, mais l'établissement continuera d'exister avec désormais une destination élargie davantage hospitalière que morale, recevant « avec un certain nombre de femmes âgées que la vieillesse ou les infirmités rendent impropres à tout travail, des femmes plus jeunes et même des jeunes filles et enfants qui ont des déchéances physiques ou des tares morales »¹³². Il faut préciser que la situation politique de la ville a changé. Dorénavant, le conseil municipal de Castres soutient la congrégation dans ses œuvres du refuge, car elle soulage financièrement l'hôpital¹³³. Son hospice privé, à la fois maison de retraite et refuge/orphelinat pour jeunes filles vicieuses ou infirmes (une quinzaine d'enfants), reste toutefois classé en 1911 parmi les établissements congréganistes irrégulièrement maintenus ou reconstitués¹³⁴. L'administration centrale n'est pas dupe, le rappel à l'ordre ministériel ne se fait pas attendre¹³⁵ ; mais à la veille de la guerre, la maison compte aussi parmi les établissements privés de bienfaisance susceptible d'être utiles¹³⁶. Le refuge parvient ainsi à se maintenir sans autorisation.

Tous les établissements qui parviennent à résister aux premières applications de la loi de 1901, bénéficieront par la suite de l'« union sacrée » née de la première guerre mondiale.

SECTION 2. LA PERENNITE DES ORPHELINATS :

Il s'agit d'une pérennité par défaut car les orphelinats sont des institutions que l'administration n'aime guère. Cette condition est remplie lorsque la vocation charitable de l'établissement l'emporte sur l'œuvre d'enseignement, selon une vision objective (établissements hospitaliers) ou subjective (établissements utiles). Les orphelinats profitent du maintien de l'établissement hôte pour subsister, certains laissant néanmoins une plus mauvaise impression que d'autres. La mixité intrinsèque de l'œuvre,

¹³⁰ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Castres du 11 septembre 1911.

¹³¹ A.N., F¹⁹ 6268, Congrégation à dissoudre, établissement à fermer (par département). Immaculée-Conception de Castres ; F¹⁹ 6282, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 28 avril 1910.

¹³² A.D.T., 3 V 82, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 30 octobre 1911.

¹³³ *Ibid.* : « Pour la plupart, les personnes ainsi recueillies devraient être soignées à l'hospice ou bénéficier de pensions et la ville, dans un but d'économie, tiendrait à retarder le plus possible cette charge. »

¹³⁴ A.D.T., 3 V 25. Enquête de 1911 (circulaire du 4 octobre 1911). Instructions et résultats généraux. 1911-1912, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 2 décembre 1911.

¹³⁵ A.D.T., 3 V 83. Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres. 1912-1925, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet du Tarn du 6 février 1912.

¹³⁶ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 18 mars 1914 ; 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913.

combinée à la mixité statutaire de la congrégation peut s'avérer bénéfique : l'acceptation des orphelinats par les autorités publiques sera consciente (I) ou inconsciente (II).

I. LES ORPHELINATS TOLERES :

La présence séculaire des congrégations sur tous les fronts de la charité en fait les auxiliaires naturels des services hospitaliers, déployant leur zèle dans les hospices, les bureaux de bienfaisance et les hôpitaux. Les orphelinats sont ici des œuvres supplémentaires, c'est-à-dire ajoutées aux activités hospitalières qui dominent dans ces établissements. Les congrégations qui les dirigent sont déjà autorisées, rendant le maintien des orphelinats plus acceptable.

LES ORPHELINATS DES HOSPICES PRIVES.

A Brassac et à Dourgne, les Sœurs de la Présentation assurent le service d'hôpitaux-hospices privés¹³⁷, subventionnés par les bureaux de bienfaisance et les municipalités, pour lesquels elles demandent l'autorisation. Ces établissements hospitalisent une trentaine d'indigents chacun, l'hospice Saint-Joseph de Brassac et le refuge de Dourgne présentent à ce titre un caractère d'intérêt public. Pourtant, l'existence d'orphelinats en leur sein dérange la préfecture en raison de leur vocation en partie enseignante. « L'autorisation sollicitée ne saurait être accordée que sous la réserve que les sœurs se consacrent uniquement aux soins des malades »¹³⁸. Les orphelines sont envoyées dans des écoles extérieures, permettant la survie de ces établissements. Très peu de documents rappellent l'existence de ces deux structures, la discrétion d'une œuvre congréganiste restant parfois la meilleure défense contre les attaques républicaines. Ces orphelinats accueillent encore une vingtaine d'enfants à la veille de la première guerre mondiale¹³⁹.

Les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul tiennent à Lautrec un hospice privé¹⁴⁰ qui reçoit quelques dames âgées pensionnaires et une vingtaine d'orphelines. Les sœurs soignent les malades et indigents à domicile ; elles dirigent en outre une école maternelle et un ouvroir fréquenté par les jeunes filles pauvres de la localité. Cinq religieuses vivent dans cet immeuble dont une partie est louée à la commune pour l'école

¹³⁷ A.D.T., 3 V 15, Liste des congrégations de femmes (établissements principaux ou particuliers) du département du Tarn, autorisées ou ayant fait une demande en vue de régulariser leur situation légale.

¹³⁸ A.D.T., 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 2 décembre 1911.

¹³⁹ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913.

¹⁴⁰ A.D.T., 3 V 72, Lettre du maire de Lautrec au sous-préfet de Castres du 1^{er} février 1911.

maternelle moyennant 250 francs par an. Le conseil municipal émet à l'unanimité un avis favorable à la demande d'agrément des sœurs¹⁴¹. La présence de l'œuvre scolaire entraîne le rejet de la sollicitation. Les religieuses transforment alors l'école maternelle en garderie. La supérieure générale limite la demande aux œuvres charitables¹⁴², mais la préfecture doute de la sincérité de l'engagement pris par la congrégation et s'interroge sur le caractère d'utilité publique de l'établissement ainsi transformé¹⁴³. « Dès leur arrivée à Lautrec, sous le prétexte d'édifier un hospice public, les sœurs de Charité, avec les souscriptions et les dons qu'elles recueillirent, édifièrent [...] un confortable établissement agrémenté d'un grand jardin ; mais l'hospice n'a jamais fonctionné, et les malades ou vieillards indigents sont hospitalisés à Castres. » Les religieuses ont ensuite créé un orphelinat qui comprend dix-neuf enfants, issus de familles monoparentales ou pauvres. La moitié des orphelines sont entretenues par les soins de la commune et du bureau de bienfaisance : la commune donne cent francs pour chacune et le bureau de bienfaisance fournit cinq cents grammes de pain par jour. « Seul l'orphelinat constitue une œuvre d'assistance qui répondrait dans une certaine mesure, à une certaine utilité, quoique à vrai dire tous les enfants entretenus dans cet orphelinat ne soient point orphelins et quoique le rôle et la part de la commune et du bureau de bienfaisance dans leur entretien soient au moins égaux sinon supérieurs à ceux de la congrégation. » L'orphelinat comprend encore une œuvre d'enseignement. Cette dernière école continuant à fonctionner, « l'engagement pris par la congrégation de renoncer à l'enseignement est illusoire ». Et le sous-préfet de conclure « à ce que cet établissement fût autorisé sous la condition qu'il fût rigoureusement circonscrit au seul orphelinat »¹⁴⁴ pour jeunes filles ayant dépassé l'âge scolaire. Cette structure bénéficie du soutien inconditionnel de la population de Lautrec. L'avis sera donc favorable au maintien de cet établissement qui présente un caractère d'utilité publique, sous réserve que les sœurs abandonnent l'école et l'ouvrier et se consacrent uniquement aux soins hospitaliers¹⁴⁵, hébergement des orphelines compris. A la veille de la guerre, l'hospice privé de Lautrec et son orphelinat, font partie des établissements d'assistance répertoriés par le gouvernement.

¹⁴¹ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 juin 1902, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

¹⁴² A.D.T., 3 V 71. Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. 1904-1907, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

¹⁴³ *Ibid.*, Lettre de la préfecture du Tarn à la sous-préfecture de Castres du 15 décembre 1904.

¹⁴⁴ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la mairie de Lautrec à la sous-préfecture de Castres du 6 novembre 1912.

¹⁴⁵ *Ibid.*, Enquête de 1911 sur les établissements congréganistes concernant Lautrec, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 15 septembre 1912.

LES ORPHELINATS DES BUREAUX DE BIENFAISANCE AYANT UN SERVICE HOSPITALIER.

Dans les localités de Labruguière et de Sorèze, les bureaux de bienfaisance disposent de « logements affectés à un service hospitalier »¹⁴⁶. A l'ordinaire, les municipalités héritent d'un immeuble pour ouvrir un bureau de bienfaisance, à condition qu'il soit confié aux Filles de la Charité. Conformément aux intentions des donateurs, les communautés se chargent de distribuer des secours aux indigents de la commune et de leur apporter des soins lorsqu'ils sont malades ou infirmes. En application de la loi du 1^{er} juillet 1901, la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul demande aussi l'autorisation pour ces établissements purement hospitaliers. Mais entre temps, les religieuses ont créé d'autres œuvres, dont des orphelinats et des écoles, transformant ainsi le caractère de l'établissement. Le gouvernement conteste l'orientation scolaire de ces institutions communales d'assistance.

A Labruguière, le bureau de bienfaisance hérite en 1850 d'une propriété dont le testateur souhaite qu'elle soit laissée aux sœurs afin de distribuer des secours aux pauvres de la localité. « Mais elles ne se bornèrent pas à ce rôle qu'entendait leur assigner le donateur »¹⁴⁷, les religieuses fondent tour à tour une pharmacie (1852), un orphelinat, un petit hospice de vieillards et une école libre (1871). L'établissement devient une œuvre mixte, de bienfaisance et d'éducation, à laquelle s'emploient six religieuses. Le conseil municipal émet un avis favorable par quatorze voix contre trois ; le sous-préfet est aussi d'avis d'accorder l'autorisation¹⁴⁸. L'établissement de Labruguière semble en effet consacré « uniquement au service du bureau de bienfaisance et à la direction d'un petit orphelinat »¹⁴⁹, mais la congrégation dirige aussi une école libre, située dans un local différent¹⁵⁰, soit une œuvre non comprise dans la demande. L'existence de cette école entraîne inévitablement le rejet de la demande concernant l'établissement de Labruguière¹⁵¹. Les sœurs ont jusqu'au 1^{er} octobre 1903 pour fermer l'école, conformément à la mise en

¹⁴⁶ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 256 à 258. Vers le milieu du XIX^e siècle, les Filles de la Charité créent un orphelinat dans les locaux du bureau de bienfaisance de Saint-Amans-Soult, mais il est très tôt remplacé par un asile de vieillards. Il faut également évoquer ici le bureau de bienfaisance de Rabastens qui dispose d'un orphelinat ; il n'entre pas dans ce chapitre car la communauté de Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne qui le dirige est autorisée depuis le 19 janvier 1911.

¹⁴⁷ A.D.T., 3 V 71, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

¹⁴⁸ A.D.T., 3 V 70, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 20 juin 1902 et lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 4 août 1902.

¹⁴⁹ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 14 août 1903.

¹⁵⁰ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 août 1903.

¹⁵¹ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du 12 septembre 1903.

demeure du 18 septembre¹⁵². Le petit orphelinat dénombre onze enfants dont les parents sont indigents, séparés ou infirmes. Pour le gouvernement, il ne s'agit pas de véritables orphelines : ce sont surtout des enfants de familles indigentes, dans l'impossibilité de les élever normalement¹⁵³. Chose assez rare et surprenante : l'orphelinat compte dans ses rangs un enfant abandonné, placé par l'inspecteur de l'assistance publique¹⁵⁴. Ce placement témoigne des bons rapports au niveau local entre l'initiative privée et l'assistance publique. Le gouvernement prône cependant la suppression de l'orphelinat, préférant que le bureau de bienfaisance alloue des secours aux familles afin que celles-ci conservent leurs enfants. Des circonstances électorales repoussent la fermeture de l'orphelinat¹⁵⁵. De plus, la commission administrative du bureau de bienfaisance se prononce en faveur du maintien¹⁵⁶. En 1911, les sœurs ayant accepté d'envoyer les orphelines à l'école publique et se limitant au service d'un petit hôpital-hospice communal, « paraissent devoir être maintenues »¹⁵⁷.

A Sorèze, depuis la donation consentie par Sœur Verdalle, supérieure de la communauté, au bureau de bienfaisance de la ville, ce dernier est propriétaire des locaux. Après quelques années consacrées à des œuvres hospitalières, l'initiative se transforme en orphelinat¹⁵⁸. La mission charitable trouve donc une continuation. Œuvre capitale, l'orphelinat admet une quarantaine de jeunes filles. A cette activité mixte par nature, s'ajoute plus tard un service scolaire (1898). Une école ouvre en plus de l'enseignement interne déjà donné aux orphelines. De la même façon, un autre ouvroir est créé pour les jeunes adolescentes des environs. Le conseil municipal de Sorèze, dans sa séance du 6 avril 1902, donne un avis favorable à la requête de la congrégation. Dans un premier temps, la sous-préfecture de Castres suit l'avis de la municipalité¹⁵⁹. La situation stagne une dizaine d'années,

¹⁵² *Ibid.*, Lettre de la préfecture du Tarn à la sous-préfecture de Castres du 22 septembre 1903 (procès-verbal du 18 septembre 1903 portant notification du refus d'autorisation et mise en demeure de fermeture pour l'école).

¹⁵³ Quelques exemples présentés par les enquêtes : le père mène « une vie de chemineau » ou encore le père est condamné aux travaux forcés à perpétuité pour avoir tué sa femme, etc... (A.D.T., 3 V 71, Etat nominatif des enfants qui sont entretenus dans l'établissement dirigé par les Filles de la Charité à Labruguière.

¹⁵⁴ A.D.T., 3 V 71, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

¹⁵⁵ A.D.T., 3 V 72, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 juillet 1912. La mesure apparaît, « pour l'instant du moins, inopportune ; une grande partie de la population ne manquerait pas en effet d'attribuer cette mesure à un acte de ressentiment du député vaincu aux élections précédentes. »

¹⁵⁶ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 1^{er} août 1912.

¹⁵⁷ *Ibid.*, Enquête de 1911 sur les établissements congréganistes concernant Labruguière.

¹⁵⁸ A.P., F.C.S.V.P., Historique de l'établissement de Sorèze.

¹⁵⁹ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 25 juin 1902.

mais en 1911 le ton se durcit. « Cet établissement congréganiste ne présente pas un réel caractère d'utilité publique. Cependant avant de mettre ses membres en demeure de se disperser, il conviendrait d'examiner les termes des dispositions testamentaires qu'invoque la commission administrative du bureau de bienfaisance en faveur du maintien de cette agrégation. »¹⁶⁰ Or, la donation Verdalle au profit du bureau de bienfaisance porte bien mention de l'orphelinat : « les sœurs continueront à disposer pour l'orphelinat qu'elles dirigent depuis longtemps des bâtiments et des meubles actuellement affectés à cette destination, tout ce qui concerne l'orphelinat devant leur incomber exclusivement sans que le bureau de bienfaisance ait à s'en occuper, ni soit tenu de fournir dans ce but aucun subside »¹⁶¹. L'établissement conserve ainsi son orphelinat.

LES ORPHELINATS DES HOPITAUX-HOSPICES.

Les communautés religieuses créent, dans les hôpitaux généraux, des orphelinats qui fonctionnent en marge du traditionnel service public des enfants assistés. Au XIX^e siècle, la principale congrégation française, spécialisée notamment dans le service hospitalier, connaît une bonne implantation dans le Tarn : les Filles de la Charité desservent la majorité des établissements publics hospitaliers du département. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul œuvrent dans les hôpitaux de Castres, Lavaur et Mazamet¹⁶², pour ne citer que ceux dans lesquels elles dirigent un orphelinat à la veille de la loi du 1^{er} juillet 1901¹⁶³. Le plus souvent, des traités conformes au modèle annexé à la circulaire du 26 septembre 1839, régissent leurs activités et officialisent leur présence. Pour employer les termes d'une circulaire antérieure du 25 septembre 1838, ces traités sont obligatoirement « revêtus de l'approbation du ministère de l'Intérieur ». Aucune de ces succursales ne jouit pourtant de la reconnaissance légale¹⁶⁴. Réclamées par les autorités locales, logées dans les immeubles municipaux, confirmées par des traités, les communautés hospitalières ne sollicitent pas systématiquement l'autorisation légale au XIX^e siècle¹⁶⁵. Le gouvernement

¹⁶⁰ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911.

¹⁶¹ A.P., F.C.S.V.P., Historique de l'établissement de Sorèze.

¹⁶² A.N., F¹⁹ 6244, Etat général de tous les établissements de la communauté des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul par ordre alphabétique et avec la date de leur fondation. Etat général de tous les établissements fondés antérieurement à la loi de 1825 sur les communautés religieuses de femmes.

¹⁶³ Au milieu du XIX^e siècle, les Filles de la Charité dirigent un orphelinat similaire dans l'hôpital d'Albi mais il ne dure qu'une vingtaine d'années.

¹⁶⁴ A.N., F¹⁹ 6244, Etablissements de la congrégation des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, non légalement autorisés.

¹⁶⁵ Les Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers, autre congrégation spécialisée dans le service hospitalier, également bien implantée dans le département, dirigent

tolère ces communautés en raison de leur contexte hospitalier, mais les orphelinats apparaissent en totale contradiction avec la modernisation des hôpitaux. Les pouvoirs publics permettent leur existence en attendant la loi sur l'enseignement congréganiste.

Les Filles de la Charité s'occupent à Castres des établissements publics d'assistance¹⁶⁶. L'institution hospitalière de la ville se divise en deux¹⁶⁷ : l'Hôtel-Dieu est en réalité un hôpital qui n'admet que les malades pauvres ; l'hôpital général est en réalité un hospice destiné à recevoir les vieillards infirmes, ainsi que les enfants trouvés et abandonnés. La première structure n'entretient ni orphelins, ni enfants assistés, ni enfants de familles indigentes¹⁶⁸. Seule nous intéresse donc la seconde structure, l'hôpital général avec sa communauté de douze sœurs, nourries, logées et touchant un traitement de 200 francs chacune, en vertu du traité du 6 août 1839¹⁶⁹. L'établissement comprend un orphelinat et une école maternelle. L'orphelinat occupe deux religieuses également rétribuées par la municipalité¹⁷⁰. L'ensemble immobilier appartient à la ville et les religieuses y sont attachées « en qualité de domestiques »¹⁷¹. Le conseil municipal et la sous-préfecture émettent un avis défavorable, mais « la municipalité déclare ne pouvoir les remplacer par des infirmières laïques »¹⁷². Dans ces conditions, le sous-préfet conclut finalement à leur maintien.

A l'hôpital-hospice de Lavaur, huit religieuses de Saint-Vincent-de-Paul sont infirmières ou surveillantes auprès des enfants à l'orphelinat¹⁷³. L'établissement est la propriété de la ville, les religieuses y sont attachées à titre d'employées : nourries et logées, elles reçoivent également de l'administration de l'hôpital une somme annuelle de 200 francs chacune en vertu d'un traité de 1841. Les autorités exigent un rapport « très circonstancié [...] sur les œuvres qui y sont poursuivies et le caractère

notamment les hôpitaux de Gaillac et de Rabastens, deux établissements autorisés le 19 janvier 1811.

¹⁶⁶ A.D.T., 3 V 4, Etat des congrégations : renseignements divers. 1823-1824, Tableau des communautés religieuses de femmes qui dépendent d'un chef-lieu et d'une supérieure générale et qui sont autorisées, dans l'arrondissement de Castres, en 1823.

¹⁶⁷ A.D.T., 1 X 16, Statistique hospitalière de l'hospice de Castres entre 1863 et 1870.

¹⁶⁸ A.N., F¹⁵ 3766, Questionnaire concernant l'hôpital de Castres pour l'année 1864.

¹⁶⁹ A.D.T., 3 V 70, Rapport de la police municipale de la ville au sous-préfet de Castres du 30 juillet 1903.

¹⁷⁰ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

¹⁷¹ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 24 juin 1902.

¹⁷² A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911.

¹⁷³ A.D.T., 3 V 70, Lettre de la direction du domaine d'Albi au préfet du Tarn du 29 avril 1902.

d'utilité qu'elles peuvent présenter »¹⁷⁴. Toutes les religieuses se consacrent exclusivement à leurs fonctions hospitalières : l'opinion du maire est très positive et souligne l'utilité publique de leurs œuvres¹⁷⁵. En réalité, l'hôpital recueille des orphelines et des enfants dans un orphelinat dont les autorités centrales condamnent la présence. Cependant, les renseignements des autorités locales emportent le maintien de cette communauté hospitalière. Le conseil municipal, par dix-huit voix contre deux, accorde un avis favorable à la demande d'autorisation¹⁷⁶. « On peut dire que cet établissement, annexe de l'hôpital de Lavaur, rend un service public. »¹⁷⁷ En 1911, l'hôpital est rangé parmi les établissements congréganistes hospitaliers présentant un réel caractère d'utilité publique¹⁷⁸.

Il existe à l'hôpital-hospice de Mazamet, sous la direction des Filles de la Charité, un orphelinat qui compte une vingtaine d'orphelines¹⁷⁹. Les sœurs assurent le service intérieur de l'hôpital en vertu d'un décret du 13 août 1873. Le conseil municipal donne un avis favorable à la demande formée par les sœurs¹⁸⁰. Pourtant, là encore, les enfants n'étant pas de véritables orphelines, « cet orphelinat devrait être supprimé et les enfants placés dans les familles »¹⁸¹. En 1911, la préfecture estime que la communauté religieuse peut continuer son action hospitalière, sous réserve que l'orphelinat disparaisse¹⁸².

II. LES ORPHELINATS « OUBLIES » :

Quelques congrégations passent à travers le dispositif anticongréganiste. Le gouvernement républicain semble oublier certains orphelinats catholiques non autorisés, alors même que les enquêtes administratives les mentionnent. Les deux exemples les plus frappants sont ceux des orphelinats Saint-Jean (du couvent des Oblates de Saint-Benoît d'Albi) et Sainte-Marie (du couvent des Sœurs de la Charité de la Sainte-Agonie de Mazamet). Il s'agit de deux orphelinats au sens strict, œuvre principale ou première des congrégations qui les tiennent. Les deux ordres religieux en

¹⁷⁴ *Ibid.*, Lettre de la préfecture du Tarn à la sous-préfecture de Lavaur du 14 mars 1902, rappelée par la lettre du 1^{er} mai 1902.

¹⁷⁵ *Ibid.*, Lettre du maire de Lavaur au sous-préfet de Lavaur du 14 juin 1902.

¹⁷⁶ A.D.T., 3 V 27, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn 19 juin 1902.

¹⁷⁷ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 18 juin 1902.

¹⁷⁸ A.D.T., 3 V 27, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 4 novembre 1911.

¹⁷⁹ A.D.T., 1 X 123, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

¹⁸⁰ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 18 juin 1902 et lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

¹⁸¹ A.D.T., 1 X 123, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

¹⁸² A.D.T., 3 V 72, Enquête de 1911 sur les établissements congréganistes concernant Mazamet.

question ne sont pas eux-mêmes autorisés et, dans le respect de la loi de 1901, ils demandent l'agrément¹⁸³ : les Oblates bénédictines pour leur maison-mère albigeoise uniquement, les Sœurs de la Sainte-Agonie pour treize établissements dont quatre dans le Tarn (deux à Mazamet, la maison-mère et l'orphelinat, un à Carmaux et un à Labastide-Rouairoux).

Le renforcement de la pression républicaine sur les groupements religieux, dès la fin du XIX^e siècle, donne lieu à une multiplication des enquêtes et par conséquent des renseignements. Aubaine pour le chercheur, les congrégations sont passées au crible durant cette période : histoire des fondations, implantation géographique, œuvres poursuivies, sources de revenus, etc... Etrangement en l'occurrence, peu de pièces concernent ces deux ordres. Aucun dossier sur ces deux communautés tarnaises ne fait l'objet d'une cote particulière aux archives départementales du Tarn. Seules quelques mentions, dispersées entre les séries X sur l'assistance et V sur les cultes, prouvent que l'administration a connaissance de ces structures. Les renseignements proviennent pour l'essentiel d'hagiographies¹⁸⁴, au style élogieux et fleuri, largement empreint de spiritualité, difficilement exploitables pour une histoire des institutions. Dans les archives privées des congrégations, peu d'informations également : les mêmes biographies de fondateurs, les souvenirs des repreneurs de l'œuvre quelquefois mis par écrit¹⁸⁵, mais pas de papiers officiels...

Une juxtaposition de facteurs paraît expliquer ce défaut de sources. Ces œuvres d'orphelinat s'adapteront à la réglementation sociale du XX^e siècle en adoptant des formes associatives modernes. Les changements administratifs s'accompagnent souvent de déménagements, parfois nombreux (regroupement d'institutions, déplacement du siège social), au cours desquels les éventuelles archives sont reclassées, épurées ou perdues. Par ailleurs, il s'agit d'institutions d'un autre temps, moins férues d'archives que les administrations actuelles. Ces orphelinats vivent au jour le jour ; le recul historique ou intellectuel importe moins que l'immédiate effectivité de

¹⁸³ A.D.T., 3 V 15, Liste des demandes formées par les congrégations religieuses en exécution de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et déposées contre récépissés à l'administration des cultes, conformément à l'arrêté du même jour du 2 juillet au 10 octobre.

¹⁸⁴ Concernant l'orphelinat Saint-Jean, voir : J. BARTHES, *Mère Marie de Saint-Pierre, fondatrice des Oblates Bénédictines de Saint-Jean d'Albi*, Imprimerie-reliure des orphelins-apprentis, Albi, 1946 ; G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.* ; E. RIGAUD, *Un bienfaiteur des orphelins, le chanoine Pierre Ernest Colombier, fondateur de l'Orphelinat Saint-Jean à Albi et des Sœurs Oblates Bénédictines. 1857-1925*, Imprimerie-reliure des orphelins-apprentis, Albi, 1930.

Concernant l'orphelinat Sainte-Marie, voir : Ch. MANTELET, *Op. cit.* ; L. OZANNE, *Op. cit.*

¹⁸⁵ Dans les *Annales de Notre-Dame du Bon-Conseil* et le *Bulletin des œuvres du Père Colombier*, il arrive que les continuateurs de l'orphelinat Saint-Jean témoignent de l'histoire de leur institution.

l'œuvre. Ainsi, les archives privées de l'orphelinat Saint-Jean, récemment transférées aux archives départementales du Tarn, se composent-elles uniquement des dossiers personnels des enfants. Ces dossiers comprennent les pièces nécessaires à l'admission des orphelins, parfois le courrier de la famille, des éléments trop restreints, trop intimes, pour élaborer un travail de recherche complet, même si répertorier les différentes pièces permet néanmoins d'établir des conditions exigées pour l'admission d'un orphelin¹⁸⁶.

Cependant, ce raisonnement n'explique pas la surprenante passivité gouvernementale lors de l'application de la loi de 1901. Les instructions menées durant cette période, dénombrant les établissements non autorisés, font apparaître forcément les deux institutions. Des brouillons de listes d'orphelinats non datées, probablement établies au début du XX^e siècle, trouvés aux archives nationales, les mentionnent¹⁸⁷ : parmi d'autres structures françaises du même type, ce sont les deux seuls orphelinats du Tarn. L'existence de cette nomenclature propre aux orphelinats prouve que l'administration considère ce type d'œuvres de façon spécifique. Pourtant, la fermeture d'institutions similaires tend à démontrer le contraire. L'oubli de ces deux orphelinats tarnais repose donc seulement sur des hypothèses plus ou moins objectives : montage juridique protecteur ou pressions politiques. Leur maintien s'appuie certainement sur la perception de leur utilité au plan local. Il semble en effet difficile de croire à une reconnaissance inconsciente de ces œuvres, sorte d'« acte manqué » administratif.

L'ORPHELINAT SAINT-JEAN D'ALBI ET SES ANNEXES.

En 1886, Pierre-Ernest Colombier, vicaire de l'église Saint-Salvy d'Albi, fonde un orphelinat de garçons dans la ville. L'agglomération compte plusieurs établissements pour les jeunes orphelins¹⁸⁸, mais aucune structure

¹⁸⁶ Les premiers dossiers des enfants se présentent sous la forme de petites enveloppes portant les mentions suivantes : le nom de l'enfant, la date de naissance, de baptême, de la première communion et de la confirmation ; le parent perdu, la date du décès, éventuellement les pensions et échéances, l'adresse des parents restants ou des tuteurs. L'enveloppe mentionne aussi l'atelier choisi par l'enfant (avec les dates d'entrée et de sortie). A l'intérieur, se trouvent les pièces administratives : attestation de naissance par le maire de la commune natale, extrait du registre des baptêmes, déclaration d'entrée (date, composition du trousseau, orphelin de mère/père), d'éventuelles lettres de recommandations de maires ou de curés ; mais aussi des pièces plus personnelles comme des billets entre enfants et supérieurs (punition, bilan de trimestre, moralisation) ou de la correspondance (lettres de la famille envoyées aux enfants ou aux supérieurs, demandes de visite, éloges de l'établissement et encouragements).

¹⁸⁷ A.N., F¹⁹ 6268, Liste d'orphelinats du début du XX^e siècle.

¹⁸⁸ Les deux principaux sont les couvents de Notre-Dame et du Bon-Sauveur qui possèdent chacun des pensionnats et un orphelinat pour filles. Il faut également mentionner la présence de congrégations féminines dont l'œuvre charitable dans les hôpitaux concerne précisément l'enfance malheureuse, telles que les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

n'est prévue pour les garçons orphelins. Il semble au Père Colombier que les filles soient plus faciles à placer que les garçons. Alors qu'il accompagne une orpheline au monastère de Notre-Dame, il fait part de son désarroi à la supérieure de la congrégation, Rose de Latour. En guise de réponse, cette dernière lui fait don d'une maison, route des Planques (actuelle avenue de Lattre de Tassigny, route de Millau), afin qu'il remédie lui-même à cette situation en y installant un orphelinat pour les garçons. Le chanoine Louis Birot (1863-1936)¹⁸⁹, partisan et acteur tarnais de la doctrine sociale de l'Eglise, soulignera lors de l'oraison qu'il prononce à la mort du Père Colombier « la grande lacune sociale » que la création de cet orphelinat est venue combler¹⁹⁰. Le projet de fondation accepté par l'archevêque Monseigneur Fonteneau¹⁹¹, l'ouverture de l'orphelinat Saint-Jean a lieu en novembre 1886. Le lancement de cette nouvelle œuvre doit beaucoup au concours d'une commerçante philanthrope, Marie Navas¹⁹². Comme l'Abbé Colombier est occupé par sa charge à Saint-Salvy, c'est elle qui véritablement gère et anime les débuts de l'orphelinat. Elle secondera officiellement le Père Colombier à partir de 1894, en devenant la première supérieure de la congrégation des Oblates bénédictines.

Cette œuvre albigeoise n'a pas la meilleure presse qui soit auprès des autorités centrales. Les listes découvertes aux archives nationales classent l'orphelinat Saint-Jean parmi les « orphelinats mauvais »¹⁹³. L'établissement, qui n'a pas d'existence légale, n'est connu des pouvoirs publics qu'à travers ses quelques infractions aux lois sur le travail des enfants. Les enquêtes de 1911 rangent l'ordre des Oblates de Saint-Benoît parmi les établissements en instance d'autorisation, dans la catégorie de ceux « qui ont donné lieu à des remarques défavorables ou qui ne répondent plus à un besoin d'utilité publique ou qui s'occupent d'œuvres non prévues par leurs statuts »¹⁹⁴. Et l'institution reçoit les plus vives critiques des autorités républicaines, qui refusent de reconnaître le rôle de l'Eglise dans la protection de l'enfance :

¹⁸⁹ Vicaire général de Monseigneur Mignot en 1900, Louis Birot accède par ses talents oratoires à une notoriété nationale. En 1905, il invite les catholiques à agir pour la « justice sociale ». Ses idées libérales et démocrates le placent « en première ligne de tous les grands débats politico-religieux du début du XX^e siècle » (J. FAURY, Notice « Birot », *Les Tarnais... Op. cit.*, p. 46). Sur la personnalité de cet homme d'Eglise, lire les actes du colloque *Christianisme et politique dans le Tarn sous la Troisième République*, parus aux P.U.S.S. de Toulouse en 2000.

¹⁹⁰ E. RIGAUD, *Op. cit.*, p. 132.

¹⁹¹ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 332.

¹⁹² J. BARTHES, *Op. cit.*, pp. 6 à 16 et 33 ; G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 37 ; E. RIGAUD, *Op. cit.*, p. 31 et 64.

¹⁹³ A.N., F¹⁹ 6268, Liste d'orphelinats « mauvais » du début du XX^e siècle où apparaît notamment celui des Oblats d'Albi.

¹⁹⁴ A.D.T., 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 2 décembre 1911.

« l'orphelinat Saint-Jean constitue, sous le couvert de la charité, une véritable exploitation de l'enfance »¹⁹⁵.

Malgré la diatribe, l'orphelinat ne sera pas importuné matériellement par les pouvoirs publics. Il fonctionne de façon tout à fait normale malgré les lois de laïcité, traversant sans trop de mal les vicissitudes des premières années du XX^e siècle¹⁹⁶. Son fondateur, le Père Colombier, crée en 1896 avec l'aide de bienfaiteurs, la *Société civile immobilière Saint-Martin*, chargée de la gestion du patrimoine de l'œuvre¹⁹⁷. Depuis quelques années, le prêtre albigeois reprend la direction d'orphelinats dispersés dans le sud de la France¹⁹⁸. Cette société, laïque, constitue un premier rempart juridique contre l'anticléricalisme gouvernemental ; elle met l'orphelinat à l'abri de la législation sur les congrégations, en particulier de la liquidation. D'autres explications moins juridiques courent : certaines rumeurs justifient le maintien de l'orphelinat par les amitiés de sa cofondatrice, Marie Navas, avec Jean Jaurès. Des versions davantage romantiques (ou romancées) imaginent même d'anciennes relations plus étroites entre les deux personnalités... En 1881, la commerçante héberge le jeune professeur de philosophie lorsqu'il vient donner ses cours au lycée d'Albi. Par ailleurs, elle organisera la rencontre entre le tout nouveau député républicain et Louise Bois qu'il épouse en 1886¹⁹⁹. Les travaux intellectuels de Jaurès et ses combats politiques l'orientent vers le socialisme. Réélu député du Tarn en 1902, siège qu'il occupe jusqu'à sa mort, il soutient notamment le gouvernement anticlérical d'Emile Combes. Mais Jaurès reste un humaniste, il n'est pas antireligieux ; il confie d'ailleurs l'éducation de sa fille Madeleine aux Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias à Villefranche d'Albigeois, non loin de la maison familiale située au lieu-dit « Bessoulet ». Son rôle dans le maintien de l'orphelinat Saint-Jean ne paraît donc pas improbable.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 128 : « C'était le temps où les congrégations adonnées à l'enseignement, fut-ce pour les orphelins, étaient proscrites par la loi. »

¹⁹⁷ A.D.T., 3 X 28, Lettre du maire d'Albi au préfet du Tarn du 28 mars 1913 : « L'établissement dépend d'une société civile (*Société Immobilière de Saint Martin*) créée le 1^{er} janvier 1896 pour cinquante ans entre sept laïques et un prêtre. [...] Cette société demandera en 1911 à être reconnue d'utilité publique mais le conseil municipal d'Albi repousse cette demande. »

¹⁹⁸ En 1925, l'œuvre s'étend dans le sud-ouest de la France : sept orphelinats animés par soixante-dix religieuses et une trentaine de prêtres, comprenant plus de cinq cents orphelins, garçons et filles.

¹⁹⁹ En quelques mots, l'écrivain Marcelle Auclair dévoile un aspect étonnant de la personnalité de Marie Navas : « Il était à Albi, rue Timbal, une marchande de parapluies, le bras droit de l'Abbé Colombier ; fieffée marieuse, elle connaissait tout le monde, entre autre Madame Jaurès et son fils Jean. » (*La vie de Jaurès ou la France d'avant 1914*, Editions du Seuil, Paris, 1954, p. 63).

En pleine tempête anticléricale, le Père Colombier se permet même de fonder deux nouveaux orphelinats à Dourgne et à Albi. Il s'agit d'établissements créés postérieurement à la loi de 1901, pour lesquels aucune autorisation n'est sollicitée. La première guerre mondiale bouleversera davantage le fonctionnement de l'orphelinat avec le départ au front d'une partie du personnel et de certains orphelins²⁰⁰. Une troisième structure est amorcée au château de La Landelle, à Paleville, dès la fin de la guerre (1920).

En 1909, l'Abbé Colombier installe une annexe de l'orphelinat Saint-Jean dans le sud du département, à Dourgne²⁰¹. Il occupe le monastère d'En Calcat car l'ordre religieux de l'abbaye s'est exilé en Espagne, expulsé après les lois anticongréganistes²⁰². Cet orphelinat compte une vingtaine d'enfants qui y reçoivent les études secondaires et une initiation à la vie religieuse. Sa vocation est donc spirituelle, il s'agit d'un juvénat pour certains orphelins de Saint-Jean. Les enquêtes de 1911 qui recensent les établissements irréguliers découverts mentionnent cette succursale : « il s'agit d'un orphelinat de vingt-cinq enfants fonctionnant avec des prêtres-professeurs aidés de trois oblates qui s'occupent des soins matériels »²⁰³. Les religieux bénédictins, de retour d'Espagne, reprennent leur abbaye et les orphelins sont transférés à Lourdes en 1913, ville qui ne possède pas encore d'orphelinat de garçons. L'orphelinat, dans ce lieu empreint de religion, continuera sa mission spirituelle.

En 1915, le Père Colombier crée également à Albi, à côté de l'orphelinat Saint-Jean, une œuvre similaire pour les filles²⁰⁴. Le gouvernement Combes ayant chassé certaines religieuses d'Albi, notamment les Sœurs de Notre-Dame, voisines de Saint-Jean et très liées au Père Colombier, les orphelines sont dispersées entre plusieurs communautés. Dans le contexte de la guerre, l'archevêque d'Albi, Monseigneur Mignot (1842-1918), autorise néanmoins la fondation de cet orphelinat Saint-Pierre, un asile pour filles en l'honneur de Marie Navas, Mère Marie de Saint-Pierre en religion, qui meurt en 1915,

²⁰⁰ E. RIGAUD, *Op. cit.*, p. 103. Trois prêtres et quarante-trois orphelins y laisseront leur vie.

²⁰¹ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913 ; G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier...* *Op. cit.*, p. 124.

²⁰² Frère Paul, « Notre maison. Les bâtiments d'En Calcat », *Présence d'En Calcat. Centenaire (1890-1990)*, Atelier graphique Saint-Jean, 1990, p. 63 : « Pendant ces années, En Calcat ne restait pas inoccupé et connaissait de nouveaux hôtes. Le grand séminaire d'Albi, lui aussi chassé, s'y réfugie après la Séparation (1907-1909). "L'Orphelinat d'Albi" – le Père Romain avait aidé le Père Colombier à sa fondation – y installe aussi son juvénat (1909-1913). »

²⁰³ A.D.T., 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 2 décembre 1911. Résultat de l'enquête demandée par la dépêche du 20 octobre 1911.

²⁰⁴ E. RIGAUD, *Op. cit.*, pp. 87 à 96.

après avoir consacré près de vingt ans de sa vie à l'orphelinat Saint-Jean, et qui est remplacée par Mère Lucie.

Le château de La Landelle (commune de Paleville) devient une annexe de l'orphelinat Saint-Jean en 1920²⁰⁵. A son décès en 1907, une bienfaitrice, Laure de Noireterre²⁰⁶, lègue toute sa fortune estimée à dix millions de francs à Auguste Bouchié de Belle, avocat au Conseil, afin qu'il constitue une fondation au profit de l'enfance malheureuse. En 1909, le légataire universel achète le château de Thury-en-Valois (Oise) pour accueillir les enfants orphelins ou abandonnés de la région parisienne. Les enfants sont évacués au début de la guerre (les troupes allemandes détruisent le château en 1916). L'œuvre est transférée à La Landelle en 1918 dans l'ancienne propriété de la donatrice qui servira d'orphelinat agricole. A la mort du légataire, sa fille Claire Dède, confie la direction de l'œuvre à la congrégation du Père Colombier mais continue d'en assurer la gérance. Les collaborateurs du Père Colombier laissent la place en 1940 à d'autres congrégations : les Sœurs du Christ-Roi de Sarlat (Dordogne) à partir de 1945, puis les Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé (Haut-Rhin)²⁰⁷ en 1957.

L'ORPHELINAT SAINTE-MARIE DE MAZAMET.

A l'initiative de sa fondatrice, la congrégation de la Sainte-Agonie établit d'abord un orphelinat rue Meyer, en 1868, avant de développer une importante œuvre mixte, hospitalière et enseignante. Quelques années plus tard, en 1874, elles prennent la direction d'un asile pour garçons, l'orphelinat du Mollard à Rive-de-Gier (Loire)²⁰⁸. Les autorités publiques n'ignorent pas non plus l'existence du couvent des Sœurs de la Sainte-Agonie à Mazamet²⁰⁹. L'enquête effectuée en exécution de la loi du 29 décembre 1876 mentionne clairement la congrégation comme non autorisée, à vocation hospitalière, occupée à la visite et aux soins des malades, ainsi qu'à l'éducation des orphelines. A l'inverse du précédent, l'orphelinat Sainte-Marie de Mazamet

²⁰⁵ P. MENCHI, « Saint-Jean : un orphelinat de garçons à Albi », *EMPAN*, n°25, mars 1997.

²⁰⁶ Son mari, Antoine Valentin Jumel de Noireterre (1824-1902), aide de camp de Napoléon III et artiste occasionnel, a peint des scènes de la guerre de Crimée et de la campagne d'Italie. « Aux yeux des Tarnais, il sera un original rouspéteur et généreux. » (G.-L. MARCHAL, Notice « Jumel de Noireterre », *Les Tarnais... Op. cit.*, p. 179).

²⁰⁷ H. CAMINADE, « Où en sommes-nous ? », *Annales de Notre-Dame du Bon-Conseil*, n°169, avril-mai-juin 1998.

²⁰⁸ Ch. MANTELET, *Op. cit.*, pp. 105 à 108. Dans cet orphelinat de garçons, elles succèdent aux Frères des Ecoles Chrétiennes qui dirigent l'œuvre depuis 1855.

²⁰⁹ A.N., F¹⁹ 6309. Congrégations de femmes. Exécution de la loi du 29 décembre 1876, Etat des congrégations, communautés, associations religieuses non autorisées, dressé en exécution de la loi du 29 décembre 1876. Département du Tarn ; A.D.T., 3 V 15, Liste des congrégations de femmes (établissements principaux ou particuliers) du département du Tarn, autorisées ou ayant fait une demande en vue de régulariser leur situation légale. La liste mentionne l'orphelinat de la maison-mère, située rue des Cordes à Mazamet.

est mieux accepté par le gouvernement. Il fait partie, au début du siècle, des « orphelinats qui peuvent être autorisés »²¹⁰. L'œuvre essentiellement hospitalière des Sœurs de la Sainte-Agonie ne dérange pas, c'est l'ambiguïté de l'orphelinat qui est mal perçue. « Ces congréganistes [...] recueillent en outre une cinquantaine d'orphelines auxquelles elles font la classe. Tout en exprimant un avis favorable à leur maintien, j'estime qu'il devrait leur être interdit de se livrer à l'enseignement. »²¹¹ La partie scolaire de l'orphelinat importune au point de conclure à sa fermeture, mais l'œuvre reste encore active à la veille de la première guerre mondiale en accueillant trente-quatre orphelines²¹². La sauvegarde de l'orphelinat tiendrait au soutien de riches familles industrielles mazamétaines qui apprécient l'action de cette congrégation locale²¹³, ainsi que d'hommes politiques influents comme les députés catholiques conservateurs appartenant à la famille Reille²¹⁴.

En exécution de la circulaire du ministère de l'Intérieur du 5 mars 1913, la préfecture du Tarn doit dresser, sous la forme de tableau, la liste des établissements privés d'assistance et de bienfaisance existant dans le département. Deux types de tableaux devront être établis dont un spécialement réservé aux établissements dépendants de congrégations. On découvre des pouvoirs publics tiraillés par deux objectifs : poursuivre la lutte anticongréganiste et préparer un conflit imminent. La présence d'orphelinats prend alors un nouveau sens : à la veille de la guerre, le gouvernement a besoin de tous les établissements hospitaliers y compris les établissements privés congréganistes. Il s'agit de recenser ces institutions en mentionnant la catégorie d'assistés (enfants, vieillards) et la qualité de la direction de l'établissement. Les orphelinats congréganistes, jusque-là grevés des soupçons républicains en raison de leur caractère enseignant, se trouvent

²¹⁰ A.N., F¹⁹ 6268, Liste d'orphelinats du début du XX^e siècle « qui peuvent être autorisés ».

²¹¹ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911.

²¹² A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913.

²¹³ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 25 novembre 1911. Le sous-préfet de Castres estime même qu'« elles réservent presque exclusivement leurs soins aux familles riches contre avantageuse rémunération ».

²¹⁴ La famille Reille dominera la vie politique tarnaise sous la Troisième République. René Reille (1835-1898), conseiller général du Tarn depuis 1867, devient le député « inamovible » de la circonscription de Mazamet en 1876. Un temps sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur dans le gouvernement d'Albert de Broglie, du 17 mai au 22 novembre 1877, le Baron conserve son « fief » électoral jusqu'à sa mort. Deux de ses fils, André (1861-1898), puis Xavier (1871-1944), seront députés de Castres de 1894 à 1910. Un troisième, Amédée (1873-1944), succède à son père de 1898 à 1914. La dynastie Reille, que ses adversaires comparent à une pieuvre, contrôle ainsi tout le sud du département (R. CAZALS, Notice « Reille », *Les Tarnais... Op. cit.*, p. 268).

L'autorisation légale

soudainement intégrés à l'effort national. Les circonstances amènent une reconnaissance tacite, si ce n'est de leur régularité, au moins de leur utilité.

CONCLUSION DU TITRE II

Les congrégations religieuses apportent au XIX^e siècle des réponses aux besoins des populations, avant que la question sociale ne soit récupérée par l'Etat-Providence. Or, les Républicains recherchent les réponses à la pauvreté dans l'enseignement, d'où les conflits à la charnière des deux siècles.

La période anticongréganiste souligne les contradictions des orphelinats. La subjectivité de leur mission, qui consiste à recueillir l'enfance « en danger », s'accorde mal avec l'objectif des lois républicaines qui est de combattre l'enseignement congréganiste. Or, ces structures charitables présentent deux caractères intrinsèques qui tendent à les rapprocher du simple pensionnat scolaire. Une telle ambiguïté ne manque pas d'attirer l'attention des pouvoirs publics. D'une part, les orphelinats n'accueillent que très peu de véritables orphelins. Les enfants reçus conservent généralement leur père ou leur mère, voire les deux. Le large critère de l'enfance « en danger » offre la possibilité de recueillir n'importe quel enfant dès lors que son environnement familial semble insuffisant pour son éducation. D'autre part, très peu d'orphelinats sont entièrement gratuits. Cette caractéristique découle de la première : comme il reste un ou des parents dans l'entourage de l'enfant, et qu'ils confient celui-ci et son éducation à un orphelinat, ils versent une pension. Le taux de la pension varie en fonction des moyens de la famille, la pension n'est d'ailleurs pas exigée pour les enfants de familles indigentes, mais le principe philanthropique de gratuité disparaît.

Ces deux aspects, qui éloignent l'orphelinat de l'œuvre charitable et le rapprochent de l'œuvre enseignante, attirent l'attention du gouvernement. La méfiance à l'égard des orphelinats date des premières années de la Troisième République, lorsque des enquêtes sur les institutions chargées de l'enfance malheureuse démontrent que, sous des prétextes caritatifs (apprendre un métier aux enfants), certains orphelinats tirent profit du travail des enfants. L'image des orphelinats se détériore alors rapidement. Lorsque les établissements congréganistes revendiquent l'existence d'un orphelinat en leur sein pour obtenir l'exemption fiscale ou l'autorisation légale, les ministères multiplient les demandes de renseignements. Leur réaction dépendra moins de l'orphelinat que du caractère général de l'établissement : scolaire ou hospitalier. L'interprétation des textes évolue selon la période. L'administration fiscale finit par adopter en 1895 une certaine souplesse pour appréhender les orphelinats des congrégations : malgré quelques pensions, l'œuvre bénéficie d'une exonération si elle est déficitaire. Après 1901, l'administration des cultes demeure intransigeante, refusant toute œuvre d'enseignement congréganiste. Dans ce contexte difficile, la permanence des orphelinats résonne comme une reconnaissance indirecte.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

A l'instar du décret de 1811 pour le XIX^e siècle, la loi du 27 juin 1904, qualifiée de « charte de l'assistance à l'enfance »¹, fixe la nouvelle orientation de l'action publique. Ce texte consacre la volonté de prévention sociale qui anime les pouvoirs publics depuis les années soixante-dix, fondée en grande partie sur les travaux du parlementaire Théophile Roussel². La direction de l'assistance publique, créée au sein du ministère de l'Intérieur en 1886 et dont le philanthrope Henri Monod sera le premier directeur jusqu'en 1905, précède de deux ans l'institution du Conseil supérieur de l'assistance publique³. Avec le droit de 1904, le gouvernement républicain marque sa rupture avec les conceptions assistantielles du siècle précédent : « l'assistance publique opère sa mue », pour reprendre les termes utilisés par Ivan Jablonka dans son *Histoire des enfants de l'assistance publique* sous la Troisième République⁴. Après un siècle de fonctionnement du service public de l'enfance assistée, cette loi orchestre innovations et consécration.

Parmi les solutions nouvelles, le texte enlève la tutelle des pupilles aux commissions administratives des hospices dépositaires pour la confier au préfet, entouré d'un conseil de famille. De plus, la loi fixe désormais les salaires des nourrices et les prix de pension afin d'éviter les négligences ou les abus des familles d'accueil. Enfin, les dépenses du service font l'objet d'une nouvelle répartition plus rationnelle avec une participation plus importante de l'Etat⁵. Par ailleurs, en consolidant le cadre départemental du service⁶, la grande loi de 1904 procède aussi à la codification d'un certain

¹ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 3.

² Les lois du 23 décembre 1874 (protection des enfants du premier âge) et 24 juillet 1889 (protection des enfants maltraités et moralement abandonnés) illustrent l'intense travail législatif de la Troisième République en matière d'assistance publique à l'enfance.

³ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 59.

⁴ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 23.

⁵ En raison de son coût exorbitant, la question du financement de l'assistance publique à l'enfance domine toutes les lois du XIX^e siècle. Les législations successives aboutissent à un système complexe qui opère une distribution des dépenses entre l'Etat et les collectivités territoriales. Le décret du 19 janvier 1811 établit une distinction entre les dépenses intérieures (frais de layettes et de vêtements, frais des enfants qui séjournent à l'hospice) à la charge des hospices, et les dépenses extérieures (paiement des mois de nourrices et des pensions) à la charge du Trésor. La loi de finances du 25 mars 1811 transfère les dépenses extérieures aux départements à travers la perception de centimes additionnels. La loi du 10 mai 1838 confirme la participation départementale et instaure la contribution des communes pour un cinquième de la dépense. La loi du 5 mai 1869 souhaitant exonérer les hospices de toutes charges, crée trois catégories de dépenses : les dépenses intérieures (quatre cinquièmes pour les départements et un cinquième pour l'Etat), les dépenses extérieures (dans les mêmes proportions) et les dépenses d'inspection et de surveillance (à la charge de l'Etat seulement). Toutefois, l'identité des proportions participatives rend la distinction entre les dépenses intérieures et les dépenses extérieures inutile. La loi de 1904 supprime toutes ces distinctions.

⁶ Un cadre posé par les lois sur les conseils généraux du 18 juillet 1866 et du 10 août 1871.

nombre de pratiques antérieures⁷. Elle consacre ainsi l'admission des enfants à bureau ouvert, mettant officiellement fin au système du tour d'abandon. Ce principe respecte l'anonymat des parents, tout en permettant de leur proposer un secours pour les aider à élever leur enfant, donc à le garder. Le département du Tarn recourt au bureau d'admission depuis près d'un demi-siècle⁸. En liaison avec l'admission à bureau ouvert, la loi confirme et étend l'utilisation des secours temporaires, légalisés par la loi de 1869.

L'assistance publique à l'enfance abandonne son caractère hospitalier. Les dispositions de la loi (transfert de la tutelle, extension des secours temporaires) tendent à désinstitutionnaliser les enfants. Les Républicains renforcent le principe du placement des pupilles⁹. Au-delà de l'enfance assistée, il s'agit d'une remise en cause générale de l'internement, donc – indirectement – des orphelinats. Le gouvernement pose une norme d'assistance à laquelle la méthode des orphelinats ne correspond plus. Conscient de ses carences en matière sociale, l'Etat admettait jusqu'alors que la traditionnelle charité privée recueille des enfants. Or, le nouveau siècle condamne l'éducation en internat.

⁷ G. AZEMA, *L'Etat et les enfants abandonnés*, Imprimerie de l'Université, Bordeaux, 1930.

⁸ A.D.T., 3 X 20, Lettre de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés au préfet du Tarn du 22 mai 1892. L'inspecteur décrit notamment la procédure d'admission des enfants abandonnés : « Depuis longtemps l'administration préfectorale interprète dans un esprit de large bienveillance à l'égard des intéressés, les dispositions les plus étroites [s'inspirant] surtout, dans ses décisions, de l'intérêt de l'enfant et de la protection qui lui est due. »

⁹ A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 333 : « En thèse générale, dit l'article 20, on abrègera au maximum le séjour des pupilles à l'établissement dépositaire. »

DEUXIEME PARTIE

L'INTERDICTION D'EDUQUER

Dans son ouvrage : *L'enfance et la jeunesse dans la société française (1800-1950)*, Maurice Crubelier présente les différents « milieux éducatifs et culturels » anciens autres que l'école, que sont la famille, le village, la paroisse et le métier¹. Chacune de ces cellules joue un rôle précis dans la construction sociologique de l'enfant, mais tous ces milieux disparaissent si le premier d'entre eux, la famille, n'existe pas ! En conséquence, l'orphelin perd les repères normatifs censés jalonner son enfance². Dans le même ordre d'idées, lorsque l'école se développe, elle ne peut pas prendre correctement le relais d'une première étape absente ou défaillante.

L'assistance publique fait le choix d'intervenir à ce stade initial, en donnant à l'enfant une nouvelle famille au sein de laquelle il devrait – théoriquement – s'épanouir. Les orphelinats prétendent, quant à eux, incarner un substitut global en proposant un cadre complet d'éducation : morale et religieuse, primaire et professionnelle. Par conséquent, ces institutions se caractérisent aussi par leur mission éducative. Les orphelinats prennent rarement en charge la petite enfance (de la naissance à six/sept ans), leur action commence avec l'enfance (de sept à douze/treize ans) et se poursuit durant l'adolescence (de treize à vingt-et-un ans). A cette bipartition générationnelle correspond un type d'enseignement, primaire pour la première, professionnel pour la seconde.

L'enseignement devient un enjeu social considérable au lendemain de la Révolution et l'école se retrouve tiraillée entre l'Eglise et l'Etat. Les différents régimes politiques du XIX^e siècle se préoccupent tous de l'institution scolaire. Chaque législation entend améliorer la situation de l'enseignement dans le pays. La nuance se résume à la part accordée à l'Eglise dans ce dessein. Œuvres enseignantes et confessionnelles, les orphelinats sont directement confrontés à l'évolution de la politique scolaire.

¹ M. CRUBELIER, *L'enfant et la jeunesse dans la société française (1800-1950)*, Armand Colin, Paris, 1979, p. 8.

² *Ibid.*, p. 9 : « Pour l'enfant de la campagne, l'apprentissage du métier se faisait peu à peu dans la mesure où ses forces permettaient de l'associer aux travaux des champs, [...] de la famille pour les filles. Le fils de l'artisan bénéficiait d'une initiation comparable par le spectacle quotidien du travail paternel. »

Le régime impérial s'intéresse davantage à l'enseignement secondaire et supérieur qu'à l'enseignement primaire, confié aux religieux. Bonaparte instaure les lycées (1802) et l'université impériale (1806), éléments organisés selon une centralisation toute napoléonienne. Il revient donc aux monarchies, légitimiste et orléaniste, la lourde tâche de réformer l'instruction primaire. L'ordonnance du 29 février 1816 amorce doucement le processus en facilitant l'action des congrégations religieuses, notamment masculines. La loi Guizot du 28 juillet 1833, plus précise, oblige les communes de plus de cinq cents habitants à entretenir une école primaire de garçons avec son instituteur. En ce sens, chaque département doit ouvrir une école normale pour former des instituteurs ; le gouvernement ne remet pas pour autant en cause les établissements tenus par des congréganistes. La République autoritaire accentue un peu plus l'influence de l'Eglise avec la loi Falloux du 15 mars 1850 qui proclame la liberté de l'enseignement secondaire. De plus, le texte oblige les communes de plus de huit cents habitants à ouvrir une école primaire de filles, toujours en favorisant le rôle des communautés enseignantes. Les orphelinats bénéficient évidemment de la prospérité congréganiste dans le domaine éducatif.

Les positions se radicalisent dans le dernier quart du siècle, lorsque la nouvelle République vient contester l'hégémonie de l'Eglise catholique. L'avènement de la Troisième République pousse ses partisans, comme Jules Ferry, à consolider son triomphe par le biais de l'instruction publique. Dès le changement total de majorité en 1879, le régime se lance dans une vaste entreprise de sécularisation de l'éducation. En quelques années, une série de lois vise à soustraire l'enseignement public de la tutelle de l'Eglise. Le gouvernement souhaite réduire par ce biais l'influence politique du catholicisme. Les Républicains commencent par généraliser les écoles normales primaires afin de former des instituteurs laïcs destinés à remplacer le personnel congréganiste. Sur proposition du député Paul Bert, la loi du 1^{er} août 1879 renforce le dispositif antérieur de formation des maîtres, en exigeant que tous les départements entretiennent une école normale de garçons (ce qui est déjà pratiquement le cas), mais surtout qu'une structure similaire soit établie pour les filles (ce qui est bien loin d'être le cas). Le secteur reste en effet largement dominé par les religieuses et le nombre d'institutrices laïques apparaît très insuffisant, il s'agit donc de favoriser leur recrutement. Les mesures concernant l'éducation s'enchaîneront avec plus ou moins de succès. Ainsi, la loi du 18 mars 1880 relative à l'enseignement supérieur, est-elle célèbre pour un article qui n'y figure pas. Le fameux article 7 du projet de Jules Ferry, interdisant l'enseignement – quel qu'il soit : public ou privé, primaire, secondaire ou supérieur – aux congrégations non

autorisées, se trouve rejeté par le Sénat après de longs débats³. Le ministre de l'Instruction publique réagit alors par la voie réglementaire avec les décrets du 29 mars 1880 qui marquent l'ouverture de la lutte anticongréganiste. Ce « premier train de mesures »⁴ contre les congrégations précède la loi du 21 décembre 1880 sur l'enseignement secondaire des jeunes filles. A l'initiative du député Camille Sée, le texte espère enlever l'instruction des filles aux écoles privées religieuses et provoquera aussi un débat houleux dans les chambres.

Toute cette législation sert de préalable au grand projet d'école publique du ministère Ferry. Entre continuité et rupture, l'instauration de l'école républicaine comporte deux étapes. Dans un premier temps, les Républicains prononcent la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques par la loi du 16 juin 1881, ils confirment ainsi un mouvement amorcé par les régimes précédents (lois de 1833, 1850, 1867). Dans un deuxième temps, la loi du 28 mars 1882 apporte deux caractères essentiels. Consacrant une volonté ancienne, le gouvernement républicain impose l'obligation à tous les enfants de six à treize ans de fréquenter l'école. Confirmant un thème récent, il supprime l'instruction religieuse au profit d'une « instruction morale et civique ». L'enseignement éventuel du catéchisme doit avoir lieu en dehors des cours, le texte lui réserve d'ailleurs à cet effet un jour par semaine en sus du dimanche. Quant au personnel enseignant, la loi du 16 juin 1881 exige un brevet de capacité pour pouvoir exercer dans les écoles élémentaires. Une telle mesure ne remet pas en cause la présence des religieux, à condition qu'ils obtiennent ledit brevet. La loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire parachève l'œuvre républicaine en ordonnant la laïcisation progressive du personnel des écoles publiques⁵. L'ensemble de ces mesures influe sur les orphelinats, comme ne manque pas de le faire remarquer le *Nouveau dictionnaire de pédagogie* de Ferdinand Buisson en invoquant l'article 43 de la loi de 1886 ainsi conçu : « sont assujetties aux mêmes conditions [que les écoles privées], relativement au programme, au personnel et aux inspections, les écoles ouvertes dans les hôpitaux, hospices, colonies agricoles, ouvriers, orphelinats, maisons de pénitence, de refuge ou autres établissements analogues administrés par des particuliers »⁶.

La nette progression de l'enseignement public généraliste au cours du XIX^e siècle dissimule l'échec de la formation professionnelle. L'école ne

³ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 23 ; E. FLEURET, *Des congrégations dissoutes par la loi du 7 juillet 1904*, Société du Recueil Sirey, Paris, 1906, p. 26.

⁴ J. LE GOFF & R. REMOND, *Op. cit.* (t. IV), p. 22.

⁵ *Ibid.*, pp. 50 à 56.

⁶ « Orphelinat », *Nouveau dictionnaire de pédagogie... Op. cit.*

deviendra professionnelle qu'assez tard⁷ : si les lois scolaires précédentes admettent une initiation au travail manuel, elles refusent l'idée d'un enseignement technique plus poussé, l'instruction devant y rester générale. L'éducation technique, perçue comme une discipline mineure, davantage associée à l'assistance qu'à l'enseignement⁸, connaît depuis la Révolution un discrédit constant. Dès la Restauration, les notables souhaitent donner une formation professionnelle à la jeunesse afin d'accompagner l'essor économique de la France, mais n'ont pas envie d'engager pour les enfants des prolétaires une dépense énorme qu'ils hésitent à faire pour leurs propres enfants⁹. Alors qu'il existe un enseignement technique supérieur, dispensé dans de grandes écoles, parfois depuis le XVIII^e siècle (Ecole des Ponts et Chaussées, Ecole des Mines, Ecole Polytechnique), le niveau élémentaire semble délaissé. En la matière, les réalisations procèdent essentiellement de l'initiative privée (religieuse, patronale ou municipale) car ponctuelles, peu dispendieuses, et toujours dans le « même esprit d'assistance et de charité »¹⁰. Certes, le ministère Guizot confirme par la loi du 22 juin 1833 des écoles primaires supérieures dans les chefs-lieux de département et les villes de plus de six mille habitants, mais ces structures souffrent de la mauvaise image attachée à l'éducation technique ; elles sont finalement supprimées par la loi Falloux de 1850. Un véritable début d'organisation de l'enseignement technique public date de la loi du 11 décembre 1880 sur les écoles manuelles d'apprentissage¹¹ qui intègre ces dernières au nombre des établissements d'enseignement primaire publics. Cependant, l'évolution se fait encore lentement faute de crédits. La priorité est donnée à l'enseignement général¹² : les décrets d'application n'interviennent qu'en 1888 (17 mars et 28 juillet)¹³. La loi de finances du 26 janvier 1892 transforme ces structures en écoles pratiques de commerce et d'industrie, dont l'encadrement est transféré au ministère du même nom. Après la première

⁷ M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 118.

⁸ A. LEON, *Histoire de l'éducation technique*, P.U.F., Paris, 1961. Dans ce petit ouvrage, l'auteur note que l'éducation technique constitue surtout « un chapitre de l'histoire des œuvres d'assistance ou de charité » (p. 6) et que « le thème de l'apprentissage du métier semble être le plus souvent abordé dans les discussions relatives à l'assistance publique » (p. 41).

⁹ M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 136.

¹⁰ A. LEON, *Op. cit.*, p. 66.

¹¹ *Ibid.*, p. 55. L'auteur cite un peu plus loin les œuvres catholiques des Frères de la Doctrine chrétienne ou des prêtres salésiens de Don Bosco (p. 99).

¹² Sur une idée de Ferdinand Buisson, la loi du 28 mars 1882 et le décret du 27 juillet 1882 intègrent les travaux manuels à l'école primaire, mais dans une proportion matérielle (découpage, collage) et temporelle (deux à trois heures) dérisoire.

¹³ « Ecoles manuelles d'apprentissage », *Nouveau dictionnaire de pédagogie... Op. cit.* Le dictionnaire reproduit en intégralité le décret du 28 juillet 1888 qui détermine les programmes d'enseignement de ces structures.

guerre mondiale, la loi Astier du 25 juillet 1919 renforce le dispositif : d'après l'exposé des motifs, « il est temps, devant les besoins nouveaux de l'industrie, que l'Etat se substitue aux particuliers dans la tâche de veiller à l'éducation professionnelle des enfants d'ouvriers ». La vocation professionnelle des orphelinats concorde avec l'esprit d'assistance qui entoure l'enseignement technique. Malgré la crise de l'apprentissage, ces institutions continuent à préparer les enfants à un métier.

Les progrès de l'Etat dans les domaines de l'assistance et de l'enseignement l'amènent à redéfinir de façon plus rationnelle, donc à distinguer, les institutions qui en dépendent. L'école républicaine établie, les pouvoirs publics opposent un refus catégorique à toute concurrence d'initiative privée en matière d'enseignement primaire. Les orphelinats cumulent donc un double inconvénient de nature (privée et confessionnelle) et de caractère (charitable et enseignant). A cet égard, leur mission d'instruction primaire, en hospice ou au couvent, ne sera pas épargnée (Titre I). Toutefois, les avancées de l'Etat manquent d'uniformité : n'ayant pas encore les moyens d'organiser un enseignement technique et professionnel public digne de ce nom, il tolère plus facilement la mission d'apprentissage des orphelinats, tout en la soumettant à une surveillance de plus en plus étroite (Titre II).

TITRE I

LA CONDAMNATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Dans le prolongement de la législation de 1901, la loi du 7 juillet 1904 supprime l'enseignement congréganiste¹. Le travail de sape de la loi du 1^{er} juillet 1901 prend alors des allures de chantier de démolition². Alors que le premier texte proscriit l'enseignement aux seules communautés non autorisées, le second généralise l'interdiction à l'ensemble des congrégations. En théorie, parmi celles non autorisées visées par la loi de 1901, seules les congrégations exclusivement enseignantes ont disparu, les autres (hospitalières et enseignantes) peuvent se maintenir régulièrement « en instance d'autorisation ». La loi de 1904 opère donc une distinction entre les groupements autorisés restants : les congrégations autorisées à titre exclusivement enseignant doivent être supprimées³ ; les religieuses autorisées au titre de congrégations mixtes, hospitalières et enseignantes, conservent le bénéfice de l'autorisation pour leurs services hospitaliers, mais doivent cesser l'enseignement. Emile Combes, Président du Conseil, leur précise d'ailleurs : « Nous laissons subsister l'œuvre charitable ; nous ne touchons qu'à la partie enseignante ». Ces congrégations mixtes doivent supprimer de leurs statuts toutes les dispositions relatives à l'éducation. Quant à leurs succursales, lorsque celles-ci ne comportent qu'un service scolaire, la fermeture de l'école entraîne la fermeture complète de l'établissement. La perception manichéenne et péremptoire du gouvernement, en opposant les activités charitables et enseignantes, méconnaît la situation des orphelinats. La logique gouvernementale scinde une œuvre mixte par essence, indépendamment du caractère général de la congrégation.

Les premiers mots du texte annoncent la détermination républicaine : « l'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux

¹ P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. II, pp. 129 et suivantes ; O. BUZY, *Op. cit.*, pp. 101 et suivantes.

² J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), p. 207 : « Sans doute, au point de vue juridique, il y a une différence de situation qui explique en droit l'inégalité de traitement, mais en fait il en résulte une anomalie qu'il importe de faire cesser. » ; Edouard Fleuret évoque le « terme d'une évolution depuis longtemps commencée », un « complément nécessaire » des lois sur l'école publique (*Op. cit.*, p. 48).

³ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), p. 207 : « L'interdiction d'enseigner comporte nécessairement la disparition complète de la congrégation. »

congrégations ». La Chambre des députés rejettera tous les amendements diminuant la portée de la loi, y compris ceux relatifs à d'éventuels orphelinats⁴. Le gouvernement méprise d'abord souverainement l'amendement du député Hyacinthe Gailhard-Bancel, ajoutant à cet alinéa liminaire pour le moins tranchant les mots : « lorsqu'il est donné en dehors des internats ». Par ailleurs, un autre député, André Suchetet, attire l'attention de l'Assemblée sur les « congrégations enseignantes qui, à l'aide des petits bénéfices qu'elles retirent de leurs élèves payants, trouvent le moyen d'entretenir des orphelinats ou d'autres institutions charitables ». Il fait observer au Président du Conseil que la suppression de la congrégation entraînera la fermeture de l'orphelinat. Emile Combes annonce en réponse une fermeture graduelle de tous les établissements dans le délai décennal fixé par la loi : « Nous garderons ouverts les autres établissements, notamment ceux dont vous parlez, jusqu'à ce que nous ayons pu placer ailleurs les orphelins. »

L'application de la loi se fera en réalité avec moins de nuances. Le prétexte de l'orphelinat se trouve souvent rejeté en raison de son caractère intrinsèque d'œuvre d'éducation. Les enquêtes démontrent l'ambiguïté d'une telle œuvre et la différence avec le simple pensionnat n'est pas toujours nette pour des raisons que nous avons déjà évoquées dans la première partie de cette étude : d'une part, les orphelinats n'accueillent pas que de véritables orphelins ; d'autre part, ces enfants doivent s'acquitter d'une pension. La charité, l'utilité de l'œuvre, n'apparaissent plus aussi distinctement qu'au siècle précédent. Ne prenant en considération que l'aspect enseignant, les autorités publiques contestent les orphelinats (Chapitre 1), avant d'admettre qu'ils pourraient se maintenir à condition que les enfants suivent l'instruction primaire à l'extérieur de l'établissement (Chapitre 2).

⁴ *Ibid.*, pp. 208 et suivantes (note n°1).

CHAPITRE I : LE REFUS DES ORPHELINATS

Des institutions comme l'assistance publique, l'hôpital et l'école font l'objet, au cours du XIX^e siècle, d'un épais corpus législatif qui traduit l'intérêt que leur portent les pouvoirs publics. La Troisième République façonne chacun de ces domaines afin d'assurer l'ancrage du régime. La laïcisation de la société apparaît comme la volonté la plus visible, mais elle se double d'un interventionnisme étatique accru auprès des populations les plus faibles¹.

Par leur immuabilité, les orphelinats contrastent avec la tendance générale. Ces établissements conservent les mêmes traits originels, hérités de la tradition chrétienne, dont le plus caractéristique reste l'internat. Au début du nouveau siècle, l'œuvre se retrouve en complète contradiction avec la dynamique républicaine. L'évolution sociale entend retirer les enfants des institutions classiques. Le développement de l'éducation au XIX^e siècle résulte d'un souci d'occupation de l'enfant, comme une suite progressiste et moderne au « grand renfermement des pauvres » du XVII^e siècle². L'école grandissant, elle entend décharger l'hôpital de la population infantile. L'évolution de l'assistance et de l'enseignement au cours du siècle opère une redistribution des rôles : l'avenir de l'enfant assisté doit désormais dépendre davantage de l'école que de l'hôpital. Ce dernier adopte progressivement une physionomie moderne, médicale, dans laquelle l'enfant n'a plus de place qu'en tant que malade. En outre, l'instauration d'une école publique obligatoire, gratuite et laïque ambitionne de soustraire la jeunesse à l'influence des établissements congréganistes. Les orphelinats, internats confessionnels, cumulent les différences. La confrontation avec l'orientation progressiste des moyens publics révèle au gouvernement toute leur obsolescence.

La loi du 7 juillet 1904 sur l'interdiction de l'enseignement congréganiste servira de prétexte à la contestation des orphelinats catholiques. Dans les établissements publics hospitaliers, l'œuvre d'enseignement des orphelinats ne correspond plus du tout à la nouvelle vocation médicale des hôpitaux (Section 1). Dans les établissements privés congréganistes, les autorités

¹ « Les ambitions sociales de la République s'expriment donc autant à travers l'école et l'hôpital qu'à travers l'assistance publique. » (I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 22).

² M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 7.

centrales refusent de voir l'aspect charitable et ne considèrent les orphelinats que comme des œuvres enseignantes (Section 2).

SECTION 1. LES ORPHELINATS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS HOSPITALIERS :

Les hôpitaux-hospices reçoivent et traitent les indigents malades en leur sein (assistance interne), tandis que les bureaux de bienfaisance distribuent les secours à domicile (assistance externe). Les orphelinats, œuvres d'assistance interne par excellence, s'apparentent donc davantage aux premiers ; l'accueil des orphelins est d'ailleurs une mission historique de l'hôpital. Pourtant, l'administration souhaite progressivement éloigner les indigents du système hospitalier, en premier lieu les populations infantiles, pour n'y conserver que les malades.

Dans les hôpitaux publics, les fondations spéciales ne suffisent plus à la présence d'un orphelinat. Certains auteurs préconisent d'orienter l'enfance pauvre ou malheureuse vers les bureaux de bienfaisance. Ainsi, Paul Bucquet, rapporteur d'une enquête sur ces institutions au début de la Troisième République, trouve-t-il les bureaux de bienfaisance mieux adaptés aux activités scolaires (salles d'asile, classes, orphelinats, ouvroirs) que les hôpitaux. « Les écoles, bruyantes de leur nature, sont incompatibles avec le calme qui est une des conditions premières d'établissements destinés aux malades, et elles occupent trop généralement une place nécessaire au service hospitalier. »³

Dans les dernières années du XIX^e siècle, le gouvernement réorganise le droit des orphelinats annexés aux établissements publics d'assistance⁴. A cette occasion, il recense en France deux cents de ces structures (cent soixante-quatorze dans les hôpitaux-hospices et vingt-six dans les bureaux de bienfaisance), mais admet qu'il en existe certainement plus. En effet, les tableaux d'enquêtes en font apparaître seulement trois dans le département du Tarn⁵, alors que notre travail en dénombre sept (dans les hôpitaux-hospices de Castres, Gaillac, Lavaur, Mazamet, et dans les bureaux de bienfaisance de Labruguière, Rabastens et Sorèze). Les nouvelles valeurs véhiculées par la République précipitent l'évolution des institutions hospitalières publiques. Avec le nouveau siècle, les hôpitaux-hospices renient leur mission traditionnelle envers l'enfance malheureuse (II), abandonnée sous strictes conditions aux bureaux de bienfaisances (I).

³ P. BUCQUET, *Enquête sur les bureaux de bienfaisance. Documents recueillis par les inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance et rapport au ministre sur la situation des bureaux de bienfaisance en 1871*, Imprimerie nationale, Paris, 1874, p. XLIX.

⁴ H. NAPIAS, *Op. cit.*

⁵ *Ibid.*, p. 28.

I. LE DEFI DES BUREAUX DE BIENFAISANCE :

Il faut remonter au début de notre période d'étude pour comprendre l'implication des bureaux de bienfaisance dans le domaine de l'enfance assistée. Dès la fin de la Restauration, alors que les ressources publiques ne permettent pas d'accorder des secours aux filles-mères les encourageant à garder leur enfant, le ministère de l'Intérieur imagine la participation des bureaux de bienfaisance pour soulager les hospices dépositaires. La statistique des abandons atteint un point critique qui presse les autorités à imaginer de nouvelles solutions. Jouant en la matière un rôle de prévention, les bureaux pourraient « exercer une utile influence pour la diminution du nombre des expositions, en venant au secours des mères pauvres qui auraient pu mériter cette faveur »⁶. L'Etat imagine ainsi une assistance publique de proximité, plus efficace et plus économique que l'aide hospitalière. Certaines de ces institutions dépasseront le cadre de l'assistance à domicile, en ouvrant des œuvres d'hospitalisation : une véritable gageure pour ces petites institutions communales.

La présence d'un orphelinat dans un bureau de bienfaisance implique que cette œuvre communale soit relativement élaborée, la grande majorité se contentant de distribuer des secours à domicile. Dans certaines localités du département, les bureaux de bienfaisance disposent cependant d'un petit service hospitalier. Il s'agit de locaux généralement limités, destinés à recevoir quelques vieillards pensionnaires ; tel est le cas à Cordes, Dourgne, Labruguière, Lautrec, Réalmont et Sorèze⁷. A Rabastens, l'œuvre est une émanation de l'hospice. Quelquefois, des bureaux plus développés gèrent directement ou indirectement de véritables hôpitaux-hospices, comme à Puylaurens, Lacaune et Saint-Amans-Soult. Les enquêtes administratives témoignent de l'existence d'orphelinats au sein des bureaux de bienfaisance de Labruguière, Lacaune, Lautrec, Rabastens, Saint-Amans et Sorèze.

Pour être précis, il faut retrancher de ce paragraphe les bureaux de Lacaune Lautrec et Saint-Amans-Soult, administrés par les Filles de la Charité⁸ : dans les deux premiers cas, les sœurs dirigent un hospice situé dans un immeuble mitoyen, appartenant en propre à la communauté. L'hospice privé comprend un orphelinat, subventionné en partie par le bureau de bienfaisance, mais pour lequel il n'est pas besoin d'une fondation spéciale. Le bureau accomplit alors strictement sa mission en aidant les orphelins pauvres : à Lacaune, par le versement de 50 francs par an pour

⁶ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 24 mai 1830.

⁷ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 256 à 258.

⁸ A.P., F.C.S.V.P., Historiques des communautés de Lacaune et de Lautrec.

chaque orpheline⁹ ; à Lautrec, par la fourniture de cinq cents grammes de pain par jour¹⁰. Dans le troisième cas, l'œuvre d'orphelinat ne dure que quelques années. Saint-Amans-Soult doit son établissement hospitalier à une bienfaitrice, qui lègue au bureau de bienfaisance un immeuble y attenant en 1843¹¹. Le bâtiment doit être affecté, d'après la donation, à une école pour jeunes filles et un hospice pour malades civils et militaires. Le maire sollicite un secours du gouvernement afin d'aménager les locaux. « La permanence d'une garnison dans la ville de Saint-Amans est encore un puissant motif. »¹² Le ministère de la Guerre recommande le projet en raison de la présence dans la ville de deux cents hommes de cavalerie, puis il se rétracte à la lecture du devis qui mentionne la construction de deux salles pour l'instruction des jeunes filles, une charge « complètement étrangère aux établissements charitables »¹³. La commission administrative modifiera les plans, mais décide de suivre les volontés de la donatrice, qui prévoient expressément une œuvre mixte, scolaire et hospitalière, dans les locaux du bureau de bienfaisance. « Le gouvernement tolère l'existence d'écoles dans les hospices quand elles proviennent de fondations spéciales »¹⁴, qui les distinguent donc des œuvres hospitalières. Il s'agit en l'occurrence d'une libéralité qui mêle les deux destinations, non d'une fondation spéciale. Par la suite, les religieuses ajouteront à l'établissement, sans aucune autre donation spéciale, un ouvroir et un orphelinat. L'idée d'un orphelinat à Saint-Amans sera, semble-t-il, rapidement abandonnée ; aucun document ne mentionne une telle œuvre, à l'exception des archives de la congrégation qui évoquent un « embryon d'orphelinat »¹⁵.

Les bureaux de bienfaisance suivent le même régime juridique que les hôpitaux, nécessitant une fondation spéciale pour créer un orphelinat en leur sein. A la différence de ces derniers, l'insuffisance des fondations résulte davantage de considérations politiques subjectives que de l'évolution objective de l'institution hospitalière. Le mécanisme de la fondation spéciale offre néanmoins une protection juridique qui résiste à la pression anticongréganiste.

⁹ A.D.T., 3 V 21, Liste des établissements congréganistes autorisés de l'arrondissement de Castres, établie le 29 février 1904.

¹⁰ A.D.T., 3 V 71, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

¹¹ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, pp. 256 et 257. Marie-Louise Galinier, veuve Guiraud, lègue ses biens par acte du 26 septembre 1843.

¹² A.D.T., 1 X 147. Hospice de Saint-Amans-Soult. Travaux, matériels, construction. 1843-1935, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 3 juin 1843. Il s'agira surtout d'un hospice pour les militaires, les deux tiers des lits leur sont réservés...

¹³ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 27 octobre 1842.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ A.P., F.C.S.V.P., Historique de la communauté de Saint-Amans-Soult.

LA NECESSITE OBJECTIVE D'UNE FONDATION SPECIALE.

Dans un premier temps, l'évolution de l'établissement hospitalier de Rabastens répond parfaitement aux attentes de l'Etat en matière d'orphelinats hospitaliers. A l'origine, l'institution « réunit à la fois la condition d'hôpital et d'hospice »¹⁶, c'est-à-dire qu'elle reçoit les indigents malades à titre temporaire, ainsi que les vieillards, les infirmes, les enfants abandonnés, les orphelins et les enfants de familles indigentes à titre permanent. En 1808, les sœurs de Nevers qui en assurent la direction, instruisent les enfants internés : douze sont reçus gratuitement et vingt-cinq en payant¹⁷. Avant la désignation des hospices dépositaires, il reste encore à la charge de l'hospice une cinquantaine d'enfants naturels ou orphelins, placés dans les alentours. L'hospice compte donc trois salles de classe : une payante, une gratuite, une pour orphelines¹⁸.

Au début de la Restauration (1815), l'institution fait l'acquisition d'une maison contiguë, totalement séparée des salles de malades. L'Abbé Rolland, curé de la paroisse, a le projet d'accueillir des jeunes filles issues de familles aisées, considérant « que les orphelines et bâtarde venues et nourries dans l'hospice seraient bien plus avantageusement placées chez des bons paysans, ainsi qu'on le pratique pour les garçons »¹⁹. La commission administrative de l'hospice de Rabastens demande l'autorisation de former, dans une maison dépendante de cet établissement mais séparée, un pensionnat d'une vingtaine de demoiselles²⁰. Cette institution n'est pas destinée aux indigents²¹, le prix de pension de chaque élève sera de 400 francs par année²². La création du pensionnat Sainte-Marthe en 1817, fruit d'une fondation

¹⁶ A.D.T., 1 X 132. Administration. Décrets (an XI-1852), arrêtés (an IX-1826), ordonnances (1816-1833), règlements (1822-1904). Extraits du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice (1821-1904). Questionnaire (1888) et observations (1856-1913) établis lors des inspections des hospices. An IX-1913, Projet de règlement du service intérieur de l'hospice civil de Rabastens fait et délibéré par la commission administrative le 29 septembre 1840.

¹⁷ A.D.T., 3 V 75. Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers. 1808-1869, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Gaillac du 10 juin 1808.

¹⁸ A.P., S.C.I.C.N., Extraits d'une notice historique des archives des Sœurs de Nevers concernant la communauté de Rabastens ; A.D.T., 3 V 2-3, Etat du personnel des congrégations religieuses de femmes de l'arrondissement de Gaillac en 1816, Etat du personnel des congrégations religieuses de femmes existant dans le département du Tarn en 1819.

¹⁹ A.D.T., 1 X 132, Lettre du Père Rolland au préfet du Tarn du 8 novembre 1815.

²⁰ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 1^{er} avril 1816.

²¹ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 250.

²² A.D.T., 1 X 132, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice civil de la ville de Rabastens, Séance du 18 décembre 1816.

spéciale²³, marque la naissance de la miséricorde de Rabastens. Désormais, les bâtiments se scindent en deux, hospice et bureau de bienfaisance.

L'hôpital de Rabastens ne compte pas parmi les hospices dépositaires, situés dans les chefs-lieux d'arrondissement, en l'occurrence à Gaillac. Pourtant, l'hospice de Rabastens recevra un temps quelques enfants trouvés : en 1821, treize sont placés à la campagne et quatre maintenus dans l'établissement²⁴. Il cesse cette fonction en 1823, à la même date que la première fermeture du tour de Gaillac. L'hospice dépositaire de référence se situe alors à Albi. La commission administrative de Rabastens verse d'ailleurs un subside à l'hospice d'Albi en guise de compensation²⁵. Dorénavant, l'hôpital ne recevra que les orphelins pauvres, ce qui transparaît dans les règlements intérieurs²⁶. Un orphelinat est finalement créé en 1839, non pas dans l'hôpital mais dans le bureau de bienfaisance. Ce choix correspond à la mutation de l'hôpital que le gouvernement souhaite promouvoir. Les enfants recueillis par l'hospice sont certainement transférés vers le bureau de bienfaisance car l'établissement continue à admettre des orphelins et autres enfants de familles indigentes²⁷. L'administration du bureau héberge quatorze orphelines²⁸.

Dans un deuxième temps, les autorités publiques appliquent aux bureaux de bienfaisance le même raisonnement juridique qu'aux hôpitaux, celui de la fondation spéciale. Certes, les orphelins pauvres entrent dans la catégorie des indigents auxquels les bureaux doivent de l'aide²⁹, mais cette assistance doit se limiter à la fourniture d'un secours en nature ou en argent. Depuis la loi du 5 mai 1869, le nouveau système des secours temporaires s'applique aux enfants légitimes³⁰. La démarche caritative des bureaux de bienfaisance

²³ *Ibid.*, Ordonnance royale du 15 octobre 1817. « Article 1^{er}. L'offre faite par le Sieur de Rolland [prêtre] de former à ses frais dans un bâtiment dépendant de l'hospice de Rabastens, département du Tarn et au profit de cet établissement, un pensionnat pour seize à dix-huit demoiselles qui seront élevées par une sœur de Nevers, sera acceptée par la commission administrative du dit hospice, aux clauses et conditions imposées par le donateur. »

²⁴ *Ibid.*, Observations faites par la commission administrative de l'hospice de Rabastens au sous-préfet le 7 mai 1821.

²⁵ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire du 2 octobre 1828 concernant l'hospice de Rabastens.

²⁶ A.D.T., 1 X 132, Règlements du service intérieur de l'hospice civil de Rabastens approuvés par le préfet du Tarn le 17 février 1881 et 29 juillet 1891.

²⁷ A.D.T., 1 X 16, Statistique hospitalière de l'hospice de Rabastens entre 1863 et 1871.

²⁸ A.P., S.C.I.C.N., Questionnaires sur la miséricorde de Rabastens (années 1845, 1859, 1869 et 1894).

²⁹ G. de CHAMPEAUX, *Manuel des bureaux de bienfaisance. Ouvrage dans lequel sont exposées, d'après les lois et instructions ministérielles, les règles concernant leur organisation et leur administration, et où l'on fait connaître ce que c'est que ces établissements, leur origine, leur développement et leur état actuel*, L. Vivès, Paris, 1856, p. 56.

³⁰ P. BUCQUET, *Op. cit.*, p. XLVIII : « Ce secours, dont les effets moraux sont si manifestes, si utiles, qui a fait baisser d'une manière si saisissante la proportion de la mortalité des

n'implique pas une prise en charge continue dans le cadre d'un internat. Pour que ces enfants puissent être hébergés, c'est-à-dire pour qu'il y ait un orphelinat dans les murs du bureau, il faut une fondation spéciale. Comme les hôpitaux-hospices, les bureaux de bienfaisance sont des établissements publics capables de posséder, d'acquérir et de recevoir, avec l'autorisation de l'autorité compétente. C'est la position classique des pouvoirs publics à la fin du XIX^e siècle. Le gouvernement prend d'ailleurs conscience de l'existence de cet orphelinat lors d'une demande d'autorisation pour une libéralité de 1 000 francs, à destination expresse de l'orphelinat du bureau de bienfaisance³¹. Habituellement, les donations sont faites au bureau, non à l'orphelinat. A cette occasion, le ministère rappelle que l'entretien de telles œuvres par les bureaux d'assistance est contraire au principe de spécialité des établissements publics³². L'orphelinat de Rabastens résulte de l'initiative personnelle de la supérieure locale, Sœur Victoire Cabrol ; il n'apparaît pas dans le budget du bureau³³. Les enquêtes soulèvent l'absence ou l'opacité des livres de comptes quant à la présence d'un orphelinat. L'inspecteur Napias refuse ces « petites comptabilités occultes »³⁴ qui échappent à la surveillance des commissions administratives. « L'orphelinat n'a jamais payé de loyer au bureau de bienfaisance, les sœurs de Nevers le dirigent, sous la surveillance et la responsabilité de la supérieure et les dames charitables de la ville le subventionnent. »³⁵ Les orphelines sont en effet nourries par une souscription ouverte dans la ville : 100 francs donnés pour chacune d'elles. Par ailleurs, en plus de sa mission de secours aux indigents, ce bureau comporte en son sein : une classe gratuite subventionnée par la municipalité pour filles pauvres de la commune, une classe payante pour les jeunes filles aisées du pensionnat, une classe enfantine et un ouvroir. Il s'agit donc d'un établissement d'assistance qui présente une forte vocation enseignante³⁶. Cette ressemblance avec une structure congréganiste privée, en pleine tourmente anticléricale, brouille la perception ministérielle. L'orphelinat, qui comporte une quinzaine de jeunes filles au milieu du XIX^e siècle, n'en

enfants assistés, vient alléger efficacement les charges et devoirs des bureaux de bienfaisance. »

³¹ Ces structures inconnues du pouvoir central sont nombreuses : « ouvroirs ou orphelinats, annexés indûment à des bureaux de bienfaisance vivant dans des locaux administratifs et constituant pourtant des œuvres privées tout à fait indépendantes des commissions administratives de qui elles acceptent ou réclament tout, sauf le contrôle » (H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 10).

³² A.D.T., 4 O 4. Dons et legs concernant plusieurs départements ou d'autres départements que le Tarn, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 14 avril 1888.

³³ *Ibid.*, Lettre du maire de Rabastens au préfet du Tarn du 22 mai 1888.

³⁴ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 30.

³⁵ A.D.T., 1 X 123, Lettre du maire de Rabastens au sous-préfet de Gaillac du 27 juin 1900.

³⁶ A.P., S.C.I.C.N., Extraits d'une notice des archives des Sœurs de Nevers sur l'établissement de Rabastens

compte qu'une demi-douzaine à la fin. Il s'éteint en 1903, ne pouvant plus admettre d'enfants, faute de fondation spéciale.

L'INSUFFISANCE SUBJECTIVE D'UNE FONDATION SPECIALE.

La commune de Labruguière possède un petit service hospitalier dans son bureau de bienfaisance³⁷. En 1850, un terrain est légué à l'établissement communal avec obligation qu'il soit remis aux sœurs de Saint-Vincent-de-Paul pour les aider à distribuer des secours aux pauvres de la ville³⁸. Les religieuses accueillent quelques personnes âgées et ouvrent également un orphelinat pour une quinzaine de jeunes filles³⁹. En 1874, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance approuve que le bureau pourvoie à la dépense de pain de cette œuvre, mais « il n'est pas possible d'admettre que les autres dépenses de l'orphelinat soient mises à la charge du bureau de Labruguière, à moins qu'il n'existe une fondation spéciale en faveur des orphelins, auquel cas les recettes et les dépenses du service annexé devraient figurer au budget du bureau de bienfaisance »⁴⁰. D'après la commission administrative, l'orphelinat ne reçoit pas d'autre allocation que la dépense du pain ; les autres frais restent à la charge de la communauté⁴¹ qui s'appuie notamment sur une pension mensuelle de 125 francs, payée par quelques enfants. Néanmoins, dans l'optique de régulariser la situation, une sœur lèguera 40 000 francs à la communauté afin de subvenir aux besoins des orphelines⁴². La municipalité souhaite développer un véritable hospice autour de l'orphelinat⁴³ ; seule la partie du bureau de bienfaisance affectée à cette œuvre semble bien aménagée, les locaux « destinés aux infirmes sont non seulement insuffisants mais insalubres [...], contenant trois ou quatre lits à peine ». Au XX^e siècle, ignorant les critiques anticléricales, la maison connaît la prospérité avec une quinzaine de vieillards à l'hospice⁴⁴ et une

³⁷ A.D.T., 1 X 8, Lettre du maire de Labruguière au sous-préfet de Castres du 22 juillet 1879.

³⁸ A.P., F.C.S.V.P., Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Labruguière, Séance du 5 mai 1850.

³⁹ *Ibid.*, Historique de la communauté de Labruguière.

⁴⁰ A.D.T., 2 X 561. Bureau de bienfaisance de Labruguière. Administration. Ordonnances (1821-1843). Nominations de membres (1870-1902). Vote de fonds (1881). Remboursement (1886-1887). Procès-verbal d'enquête (1889). Inspection (1875). Droits aux pauvres (1882-1900). 1821-1902, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 15 janvier 1875.

⁴¹ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations du bureau de bienfaisance de Labruguière, Séance du 19 mars 1875.

⁴² A.P., F.C.S.V.P., Historique de la communauté de Labruguière.

⁴³ A.D.T., 1 X 101. Hospice de Labruguière. Travaux, matériel, constructions. 1885, Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Labruguière, Séance du 10 mai 1885.

⁴⁴ A.D.T., 3 V 70, Lettre du maire de Labruguière au sous-préfet de Castres du 31 janvier 1907.

trentaine d'enfants à l'orphelinat, admis sur autorisation de la commission administrative⁴⁵.

Dans la petite localité de Sorèze, l'orphelinat correspond à un choix par défaut⁴⁶. Une communauté de Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul est fondée en 1867 à l'initiative d'une bienfaitrice, Claire Chaïla. Un traité, conclu entre la fondatrice et trois religieuses⁴⁷, prévoit la création d'un hospice pour personnes âgées. Pendant quelques années, les sœurs visitent les pauvres et distribuent des soupes populaires, mais l'hospice peine à trouver des pensionnaires. Par conséquent, l'œuvre est transformée en orphelinat au cours de l'année 1875. L'institution accueillera une quarantaine de jeunes filles, âgées de deux à vingt-et-un ans, qui y reçoivent l'instruction primaire puis professionnelle. A son décès en 1890, la fondatrice lègue les immeubles à Sœur Cécile Verdalle, supérieure de la communauté (de 1867 à 1919). Cette dernière en fait don peu après (1895) au bureau de bienfaisance de Sorèze⁴⁸. Les locaux affectés à l'orphelinat deviennent dès lors des immeubles municipaux⁴⁹. La libéralité de 1895 correspond à une donation avec charges. La commission administrative doit confier la gestion du bureau de bienfaisance à la compagnie des Filles de la Charité. « Les sœurs continueront à disposer pour l'orphelinat qu'elles dirigent depuis longtemps des bâtiments et meubles actuellement affectés à cette destination, tout ce qui concerne l'orphelinat devant leur incomber exclusivement sans que le bureau de bienfaisance ait à s'en occuper, ni soit tenu de fournir dans ce but aucun subside. »⁵⁰ Au début du XX^e siècle, la fondation spéciale résiste aux considérations anticléricales⁵¹.

⁴⁵ A.P., F.C.S.V.P., Lettre du maire de Labruguière à la supérieure de Labruguière du 5 juillet 1903.

⁴⁶ *Ibid.*, Historiques de la communauté de Sorèze.

⁴⁷ *Ibid.*, Traité conclu entre Claire Chaïla, fondatrice de l'hospice de Sorèze, et la supérieure générale des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, le 24 octobre 1867.

⁴⁸ *Ibid.*, Donation du 3 mars 1895 (acte notarié du 14 octobre) avec liste des charges et conditions.

⁴⁹ A.D.T., 3 V 70, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 4 août 1902.

⁵⁰ A.P., F.C.S.V.P., Donation du 3 mars 1895 avec liste des charges et conditions.

⁵¹ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911 : « Les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul tiennent, pour le compte du bureau de bienfaisance, en exécution paraît-il de libéralités faites à cet établissement, un bureau de charité, un orphelinat et un ouvroir. Elles donnent en plus des soins aux malades indigents. Cet établissement congréganiste ne présente pas un réel caractère d'utilité publique. Cependant avant de mettre ses membres en demeure de se disperser, il conviendrait d'examiner les termes des dispositions testamentaires qu'invoque la commission administrative du bureau de bienfaisance en faveur du maintien de cette agrégation. »

II. LE DEDIT DES HOPITAUX-HOSPICES :

Les établissements publics hospitaliers se transforment au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, accueillant moins d'indigents et davantage de malades⁵². La loi du 7 août 1851 établit une distinction de principe, au sein de l'institution hospitalière, entre l'hôpital et l'hospice⁵³, mais il faut attendre un demi-siècle et la circulaire du 15 décembre 1899 pour qu'elle reçoive un commencement d'application⁵⁴.

La présence d'un important personnel religieux explique la perpétuation des anciennes méthodes charitables. L'article 39 du règlement modèle de la circulaire du 31 janvier 1840 (cette même circulaire qui fait la distinction entre les orphelins et les enfants de familles indigentes) prévoit que les sœurs se chargent du service intérieur de l'hôpital sous l'autorité de la commission administrative. Les religieuses ne se contentent pas d'un aspect purement hospitalier. Certes, « elles soignent les malades et les indigents », leur distribuant « les médicaments nécessaires », mais encore « elles surveillent les ateliers de travail et donnent l'instruction primaire aux enfants de l'établissement »⁵⁵. Le ministère ne manque pas de préciser que leur rôle enseignant ne doit pas s'étendre aux pensionnats non gratuits « établis dans les hospices, au grand détriment des indigents admis dans ces établissements, et qui sont souvent refoulés dans des locaux étroits, afin que des pensionnats soient commodément établis ». Il rappelle la règle selon laquelle les établissements de bienfaisance ne doivent s'occuper d'instruction publique que « lorsque des fondations l'ont positivement prescrit ». Le gouvernement, nous l'avons vu, inclut les orphelinats à cette jurisprudence, avec un succès tout relatif.

L'arrivée au pouvoir des Républicains accélère le processus de mutation hospitalière. Une circulaire du 7 août 1879 demande aux préfets de recenser toutes les « institutions scolaires fonctionnant sous la direction des commissions administratives, soit en vertu de fondations spéciales, soit en vertu de conventions particulières avec les municipalités »⁵⁶. La mixité des établissements publics d'assistance n'est plus admise, les œuvres

⁵² S. BORSA & C.-R. MICHEL, *Op. cit.*, p. 128.

⁵³ L'étude des règlements intérieurs des hôpitaux départementaux fait apparaître cette bipartition fonctionnelle dès 1840.

⁵⁴ « L'établissement est écartelé entre ses fonctions sociales, héritages des siècles passés, et ses fonctions scientifiques. » (M. CABAL, *Hôpitaux : corps et âmes*, Rempart, Paris, 2001, p. 84).

⁵⁵ A.D.T., 1 X 2, Circulaire ministérielle du 31 janvier 1840 portant instructions sur les règlements pour le service intérieur des hospices et hôpitaux.

⁵⁶ A.D.T., 1 X 3. Préfecture. Circulaire provenant des différents ministères. 1863-1930, Circulaire ministérielle du 7 août 1879.

d'éducation ne correspondent plus à la nouvelle destination purement médicale de l'hôpital public. Les trois dernières décennies du XIX^e siècle voient la mise en place progressive de l'hôpital moderne et des activités qui s'y rattachent⁵⁷. Cette transformation remet en question une pratique multiséculaire d'accueil charitable. L'assistance publique ne souhaitant plus une présence continue de l'enfant à l'hospice, l'orphelinat est alors contraire, en tous points, charitable ou enseignant, à la volonté gouvernementale. C'est l'occasion pour le gouvernement de tenter la laïcisation des hôpitaux-hospices publics. La fermeture des écoles dans les hôpitaux du département annonce la fin prochaine des orphelinats, la loi de 1904 ayant toutefois ici moins d'effets que l'évolution normale de l'institution hospitalière.

L'ÉVOLUTION DE L'INSTITUTION HOSPITALIÈRE.

A la fin du siècle, l'aspect éducatif des orphelinats semble inapproprié. A Castres, le docteur Napias, inspecteur général des établissements de bienfaisance, note que les orphelins sont instruits à l'hospice même. « Il vaudrait beaucoup mieux qu'ils suivissent les classes des écoles communales. Ainsi, ils ne seraient pas aussi isolés des enfants de leur âge. »⁵⁸ Tout en renouvelant le vœu que les enfants hospitalisés reçoivent une instruction primaire, les autorités centrales exigent qu'elle soit reçue à l'extérieur de l'hôpital. La même situation se retrouve à l'hôpital Saint-Nicolas de Lavaur, où une préceptrice laïque est chargée un temps de faire la classe aux jeunes filles⁵⁹. Cette école interne ne fonctionne en vertu d'aucune fondation⁶⁰ ; seuls les garçons sont envoyés à l'école communale dirigée par les Frères de la Doctrine chrétienne. Le gouvernement préconise qu'une solution identique soit appliquée aux filles⁶¹, mais il se heurte longtemps à la résistance des autorités locales. Les administrateurs de l'hôpital vauréen décident de surseoir à toute décision, en raison de l'exiguïté (« faute de local ») de l'établissement scolaire communal. « En attendant, la commission constate que les jeunes filles de l'hospice ne sont pas privées des bienfaits de

⁵⁷ La « révolution pasteurienne » (1880-1940) et les progrès de la médecine entraînent l'accélération de la médicalisation de l'hôpital (M. CABAL, *Op. cit.*, p. 87).

⁵⁸ A.D.T., 1 X 48, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 14 mai 1891 faisant suite à la visite par l'inspecteur général des établissements de bienfaisance en 1890.

⁵⁹ A.D.T., 1 X 106, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Lavaur, Séance du 13 octobre 1889 : « La commission décide de confier l'enseignement des jeunes filles de l'établissement à une personne qui remplira ce service d'autant plus régulièrement qu'elle sera munie d'un brevet de capacité. A cet effet, elle désigne Mademoiselle Escaffre Anna, qui sera logée, nourrie et entretenue dans l'hospice et recevra, en outre, une somme de 100 francs par an. »

⁶⁰ A.D.T., 1 X 105, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Lavaur : « Question 192. S'il existe une ou plusieurs écoles, un ou plusieurs pensionnats, est-ce en vertu d'une fondation ? ».

⁶¹ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 18 février 1895.

l'instruction, une sœur qui réunit toutes les conditions voulues à cet égard leur faisant tous les jours la classe, comme cela s'est d'ailleurs pratiqué jusqu'à présent. »⁶² Le ministère accepte le provisoire mais réitère son intention de sortir les enfants valides de l'hôpital⁶³. Derrière ces motifs, les Républicains perçoivent la connivence entre les municipalités et les communautés religieuses qui desservent l'hôpital.

En 1894, sur la proposition du directeur de l'assistance publique Henri Monod, le ministère de l'Intérieur charge une commission spéciale de rédiger un rapport sur les orphelinats et ouvroirs annexés aux hôpitaux-hospices et bureaux de bienfaisance. Sur la base des enquêtes menées par les inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance, cette commission présidée par le docteur Henri Napias, dresse un tableau général des orphelinats en France et élabore une « réglementation spéciale »⁶⁴ aux orphelinats des établissements publics d'assistance. Les règlements intérieurs des hôpitaux sont peu explicites sur ce point, rédigés sur le modèle de la circulaire de 1840 qui ne correspond plus aux réalités sociales. « Un certain nombre de ces établissements, sous les noms d'orphelinat ou d'ouvroir, ne sont autre chose que des écoles ; et l'on comprend difficilement que l'on maintienne des écoles dans des établissements publics qui devraient être réservés à l'objet de leur institution, alors que la loi a rendu obligatoire et mis à la portée de tous l'instruction primaire. »⁶⁵ Le rapport insiste sur l'écart existant entre la perception religieuse du monde et les réalités nouvelles⁶⁶, pour réclamer que l'instruction soit donnée à l'extérieur de l'hospice. Il faut mêler les orphelins aux autres enfants, et non les isoler. Sur les deux cents orphelinats annexés à des établissements publics, cent onze donnent eux-mêmes l'instruction primaire, vingt envoient les enfants dans des écoles libres et soixante-neuf envoient les enfants dans les écoles communales. Pour le rapporteur, seuls ces derniers « mettent les enfants dans la situation normale de l'enseignement primaire et comprennent qu'il est d'une charité éclairée d'élever les enfants recueillis comme orphelins

⁶² *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Lavaur, Séance du 24 mars 1895.

⁶³ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 3 août 1895 : « A tous égards, la place d'enfants valides n'est point dans un établissement hospitalier, il conviendrait donc de ne plus en admettre et quant aux jeunes filles qui resteraient provisoirement, elles devraient être envoyées à l'école communale afin de participer à l'éducation donnée aux enfants de leur âge. »

⁶⁴ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 16.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 4.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 3 : « Il arrive que le personnel auquel les commissions administratives ont confié l'éducation des garçons et des filles recueillis dans ces établissements ne se rende pas toujours bien compte des nécessités pratiques avec lesquelles les enfants seront aux prises, dans un monde où ce personnel ne fréquente pas. »

avec les autres qui, plus heureux que ceux de l'hospice, ont un logis et une famille, et avec lesquels ils auront à vivre plus tard »⁶⁷.

S'appuyant sur ce rapport, le Président du Conseil et ancien préfet du Tarn, Léon Bourgeois, constate en 1896 que de nombreux hospices renferment encore des écoles⁶⁸. S'il reconnaît que « ces écoles ont rendu autrefois de grands services, leur existence ne se justifie plus ». Par conséquent, il invite fermement les commissions administratives de ces hospices à se préoccuper de cette « situation anormale », c'est-à-dire d'y mettre un terme⁶⁹. L'instruction ministérielle stigmatise les sœurs hospitalières⁷⁰.

Les travaux de cette commission spéciale débouchent sur la circulaire du 18 mai 1900, qui organise le fonctionnement des orphelinats et ouvroirs annexés aux hôpitaux-hospices et bureaux de bienfaisance. La pression gouvernementale sur la question de l'enseignement à l'hôpital s'accroît avec le nouveau siècle, intégrant désormais l'œuvre des orphelinats : « Un hôpital ou un hospice ne doit contenir ni salle de classe, ni école, ni crèche, ni asile de nuit, ni fourneau alimentaire, etc... [...] Lorsque les fondations hospitalières exigeront un orphelinat, on éloignera cette partie de l'établissement des bâtiments affectés aux vieillards comme de ceux affectés aux malades. »⁷¹ Dans cette éventualité, les commissions administratives doivent également procéder à la rédaction d'un règlement conforme à la circulaire⁷². Selon cette interprétation, seuls les hôpitaux-hospices de Castres et de Mazamet possèdent un orphelinat⁷³. Le texte ministériel accentue davantage l'irrégularité des orphelinats ne provenant pas de fondations spéciales.

Les orphelinats « irréguliers » des hôpitaux de Gaillac et de Lavaur organisent la résistance. Il n'y a pas d'école à l'hospice de Gaillac, tous les

⁶⁷ *Ibid.*, p. 29.

⁶⁸ Préfet du Tarn en 1882, Léon Bourgeois se distingue en choisissant le dialogue plutôt que l'intervention de l'armée contre les mineurs en grève à Carmaux.

⁶⁹ A.D.T., 2 X 1. Administration. Réglementation et commissions : circulaires (1893-1902), règlement (1923), propositions de création de bureaux de bienfaisance (1910-1913). 1893-1923, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur aux préfets du 10 février 1896.

⁷⁰ *Ibid.* : « Quelques commissions semblent abdiquer, sinon la totalité, du moins une portion, de leur autorité entre les mains du personnel qu'elles chargent, soit de gérer un établissement hospitalier, soit de distribuer des secours aux pauvres. »

⁷¹ A.D.T., 1 X 15, Note ministérielle sur les constructions hospitalières, extraite d'un rapport du service central de l'inspection générale inséré au Journal Officiel du 8 juillet 1903, Imprimerie administrative de Melun, 1903. Ces prescriptions « constituent non pas des règles immuables, mais l'indication des garanties essentielles qu'on est en droit d'exiger à l'heure actuelle pour les constructions hospitalières ».

⁷² A.D.T., 1 X 67, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

⁷³ A.D.T., 1 X 123, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 23 mars 1902.

enfants admis sont envoyés à l'école communale⁷⁴. En 1902, l'établissement de Gaillac adopte un règlement intérieur très moderne, qui insiste sur les attributions soignantes du personnel, écartant du texte les éléments autres que médicaux⁷⁵. Ce silence absolu suscite quelques observations de l'inspection académique : « Il est indispensable d'assurer aux enfants hospitalisés, qu'ils soient orphelins, abandonnés ou anormaux, l'instruction et l'éducation compatibles avec leur degré de développement intellectuel. Or, à cette fin, il est de toute nécessité qu'un article spécial du chapitre 6 du règlement prévoie l'obligation pour l'établissement hospitalier, d'assurer aux enfants hospitalisés l'instruction élémentaire dans les conditions déterminées par les lois et règlements scolaires et particulièrement par les lois du 28 mars 1882 et 30 octobre 1886. »⁷⁶ De son côté, l'hôpital de Lavaur n'hésite pas à nier l'existence de son orphelinat. Lors d'une séance du 18 août 1901, la commission administrative estime donc que la circulaire du 18 mai 1900 n'est pas applicable à son hospice. « Cet établissement ne possède pas d'orphelinat proprement dit ; selon les usages adoptés depuis de longues années, il se borne à recevoir, dans des locaux dépendants de l'hospice même, quelques enfants de familles pauvres de la ville et qu'on remet à celles-ci aussitôt que ces mêmes enfants ne peuvent être mis en apprentissage ou bien se livrer à quelques petits travaux en rapport avec leur âge. »⁷⁷ Elle s'empresse d'ailleurs d'ajouter que le nombre des enfants reçus diminue de plus en plus. Paradoxalement, en refusant de se conformer aux exigences réglementaires (absence de fondation spéciale, refus d'adopter un règlement adapté), les orphelinats de Gaillac et de Lavaur résisteront mieux que ceux de Castres et Mazamet.

L'INTERDICTION DE L'ENSEIGNEMENT CONGREGANISTE.

Les administrateurs des hospices de Castres et de Mazamet se préoccupent d'élaborer le règlement prévu par la circulaire du 18 mai 1900. L'hôpital de Castres nomme une commission chargée de réviser le règlement du service intérieur et de préparer un règlement relatif à l'orphelinat⁷⁸. L'absence totale de document, laisse à penser que les travaux concernant le

⁷⁴ A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac : « Question 192. S'il existe une ou plusieurs écoles, un ou plusieurs pensionnats, est-ce en vertu d'une fondation ? »

⁷⁵ A.D.T., 1 X 65, Règlement du service intérieur de l'hospice civil Saint-André de la ville de Gaillac du 4 décembre 1901, approuvé le 6 mai 1902.

⁷⁶ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur académique du Tarn au préfet du Tarn du 17 février 1902.

⁷⁷ A.D.T., 1 X 123, Lettre du président de la commission administrative de l'hospice de Lavaur au sous-préfet de Lavaur du 5 septembre 1901.

⁷⁸ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 22 août 1901.

second point n'aboutiront pas. Il est possible que les orphelins aient été progressivement transférés à l'orphelinat du Sacré-Cœur⁷⁹.

L'établissement de Mazamet termine son projet de règlement et le soumet à l'approbation de la préfecture qui le juge « loin d'être conforme au modèle contenu dans la circulaire »⁸⁰. Aux termes de l'article 6 du règlement de référence : « Les enfants au-dessous de treize ans recevront l'enseignement dans les écoles publiques maternelles et primaires élémentaires. Seuls les enfants jugés anormaux par le médecin de l'établissement recevront, dans l'intérieur de l'orphelinat, un enseignement compatible avec leurs facultés. »⁸¹ Les autorités ajoutent que toutes les fondations spéciales antérieures contraires, doivent s'effacer devant ce principe. L'affirmation de l'enseignement public amoindrit leur raison d'être. Malgré cette opposition, la commission de l'hospice mazamétain décide de maintenir intégralement la rédaction initiale⁸². Bientôt, les recommandations sanitaires⁸³ cèdent le pas devant la politique anticléricale. C'est l'application de la loi du 7 juillet 1904 qui affaiblit l'œuvre de façon plus nette. Au cours de l'année, le nombre d'enfants présents à l'hospice de Mazamet diminue brutalement de moitié, passant de vingt-et-une à douze en un mois⁸⁴. La commission décide que l'orphelinat sera supprimé « par extinction »⁸⁵ ; d'ici là, les sœurs enverront les enfants à l'école communale. Il ne reste plus que cinq enfants en 1911⁸⁶.

Le nouveau préfet demande un sursis à la suppression de l'orphelinat pour étudier le dossier : « L'étude du fonctionnement de ces petits établissements annexés à des hôpitaux ou hospices me paraît présenter un réel intérêt. En effet, ces orphelinats, peu importants si l'on ne considère que le nombre d'enfants reçus, rendent des services très appréciables. Ces œuvres admettent souvent des enfants dont les parents sont hospitalisés et qui, s'ils n'étaient recueillis par des parents éloignés ou des personnes charitables seraient délaissés et retomberaient finalement à la charge de l'assistance publique. [...] Il semblerait facile, par une entente entre les

⁷⁹ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 28 avril 1909.

⁸⁰ A.D.T., 1 X 123, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 23 mars 1902 : « Le règlement en question diffère sur nombre de points essentiels du règlement type inséré dans la circulaire du 18 mai 1900. Ne sont pas prévues : la distinction entre le budget de l'hospice et celui de l'orphelinat, la constitution d'un fonds commun de péculs, la disposition relative aux péculs individuels. Dans ces conditions, ce règlement ne saurait être approuvé par l'autorité supérieure. »

⁸¹ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 39. Le rapport contient le règlement en annexes.

⁸² A.D.T., 1 X 123, Lettre du maire de Mazamet au sous-préfet de Castres du 15 mars 1902.

⁸³ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

⁸⁴ *Ibid.*, Lettre du maire de Mazamet au sous-préfet de Castres du 18 juin 1904.

⁸⁵ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hôpital-hospice de Mazamet, Séance du 1^{er} juillet 1904.

⁸⁶ A.D.T., 3 V 72, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 octobre 1912.

commissions administratives et les municipalités de créer, à côté de l'hospice, et à peu de frais en employant le personnel de ce dernier établissement, une œuvre municipale recueillant les enfants dont il s'agit pendant la durée de traitement de leurs parents.»⁸⁷ L'avis semble donc favorable au maintien de l'hospice de Mazamet en l'état, avec orphelinat, dans l'attente d'une solution. « Il est du devoir de l'administration de se préoccuper de la situation dans laquelle se trouveraient les enfants recueillis si l'orphelinat venait à disparaître. » Le préfet propose l'instauration d'un établissement municipal pour garder les enfants dont les parents sont hospitalisés. Le maire se montre intéressé par le projet d'une garderie régulièrement annexée à l'hôpital. Les Filles de la Charité acceptent donc en 1912 la mutation de leur orphelinat en garderie. En effet, l'article 1^{er} de la loi de 1904 ne concerne pas ces structures temporaires⁸⁸, à condition qu'il n'y soit pas fourni d'enseignement, qu'elles ne se transforment pas en écoles maternelles.

SECTION 2. LES ORPHELINATS DES ETABLISSEMENTS PRIVES CONGREGANISTES :

La loi du 7 juillet 1904 supprimant les congrégations religieuses exclusivement enseignantes, tout l'enjeu pour les communautés consiste désormais à démontrer la mixité de leurs œuvres pour éviter la liquidation. Il s'agit d'en produire la preuve non seulement en droit mais aussi en fait⁸⁹ : les statuts doivent mentionner une œuvre hospitalière et enseignante ; les congréganistes doivent effectivement accomplir cette activité hospitalière⁹⁰. La direction d'un orphelinat, c'est-à-dire d'une œuvre mixte par excellence, devient un argument qu'affectionnent les groupements religieux. Ils n'hésiteront pas à l'invoquer devant les tribunaux. La Cour de cassation reconnaît en effet que le soin des orphelins pauvres donne un caractère mixte à la congrégation (25 février 1907, 5 mars 1909)⁹¹.

Les interrogations se portent alors sur l'effectivité de cette œuvre. Pour les congrégations nées sous l'Ancien régime, l'accueil des orphelins ne paraît pas institutionnalisé, il procède par tradition d'une démarche charitable plus large. Le gouvernement doute de la réalité de ces orphelinats longtemps informels qui prennent corps tardivement, en réaction à la loi de 1904 (I). La spécialisation envers les orphelins ressort davantage chez les congrégations

⁸⁷ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministère de l'Intérieur du 13 septembre 1912.

⁸⁸ E. FLEURET, *Op. cit.*, p. 132.

⁸⁹ Nombre de congrégations aux statuts mixtes ont délaissé les activités hospitalières pour se consacrer à l'enseignement.

⁹⁰ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 157 : « La loi tient compte à la fois des statuts et des réalités. »

⁹¹ *Ibid.*, p. 176.

postérieures à la Révolution, mais ces orphelinats plus formels n'échappent pas au crible républicain (II).

I. LES ORPHELINATS INFORMELS :

En résistance aux offensives anticléricales du nouveau siècle, d'anciennes congrégations tarnaises (antérieures à la Révolution française), à forte vocation enseignante, revendiquent l'entretien d'un orphelinat au sein de leur maison conventuelle. Pour les gouvernants, l'apparition tardive de cette structure s'apparente à une tentative désespérée de survie. L'orphelinat, œuvre charitable, ressemble à un prétexte au maintien pour les Sœurs de la Croix de Lavarut et les Sœurs de la Présentation de Castres. Toutefois, l'histoire de ces congrégations montre que seule l'appellation « orphelinat » apparaît au début du XX^e siècle en réaction à l'hostilité républicaine. Ces établissements accueillent depuis leurs origines des orphelins et autres enfants malheureux, il s'agit juste d'une charité plus naturelle qu'institutionnelle.

LA SURVIVANCE D'UNE ŒUVRE.

Les Sœurs de la Croix et les Sœurs de la Présentation dirigent sous l'Ancien régime des établissements scolaires ayant une utilité sociale indéniable dans leur localité. Le caractère originel essentiellement enseignant de ces communautés ne fait aucun doute ; il faut néanmoins ajouter qu'à cette époque, c'est une des composantes de la vocation charitable congréganiste. L'éducation des enfants est une œuvre de charité. Les religieuses de Lavarut ont pour but « l'instruction des jeunes demoiselles, sans exception d'état et de condition »⁹². Elles renoncent d'ailleurs au service de l'hôpital de Lavarut pour se consacrer à l'éducation. Les élèves paient une rétribution proportionnée aux facultés des parents et les indigentes sont reçues gratuitement. Parmi ces dernières, il semble probable que certaines soient des orphelines. De leur côté, dès l'origine, les Sœurs de la Présentation s'occupent à Castres d'une importante école, mais également d'un orphelinat-ouvroir⁹³, les bâtiments acquis étant destinés aux nouvelles converties et aux orphelines⁹⁴. L'accueil des orphelines apparaît donc comme une vocation initiale pour ces deux communautés religieuses, même s'il s'agit d'un rôle moins formel à Lavarut qu'à Castres.

⁹² A.D.T., 3 V 41, Lettre du sous-préfet de Lavarut au préfet du Tarn du 5 mars 1806.

⁹³ E. ROSSIGNOL, *Op. cit.*, p. 57. L'ouvrage mentionne également (p. 92) que Jean Sébastien de Barral, évêque de Castres, cofondateur des Sœurs de la Présentation, crée un orphelinat analogue pour les garçons en 1765. Cet établissement se transformera en petit séminaire.

⁹⁴ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 109.

Après les événements de la Révolution, les deux congrégations renaissent progressivement autour d'œuvres enseignantes gratuites. Les pouvoirs publics reconnaissent ces rétablissements ainsi que la mission scolaire des sœurs de Lavaur et de Castres⁹⁵. Les religieuses créent également dans leurs couvents respectifs des pensionnats payants. Les Sœurs de la Présentation « ne s'occupent actuellement que de l'instruction de jeunes filles : [...] elles ont un pensionnat et reçoivent des externes moyennant une rétribution mensuelle ; outre cela, elles font une classe gratuite en faveur des jeunes personnes du sexe de la commune de Castres que les facultés des parents ne leur permettent pas de payer de rétribution »⁹⁶. Il n'est alors plus fait mention d'orphelines : l'œuvre semble être abandonnée au profit de simples activités enseignantes. Au premier tiers du siècle, lorsque ces deux groupements religieux commencent à se déployer, au sud du département, ils fondent naturellement des écoles chrétiennes pour l'instruction des jeunes filles, principalement pauvres⁹⁷.

La Restauration, renouant avec les principes politiques et religieux de l'Ancien régime, approuve la même année ces deux maisons tarnaises comme congrégations à supérieure locale. Les Sœurs de la Présentation de Castres et les Sœurs de la Croix de Lavaur sont reconnues par les ordonnances royales du 17 janvier⁹⁸ et du 22 avril 1827⁹⁹. En aucun cas, les statuts annexés à ces reconnaissances ne signalent l'œuvre des orphelines. Les Sœurs de la Présentation reçoivent à Castres, sans qu'il soit fait mention d'un quelconque orphelinat, deux cents enfants gratuitement et quatre-vingt-dix en payant¹⁰⁰. Les autorités publiques ne reconnaissent qu'une congrégation enseignante¹⁰¹. En effet, les règles de la Présentation font état de l'œuvre d'éducation, notamment de l'organisation d'un pensionnat, mais la notion d'orphelinat n'est jamais utilisée¹⁰². De même, l'article 1^{er} des statuts des Sœurs de la Croix déclare qu'elles « sont principalement établies pour instruire gratuitement les filles pauvres et pour former les maîtresses

⁹⁵ Concernant les Sœurs de la Croix de Lavaur : A.D.T., 3 V 2, Lettre de la sous-préfecture de Lavaur à la préfecture du Tarn du 12 octobre 1807.

Concernant les Sœurs de la Présentation de Castres : E. ROSSIGNOL, *Op. cit.*, p. 91.

⁹⁶ A.D.T., 3 V 2, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 15 octobre 1807.

⁹⁷ A.D.T., 3 V 41, Lettre du sous-préfet de Lavaur au sous-préfet de Castres du 11 décembre 1816.

⁹⁸ A.D.T., 3 V 65, Ordonnance royale du 17 janvier 1827.

⁹⁹ A.D.T., 3 V 41, Ordonnance royale de reconnaissance du 22 avril 1827.

¹⁰⁰ A.D.T., 3 V 5, Etat général des communautés religieuses de femmes, arrondissement de Castres, situation au 1^{er} décembre 1831.

¹⁰¹ A.N., F¹⁹ 6244, Etat général des congrégations de femmes autorisées du département du Tarn.

¹⁰² *Coutumier-directoire de la congrégation de la Présentation de Notre-Dame de Castres...* *Op. cit.*, pp. 192 et suivantes.

d'école »¹⁰³. La loi Falloux favorise encore l'expansion de ces congrégations enseignantes qui essaient d'autres établissements scolaires.

Dans la réalité, le zèle de ces congrégations reste multiforme. Si les sœurs se chargent « principalement » de l'éducation, cela signifie qu'accessoirement elles soulagent aussi les souffrances de l'humanité. Les Sœurs de la Présentation gèrent de petits hospices privés notamment à Brassac et à Dourgne. Les Sœurs de la Croix fournissent d'ailleurs un temps les sœurs nécessaires au service du nouvel hôpital de Mazamet. Sous le Second Empire, les religieuses vont profiter de leur reconnaissance comme congrégation à supérieure générale pour confirmer juridiquement ce caractère mixte, hospitalier et enseignant. Les statuts des Sœurs de la Croix sont modifiés en ce sens par le chanoine Castrenc. Le décret impérial du 14 décembre 1852 reconnaît la congrégation comme hospitalière et enseignante¹⁰⁴. De la même façon, les Sœurs de la Présentation remanient leurs constitutions en 1840, date à laquelle débute la construction d'un nouvel établissement situé à l'emplacement actuel¹⁰⁵. Le décret du 5 janvier 1853 reconnaît aussi à la Présentation son caractère mixte¹⁰⁶. Malgré l'affirmation juridique de la mixité, l'œuvre des orphelines n'est toujours pas mentionnée, ni à Lavaur¹⁰⁷, ni à Castres¹⁰⁸. L'œuvre objectivement visible reste l'éducation.

¹⁰³ F. BOUSQUET, *Op. cit.*, pp. 255 et 262 : « Elles enseignent à leurs écolières le catéchisme, la lecture, l'écriture et les autres choses nécessaires pour mener une vie honnête et chrétienne. »

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp. 284 et suivantes ; A.D.T., 3 V 41, Décret impérial du 14 décembre 1852 : « Article 1^{er}. Les modifications demandées par la congrégation des sœurs de la Croix, établies à Lavaur (Tarn), aux statuts qu'elle a été autorisée à suivre en vertu de l'ordonnance du 21 mars 1827, sont approuvées. Ces modifications, telles qu'elles résultent des statuts annexés au présent décret, seront enregistrées et transcrites sur les registres du Conseil d'Etat. » ; « Article 2. La congrégation des sœurs de la Croix de Lavaur est autorisée comme congrégation enseignante et hospitalière dirigée par une supérieure générale. »

¹⁰⁵ M. ESTADIEU, *Notes chronologiques et statistiques...* *Op. cit.*, p. 209.

¹⁰⁶ A.D.T., 3 V 65, Décret impérial du 5 janvier 1853 : « Article 1^{er}. L'association des Sœurs de la Présentation de Notre-Dame à Castres (Tarn), déjà reconnue comme communauté à supérieure locale par ordonnance du 17 janvier 1827, est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale. »

¹⁰⁷ A.D.T., 3 V 44, Statuts de la congrégation des Sœurs de la Croix approuvés par décret du 14 décembre 1852 : « Article 1^{er}. La congrégation des sœurs de la Croix dont la maison mère est établie à Lavaur (Tarn) est dirigée par une supérieure générale. » ; « Article 2. Elle se voue principalement à l'instruction gratuite des filles indigentes, à la formation des maîtresses d'école et au soin des pauvres et des malades ; en sorte qu'elle est toute à la fois enseignante et hospitalière. » ; « Article 3. Pour accomplir leur vocation, les sœurs qui la composent s'engagent à exercer tous les emplois que la supérieure générale jugera à propos de leur confier, soit dans les écoles ou pensionnats, soit dans les hospices ou maisons de miséricorde. »

¹⁰⁸ A.N., F¹⁹ 6346, Statuts des Sœurs de la Présentation de Castres : « Article 1^{er}. Les sœurs de la Présentation ont pour fin l'instruction et l'éducation des jeunes filles, tant de la classe

LA SURVIE D'UNE CONGREGATION.

Si la loi du 1^{er} juillet 1901 frappe bon nombre de leurs succursales, les maisons conventuelles autorisées restent préservées. Cette situation ne dure pas. En raison de leurs activités exclusivement enseignantes et en dépit de leur caractère mixte, ces congrégations se trouvent directement menacées par l'application de la nouvelle législation de 1904 qui interdit l'enseignement congréganiste. Aux termes des paragraphes deuxième et troisième de l'article 1^{er}, « les congrégations autorisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes seront supprimées dans un délai maximum de dix ans. Il en sera de même des congrégations et des établissements qui, bien qu'autorisés en vue de plusieurs objets étaient en fait exclusivement voués à l'enseignement à la date du 1^{er} janvier 1903 ». La maison-mère, ainsi que toutes les succursales particulières des Sœurs de la Croix, qu'elles soient autorisées¹⁰⁹ ou non¹¹⁰, renferment seulement des œuvres d'enseignement. Le couvent des Sœurs de la Présentation se trouve dans la même situation. Excepté dans quelques succursales mixtes, « en 1902, la Présentation [...] donne l'éducation chrétienne à deux mille enfants répartis dans dix-sept établissements »¹¹¹. Les autorités centrales décident alors de la fermeture de ces deux congrégations aux activités exclusivement enseignantes. Selon l'article 3 alinéa 2, « la fermeture des établissements et des services scolaires sera effectuée, aux dates fixées pour chacun d'eux, par un arrêté de mise en demeure du ministre de l'Intérieur »¹¹². Aux yeux des gouvernants, ces congrégations sont à dissoudre¹¹³ et à liquider¹¹⁴. Les religieuses de Castres et de Lavaur essaieront désormais de valoriser le caractère hospitalier reconnu dans leurs actes d'autorisation. Cette mixité passe par la mise en avant de l'œuvre des orphelinats, qui ressurgit dans ce contexte difficile.

A Castres, les pouvoirs publics découvrent en 1905, à travers un rapport de l'inspecteur d'académie, l'existence d'un orphelinat annexé à l'établissement principal de la Présentation¹¹⁵. L'orphelinat n'apparaissant

indigente que de la classe aisée, sous le rapport de la religion, des mœurs, du travail, et généralement de tout ce qui peut en faire de bonnes mères de famille. »

¹⁰⁹ A.D.T., 3 V 41, Décret impérial du 28 août 1858 ; 3 V 42. Sœurs de la Croix de Lavaur (1859-1868), Décret impérial du 28 septembre 1859.

¹¹⁰ A.D.T., 3 V 44, Instruction des demandes d'autorisation en application de la loi du 1^{er} juillet 1901 en date du 16 décembre 1901, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 27 juin 1902.

¹¹¹ E. ROSSIGNOL, *Op. cit.*, p. 89.

¹¹² J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), p. 213.

¹¹³ A.N., F¹⁹ 6268, Congrégations à dissoudre, établissements à fermer (par département), Arrêté ministériel du 16 janvier 1905 visant les Sœurs de la Présentation de Castres.

¹¹⁴ A.N., F¹⁹ 6282, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 28 avril 1910.

¹¹⁵ A.D.T., 3 V 65, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 13 décembre 1905.

pas dans les statistiques ou inspections précédentes, les autorités concluent qu'il aurait ouvert à la suite de la fermeture des écoles congréganistes. L'administration restera sur cette position¹¹⁶ : l'orphelinat est une création récente qui permet le maintien de la congrégation. « Cette œuvre ne présente pas un réel caractère d'intérêt public et l'établissement semble devoir être fermé. »¹¹⁷ Les enquêtes de 1911 classent la maison conventuelle de la Présentation parmi les « établissements autorisés qui ont donné lieu à des remarques défavorables, ou qui ne répondent plus à un besoin d'utilité publique, ou qui s'occupent d'œuvres non prévues par leurs statuts »¹¹⁸. Une autre hypothèse est avancée par les enquêteurs locaux : conformément à l'arrêté ministériel, les religieuses cessent tout enseignement fermant le pensionnat et l'externat au mois de septembre, mais elles gardent à titre hospitalier un orphelinat qui, selon l'inspecteur d'académie et le commissaire de police, aurait existé de tout temps¹¹⁹ et aurait fait l'objet de plusieurs visites de l'inspecteur du travail¹²⁰. En réalité, il est possible que la congrégation accueille des orphelines depuis toujours, parmi les autres enfants pensionnaires, sans créer « officiellement » d'orphelinat. Il s'agit d'une œuvre originelle qui, avant la Révolution, relève du naturel charitable d'une communauté religieuse. Il est hautement probable qu'elle donne un nom à cette œuvre au début du XX^e siècle pour formaliser le concept, qu'elle mette désormais en avant le terme afin de redonner un aspect charitable à son établissement. Les établissements de Toulouse et de Brassac comportent d'ailleurs des orphelinats similaires. En outre, les sœurs s'occupent depuis longtemps d'un ouvroir, une œuvre qui se confond habituellement avec les orphelinats. Au XIX^e siècle, la nuance est faible entre un orphelinat et un pensionnat ou entre un orphelinat et un ouvroir. Le caractère mixte général de la congrégation ne laisse aucun doute en raison de sa présence dans certains hospices privés. L'ambiguïté demeure concernant la maison-mère et son orphelinat, mais comme les orphelines fréquentent des écoles externes à l'établissement, cette mixité la préserve de la liquidation¹²¹.

¹¹⁶ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911 : « Depuis le transfert dans l'ancien immeuble des Carmélites, de l'école qu'elles tenaient au siège de la maison-mère, les Sœurs de la Présentation ont ouvert un orphelinat dont les enfants fréquentent les écoles libres de la ville. »

¹¹⁷ A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911.

¹¹⁸ A.D.T., 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 2 décembre 1911.

¹¹⁹ A.D.T., 3 V 65, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 janvier 1906.

¹²⁰ *Ibid.*, Enquête administrative du commissaire de police, en date du 28 décembre 1905, sur instruction du sous-préfet de Castres du 21 décembre, au sujet d'un orphelinat existant au couvent de la Présentation, établissement fermé comme enseignant.

¹²¹ A.N., F¹⁹ 6268, Présentation de Notre-Dame de Castres : arrêté du 16 janvier 1905, pas de liquidation ; A.M.C., 1 P 6 / 11. Sœurs de la Présentation, Lettre de la supérieure générale de la congrégation au préfet du Tarn du 11 mai 1907.

A Lavour, les Sœurs de la Croix contestent également la perception du gouvernement. La congrégation ne serait pas uniquement enseignante : « toute maison, toute école de la Croix est, dès le XVII^e siècle, doublée pour ainsi dire d'un établissement de charité »¹²² : hôpital, dispensaire, visite des malades à domicile, ouvroir, orphelinat. Ce qui est d'ailleurs confirmé par le décret de reconnaissance. Mais de telles œuvres de charité sont toujours restées très discrètes, pour ne pas dire secondaires. L'œuvre première et principale de la congrégation est l'enseignement, les autres services ne sont qu'accessoires. Même s'il y a dans chaque sœur une infirmière qui sommeille, prête à soigner les indigents qui le réclament, les œuvres de soins au sens strict, sur place (dispensaire) ou à domicile (visite des malades) restent informelles. « Dans le passé comme de nos jours, sur chaque maison des Sœurs de la Croix s'épanouit une floraison d'œuvres, aussi variées que les aspects de la charité chrétienne, même les plus délicats et les plus inattendus, depuis le soin des filles-mères, les ménages ouvriers, l'assistance à domicile, les dispensaires, jusqu'aux ouvroirs populaires et aux orphelinats. »¹²³ Cette dernière œuvre mixte, à vocation charitable, est un pendant de l'éducation. Les sœurs recueillent les jeunes filles indigentes de la commune pour leur faire la classe, certaines d'entre elles sont certainement orphelines. La congrégation dirige un ouvroir depuis longtemps¹²⁴, l'activité est effectivement mentionnée dans certains actes¹²⁵. Il y a souvent confusion entre orphelinat et ouvroir, entre orphelines et enfants indigentes... L'œuvre apparaît cependant comme une activité originelle de la congrégation. Le mémoire du chanoine Castrenc adressé au chef de l'Etat en janvier 1852 afin d'obtenir la reconnaissance légale de l'institut comme congrégation à supérieure générale, énonce que « l'objet principal de cette institution était l'instruction des nouvelles converties, le soin des orphelines et l'éducation des jeunes personnes de tout état et de toute condition »¹²⁶. Passé l'âge scolaire, les religieuses les initient toutes aux travaux de l'aiguille. Dans l'ensemble, au-delà d'une réelle fondation d'orphelinat, il

¹²² F. BOUSQUET, *Op. cit.*, p. 246.

¹²³ *Ibid.*, p. 341.

¹²⁴ A.D.T., 3 V 43. Sœurs de la Croix de Lavour. 1869-1890, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavour du 5 septembre 1863. La congrégation demande un secours afin de construire un bâtiment pour y établir une salle d'asile, une école de filles et un ouvroir.

¹²⁵ A.D.T., 3 V 42, Décret impérial d'autorisation du 9 juin 1862 : « Article 1^{er}. La supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de la Croix existant à Lavour (Tarn) en vertu d'une ordonnance royale du 22 avril 1827 et d'un décret impérial du 14 décembre 1852, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, [...] moyennant le prix de 4 000 francs, [...] une maison avec jardin, située à Lavour, voisine de la maison conventuelle, pour servir à l'établissement de l'école communale de filles et de l'ouvroir dirigés par les sœurs de la Croix. »

¹²⁶ F. BOUSQUET, *Op. cit.*, p. 275.

semble assez probable que la congrégation accueille des orphelines dans ses pensionnats. « Il y avait à l'ombre de la maison-mère un orphelinat qui avait connu des années de splendeur. [...] Il est bien réduit aujourd'hui, parce que la liquidation nous a privé de ressources. »¹²⁷ La congrégation subit donc la mise en liquidation, mais de manière partielle¹²⁸. « Quant à l'immeuble de Lavour, qui doit être réservé au logement des ex-religieuses âgées ou invalides de la congrégation, le ministre estime jusqu'à plus ample informé qu'il convient de l'excepter de la vente. »¹²⁹ Le préfet propose au ministère d'accorder des autorisations de logement à trente-deux religieuses demeurées dans les anciens immeubles conventuels. Les statuts sont finalement modifiés en 1921 et prévoient désormais l'œuvre des orphelines à l'article 1^{er} : « La congrégation des Sœurs de la Croix dont la maison-mère est établie à Lavour, est dirigée par une supérieure générale. Conformément à sa règle primitive, elle hospitalise vieillards pauvres et malades, et elle forme des orphelines pour les soins du ménage. »¹³⁰ Cette congrégation, désormais hospitalière, est autorisée par décret du ministre de l'Intérieur en date du 8 janvier 1924¹³¹. L'établissement comporte un petit orphelinat « officiel » d'une quinzaine de jeunes filles (instruites à l'extérieur), dans lequel on professe l'enseignement ménager aux enfants ayant dépassé l'âge scolaire.

II. LES ORPHELINATS FORMELS :

Les interrogations du préfet de l'Aveyron relatives à l'application de la loi aux orphelinats révèlent toute l'ambiguïté de ces structures particulières. Les congrégations mixtes de son département se soumettent à la loi en fermant la partie scolaire de leurs établissements, mais plusieurs déclarent l'intention de conserver un orphelinat. Or, le haut fonctionnaire remarque que de telles œuvres comportent des difficultés d'interprétations et demande des éclaircissements au ministère : « Lorsque les religieuses recueillent un certain nombre d'enfants, ayant pour la plus grande partie leur père et leur mère et, pour les autres, soit leur père, soit leur mère ; lorsque les parents de ces enfants habitent tous la localité ou des villages très rapprochés ; peut-on soutenir qu'il y ait réellement orphelinat ? »¹³² En conséquence, cela signifie que les établissements avec orphelinat ne sont pas à l'abri de la liquidation,

¹²⁷ *Ibid.*, p. 336.

¹²⁸ A.N., F¹⁹ 6282, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 28 avril 1910.

¹²⁹ A.D.T., 3 V 46. Sœurs de la Croix de Lavour. 1909-1931, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavour du 30 mai 1912.

¹³⁰ F. BOUSQUET, *Op. cit.*, p. 343.

¹³¹ A.D.T., 3 V 29, Note du commissaire de police du 17 octobre 1924.

¹³² A.N., F¹⁹ 6268, Lettre du préfet de l'Aveyron au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes du 26 octobre 1904.

la fermeture de l'orphelinat entraînant bien souvent la fermeture complète de l'établissement. L'attitude du gouvernement dépendra du caractère de la congrégation.

LES ETABLISSEMENTS A CONNOTATION ENSEIGNANTE.

Il s'agit ici de congrégations mixtes, reconnues comme enseignantes et hospitalières, mais qui semblent consacrées exclusivement à l'enseignement pour des observateurs extérieurs. L'œuvre des orphelinats n'apparaît d'ailleurs pas dans leurs statuts. Dans les maisons conventuelles albigeoises des Sœurs de Notre-Dame et du Bon-Sauveur, dans le couvent des Filles de Jésus à Massac, ainsi que dans l'établissement des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias au Gos, les autorités publiques croient déceler des fausses œuvres charitables.

La congrégation des Sœurs de Notre-Dame présente un profil enseignant très net ; la maison conventuelle albigeoise « compterait parmi les établissements d'enseignement les plus importants de la région »¹³³. Depuis longtemps autorisé (1827)¹³⁴, l'établissement rend service à la commune qui lui alloue une somme de 1 200 francs « afin de procurer l'instruction primaire à la population peu fortunée de la ville »¹³⁵. Les statuts de la congrégation ne mentionnent pas expressément l'œuvre des orphelinats, mais précisent qu'elle dirige des pensionnats gratuits¹³⁶.

Régulièrement autorisé en 1834¹³⁷, l'établissement d'Albi est la première succursale des Sœurs du Bon-Sauveur de Caen¹³⁸. En plus de leurs œuvres initiales et spéciales en faveur des aliénés et des sourds-muets, la

¹³³ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 312.

¹³⁴ A.D.T., 3 V 92, Ordonnance royale du 24 juin 1827 : « Article 1^{er}. La communauté des religieuses de Notre-Dame établie à Albi, département du Tarn, gouvernée par une supérieure locale, est définitivement autorisée. »

¹³⁵ A.D.T., 3 V 5, Etat général des communautés religieuses de femmes, commune d'Albi, situation au 1^{er} décembre 1831.

¹³⁶ A.N., F¹⁹ 6246, Statuts des Sœurs de l'association dite de Notre-Dame : « Article 1^{er}. La fin des sœurs de l'association dite de Notre-Dame est d'instruire gratuitement les pauvres filles, de les former à l'amour de la religion, du travail et des bonnes mœurs, et de rendre les mêmes soins à des jeunes élevées dans des pensionnats »

¹³⁷ A.D.T., 3 V 67, Ordonnance royale du 11 mai 1834 : « Article 1^{er}. La supérieure générale de la congrégation du Bon-Sauveur de Caen est autorisée à acquérir au nom de ces établissements, des Sieurs Groc, père et fils, et moyennant une somme de cinquante-deux mille francs, une propriété dite du Petit Lude, sise Banlieue de la ville d'Albi, département du Tarn, et destinée à l'établissement d'une succursale de l'établissement de Caen. » ; « Article 2. La communauté des Sœurs du Bon-Sauveur établies à Albi, département du Tarn, dépendant de la congrégation du même institut existant à Caen, est définitivement autorisée à la charge de se conformer exactement aux statuts de la dite congrégation, annexés à l'ordonnance royale du 16 mars 1834. »

¹³⁸ A.N., F¹⁹ 6308.1, Etat des congrégations religieuses classées par ordre alphabétique au 1^{er} janvier 1840 ; Ch. DEDIEU, *Op. cit.*, p. 34.

congrégation normande développe à Albi une œuvre scolaire considérable comprenant notamment deux grands pensionnats, créés en 1835 et 1836. Parallèlement à ces internats, les sœurs ouvrent un orphelinat à partir de leur mission auprès des sourdes-muettes (1838)¹³⁹. Les statuts de la congrégation, très complets, mentionnent ces diverses œuvres, à l'exception de celle des orphelinats¹⁴⁰.

L'établissement d'Oulias, fondé en 1824 comme succursale de la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Lyon, obtient l'autorisation en 1826 comme maison-mère à supérieure générale¹⁴¹. Le nouvel ordre adopte les statuts mixtes de la branche aînée : « Les sœurs de la congrégation Saint-Joseph ont pour fin le service des malades et des infirmes, soit dans les hôpitaux, soit à domicile, l'instruction gratuite des pauvres et généralement toutes les œuvres de charité et de miséricorde »¹⁴². La succursale du Gos (commune de Cabanès-et-Barre)¹⁴³, approuvée le 8 octobre 1856, fait partie des premières fondations de la congrégation d'Oulias¹⁴⁴ ; c'est aussi une des rares à accomplir une œuvre mixte hospitalière et enseignante, avec Cordes, Guitalens et Villefranche d'Albigeois¹⁴⁵. Les immeubles du Gos comportent non seulement un orphelinat mais aussi un pensionnat¹⁴⁶.

¹³⁹ G. COMBES, *Institut du Bon-Sauveur...* *Op. cit.*

¹⁴⁰ A.N., F¹⁷ 12470 ; A.D.T., 3 V 67, Statuts et règlements de la congrégation du Bon-Sauveur de Caen, adoptés le 21 décembre 1833 et ratifiés par l'ordonnance royale du 16 mars 1834.

¹⁴¹ A.D.T., 3 V 84, Décret impérial du 19 août 1853 : « Article 1^{er}. L'association des Sœurs de Saint-Joseph, reconnue à Oulias, commune de Castelnau (Tarn) comme communauté à supérieure locale par ordonnance royale du 16 janvier 1826, est autorisée comme congrégation dirigée par une supérieure générale à la charge de se conformer aux statuts approuvés par décret impérial du 10 avril 1812, qu'elle a déclaré adopter, de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph à Lyon (Rhône). »

¹⁴² A.N., F¹⁷ 12470 ; A.D.T., 3 V 84, Statuts et règlements de la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Lyon, Article 1^{er}.

¹⁴³ A.D.T., 3 V 84, Décret impérial du 8 octobre 1856 : « Article 1^{er}. La congrégation des Sœurs de Saint-Joseph existant à Oulias, commune de Castelnau de Brassac (Tarn), en vertu de l'ordonnance royale du 16 février 1826 et de notre décret du 19 août 1853 est autorisée à fonder des établissements de sœurs de son ordre : 1° à Gos (commune de Cabanès-et-Barre), 2° à Labastide-Rouairoux, 3° à Alban, 4° à Cordes, 5° à Boissezon d'Augmontel, 6° à Salvagnac (même département), à la charge par les religieuses de ces six établissements de se conformer exactement aux statuts approuvés par décret impérial du 10 avril 1812 pour la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph à Lyon (Rhône) et que l'association d'Oulias a déclaré adopter. »

¹⁴⁴ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 110.

¹⁴⁵ A.D.T., 3 V 85. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1871-1902, Récépissé adressé le 16 septembre 1901 pour trente établissements. Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 8 septembre 1902. L'immense majorité des établissements particuliers ont un caractère enseignant et lorsque la congrégation demande la reconnaissance de toutes ses succursales non autorisées, la demande est rejetée.

¹⁴⁶ A.D.T., 3 V 21, Liste des établissements congréganistes autorisés existant dans l'arrondissement de Castres, établie le 29 février 1904.

Reconnues au début de la Troisième République¹⁴⁷, les Filles de Jésus créées à Massac en 1853, suivent les mêmes statuts que la congrégation d'Oulias¹⁴⁸. Ces larges dispositions statutaires ne prévoient pourtant pas expressément l'œuvre des orphelinats. En pratique, même si l'œuvre de soins occupe une place non négligeable, c'est l'œuvre d'enseignement qui domine les activités de la congrégation¹⁴⁹. Le couvent de Massac comporte depuis toujours un pensionnat. Il n'abrite un orphelinat, distinct du pensionnat et du juvénat¹⁵⁰ (comme souvent dans les œuvres religieuses), qu'à partir de 1895.

Dans ces quatre cas, l'accueil des orphelines n'est pas la vocation première de la congrégation, aucun des statuts ne la mentionne. L'orphelinat vient s'ajouter aux autres œuvres de l'établissement, des activités essentiellement enseignantes. Les religieuses dirigent déjà, au sein de leur maison, un ou plusieurs pensionnats. Or, la nuance entre ces deux modes d'internat est mince, car les communautés religieuses appréhendent l'enseignement comme une mission charitable.

Emporté par sa volonté d'efficacité, le gouvernement anticléricale pense à une œuvre récente dans le couvent Notre-Dame à Albi, « l'orphelinat et l'ouvroir en question n'auraient été créés, dans un but facile à comprendre, que depuis le vote de la loi de 1901 »¹⁵¹. L'orphelinat date en réalité de 1865, et l'ouvroir lui est antérieur. La remarque, même empreinte de réserves, traduit la méfiance systématique des enquêteurs. D'ailleurs, les autorités centrales n'assimilent pas l'orphelinat à une œuvre hospitalière. Considérant l'établissement de Notre-Dame comme uniquement enseignant, elles prescrivent sa fermeture par un arrêté ministériel du 8 juillet 1905¹⁵². La congrégation réagit et se déclare mixte, enseignante et hospitalière ; elle prétend donc pouvoir rester dans ses murs en cette dernière qualité, comme le prévoit l'article 1^{er} de la loi, alinéa 4. D'après le commissaire de police, « la congrégation serait poussée à la résistance par Monseigneur Mignot,

¹⁴⁷ A.D.T., 3 V 51, Décret du 1^{er} mai 1874 autorisant l'existence de l'association religieuse des Filles de Jésus ; J. BONSIRVEN, *Op. cit.*, p. 144.

¹⁴⁸ J. BONSIRVEN, *Op. cit.*, pp. 145 et 220. Cette similitude pousse l'archevêque d'Albi, Monseigneur Ramadier, à fusionner les deux congrégations d'Oulias et de Massac. La tentative de réunion, bien arrêtée dans l'esprit de Ramadier, ne sera stoppée que par la mort de ce dernier.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 186 : « Leur œuvre primordiale est l'éducation, éducation entièrement gratuite, presque exclusivement réservée aux enfants de la campagne et plus particulièrement, aux enfants des pauvres. »

¹⁵⁰ A.D.T., 3 X 44, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 30 octobre 1895, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 30 novembre 1895.

¹⁵¹ A.D.T., 3 V 95. Sœurs de Notre-Dame. 1903-1905, Rapport du commissaire spécial du 18 mai 1904.

¹⁵² *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au commissaire de police du 13 juillet 1905 et procès-verbal du 15 juillet 1905 portant notification de fermeture.

archevêque d'Albi, qui se serait rendu lui-même dans cet établissement et aurait engagé les sœurs à attendre pour sortir d'y être contraintes par la force »¹⁵³. Cette phrase révèle toute la suspicion qui entoure l'information administrative. Dans un contexte de tensions entre les catholiques et les anticléricaux, le prélat albigeois se démarque par ses positions favorables à l'apaisement et à l'accommodement¹⁵⁴. Défenseur des idées de Léon XIII, il exigera toujours de ses communautés le plus grand respect pour la loi républicaine. Il réclame en retour que l'Etat n'outrepasse pas ses pouvoirs. Il est par conséquent possible que l'archevêque engage la congrégation à faire valoir ses droits auprès du gouvernement. La supérieure albigeoise conteste la décision gouvernementale et justifie la mixité de son établissement en arguant de la présence de l'orphelinat : « L'existence de droit et de fait de nos œuvres hospitalières ne saurait être contestée : 1°) En fait, il existe dans notre maison un orphelinat de jeunes filles gratuitement entretenues par la congrégation ; 2°) En droit, l'article 1^{er} de nos statuts consacre le caractère mixte de notre congrégation. »¹⁵⁵ Poursuivant sa démonstration, la sœur insiste sur les contradictions des pouvoirs publics qui, quelques années auparavant, ont admis le caractère charitable de l'orphelinat comme motif d'exonération fiscale : « De plus, le gouvernement de la République française par un décret du 7 février 1902, signé Loubet et Caillaux, a reconnu encore une fois ce caractère mixte de notre institut en dégageant de la taxe annuelle d'accroissement édictée par la loi du 16 avril 1895, les immeubles affectés à notre orphelinat. » L'établissement sera pourtant dissout parce qu'au milieu d'un établissement enseignant, un orphelinat perd son caractère hospitalier. Devant l'intransigeance du gouvernement, la supérieure demande à ce qu'une partie des locaux soit laissée à la communauté pour y installer une

¹⁵³ A.D.T., 3 V 95, Lettre du commissaire de police au préfet du Tarn du 3 septembre 1905.

¹⁵⁴ Sur la personnalité de cet archevêque, lire : Ph. NELIDOFF, « Un évêque dans la société moderne : le cas de Monseigneur Mignot, archevêque d'Albi (1900-1918), à la recherche d'une conciliation entre catholicisme et République », *Auteurs et Acteurs de la Séparation des Eglises et de l'Etat*, Actes du colloque organisé à Lille les 29 et 30 septembre 2005, textes réunis et présentés par Sylvie Humbert et Jean-Pierre Royer, Centre d'Histoire Judiciaire, Lille, 2007 ; se reporter également aux actes du colloque *Christianisme et politique dans le Tarn sous la Troisième République*, parus aux P.U.S.S. de Toulouse en 2000.

¹⁵⁵ A.D.T., 3 V 96. Sœurs de Notre-Dame. 1906-1916, Procès-verbal du 2 septembre 1905 portant constatation de fermeture de l'établissement d'Albi et comportant protestation de la supérieure locale : « Je proteste d'une manière générale contre tous actes qui auraient pour but de dénier à cette congrégation son caractère de congrégation mixte et par la même je fais opposition à la dissolution de ladite congrégation. C'est par une erreur regrettable et contre laquelle je m'élève en ce moment que notre congrégation a été considérée comme purement enseignante. En réalité, jusqu'en juillet dernier, elle a été à la fois enseignante et hospitalière. Le décret de fermeture de l'établissement scolaire, décret auquel nous nous sommes conformées laisse intacts nos droits de congrégation hospitalière. »

maison de retraite et hospitaliser les sœurs âgées¹⁵⁶, le reste relevant du liquidateur¹⁵⁷. L'immeuble sera finalement racheté par l'archevêché qui s'y installe en 1908¹⁵⁸, obligé de quitter le palais de la Berbie en application de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat¹⁵⁹.

Le même arrêté ministériel du 8 juillet 1905 qui a prescrit la fermeture du couvent de Notre-Dame, exige l'arrêt des classes annexées à l'établissement du Bon-Sauveur¹⁶⁰. Contrairement aux Sœurs de Notre-Dame, la communauté du Bon-Sauveur d'Albi ne doit pas se disperser ; son établissement peut continuer ses activités hospitalières auprès des aliénés et des sourds-muets. La préfecture ordonne donc la fermeture des pensionnats, mais aussi de l'orphelinat¹⁶¹. D'abord, la supérieure sollicite une nouvelle autorisation limitée aux œuvres charitables (asile d'aliénés et œuvre des sourdes-muettes). L'agrément gouvernemental interviendra le 12 août 1906¹⁶². Toutefois, cette modification des statuts ne mentionne pas l'œuvre des orphelinats. Ensuite, la communauté s'interroge sur les moyens de maintenir une œuvre éducative en dépit de l'interdiction légale¹⁶³. Son choix se porte sur la création d'un ouvroir pour les orphelines et quelques sourdes parlantes, dont nous étudierons la portée au chapitre suivant.

Le couvent des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias comporte un grand pensionnat recevant « des jeunes filles originaires du département ou des départements voisins et en particulier de l'Hérault »¹⁶⁴ : environ quatre-vingts dont les pensions sont variables en fonction de la situation de fortune

¹⁵⁶ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 1^{er} décembre 1906.

¹⁵⁷ A.N., F¹⁹ 6282, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 28 avril 1910.

¹⁵⁸ L. de LACGER, *Op. cit.*, p. 312.

¹⁵⁹ Sur cet aspect particulier de la loi, lire : J. LALLOUETTE, « Après la loi de séparation des églises et de l'Etat : les évêques à la recherche d'un nouveau palais », *Les cités épiscopales du Midi*, sous la direction de Philippe Nélidoff, P.C.U.C., Albi, 2006, pp. 445 et suivantes. L'auteur n'évoque pas le cas albigeois, mais retrace un épisode original de la loi de séparation, à partir des exemples offerts notamment par les diocèses de Dijon, Meaux et Montpellier.

¹⁶⁰ A.D.T., 3 V 95, Lettre du préfet du Tarn au commissaire de police du 13 juillet 1905.

¹⁶¹ G. COMBES, *Institut du Bon-Sauveur...* *Op. cit.*, pp. 129 et suivantes.

¹⁶² A.D.T., 3 V 67, Statuts de la congrégation du Bon-Sauveur, approuvés par ordonnances des 22 avril 1827 et 16 mars 1834, modifiés conformément à la loi du 7 juillet 1904 et au décret du 2 janvier 1905 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi : « Article 1^{er}. L'institut des Filles du Bon-Sauveur a pour fin : 1°) De soigner avec toute la charité possible les fous et les folles (dont elles tiennent une pension nombreuse à Caen), ainsi que les sourds-muets ; 2°) De visiter les pauvres malades, de leur administrer chez eux tous les secours et médicaments qui sont en leur pouvoir ; 3°) D'offrir un asile aux dames âgées qui veulent vivre dans la retraite. »

¹⁶³ Ch. DEDIEU, *Op. cit.*, p. 165.

¹⁶⁴ A.D.T., 3 V 85, Lettre de l'inspecteur primaire de la circonscription de Brassac à l'inspecteur d'académie du 22 décembre 1901.

des parents. Les sœurs portent assistance aux pauvres du voisinage par la distribution de soupes, mais la mission d'éducation supplante largement cette œuvre accessoire. Avisé de l'absence d'utilité publique des œuvres de la congrégation¹⁶⁵, le préfet récuse le caractère hospitalier de la maison-mère de la congrégation, limité à l'hébergement des membres de la congrégation d'un âge avancé¹⁶⁶. Par l'arrêté du 9 juillet 1904, le gouvernement décide de fermer, non seulement l'établissement situé au Gos, mais aussi la maison-mère de la congrégation sise à Oulias¹⁶⁷, en raison de leur caractère purement enseignant. « Bien que d'après ses statuts, la congrégation de Saint-Joseph d'Oulias soit hospitalière et enseignante, en fait, les établissements d'Oulias et de Gos étaient, au moment où je vous transmettais mon état du 16 décembre 1902, enseignants. »¹⁶⁸ Le préfet suppose un temps que l'orphelinat du Gos n'est qu'une œuvre créée pour contourner la législation anticongréganiste¹⁶⁹. L'hypothèse sera infirmée par les autorités locales qui insistent d'ailleurs sur son indépendance par rapport au reste de l'établissement¹⁷⁰. L'orphelinat est antérieur au décret du 8 octobre 1856, les locaux du Gos résultant d'une donation du comte de Barre en 1852, « dans le but d'y établir un orphelinat »¹⁷¹. Le préfet revient donc sur son erreur¹⁷². Cependant, les religieuses dépassent la volonté du donateur en créant une école et un pensionnat¹⁷³. Ces deux œuvres scolaires ferment en octobre 1904 en application de la loi sur l'interdiction de l'enseignement congréganiste. Le préfet rappelle néanmoins la modicité de l'orphelinat, « et que s'il a réuni à un moment donné une vingtaine

¹⁶⁵ *Ibid.* : « Caractère d'utilité publique que ces œuvres peuvent présenter : aucun ! »

¹⁶⁶ A.D.T., 3 V 88. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1904-1905, Lettre du préfet du Tarn au Président du conseil du 8 juin 1904.

¹⁶⁷ A.D.T., 3 V 14, Arrêté du 9 juillet 1904 portant fermeture des établissements suivants de la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias : Oulias, Barre (au Gos), Labastide-Rouairoux ; 3 V 20. Notification de fermetures d'écoles congréganistes (1904), Procès-verbal du 12 juillet 1904 portant notification d'un arrêté préfectoral de fermeture de l'établissement congréganiste du Gos appartenant aux sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. Procès-verbal du 15 juillet 1904 portant notification d'un arrêté préfectoral de fermeture de l'établissement congréganiste d'Oulias appartenant aux sœurs de Saint-Joseph d'Oulias.

¹⁶⁸ A.D.T., 3 V 88, Lettre du préfet du Tarn au Président du conseil du 8 juin 1904.

¹⁶⁹ *Ibid.* : « Il est donc probable que l'orphelinat annexé à l'école du Gos soit de création récente. »

¹⁷⁰ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mai 1904.

¹⁷¹ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 23 novembre 1904 : « Il est certain que les sœurs de Gos ont élevé des orphelines depuis la date de 1856. »

¹⁷² *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 26 novembre 1904 : « L'orphelinat est donc contemporain de l'école et du pensionnat, il y a lieu de considérer comme inexacts les premiers renseignements que je vous avais transmis sous forme de probabilité et non de certitude. »

¹⁷³ A.D.T., 3 V 89. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1906-1907, Lettre de la sous-préfecture de Castres au préfet du Tarn du 11 juin 1907 : « Ce n'est pas l'orphelinat qui a été juxtaposé à l'école, mais l'école à l'orphelinat. »

d'orphelines, il n'en compte plus guère que sept ou huit que les religieuses utilisent aux travaux des champs »¹⁷⁴.

L'orphelinat de Massac compte trente-cinq jeunes filles à l'été 1905. Il ne reçoit pas que les enfants de la société de l'*Orphelinat des chemins de fer*¹⁷⁵ : une enquête du juge de paix de Saint-Paul-Cap-de-Joux établit que la congrégation hospitalise à Massac dix-sept orphelines envoyées par l'association. Les enfants des chemins de fer représentent donc environ la moitié des orphelines. L'admission à l'orphelinat nécessite une rétribution annuelle¹⁷⁶, adaptée aux ressources de la famille, allant de 100 à 250 francs par an. La société de bienfaisance s'acquitte quant à elle d'une somme plus élevée, versant une pension de 300 francs par an et par enfant¹⁷⁷. Quelques enfants indigentes sont reçues gratuitement¹⁷⁸, mais l'existence de ces pensions rend l'œuvre pour le moins ambiguë. Même s'il est vrai que « la pension payée ne saurait, à raison de sa modicité, enlever à l'orphelinat de Massac le caractère d'œuvre de charité que revêt, dans cet établissement, l'hospitalisation des enfants des chemins de fer »¹⁷⁹. Pour le maire, qui s'engage auprès de la congrégation, « l'établissement est moins un pensionnat qu'une œuvre de charité »¹⁸⁰. Véritable conseil, il justifie le maintien de la communauté par l'existence de l'orphelinat¹⁸¹. En effet, d'après la loi, les congrégations mixtes autorisées conservent le bénéfice de cette autorisation pour les services autres que l'enseignement. Les établissements hospitaliers ne sont donc pas frappés par la mesure de fermeture¹⁸². Selon la circulaire ministérielle du 4 août 1906 relative aux établissements congréganistes visés par les lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904, tous les établissements de la congrégation

¹⁷⁴ A.D.T., 3 V 88, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 26 novembre 1904.

¹⁷⁵ A.D.T., 3 V 56, Lettre du ministre de l'Instruction publique au préfet du Tarn du 30 juillet 1906.

¹⁷⁶ A.D.T., 3 V 57, Lettre de la supérieure des Filles de Jésus au sous-préfet de Lavarut du 12 août 1906, Lettre du juge de Paix de Saint-Paul-Cap-de-Joux au sous-préfet de Lavarut du 12 août 1906.

¹⁷⁷ A.D.T., 3 X 44, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavarut du 30 novembre 1895.

¹⁷⁸ A.D.T., 3 V 57, Liste des enfants hospitalisées au premier trimestre de l'année 1911 : Sur trente-neuf orphelines recueillies, quatorze le sont gratuitement, cinq déboursent 100 francs, douze règlent 150 francs, trois paient 250 francs et les cinq enfants des chemins de fer versent 300 francs.

¹⁷⁹ *Ibid.*, Lettre de la supérieure des Filles de Jésus au sous-préfet de Lavarut du 12 août 1906.

¹⁸⁰ *Ibid.*, Lettres du maire de Massac au sous-préfet de Lavarut du 24 avril 1911 et du 26 mars 1911.

¹⁸¹ *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905 : « Il ne peut donc y avoir le doute sur le caractère mixte de la congrégation qui le possède et sur l'application qui doit être faite à cette congrégation du dernier paragraphe de l'article 1^{er} et du quatrième paragraphe de l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904. »

¹⁸² A.D.T., 3 V 14, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavarut du 17 août 1906.

doivent fermer, sauf l'orphelinat de jeunes filles de Massac et l'hôpital de Graulhet. Par ailleurs, le gouvernement rappelle que l'arrêté du 12 juin 1904 concerne l'orphelinat au même titre que les autres œuvres d'enseignement¹⁸³. Il faut comprendre que « l'école fonctionnant dans l'immeuble même de la congrégation, à l'usage exclusif des orphelines recueillies dans l'établissement, est également comprise dans l'arrêté de fermeture »¹⁸⁴. Les orphelins doivent se rendre à l'école publique¹⁸⁵.

LES ETABLISSEMENTS A VOCATION HOSPITALIERE.

La compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, la plus importante des congrégations françaises, rayonne dans tout le pays. Ses statuts mentionnent sa mission auprès des orphelines, qu'elle accomplit dans bon nombre de localités du département. Au moment de la promulgation de la loi du 7 juillet 1904, trois de ses établissements particuliers avec orphelinat jouissent de l'autorisation légale, à Lacaune, Blan¹⁸⁶ et Saint-Amans-Soult¹⁸⁷.

Une communauté des Filles de la Charité s'installe à Lacaune dans un bâtiment légué par l'Abbé Joseph Delpas. L'hospice privé ouvre en 1856, pour accueillir des vieillards infirmes (une vingtaine au total). Les sœurs fondent également un orphelinat pour une trentaine de jeunes filles en juin 1857¹⁸⁸. L'établissement, approuvé le 15 décembre 1859¹⁸⁹, prend sa forme

¹⁸³ *Ibid.*, Lettre du Président du Conseil au préfet du Tarn du 25 juillet 1911 : « L'arrêté précité a eu, d'autre part, pour objet d'ordonner la fermeture de tous les services scolaires encore subsistants de la maison de Massac, et notamment de ceux destinés aux élèves orphelines. »

¹⁸⁴ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn à l'inspecteur d'académie du 23 août 1911.

¹⁸⁵ *Ibid.*, Les arrêtés de fermeture sont notifiés à la supérieure le 21 juin 1911 et fixent un délai au 1^{er} septembre. Le procès-verbal de notification date du 27 juin 1911, celui de confirmation du 2 août.

¹⁸⁶ Dans ce village, la communauté dirige depuis 1854 une école pour une cinquantaine de filles. Elle héberge en outre cinq orphelines, constituant ainsi un petit orphelinat. Les pouvoirs publics ordonnent la fermeture de l'école (A.D.T., 3 V 14, Arrêté du 9 juillet 1904 portant fermeture des classes annexées à l'établissement de Blan ; 3 V 20, Procès-verbal du 15 juillet 1904 portant notification d'un arrêté préfectoral de fermeture de l'école de Blan). Les religieuses conservent néanmoins l'orphelinat-ouvrier, les cinq filles ayant dépassé l'âge scolaire. En 1911, l'administration estime que les sœurs ont « complètement » abandonné l'enseignement et se consacrent à des activités purement hospitalières comme les soins à domicile (A.D.T., 3 V 27, Lettre du sous-préfet de Lavaur au préfet du Tarn du 4 novembre 1911 ; 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 2 décembre 1911).

¹⁸⁷ L'établissement autorisé de Saint-Amans-Soult ne nous intéresse pas ici, car son orphelinat est fermé depuis déjà longtemps.

¹⁸⁸ J. GAUTRAND, *Histoire de Lacaune*, Imprimerie Lacour, Nîmes, 2000 (réimpression de l'édition de 1902 sortie des presses de l'Imprimerie générale du sud-ouest), pp. 122 à 124.

¹⁸⁹ A.D.T., 3 V 69, Décret impérial du 15 décembre 1859 autorisant la fondation de l'établissement de Lacaune, rendue possible grâce à la donation d'une maison avec dépendances, située sur la commune ; 3 V 70, Lettre de la préfecture du Tarn à la préfecture de la Seine du 10 juin 1898 ; 3 V 71, Lettre du maire de Lacaune au sous-préfet de Castres du 2 février 1904.

définitive en 1862 avec la donation d'un autre immeuble par la Sœur Elisabeth Marc¹⁹⁰. Le bureau de bienfaisance profitera des avantages de ces donations en bénéficiant du service des sœurs¹⁹¹. Un traité est signé dès 1856, mais il ne s'agit pas pour autant d'un établissement public¹⁹². Asile de vieillards et d'orphelins, l'établissement est affecté en entier à un service hospitalier. L'orphelinat y occupe une place relativement importante¹⁹³. L'autorité centrale apprécie le caractère d'intérêt public de l'hospice, mais oblige les religieuses à fermer l'école de l'orphelinat¹⁹⁴. Menant une œuvre charitable en faveur des malades du canton, l'établissement pourrait se maintenir, « sous réserve que la congrégation se consacre uniquement aux soins hospitaliers à l'exception par conséquent de l'orphelinat qui devrait être fermé »¹⁹⁵. L'orphelinat entre alors dans une phase de discrétion. L'hospice comporte quelques enfants à la veille de la Grande guerre¹⁹⁶. L'orphelinat retrouve son utilité avec les événements dramatiques du XX^e siècle, puis ses œuvres s'arrêtent en 1949¹⁹⁷.

La laïcisation des hôpitaux atteint son « point culminant »¹⁹⁸ en 1907, avec l'éviction totale des religieuses hospitalières de Paris. Le pouvoir central souhaite étendre la mesure à la province¹⁹⁹. La même année, dans le Tarn, les religieuses de Saint-Vincent-de-Paul cessent de desservir l'hôpital d'Albi, en application de la politique anticongréganiste²⁰⁰. C'est pourtant le seul hôpital

¹⁹⁰ A.N., F¹⁹ 6263, Etat de l'actif et du passif de l'établissement des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul établi à Lacaune au 14 juin 1883.

¹⁹¹ M. MALDINIER, *Lacaune-les-Bains. Des origines à nos jours*, Imprimerie Périé (pour le compte du Centre de Recherche de Rieumontagné), Lacaune, 1988, pp. 137 et 138.

¹⁹² A.P., F.C.S.V.P., Traité conclu entre les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul et le bureau de bienfaisance de Lacaune le 16 juin 1856.

¹⁹³ A.D.T., 3 V 69, Etat de l'actif et du passif de l'établissement de Lacaune au 20 mai 1880 ; 3 V 72, Estimations des biens de l'établissement de Lacaune au 29 avril 1898, Lettre du préfet du Tarn au préfet de la Seine du 6 juillet 1903.

¹⁹⁴ A.D.T., 3 V 71, Notification du 4 février 1905 de l'arrêté de fermeture de l'école annexée à l'établissement de Lacaune, suite à la loi du 7 juillet 1904, Procès-verbaux du 7 février 1905 et du 3 mars 1905 portant notification de fermeture et mise en demeure à la connaissance des sœurs enseignantes et de la sœur propriétaire (le délai est fixé au 1^{er} septembre 1905), Procès-verbal du 2 septembre 1905 portant constatation de la fermeture.

¹⁹⁵ A.D.T., 3 V 72, Enquête de 1911 sur les établissements congréganistes concernant Lacaune.

¹⁹⁶ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres du 28 mars 1913.

¹⁹⁷ A.P., F.C.S.V.P., Notice de Michel Maldinier sur le départ des sœurs de Lacaune.

¹⁹⁸ J. IMBERT, *Les hôpitaux en France... Op. cit.*, pp. 95 et 96.

¹⁹⁹ A.D.T., 1 X 6, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur aux préfets du 13 août 1907.

²⁰⁰ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur du 27 septembre 1907 : « Seul l'hôpital-hospice d'Albi possède un personnel exclusivement laïque. »

ayant consenti, avant la fin du XIX^e siècle, à toutes les transformations dignes d'un établissement moderne, exclusivement médical²⁰¹. Ailleurs, les sœurs parviennent à se maintenir en raison de la connivence des administrations locales, hospitalières et municipales, mais aussi de considérations financières car un personnel religieux coûte moins à l'hôpital qu'un personnel laïque.

Adoptant une posture de résistance, à l'image des établissements privés congréganistes, les orphelinats hospitaliers irréguliers (Gaillac et Lavaur) connaissent une existence plus longue que les orphelinats tirés de fondations spéciales. Ces derniers (Castres et Mazamet) se plient à l'évolution légale de l'hôpital public et s'éteignent au début du XX^e siècle. L'impératif de médicalisation étant moindre dans les bureaux de bienfaisance, leurs orphelinats réguliers (Labruguière et Sorèze) durent plus longtemps.

Durant la période anticléricale, les acteurs concernés utilisent tous l'ambivalence des orphelinats pour parvenir à leurs fins. Le gouvernement républicain, exploitant la moindre ambiguïté des œuvres congréganistes pour les supprimer, souligne le caractère enseignant des orphelinats. À l'inverse, les congrégations religieuses, exploitant la moindre ambiguïté légale pour survivre, mettent en avant le caractère charitable des orphelinats.

²⁰¹ J. IMBERT, *Guide du chercheur... Op. cit.*, p. 28 : « Officiellement, c'est en raison du défaut de connaissances médicales des religieuses que certaines municipalités envisagent leur départ des hôpitaux : en réalité, elles sont chassées par l'anticléricisme ambiant. »

CHAPITRE II : LE MAINTIEN DES ORPHELINATS

S'agissant de l'enfance malheureuse, l'assistance et l'instruction publiques convergent sous la Monarchie de Juillet, lorsque l'Etat associe l'école publique à l'éducation de l'enfant assisté. Dans le sillon de la loi Guizot du 28 juillet 1833, une circulaire ministérielle du 6 novembre 1835 rappelle que l'administration doit fournir à ses pupilles les moyens de recevoir l'instruction primaire élémentaire, qu'ils soient maintenus à l'hospice ou placés à la campagne. Suivant les prescriptions légales, l'immense majorité des enfants de six à douze ans se trouve dans ce dernier cas, placée chez des cultivateurs. Or, les placements se font selon une pension décroissante¹, ce qui entraîne souvent l'utilisation des enfants². Traditionnellement, l'occupation des pupilles à la campagne est tout entière consacrée à la garde du bétail, dès l'âge de six ans. L'inspecteur des enfants assistés du Tarn convient que « cette situation, peu avantageuse pour l'avenir de ces enfants, mais profitable aux intérêts des gardiens, a besoin d'être surveillée »³. Il ne s'agit pas d'une exploitation odieuse, mais on ne peut nier que l'intérêt joue un rôle déterminant dans la démarche des familles d'accueil⁴. Avec le développement de l'instruction publique, la fréquentation scolaire devient le principal critère d'évaluation du bien-être des enfants.

Passé le milieu du siècle, les rapports des inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance démontrent que tous les pupilles n'ont pas accès à l'enseignement, surtout dans les communes rurales reculées⁵. Par

¹ A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 203.

² J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 47.

³ J. BEGUE, *Rapport général au préfet du Tarn pour l'année 1875 et les six premiers mois de l'année 1876*, Imprimerie Ernest Desrue, Albi, 1876, p. 16.

⁴ Ch. FONNE (inspecteur du service des enfants assistés et des établissements de bienfaisance du Tarn), *Rapport général de l'inspecteur au préfet du Tarn pour l'année 1885 et les six premiers mois de l'année 1886*, Imprimerie Henri Amalric, Albi, 1886, p. 13 : « Le plus grand nombre, il est vrai, ne se charge d'enfants assistés que pour en utiliser les services, et surtout pour en tirer quelque argent, qui souvent fait défaut chez les habitants de la campagne. Mais il n'en est pas moins vrai que nos pupilles sont bien soignés ; ils vivent de la même vie que leurs gardiens et sont généralement considérés comme de la famille. Des liens d'affection finissent par s'établir entre ces pauvres déshérités et leurs parents d'adoption, chez lesquels ils reviennent quelquefois après leur majorité. Deux petites orphelines placées à Albi viennent d'être adoptées par leur gardienne, qui se charge de les élever et de leur faire un avenir. »

⁵ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 12 février 1856. Cette situation ne résulte pas seulement de la négligence des familles, les rapports dénoncent aussi

ailleurs, il semble difficile d'exiger des familles dépositaires une initiative qu'elles n'accomplissent pas pour leurs propres enfants⁶. La loi Falloux du 15 mars 1850 favorise les congrégations religieuses enseignantes, notamment celles qui installent des écoles dans les campagnes. Cependant, les parents ont l'habitude, en milieu rural, de réquisitionner les enfants pour les travaux des champs, au détriment du temps scolaire. S'il paraît plus simple d'organiser une instruction primaire dans les orphelinats, elle n'en reste pas moins très rudimentaire, en particulier dans les établissements à vocation agricole.

Pour un département à forte dominance rurale, le Tarn offre une fréquentation scolaire des enfants assistés honorable et régulière, mais pas quotidienne⁷. Les inspecteurs relèvent l'irrégularité à l'époque des « grands travaux de maison »⁸. L'assistance publique s'engage alors dans la lutte contre l'absentéisme des pupilles. Ce projet ambitieux ne portera ses fruits qu'après l'instauration de l'école républicaine et les perfectionnements du service de l'enfance assistée⁹. Les chiffres de cette fréquentation

la défaillance des autorités locales (académiques, municipales, préfectorales). Par exemple, certains instituteurs ne porteraient pas sur les listes d'admission gratuite les enfants confiés à l'assistance publique.

⁶ J. BEGUE, *Rapport général au préfet du Tarn pour l'année 1876 et les six premiers mois de l'année 1877*, Imprimerie Ernest Desrue, Albi, 1877, p. 5 : « L'éloignement de la maison d'école du lieu de résidence de nos pupilles est, pour beaucoup d'entre eux, une cause qui les empêche de s'y rendre et de fréquenter les classes avec assiduité. » ; Ch. FONNE, *Op. cit.*, p. 15. Les enfants de six à huit ans vont à l'école deux fois par jour d'octobre à mars, et une seule fois le reste de l'année. « C'est un usage local auquel ne font même pas exception les enfants des familles, et auquel il est, par conséquent, impossible de soustraire nos pupilles. [...] Les gardiens, ne touchant plus que 5 francs par mois, ou un peu plus de 0,16 franc par jour, pour les enfants de six à treize ans, cherchent naturellement à utiliser leurs services en leur faisant garder les bestiaux, et cela au détriment de la fréquentation scolaire. Si on voulait exiger davantage, il faudrait augmenter les salaires nourriciers des sept dernières années, ce qui me paraît impossible pour le moment. »

⁷ A.D.T., 3 X 19, Rapport général de l'inspecteur du service des enfants assistés sur le service des enfants assistés pour l'année 1879 : « L'école n'est pas assez suivie. Beaucoup de mes enfants n'y sont jamais et parmi ceux qui la fréquentent, le plus grand nombre s'en absente la moitié du temps. Ainsi fort peu savent lire et écrire convenablement. »

⁸ A.D.T., 3 X 20, Lettre de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés au préfet du Tarn du 20 février 1889. Une seule pupille dans le courant du mois de décembre 1888 manque l'école dix-sept fois, retenue à la maison par ses gardiens en raison d'un « travail pressé ».

⁹ Les ministères de l'Intérieur et de l'Instruction adoptent une série de mesures pour remédier à l'absentéisme des pupilles (circulaire du ministère de l'Instruction du 10 novembre 1888 et circulaire du ministère de l'Intérieur du 12 février 1889). Les inspecteurs des enfants assistés sont autorisés à constater au cours de leurs tournées, sur des registres scolaires, l'assiduité des pupilles. Les instituteurs sont invités à leur fournir verbalement des indications circonstanciées sur le caractère, la conduite, les aptitudes et les progrès des pupilles. En outre, ils doivent envoyer tous les mois à la préfecture, par l'intermédiaire du maire, un état nominatif des pupilles qui, au cours du mois précédant, auraient manqué l'école quatre fois. Un absentéisme prolongé entraîne pour les gardiens une retenue d'un mois de salaire

s'amélioreront progressivement, grâce à l'étroite collaboration des instituteurs¹⁰. Ces derniers deviennent des interlocuteurs privilégiés et des acteurs locaux de la Troisième République.

Au-delà de l'enfance assistée, les Républicains souhaitent que tous les enfants, sans distinction, bénéficient des bienfaits de l'instruction publique. Afin d'enraciner la récente école publique et d'amoindrir l'influence de l'Eglise, le gouvernement républicain interdit l'enseignement congréganiste par la loi du 7 juillet 1904. Ses partisans insistent sur la « médiocrité », les « tendances » et les « dangers » des écoles congréganistes car elles concurrencent l'école laïque¹¹. Dans sa condamnation générale de cet enseignement, le gouvernement républicain comprend bien évidemment la partie scolaire des orphelinats. L'éducation ne doit pas être laissée aux congrégations, y compris dans le cadre d'une œuvre charitable¹². Dans ce contexte d'unicité scolaire, les orphelinats catholiques du département éprouvent évidemment de nombreuses difficultés.

Une congrégation mixte peut se maintenir pour sa partie hospitalière ; par analogie, un orphelinat (œuvre mixte) peut également se maintenir pour sa partie hospitalière (recueillir). Si depuis la loi de 1904, les orphelinats congréganistes ne peuvent plus dispenser l'instruction primaire, ils parviennent à conserver leur vocation charitable en procurant, pour le temps extrascolaire, une structure d'accueil aux enfants nécessiteux. Malgré les directives républicaines, une tolérance est peu à peu admise pour les enfants ayant dépassé l'âge scolaire. L'orphelinat devient sinon un moyen, du moins un argument, pour continuer une action auprès des jeunes. Ces établissements se maintiendront à condition que les enfants d'âge scolaire soient envoyés dans les écoles extérieures (Section 1), mais les contournements de la règle seront nombreux (Section 2).

nourricier. A l'inverse, l'assiduité se trouve récompensée par une prime (*Ibid.*, Arrêté préfectoral du 17 décembre 1890 : « Article 5. Les enfants de six à treize ans doivent fréquenter régulièrement l'école. Une indemnité particulière de 2 francs par mois est accordée pour ceux dont les absences inusuelles ne dépassent pas le chiffre de quatre. »).

¹⁰ A.D.T., 3 X 21. Organisation : statistiques, rapports, correspondance avec préfets et administrations, enquêtes, crédits, tournées, dépenses, divers. 1896-1920, Rapport de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés pour l'exercice 1899 ; M. TERRIERE (inspecteur départemental de l'assistance publique), *Rapports au préfet du Tarn pour l'exercice 1914*, Imprimerie générale du Tarn Corbière et Julien, Albi, 1915, p. 11.

¹¹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), p. 207 : « Du jour où la loi a établi le principe de la laïcité de l'enseignement public, l'enseignement congréganiste était condamné. »

¹² A.M.C., 1 P 7, Rapport de la commission de l'instruction publique de Castres du 20 mai 1902. Pour ses membres, qui reprennent l'analyse des autorités centrales, « la charité congréganiste est souvent un moyen de prosélytisme, de pression sur les consciences ». Cette opinion reflète, au niveau local, la méfiance systématique à l'égard de toutes les œuvres catholiques.

SECTION 1. L'EXTERNALISATION DES ENFANTS :

Le terme « externalisation » appartient en principe au vocabulaire de l'économie : c'est l'action qui consiste, pour une entreprise, à confier une partie de sa production ou de ses activités à des partenaires extérieurs. Le néologisme semble convenir à notre thème d'étude. Par transposition, il désigne les orphelinats (entreprises charitables) confiant l'éducation des enfants – donc les enfants eux-mêmes – à une institution extérieure (sous-traitant scolaire). Afin de se conformer aux valeurs républicaines, les orphelins doivent se rendre à l'école publique.

La spécificité des orphelinats protestants se retrouve aussi dans les méthodes d'enseignement. La religion réformée prône que chacun établisse un rapport personnel à l'Écriture, démarche présupposant une instruction élémentaire. La communauté protestante souhaite donc la création d'écoles qui lui soient propres et, par extension, s'implique volontiers dans la construction de l'instruction publique. Par sa loi du 28 juin 1833 sur l'enseignement primaire, François Guizot (1787-1874), protestant nîmois¹³, historien de formation et ministre de l'Instruction publique de 1832 à 1837 (de manière presque continue), établit les fondements du système scolaire français. Son rayonnement intellectuel perdure sous la Troisième République et se retrouve dans la politique scolaire de Jules Ferry, dont les réformes doivent beaucoup à un autre protestant, Ferdinand Buisson (1841-1932), directeur de l'enseignement primaire. Les œuvres protestantes, très tôt rattachées à la République, envoient leurs orphelins à l'école publique depuis longtemps déjà (I). Au contraire, les orphelinats catholiques dispenseront l'instruction primaire aux enfants jusqu'à ce que la loi le leur défende (II).

I. L'ANTICIPATION DES ORPHELINATS PROTESTANTS :

LE REFLEXE RIGORISTE.

A sa fondation en 1840, l'orphelinat protestant de Castres, comme toute œuvre chrétienne du même ordre, se conçoit comme un cadre complet d'éducation. Le projet prévoit la réunion dans le même établissement d'une école primaire et d'une infirmerie, afin d'assurer aux orphelins « sans qu'ils aient besoin de se déplacer, toute l'instruction nécessaire à leur position

¹³ Pour l'anecdote ayant un lien avec notre sujet, la Maison des orphelines du Gard est fondée à Nîmes en 1826 (en projet dès 1822) par sa mère.

sociale et les visites journalières d'un médecin »¹⁴. D'après les statuts, l'objet de la fondation est clair, il s'agit de recueillir les enfants protestants orphelins « pour les élever chrétiennement, les instruire et leur donner une profession »¹⁵. Le règlement intérieur de l'orphelinat vient néanmoins préciser que les enfants seront envoyés à l'école communale protestante de la ville de Castres. La direction appelle ces établissements d'enseignement à établir des rapports sur la conduite, l'application et les progrès de chaque orphelin¹⁶. Malgré ce texte, l'institution préfère donner elle-même l'instruction primaire, conformément au souhait initial et à l'esprit paternaliste conservateur de l'époque. L'institut distingue les écoliers des apprentis ; les premiers reçoivent l'instruction, de six à treize ans révolus, dans « deux classes ayant chacune un instituteur »¹⁷. Les maîtres de dessin, de musique et de gymnastique viennent eux du dehors.

En 1858, peu de temps après la reconnaissance d'utilité publique, l'école primaire de l'orphelinat rencontre quelques difficultés avec un instituteur ayant infligé des « corrections manuelles » à un élève. Au-delà des gestes répréhensibles, l'inspecteur primaire relève deux problèmes de nature juridique : l'instituteur exerce sans brevet, l'école existe sans autorisation¹⁸. Le pasteur Durand, directeur de l'orphelinat depuis 1852 et responsable de l'instituteur, sera cité à comparaître devant le conseil départemental de l'instruction publique du Tarn pour sévices infligés sur des élèves¹⁹. Le directeur soutiendra son instituteur, mais son mandat s'arrête la même année... A la suite de cet incident, le comité songe à une autre forme d'instruction primaire pour les orphelins, en conformité avec les textes en vigueur. Toutefois, l'envoi des enfants dans une école externe ne se décide pas encore.

L'asile protestant de Castres produit une statistique scolaire très honorable. A la veille des lois Ferry, les enfants suivent huit heures de classe par jour dans l'établissement²⁰. Le directeur Salvaire déclare qu'ils en sortent presque tous munis du certificat d'étude primaire et explique cette réussite par la méthode d'enseignement. Selon lui, « rien ne remplace les avantages de l'internat »²¹. Le reste du temps, les orphelins travaillent à l'intendance de

¹⁴ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

¹⁵ A.D.T., 3 X 36, Statuts de l'orphelinat protestant, Article 3.

¹⁶ *Ibid.*, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant (deuxième section du titre quatrième, relative à l'instruction primaire).

¹⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

¹⁸ A.D.T., 3 X 36, Lettre du ministère de l'Instruction Publique et des Cultes du 26 août 1858.

¹⁹ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur primaire de Castres à l'inspecteur d'académie du 28 octobre 1858 et lettre du directeur de l'orphelinat protestant du 4 novembre 1858.

²⁰ C. RABAUD, *Op. cit.*, pp. 5 et suivantes.

²¹ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres : « C'est ainsi que l'asile d'orphelins protestant de Castres est classé comme ayant une des meilleures écoles

l'asile et tiennent lieu de domestiques, le personnel se limitant à une cuisinière. De la même manière, l'orphelinat pour les filles protestantes, qui ouvre à Brassac en novembre 1884, organise aussi en son sein une école primaire²².

L'ELAN PROGRESSISTE.

En 1884, l'orphelinat de Castres demande la modification du règlement en vue d'assimiler les instituteurs de l'établissement aux instituteurs communaux et de les faire bénéficier des dispositions de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. Cette loi fonde une pension de vieillesse uniforme pour tous les fonctionnaires²³, afin de pallier les difficultés de financement des différents régimes de retraite, propres à chaque administration, jusqu'alors déficitaires. Le ministre de l'Instruction publique rétorque que la modification du règlement relève de son confrère de l'Intérieur, et qu'elle ne permettra pas d'obtenir les pensions civiles. La loi de 1853 n'accorde ces pensions qu'aux fonctionnaires publics ; or, les maîtres attachés à l'orphelinat ne sont que les agents d'une administration privée²⁴.

Avec la nouvelle dimension de l'enseignement public, l'asile protestant semble moins hésitant pour envoyer les orphelins dans un établissement d'enseignement extérieur²⁵. Les protestants se déclarent « presque unanimement »²⁶ pour l'école obligatoire et laïque, car ils sont favorables à la neutralité de l'éducation. En 1895, l'orphelinat abrite encore deux écoles primaires et salarie deux instituteurs²⁷, mais le changement ne tarde pas à s'opérer. Dès la fin du siècle, le comité envoie ses écoliers dans une des écoles publiques de Castres, marquant ainsi la fin de l'instruction primaire à l'orphelinat²⁸. La décision donne davantage de souplesse au fonctionnement de l'institution. En France, cette adhésion à l'école publique entraîne « la

du département (il a obtenu à diverses reprises, après concours ou expositions, mentions honorables, médailles de bronze, médailles d'argent, médailles de vermeil). Dans les concours pour l'admission des élèves à Aix ou aux écoles normales, ses élèves ont toujours obtenu les premiers numéros. Nous pouvons citer pour les dernières années : Barrier Louis, entré à Aix avec le n°1 pour le département du Tarn ; Perrier Albert, entré à l'école normale de Montauban et sorti avec le premier numéro, nanti d'un brevet supérieur ; Galaud Elie, qui vient d'être admis il y a huit jours à peine à l'école normale d'Albi avec le n°1. »

²² A.M.C., 16 Z, Lettre du 11 mars 1886.

²³ Sauf cas particulier, le droit à pension est acquis à soixante ans, après trente ans de services accomplis.

²⁴ A.D.T., 3 X 36, Lettre du ministre de l'Instruction publique et des Beaux arts au préfet du Tarn du 12 mars 1884.

²⁵ « L'avènement de la laïcité sonne le glas de l'instruction au sein des orphelinats qui n'hésitent plus à envoyer leurs pupilles à l'école communale. » (S. DHONT, *Op. cit.*, p. 362).

²⁶ J. GARRISSON, *Op. cit.*, p. 174.

²⁷ A.D.T., 1 X 17, Statistique des établissements d'assistance concernant l'orphelinat protestant de Castres pour l'année 1894, faite le 21 mai 1895.

²⁸ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 13.

disparition de la plupart des écoles primaires protestantes bien avant 1902 et le ministère anticlérical de Combes »²⁹. L'orphelinat de Brassac suit le mouvement et confie ses orphelines à l'école publique de la localité³⁰, même s'il est vrai de dire que les établissements ruraux procèdent à cette mesure plus tardivement que les établissements urbains. Les orphelinats protestants ressemblent désormais à des foyers pour jeunes en difficultés, ce qui est une forme institutionnelle très moderne, très actuelle, de l'assistance à l'enfance. Cette attitude produit une très bonne entente entre l'Etat et les œuvres protestantes, qui ne constitueront jamais des problèmes pour les gouvernements anticléricaux³¹.

II. LA SUBORDINATION DES ORPHELINATS CATHOLIQUES :

UNE SUBORDINATION TARDIVE.

Malgré la loi du 7 juillet 1904, les orphelinats de Castres et de Lautrec, dirigés par les Filles de la Charité, continuent à donner l'instruction primaire aux enfants. Ces écoles internes ne ferment pas, en effet, à la suite d'une erreur administrative. Le préfet du Tarn souhaite supprimer ces classes et envoyer les orphelins dans les écoles publiques, comme « les autres enfants »³². L'aspect enseignant des orphelinats dérange les autorités publiques. Si dans la logique religieuse, l'orphelinat est un cadre éducatif global, il ne doit consister dans l'esprit des gouvernants, que dans l'accueil, l'hébergement et l'entretien d'orphelins en dehors de tout autre activité. Selon les termes du rapport de Ferdinand Buisson présenté à l'Assemblée en 1904, « orphelins, enfants abandonnés, enfants indigents ou de parents indignes ont droit autant que tous les autres à l'école publique et ils en ont peut-être encore plus besoin. L'autorisation de diriger un orphelinat ne serait donc désormais accordée à des congrégations qu'à condition qu'elles feront, à moins d'empêchement de force majeure, fréquenter à leurs pensionnaires l'école publique ».

En vue de conserver leurs établissements, les supérieures locales de Castres et de Lautrec acceptent d'envoyer les jeunes orphelines d'âge

²⁹ J. GARRISSON, *Op. cit.*, p. 176.

³⁰ A.N., F¹⁹ 20272, Etat des biens meubles et immeubles de l'orphelinat protestant de Brassac, Rapport moral de 1942 : « Jusqu'à quatorze ans, nos enfants vont à l'école primaire pour subir en fin d'étude le terrible examen du certificat d'étude. »

³¹ « Que de connivences entre les milieux protestants et la Troisième République ! » De nombreux ministres sont protestants, à l'exemple de certains Présidents du Conseil : Waddington, Freycinet, Ribot, Doumergue ; « Jean-Marie Mayeur évoquant l'accord profond des protestants et du régime » avant 1914 (J. GARRISSON, *Op. cit.*, p. 208).

³² A.D.T., 3 V 71, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 4 juin 1907.

scolaire à l'école communale³³. Elles se proposent de développer par ailleurs une « éducation familiale » pour les filles ayant dépassé l'âge de treize ans. Les orphelinats deviennent des sortes de « maisons de famille » (l'orphelinat de Massac en fournit également une très bonne illustration³⁴), à l'instar de celles qui existent pour les personnes âgées. Ne restent le jour dans l'établissement que les enfants ayant dépassé l'âge scolaire, généralement occupés à des travaux manuels.

Dans ses instructions du 6 mars 1912, le ministère réitère sa détermination de voir les orphelines se rendre obligatoirement à l'école publique. Les communautés en charge d'orphelins ne retiennent que le principe selon lequel les enfants d'âge scolaire doivent suivre un enseignement à l'extérieur de l'orphelinat. Par exemple, les enfants qui sont recueillis par l'orphelinat des Sœurs de la Présentation à Castres, « fréquentent les écoles situées en dehors de l'établissement »³⁵. Il paraît toutefois hors de question qu'elles conduisent ces orphelins dans une école dirigée par ceux qui cautionnent l'anticléricalisme. Aussi, très rares seront celles qui les dirigeront vers l'école publique. Leur préférence ira naturellement vers l'enseignement libre, un moyen légal de contourner la règle.

Tous les documents de cette période comportent une nuance importante, préférant évoquer des écoles « laïques » et non « publiques ». Le maire de Massac annonce ainsi qu'à partir du moment où l'autorité interdira l'enseignement aux Filles de Jésus, « les orphelines le recevront à l'école laïque, établie à proximité du couvent, au chef-lieu de la commune »³⁶. La supérieure de l'établissement de Lautrec affirme de la même façon que les fillettes de l'orphelinat vont toutes à l'école laïque³⁷. La parade permet des situations que le gouvernement n'a sans doute pas imaginées. Les enfants de l'orphelinat tenu par les religieuses de Saint-Joseph au Gos se rendent à l'école du village « sous la conduite d'une sœur »³⁸.

³³ *Ibid.*, Procès-verbaux des 16 et 17 septembre 1907 portant fermeture des écoles annexées aux établissements congréganistes des Filles de la Charité à Castres et à Lautrec ; 3 V 72, Lettre de la supérieure de Castres au ministre de l'Intérieur du 29 août 1912 demandant un délai d'une année.

³⁴ A.D.T., 3 V 58, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 12 octobre 1922 : « Il n'y a pas de pensionnat primaire au couvent mais [...] une maison de famille où sont reçues des orphelines, des enfants de familles nécessiteuses, ou bien encore des jeunes filles dont la santé délicate exige le séjour à la campagne. »

³⁵ A.D.T., 3 V 65, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 janvier 1906.

³⁶ A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905.

³⁷ A.D.T., 3 V 71, Procès-verbaux des 16 et 17 septembre 1907 portant fermeture des écoles annexées aux établissements congréganistes des Filles de la Charité à Castres et à Lautrec.

³⁸ A.D.T., 3 V 90. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1908-1910, Lettre du maire de Barre au sous-préfet de Castres du 14 mai 1909.

UNE SUBORDINATION DETOURNEE.

Les enfants suivront leur scolarité dans les écoles libres proches de leur orphelinat. A Gaillac, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul affirment qu'après les vacances, les orphelins iront à l'école libre Sainte-Marguerite, située dans la même rue que leur établissement, rue de l'Ancien collège³⁹. De même, s'agissant des enfants de l'établissement des Sœurs de la Miséricorde à Albi peu avant sa suppression, « l'instruction leur est donnée dans une école privée sise rue Croix verte et qui a été créée, il y a un mois environ par une demoiselle Héral »⁴⁰. Quant aux orphelines du couvent de la Présentation à Castres, « antérieurement, on leur donnait l'enseignement, mais depuis le mois de septembre, les enfants de moins de treize ans sont envoyés, soit à l'école libre rue Saint-Roch, soit à celle de la rue Théron-Périé »⁴¹. Ces deux grandes écoles primaires et maternelles sont longtemps tenues par les religieuses de Saint-Vincent-de-Paul⁴². A Castres encore, le refuge dirigé par les Sœurs de l'Immaculée-Conception « a pris la précaution de ne pas donner l'instruction et les enfants qui sont reçues sont conduites pour la recevoir aux écoles privées, à l'exception de la fille d'un facteur qui est amenée chaque jour à l'école publique »⁴³ (et encore s'agit-il-là d'une véritable exception !). Cette situation se poursuit après la première guerre mondiale : en 1924, les enfants de l'orphelinat des Sœurs de La Croix à Lavaur reçoivent leur instruction dans les écoles privées de la ville⁴⁴.

D'une manière générale, les orphelins ne sont donc pas orientés vers l'école publique. Les autorités s'émeuvent d'ailleurs de cette situation ; certaines perçoivent même une dérive menant à la reconstitution de pensionnats congréganistes. Ainsi, dans la localité de Labruguière, l'inspecteur primaire signale-t-il que les élèves de l'orphelinat, institution subventionnée par la commune puisque installée dans les locaux du bureau de bienfaisance, sont conduits à l'école privée. Il estime que les sœurs s'écartent de leur rôle en transformant leur orphelinat en pensionnat à l'usage d'une école privée de filles⁴⁵. La commission administrative du

³⁹ A.D.T., 3 V 72, Lettre du commissaire de police de Gaillac au sous-préfet de Gaillac du 12 août 1910.

⁴⁰ A.D.T., 3 V 26, Rapport du commissaire de police de la ville d'Albi du 3 novembre 1911 ; A.D.T.G., V 50, Lettre du préfet du Tarn au préfet du Tarn-et-Garonne du 30 mars 1912.

⁴¹ A.D.T., 3 V 65, Enquête administrative du commissaire de police en date du 28 décembre 1905 sur instruction du sous-préfet de Castres du 21 décembre, au sujet d'un orphelinat existant au couvent de la Présentation établissement fermé comme enseignant.

⁴² A.D.T., 3 V 70, Rapport de la police municipale de Castres au sous-préfet du 30 juillet 1903.

⁴³ A.D.T., 3 V 82, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 13 février 1907.

⁴⁴ A.D.T., 3 V 29, Note du commissaire de police du 17 octobre 1924.

⁴⁵ A.D.T., 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 2 décembre 1911.

bureau de bienfaisance est alors invitée « à prier les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui desservent cet établissement, d'envoyer les enfants de l'orphelinat qu'elles y ont annexé à l'école publique »⁴⁶. D'abord réticente, la commission déclare dans une délibération du 20 mars 1912 qu'elle n'a jamais assuré la marche de l'orphelinat qui dépend de la charité privée. Après une nouvelle injonction, les sœurs se conforment tout de même aux instructions. La supérieure de l'hospice informe le préfet que les religieuses envoient les enfants à l'école publique⁴⁷. Cette décision imposée permet finalement la sauvegarde de l'orphelinat : « Quant à l'orphelinat, des considérations sérieuses d'ordre administratif et politique m'amènent à conclure qu'il y a lieu, tout en ne le comprenant pas dans le décret d'autorisation, de continuer à tolérer son fonctionnement aussi longtemps que les enfants recueillis fréquenteront les écoles publiques. »⁴⁸

SECTION 2. LA CONSERVATION DES ENFANTS :

En 1907, l'application de la loi du 7 juillet 1904 ne laisse subsister dans le département que quatre écoles congréganistes, parce que les écoles publiques des communes concernées sont en cours de construction. Il s'agit des écoles de Murat (Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias), Massac-Séran (Filles de Jésus de Massac), Lavarut et Lugan (Sœurs de la Croix de Lavarut). Si l'on excepte ces quelques situations circonstancielles, l'enseignement congréganiste a donc officiellement disparu. Néanmoins, la situation ne profite pas à l'enseignement public : dans le Tarn, quatre-vingts pour cent des élèves des écoles congréganistes fermées ne se rendent pas dans les écoles publiques⁴⁹. La loi de 1904 engendre le développement d'écoles libres qui permettent aux religieux, par des sécularisations et autres louvoiements juridiques dictés par les circonstances, de continuer à enseigner. Certaines communautés envoient les orphelins dans des écoles extérieures libres, anciennement dirigées par elles ; d'autres choisissent de conserver les enfants d'âge scolaire dans les orphelinats. Toutes déclarent garder les enfants ayant fini leur scolarité primaire afin de leur donner une éducation ménagère « qui n'est point interdite par la loi »⁵⁰. Deux orphelinats au sens strict ne tiennent pas compte de la législation et continuent pleinement leurs œuvres d'éducation : il s'agit de l'orphelinat Saint-Jean à Albi et de l'orphelinat Sainte-Marie à Mazamet. Ailleurs, les religieuses exploitent la moindre brèche de la législation anticléricale afin de garder auprès d'elles

⁴⁶ A.D.T., 3 V 72, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 13 septembre 1912.

⁴⁷ *Ibid.*, Lettre de la supérieure de l'hospice au préfet du Tarn du 13 septembre 1912.

⁴⁸ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 13 septembre 1912.

⁴⁹ S. BRODZIAK, *Op. cit.*, p. 127.

⁵⁰ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 161.

les orphelines. En se recentrant sur certaines parties juridiquement viables, les sœurs sauvent la congrégation (I) et son œuvre éducative (II).

I. LA PARTITION DE LA CONGREGATION :

Les hameaux du Gos et de Massac se ressemblent. L'établissement des Sœurs de Saint-Joseph pour le premier, le couvent des Filles de Jésus pour le second, occupent en superficie une place considérable dans ces petits villages. Lorsque les religieuses acceptent d'envoyer les enfants à l'école du village, elles les orientent en réalité vers un établissement scolaire qu'elles dirigent.

Il ne faut pas se méprendre sur la réaction des autorités centrales. Le gouvernement républicain n'est pas dupe des moyens utilisés par les congrégations pour se maintenir. Il a d'ailleurs une parfaite connaissance des recours étudiés ci-dessous, mais dans les contrées reculées du département (lui-même éloigné des principaux axes de communication), les bonnes et anciennes relations entre les municipalités et les communautés surclassent la pression anticléricale⁵¹.

UN RECOURS LEGAL : LA SECULARISATION.

Malgré la législation de 1904, les Filles de Jésus maintiennent toutes leurs œuvres scolaires (l'orphelinat et les pensionnats). L'administration réagit et réitère sa volonté de voir fermer les parties scolaires de l'établissement⁵². Le ministre rappelle que l'arrêté du 12 juin 1904 ordonne la fermeture « de tous les services scolaires encore subsistants de la maison de Massac, et notamment de ceux destinés aux élèves orphelines recueillies dans l'établissement »⁵³. Les sœurs acceptent d'envoyer les enfants dans une école extérieure. Un an après, le maire déclare que les travaux scolaires se font

⁵¹ Pour la mixité : « Il est important de remarquer à cet égard que, très fréquemment, les membres des établissements congréganistes exclusivement enseignants qui auraient dû se disperser et regagner leur maison-mère après la suppression, légalement ordonnée, de leur établissement, sont demeurés dans les localités où ils étaient installés, sous prétexte de s'y consacrer à une œuvre charitable ou même simplement à la garde d'immeuble appartenant à la communauté. » (A.D.T., 3 V 14, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, au préfet du Tarn du 20 octobre 1911). Pour la sécularisation : « Enfin, il ne vous échappera pas qu'il y aurait le plus grand intérêt à dénombrer d'une façon aussi précise que possible les établissements d'enseignement privé dont le fonctionnement est assuré par des congréganistes réputés sécularisés ; vous voudrez bien au cas où la laïcisation de ces anciens religieux ou religieuses vous paraîtrait au moins suspecte, m'adresser toutes propositions utiles en vue de la mise en mouvement de l'action publique. » (*Ibid.*).

⁵² A.D.T., 3 V 57, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 7 avril 1911, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet du Tarn du 27 avril 1911.

⁵³ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet du Tarn du 25 juillet 1911.

dorénavant « dans les locaux de l'école libre, indépendante de la congrégation »⁵⁴.

Cette école privée est en réalité dirigée par des sœurs sécularisées (rapport du 2 mars 1911). Un grand nombre de Filles de Jésus affirment quitter le costume pour enseigner⁵⁵. La congrégation est soutenue en ce sens par le maire et son conseil municipal⁵⁶, ainsi que par l'archevêque d'Albi, Monseigneur Mignot. Dans une lettre adressée à la supérieure, Sœur Stanislas, le 23 juillet 1902 et retranscrite dans la *Semaine religieuse* du 26 juillet 1902 (n°30), ce dernier écrit : « Nous tous, catholiques, vous les premières, Filles de Jésus, nous devons donner à ce siècle d'anarchie et de désordre l'exemple de l'obéissance aux lois de notre pays. [...] Mais, si vous vous inclinez devant l'autorité des lois, ma Mère, vous userez aussi de tous les moyens qu'elles vous donnent pour faire respecter vos droits. » Ces quelques mots expriment tout le légalisme avec lequel l'archevêque administrera son diocèse dans ces temps difficiles. Trente-cinq écoles de la congrégation viennent alors d'être fermées pour défaut d'autorisation.

La sécularisation est un phénomène auquel se sont adonnées quasiment toutes les congrégations, mais la situation des Sœurs de Massac reste inédite parce qu'elles créent dès 1901 une association de sœurs sécularisées dont le siège se situe à l'orphelinat de Lavaur⁵⁷. Entourées et conseillées par des juristes, les religieuses utilisent le titre premier de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour atténuer les effets du titre troisième. Le couvent de Massac ne ferme pas grâce à un système de double registre, les sœurs déclarant officiellement leur retraite alors qu'officieusement elles continuent d'enseigner. Les orphelines suivent désormais l'instruction primaire au village, donnée par le même personnel enseignant qu'auparavant.

UN RECOURS JUDICIAIRE : LA MIXITE.

L'établissement de Gos, grâce à son orphelinat, prouve la mixité de la congrégation. Cependant, le gouvernement poursuit la fermeture de la maison conventuelle d'Oulias⁵⁸. « Dans le cas où le but hospitalier de la

⁵⁴ A.D.T., 3 V 58, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 12 octobre 1922.

⁵⁵ A.D.T., 3 V 28. Enquêtes sur les congrégations de l'arrondissement de Lavaur. 1919, Note non datée.

⁵⁶ S. BRODZIAK, *Op. cit.*, p. 131.

⁵⁷ A.P., F.J.M., Statuts de l'Association pour la protection des religieuses sécularisées.

⁵⁸ A.D.T., 3 V 89, Lettre du préfet de la Seine au préfet du Tarn du 25 août 1906. La congrégation continue pourtant à être sollicitée pour des œuvres charitables, même par des représentants de l'Etat. « La ville de Paris possède à Orsay (Seine-et-Oise) un orphelinat destiné à l'entretien de jeunes orphelines, nées sur le huitième arrondissement de Paris. Le règlement homologué par décret concernant le fonctionnement intérieur de l'établissement parle que l'orphelinat sera dirigé par une institutrice laïque et que trois sœurs de l'ordre de Saint-Joseph assureront le service de l'économat, de la lingerie, de l'infirmierie ainsi que de la

congrégation des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias paraîtrait devoir être consacré d'une façon définitive, les deux seuls établissements de Cordes⁵⁹ et du Gos devraient être conservés, celui d'Oulias ne présentant aucune utilité réelle au point de vue charitable.»⁶⁰ Les autorités centrales souhaitent transférer la maison-mère d'Oulias au Gos. Ordre est donc donné de « modifier l'arrêté de fermeture de l'établissement du Gos » ; tous les autres établissements devant être fermés. Toutefois, le projet du gouvernement n'aboutira pas. La maison-mère d'Oulias, fermée par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1904, existe encore en raison des demandes d'hospitalisation envoyées par les religieuses de l'ordre. La congrégation interjette appel⁶¹ contre la nomination du liquidateur-séquestre Terrail⁶² ; la justice rétablit la congrégation dans ses droits : « La cour d'appel de Toulouse, par arrêt du 27 juillet 1907, a refusé de nommer un liquidateur à cette congrégation qu'elle a déclaré mixte : les sœurs feraient en effet des distributions de pain à Oulias ; à Gos, elles tiendraient un orphelinat, et enfin à Cordes, en outre de l'établissement autorisé enseignant dont la fermeture a été ordonnée, assureraient le service du bureau de bienfaisance. La Cour de cassation, par arrêt du 27 juillet 1908, a proclamé une nouvelle fois, le caractère mixte de la congrégation qui se trouve, à l'heure actuelle, bénéficier de l'autorisation accordée par les ordonnances des 16 février 1826 et 19 août 1853, mais par suite des arrêtés de fermeture ne possède pas de siège social.»⁶³ Le gouvernement utilise alors ce nouvel argument relatif à l'absence de maison-mère.

Après la fermeture, en septembre 1908, du dernier de ses établissements d'enseignement à Murat, la supérieure générale fait supprimer des statuts de la congrégation toutes les dispositions relatives à l'enseignement, suivant ainsi les prescriptions du décret du 2 janvier 1905⁶⁴. Ces modifications lui

direction des ateliers professionnels. En conformité de ces dispositions, trois sœurs de la congrégation de Saint-Joseph du Bourg avaient été chargées de desservir l'orphelinat lors de son ouverture qui remonte au mois de janvier dernier. Ces religieuses viennent de demander la résiliation du traité qui les liait à la ville de Paris et elles ont quitté l'établissement le mois dernier. Je me préoccupe de leur remplacement et j'ai songé à m'adresser aux sœurs de l'ordre de Saint-Joseph qui ont leur siège à Oulias.» La maison-mère d'Oulias ayant été fermée, le préfet du Tarn conseille plutôt à son collègue de faire appel aux Filles de Jésus de Massac (Lettre du préfet du Tarn au préfet de la Seine du 28 août 1906).

⁵⁹ Cet établissement hospitalier accueille des vieillards indigents.

⁶⁰ A.D.T., 3 V 90, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes au préfet du Tarn du 4 septembre 1909.

⁶¹ A.D.T., 3 V 89, Note de la sous-préfecture de Castres au préfet du Tarn du 11 juin 1907.

⁶² A.N., F¹⁹ 6268, Arrêté du 9 juillet 1904 portant nomination d'un liquidateur rapporteur pour la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias ; A.D.T., 3 V 88, Lettre du procureur de la République près le tribunal civil de première instance de Castres au préfet du Tarn du 26 septembre 1904 ; S. BRODZIAK, *Op. cit.*, p. 144.

⁶³ A.D.T., 3 V 90, Lettre du ministre de la Justice au préfet du Tarn du 30 avril 1909.

⁶⁴ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 70.

sont refusées par le ministère de l'Intérieur car la congrégation n'a plus de siège social, donc plus d'existence réelle. La supérieure proteste contre cette interprétation : « La maison de Gos proposée pour être érigée en maison-mère serait notoirement insuffisante et demanderait pour être aménagée, des dépenses immédiates considérables que la congrégation ne pourrait pas fournir. En outre, le climat de Gos, situé à une altitude de plus de 900 mètres est bien trop rigoureux pour des santés éprouvées par des infirmités ou la vieillesse. »⁶⁵ La congrégation saisit le Conseil d'Etat⁶⁶ qui annule la décision ministérielle⁶⁷ : en réalité, seule la partie scolaire d'Oulias est fermée, laissant subsister la maison-mère. La communauté modifie donc ses statuts afin de correspondre à la législation⁶⁸, supprimant les aspects relatifs à l'enseignement : « Les sœurs de la congrégation de Saint-Joseph ont pour fin le service des malades et des infirmes, soit dans les hôpitaux, soit à domicile, et généralement toutes les œuvres de charité et de miséricorde »⁶⁹. Les sœurs ouvrent alors dans la maison conventuelle, un asile de vieillards qui prolonge l'œuvre d'hébergement des religieuses retraitées⁷⁰. Deux arrêtés du 6 avril 1910 consacrent le maintien de la maison-mère d'Oulias et de sa succursale de Gos⁷¹.

⁶⁵ A.D.T., 3 V 90, Lettre de la supérieure générale d'Oulias au ministre de l'Intérieur et des Cultes du 3 novembre 1909.

⁶⁶ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 158 : « De nombreuses congrégations ont été obligées de justifier qu'elles poursuivaient réellement un but statutaire autre que l'enseignement : il leur a fallu à cet effet engager des procédures, [...] attaquer pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat les arrêtés ministériels ordonnant la fermeture de leurs établissements en alléguant à tort qu'ils ne s'occupaient plus que d'enseignement. »

⁶⁷ A.D.T., 3 V 90, Décision du Conseil d'Etat du 16 décembre 1910 annulant la décision du 27 octobre 1908 du ministre de refuser la modification des statuts.

⁶⁸ A.N., F¹⁹ 6282, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 28 avril 1910 : « Les opérations du liquidateur des Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias sont actuellement terminées et son compte a été approuvé par jugement du tribunal civil de Castres du 6 avril 1909. » Et, rajouté à la main : « Statuts modifiés, congrégation maintenue. »

⁶⁹ A.D.T., 3 V 90, Statuts modifiés conformément à la loi du 7 juillet 1904 relative à la suppression de l'enseignement congréganiste et sous réserve qu'aucun enseignement ne sera donné dans les services subsistant de la congrégation (article 1^{er}). Autorisation accordée le 15 mars 1910.

⁷⁰ A.D.T., 3 V 91. Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias. 1911-1926, Lettre du maire de Castelnau-de-Brassac au sous-préfet de Castres du 21 janvier 1911.

⁷¹ A.D.T., 3 V 90, Arrêtés du 6 avril 1910. Par le premier de ces arrêtés, « est rapporté l'arrêté du 9 juillet 1904 en ce qu'il a ordonné la fermeture totale de l'établissement principal des Sœurs de Saint-Joseph à Oulias, cet établissement restant autorisé pour les services étrangers à l'enseignement prévus dans les statuts de la congrégation modifiés et visés conformément au décret du 2 janvier 1905 ». Par le second, « est rapporté l'arrêté du 9 juillet 1904 en ce qu'il a ordonné la fermeture totale de l'établissement principal des Sœurs de Saint-Joseph à Gos, cet établissement restant autorisé pour les services étrangers à l'enseignement prévus dans les statuts de la congrégation modifiés et visés conformément au décret du 2 janvier 1905 ».

Lorsque la situation administrative et juridique de la congrégation se stabilise, les œuvres à Gos se modifient ; l'orphelinat semble s'éteindre lentement. Le nombre d'orphelins devient quantitativement insignifiant. Le sous-préfet de Castres note que l'établissement, maintenu pour sa destination charitable, ne rend en fait « aucun service appréciable »⁷². La maison trouve rang parmi les établissements autorisés qui ont donné lieu à des remarques défavorables ou qui ne répondent plus à un besoin d'utilité publique ou qui s'occupent d'œuvres non prévues par leurs statuts. Dans le même temps, l'établissement principal d'Oulias accueille, à la veille de la guerre, six enfants orphelins⁷³. Les religieuses transfèrent progressivement l'orphelinat du Gos vers Oulias, qui recueille désormais l'enfance malheureuse d'après-guerre. Depuis deux autorisations accordées pour les écoles privées de Vernaison-Oulias (20 octobre 1919) et de Gos (7 septembre 1920)⁷⁴, les sœurs reprennent l'enseignement. L'orphelinat du Gos ferme ses portes vers 1920⁷⁵. L'année suivante, l'école d'Oulias compte quarante-quatre élèves dont quatorze pupilles de la nation (certaines fillettes résident au couvent⁷⁶), tandis que l'établissement du Gos prend de façon définitive une tournure enseignante... « L'établissement de Gos n'a plus le même caractère qu'autrefois »⁷⁷, un pensionnat s'y reconstitue sans déclaration réglementaire. En 1948, l'ancien orphelinat de Gos deviendra une annexe de l'orphelinat Saint-Jean d'Albi, sous la forme d'une colonie sanitaire, puis d'une colonie de vacances⁷⁸.

⁷² A.D.T., 3 V 26, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 11 novembre 1911 ; 3 V 25, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil du 2 décembre 1911.

⁷³ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913.

⁷⁴ A.D.T., 3 V 91, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 28 août 1922.

⁷⁵ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 27 octobre 1922. Avant 1920, « le couvent recevait des orphelines qui fréquentaient l'école publique dirigée jusqu'en 1914 par les sœurs et depuis cette date par une institutrice laïque ».

⁷⁶ *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 26 novembre 1921.

⁷⁷ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 27 octobre 1922 : « L'école privée de Gos dirigée par Mademoiselle Cuq Thérèse [...] reçoit quelques externes ; mais le plus grand nombre de ses élèves est pensionnaire au couvent. »

⁷⁸ « L'orphelinat Saint-Jean à Gos », *Annales de Notre-Dame du Bon-Conseil*, n° 160, janvier-février-mars 1995.

II. LA PARTITION DE L'EDUCATION :

LE PRETEXTE D'UNE EDUCATION RELIGIEUSE.

Depuis la mesure d'interdiction de juillet 1905, le désir de maintenir une œuvre éducative taraude la communauté du Bon-Sauveur à Albi⁷⁹. Dans un premier temps, la supérieure crée un ouvroir dans lequel une centaine de jeunes filles, dont les orphelines, apprennent la couture mais aussi l'histoire, la littérature, les sciences et la religion sous forme de conférences plus ou moins légales⁸⁰. L'ouvroir et l'orphelinat sont alors étroitement mêlés. Dans un second temps (1911), la supérieure crée un juvénat, une école officiellement fondée pour le recrutement de la communauté. Les Sœurs du Bon-Sauveur transforment donc durant quelques temps leur orphelinat en juvénat.

Certes, la loi du 7 juillet 1904 interdit aux congrégations exclusivement enseignantes de recruter de nouveaux membres donc d'entretenir des noviciats, mais elle tolère par exception le maintien de noviciats pour les congrégations qui entretiennent des écoles dans les colonies françaises, disposition qui suscitera de vifs débats à la chambre⁸¹. Par ailleurs, elle admet selon une interprétation *a contrario*, que les congrégations charitables ou hospitalières conservent leur noviciat⁸². Pour les jeunes gens qui se destinent à l'état religieux, le juvénat est une étape postérieure au noviciat, caractérisée par un enseignement secondaire. Les orphelinats constituent souvent, dans l'esprit des communautés, l'espoir d'une pépinière de vocations religieuses. La modification terminologique nécessite peu de changements réels et permet de contourner la législation anticléricale. Avec la guerre et l'« union sacrée », l'ouvroir disparaît, le juvénat se transforme en pensionnat et la communauté rouvrira peu à peu des classes.

LES DEBUTS D'UNE EDUCATION SPECIALISEE.

L'article 3 de la loi du 7 juillet 1904 prescrit la fermeture de toutes les œuvres d'enseignement congréganistes, à l'exception des « services scolaires uniquement destinés à des enfants hospitalisés auxquels il serait impossible, pour des motifs de santé ou autres, de fréquenter une école publique »⁸³. Le

⁷⁹ Ch. DEDIEU, *Op. cit.*, p. 165 : « Rouvrir une école était impossible pour la communauté d'Albi. Néanmoins, une question demeure toujours présente : comment maintenir l'œuvre éducative au sein des murs du Bon-Sauveur ? »

⁸⁰ G. COMBES, *Institut du Bon-Sauveur... Op. cit.*, pp. 129 et suivantes.

⁸¹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), pp. 212 (note n°1) et 213 (note n° 1).

⁸² E. FLEURET, *Op. cit.*, pp. 133 à 135.

⁸³ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. CIV (1904), p. 213.

manque de moyens de l'Etat explique l'exception, l'assistance publique ne pouvant certainement pas absorber une charge supplémentaire. Cet alinéa reconnaît donc le droit, sous certaines conditions, à des congrégations hospitalières d'annexer des classes à leurs établissements⁸⁴.

Certaines congrégations essaieront de tirer argument des mots « ou autres » pour conserver les écoles primaires des orphelinats. C'est pourquoi, Ferdinand Buisson, dans son rapport à la Chambre de février 1904, tient à préciser que cet article n'autorise pas « le maintien d'écoles ou de classes dans les hospices, et non plus que d'orphelinats dirigés par les congréganistes. » Seule une hospitalisation complète ou un internement pénitentiaire peut justifier le maintien des classes. Peuvent par exemple bénéficier de la mesure les établissements congréganistes en charge d'enfants aveugles ou sourds-muets⁸⁵. A ce dernier titre, les Sœurs du Bon-Sauveur d'Albi obtiennent une autorisation gouvernementale le 12 août 1906⁸⁶. Leur orphelinat, qui tire son origine de l'œuvre des sourdes-muettes, s'appuie donc sur toutes les activités de la communauté pour subsister.

Le refuge de Castres essaiera également de faire valoir son caractère d'abris pour filles de mauvaise vie. Les Sœurs de l'Immaculée-Conception mettent en avant leur mission de protection de l'enfance pour conserver les jeunes orphelines. Les autorités ont un tout autre avis : « Aujourd'hui l'établissement de Castres sert surtout de maison d'éducation sans que la condition première des mauvais instincts soit nécessairement observée. »⁸⁷ L'établissement est devenu une simple école qu'il faut fermer, mais les autorités temporisent en raison des élections toutes proches. Finalement, ces hésitations politiciennes permettent à l'œuvre de se maintenir.

A Massac, pour être admises à l'orphelinat tenu par les Filles de Jésus, « les jeunes filles doivent être orphelines, soit de père et mère, soit de père ou de mère seulement »⁸⁸, mais ces principes reflètent mal l'ambiguïté de la situation car les enfants ne sont pas toutes véritablement orphelines⁸⁹. Le critère sanitaire permettra à la congrégation de clarifier la situation. « Le but de cet orphelinat est d'élever des enfants pauvres ou abandonnés et de soulager des familles peu aisées en recueillant à bas prix des enfants dont la constitution débile nécessite l'air de la campagne. »⁹⁰ En 1911, il n'y a que

⁸⁴ E. FLEURET, *Op. cit.*, p. 129.

⁸⁵ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 161.

⁸⁶ A.D.T., 3 V 67, Statuts de la congrégation du Bon-Sauveur (modifiés conformément à la loi du 7 juillet 1904).

⁸⁷ A.D.T., 3 V 82, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 13 février 1907.

⁸⁸ A.D.T., 3 X 44, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 30 novembre 1895.

⁸⁹ A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 26 mars 1911. L'orphelinat hospitalise « un certain nombre de jeunes filles, presque toutes orphelines, dont quatorze sont élevés gratuitement ».

⁹⁰ *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 24 avril 1911.

seize orphelines avérées sur trente-neuf enfants⁹¹, mais l'orphelinat compte aussi des enfants dont la santé est fragile. Cette catégorie d'enfants incite le maire de Massac, conseiller de la congrégation, à faire valoir l'exception de l'article 3⁹². Ce cas éveille la méfiance du gouvernement : « Les congrégations cherchent actuellement à s'opposer à la fermeture des écoles destinées aux enfants reçus dans leurs orphelinats, en invoquant l'exception de l'article 3 qui ne paraît pas avoir une portée d'application aussi étendue. Cette exception ne pourrait être admise que si, après enquête faite par des personnes compétentes dont l'impartialité ne sauraient être mise en doute, il était reconnu que les enfants de l'établissement de Massac étaient, sans exception aucune, des enfants anormales ou des enfants vicieuses à un signe tel que leur admission dans les écoles publiques serait impossible. Etant donné que la congrégation des Filles de Jésus de Massac reçoit surtout des enfants d'employés des chemins de fer, il ne paraît pas probable *a priori* que l'enquête justifie les allégations de Monsieur le maire de Massac. »⁹³ L'enquête de 1913 démontre que l'établissement loge et nourrit trois catégories d'enfants : les orphelins des chemins de fer, les orphelins indigents et des enfants malades (sanatorium)⁹⁴. L'établissement se définit, non comme un pensionnat, mais comme une maison de famille⁹⁵. La définition large et imprécise de ces différentes catégories permet à la communauté de continuer une œuvre auprès des enfants. L'inspecteur primaire de Lavaur estime qu'il s'agit d'un pensionnat clandestin (lettre du 19 novembre 1922 à l'inspecteur d'académie)⁹⁶. Il y a une école privée à Massac, dont trente-sept élèves sont pensionnaires au couvent des Filles de Jésus, séparée de ce bâtiment par la rue qui traverse le village (vingt-trois ont dépassé l'âge scolaire, quatorze sont d'âge scolaire). Ce pensionnat est clandestin parce qu'il doit être soumis à une déclaration d'ouverture. Les dispositions de la loi du 30 octobre 1886, relatives à l'ouverture des écoles privées (articles 37, 38 et 40), s'appliquent aux pensionnats privés selon les articles 170 et 172 du décret du 18 janvier 1887. Or, les religieuses se contentent d'une déclaration verbale de la maison de famille en octobre 1911, renouvelée au nouveau maire en juillet 1913. Après la première guerre

⁹¹ *Ibid.*, Liste des enfants hospitalisées au premier trimestre de l'année 1911.

⁹² *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 26 mars 1911 : « Cette œuvre, voudra-t-on la supprimer ? Refusera-t-on, au moins d'en faire rentrer les orphelines qui s'y trouvent dans l'exception que prévoit, pour les enfants hospitalisés, l'article 3 alinéa 3 de la loi du 7 juillet 1904. J'ose espérer qu'il ne sera pas ainsi. »

⁹³ *Ibid.*, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, au préfet du Tarn du 19 août 1911.

⁹⁴ A.D.T., 3 V 58, Lettre du sous-préfet de Lavaur du 28 mars 1913.

⁹⁵ *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 12 octobre 1922.

⁹⁶ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au sous-préfet de Lavaur du 29 novembre 1922.

mondiale, l'orphelinat de Massac ne reçoit plus les enfants atteintes de déficiences intellectuelles, qui sont redirigées vers l'établissement de Lavar.

Sauf exception liée à une radicalisation soudaine et ponctuelle de la politique anticléricale (que subissent par exemple les Sœurs de Notre-Dame à Albi), la présence d'un orphelinat dans un établissement congréganiste permet à ce dernier de bénéficier du délai de dix années accordé par la loi de 1904. Le premier conflit mondial amène Jean Malvy, ministre de l'Intérieur, à suspendre l'exécution des décrets de refus d'autorisation et de fermeture le 2 août 1914⁹⁷. Les circonstances de la guerre dissipent les tensions entre les Républicains et les religieux (« union sacrée »).

La loi du 7 juillet 1904, en retirant l'enseignement aux congrégations, engendre pour les orphelinats deux commencements d'évolution qui prendront véritablement corps après la seconde guerre mondiale. D'une part, la loi signe la fin de l'internement comme mode éducatif, car elle oblige les orphelinats congréganistes à envoyer les enfants à l'école publique. Ces structures se transforment ainsi théoriquement en foyers d'hébergement. D'autre part, la loi dessine les contours d'une éducation spécialisée, car elle prévoit par exception la conservation de certaines populations infantiles. L'enfance inadaptée à l'enseignement public classique constitue traditionnellement une population des orphelinats congréganistes. Les Républicains leur confèrent ainsi un rôle social que ces institutions vont apprendre à développer.

⁹⁷ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 40.

CONCLUSION DU TITRE I

A travers sa politique anticléricale, le gouvernement remet en cause la qualité de l'enseignement congréganiste dans les orphelinats. La médiocrité du nombre d'heures consacrées à l'étude ou du nombre de diplômes obtenus dans les asiles catholiques, contraste avec le fonctionnement des orphelinats protestants. Les premiers se consacrent très tôt à l'apprentissage d'un métier, au détriment de l'instruction primaire. Les pouvoirs publics focalisent donc leur effort sur les enfants d'âge scolaire. La fin de cet âge marque une césure traditionnelle pour l'assistance publique et la charité privée. Au-delà, commence l'apprentissage d'un métier.

Les critiques républicaines contre l'enseignement congréganiste perdent de leur force au regard des résultats scolaires de l'enfance assistée. Pour des raisons essentiellement financières, « l'assistance publique refuse de prolonger la scolarité des pupilles »¹. L'avenir des pupilles se confond avec le placement à la campagne, y compris pour les enfants susceptibles de réussir des études secondaires ou une formation professionnelle différente. « Le placement familial rural, clé de voûte de l'assistance publique, est censé offrir à l'enfant santé, affection, identité, éducation, métier, dignité et bonheur. »²

Cette volonté d'orienter les enfants vers un apprentissage professionnel rapproche les ambitions de l'assistance publique et des orphelinats. Les deux modes portent en eux l'idée d'une protection immédiate, en encadrant l'enfance pour éviter la délinquance. Les deux modes apportent les mêmes solutions, en proposant un apprentissage professionnel. L'opposition s'exprime sur les méthodes, qui confrontent le placement (moderne) de l'assistance publique à l'internement (traditionnel) des orphelinats.

¹ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 182. Analysant les lois relatives à l'enfance assistée, l'auteur prétend que « non seulement l'assistance publique ne pousse pas les pupilles à poursuivre l'école après treize ans, mais elle a tendance à leur barrer la voie de l'enseignement primaire supérieur et secondaire, même lorsque le système se démocratise à partir des années 1930 ».

² *Ibid.*, p. 26.

TITRE II

LA SURVEILLANCE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En supprimant les corporations, la législation révolutionnaire libérale anéantit également l'apprentissage professionnel¹. L'évolution économique et sociale s'ajoutant aux raisons politiques initiales, la formation professionnelle se dégrade surtout avec la révolution industrielle. La mécanisation et la division du travail engendrent la déqualification progressive des tâches. L'industrie nouvelle ne réclame aucune formation spécifique. Le machinisme suppose en effet un personnel peu qualifié et interchangeable. Désormais, la rentabilité prime la qualité, substituant l'ouvrier à l'apprenti². Dans un contexte social très défavorable, les familles pauvres recherchent l'immédiateté du salaire. Ce processus annonce le travail des enfants : les jeunes n'apprennent plus un métier, ils rentrent de plus en plus tôt à l'usine comme travailleur³. Pour caractériser l'influence néfaste de la manufacture sur la jeunesse, Maurice Crubelier emprunte à l'historien américain Lewis Mumford le terme de « déséducation »⁴. En plus de ne pas dispenser d'enseignement professionnel, l'industrie abrège et corrompt la jeunesse.

La crise qui frappe l'apprentissage à partir de la révolution industrielle n'entraîne cependant pas sa disparition totale. Les métiers traditionnels de la petite industrie (notamment dans le bâtiment : maçon, charpentier, menuisier) ou de l'artisanat (imprimeur, typographe, cordonnier, etc...) qui survivent sans grand changement technique, continuent de dispenser une formation adaptée. Les orphelinats, en particulier ceux de garçons, proposent précisément de former les enfants à ce type de métiers. « L'enseignement professionnel organisé dans la première moitié du XIX^e

¹ L'historien Antoine Léon estime que la Constituante compromet ainsi le développement de la formation technique pour plus d'un siècle (*Op. cit.*, p. 39).

² B. CHARLOT & M. FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers (1789-1984)*, Minerve, Paris, 1985, p. 106 : « En un siècle, l'apprenti des corporations est devenu l'adolescent prolétaire. »

³ L'organisation professionnelle du XIX^e siècle demande des emplois de complément, ne requérant ni qualification, ni force physique. L'industrie nouvelle recherche la petite taille des enfants pour, par exemple, effectuer la maintenance des machines dans les usines textiles, ou descendre dans des galeries trop étroites dans les mines. Pour l'employeur, le travail des enfants devient vite rentable : moins rémunéré, il nivelle par le bas le salaire des adultes. Pour la famille, le travail de l'enfant constitue un salaire d'appoint.

⁴ M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 130.

par des patrons, des œuvres ou des associations, subsiste dans la seconde moitié du siècle et joue encore un rôle important. »⁵ Le secteur privé supplée l'intervention étatique en la matière. Les œuvres d'initiative privée ne nécessitent pas une grosse organisation, ni une structure administrative lourde. L'apprentissage survit grâce à elles, mais il ne redémarre pas. Pendant longtemps, il n'y a pas d'enseignement technique de base, il faut d'ailleurs éviter de mêler l'école et l'atelier. Les premières mesures publiques pour remédier à la crise de l'apprentissage restent relativement confidentielles. La formation professionnelle relève davantage du domaine charitable que du domaine enseignant : l'aspect moral des œuvres l'emporte toujours sur l'aspect professionnel.

En formant l'enfant à un métier, les orphelinats sont plus proches des lois sur l'enfance assistée, qui prévoient l'apprentissage des pupilles, que des lois sur l'enseignement technique, qu'ils précèdent. A la fin du XIX^e siècle, les défenseurs des orphelinats utilisent les lacunes de l'enseignement technique public pour ressusciter l'aide départementale. Sollicitant un appui financier pour l'orphelinat protestant de Castres, le conseiller général Bez tire argument de la vocation professionnelle de l'établissement : « Nous songeons à créer, même au prix de grands sacrifices, des écoles professionnelles, eh bien l'orphelinat de Castres peut être considéré comme une école professionnelle modèle, et non seulement comme une école professionnelle mais comme une école d'apprentissage. »⁶ La situation est identique en ce qui concerne l'enseignement agricole public : les fermes-écoles de la Seconde République (loi du 3 octobre 1848 sur l'enseignement professionnel de l'agriculture) n'ont pas la vitalité des initiatives privées qui multiplient écoles, colonies et orphelinats agricoles. En 1887, le conseiller général Espinasse prétend, toujours dans le but de rétablir un secours pécuniaire, que « l'orphelinat de Peyregoux est la seule école du département où l'on enseigne l'agriculture ». Néanmoins, cette assertion ne fait pas l'unanimité si l'on considère la réponse du rapporteur de la commission budgétaire et futur député du Tarn, Ludovic Dupuy-Dutemps : « Ce n'est pas une école d'agriculture, c'est une ferme où l'on tire même parti des enfants. »⁷ Dans les années quatre-vingts, cet avocat, maire républicain de Gaillac, adopte en effet une position nettement anticléricale. Elu député en 1889, il atténuera son discours avec le ralliement des catholiques à la République, après l'appel lancé en 1892 par le pape Léon

⁵ B. CHARLOT & M. FIGEAT, *Op. cit.*, p. 132.

⁶ A.D.T., 1 N 23. Procès-verbaux manuscrits des délibérations du conseil général. 1886-1888, Séance du 24 août 1888.

⁷ A.D.T., 1 N 23, Séance du 27 août 1887 ; 1 N 75, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1887, pp. 240 et suivantes.

XIII. Réélu en 1893, Ludovic Dupuy-Dutemps devient ministre des Travaux publics du cabinet Ribot entre janvier et novembre 1895⁸.

Précurseurs dans ce domaine, les orphelinats apparaîtront comme une concurrence lorsque les autorités publiques développent l'apprentissage professionnel. Quand les républicains tracent les profonds contours de l'enseignement public, technique (loi du 11 décembre 1880) et général (lois du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882), ils espèrent lutter contre le travail des enfants. Contrairement au service public des enfants assistés qui recourt au placement externe, les orphelinats ne jurent que par la formation interne. Mais, les abus constatés à la fin du siècle dans certains établissements, qui alimentent la chronique judiciaire, rejaillissent sur les orphelinats. Les méthodes d'apprentissage, basées sur l'internat, suscitent beaucoup de rumeurs.

Les orphelinats ont cette vocation de fournir un apprentissage professionnel, dans les métiers de l'artisanat, de la petite industrie et de la campagne (Chapitre 1), mais les ambiguïtés de la pédagogie d'internement amènent les autorités publiques à imaginer un contrôle des établissements privés de bienfaisance (Chapitre 2).

⁸ J. FAURY, Notice « Dupuy-Dutemps », *Les Tarnais... Op. Cit.*, p. 121.

CHAPITRE I : LA VOCATION DES ORPHELINATS

Selon une idée ancienne, la réparation des malheurs de l'enfance passe par la préparation d'un métier. Longtemps, après une période de mise en nourrice, les enfants reviennent dans les ateliers des hospices pour effectuer cette formation (en internat, donc). Dans les dernières années de l'Ancien régime, les administrations hospitalières changent de logique, préférant recourir au placement. Les textes révolutionnaires consacrent ce dernier principe, avec une déclinaison professionnelle quand les pupilles atteignent l'âge de douze ans. Désormais, l'assistance publique à travers ses structures d'accueil, les hospices dépositaires, place les enfants en apprentissage, c'est-à-dire en externat ; la formation se déroule auprès de manufacturiers, d'artisans ou de cultivateurs, propriétaires en ville ou à la campagne. Si la raison principale semble assez noble, fournir un métier donc un moyen de subsistance, d'autres explications le sont moins, consistant à réduire le coût immédiat du maintien à l'hospice et le coût total de la tutelle de l'assistance publique.

Depuis la Révolution, le législateur affirme ainsi avec force le principe du placement en apprentissage, et ne manque jamais de souligner que le maintien à l'atelier hospitalier reste l'exception. Dans cette optique, l'arrêté du 30 ventôse an V (20 mars 1797) confie les enfants à des « cultivateurs, artistes ou manufacturiers » ; l'utopie révolutionnaire imagine qu'ils y apprendront « un métier conforme à leur goût et à leurs facultés » (article 13). Ne sont conservés à l'hospice que les enfants dont des maladies ou infirmités graves « les excluent de la société, ou les rendent inhabiles à se livrer à des travaux qui exigent de la force et de l'adresse » (article 3). Le régime impérial ramènera les ambitions sociales de la Révolution à davantage de réalité, tout en réaffirmant que la garde d'un enfant à l'hospice ne présente aucun avantage : il est ruineux pour l'hôpital car la faible productivité des ateliers ne compense pas le coût de l'internement ; il ne procure pas une formation professionnelle solide à l'enfant car les activités des ateliers sont souvent répétitives et peu enrichissantes¹. L'administration adopte alors une démarche utilitariste en orientant cette main-d'œuvre disponible vers les manufactures. Un arrêté en date du 3 pluviôse an IX (23

¹ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 19 vendémiaire an IX. Le ministre de l'Intérieur semble plaindre « ceux que des infirmités ont forcés de rester dans les hôpitaux pour y mener une vie sédentaire ».

janvier 1801), pris par Jean Chaptal alors ministre de l'Intérieur, invite les préfets à organiser le placement en apprentissage des enfants abandonnés de leur département². « Indépendamment du travail qui peut s'exécuter dans les hospices, les ateliers particuliers réclament le secours de ces jeunes gens et le gouvernement doit les mettre à la disposition des compagnies qui pourront les employer utilement. »³ Des traités, passés entre les préfets et les manufacturiers, déterminent les conditions du placement. Malgré cet encadrement juridique de l'apprentissage, l'Etat abandonne l'éducation et la formation des enfants abandonnés aux industriels⁴. L'enfance assistée porte en elle le rachat du péché originel, et conserve l'image d'une main-d'œuvre quasi-inépuisable, très utile pour l'industrie, voire pour l'Etat dans un but militaire ou colonial⁵. La conception utilitariste de la charité contient le vœu d'une immédiate efficacité ou rentabilité : il faut apprendre le plus tôt possible un métier à l'enfant pour qu'il soit utile. L'utilitarisme étatique naît de la condition même d'enfant trouvé, il est le pendant de la protection. Ces enfants appartiennent à l'Etat, dépendent de lui, donc « il faut leur donner une éducation qui les rendent utiles à l'Etat »⁶. Il ne s'agit pas encore d'enrayer un phénomène malheureux, mais de l'intégrer à la société nouvelle. Le décret fondateur du 19 janvier 1811 fait preuve du même pragmatisme en précisant (article 17) que l'apprentissage se déroule, pour les garçons « chez des laboureurs ou des artisans », et pour les filles « chez des ménagères, des couturières ou autres ouvrières, ou dans des fabriques et manufactures ». L'hospice dépositaire n'élèvera à sa charge que les enfants qui ne pourraient être mis en apprentissage, « les estropiés, les infirmes », qui trouveront une occupation dans les ateliers internes (articles 10 et 20)⁷.

² *Ibid.*, Arrêté du ministère de l'Intérieur du 3 pluviôse an IX : « Article 1^{er}. Les préfets de département sont autorisés à placer dans les divers ateliers et fabriques de leurs arrondissements, tous les enfans abandonnés qui ont l'âge et les forces nécessaires pour entrer en apprentissage. »

³ *Ibid.*, Circulaire ministérielle du 8 pluviôse an IX.

⁴ J. SANDRIN, *Op. cit.*, p. 73.

⁵ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 199 : « Dans les textes, en effet, le travail est constamment présenté comme un facteur de rédemption et de moralisation. Or, sous l'Ancien régime et dans la première moitié du XIX^e siècle, le labeur qu'on impose à l'enfance irrégulière ne sert pas à former, mais à rapporter et, si possible, à neutraliser. »

⁶ J. CHARPENTIER, *Op. cit.*, p. 144. Le décret du 19 janvier 1811 prévoit qu'à l'âge de douze ans, « les enfants mâles en état de servir seront mis à la disposition du ministère de la Marine » (article 9). L'utilitarisme prend ici un sens nouveau, non plus professionnel, mais militaire, qui correspond tout à fait à l'esprit du Premier Empire (Napoléon crée la même année les pupilles de la garde). Les termes de l'article 16 traduisent cette *patria-potestas* : « lesdits enfans, entièrement à la charge de l'Etat, sont entièrement à sa disposition ».

⁷ A.D.T., 3 X 19, Arrêté préfectoral du 4 octobre 1811 relatif aux enfans trouvés et abandonnés : « Article 17. Il sera établi dans chacun des quatre hospices ci-dessus désignés [Albi, Castres, Gaillac, Lavaur] des ateliers pour fournir aux enfans élevés dans cet

Ces premières dispositions s'avèrent dramatiques pour les pupilles de l'assistance, exposés aux dangers de la ville et exploités par les manufacturiers. Le phénomène du travail des enfants, notamment des enfants assistés, prend de l'importance et une tournure peu enviable avec la révolution industrielle. Il entraînera une certaine méfiance de la ville chez les acteurs de l'aide à l'enfance qui dès lors modifient l'organisation de l'apprentissage. Au début de la Monarchie de Juillet, on assiste à une réorientation de l'assistance publique et à une réaction de la charité privée. La première recentre son propos sur les artisans ou les cultivateurs, surtout sur ces derniers avec la préconisation du placement à la campagne. La démarche suit une logique sanitaire et sociale⁸, mais aussi économique, la France étant essentiellement rurale. La seconde continue sa tradition de formation interne, afin de préserver les enfants de l'extérieur corrupteur. Artisanal et industriel en ville, agricole à la campagne, militaire et naval sur le littoral, l'orphelinat poursuit donc une vocation professionnelle que nous allons détailler dans ce chapitre. Ces structures déclarent rendre à la société des enfants aptes à s'y intégrer, c'est-à-dire à y travailler.

L'apprentissage professionnel n'est pas leur seule finalité, ces institutions charitables renferment par tradition une nature missionnaire générale. L'organisation d'un orphelinat imite les principes d'une communauté religieuse⁹. Le cadre s'y prête. Pierre Larousse remarque d'ailleurs que « dans le système de l'orphelinat, les enfants sont réunis dans une même maison, soumis à une discipline, élevés en commun »¹⁰. On retrouve là les éléments constitutifs de l'association religieuse, à l'exception du principal : la vocation religieuse¹¹. Les orphelins n'ont en principe pas choisi de se consacrer à Dieu. Dans son étude de *La vie des religieuses au XIX^e siècle*, Odile Arnold établit un parallèle entre les usages religieux et la vie menée par de simples pensionnaires, tout en précisant que les sœurs s'appliquent à ne pas susciter de vocations auprès des jeunes filles afin de conserver la confiance des familles¹². La position des orphelinats à cet égard paraît plus équivoque,

établissement à cause de leur infirmité un travail proportionné à leur âge, à leur force, et analogue au commerce du pays. »

⁸ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants...* *Op. cit.*, p. 289 : « La condition agricole est celle qui convient le mieux aux pupilles, tout en assurant leur avenir. »

⁹ J. CREUSEN & L. CROUZIL, respectivement « Congrégations religieuses » et « Congrégations religieuses en droit français », *Dictionnaire de droit canonique...* *Op. cit.*, t. IV, pp. 181 et suivantes, pp. 194 et suivantes ; A. GERHARDS, « Congrégations », *Dictionnaire historique...* *Op. cit.*, p. 179.

¹⁰ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel...* *Op. cit.*, p. 1504.

¹¹ La nuance entre un orphelinat et un couvent peut parfois être très mince. Dans sa thèse, Olivier Vernier décrit une institution niçoise qui, recueillant des orphelines, leur permet de rester leur vie durant pour former une sorte de congrégation (*Op. cit.*, p. 169).

¹² O. ARNOLD, *Le corps et l'âme. La vie des religieuses au XIX^e siècle*, Editions du Seuil, Paris, 1984, p. 184.

car intrinsèque. Cette vocation religieuse se retrouve en effet dans les premiers monastères pour enfants délaissés¹³. A la fin de l'Ancien régime, l'évêque de Castres, Jean Sébastien de Barral (frère de la fondatrice des Sœurs de la Présentation), crée en 1765 un orphelinat pour les garçons qui fonctionne comme un séminaire¹⁴. La mission première d'un orphelinat consiste à donner une instruction religieuse à des enfants qui n'ont que peu de chances d'en recevoir une. Il reste ensuite l'espoir que certains orphelins embrasseront la vie religieuse. L'hagiographe de la congrégation de la Sainte-Agonie de Mazamet écrira que « la grande pensée de Mère Thérèse était de faire de l'orphelinat une pépinière de vocations pour l'institut »¹⁵. L'illustration la plus claire de cette volonté se trouve sans doute dans les œuvres du Père Colombier. Pour sa succession, ce dernier espère la vocation de certains orphelins. Il crée alors une élite d'orphelins, afin de leur donner des études secondaires et de les former à la vie religieuse. L'abbé occupe en 1909 le monastère d'En Calcat, près de Dourgne¹⁶. Cet orphelinat comprend vingt-et-un enfants lorsqu'il est transféré à Lourdes en 1913¹⁷. L'œuvre de Dourgne, puis celle de Lourdes, sont des succursales de l'orphelinat Saint-Jean d'Albi, spécialisées dans la formation des orphelins qui ont choisi la vie religieuse. Ces vocations sont toujours difficiles à évaluer, leur nombre est minime par rapport à l'ensemble des enfants recueillis, comme le montre bien Caroline Gaudrie à propos de l'orphelinat de Gradignan en Gironde¹⁸. Les protestants sont, eux aussi, particulièrement attentifs à l'instruction religieuse¹⁹. Le directeur, un pasteur, préside au culte domestique qui a lieu chaque jour (la journée et les repas commencent et finissent par la prière) et donne deux fois par semaine l'instruction religieuse aux orphelins. En outre, les enfants sont conduits au temple le dimanche matin. Les orphelinats expriment donc nettement des valeurs confessionnelles, mais apprennent surtout aux enfants un « état » socioprofessionnel.

Les bouleversements économiques du XIX^e siècle renvoient à une confrontation entre deux mondes, l'un traditionnel, l'autre moderne : la terre et l'industrie. Le choc des cultures influe sur la formation professionnelle dispensée dans les orphelinats, selon qu'ils se situent en milieu urbain ou rural. Dans ce contexte général de révolution industrielle, nous proposons

¹³ H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 573 ; M. CAPUL, *Internat et internement... Op. cit.*, t. III, p. 5.

¹⁴ E. ROSSIGNOL, *Op. cit.*, p. 92. Cet orphelinat disparaît, ou plutôt se transforme en véritable petit séminaire.

¹⁵ L. OZANNE, *Op. cit.*, p. 166.

¹⁶ G. COMBES, L'Abbé Ernest Colombier... *Op. cit.*, p. 124.

¹⁷ A.D.T., 3 X 28, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mars 1913.

¹⁸ C. GAUDRIE, *Op. cit.*, pp. 281 et suivantes.

¹⁹ A.D.T., 3 X 36, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant (première section du titre quatrième, relative à l'instruction religieuse).

donc de distinguer, un peu à la manière d'un fabuliste, les orphelinats des villes (Section 1) et les orphelinats des champs (Section 2).

SECTION 1. LES ORPHELINATS DES VILLES :

L'hôpital général incarne l'institution urbaine de référence pour l'enfance assistée. En matière d'apprentissage professionnel, le rôle des hospices dépositaires se limite aux enfants trop faibles pour être placés (encore les instructions ministérielles entendent-elles réduire ce nombre au maximum pour des raisons financières²⁰). Néanmoins, les commissions administratives interprètent parfois largement cette règle, à l'exemple de l'hôpital de Castres qui emploie de nombreux enfants assistés à la confection de vêtements. Au milieu du XIX^e siècle, les administrateurs parviennent à justifier la présence de ces pupilles qui « trouvent le moyen de faire dans l'hospice un apprentissage qui ne leur procurerait aucun émolument au dehors »²¹. L'inspecteur général invite cependant la commission à leur allouer une « gratification » afin de les encourager « à travailler avec plus de goût et avec plus de persévérance »²². Les administrations hospitalières s'éloignent aussi de la réglementation en érigeant des orphelinats qui conservent tardivement des enfants orphelins ou simplement pauvres.

Ces structures internes se destinent généralement aux filles. En 1840, l'autorité centrale comprend leur maintien à l'atelier interne, en le nuancant toutefois : « C'est surtout pour les filles que les ateliers établis dans les hospices doivent être une utile ressource. Il faut toutefois prendre garde que, comme cela a lieu quelquefois, le désir de conserver des ouvrières ne porte à conserver trop de jeunes filles dans l'établissement, au préjudice de leur bien-être futur. »²³ Le ministère décrit là le cas de bon nombre

²⁰ A.D.T., 1 X 2, Circulaire ministérielle du 31 janvier 1840 portant instructions sur les règlements pour le service intérieur des hospices et hôpitaux : « Quant à ceux qui sont assez infirmes pour que les nourriciers ne veuillent pas les garder moyennant le salaire payé par le département, il sera probablement facile, dans beaucoup de cas du moins, de faire conserver ces enfants, moyennant une légère augmentation du prix de la pension. Cette dépense serait une économie pour l'hospice dépositaire ; car elle n'équivaudrait assurément pas aux charges du séjour de ces enfants dans l'établissement charitable. »

²¹ A.D.T., 1 X 48, Lettre de la commission administrative des hospices de Castres au sous-préfet de Castres du 27 février 1857.

²² *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 25 novembre 1856.

²³ A.D.T., 1 X 2, Circulaire ministérielle du 31 janvier 1840 : « Il convient que l'esprit de spéculation, que le goût du commerce ne viennent pas se mêler à ce qui ne doit être qu'une mesure d'ordre ou d'éducation. Si l'établissement charitable peut retirer un bénéfice quelconque des ateliers, rien de mieux, sans doute ; mais tel ne doit pas être le principal motif de la création d'ateliers. Surtout, il faut éviter, comme je l'ai dit plus haut, que le désir de rendre des ateliers florissants et fructueux ne porte à retenir, dans les hospices, des enfants qui seraient plus convenablement et plus avantageusement pour eux, placés au dehors. »

d'établissements publics d'assistance. Ainsi, le maire d'Albi Prosper Gorsse se félicite-t-il en 1843 de la création d'un orphelinat à l'hôpital d'Albi, en expliquant que « cette institution réunit le double avantage d'augmenter les ressources de l'hôpital du produit du travail de ces enfants et de procurer à celles-ci une éducation morale et religieuse »²⁴. Toutefois, les inspections soulignent la « vie inactive » des filles conservées dans les hôpitaux d'Albi et Castres²⁵. Ces orphelins hospitalisés suscitent longtemps les plus vives critiques des inspecteurs de l'assistance : « non seulement ils sont une cause de dépenses, mais leur santé peut être compromise »²⁶. A Albi, l'orphelinat ferme en 1865 afin que l'hôpital se recentre sur le service public de l'enfance assistée, mais cette décision reste exceptionnelle. Par exemple, à la fin du siècle, les orphelines de l'hôpital de Mazamet apprennent encore la couture dans l'établissement²⁷.

La situation se complique davantage lorsque l'hôpital comporte aussi un orphelinat pour les garçons. Ces derniers ne font pas toujours leur apprentissage dans l'hospice, contrairement aux filles. A l'hôpital Saint-Nicolas de Lavaur, les filles restent à l'ouvrier où elles s'exercent aux travaux d'aiguilles jusqu'à l'âge de quinze ou seize ans, pendant que les garçons se forment à l'extérieur, « mis en métier dès leur sortie de l'école »²⁸. Vers l'âge de seize ans, les jeunes filles sont, elles aussi, placées mais avec plus de précautions, « à titre de servantes chez des personnes dont on a eu le soin de prendre tous les renseignements désirables au point de vue de l'honnêteté et de la moralité »²⁹. Toutes les difficultés d'un orphelinat mixte transparaissent avec l'étude de l'hôpital Saint-André de Gaillac. L'hospice manque de place pour accueillir convenablement les garçons, qui ne sont pas séparés des adultes. La commission administrative décide en 1895 de ne plus admettre que les filles. En 1900, il ne reste que trois garçons, « parmi lesquels un est placé en apprentissage chez "Gilabert charrue", et quittera définitivement l'hospice dans quelques mois »³⁰. Dans cet établissement, une donation spéciale de 600 francs sert au « paiement de l'apprentissage dans divers métiers pour les enfants indigents »³¹. Cet argent est destiné surtout aux garçons car l'hospice ne possède pas d'atelier interne³², mais seulement

²⁴ G. CROUZET, *Op. cit.*, p. 54.

²⁵ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 décembre 1854.

²⁶ J. BEGUE, *Rapport général au préfet du Tarn pour l'année 1875...* *Op. cit.*, p. 14.

²⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur les établissements de Mazamet.

²⁸ A.D.T., 1 X 105, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Lavaur.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ A.D.T., 1 X 123, Lettre du maire de Gaillac au sous-préfet de Gaillac du 15 juillet 1900.

³¹ A.D.T., 1 X 6, Rapport de l'inspecteur des établissements de bienfaisance sur l'hôpital de Gaillac pour l'année 1897.

³² A.D.T., 1 X 67, Questionnaire de 1888 sur l'hôpital-hospice de Gaillac.

un ouvroir, créé en 1854 pour les filles³³. Seul l'hôpital de Castres fournit une prestation uniforme en laissant tous les enfants à l'ouvroir : « les filles sont occupées à la couture, les garçons à tricoter »³⁴. Lorsque l'inspecteur s'indigne de cette situation, la commission s'empresse d'ajouter qu'elle les place à la campagne « dès que l'âge le leur permet ».

La statistique démontre que les orphelinats conviennent mieux aux filles qu'aux garçons. Cette hypothèse se vérifie dans le Tarn : sur les trente-quatre orphelinats que compte le département, vingt-cinq s'adressent aux filles, cinq recueillent des garçons et quatre sont mixtes. La tendance se retrouve pour la ville de Paris. La capitale dénombre quatre-vingt-un orphelinats : soixante-douze s'occupent des filles, tandis que neuf seulement accueillent les garçons. Cette différence peut s'expliquer par la nature de l'apprentissage dispensé dans les orphelinats. Il est plus simple de recueillir et d'élever des orphelines, en les cantonnant à des travaux de couture, que des orphelins qui exigent une formation professionnelle plus lourde à organiser. Cependant, la meilleure explication reste financière : « la jeune fille est plus facile à élever parce qu'elle gagne à partir de sept ou huit ans, tandis que le garçon coûte jusqu'à quinze ans »³⁵. La distinction des établissements de filles et de garçons se traduit dans l'apprentissage, qui oppose l'atelier pour les garçons (I) et l'ouvroir pour les filles (II).

I. LES METIERS DE L'ARTISANAT ET DE LA PETITE INDUSTRIE :

LA SPECIFICITE DE L'ORPHELINAT PROTESTANT DE CASTRES.

Dans l'institut, la distinction entre les deux catégories d'enfants est claire : les écoliers et les apprentis sont séparés dans les dortoirs, les réfectoires et la cour. Ils sont réunis pour les cultes, les leçons de dessin, de musique et de gymnastique³⁶. Les enfants sont admis de six à dix ans ; les écoliers passent dans la catégorie des apprentis à l'âge de quatorze ans. Ils viennent manger et coucher dans l'asile et suivent quelques cours³⁷. Avec l'envoi des orphelins à l'école publique, l'asile prend toute sa vocation d'établissement d'apprentissage. La finalité de l'institution protestante reste conforme à l'idéal conservateur du siècle, consistant à faire de ces orphelins

³³ A.P., S.C.I.C.N., Registre des annales de la congrégation (1830-1860), p. 208.

³⁴ A.D.T., 1 X 48, Questionnaire de 1888 sur les hôpitaux et hospices de Castres.

³⁵ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 11. Le rapport ajoute que l'« on conserve plus volontiers et plus longtemps les filles, à cause du profit qu'on en peut tirer » (p. 29).

³⁶ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 6.

³⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

« des membres utiles à la société »³⁸, c'est-à-dire de bons chrétiens capables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille grâce à un travail.

La particularité de l'œuvre protestante castraise transparaît dans la méthode employée. Ce sont les parents, le comité et le goût des enfants qui décident du métier à suivre chez un patron de la ville. Le choix de la formation est une première originalité qui caractérise l'orphelinat de Castres³⁹ et lui donne une certaine « supériorité sur toutes les œuvres similaires »⁴⁰. L'accent est mis sur la large palette de formations proposées : « au lieu d'imposer à nos enfants un seul et même métier [...] nous nous attaquons à démêler ce qui peut le mieux convenir aux uns et aux autres »⁴¹. Toutes les vocations sont acceptées et les enfants expriment leurs préférences vers l'âge de quinze ans, ensuite les parents et les maîtres donnent leur avis. En 1908, Camille Rabaud annonce que l'orphelinat a accueilli plus de mille enfants depuis sa fondation, devenus selon lui sauf rares exceptions, « d'honorables pères de famille, de bons ouvriers, des patrons modèles »⁴². Il dresse la liste des carrières entreprises : libraires, caissiers de banque, secrétaires d'académie, professeurs aux écoles professionnelles, commandants des places fortes en 1870, préposés en chef des octrois, tailleurs, fondeurs, mécaniciens, pâtissiers, tapissiers, cuisiniers, confiseurs, liquoristes, distillateurs, bijoutiers, horlogers, employés de commerce, ébénistes, serruriers, sculpteurs, tourneurs, bourreliers, ferblantiers, boulangers, soldats, marins, armuriers, conducteurs des ponts et chaussées, chaisiers, carrossiers, coiffeurs, imprimeurs, lithographes. Environ quarante anciens élèves se sont établis à Castres, y compris comme patrons, accueillant à leur tour des jeunes orphelins.

Certaines professions sont enseignées dans l'établissement comme les professions de tailleurs, de cordonniers et de jardiniers⁴³. Chaque atelier de travail est placé sous la direction d'un contremaître qui enseigne aux enfants l'apprentissage de son état. Ces contremaîtres ont un rôle plus large d'encadrement des orphelins, dans leurs ateliers mais aussi à l'intérieur de la maison ou lors des sorties. L'apprentissage de professions industrielles non enseignées dans l'asile s'effectue chez des maîtres-ouvriers de la ville, où les

³⁸ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

³⁹ P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel... Op. cit.*, p. 1505 : « Ici, les enfants peuvent apprendre la profession manuelle qui leur convient ; quelques uns même sont préparés pour l'enseignement. » L'orphelinat protestant de Ferney (Ain) fondé en 1860 d'abord pour les filles, et en 1863 pour les garçons, laisse également l'enfant choisir librement sa carrière (F. PUAUX, *Op. cit.*, pp. 228 et suivantes).

⁴⁰ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 18.

⁴¹ *Trentième rapport annuel sur l'asile de charité pour les orphelins protestants de Castres... Op. cit.*, 1872.

⁴² C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 18.

⁴³ A.D.T., 3 X 36, Règlement intérieur de l'orphelinat protestant, Article 81.

orphelins sont placés comme apprentis. Toute convention entre apprentis et patron doit passer devant le directeur, à peine de nullité. C'est une autre marque d'originalité : l'orphelinat de Castres fait le choix du placement pour former ses enfants⁴⁴. Il s'agit d'une des raisons de la fondation de l'orphelinat, le comité originel ayant loué les « ressources qu'offre à cet égard l'industrie castraise »⁴⁵. Cette solution constitue une véritable rupture dans les méthodes charitables, y compris pour la doctrine charitable des protestants⁴⁶. A titre de comparaison, l'orphelinat de Saverdun en Ariège refusera toujours l'idée du placement et de l'apprentissage à l'extérieur⁴⁷. L'option castraise doit être nuancée ; le placement n'est pas total, ni définitif. En 1881, le directeur de l'orphelinat repousse très nettement le principe du placement familial. Selon lui, ce moyen choisi par l'assistance publique est une « utopie »⁴⁸, parce que le versement d'une pension reste la seule motivation des familles. La même approche spéculative explique que les patrons regardent d'abord leurs intérêts propres avant de penser à l'avenir de l'enfant. Le placement en apprentissage se limite donc à la journée de travail, l'enfant rentre à l'orphelinat pour y dormir⁴⁹. La conclusion du questionnaire traduit l'idéal d'éducation des enfants pauvres ou orphelins au XIX^e siècle : « Nous pensons donc qu'il ne faut point favoriser le patronage dans les familles. Il faut, d'après nous, multiplier les asiles ou orphelinats et les organiser en vue d'une instruction complète, d'une

⁴⁴ H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique... Op. cit.*, p. 585 : « A Castres (dans le Tarn), il y a un orphelinat de garçons où l'on forme les jeunes gens à diverses professions manuelles, pour les placer ensuite en apprentissage dans la ville. »

⁴⁵ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

⁴⁶ « J'aurais tort d'exprimer une opinion sur un système semblable, et cependant il est difficile de ne point craindre que les jeunes apprentis, rentrant le soir dans la maison n'y rapportent à leurs plus jeunes condisciples, les fâcheuses habitudes, les mauvaises doctrines qu'ils voient et entendent dans les ateliers. Il est probable que cet inconvénient a été prévu et que les circonstances particulières de l'établissement ont montré qu'il n'y avait point de dangers à courir dans une combinaison semblable ; mais je serai loin de la conseiller ailleurs. » (H. de TRIQUETI, *Op. cit.*, p. 127).

⁴⁷ G. TOURNIER, *Op. cit.*, p. 142.

⁴⁸ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres. L'avis du directeur repose sur l'expérience de l'établissement : « Nous avons essayé, il y a deux ans de placer quelques enfants en apprentissage dans des maisons particulières qui étaient tenues de les nourrir, de les coucher et de les instruire d'après la profession exercée par le chef. Nous avons dû y renoncer après des essais tentés à Mazamet et à Toulouse. Les plaintes nous arrivaient sans cesse, soit du patron, soit de l'apprenti. Nous avons pu constater que des patrons exigeaient trop de travail de l'apprenti et ne le nourrissaient pas suffisamment. La surveillance morale était nulle. »

⁴⁹ L'apprenti se lève à 5 h (6 h en hiver) et se rend à son atelier une heure après. Il rentre à l'orphelinat pour le repas de midi. Le soir, il revient du travail à 18 h pour la leçon de dessin. Le repas est à 19 h et l'orphelin se couche à 20 h 30. Le culte domestique ouvre et clôture la journée.

éducation pratique et d'un métier à apprendre. »⁵⁰ Les orphelins ne sortent de l'asile qu'une fois leur apprentissage terminé ou lorsqu'ils sont en état de gagner honorablement leur vie.

Ce choix du placement externe trouve certainement d'autres explications dans le budget de l'orphelinat. L'apprentissage des garçons coûte en général beaucoup plus cher que celui des filles. « Les orphelins d'ailleurs, tout occupés d'abord de leur éducation et de leur apprentissage, n'ont ni le temps, ni les moyens de s'employer aussi utilement que des filles pour l'institut et le quittent ensuite avant d'avoir pu rien faire pour l'indemniser. »⁵¹ A Castres, l'entretien d'un enfant équivaut à une dépense de 250 francs par an, en moyenne. Ce coût est supérieur à celui des maisons d'orphelines de Nîmes ou de Montauban, mais inférieur à la moyenne nationale. « Dans les orphelinats protestants de France, la dépense de chaque orphelin s'élève approximativement au chiffre de 450 francs. »⁵² Le placement des orphelins à l'extérieur de l'établissement réduit le coût de l'apprentissage. L'asile n'a pas à agrandir ses locaux, ni à financer des machines spécifiques, ni à rémunérer un formateur supplémentaire. Par ailleurs, les élèves ne sont pas rétribués pour leur formation, ils paient l'enseignement qu'ils reçoivent par leur travail. Après recommandation du ministère, l'orphelinat protestant adoucit cette règle. Au bout de six mois et pendant les dix-huit autres que dure l'apprentissage, l'orphelin gagne par son travail environ deux francs par jour à titre d'encouragement. L'argent est remis par le patron au directeur qui le place à la caisse d'épargne. Les enfants sortent de l'orphelinat munis d'un métier et d'un livret de caisse d'épargne⁵³. A leur sortie, « le directeur de l'asile s'assure toujours que les enfants sont capables de gagner leur vie et qu'ils ont du travail assuré au près ou au loin »⁵⁴.

LE CLASSICISME DE L'ORPHELINAT SAINT-JEAN D'ALBI.

A l'origine, le Père Colombier entend simplement fournir un toit aux orphelins, tout en leur donnant une instruction primaire et religieuse ; les enfants seraient ensuite placés comme apprentis dans les établissements industriels de la région. Mais le fondateur ne souhaite pas rendre à la société des enfants de treize ans avec un avenir plus qu'incertain, le destin commun

⁵⁰ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres. Le directeur Salvaire ajoute qu'« à la tête de ces établissements doit se trouver un directeur laïque ».

⁵¹ A.M.C., 16 Z, Brochure du 18 mars 1840.

⁵² P. LAROUSSE, « Orphelinat », *Grand dictionnaire universel...* *Op. cit.*, p. 1504.

⁵³ C. RABAUD, *Op. cit.*, p. 7 : « A la fin de leur apprentissage, les orphelins reçoivent leur livret d'ouvrier [...], un trousseau de départ fixé par le comité et s'il est possible un petit pécule et un livret de caisse d'épargne. »

⁵⁴ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

des orphelins se limitant à l'industrie. Il sent la nécessité d'apprendre une profession aux orphelins ayant dépassé l'âge scolaire, sans les envoyer en ville, source de mauvaises influences⁵⁵. Il veut faire de l'orphelinat une « école d'apprentis composée de divers ateliers où les orphelins travailleraient jusqu'au service militaire pour apprendre un métier »⁵⁶. Lors d'un pèlerinage à Rome, l'Abbé Colombier passe à Turin et rencontre Don Bosco, « illustre apôtre des orphelins »⁵⁷ auquel il est comparé parfois⁵⁸, qui a mis en œuvre un programme d'actions sur la jeunesse mêlant exercices de piété et apprentissage en atelier. Il en revient avec « des notes très précises sur l'organisation des orphelinats salésiens »⁵⁹. De retour à Albi, il crée des ateliers sur le modèle de ceux de Turin. Le prêtre albigeois complètera ces notes, année après année, « en allant visiter à Auteuil l'*Œuvre des apprentis-orphelins* de l'Abbé Roussel (1889) ; au Puy, l'orphelinat de la Roche-Arnaud (1894) ; à Marseille, les orphelinats de Monsieur Fouque et de l'Abbé Timon-David (1895) ; à Lyon, les ateliers de Monsieur Boisard (1895) »⁶⁰.

Le succès rapide de l'institution albigeoise rend bientôt insuffisante la maison donnée par le couvent Notre-Dame. De nombreux dons permettront l'expansion de l'œuvre, notamment un terrain situé au rond-point Saint-Martin où il installe les orphelinats et les ateliers. Le premier atelier en chantier est l'imprimerie⁶¹. C'est l'apprentissage traditionnellement proposé aux garçons dans les établissements privés de bienfaisance⁶². Le Père Colombier achète grâce à un nouveau don de la supérieure de Notre-Dame, le fonds de l'imprimerie catholique Rodière⁶³ dont on amène les machines à Saint-Martin. La nouvelle édition du *Paroissien Rodière* est le premier travail

⁵⁵ J. BARTHES, *Op. cit.*, p. 36.

⁵⁶ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 41.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 43.

⁵⁸ Don Bosco incarne la référence des fondateurs d'orphelinats. Les chroniqueurs n'hésitent pas à l'invoquer lorsqu'un homme d'Eglise conçoit une œuvre charitable à vocation professionnelle, en faveur de l'enfance malheureuse. L'Abbé Colombier apparaît ainsi comme le « Don Bosco du Midi » (cf. le titre de l'ouvrage de G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*) et l'Abbé Roussel, fondateur de l'*Œuvre des orphelins-apprentis* d'Auteuil, est appelé le « Don Bosco de France » (M. GARDET & A. VILBROD, *Les orphelins-apprentis d'Auteuil. Histoire d'une œuvre*, Belin, Paris, 2000, p. 34).

⁵⁹ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 43.

⁶⁰ *Ibid.* Le Père Colombier s'est donc inspiré des Frères-ouvriers de Saint-François-Régis dont la maison-mère se situe à la Roche-Arnaud, mais l'ouvrage ne dit pas si le vicaire albigeois visite leur orphelinat de Peyregoux. Par ailleurs, il faut préciser que l'auteur fait allusion ici aux abbés Jean-Baptiste Fouque et Louis Boisard.

⁶¹ E. RIGAUD, *Op. cit.*, p. 36.

⁶² « L'imprimerie est un secteur qui permet l'apprentissage. » (B. CHARLOT & M. FIGEAT, *Op. cit.*, p. 133).

⁶³ Le fils du fondateur de cette imprimerie, Aimé Rodière (1810-1874), se distingue par une brillante carrière de juriste à Toulouse. Avocat, puis professeur à la Faculté de droit, il participe à la fondation de l'Académie de Législation de cette ville (M. GRESLE-BOUIGNOL, Notice « Rodière », *Les Tarnais... Op. cit.*, p. 277).

de l'imprimerie Saint-Jean (1888)⁶⁴. L'Abbé Colombier abandonne sa charge de vicaire à Saint-Salvy pour s'occuper exclusivement de l'orphelinat car les nouvelles activités de l'établissement nécessitent pleinement sa présence. Marie Navas utilise son expérience commerciale pour organiser l'atelier en tenant compte des ressources et du matériel. Les ateliers d'imprimerie se développent et sortent de leurs presses l'*Albia Christiana*⁶⁵, des tracts, des prières, des biographies et autres bulletins paroissiaux divers. Avec le flux toujours grandissant d'orphelins et l'augmentation du personnel, l'œuvre achète les terrains voisins pour y développer l'orphelinat et agrandir les locaux⁶⁶. La première maison devient le centre névralgique du domaine⁶⁷. « Le régime des orphelinats est celui de la vie familiale »⁶⁸ : à 8 h, après un petit-déjeuner, les orphelins se rendent en classe ou à l'atelier (en fonction de leur âge) jusqu'à midi ; le même schéma s'applique l'après-midi, de 13 h 30 jusqu'au soir. Ajoutons que la prière rythme également cet emploi du temps. Afin de renforcer l'ambiance familiale, le Père Colombier institue à 18 h 30 un entretien collectif, regroupant tous les orphelins, pour effectuer un bilan de la journée, faire la lecture de lettres des bienfaiteurs ou d'anciens apprentis, exposer les projets d'avenir, mais aussi donner des nouvelles du monde⁶⁹. Le dimanche est un jour de repos autour d'autres activités, sportives ou musicales, comme une chorale pour les petits enfants ou une fanfare pour les grands.

De nouveaux métiers complémentaires s'ajouteront à l'imprimerie, comme la reliure ou la phototypie, mais seront aussi créées d'autres formations plus diverses, comme la cordonnerie, la couture, la menuiserie ou encore la sculpture. Des contremaîtres s'occupent de la formation jusqu'au moment où des orphelins formés par eux les remplaceront. L'inauguration de ces nouveaux ateliers s'effectue dès juin 1889. En outre, l'abbé acquiert un vaste jardin près des ateliers de Saint-Martin pour y fonder le « quartier Saint-Jacques » consacré à l'horticulture et au jardinage. Ce dernier choix d'apprentissage permet d'accroître l'autonomie de l'œuvre, en lui fournissant les fruits et légumes.

Le Père Colombier organise un suivi des anciens en leur trouvant une place chez de « bons patrons », c'est-à-dire des employeurs catholiques, ou en les recommandant à des bienfaiteurs. Le chanoine Birot soulignera ces

⁶⁴ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 44.

⁶⁵ Le supplément du mois d'août 1894 de cette revue (n° 11) retranscrit la prise d'habit des Oblates lors de la fondation de la congrégation.

⁶⁶ G. COMBES, *L'Abbé Ernest Colombier... Op. cit.*, p. 39.

⁶⁷ L'œuvre y construit une chapelle. Elle est achevée, avec l'aide des orphelins, en 1889. Aujourd'hui très discrète, située derrière une façade ordinaire de l'avenue de Lattre de Tassigny, elle abrite la tombe du fondateur.

⁶⁸ A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 13.

⁶⁹ H. CAMINADE, « Où en sommes-nous ? », *Op. cit.*

efforts en faveur de la formation professionnelle des orphelins⁷⁰. Par leur action qui dépasse la simple charité religieuse, l'orphelinat Saint-Jean et son fondateur contribuent au mouvement du catholicisme social. En 1893, l'Académie française remet au Père Colombier un prix de 2 500 francs de la fondation Montyon, pour son œuvre charitable. L'établissement compte alors quatre-vingts enfants environ. Le poète François Coppée (1842-1908), lors de son rapport sur les prix de vertu, écrit : « les enfants de ce digne homme possèdent à présent une maison, des terres qu'ils cultivent, des ateliers où ils font leur apprentissage, et Albi, qui n'avait pas d'orphelinat pour les garçons, est très fier du sien et peut le donner pour modèle »⁷¹. La somme est employée à l'achat d'un atelier de lithographie, dans le but de procurer un nouveau métier aux orphelins.

L'orphelinat Saint-Jean occupe une place importante dans l'imprimerie tarnaise. Henri Amalric, futur fondateur en 1903 de l'Imprimerie Coopérative du Sud-Ouest (I.C.S.O.), apporte longtemps l'appui technique nécessaire à l'imprimerie Saint-Jean. En contrepartie, le Père Colombier possèdera symboliquement une part sociale de cette imprimerie coopérative⁷². Ce lien entre l'atelier charitable et l'atelier coopératif illustre encore l'orientation sociale du catholicisme. En 1930, sortent tous les mois des presses de l'orphelinat Saint-Jean, cent quinze bulletins paroissiaux, revues catholiques et autres ouvrages de tous formats, dont les deux périodiques de l'œuvre que sont les *Annales de Notre-Dame du Bon-Conseil* et le *Bulletin des orphelinats agricoles et professionnels de Saint-Jean d'Albi, de Saint-Joseph de Tarbes, de l'Alumnat Sainte-Marie de Lourdes, du Sacré-Cœur de Rouergue, de la maîtrise Sainte-Cécile d'Albi, de la Landelle par Blan, de Saint-Jean de Plaisance*⁷³. L'énumération de ces quelques établissements en titre de ce

⁷⁰ Selon les mots du chanoine Birot, retranscrits par Ernest Rigaud (*Op. cit.*, p. 133) : « L'instruction professionnelle la plus variée leur est distribuée dans des ateliers modèles, pour la direction desquels l'Abbé Colombier sut provoquer le concours de maîtres dévoués et compétents : menuiserie, imprimerie, reliure, cordonnerie, serrurerie, agriculture, viticulture, jardinage, – que sais-je encore ? – tous les métiers sont offerts au choix de ces jeunes gens, et l'œuvre ne les rend à la société que lorsqu'ils sont en mesure d'y faire figure de bons ouvriers. »

⁷¹ *Ibid.*, p. 80.

⁷² Ph. BLOQUE, 1903. *Une imprimerie coopérative albigeoise. Réponse à la question sociale*, I.C.S.O., Albi, 2003. Plus précisément, il s'agit d'une « réponse des catholiques albigeois à la question sociale ». L'I.C.S.O. édite notamment le *Journal du Tarn*, ancienne publication locale, qui défendra les congrégations et les libertés religieuses au début du XX^e siècle.

⁷³ L'orphelinat vit essentiellement du produit de ses ateliers et de ses jardins, ce qui ne l'empêche pas d'en appeler à la charité publique. La deuxième de couverture du *Bulletin des orphelinats agricoles et professionnels* s'intitule « Comment nous venir en aide ? », énumérant les différentes manières : « 1°) Entrez au service du divin maître : dans l'œuvre, comme prêtre ou religieuse ; à l'extérieur, comme coopérateur, bienfaiteur, zélé, associé et même abonné des *Annales*. 2°) Offrez le pain aux orphelins : un repas, 150 francs ; une

bulletin nous amène à évoquer rapidement les maisons secondaires du Père Colombier⁷⁴, ces orphelinats proposant une formation professionnelle adaptée à leur environnement. Nous avons déjà signalé l'orphelinat Saint-Pierre d'Albi, ainsi que les établissements temporaires d'En Calcat (Dourgne) et de La Landelle (Paleville), il s'agit d'énumérer ici les orphelinats extérieurs au département du Tarn. Si l'on excepte l'éphémère orphelinat Saint-Joseph de Montastruc, créé en 1897 dans la Haute-Garonne et qu'il abandonne bientôt à cause d'un différend avec la famille du donateur, l'Abbé Colombier fonde cinq autres orphelinats à Agde (Hérault), Cougousse (Aveyron), Tarbes, Escala et Lourdes (Hautes-Pyrénées)⁷⁵.

II. LES METIERS DU MENAGE ET DE L'AIGUILLE :

Notre travail ne s'intéresse qu'aux ouvriers des orphelinats, c'est-à-dire à cette œuvre charitable féminine complète, parfois appelée « orphelinat-ouvrier ». Nous n'abordons pas les ouvriers des communautés religieuses destinés aux jeunes filles externes. De même, notre étude ne traite pas des ouvriers laïques avec internat, à l'exception de l'établissement Saint-Joseph de Lavar, également appelé « orphelinat Maraval », dirigé par Léontine Maraval et les Filles de Jésus. Sa dénomination, ainsi que la présence des religieuses, le démarquent des autres ouvriers laïques. Nous considérons en effet que ces derniers ne forment pas des orphelinats mais des pensionnats.

Parmi ces initiatives laïques, il faut mentionner pour Albi, l'ouvrier de Blandine Carme qui compte trois couturières « pensionnaires » âgées de treize à quinze ans, et l'ouvrier de Marie Canet qui compte vingt-et-une

journée, 350 francs ; un mois, 10 500 francs. 3°) Adoptez un petit orphelin en assurant son entretien pendant : trois mois, 300 francs ; six mois, 600 francs ; un an, 1 200 francs. 4°) Fondez un lit par un versement de 500 francs. 5°) Faites des dons en nature : timbres oblitérés, bouteilles, plomb, étain, aluminium [enveloppant le tabac, le chocolat, le thé, les tubes de colle, de pommade, etc...], capsules, démêlures de cheveux. 6°) Faites travailler les orphelins-apprentis en leur confiant des travaux : imprimerie, reliure, menuiserie. 7°) Faites des dons et legs en faveur de l'orphelinat Saint-Jean. » La prière est « conseillée à ceux qui ne peuvent pas autre chose ».

⁷⁴ E. RIGAUD, *Op. cit.*, pp. 87 à 96.

⁷⁵ En 1899, il reprend l'orphelinat du Sacré-Cœur à Agde, fondé par le chanoine Deilhes, pour y dispenser une formation de viticulteurs. L'orphelinat Saint-Joseph de Tarbes, est créé par Mademoiselle Lamont qui en abandonne la direction au Père Colombier en 1900. Il y installe des ateliers d'imprimerie et de menuiserie. *La Croix de Lourdes*, journal imprimé à Tarbes, connaît un tel succès que le Père Colombier établit un orphelinat similaire à Lourdes en 1912. Dès l'année suivante, l'œuvre contient un alumnat pour les orphelins ayant choisi la vie religieuse. En 1905, l'abbé reprend également l'orphelinat de l'Immaculée-Conception d'Escala, près de Lannemezan, fondé par la Princesse di Fitalia de Palerme. Il en fait un orphelinat agricole jusqu'en 1923, date à laquelle l'œuvre est reprise par le frère et héritier de la fondatrice. L'orphelinat du Sacré-Cœur à Cougousse, est confié en 1915 au Père Colombier qui le transforme en maison agricole et viticole.

filles « pensionnaires » ayant entre cinq et dix-huit ans (il y aurait une classe dans ce dernier établissement)⁷⁶.

A L'OUVROIR.

A l'origine, l'ouvroir est la pièce d'un établissement congréganiste dans laquelle les religieuses accomplissent des travaux de couture à destination des indigents de leur paroisse. L'ouvroir forme donc primitivement un cadre charitable, interne aux communautés religieuses. Les siècles ajouteront d'autres caractères à cette mission traditionnelle. Lorsque les congrégations prennent en charge l'enseignement féminin, au XVI^e siècle, les religieuses ouvrent cette pièce aux jeunes filles pour en faire des épouses et des mères chrétiennes, vertueuses et aptes aux travaux d'aiguilles. Cette salle prend dès lors une tournure morale ; jusqu'au XX^e siècle, les filles seront d'ailleurs éduquées dans la seule vue de gouverner le foyer domestique⁷⁷. Les filles y préparent leur mariage : elles se composent un trousseau et se constituent un modeste pécule. Pour le XIX^e siècle, Charles Portal note l'existence dans le Tarn de « quelques ouvroirs dont le plus ancien, celui de Castres, remonterait à l'année 1837 »⁷⁸. Il correspond à l'œuvre naissante des Sœurs de l'Immaculée-Conception qui s'installent rue Tolosane avec une trentaine d'enfants dont le tiers est logé dans la maison⁷⁹. L'aspect charitable ne cesse pas pour autant, il se dédouble même : les jeunes filles apprennent à l'ouvroir un état social (celui d'épouse et de mère) en confectionnant des vêtements pour les nécessiteux.

Imprégné de ces conditions charitables et morales, l'ouvroir développe au cours de ce siècle une vocation supplémentaire : l'apprentissage pour les filles des métiers de l'aiguille (couture, coupe, broderie, lingerie, roberie, etc...) et du ménage (nettoyage, blanchissage, repassage, etc...). Selon Maurice Block, qui synthétise une définition traditionnelle, il s'agit d'une « maison de travail destinée à donner aux jeunes filles le bienfait d'une instruction professionnelle spéciale »⁸⁰. L'ouvroir devient un lieu d'enseignement où les filles se forment aux travaux manuels dont la couture reste la base. Cette orientation paraît encore plus systématique lorsque les

⁷⁶ A.D.T., 1 X 15, Lettre du commissaire de police d'Albi au préfet du Tarn du 20 décembre 1898.

⁷⁷ A. GERHARDS, « Enseignement », *Dictionnaire historique... Op. cit.*, p. 224 : « L'éducation des filles pauvres obéit à une toute autre logique [que l'éducation des filles de familles aisées]. Tout en leur enseignant à lire et à écrire, on préfère leur apprendre à gagner leur vie de futures couturières, ravaudeuses, lingères, et accroître la qualification des futures domestiques. »

⁷⁸ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 285.

⁷⁹ G. BERNOVILLE, *Op. cit.*, p. 112 ; M. ESTADIEU, *Notes chronologiques et statistiques... Op. cit.*, pp. 209 et suivantes.

⁸⁰ M. BLOCK, « Ouvroir », *Dictionnaire de l'administration française... Op. cit.*, p. 1441.

filles sont orphelines. En orphelinat, l'ouvroir devient le prolongement naturel de l'éducation des filles qui ont dépassé l'âge scolaire. Ainsi, le couvent de Notre-Dame à Albi établit-il un ouvroir en 1864⁸¹, quelques mois avant la création de l'orphelinat. La proximité temporelle entre les deux initiatives témoigne d'une corrélation évidente. Les deux œuvres charitables se complètent et se mélangeront au point de se confondre. A la fin du siècle, cet orphelinat-ouvroir accueille, selon la direction du domaine, quatre-vingt-huit « ouvrières ou orphelines »⁸². Le choix de la conjonction de coordination n'est pourtant pas des plus judicieux : si les orphelines deviennent toutes des ouvrières, toutes les ouvrières ne sont pas des orphelines.

L'apprentissage relie intimement la notion d'ouvroir à celle d'orphelinat : qu'ils soient confessionnels ou laïques, congréganistes ou protestants, privés ou publics, tous les orphelinats sans exception préparent les jeunes filles aux travaux de l'aiguille et du ménage. Il s'agit, à l'instar du pragmatisme protestant, de « les rendre capables de gagner leur vie »⁸³. C'est tout à la fois un enseignement conforme aux mentalités du siècle et profitable au fonctionnement d'un internat. Ces deux activités représentent l'idéal de l'éducation féminine, ainsi que l'idéal de l'assistance moralisatrice : les filles entrent à l'ouvroir pour apprendre à travailler. Maurice Crubelier démontre qu'à travers l'apprentissage, les filles pourchassent autant un mariage qu'un travail⁸⁴. Par ailleurs, l'éducation ménagère peut directement se mettre en pratique dans l'institution. A l'orphelinat protestant de Brassac, « elles sont élevées à tout faire dans la maison »⁸⁵. Le travail des orphelines comprend alors le nettoyage de l'établissement, ainsi que la confection ou la réparation du linge de sa population.

Certains établissements dépassent le simple cadre de l'ouvroir, comme l'orphelinat Saint-Joseph à Lavaur qui se rapproche davantage de l'atelier industriel par la confection de brosses⁸⁶. Cette particularité s'explique par la présence d'une laïque, Léontine Maraval, à l'origine et à la direction de la maison. Afin de justifier la tournure industrielle de l'établissement, « chaque enfant reçoit exactement le produit de son travail »⁸⁷.

⁸¹ A.P., S.N.D.T., *Notice sur la Révérende-Mère Rose de Latour...* *Op. cit.*, p. 107. Les religieuses détenaient déjà un ouvroir qui ferme en 1848.

⁸² A.D.T., 3 V 94, Lettre de la direction du domaine au préfet du Tarn du 14 avril 1896.

⁸³ A.N., F¹⁹ 20272, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 25 juillet 1890

⁸⁴ M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 127.

⁸⁵ H. de TRIQUETI, *Op. cit.*, p. 39.

⁸⁶ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'établissement Saint-Joseph ; E. CLAVERIE, « Le travail des enfants dans le Tarn au XIX^e siècle », *Revue du Tarn*, n°200, Hiver 2005, pp. 705 à 718.

⁸⁷ A.D.T., 1 X 15, Liste des établissements de bienfaisance existant dans l'arrondissement de Lavaur, indépendamment des hospices et bureaux de bienfaisance du 5 août 1887.

APRES L'OUVROIR.

Le contexte social du XIX^e siècle restreint sensiblement l'avenir des orphelines. L'objectif de l'orphelinat consiste à leur trouver un métier dont elles puissent vivre⁸⁸. « Soucieuses d'armer leurs enfants pour la vie »⁸⁹, les Sœurs de la Sainte-Agonie de Mazamet proposent une formation de puéricultrice, mais dans la majorité des cas, les orphelines sont placées comme domestiques : « filles de service » ou « femmes de chambre »⁹⁰. Les méthodes protestantes ne sont pas différentes et l'orphelinat de Brassac place les filles comme « humbles servantes habituées aux travaux du ménage et de l'aiguille »⁹¹. Quelques jeunes filles s'en retournent travailler au sein de leur famille, c'est notamment le cas dans les orphelinats tenus par les Filles de Jésus de Massac⁹².

Le placement intervient plutôt à la majorité de l'enfant et très rarement avant l'âge de dix-huit ans⁹³. Cette décision est prise en fonction de ses aptitudes, selon le système choisi par les Filles de la Charité⁹⁴, ou sur avis des sœurs, selon le système choisi par les Filles de Jésus⁹⁵. Le refuge de Castres, qui accueille à la fois des repenties et des préservées, recourt au placement en distinguant les deux populations : la sortie des premières demande davantage de circonspection⁹⁶. L'idée revient souvent de la nécessité d'un placement dans une « bonne maison ». Ce critère de qualité, notamment invoqué par la congrégation des Filles de la Charité⁹⁷, suppose un lien entre les familles bienfaitrices et l'établissement congréganiste. Il s'agit de familles aisées, connues des sœurs pour leur soutien financier à

⁸⁸ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la supérieure de Castres au ministre de l'Intérieur du 29 août 1912 : « Quand elles ont passé quelques années dans notre [orphelinat du Sacré-Cœur], nos jeunes filles sont capables de gagner honorablement leur vie. »

⁸⁹ Ch. MANTELET, *Op. cit.*, p. 15.

⁹⁰ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur le refuge de Castres, l'établissement Saint-Joseph de Lavaur, ainsi que les orphelinats de Mazamet.

⁹¹ F. PUAUX, *Op. cit.*, p. 223 ; H. de TRIQUETI, *Op. cit.*, p. 39 ; *Douzième rapport de l'orphelinat protestant de jeunes filles de Brassac... Op. cit.*

⁹² A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'établissement Saint-Joseph de Lavaur ; 3 X 44, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 30 novembre 1895 : « A dix-huit ans, les enfants sont rendues à leurs parents ou placées par les soins, soit de la société de bienfaisance, soit de la congrégation. »

⁹³ A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905.

⁹⁴ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat du Sacré-Cœur de Castres.

⁹⁵ Les orphelines quittent l'orphelinat « quand elles sont jugées par leurs maîtresses en état d'être placées » (A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 24 avril 1911).

⁹⁶ A.D.T., 3 X 47, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 18 novembre 1848 : « lorsque l'administration se voit assurée de leur complet retour au bien ou même sur leur demande ».

⁹⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaires faisant suite à la circulaire ministérielle du 9 août 1881.

l'orphelinat, ou rencontrées à travers d'autres œuvres (visites à domicile, veille des morts), au sein desquelles les orphelines « n'auront sous les yeux que de bons exemples »⁹⁸. Le maire de Mazamet estime que « dans les orphelinats, le choix des familles auxquelles on confie les enfants est mieux fait que dans les établissements de charité. Il y a lieu de favoriser ces placements plutôt que de les livrer à eux-mêmes lorsqu'ils sortent de ces maisons d'éducation »⁹⁹. Il n'y a pas de véritables patronages organisés dans le département, mais plutôt des initiatives personnelles. A Lavaur, Léontine Maraval suit elle-même les filles sorties de son établissement¹⁰⁰. Par ailleurs, l'orphelinat du Sacré-Cœur s'engage à recueillir les enfants « lorsqu'elles se trouvent malades ou sans place »¹⁰¹.

Dans la tourmente anticléricale, les congrégations cessent de faire classe mais conservent leur ouvroir. Lorsque l'établissement parvient à se maintenir, l'ouvroir reste un moyen de continuer une activité auprès des enfants en les gardant après l'âge de treize ans. L'œuvre des ouvroirs survit partout à l'œuvre scolaire¹⁰². Toutefois, le gouvernement craint que le renoncement à l'enseignement ne soit qu'une illusion. Ce sentiment est surtout évoqué concernant les écoles de couture que les sœurs signalent parmi les œuvres poursuivies par ces établissements¹⁰³. Les Filles de la Charité préfèrent développer une « éducation familiale » pour les orphelines ayant dépassé l'âge scolaire, en les formant aux travaux du ménage comme tel est le cas dans les orphelinats de Castres¹⁰⁴, Gaillac¹⁰⁵, Labruguière¹⁰⁶ et Lautrec¹⁰⁷. Elles avancent que leurs établissements forment de « bonnes

⁹⁸ A.D.T., 3 X 47, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 18 novembre 1848.

⁹⁹ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur les établissements de Mazamet. Par « établissements de charité », il faut comprendre « hôpitaux publics ».

¹⁰⁰ *Ibid.*, Questionnaire de 1881 sur l'établissement Saint-Joseph de Lavaur.

¹⁰¹ *Ibid.*, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat du Sacré-Cœur de Castres.

¹⁰² Concernant l'orphelinat des Sœurs de la Miséricorde à Albi : A.D.T., 3 V 26, Rapport du commissaire de police de la ville d'Albi du 3 novembre 1911 ; A.D.T.G., V 50, Lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'Albi au préfet du Tarn du 27 mars 1912. Concernant l'orphelinat des Sœurs de la Présentation à Castres : A.D.T., 3 V 65, Enquête administrative du commissaire de police en date du 28 décembre 1905 sur instruction du sous-préfet de Castres du 21 décembre, au sujet d'un orphelinat existant au couvent de la Présentation, établissement fermé comme enseignant. Concernant l'orphelinat des Filles de la Charité à Gaillac : A.D.T., 3 V 72, Lettre du commissaire de police de Gaillac au sous-préfet de Gaillac du 12 août 1910.

¹⁰³ A.D.T., 3 V 70, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 11 décembre 1903.

¹⁰⁴ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la supérieure de Castres au ministre de l'Intérieur du 29 août 1912.

¹⁰⁵ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 19 décembre 1903.

¹⁰⁶ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la supérieure de Labruguière au préfet du Tarn du 13 septembre 1912.

¹⁰⁷ *Ibid.*, Lettre de la supérieure de Lautrec au préfet du Tarn du 10 septembre 1912.

mères de famille »¹⁰⁸, utiles à la société. Surprises lors des lois anticongréganistes, les Sœurs de la Croix de Lavaur mentionnent désormais toutes leurs œuvres, notamment leurs orphelinats et leurs ouvroirs¹⁰⁹. Le commissaire de police rapporte que la maison-mère, autorisée par un décret du 8 janvier 1924, comporte un orphelinat dans lequel on professe l'enseignement ménager¹¹⁰. Or, si l'enseignement professionnel entre dans le domaine d'application de la loi d'interdiction de 1904, il n'en va pas de même pour l'éducation ménagère¹¹¹. Cette interprétation de la loi prouve que les ouvroirs ne préparent pas les jeunes filles à un métier, mais à un état.

SECTION 2. LES ORPHELINATS DES CHAMPS :

L'enquête générale de 1860 confirme que le service public des enfants assistés coûte cher aux hôpitaux-hospices. Le gouvernement répète que le régime de l'hôpital ne convient pas à l'enfant, à qui il faut « de bonne heure, les fortes habitudes de la vie de famille, l'exemple du foyer, le travail, et surtout le travail agricole »¹¹². Pour les théoriciens de l'assistance, le cadre rural représente l'idéal pour le développement de l'enfant. Selon une croyance alarmiste très répandue dans la bourgeoisie française, la « campagne manque de bras ». Le spectre de l'exode rural, plus que sa réalité, explique bon nombre d'initiatives privées et de mesures publiques. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le principe du placement à la campagne reprend donc de la vigueur. Ce mode de placement ne correspond pas qu'aux garçons, d'autres populations y sont associées : les infirmes et les filles¹¹³, deux groupes statistiques habituellement conservés à l'intérieur de l'hospice. Il faut à tout prix vider les hôpitaux des enfants qui s'y trouvent. « Un enfant infirme peut en effet, à la campagne, rendre de légers services. [...] Quant au travail manuel, au travail à la ferme, les filles y sont singulièrement propres ; les orphelinats ruraux en offrent la preuve irrécusable. »¹¹⁴ Même si la circulaire de 1861 apporte d'autres arguments, on

¹⁰⁸ *Ibid.*, Lettre de la supérieure de Castres au ministre de l'Intérieur du 29 août 1912, Lettre de la supérieure de Lautrec au préfet du Tarn du 13 septembre 1912.

¹⁰⁹ En 1921, la congrégation modifie ses statuts en ce sens : « Article 1^{er}. La congrégation des Sœurs de la Croix dont la maison-mère est établie à Lavaur, est dirigée par une supérieure générale. Conformément à sa règle primitive, elle hospitalise vieillards pauvres et malades, et elle forme des orphelines pour les soins du ménage. » (F. BOUSQUET, *Op. cit.*, p. 343).

¹¹⁰ A.D.T., 3 V 29, Note du commissaire de police du 17 octobre 1924.

¹¹¹ A. RIVET, *Op. cit.*, p. 161 qui cite une décision du Conseil d'Etat du 27 mai 1910.

¹¹² A.D.T., 3 X 18, Circulaire du ministère de l'Intérieur du 1^{er} avril 1861.

¹¹³ « La logique de l'assistance publique est le placement rural, les filles ne sont cantonnées aux travaux d'aiguilles que lorsqu'elles sont incapables de travailler aux champs. » (I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 64).

¹¹⁴ A.D.T., 3 X 18, Circulaire du ministère de l'Intérieur du 1^{er} avril 1861.

a du mal à croire que « ce système n'a pas seulement pour lui la raison financière ».

La condition normale des pupilles de treize à vingt-et-un ans est d'être placés à la campagne, en apprentissage et en domesticité. L'inspecteur des enfants assistés reconnaît que tous les pupilles du département, « à quelques exceptions près », sont employés aux travaux agricoles. « Les enfants de cette catégorie sont, comme de coutume, fort recherchés par les cultivateurs des campagnes, soit pour la garde du bétail, soit pour les travaux des champs. »¹¹⁵ A l'âge de treize ans, les pupilles commencent leur apprentissage du métier de cultivateur¹¹⁶ ; à quinze ans, ils se retrouvent placés à gages, souvent comme domestiques. Les gages, relatifs à l'âge et aux aptitudes de l'enfant, varient de 30 à 150 francs par an. Ces salaires souffrent longtemps de la mauvaise conjoncture économique¹¹⁷, avant d'augmenter au début du XX^e siècle en raison du dépeuplement des campagnes¹¹⁸. « Quelques-uns restent chez leurs nourriciers, qui tout en leur payant des gages, continuent néanmoins à les considérer comme de la famille ; les autres sont placés chez des propriétaires ou des fermiers. »¹¹⁹ Le second cas apparaît bien plus fréquent que le premier. Alors que l'assistance publique espère recréer pour l'enfant un foyer familial, la réalité des campagnes anéantit les illusions de la loi. Lorsque l'enfant atteint sa treizième année et que son gardien ne reçoit plus de pension pour lui, il doit être déplacé¹²⁰. L'argent de la pension, un salaire supplémentaire pour les nourriciers, représente évidemment la raison principale de la demande¹²¹. Ces conditions de placement ne favorisent pas l'apprentissage car les familles d'accueil,

¹¹⁵ J. BEGUE, *Rapport général au préfet du Tarn pour l'année 1876...* *Op. cit.*, p. 24.

¹¹⁶ J. BEGUE, *Rapport général au préfet du Tarn pour l'année 1875...* *Op. cit.*, p. 21 : « D'après les usages suivis jusqu'à ce jour dans le département du Tarn, l'apprentissage consiste à laisser gratuitement l'enfant, jusqu'à la quinzième année révolue, de préférence chez son ancien dépositaire, à la charge par ce dernier de le nourrir, l'entretenir et l'instruire sur les matières qui ont rapport aux travaux de l'agriculture. »

¹¹⁷ Ch. FONNE, *Op. cit.*, p. 23 : « Les gages sont généralement les mêmes que ceux payés aux autres domestiques ; malheureusement, depuis quelques années, à la suite de la crise vinicole et industrielle, ces gages ont beaucoup diminués, et nos pupilles en subissent fatalement les conséquences. »

¹¹⁸ M. TERRIERE, *Op. cit.*, p. 11.

¹¹⁹ Ch. FONNE, *Op. cit.*, p. 22.

¹²⁰ A.D.T., 3 X 21, Rapport de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés pour l'exercice 1899 : « On ne trouve donc guère ici de pupilles qui restent dans la maison où ils ont été élevés. »

¹²¹ A.D.T., 3 X 20, Rapport de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et des enfants moralement abandonnés pour l'exercice 1891 : « Malgré l'élévation des prix de pension, les demandes d'enfants qui me sont adressées proviennent, à peu près exclusivement des familles les plus pauvres ; et quand un cultivateur plus aisé sollicite la remise de l'un de nos élèves, c'est toujours dans le but d'avoir à son service pour la garde de ses bestiaux surtout un petit domestique auquel non seulement il ne donnera pas de gages, mais pour l'entretien duquel en outre il recevra une rémunération. »

n'ayant pas de grandes ressources (petits lopins de terre d'une fertilité relative), il leur est difficile de montrer à l'enfant un travail complet.

Les orphelinats proposent une formation agricole qui se déroule sur le domaine de l'institution. L'âge d'or des orphelinats coïncidant avec l'idéal agraire de l'assistance (I), certains établissements se spécialisent dans l'apprentissage des métiers de la campagne (II).

I. LE VŒU D'UN RETOUR A LA TERRE :

Avec l'instauration de la Troisième République, la commission d'assistance publique examine plusieurs propositions de loi sur une nouvelle organisation de l'assistance publique¹²². Dans cette perspective, le gouvernement diffuse un questionnaire auprès des conseils généraux et d'arrondissement, des sociétés d'agriculture, des associations médicales et des commissions administratives des établissements charitables notamment. Le chapitre 5 de cette enquête aborde l'assistance à l'enfance malheureuse en orientant le propos sur une institution alors en vogue : « Faut-il développer, dans chaque département, l'institution des orphelinats agricoles ? »¹²³. Ce mode charitable devient alors « l'œuvre des œuvres »¹²⁴, le remède à tous les maux de cette fin de siècle.

LA NAISSANCE D'UN MOUVEMENT FAVORABLE AUX ORPHELINATS AGRICOLES.

Les orphelinats agricoles apparaissent comme la solution idéale à deux inquiétudes récurrentes à l'époque : la dépopulation des campagnes et la démoralisation de l'enfance. Le concept de l'orphelinat agricole se situe à la confluence de deux idées : d'abord, les campagnes manquent de bras ; ensuite, les villes regorgent d'orphelins. De ce double constat caricatural, naît une thèse très optimiste : « Deux maladies très graves qui rendent d'une opportunité extrême la formation des orphelinats agricoles [...]. Il ne s'agit de rien moins que de les guérir l'une par l'autre. »¹²⁵ Les partisans de cette théorie appartiennent au courant conservateur du catholicisme social,

¹²² A.D.T., 1 X 5, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 3 décembre 1872. Une première proposition porte sur l'organisation de l'assistance dans les campagnes ; une autre s'intéresse à l'organisation générale de l'assistance publique et à l'extinction de la mendicité.

¹²³ *Ibid.* : « Chapitre 5. Questions 24 à 27. Quel est l'état actuel du service des enfants assistés ? Convierait-il d'apporter des modifications à la législation en cette matière ? Quelles mesures doit-on prendre à l'effet de recueillir dans chaque commune, entretenir et élever les enfants orphelins ou abandonnés ? Faut-il développer, dans chaque département, l'institution des orphelinats agricoles ? »

¹²⁴ M.-F. CHARVAT, *Les orphelinats*, Imprimerie de Jabert, Valréas, 1861, p. 23.

¹²⁵ G. ROUQUETTE, *Les orphelinats agricoles*, Imprimerie de A. Chauvin et fils, Toulouse, 1869, p. 25.

majoritairement composé de grands propriétaires fonciers, étrangers et hostiles au monde industriel.

Ce mouvement des orphelinats agricoles de la seconde moitié du XIX^e siècle, fait écho aux colonies agricoles de la Monarchie de Juillet, qui expriment déjà « le malaise social engendré par la révolution industrielle »¹²⁶. Sous la Seconde République, cette initiative particulière jouit des meilleurs préjugés, alimentée par une littérature favorable¹²⁷. Tous les ministres de la jeune République croient fermement à la réussite de ces structures¹²⁸. Les colonies agricoles poursuivent ce double but : « fournir des bras à l'agriculture et moraliser les jeunes enfants pauvres »¹²⁹. Elles se composent d'établissements pénitentiaires pour jeunes détenus¹³⁰ et d'établissements de bienfaisance pour enfants abandonnés ou orphelins pauvres. Au 1^{er} janvier 1851, la France compte cinquante colonies agricoles dont dix-sept de la première catégorie¹³¹. L'administration de l'Intérieur subventionne surtout ces établissements correctionnels¹³², et d'une manière générale les colonies agricoles ne subsistent que grâce aux dons et subventions. A l'image des espoirs de la Seconde République, les colonies agricoles échouent, l'idée est entièrement abandonnée avant 1860. Dès 1850, les auteurs témoignent de l'insuccès de l'institution : elles coûtent très cher

¹²⁶ C. GAUDRIE, *Op. cit.*, p. 111.

¹²⁷ Chronologiquement : L.-F. HUERNE DE POMMEUSE, *Des colonies agricoles et de leurs avantages*, Imprimerie de Madame Huzard, Paris, 1832 ; A. de VILLENEUVE-BARGEMONT, *Economie politique chrétienne ou recherches sur la nature et les causes du paupérisme en France et en Europe et sur les moyens de le soulager et de le prévenir*, Méline Cans et Cie, Bruxelles, 1837 ; J. de LAMARQUE & G. DUGAT, *Des colonies agricoles établies en France en faveur des jeunes détenus, enfants trouvés, pauvres, orphelins et abandonnés. Précis historique et statistique*, Paris, 1850 ; G. de LURIEU & H. ROMAND, *Etudes sur les colonies agricoles de mendiants, jeunes détenus, orphelins et enfants trouvés en Hollande, Suisse, Belgique, France*, Librairie agricole de la Maison rustique, Paris, 1851.

¹²⁸ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 8 novembre 1848 : « Parmi les essais faits, soit par l'administration, soit par la charité privée, pour l'amélioration du sort des enfants trouvés et leur moralisation, on doit distinguer les colonies agricoles ». Un rapport du ministre de l'Agriculture au Président de la République du 26 avril 1849 sert d'introduction à l'ouvrage de Lurieu et Romand.

¹²⁹ G. de LURIEU & H. ROMAND, *Op. cit.*, p. 304.

¹³⁰ A.N., F¹⁹ 6427. Associations religieuses diverses, Colonie agricole de Mettray, Assemblée générale des fondateurs tenue à Paris le 23 janvier 1842, *Troisième compte rendu des travaux de la société paternelle*, Rapport des directeurs aux fondateurs de la colonie agricole, Paris, Imprimerie de H. Fournier, 1842. Depuis 1839, la célèbre colonie d'Indre-et-Loire a pour but de fixer à la campagne « des enfants sortant de prison et déjà corrompus ; les attacher aux travaux du sol ; les amener au bien ; les rendre honnêtes, reconnaissants, religieux ; les soumettre par la persuasion à la discipline la plus sévère et aux travaux les plus rudes, sans recourir à la force armée, ni à la force brutale ».

¹³¹ J.-B. DUROSELLE, *Op. cit.*, p. 601.

¹³² A.D.T., 3 X 18, Circulaire du ministère de l'Intérieur du 10 août 1844.

et leur impact est finalement limité¹³³. Beaucoup se réduisent « à de simples orphelinats »¹³⁴ ; d'ailleurs, les colonies agricoles de première génération qui subsistent, se transforment en orphelinats agricoles. Les partisans de ces derniers se réclament d'ailleurs directement des colonies agricoles¹³⁵. Malgré l'échec, ils espèrent ressusciter ces institutions : « Lorsqu'on interroge l'expérience générale des orphelinats agricoles, il est permis de concevoir des doutes, puisque la majeure partie de ces établissements fondés en France depuis trente ans ont succombé, après avoir coûté de ruineux sacrifices à leurs fondateurs et à leurs fervents auxiliaires. »¹³⁶

La révolution industrielle entraîne dans son sillage une révolution agricole. La lente mécanisation des campagnes rend la main-d'œuvre moins indispensable. Les villes, bassins d'emplois, deviennent des pôles d'attraction. Ce phénomène de dépeuplement des campagnes s'intensifie à la fin du siècle¹³⁷, engendrant une multiplication des plaintes, mouvement auquel participent les partisans des orphelinats agricoles. En pleine dépression économique, le travail dans l'industrie attire des populations rurales en proie à la misère¹³⁸. « La dépopulation des campagnes s'est développée, depuis quelques années, dans de telles proportions, qu'elle est dès aujourd'hui, une calamité sociale. »¹³⁹ La bourgeoisie¹⁴⁰ s'émue de cette situation et, prônant l'idéal du « bonheur rural », entre en lutte contre cet exode rural qui remet en cause « l'ordre moral » et « la survie de la

¹³³ G. de LURIEU & H. ROMAND, *Op. cit.*, p. 319 : « Les colonies agricoles d'enfants moralisent peu de sujets et forment peu d'agriculteurs. »

¹³⁴ J.-B. DUROSELLE, *Op. cit.*, p. 600.

¹³⁵ A.-M. BLANC, *Les orphelinats de garçons et la Société de patronage des orphelinats agricoles de France*, Editions Privat, Toulouse, 1885, p. 13 : « La France est entrée la dernière dans la pratique des orphelinats agricoles. Ses premiers établissements ne datent que de 1828, tandis que le canton suisse d'Argovie inaugurerait les siens en 1775, et que l'Angleterre, la Hollande et la Belgique ouvraient les leurs immédiatement après. Cette date de 1828 est une date officielle, une sorte d'acte de naissance ; mais en réalité, les orphelinats agricoles ne comptent parmi nous que depuis 1839, époque où l'existence de quelques-uns s'affirme par la ruine du plus grand nombre. » Ces références temporelles correspondent à l'histoire des colonies agricoles. En 1828, la première institution catholique de ce genre est fondée à Mesnil-Saint-Firmin dans l'Oise. L'œuvre se réorganise en 1837 ; Armand de Melun la reprend en main entre 1839 et 1841.

¹³⁶ L. HERVE, *Les orphelinats agricoles en France*, bureaux du Contemporain, Paris, 1868, p. 1.

¹³⁷ J. PITIE, *L'exode rural : bibliographie annotée. France : généralités, régions, départements d'outre-mer*, Université de Poitiers, Centre de Géographie Humaine et Sociale, Poitiers, 1980, p. 17.

¹³⁸ P. MERLIN, R. HERIN & R. NADOT, *L'exode rural, suivi de deux études sur les migrations*, P.U.F., Paris, 1971, p. 35.

¹³⁹ A. de GOUVELLO, *La dépopulation des campagnes, les asiles ruraux et les orphelinats agricoles*, Blériot, Paris, 1869, p. 1.

¹⁴⁰ Essentiellement des avocats, mais aussi des écrivains (J. PITIE, *L'exode rural*, P.U.F., Paris, 1979, p. 27 ; du même auteur, *L'exode rural : bibliographie annotée... Op. cit.*, p. 22).

nation »¹⁴¹. La peur bourgeoise de voir disparaître l'agriculture¹⁴² se trouve accentuée par le souvenir des révolutions politiques et sociales qui ont stigmatisé le siècle¹⁴³. Comme le remarque Jean Pitie, « les mots ne sont pas neutres lorsqu'il s'agit de faits sociaux »¹⁴⁴ : ces auteurs fustigent la lâcheté des migrants, « déserteurs de la vie rurale »¹⁴⁵, qui préfèrent la facilité des villes aux durs labeurs de la campagne¹⁴⁶. « Les orphelinats agricoles ! [...] Cela veut dire, en effet : l'agriculture par les orphelins. »¹⁴⁷ En premier lieu, ces établissements devraient permettre de remplacer les populations parties à la ville par des contingents d'orphelins¹⁴⁸. En second lieu, ces institutions devraient permettre de maintenir ces nouvelles populations sur place en les formant aux travaux agricoles.

Les réactions qui opposent le « bien » rural, au « mal » urbain¹⁴⁹, perçoivent dans l'enfance abandonnée la première cause de désordre social lié à l'urbanisation. Les orphelinats agricoles, en éduquant les garçons, évitent ainsi la hausse de la criminalité. Leurs zéloteurs prétendent organiser le cercle vicieux de la misère afin de la contraindre. « Les éléments principaux de ces institutions ne manquent jamais ; les villes, qui nous ont enlevé une partie de nos travailleurs des champs, seront toujours à même de nous les rendre par la classe si nombreuse des enfants assistés, orphelins pauvres ou abandonnés. »¹⁵⁰ La multiplication de ces orphelinats ruraux se place en première ligne des remèdes contre les maux du siècle¹⁵¹. Toutefois, les théoriciens des orphelinats agricoles doivent faire face à leurs propres

¹⁴¹ J. PITIE, *L'exode rural : bibliographie annotée...* *Op. cit.*, p. 24.

¹⁴² J. PITIE, *L'exode rural...* *Op. cit.*, p. 5 souligne la distinction entre l'exode agricole et l'exode rural.

¹⁴³ G. ROUQUETTE, *Op. cit.*, pp. 25 et 26 : « Le sol est frappé d'appauvrissement dans les forces les plus indispensables à sa vie : les hommes lui manquent. C'est un fait aujourd'hui tellement avéré, qu'il ne se démontre plus : le sol est un immense corps menacé d'anémie ; la question du dépeuplement des campagnes est à l'ordre du jour dans toutes les considérations individuelles et dans toutes les manifestations publiques ; c'est un fait, et il est immense. »

¹⁴⁴ J. PITIE, *L'exode rural...* *Op. cit.*, p. 3.

¹⁴⁵ A. de LA BASTIE, *Question des orphelinats agricoles et des asiles ruraux*, Congrès agricole de Lyon, séance du 22 avril 1869, Imprimerie de A. Vingtrinier, Lyon, 1869, p. 6.

¹⁴⁶ M.-F. CHARVAT, *Op. cit.*, pp. 3 et 4 : « Cette intéressante population rurale bout ; elle s'effraie de son gros travail, s'offense de sa modeste condition, et se laisse trop aisément amorcer par les avantages présumés de la vie urbaine, encore que de poignantes déceptions fassent ordinairement expier leurs imprudences aux émigrants. »

¹⁴⁷ G. ROUQUETTE, *Op. cit.*, p. 22.

¹⁴⁸ A. de LA BASTIE, *Op. cit.*, p. 7 : « Si l'on veut guérir les maux du passé et rendre à nos campagnes petit à petit les bras qu'elles ont perdus, il n'est pas de moyen plus efficace qu'une sorte de colonisation rurale à l'aide d'orphelinats agricoles. »

¹⁴⁹ J. PITIE, *L'exode rural...* *Op. cit.*, p. 25.

¹⁵⁰ A. de LA BASTIE, *Op. cit.*, p. 7 : « De plus, on trouve au sein des villes un grand nombre d'enfants orphelins, délaissés ou mal entourés ; faute de surveillance et de bonne direction, ils arrivent souvent à peupler nos pénitenciers d'abord et nos prisons ensuite. »

¹⁵¹ A.-M. BLANC, *Op. cit.*, p. 2.

contradictions. Ces établissements vivent avant tout de leur production, c'est-à-dire du travail de leurs pensionnaires. Or, pour qu'un établissement se suffise à lui-même et survive, il ne peut recevoir que des enfants de plus de douze ans, car avant cet âge les orphelins sont rarement productifs et coûtent plus qu'ils ne rapportent¹⁵². L'exigence d'une pension avant l'âge de quinze ans permet de pallier les difficultés de lancement de l'œuvre. D'un autre côté, ces auteurs pensent que ces enfants doivent être admis très tôt, avant l'âge de huit ans, afin d'éviter qu'ils ne contractent de mauvaises habitudes¹⁵³. L'orphelinat agricole forme un cadre de vie où les instructions morale et professionnelle rythment l'apprentissage de l'enfant. Les projets entendent « habituer » les enfants aux travaux des champs et les installer en milieu rural avec un état, ce qui suppose une stabilité sociale ou professionnelle. Les optimistes espèrent « une foule de bons domestiques, des journaliers probes et plus tard d'excellents fermiers, peut-être même des régisseurs de fermes expérimentés »¹⁵⁴. La plupart du temps, les enfants demeurent au bas de l'échelle sociale agricole, vaquant à des emplois de domestiques.

LA SUPERIORITE DES ORPHELINATS AGRICOLES.

« De tous les moyens de recueillir les enfants abandonnés et les orphelins indigents, et de leur assurer les bienfaits d'une éducation solidement profitable à eux-mêmes et à la société, il n'en est aucun qui puisse rivaliser avec les institutions nommées orphelinats agricoles. »¹⁵⁵ Ces théoriciens développent toute une argumentation comparative aux accents paternalistes. Les orphelinats agricoles seraient supérieurs non seulement aux placements à la campagne de l'assistance publique, mais aussi aux autres orphelinats, industriels, situés eux en ville.

Les orphelinats de filles sont, par tradition, plus nombreux que ceux de garçons. Les concepteurs des orphelinats agricoles aspirent à équilibrer les forces charitables, les travaux de l'agriculture convenant particulièrement bien à l'éducation des garçons. Mais ils n'excluent pas la création d'institutions pour les filles, meilleures selon eux que les orphelinats-ouvriers urbains. Ces derniers participent mal à leur idéal d'ordre moral, car ils ne rééquilibrent pas la démographie entre les villes et les campagnes : « Au lieu de cette foule de couturières, modistes, femmes de chambre et

¹⁵² J. LEJEUNE, « Les orphelinats agricoles dans le Haut-Rhin », *La Revue de l'Est*, novembre-décembre 1865, Imprimerie de Rousseau-Pallez, Metz, p. 13.

¹⁵³ A. de LA BASTIE, *Op. cit.*, p. 14 : « Il est essentiel de prendre l'enfant en bas âge, avant qu'il ait eu le temps de se dépraver dans le vagabondage et le contact des mauvais camarades. »

¹⁵⁴ M.-F. CHARVAT, *Op. cit.*, pp. 8 et 9.

¹⁵⁵ L. HERVE, *Op. cit.*, p. 5.

bonnes d'enfants, toutes professions déjà encombrées et pleines de périls, ne serait-il pas plus avantageux de former de bonnes servantes de ferme ? »¹⁵⁶

Les partisans des orphelinats agricoles, le député Gouvello en tête, critiquent les méthodes de l'assistance publique à l'enfance. S'ils savent apprécier la théorie du placement des enfants assistés à la campagne, ils en rejettent la pratique, en raison tout d'abord des incertitudes entourant les qualités de la famille d'accueil, puis de la modicité des pensions accordées pour la nourriture, l'entretien et l'éducation de ces enfants¹⁵⁷. La création d'un corps d'inspecteurs départementaux apporterait, selon eux, la preuve du mauvais fonctionnement des placements de l'assistance publique. Les dysfonctionnements de l'industrie nourricière seraient à l'origine des forts taux de mortalité que connaît cette population en particulier : « Le tueur de ces nourrissons, c'est l'absence d'air. »¹⁵⁸ Par la loi du 23 décembre 1874, les pouvoirs publics organisent une protection spéciale des enfants du premier âge.

Les défenseurs de la campagne désapprouvent les orphelinats urbains, leurs pendants agricoles les surpasseraient sur deux fronts, « sous le rapport physique » et « sous le rapport moral »¹⁵⁹. Quant à la santé de l'enfant, nous retrouvons ici l'apologie du « bon air de la campagne »¹⁶⁰, par opposition à l'air vicié de la ville bouleversée par la révolution industrielle¹⁶¹. Dans le prolongement de cette idée, les considérations physiques percent : les travaux des champs donnent à l'enfant une force musculaire que l'apprentissage en atelier ne lui donne pas. L'orphelinat agricole transforme les enfants abandonnés en « citoyens robustes pour la patrie »¹⁶², c'est-à-dire qu'ils fournissent une meilleure production économique mais aussi une meilleure armée. L'argument éveille une résonance particulière après la

¹⁵⁶ A.N., F¹⁹ 6427, *Petits orphelinats de jeunes filles dans les campagnes*, Imprimerie Simon Baçon et Cie, Paris, 1858.

¹⁵⁷ A. de GOUVELLO, *Op. cit.*, pp. 3 et 4 : « L'idée de placer les enfants à la campagne, de les y faire élever et adopter quelquefois par des familles de cultivateurs, était excellente ; [...] mais il y a loin de la théorie d'une semblable méthode à sa mise en pratique. »

¹⁵⁸ G. ROUQUETTE, *Op. cit.*, pp. 37 et suivantes : « Le bourreau, bien involontaire assurément, c'est le système en vigueur, c'est la vieille routine administrative qui n'est pas au niveau du mal présent. Faut-il le dire ? Ce sont les nourrices salariées, leur incurie, l'absence d'un contrôle assez vigilant sur elles. »

¹⁵⁹ A.-M. BLANC, *Op. cit.*, p. 8.

¹⁶⁰ J. LEJEUNE, « Les orphelinats agricoles dans le Haut-Rhin », *Op. cit.*, p. 13 : « Le travail dans la campagne où au moins toutes les récréations passées au grand air, dans une atmosphère pure, exercent sur ces jeunes natures une influence très salutaire. »

¹⁶¹ A.-M. BLANC, *Op. cit.*, p. 8 : « Au lieu de l'air condensé, souvent vicié de l'usine et de l'atelier, l'orphelin rural respire à pleins poumons les brises de la campagnes, les émanations fortifiantes des bois, des prés, des plantes et des champs. »

¹⁶² *Ibid.* : « Au lieu d'une occupation où la main seule s'exerce, il y a un travail auquel tous ces membres doivent concourir, et qui donne à ses muscles la force en même temps que la souplesse. »

défaite contre la Prusse. « L'orphelinat agricole garde à tous les points de vue sa supériorité sur l'orphelinat citadin et industriel. Moins coûteux à fonder et à entretenir, il donne à la production nationale des instruments plus nécessaires ; il prépare à la société des serviteurs et des chefs de famille plus robustes, plus indépendants. »¹⁶³ Quant à la moralité de l'enfant, le fonctionnement de ces structures se fonde sur la même discipline que dans tout autre orphelinat. La critique porte moins sur la vie intérieure de ces orphelinats que sur la vie extérieure. Le principal inconvénient de l'orphelinat urbain reste son environnement. Les orphelinats agricoles, se situant à distance de la ville, évitent ainsi la contamination morale des enfants¹⁶⁴. Pour les partisans des asiles ruraux, la ville du XIX^e siècle est source de tous les maux de la société : pendant sa formation, la rumeur de la ville apporterait à l'enfant le mauvais exemple et le mauvais conseil¹⁶⁵ ; après sa formation, l'enfant tomberait dans les pièges de la ville¹⁶⁶. A travers ces arguments paternalistes perce une critique plus générale de la société industrielle, qui appartient aux courants du catholicisme social.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES ORPHELINATS AGRICOLES ET DES ORPHELINS ALSACIENS-LORRAINS.

En 1865, Amédée de Gouvello, futur député du Morbihan, fonde à ses frais deux orphelinats agricoles sur ses fermes du Loir-et-Cher, l'un à Nourray, l'autre à Huisseau-en-Beauce. Il en confie le fonctionnement à des congrégations religieuses. Quelques années plus tard, il fonde la *Société de patronage des orphelinats agricoles* afin de multiplier sur tout le territoire les structures rurales destinées à recueillir, élever et moraliser les orphelins pauvres. La société accorde des subventions aux directeurs des établissements ruraux, et surtout aux fondateurs d'orphelinats nouvellement installés¹⁶⁷. « Il s'agit de mettre en pratique, d'abord dans quelques départements, puis sur une plus vaste échelle, un système nouveau et complet, d'après lequel les orphelins, confiés de bonne heure à des sœurs spéciales dans des asiles ruraux, puis placés dans des orphelinats agricoles fondés sur des bases nouvelles, resteraient à leur majorité, sous une tutelle

¹⁶³ L. HERVE, *Op. cit.*, p. 1. L'échec des colonies agricoles démontre que les coûts de fondation et de fonctionnement ne sont pas négligeables, contrairement aux affirmations de l'auteur.

¹⁶⁴ J. LEJEUNE, « Les orphelinats agricoles dans le Haut-Rhin », *Op. cit.*, p. 13.

¹⁶⁵ A.-M. BLANC, *Op. cit.*, p. 9 : « Nous connaissons les orphelinats des villes ; nous avons été témoins de la régularité de la vie intérieure de ces établissements, de la discipline qui y préside à tous les exercices, soit de travail, soit de piété. Mais avez-vous remarqué comme les bruits du dehors y parviennent facilement ? Tantôt ce sont des visites que l'on reçoit et pendant lesquelles on échange bien des confidences loin de l'oreille des surveillants. »

¹⁶⁶ M.-F. CHARVAT, *Op. cit.*, p. 7.

¹⁶⁷ A.-M. BLANC, *Op. cit.*

bienveillante et officieuse de comités locaux composés de personnes charitables, et surtout de grands propriétaires, qui leur faciliteraient le moyen de s'établir à la campagne. »¹⁶⁸

L'œuvre s'organise crescendo : une ambition, deux institutions, trois populations. L'ambition de la société est d'attacher les enfants à la terre en leur donnant le goût du travail agricole. Le projet distingue deux institutions selon l'âge des orphelins : l'asile rural accueille les enfants d'âge scolaire, l'orphelinat agricole¹⁶⁹ les prend en charge après leur treizième année. Ces établissements charitables se situent au point de rencontre de trois populations : les grands propriétaires terriens qui peuvent céder une ferme et des champs, les orphelins qui cultivent et exploitent le domaine, et les congrégations religieuses qui encadrent les enfants et dirigent la structure. Les congrégations de femmes s'occupent généralement des asiles ruraux, tandis que les congrégations d'hommes dirigent les orphelinats agricoles. Des congrégations masculines, « telles que celles de Saint-Viateur, Saint-Gabriel, Saint-François-Régis, Saint-François-d'Assise, les prêtres Salésiens, les Frères du Saint-Esprit, les Trinitaires, les religieux de la Croix, les Frères de Saint-Pierre-aux-Liens, les Frères des Ecoles Chrétiennes »¹⁷⁰ peuvent s'occuper d'agriculture. « Mais il n'y a guère, à proprement parler, qu'une seule congrégation de frères agriculteurs, celle de Saint-François-Régis, dont la maison mère est au Puy et dont les quelques établissements fonctionnent à merveille. »¹⁷¹ Leur présence dans le Tarn, à Peyregoux, méritera une étude particulière dans le second paragraphe de cette section.

C'est dans le cadre de cette société que se met en place l'œuvre des orphelins d'Alsace-Lorraine, après le conflit de 1870. Elu à la députation au lendemain de la guerre, le marquis de Gouvello pense intégrer les orphelins des régions d'Alsace et de Lorraine, conquises par la Prusse, au programme des orphelinats agricoles. Il crée en 1873 le *Comité des orphelins d'Alsace-Lorraine*¹⁷². La charité prend alors une tournure nettement patriotique en cherchant à rattacher à la France des enfants « menacés de devenir allemands malgré eux »¹⁷³. Lors de ses excursions en Alsace-Lorraine, le député revient avec des enfants qu'il place dans les asiles ruraux et orphelinats agricoles de la société. En trente ans d'existence, le comité adoptera six cent douze

¹⁶⁸ *Asiles ruraux et orphelinats agricoles*, Société de patronage des orphelinats agricoles et des orphelins alsaciens-lorrains, Paris, 1904, p. 5.

¹⁶⁹ Ce type d'établissement peut proposer une spécialité horticole ou viticole (A.-M. BLANC, *Op. cit.*).

¹⁷⁰ A.-M. BLANC, *Op. cit.*, p. 22.

¹⁷¹ L.-E. CAVALIER, *L'orphelinat d'Avermes et les providences agricoles de Seillon*, Rapport lu en séance générale du Congrès des œuvres catholiques tenu à Moulins du 21 au 25 septembre 1896, sous la présidence de Monseigneur Dubourg, H. Durond, Moulins, 1896.

¹⁷² H. BROCHIN, « Orphelinat », *Dictionnaire encyclopédique...* *Op. cit.*, p. 584.

¹⁷³ *Asiles ruraux et orphelinats agricoles...* *Op. cit.*, p. 7.

orphelins dont un peu moins de la moitié trouvent une place en orphelinat¹⁷⁴. Le comité ramènera sept fois plus de garçons que de filles.

Au total, cette société de bienfaisance s'organise autour de trois organismes : l'œuvre des orphelinats agricoles qui est en relation avec une trentaine d'établissements où elle place des enfants et qu'elle subventionne ; l'œuvre des orphelins d'Alsace-Lorraine qui entretient les enfants transplantés des zones occupées ; une société anonyme qui possède quinze propriétés agricoles dont des orphelinats¹⁷⁵. Il s'agit donc d'un projet charitable considérable qui aura un impact dans le département du Tarn à travers l'orphelinat agricole de Peyregoux.

II. LES METIERS DE LA CAMPAGNE :

Dans le Tarn, aucun orphelinat de filles ne propose une formation uniquement agricole. Seuls les orphelinats du Gos (Sœurs de Saint-Joseph) et de Massac (Filles de Jésus) initient les jeunes filles aux travaux des champs. Cette occupation, différente de l'éducation ménagère habituelle, se comprend au regard de l'environnement de ces établissements. Le Gos et Massac ressemblent davantage à des hameaux qu'à des villages, et se composent d'une petite dizaine de maisons. La campagne domine les environs. L'orphelinat est de loin la bâtisse la plus grande du lieu. Au Gos, les fillettes « sont occupées à divers travaux agricoles, principalement à la garde des bestiaux car l'établissement exploite une propriété lui appartenant »¹⁷⁶. Isolée dans la montagne tarnaise, la communauté pratique l'agriculture depuis longtemps, les orphelines servant de main-d'œuvre. Au contraire, l'agriculture est une activité récente pour les Filles de Jésus de

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 18 : « Depuis la fondation, six cent douze orphelins ont été adoptés : dix-sept sont morts, cent quatre-vingt-sept ont été placés et sont employés dans des familles ; les autres sont placés comme il suit : deux-cent quarante-quatre dans les asiles et orphelinats agricoles, onze dans les écoles professionnelles d'agriculture, trente-trois étudiants, novices, instituteurs, cinquante-deux ouvriers agricoles, jardinier, etc..., vingt-trois professions diverses, quarante-trois militaires, engagés volontairement ou appelés. »

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 23 : 1°) L'asile rural de Kerhars (Morbihan) dirigé par des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, recevant les enfants de quatre à treize ans. 2°) L'orphelinat agricole, horticole et viticole de Kerbot (Morbihan), dirigé par les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis, recevant les enfants de treize à dix-huit ans. 3°) L'asile horticole d'Annecy (Haute-Savoie), dirigé par des religieuses de Notre-Dame des Orphelins, recevant les enfants de six à quinze ans. 4°) L'orphelinat agricole de Nourray (Loir-et-Cher), dirigé par les Frères-ouvriers de Saint-François-Régis, élevant des orphelins de dix à dix-huit ans. 5°) L'orphelinat rural de Huisseau-en-Beauce (Loir-et-Cher) pour les filles, sous la direction des religieuses de l'Immaculée-Conception. Ces deux derniers établissements seront supprimés après les lois anticongréganistes.

¹⁷⁶ A.D.T., 3 V 88, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 28 mai 1904, Lettre du préfet du Tarn au Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, du 26 novembre 1904.

Massac qui diversifient leurs œuvres après les lois anticongréganistes. Cet enseignement apparaît comme une activité complémentaire¹⁷⁷. Elles recueillent « des enfants dont la constitution débile nécessite l'air de la campagne »¹⁷⁸, qu'elles forment notamment aux travaux agricoles. Toutefois, dans l'idéal charitable d'avant-guerre, l'apprentissage des métiers de la campagne convient mieux aux garçons. Le Tarn dénombre un seul véritable orphelinat agricole, situé à Peyregoux¹⁷⁹.

LES AVANTAGES D'UN ORPHELINAT AGRICOLE.

Les Frères de Saint-François-Régis dirigent des asiles pour jeunes garçons orphelins. « Ils ont pour fin première de former de bons cultivateurs habitués aux rudes labeurs de l'agriculture. »¹⁸⁰ L'orphelinat de Peyregoux ressemble donc à une ferme-école : après un bref enseignement primaire, les orphelins apprennent surtout à cultiver les champs. Dans le prolongement du décret du 3 octobre 1848 qui institue les fermes-écoles, deux arrêtés ministériels de 1849 créent les établissements de Bruyère, commune de Moularès (10 avril) et de Mandoul, commune de Carbes (30 novembre)¹⁸¹. Mais le Second Empire sonne très vite le glas de ces institutions. Le décret du 17 décembre 1852 entraîne une suppression massive des fermes-écoles dont celle de Bruyère. « On s'en tint à la ferme-école de Mandoul, d'autant mieux que les Frères ouvriers de Saint-François-Régis venaient de créer à Peyregoux, canton de Lautrec, une colonie agricole. »¹⁸² Lorsque la ferme de Mandoul disparaît en 1872 avec la grande dépression de l'agriculture, ne reste dans le département que l'orphelinat Saint-Alexis pour jouer ce rôle d'école agricole. L'Etat reconnaît longtemps l'utilité de ces orphelinats en les subventionnant, non seulement pour leur rôle agricole mais aussi pour leur rôle social. « Les asiles, colonies et orphelinats agricoles relèvent pour la plupart d'administrations étrangères au ministère ayant la tutelle de

¹⁷⁷ A.D.T., 3 V 57, Lettre du maire de Massac au préfet du Tarn du 25 août 1905. Les orphelines « reçoivent une instruction primaire, une éducation ménagère et même un enseignement professionnel, conforme à leurs goûts et à leurs aptitudes. »

¹⁷⁸ *Ibid.*, Lettre du maire de Massac au sous-préfet de Lavaur du 24 avril 1911 : « Après l'âge de la scolarité, les jeunes filles sont occupées en tenant compte de leur aptitude à des travaux qui leur permettent de gagner leur vie (préparation au brevet de capacité, couture, repassage, ménage, travaux agricoles). »

¹⁷⁹ L'orphelinat de La Landelle, situé sur la commune de Paleville, proposera également des activités agricoles à partir de 1920, mais nous disposons de trop peu de sources pour en faire une étude complète.

¹⁸⁰ A.N., F¹⁷ 12477, Lettre du Préfet de la Haute-Loire au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes du 16 mars 1852.

¹⁸¹ S. BOISSON, *L'enseignement agricole dans le Tarn de 1848 à 1940*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-Marc Olivier, Université de Toulouse – Le Mirail, Toulouse, 2002. L'auteur mentionne l'orphelinat de Peyregoux dans sa conclusion.

¹⁸² Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 386.

l'agriculture (Intérieur, Justice, etc.). Ils bénéficient toutefois de subventions des services de l'agriculture. »¹⁸³

Le but de l'œuvre est de maintenir ces enfants à l'écart du travail des villes. Les frères souhaitent donner aux orphelins une formation qui leur permette de s'établir à la campagne. En cette période de révolution industrielle, très difficile pour les classes pauvres, où sont liés dépeuplement des campagnes et misère ouvrière en ville, il s'agit de donner à ces enfants une utilité sociale et l'attrait de la terre¹⁸⁴. Lorsqu'il sollicite l'aide départementale, le directeur de l'orphelinat n'oublie jamais de répéter que l'établissement a pour but « de recueillir les orphelins, de les élever chrétiennement, de leur donner l'instruction nécessaire à leur position, et, en les habituant aux travaux des champs, de les détourner du séjour des villes où ils grossissent trop souvent le nombre des mécontents et des émeutiers »¹⁸⁵. La situation géographique de l'établissement semble propice à une telle œuvre. Le domaine se situe à quatorze kilomètres de Castres et vingt-six kilomètres d'Albi, sa position centrale dans le département paraît être avantageuse pour l'accueil des orphelins, mais aussi pour l'approvisionnement de la maison ou l'écoulement des produits de la ferme. « On pourra s'y rendre de tous les côtés avec la plus grande facilité, par la voie ferrée et la route ordinaire. »¹⁸⁶ Le directeur laisse entrevoir au préfet que son orphelinat agricole pourrait avoir des effets bénéfiques pour l'économie du pays tarnais¹⁸⁷. « L'établissement rend quelques services au département en formant des ouvriers agricoles capables, dont quelques-uns deviennent chefs en culture dans des domaines importants. »¹⁸⁸

Le nombre des orphelins habituellement entretenus est de trente-cinq à quarante-cinq, ils y séjournent en moyenne six ans. « Sont reçus chaque année environ six ou sept enfants »¹⁸⁹. L'instruction scolaire que les enfants reçoivent est classique, « mais elle a l'étendue et la solidité qui conviennent à de futurs ouvriers ou agriculteurs »¹⁹⁰. Un frère se charge de faire la classe aux enfants. L'accent est surtout mis sur la formation agricole, à peine « quelques heures par jour sont consacrées à l'enseignement »¹⁹¹. La vie

¹⁸³ Th. CHARMASSON, A.-M. LELORRAIN & Y. RIPA, *L'enseignement agricole et vétérinaire de la Révolution à la Libération*, I.N.R.P., Paris, 1992, p. 682.

¹⁸⁴ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 10 juillet 1870.

¹⁸⁵ *Ibid.*, Lettre du Frère Boudouil au préfet du Tarn du 24 juillet 1872.

¹⁸⁶ A.D.T., 3 V 35, Lettre de l'Abbé Maurin, supérieur de Peyregoux, au préfet du Tarn, non datée (mais vraisemblablement vers les débuts de l'œuvre, pour recommander l'orphelinat de Peyregoux).

¹⁸⁷ A.D.T., 3 X 44, Lettre du Frère Boudouil au préfet du Tarn du 19 juillet 1872.

¹⁸⁸ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 22 août 1887.

¹⁸⁹ *Ibid.*, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 3 juin 1880

¹⁹⁰ *Ibid.*, Lettre de l'archevêque d'Albi au préfet du Tarn du 13 juillet 1875.

¹⁹¹ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du Tarn du 22 août 1887.

rurale dicte d'ailleurs le rythme scolaire, il n'y pas de régularité : la saison des grands travaux abrège la classe dont les horaires sont compensés les jours de mauvais temps. « La classe délasse du travail, le travail délasse de l'étude »¹⁹², mais l'agriculture laisse finalement peu de temps pour l'enseignement dans ces établissements¹⁹³. Le programme d'une journée normale varie selon la saison¹⁹⁴.

LES INCONVENIENTS D'UN ORPHELINAT AGRICOLE.

Les enfants sont admis dans l'établissement de neuf à douze ans et ils doivent y rester au moins jusqu'à dix-neuf ans. Ces âges tardifs d'admission et de sortie s'expliquent par la nature de l'apprentissage : les travaux des champs exigent un certain développement physique. Pour une institution qui vit de sa production, c'est aussi une question de rentabilité, les jeunes enfants sont improductifs au contraire des adolescents. L'établissement de Peyregoux vit donc essentiellement des revenus de la propriété dont la superficie approche la centaine d'hectares. La culture du domaine agricole permet l'autonomie, voire l'autarcie, de ces asiles (consommation et vente)¹⁹⁵, mais elle implique la présence d'un certain nombre d'orphelins. La période d'apprentissage d'un enfant, c'est-à-dire la période qui s'écoule de son entrée dans l'institution à ses débuts aux champs, coûte plus qu'elle ne rapporte à la congrégation. « Les admissions faites depuis l'année dernière nous ont donné de tout jeunes enfants qui ne peuvent être encore d'aucun secours pour nous. [...] Le produit des terres est insuffisant. Les orphelins que nous avons recueillis sont jeunes, et le travail qu'on leur demande est loin de couvrir les dépenses nécessaires pour leur entretien. »¹⁹⁶ Les enfants qui travaillent reçoivent un franc par mois. Les ressources de la ferme varient selon la qualité des récoltes et les dons ne sont pas quantifiables. Il est donc assez difficile d'établir de façon exacte la nature et l'importance des ressources qui permettent à la congrégation d'assurer le fonctionnement et l'entretien de l'établissement de Peyregoux, jusqu'à ce que la réglementation

¹⁹² *Ibid.*, Lettre de l'archevêque d'Albi au préfet du Tarn du 13 juillet 1875.

¹⁹³ L'essentiel reste l'instruction agricole avec par contre « un minimum de connaissances » (C. GAUDRIE, *Op. cit.*, p. 297).

¹⁹⁴ En été, les enfants se lèvent tôt, vers 4 h 30, et vont en classe de 5 h à 7 h, après quoi ils déjeunent ; ils se rendent au travail de 7 h 30 à midi. Après le repas, ils entrent en récréation jusqu'à 13 h 30. Ils travaillent ensuite jusqu'au soleil couchant (avec une légère collation à 16 h). En hiver, les enfants se lèvent à 5 h et vont en classe de 5 h 30 jusqu'à 7 h 30. Ils déjeunent aussitôt après. Ceux qui ont atteint l'âge de quinze ans se rendent au travail, les autres retournent en classe. A midi, ils prennent leur repas, puis ils travaillent tous de 13 h à 17 h. Cet emploi du temps semble très chargé, mais les enquêtes soulignent la santé et la moralité excellentes de ces enfants (A.D.T., 3 X 44, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 3 juin 1880).

¹⁹⁵ C. GAUDRIE, *Op. cit.*, pp. 173 et 215.

¹⁹⁶ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 10 juillet 1870.

républicaine impose aux congrégations la tenue de comptes financiers annuels¹⁹⁷. Le conseil général du Tarn accordera des aides financières à l'œuvre dans le but d'améliorer notamment les possibilités d'accueil du site¹⁹⁸.

Grâce au secours financier du département, la congrégation entreprend une politique d'agrandissement de ses locaux. Les installations premières apparaissent fort modestes, mais la construction de bâtiments beaucoup plus étendus pouvant recevoir jusqu'à cent orphelins est en projet¹⁹⁹. Des améliorations sont aussi apportées à l'enseignement technique : sont construites des granges, des caves, des écuries, autant de bâtiments pour de nouvelles matières agricoles à enseigner aux enfants. Les Républicains dénonceront ces extensions qui se font, selon eux, au détriment des orphelins. La rémunération accumulée d'un franc par mois forme un pécule remis aux enfants à leur sortie, avec un trousseau s'ils restent jusqu'à dix-neuf ans²⁰⁰. Mais ce pécule est insignifiant, les avantages sont loin de valoir ceux attribués par l'Etat aux enfants assistés. « Les pupilles du département

¹⁹⁷ A.D.T., 3 V 35, Relevé des comptes de l'année 1899, fait le 20 juillet 1900, à titre d'exemple :

RECETTES (en francs)		DEPENSES (en francs)	
Céréales et autres produits agricoles	1 827,45	Comestibles	1 541,75
Vins	2 794,05	Combustibles et éclairage	339,20
Vacherie	1 531,50	Lingerie, vestiaire, blanchissage	891,15
Bergerie	576,00	Mobilier corporel	882,40
Porcherie et basse-cour	1 145,30	Mobilier agricole	990,60
Recettes diverses	528,95	Mobilier scolaire	45,75
Récompenses des sociétés de bienfaisance	1 574,75	Gages et honoraires	1 775,90
Cotisations des dames patronnesses	536,50	Voyages et correspondances	484,40
Secours pour les trousseaux des enfants	181,50	Engrais, entretien des animaux	975,65
Dons et accessoires	543,20	Pharmacie et cultes	181,25
		Récompenses aux enfants	350,75
		Constructions et réparations	2 023,95
		Service de la dette	221,00
		Imposition	886,70
		Assurance	179,75
TOTAL	11 299,2	TOTAL	11 271,2
Boni : 28, 00			
Avoir en caisse pour servir aux premiers paiements à effectuer en 1900 : 224,35			

La colonne relative aux recettes indique que l'orphelinat Saint-Alexis propose une formation agricole diversifiée, dans laquelle la viticulture occupe une grande place. Les sommes provenant de la charité privée ne sont pas non plus négligeables : leur total atteint 2 835,95 francs en additionnant les quatre dernières lignes des recettes. La colonne relative aux dépenses fait apparaître un écart important entre les « récompenses aux enfants » et les « constructions et réparations », mais témoigne également des nombreuses charges qui pèsent sur un orphelinat agricole.

¹⁹⁸ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 10 juillet 1870 : « Sur la bienveillante initiative de vos prédécesseurs, le conseil général du Tarn a voté une première fois et maintenu ensuite une allocation de deux milles francs en faveur de l'orphelinat agricole de Saint-Alexis. »

¹⁹⁹ *Ibid.*, Lettre du Frère Boudouil au préfet du Tarn du 24 juillet 1872.

²⁰⁰ *Ibid.*, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 30 juin 1881.

gagnent en effet chez les cultivateurs cent francs environ par an et souvent plus, tandis que l'association de Saint-François-Régis n'attribue aux siens que douze francs par an.»²⁰¹ Le travail des orphelins constitue une des principales ressources de l'œuvre en augmentant d'année en année la valeur de la propriété de Peyregoux. En revanche, la part allouée aux pupilles de l'œuvre est trop restreinte. Les rapports d'enquêtes portent réclamation de l'augmentation de cette bourse : « Il conviendrait d'augmenter le salaire mensuel d'année en année afin de constituer aux jeunes travailleurs un pécule de sortie suffisant. Ce serait un moyen d'émulation très efficace et vous seriez d'autant mieux fondé à réclamer cette amélioration que le conseil général accorde à l'établissement une subvention annuelle de 2 000 francs. »²⁰² La rémunération d'un franc par mois apparaît modique mais « les premiers orphelins, tous jeunes, et reçus gratuitement étaient une charge »²⁰³. Après le rapport de l'inspecteur général, la somme allouée aux enfants passe d'un franc par mois à un franc par semaine, mais ce compte-rendu défavorable transforme à jamais l'image de l'orphelinat, qui ne résistera pas à la politique anticongréganiste²⁰⁴.

Les cadres éducatifs de l'aide à l'enfance, qu'elle soit publique ou privée, proposent à leur population un avenir professionnel restreint. Le choix des métiers et l'apprentissage dispensé apparaissent relativement limités. Les gouvernants républicains remettent en cause les méthodes des orphelinats, mais l'assistance publique n'offre guère de meilleures perspectives. Le placement à la campagne, pierre angulaire du service public, n'apporte pas une formation très efficace. Comme le souligne Ivan Jablonka, « bien souvent, le placement ne répond pas à une logique professionnelle mais suit les intérêts du patron, qui se soucie moins de former son élève que d'utiliser sa force de travail et de toucher la pension de l'administration »²⁰⁵. Les statistiques de l'assistance publique départementale sur la situation des

²⁰¹ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 10 juillet 1870.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*, Lettre de l'archevêque d'Albi au préfet du Tarn du 13 juillet 1875.

²⁰⁴ En 1959, une initiative locale installe dans les bâtiments de l'ancien orphelinat, une maison familiale d'apprentissage pour les filles, qui devient *Maison familiale d'éducation et d'orientation* en 1970, avec le transfert d'un institut rural d'éducation et d'orientation créé à Saint-Martin-Laguépie trois ans auparavant pour accueillir les jeunes issus des maisons familiales rurales de la région. En 1991, les deux associations, la *Maison familiale* et l'*Institut rural*, fusionnent, prenant le nom de *Centre de formation par alternance*. Lors du quarantième anniversaire, en 1999, l'association reprend l'intitulé *Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation*. Il s'agit d'un établissement scolaire privé, rattaché au ministère de l'agriculture, qui dispense différentes formations professionnelles notamment agricoles.

²⁰⁵ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 189.

pupilles ayant dépassé l'âge scolaire, montrent une prédestination professionnelle. Les enfants assistés sont placés à gages en domesticité dès l'âge de quinze ans, ce qui laisse peu de temps (de treize à quinze ans) pour apprendre un autre métier.

La même logique dicte le fonctionnement des orphelinats. Les orphelinats de filles, en raison de la nature de l'apprentissage à l'ouvrage, présentent davantage d'uniformité que les asiles de garçons : « Autant le travail des jeunes filles dans les orphelinats et écoles professionnelles soulève des critiques, autant celui des jeunes gens a le don d'être unanimement apprécié. »²⁰⁶ Malgré cette apparente diversité, l'apprentissage des garçons s'avère en réalité réduit à quelques métiers artisanaux ou agricoles. Seul l'orphelinat protestant de Castres fait office de véritable exception dans le paysage charitable. L'originalité de ses méthodes et la pluralité des métiers proposés, le placent au-dessus d'œuvres similaires, tant locales que nationales.

²⁰⁶ A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 43.

CHAPITRE II : L'INSPECTION DES ORPHELINATS

L'exhaustif *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, publié en 1840 par le docteur Villermé¹, met particulièrement en évidence la difficile condition des enfants dans le milieu industriel. Les solutions préconisées par Louis René Villermé demeurent celles de son époque, fondées sur la morale religieuse et l'apprentissage en établissement². Cette étude influencera le texte du 22 mars 1841 relatif au travail des enfants, une loi réputée pour son application plus que limitée. Cette première législation sociale encadre le travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers en créant des catégories d'âge : elle interdit le travail des enfants de moins de huit ans, limite la journée de travail à huit heures pour les huit/douze ans et à douze heures pour les douze/seize ans (article 2) ; elle interdit le travail de nuit aux moins de treize ans (article 3). L'inefficacité de l'inspection³ prévue par l'article 10 de la loi entraîne d'autres interventions législatives. La condition des enfants ouvriers reste catastrophique, à l'usine comme à l'extérieur⁴. Les orphelinats prétendent apporter un remède à la dégradation sociale et morale : il ne s'agit pas de contester le travail des enfants, mais son environnement industriel. Les orphelinats proposent donc un cadre moral d'éducation, notamment par le travail.

Au début de la Troisième République, la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie renforce les conditions du texte précédent : elle interdit le travail des enfants de moins de douze ans (article 2) et limite la journée de travail à douze heures (article 3) ; elle interdit le travail de nuit, des dimanches et des jours fériés, aux garçons de moins de seize ans et aux filles de moins de vingt-et-un ans (article 4). A cette occasion, les autorités publiques organisent un véritable corps d'inspection. Elles élargissent les attributions des inspecteurs qui peuvent, en vertu de l'article 18, entrer dans les locaux, visiter les enfants, consulter les pièces, relever les infractions et dresser procès-verbal. Néanmoins,

¹ L.-R. VILLERME, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Editions d'histoire sociale, Paris, 1979 (reproduction de l'édition de J. Renouard, Paris, 1840).

² M. CRUBELIER, *Op. cit.*, p. 134.

³ Le gouvernement n'organise pas d'inspection salariée, laissant à des commissions locales de bénévoles peu motivés le soin d'exercer les contrôles.

⁴ J. SANDRIN, *Op. cit.*

l'Assemblée nationale essentiellement composée de monarchistes préoccupés par leur rôle de constituants, vote une loi sans grande envergure. Aucune restriction n'est envisagée hors du secteur industriel et le texte regorge de dérogations imprécises qui en limitent la portée⁵. La loi institue une commission supérieure et des commissions locales départementales afin de compléter le dispositif de surveillance, mais ces dernières, qui jouissent en principe d'un certain pouvoir de contrôle, dépendent des conseils généraux au sein desquels s'exerce l'influence des industriels. La mission des inspecteurs s'avère donc limitée⁶. En outre, le conseil général du Tarn ne vote pas les crédits nécessaires à la création d'un inspecteur départemental préférant se contenter des visites de l'inspecteur divisionnaire⁷. Dans un premier temps, on confie à l'inspecteur de l'assistance publique, Joseph Bégué, le soin de contrôler aussi le travail des enfants⁸. Le conseil général estime qu'il profitera de ses tournées d'inspection du service des enfants assistés pour visiter les manufactures du département. Bien vite, l'intéressé se plaint que cette charge supplémentaire l'empêche d'assurer correctement son activité principale. Pourtant, l'assemblée départementale ne semble pas disposée à créer un poste d'inspecteur départemental du travail des enfants et repousse chaque année la demande de la préfecture⁹. En 1885, alors que le préfet propose de voter une somme de 3 200 francs à cet effet, la commission des finances refuse de reconnaître « l'utilité absolue de ce nouveau fonctionnaire »¹⁰.

Les orphelinats ne relèvent pas de la compétence des inspecteurs du travail. La loi n'envisage que le travail industriel (transformation de la

⁵ La loi permet exceptionnellement le travail d'enfants de dix à douze ans « dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique » (article 2), certes limité à six heures par jour. De plus, en cas de « force majeure » (non définie dans la loi) ou dans les usines à feu continu, l'âge minimal pour le travail de nuit, du dimanche et des jours fériés, est ramené à douze ans.

⁶ Sur les difficultés de l'inspection dans le département, lire : R. CAZALS, « Histoire de l'inspection du travail dans le Tarn », *Pouvoirs et société en Pays Albigeois*, textes réunis par Philippe Nélidoff et Olivier Devaux, P.U.S.S., Toulouse, 1997, pp. 45 et suivantes.

⁷ Le décret rendu le 15 février 1875, déterminant les divisions territoriales de l'inspection du travail des enfants, place le département du Tarn dans la douzième circonscription (chef-lieu : Toulouse), qui deviendra la seizième par un décret du 27 mars 1885.

⁸ A.D.T., 13 M⁶ 16. Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie. Rapports, relevés des contraventions. 1874-1882, Arrêté préfectoral du 12 février 1878 : « Article 1^{er}. Monsieur Bégué, inspecteur des enfants assistés est nommé inspecteur spécial du travail des enfants dans les manufactures pour le département du Tarn. Il exerce ces fonctions sous la direction de l'inspecteur divisionnaire. »

⁹ A.D.T., 1 N 21, Séance du 22 août 1881 : « La commission des finances persistant à croire que les frais entraînés par la création de cet inspecteur seraient hors de toute proportion avec l'utilité qui en résulterait, vous demande de maintenir vos décisions antérieures. »

¹⁰ A.D.T., 1 N 22, Séance du 27 août 1885 ; 1 N 73, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* Op. cit., session de 1885, p. 104.

matière par les enfants) et la volonté spéculative (emploi des enfants pour réaliser des économies). Or, les établissements de bienfaisance jouissent encore, dans les premières années de la Troisième République, d'une bonne réputation : les orphelinats sont perçus comme des œuvres charitables qui apprennent un métier aux enfants. Cette bienveillance gouvernementale s'estompe avec le changement de majorité. A partir de 1880, de vives critiques s'élèvent à l'encontre des orphelinats¹¹. Les enquêtes générales sur l'état et les institutions de l'enfance assistée, dévoilent les abus de certaines institutions privées quant au travail des enfants. En 1882, le rapport très complet du sénateur Théophile Roussel, qui dénombre mille cents établissements¹², témoigne ainsi du but industriel de plusieurs d'entre eux. Les conclusions de cette enquête apparaissent donc extrêmement défavorables aux orphelinats. Ces tristes abus ne sont que l'exagération d'une tendance ancienne et généralement tolérée. « Mis au travail sous couvert d'éducation, les enfants des hospices, des orphelinats, des couvents-ouvriers et des colonies agricoles sont exploités par les adultes – industriels, gros agriculteurs, ecclésiastiques – sous l'œil indifférent des pouvoirs publics. »¹³ L'intention charitable s'est en effet parfois muée en logique commerciale et, dans certains orphelinats, les orphelins ne travaillent pas pour se former à un métier mais seulement au bénéfice de l'établissement. Aux critiques des enquêtes s'ajoutent les attaques politiques ; la poussée anticléricale rejaillit aussi sur les œuvres charitables des congrégations¹⁴.

La nécessité d'une surveillance plus rigoureuse des orphelinats apparaît dans la décennie. Elle se traduit dans un premier temps, par l'extension de l'inspection du travail des enfants aux établissements de bienfaisance (Section 1). Les projets de loi sur un contrôle systématique de ces institutions se multiplient dès la fin du siècle. Dans un second temps, l'Etat organise une tutelle spéciale des établissements charitables pour mineurs (Section 2).

¹¹ Orphelinats et ouvriers congréganistes assistent alors plus de 60 000 personnes (P. NOURRISSON, *Op. cit.*, t. II, p. 12).

¹² L. BOIZET, *Op. cit.*, pp. 8, 9, 155 et 158.

¹³ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 199.

¹⁴ « Or le bruit courrait que les établissements de charité étaient trop souvent enclins à écarter les enfants au-dessous de douze ans parce qu'ils coûtaient sans rien rapporter, et à accueillir seulement ceux dont le travail donne un bénéfice. » (L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 10). Sur la même tonalité dénonçant le « milliard » des congrégations, les rumeurs sur l'exploitation des enfants dans les orphelinats à des fins commerciales se multiplient au cours des deux dernières décennies.

SECTION 1. L'EXTENSION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS :

Les établissements de bienfaisance privés ne feront l'objet d'un contrôle de l'inspecteur qu'à partir de la loi du 2 novembre 1892¹⁵. Les quelques tentatives républicaines antérieures, visant au rattachement de cette catégorie d'ateliers à la législation du travail des enfants, ne sont pas retenues. Une proposition de loi du député Louis Wolowski, en date du 14 avril 1848, sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures et ateliers, prévoit dans son article 1^{er} que « les enfants ne peuvent être admis comme travailleurs dans les fabriques, usines, manufactures, chantiers, ateliers et maisons de charité avant l'âge de dix ans ». Cette rédaction, qui durcit les conditions de la loi du 22 mars 1841 et mentionne les « maisons de charité », n'est pas adoptée. L'idée tombe dans l'oubli jusqu'aux discussions préparatoires de la loi du 19 mai 1874. L'article 1^{er}, en édictant que « les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel, dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers, que sous les conditions déterminées par la loi », ne semble pas exclure les établissements charitables de son champ d'application. A travers cette énumération, le législateur proclame un principe général de protection des enfants employés. Le travail en famille échappe seul à la réglementation¹⁶. Deux amendements de Charles Pernolet proposent des rédactions plus précises évacuant de la loi les ateliers de charité. Le rapporteur Eugène Tallon s'oppose à leur adoption, mais apaise les inquiétudes du député en affirmant par deux fois que les maisons de charité ne tomberont pas sous l'application de la loi¹⁷. Lorsque certains inspecteurs relèvent des contraventions à la loi de 1874 dans des orphelinats ayant un fonctionnement industriel prononcé, la justice se trouve saisie de ces procès-verbaux¹⁸. S'appuyant sur les travaux préparatoires de la loi, la Cour de

¹⁵ *Ibid.*, p. 31.

¹⁶ A.D.T., 13 M⁶ 13. Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie. Décrets, circulaires, instructions. 1881-1889, Lettre adressée par le ministre du Commerce, à la commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie le 14 mars 1884 : « Dans ce cas, en effet, le logement de l'ouvrier se confond avec l'atelier, et l'interdiction nécessaire de la surveillance du foyer domestique a obligé le législateur à laisser les ateliers de famille en dehors du contrôle des agents de l'autorité. Les sentiments paternels sont d'ailleurs suffisants pour contrebalancer la cupidité de l'exploitant et protéger l'enfant contre tout labeur excessif et contre tout danger professionnel. »

¹⁷ *Ibid.* : « Il fut dit à cette occasion que ces établissements ne faisaient pas de spéculation industrielle sur le travail des enfants et que, d'ailleurs, la surveillance de l'administration y serait inutile, parce qu'on n'avait pas à y redouter les abus que la loi avait pour but de réprimer. »

¹⁸ L'ouvrage de Léon Boizet fait la description des faits et de la procédure (*Op. cit.*, pp. 34 à 43). L'auteur, favorable à la surveillance des établissements privés de bienfaisance, commente l'évolution judiciaire et législative de la question.

cassation, dans un arrêt du 18 février 1881, juge que les prescriptions légales ne s'appliquent pas aux ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance « lorsque ces ateliers fonctionnent, non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le travail qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants ». Le critère d'application de la loi reste l'intention spéculative. Cette « immunité » des orphelinats va à l'encontre du but de protection poursuivi par le texte de 1874 et témoigne de ses lacunes.

En réaction à la décision de la Cour de cassation, le gouvernement rédige le 14 mai 1881 un projet de loi de rectification, composé d'un article unique et explicite¹⁹ : « La loi des 19 mai et 3 juin 1874 est applicable aux maisons de bienfaisance ou d'éducation, aux orphelinats, ouvroirs, ateliers de charité et autres établissements quelconques qui emploient des enfants et des filles mineures à un travail industriel, à quelque titre que ce soit, et alors même que ce travail serait organisé en vue de l'affectation gratuite ou charitable des produits, ou de l'éducation professionnelle de l'enfant. » Déposé en fin de législature, le projet n'aboutit pas par manque de temps. Le ministre du Commerce, Charles Hérisson, réactive donc ce projet d'extension en 1884. Le gouvernement souhaite étendre sa surveillance. Dix ans après sa promulgation, la loi du 19 mai 1874 a, semble-t-il, besoin d'être complétée, notamment en ce qui concerne les « établissements à soumettre à la loi »²⁰. Le projet sera finalement refondu avec une révision plus complète de la loi qui n'aboutira qu'en 1892. Entre temps, le gouvernement tente de limiter la portée de l'arrêt de 1881 avec la circulaire du 17 septembre 1888 qui invite les inspecteurs à visiter régulièrement les ouvroirs et ateliers de charité, « lorsque le travail confié aux enfants ou aux filles mineures n'aura pas le caractère exclusif d'enseignement professionnel, mais sera au contraire, organisé en vue d'un bénéfice à réaliser »²¹.

¹⁹ A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 89.

²⁰ A.D.T., 13 M⁶ 13, Lettre adressée par Charles Hérisson, ministre du Commerce, à la commission supérieure du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie le 14 mars 1884.

²¹ *Ibid.*, Circulaire du ministère du Commerce et de l'Industrie du 17 septembre 1888 adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie : « A la suite de cet arrêt, certains inspecteurs ont pu croire que tous les ouvroirs et ateliers de charité de quelque nature qu'ils soient, échappaient à leur contrôle et étaient dispensés d'observer les prescriptions édictées par le législateur en vue de protéger les jeunes travailleurs. Cette interprétation était certainement exagérée et la commission supérieure du travail des enfants, dans son rapport relatif à l'année 1886, faisait justement remarquer qu'il fallait, aux termes mêmes de l'arrêt cité plus haut, établir une distinction entre les établissements où le travail industriel n'est employé que comme un accessoire de l'éducation et comme l'instrument nécessaire de l'enseignement professionnel et ceux où le travail devient un objet de bénéfice et de spéculation. Dans ce dernier cas, les ateliers de charité devaient évidemment tomber sous l'application de la loi. »

Suivant la tradition charitable chrétienne, les établissements d'aide à l'enfance possèdent tous des ateliers ou des ouvriers, dans lesquels les enfants se forment à un métier. En raison de cet apprentissage par la pratique, plusieurs orphelinats figurent sur la liste des établissements industriels soumis à la surveillance du travail, en vertu de la loi du 2 novembre 1892. Pour sa commune, le maire d'Albi dénombre cinq établissements dont l'orphelinat Saint-Jean et l'orphelinat du couvent Notre-Dame²². A Lavaur, le maire mentionne les établissements des Filles de la Croix (couvent de la rue Jouxaygues) et des Filles de Jésus (ouvroir « Maraval », rue Châteaurenard)²³. Certains orphelinats-ouvriers ressemblent à de petites cellules familiales comme à Blan où cinq jeunes filles apprennent le métier sous la direction d'une couturière²⁴ ; d'autres mieux organisés feront l'objet de visites de l'inspecteur du travail des enfants comme les autres établissements des Filles de la Charité situés à Lautrec²⁵, Labruguière²⁶, Sorèze²⁷, Gaillac et Castres (orphelinat du Sacré-Cœur), ou encore, dans cette dernière ville, le couvent des Sœurs de la Présentation²⁸ et le refuge des Sœurs de l'Immaculée-Conception²⁹. La dénaturation de l'apprentissage dans les orphelinats (I) engendre leur incorporation à la législation sur le travail des enfants (II).

²² A.D.T., 13 M⁶ 28, Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Rapports, procès-verbaux d'infraction. 1897-1898, Lettre du maire d'Albi au préfet du Tarn du 15 juillet 1897. Les trois autres établissements correspondent aux ouvriers externes de Marie Canet, Blandine Carme et de la miséricorde (rue Roquelaure). Ce dernier établissement appartient au bureau de bienfaisance ; faisant « l'objet de différends entre l'inspecteur général et la commission administrative du bureau », il est transféré cette même année dans une maison voisine indépendante de l'œuvre communale (A.D.T., 1 X 6, Rapport de l'inspecteur général des établissements de bienfaisance sur le bureau de bienfaisance d'Albi pour l'année 1897).

²³ A.D.T., 13 M⁶ 28, Lettre du maire de Lavaur au sous-préfet de Lavaur du 10 août 1897.

²⁴ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la préfecture du Tarn à la sous-préfecture de Lavaur du 6 janvier 1911, transmise à l'instituteur public de Blan le 11 janvier 1911.

²⁵ A.D.T., 3 V 71, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

²⁶ A.P., F.C.S.V.P., Registre d'inscription des enfants au-dessous de dix-huit ans employés dans les ateliers, délivré à l'orphelinat de la maison de charité de Labruguière par l'Inspecteur départemental le 23 mai 1894.

²⁷ A.D.T., 13 M⁶ 31, Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Rapports, procès-verbaux d'infraction. 1903-1905, Procès-verbal du 7 novembre 1899 concernant l'ouvroir religieux de Sorèze.

²⁸ A.D.T., 3 V 65, Enquête administrative du commissaire de police en date du 28 décembre 1905 sur instruction du sous-préfet de Castres du 21 décembre, au sujet d'un orphelinat existant au couvent de la Présentation, établissement fermé comme enseignant.

²⁹ A.D.T., 13 M⁶ 31, Procès-verbal du 28 octobre 1899 concernant le refuge de Castres.

I. LA DENATURATION DE L'APPRENTISSAGE EN ORPHELINAT :

Les premières phrases d'un mémoire judiciaire, rédigé au début du XX^e siècle, témoignent des abus rencontrés dans certaines institutions charitables : « Les plus recommandables établissements hospitaliers, laïques ou religieux, qui recueillant des enfants, garçons ou filles, ont un véritable et sincère souci de leur avenir, s'appliquant à leur apprendre un métier, sans d'ailleurs songer à les conserver jamais et à les retenir au-delà du temps nécessaire à ce but. Par une déviation déplorable d'une pratique généreuse, cette préoccupation même est devenue le moyen d'une exploitation éhontée. »³⁰ La révolution industrielle enfante des œuvres d'une nature particulière, où la charité paraît reléguée au second plan. Ainsi, les orphelinats industriels forment-ils des internats « annexés à des usines », comme des verreries ou des filatures, dans lesquelles travaillent les orphelins³¹. Ils appartiennent à des entrepreneurs locaux, à l'exemple de l'établissement contesté de Champ-la-Lioure, commune de Chomérac dans l'Ardèche, qui appartient à un particulier (Chabert) patron d'une filature³². Cette œuvre fonctionne sous la direction de religieuses (les Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus et de Marie), comme les structures purement charitables. « Certaines dispositions tendent à faire croire qu'il s'agit là d'un orphelinat que des industriels chrétiens ont créé par bonté dans un but de bienfaisance. Mais ce n'est là seulement que le déguisement d'une opération de spéculation. »³³ Ces quelques dérives industrielles connaissent un grand retentissement qui écorne l'image de tous les orphelinats.

³⁰ *Orphelinat industriel J. Chabert et Cie, à Chomérac (Ardèche), Mémoire pour Madame veuve Berrang à Monsieur le Garde des sceaux, ministre de la Justice*, Paris, 1904, pp. 1 et 2.

³¹ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 151 : « Les cas sont malheureusement trop nombreux où la préoccupation de l'enseignement professionnel a cédé le pas devant une organisation exclusivement mercantile de la production et du travail. »

³² *Orphelinat industriel J. Chabert et Cie... Op. cit.* : « Madame Joséphine Berrang a l'honneur de solliciter l'intervention de Monsieur le ministre de la Justice pour se faire rendre sa fille, Louise-Joséphine Berrang, née le 19 novembre 1889, qui se trouve actuellement dans l'orphelinat dépendant des établissements industriels Chabert et Cie, de Chomérac, Ardèche. »

³³ *Ibid.* L'auteur prétend que les directeurs utilisent le cadre de l'orphelinat pour se procurer de la main-d'œuvre. Il utilise l'acte d'admission à l'orphelinat pour étayer son argumentation. Aux termes de l'acte, les directeurs se réservent le droit de renvoyer, sans indemnité, les filles que « des maladies ou des infirmités rendent incapables de travailler » et « celles qui seraient jugées inaptes au travail de la soie », « pour le cas de maladie prolongée ou chronique les directeurs ont le droit de rendre les enfants à leurs parents ».

LES INDICES THEORIQUES.

Considérant le travail des enfants, le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* de Ferdinand Buisson distingue trois types d'orphelinats³⁴ : 1°) les orphelinats « exclusivement charitables » conservent les enfants « jusqu'à vingt-et-un ans, afin de compenser, par le produit de leur travail, les frais qu'ils ont occasionnés plus jeunes » ; 2°) les orphelinats « professionnels ou agricoles » apprennent un métier aux enfants ; 3°) les orphelinats « industriels » sont « fondés par des particuliers en vue de tirer profit du travail des enfants ». L'article semble procéder à une partition inutile ; une distinction plus claire consiste à opposer les œuvres charitables aux œuvres lucratives, selon le critère retenu par la loi de 1874. Il sera pourtant difficile, en pratique, de différencier les deux, de séparer l'apprentissage de l'exploitation commerciale. Tous les orphelinats emploient les enfants dans le cadre d'une formation professionnelle ; beaucoup font du travail de ces enfants une source de revenus ; la plupart préparent à des métiers simples, dont l'apprentissage repose sur la répétition gestuelle.

Les indices retenus reflètent mal la réalité des orphelinats lorsque ces indices sont pris séparément. Néanmoins, leur combinaison selon la technique administrative du faisceau d'indices, peut mettre au jour le caractère purement lucratif d'une œuvre, de ces « maisons qui usurpent le nom respecté d'orphelinats »³⁵. L'âge d'admission des enfants à l'orphelinat donne une première indication : les établissements qui n'admettent que des enfants de plus de douze ou treize ans peuvent être suspectés de vouloir en tirer profit³⁶ ; à l'inverse, les orphelinats qui recueillent de très jeunes enfants (moins de six ans) ne peuvent être accusés de poursuivre un but mercantile³⁷, car de si jeunes orphelins sont à peu près improductifs³⁸. Par exemple, l'orphelinat agricole de Peyregoux reconnaît que les jeunes orphelins lui coûtent plus qu'ils ne lui rapportent, mais il ne refuse pas de les accueillir. Avec Alexandre Fleurquin, il faut toutefois reconnaître que « les orphelinats ne sont pas des institutions destinées aux enfants du premier âge, ils n'y

³⁴ « Orphelinat », *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire...* *Op. cit.*

³⁵ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 156.

³⁶ C. ROLLET-ECHALIER, *La politique à l'égard de la petite enfance sous la Troisième République*, I.N.E.D., P.U.F., Paris, 1990, p. 140.

³⁷ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 14, citant le rapport de Théophile Roussel : « Dans les orphelinats où le sentiment de charité chrétienne domine toute préoccupation de lucre, on reçoit généralement l'enfance à partir de six à sept ans, assez souvent à cinq ou même quatre ans ; quelquefois à trois ans (orphelinat Saint-Martin à Digne), ou même à deux ans comme à Saint-Domin (Basses-Alpes). »

³⁸ A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 14. L'enfant est « d'une productivité nulle ou insignifiante jusque vers l'âge de dix ans ».

doivent être admis qu'au moment où commencent d'une manière effective l'éducation et l'instruction qu'ils ne peuvent recevoir dans leur famille »³⁹. La considération de l'instruction primaire constitue un autre signe : les structures qui emploient des enfants d'âge scolaire suscitent des doutes quant à leur intention charitable, contrairement aux orphelinats qui dispensent un véritable enseignement primaire débouchant sur le certificat d'études. D'après les enquêtes, le temps consacré aux études dans les orphelinats congréganistes est restreint (trois heures par jour, en moyenne) ; en 1894, seul un enfant sur sept cents obtient le diplôme de fin d'études primaires⁴⁰ ! Les critiques semblent épargner les orphelinats protestants, très attentifs à l'instruction primaire. Le nombre d'enfants employés forme une troisième piste : les établissements qui utilisent une main d'œuvre infantile considérable n'ont pas le même fonctionnement que les petits orphelinats proches de l'atelier de famille⁴¹. Un quatrième critère se retrouve dans la nature du travail effectué par l'enfant : une tâche répétitive correspond aux méthodes industrielles, basées sur la division du travail ; le véritable enseignement professionnel est celui qui présente toute les facettes d'un métier. Enfin, un autre indice découle de l'intention du fondateur : un patron qui crée un orphelinat à proximité de son usine n'a pas les mêmes desseins que des religieuses qui annexent un ouvroir à un hospice. Toute la difficulté réside dans les maisons conventuelles dont les orphelinats, en particulier les ouvroirs, présentent un aspect économique.

LES DIFFICULTES PRATIQUES.

Le travail des enfants en orphelinat révèle deux facettes : un aspect scolaire car les orphelins suivent un apprentissage professionnel, et un aspect économique car les produits du travail des orphelins servent de ressources à l'établissement. L'ambivalence naît de ce dernier aspect qui fait dire aux observateurs que « les écoles catholiques ne sont que des ateliers à

³⁹ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁰ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 146 : « Ces établissements devraient être mis en demeure, par l'autorité compétente, d'avoir à se conformer à la loi du 28 mars 1882. Les commissions scolaires pourraient bien s'inquiéter, un peu plus qu'elle ne l'ont fait jusqu'ici, de ce qui se passe dans ces établissements au point de vue de la valeur des classes et de leur fréquentation »

⁴¹ Les structures sont de très grande taille lorsqu'elles entretiennent plus de trois cents mineurs (ce sont des établissements congréganistes de filles pour la plupart). En France, l'orphelinat Saint-Nicolas à Igny (Seine-et-Oise) recueille quatre cent vingt enfants environ, l'orphelinat du Bon-Pasteur d'Angers (Maine-et-Loire) et l'ouvroir Sainte-Marie de Nantes (Loire-Atlantique) accueillent chacun six cents enfants environ. Les structures sont de très petite importance quand elles accueillent moins de vingt mineurs (il s'agit généralement d'annexes des hôpitaux-hospices ou des bureaux de bienfaisance). Dans le Tarn, les plus grands orphelinats fonctionnent avec une centaine d'enfants alors que les plus petits en recueillent moins d'une dizaine.

main-d'œuvre quasi-gratuite »⁴². Certains commentateurs actuels remettent d'ailleurs en cause les méthodes d'apprentissage appliquées à l'orphelinat Saint-Jean d'Albi⁴³. Cependant, toutes les congrégations prétendent enseigner un métier aux enfants. Au refuge de Castres, deux heures par jour, cinq sœurs donnent gratuitement des « leçons de travaux et de couture » aux filles orphelines ou repenties⁴⁴. Dans la même ville, l'orphelinat du Sacré-Cœur met en avant son « école d'apprentissage » pour quatre-vingts jeunes filles orphelines provenant des hospices de Castres⁴⁵. Or, les orphelinats vendent le produit de leur travail, comme n'importe quelle autre entreprise, avec toutes les équivoques du monde économique que cela comporte. Il est pourtant admissible que le travail destiné à la vente puisse avoir un caractère professionnel, mais la distinction entre le travail industriel et l'enseignement technique devient délicate lorsque les notions de concurrence et de profit s'immiscent dans le monde charitable⁴⁶.

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, des voix s'élèvent contre les pratiques anticoncurrentielles des ouvriers congréganistes⁴⁷, accusés « de faire baisser le niveau des salaires et de rendre ainsi plus difficile la position des ouvriers libres »⁴⁸, ces personnes qui travaillent aux pièces ou à la journée⁴⁹. Au début du siècle suivant, la commission de l'instruction publique de Castres indique que « les congrégations avec ouvroir font une concurrence déloyale aux commerçants »⁵⁰ de la ville. Les détracteurs des maisons congréganistes affirment en effet que leurs ateliers « lâchent le prix de travail »⁵¹. Les prix

⁴² B. CHARLOT & M. FIGEAT, *Op. cit.*, p. 133.

⁴³ S'appuyant sur le rapport d'un inspecteur du travail de 1889 (A.D.T., 13 M⁶ 18), Elisabeth Claverie adopte une position très critique à l'égard de l'orphelinat Saint-Jean et des œuvres similaires : « L'orphelinat du rond-point Saint-Martin à Albi, dirigé par l'Abbé Colombier, fait travailler des garçons sans livret et certains ne fréquentent pas l'école. Ils passent leurs journées à balayer les ateliers sans rien apprendre à la fin du XIX^e siècle. De nombreux patrons pensent avoir une attitude humanitaire, faire preuve de philanthropie en embauchant des orphelins et des enfants issus de familles pauvres. » (E. CLAVERIE, « Le travail des enfants... », *Op. cit.*, pp. 705 à 718).

⁴⁴ A.D.T., 3 V 80, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 3 janvier 1900.

⁴⁵ A.D.T., 3 V 70, Rapport de la police municipale de Castres au sous-préfet du 30 juillet 1903.

⁴⁶ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 153.

⁴⁷ Des plaintes similaires interviennent à l'encontre de l'industrie pénitentiaire (*Ibid.*, p. 180 à 190).

⁴⁸ H. DUBREUIL, *Rapport fait au comité catholique de Chartres au sujet de l'influence des ouvroirs et orphelinats sur le niveau des salaires*, Imprimerie de Marie-Bernard, Notre-Dame de Lérins, 1877.

⁴⁹ « Ces différents travaux ont encouru maintes fois le reproche d'exercer une dépression sur le salaire ouvrier. » (A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 1).

⁵⁰ A.M.C., 1 P 7, Rapport de la commission de l'instruction publique de Castres du 20 mai 1902.

⁵¹ H. DUBREUIL, *Op. cit.* Il s'agit-là d'un travail orienté qui dénonce les « insinuations radicales ».

inférieurs pratiqués par les ouvriers religieux engendreraient une baisse des salaires et parfois même l'augmentation du chômage chez les couturières locales. Certains partisans des œuvres congréganistes rejettent ce dernier argument, en déclarant qu'il arrive aux ouvrières submergées de travail d'en confier aux ouvriers⁵². Sans entrer dans des considérations économiques poussées, la compétitivité des orphelinats s'explique par l'absence de coût de production (travail manuel, non mécanisé) et surtout la disponibilité de la main-d'œuvre (orphelines nombreuses travaillant gratuitement). Par exemple, la quarantaine de jeunes filles qui travaillent à l'orphelinat du couvent Notre-Dame à Albi propose des ouvrages à un prix « très minime et moins élevé que celui que prennent les ouvrières qui vont à la journée ou qui travaillent chez elles »⁵³. La contestation émane des syndicats ouvriers directement concurrencés par les ouvriers religieux⁵⁴ : « Nous ne saurions admettre, même en principe, le travail industriel ou manufacturé des maisons de bienfaisance, d'éducation, orphelinats, ouvriers, ateliers de charité qui portent un préjudice énorme à l'industrie française par le prix de revient, ce travail n'étant pas rémunéré à sa valeur. On devrait occuper ces diverses institutions à l'agriculture ou aux travaux de terrassement. »⁵⁵ De même, dans un souci de saine concurrence, les membres du syndicat typographique d'Albi demandent au préfet que la loi sur le travail des enfants soit appliquée à l'orphelinat Saint-Jean d'Albi⁵⁶. La démarche provoque la visite de l'inspecteur à l'orphelinat, mais le fonctionnaire ne relève à l'époque aucune infraction⁵⁷.

Selon les enquêtes, les ouvriers procurent des revenus, parfois importants, aux communautés religieuses. Leur but principal n'est pourtant pas de réaliser un bénéfice. Ces rentrées proviennent, comme c'est le cas

⁵² *Ibid.* : « L'ouvrage n'est pas raréfié par les ouvriers puisque les ouvrières sont obligées de se décharger sur eux. [...] Il n'est donc point vrai que les ouvriers aient provoqué l'abaissement des salaires, et il est tout aussi faux de prétendre qu'ils enlèvent l'ouvrage aux ouvrières. »

⁵³ A.D.T., 3 V 94, Rapport du commissaire spécial du 11 mai 1900.

⁵⁴ Se faisant l'écho des syndicats ouvriers, des industriels et des commerçants, une proposition de loi déposée le 4 juin 1903 par le député Jules Coutant, entend protéger le commerce et l'industrie contre la concurrence exercée par les établissements religieux, et interdire l'exploitation des enfants dans les orphelinats, couvents, ouvriers, ou maisons de refuge (L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 190 et suivantes).

⁵⁵ A.D.T., 13 M⁶ 13, Lettre des membres du conseil de direction de la chambre syndicale des ouvriers sur cuirs et peaux de Graulhet au préfet du Tarn le 27 juillet 1884.

⁵⁶ J.-L. BIGET, *Histoire d'Albi*, Editions Privat, Toulouse, 1983, p. 293 : « Les socialistes dénonçaient aussi la concurrence que l'orphelinat Saint-Jean, installé au faubourg Saint-Martin par un prêtre très actif, l'Abbé Colombier, faisait subir aux imprimeurs. »

⁵⁷ A.D.T., 13 M⁶ 33. Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Correspondance. 1893-1906, Lettre de l'inspecteur divisionnaire au préfet du Tarn du 16 octobre 1894 : « En principe, je ne crois pas que la plainte des ouvriers typographes soit fondée. »

pour l'établissement albigeois des Sœurs de la Miséricorde, de la vente « de quelques ouvrages de couture ou de broderie que confectionnent les orphelines »⁵⁸. Le produit du travail des orphelines assure une partie du fonctionnement des orphelinats, à côté des pensions, des libéralités particulières et des subventions publiques. La plupart des données chiffrées concernent les Filles de la Charité⁵⁹. Lorsque la supérieure de l'orphelinat du Sacré-Cœur à Castres admet : « comme ressources nous n'avons que le produit du travail des enfants »⁶⁰, cela signifie que seuls les revenus de l'ouvroir constituent des ressources propres à l'établissement. Pour l'hôpital de Mazamet⁶¹ et le bureau de bienfaisance de Sorèze⁶², le produit du travail des orphelines sert de ressources complémentaires. A Lacaune, ce travail est la source de revenus la plus importante⁶³. Mais quel que soit l'établissement, cette rétribution reste souvent difficile, voire impossible, à évaluer.

La part des revenus de l'ouvroir dans le budget d'un orphelinat dépend bien évidemment du nombre d'orphelines, mais également de leur âge. Au couvent de Notre-Dame à Albi, étant donné « le nombre relativement faible des jeunes filles qui produisent, il est bien certain que l'orphelinat doit coûter à la communauté »⁶⁴. La situation diffère à Gaillac, où les recettes de l'ouvroir permettent de faire face aux dépenses de l'orphelinat⁶⁵. Cet établissement bénéficie du travail d'orphelines plus âgées ayant acquis une certaine habileté dans l'exécution de travaux manuels. Le sous-préfet de Gaillac précise d'ailleurs que les ressources de l'institution comprennent le produit du pensionnat et celui « beaucoup plus élevé » de l'ouvroir⁶⁶. L'orphelinat Saint-Vincent, très performant, effectue 3 900 francs de recettes grâce à une sœur directrice de l'atelier dont le travail, évalué en moyenne à 3 francs par jour, donne pour trois cents jours ouvrables un chiffre de 900 francs, reste donc comme somme produite par le travail des orphelines 3 000

⁵⁸ A.D.T.G., V 50, Lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'Albi au préfet du Tarn du 27 mars 1912.

⁵⁹ A.D.T., 3 V 70, Lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'Albi au préfet du Tarn du 29 avril 1902.

⁶⁰ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat du Sacré-Cœur de Castres.

⁶¹ A.D.T., 1 X 123, Questionnaire de 1888 sur les orphelinats de Mazamet : « Question 215. Quels travaux font-ils à l'intérieur de l'établissement ? ».

⁶² A.D.T., 3 V 70, Lettre du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'Albi au préfet du Tarn du 29 avril 1902.

⁶³ A.D.T., 3 V 69, Etat de l'actif et du passif de l'établissement des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul établi à Lacaune au 20 mai 1880.

⁶⁴ A.D.T., 3 V 94, Lettre du ministre du Commerce et de l'Industrie au préfet du Tarn du 6 novembre 1899.

⁶⁵ A.D.T., 3 V 72, Lettre de l'administration des cultes au ministère de la Justice du 9 juillet 1909.

⁶⁶ A.D.T., 3 V 70, Lettre du sous-préfet de Gaillac au préfet du Tarn du 1^{er} avril 1902.

francs⁶⁷. Cette dernière somme représente un tiers des revenus de l'établissement qui, selon une estimation du directeur des domaines, s'élève annuellement à 12 740 francs⁶⁸. Les ateliers des orphelinats tenus par les Filles de la Charité à Castres (Sacré-Cœur)⁶⁹ et à Lacaune (hospice)⁷⁰, réalisent 2 000 francs de recettes annuelles. Cette somme représente le travail des orphelines et de la sœur directrice de l'atelier. Le travail de cette sœur, évalué en moyenne à 1,5 franc par jour, donne pour trois cents jours ouvrables un chiffre de 450 francs, reste donc comme somme produite par le travail des orphelines 1 550 francs. Les Sœurs de l'Immaculée-Conception encadrent l'ouvroir le plus performant⁷¹ : les quatre-vingts jeunes filles qui travaillent au refuge de Castres assurent un revenu de 5 000 francs à l'établissement⁷², une somme qui s'explique par l'expérience des filles « repenties », plus âgées. Si les produits de l'ouvroir augmentent proportionnellement au nombre d'enfants productives, les dépenses de l'établissement augmentent aussi en rapport avec le nombre d'enfants accueillies. Tous les profits réalisés dans les ouvroirs ne servent qu'à l'entretien des enfants. Les orphelines du Sacré-Cœur à Castres sont « logées et nourries gratuitement grâce aux ressources de leur travail »⁷³. Au refuge de cette même ville, on admet que « le travail, quelques aumônes et l'économie font vivre au jour le jour »⁷⁴. Les abus découverts dans certains établissements⁷⁵, et plus largement le fonctionnement concurrentiel des orphelinats, incitent les Républicains à élargir les compétences de l'inspecteur du travail des enfants.

⁶⁷ A.D.T., 3 V 72, Lettre de la sous-préfecture de Gaillac au préfet du Tarn du 24 janvier 1903.

⁶⁸ A.D.T., 3 V 70, Lettre de la direction du domaine d'Albi du 29 avril 1902.

⁶⁹ A.D.T., 3 V 72, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 6 mars 1903.

⁷⁰ *Ibid.*, Estimations des biens de l'établissement de Lacaune au 29 avril 1898.

⁷¹ A.D.T., 1 N 20, Séance du 31 août 1876 ; 1 N 64, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, session de 1876, p. 48 ; 3 V 21, Liste des établissements congréganistes autorisés existant dans l'arrondissement de Castres, établie le 29 février 1904, qui mentionne les « gros bénéfices » réalisés par cet « ouvroir admirablement dirigé ».

⁷² A.D.T., 2 X 8, État statistique des établissements d'assistance ou de bienfaisance publics, reconnus d'utilité publique ou autorisés, autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés, concernant le refuge des Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres pour les années 1907, 1908, 1909 : « Le refuge tire ses moyens d'existence : 1°) d'un petit secours de la commune ; 2°) de quelques dons fort modestes ; 3°) du travail manuel (couture et broderie). »

⁷³ A.D.T., 3 V 70, Rapport de la police municipale de Castres au sous-préfet du 30 juillet 1903.

⁷⁴ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur le refuge de Castres.

⁷⁵ Par abus, il faut comprendre que les œuvres méconnaissent ou contournent la législation sur le travail des enfants. Les statistiques nationales, issues des rapports des inspecteurs départementaux, démontreront toujours que les mauvais traitements restent, eux, très exceptionnels.

II. L'INCORPORATION DES ETABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE :

La République, consolidée par les lois scolaires de Jules Ferry, légifère une nouvelle fois sur le travail des enfants : la loi du 2 novembre 1892 interdit le travail des moins de treize ans (âge qui correspond à la fin de la scolarité), circonscrit la journée de travail à dix heures pour les treize/seize ans et à onze heures pour les seize/dix-huit ans (article 2), dans la limite de soixante heures par semaine ; elle interdit le travail de nuit aux moins de dix-huit ans et aux femmes (article 4)⁷⁶. De plus, elle réorganise le corps des inspecteurs désormais indépendants des autorités locales, et institue un délit d'obstacle à l'accomplissement de leur devoir. « Un décret du 13 décembre de la même année a attribué un inspecteur départemental, en résidence à Castres, au groupe formé par le Tarn et le Tarn-et-Garonne, rentrant dans la neuvième inspection divisionnaire (Toulouse) »⁷⁷. Le département se dote enfin d'une inspection locale. L'Etat renforce donc le droit du travail en abaissant les limites d'âge et en élargissant sa protection à d'autres populations.

LES DISPOSITIONS EXTENSIVES DE LA LOI.

Le texte vient combler les insuffisances de la législation précédente, mais aussi étendre expressément son champ d'application aux établissements charitables⁷⁸. « Les enfants recueillis par les orphelinats doivent [...] bénéficier des dispositions de la loi du 2 novembre 1892 relative à la réglementation du travail des enfants et des jeunes filles employés dans l'industrie. »⁷⁹ Dorénavant, les inspecteurs du travail et de l'industrie vont pouvoir visiter les orphelinats qui possèdent des ateliers ou des ouvroirs. Cette principale innovation intervient dès l'article 1^{er} : « Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la loi. » La fin du premier article marque clairement l'intention du gouvernement d'intégrer les orphelinats à la réglementation⁸⁰. Le rapport de Richard

⁷⁶ La loi du 30 mars 1900 renforce un peu plus les limites édictées par la loi de 1892.

⁷⁷ Ch. PORTAL, *Op. cit.*, p. 422.

⁷⁸ Cette application de la loi aux établissements de bienfaisance se situe au cœur de la thèse de Léon Boizet (*Op. cit.*, pp. 7, 14, 31, 49 et 125).

⁷⁹ « Orphelinat », *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire... Op. cit.*

⁸⁰ L'extension de la législation concerne également les ouvroirs externes (M. BLOCK, « Ouvroir », *Dictionnaire de l'administration française... Op. cit.*, p. 1441 : « Exclusivement

Waddington affirme que « cette disposition additionnelle a pour but de faire disparaître toute équivoque au sujet des établissements sur lesquels doit porter la surveillance des inspecteurs ». Certains députés catholiques, comme Charles-Emile Freppel ou Marie-Julien de la Batie, protestent néanmoins contre cette extension de la loi aux établissements de bienfaisance⁸¹.

Cette nouvelle loi sociale trouve sa motivation première dans l'incertitude qui entoure le travail des enfants dans les orphelinats. Tout au long de ce texte général sur le travail des enfants, les orphelinats font l'objet de dispositions particulières. Ces articles ou alinéas supplémentaires traduisent non seulement la volonté d'incorporer les orphelinats au contrôle étatique, mais expriment aussi toute la spécificité de ces œuvres par rapport aux établissements industriels traditionnels. Certaines prescriptions atténuent la portée de la loi. Ainsi, l'article 2 accorde-t-il une dérogation aux orphelinats quant à la limite d'âge des enfants employés : « Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1^{er}, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants de moins de treize ans, sauf pour les enfants âgés de douze ans munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour ». Le législateur assortit cette faveur de nombreuses conditions⁸². Au-delà d'une simple limitation de la durée du travail, transparaissent deux exigences traditionnelles relatives à l'éducation des enfants : les Républicains ne conçoivent le caractère charitable d'un établissement pour mineurs que s'il dispense une véritable instruction primaire et professionnelle. D'autres prescriptions affermissent le texte lorsqu'il s'agit d'établissements de bienfaisance. L'article 11 reprend un principe antérieur et exige, à l'alinéa 1^{er}, l'affichage dans les ateliers d'un certain nombre de documents, afin de renseigner les ouvriers sur l'étendue de leurs droits : les références normatives (loi et règlements), les renseignements relatifs à l'inspecteur (nom, adresse) et l'emploi du temps détaillé de l'atelier. A cette règle s'ajoutent deux alinéas que nous reproduisons *in extenso* car les contraventions des orphelinats les concernent

dus à la charité privée, les ouvriers doivent être classés parmi les établissements particuliers de bienfaisance et par conséquent les lois et règlements relatifs à ces établissements leur sont applicables. »).

⁸¹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XCII (1892), p. 366 : « Les obligations déterminées par la loi, rendues applicables aux établissements de bienfaisance, auraient pour conséquence de ruiner les orphelinats. » Monseigneur Freppel, évêque d'Angers, s'exprime notamment au nom des Sœurs du Bon-Pasteur de sa ville (P. TARON, « Le Bon-Pasteur angevin et la législation sur le travail des enfants au XIX^e siècle », *Déviance et société*, n°24-2, 2000, p. 127).

⁸² L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 84 ; A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, pp. 90 et suivantes.

pour l'essentiel⁸³. Prenant en considération la population des orphelinats, l'alinéa 4 renforce la disposition : « Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants, telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures de travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. » L'alinéa 5 complète le dispositif : « Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements sera remis tous les trois mois à l'inspecteur, et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état. »

L'APPLICATION DE LA LOI AUX ORPHELINATS DU DEPARTEMENT.

A partir de 1894, date de la première application de la loi, les statistiques tirées de l'inspection du travail des enfants recensent environ mille cinq cents établissements de bienfaisance dans tout le pays. Le département du Tarn, qui en dénombre une trentaine, se situe autour du dixième rang national, ou onzième selon les années⁸⁴. Ce chiffre le place loin derrière les départements de la Seine (plus de cent vingt établissements) ou du Nord (plus de quatre-vingts) qui occupent les premiers rangs. Néanmoins, les données se resserrent ensuite assez vite puisque les sixième et septième rangs comptent environ trente-cinq établissements.

L'application de la loi pose peu de problèmes durant les premières années ; rares sont les orphelinats qui refusent l'inspection. Les études montrent d'ailleurs une situation globalement satisfaisante, où domine la bonne tenue des établissements⁸⁵. « Toutefois, les inspecteurs insistent sur la difficulté d'exercer un contrôle efficace à cause des lenteurs apportées à

⁸³ Dans les premières années, « les contraventions sont assez peu nombreuses, les plus fréquentes sont celles qui résultent du défaut d'affichage du tableau indiquant les conditions du travail et l'emploi de la journée » (A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 100).

⁸⁴ A.D.T., 13 M⁶ 27. Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Rapports, procès-verbaux d'infraction. 1893-1896, Rapport de l'inspecteur divisionnaire concernant le département du Tarn du 5 juillet 1895 : « Dans les établissements religieux où fonctionnent des ouvriers ou des ateliers, six cent soixante-six personnes étaient employées : deux cent seize enfants au-dessous de treize ans, dont quarante-huit garçons et cent soixante-huit filles, étaient occupés au maximum trois heures chaque jour au travail manuel ; trois cent dix-sept enfants de treize à dix-huit ans (vingt-deux garçons et deux cent quatre-vingt-quinze filles travaillaient environ neuf heures ; cent trente-trois filles au-dessus de dix-huit ans ou femmes complétaient le personnel des ouvriers. » L'inspecteur établit cette statistique sur la visite de vingt-deux établissements de ce type.

⁸⁵ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 68

l'ouverture des portes qu'il faut successivement franchir. »⁸⁶ Leurs rapports sous-entendent des possibilités de fraude ou de dissimulation. Les contraventions s'avèrent peu nombreuses jusqu'à la fin du siècle. Peut-être s'agit-il aussi d'une clémence pédagogique, afin d'habituer les établissements de bienfaisance à la législation ? Suivant la tendance générale, les établissements de la ville d'Albi bénéficient d'une bonne image. En juin 1894, l'inspecteur départemental visite l'atelier d'imprimerie de l'orphelinat Saint-Jean à la demande insistante du syndicat des typographes de la ville. Les vingt-six garçons présents (quatorze de treize à seize ans, six de seize à dix-huit ans et six de plus de dix-huit ans) travaillent dans les limites édictées par la loi du 2 novembre 1892, un texte que l'orphelinat respecte « d'une façon très stricte »⁸⁷. L'inspecteur départemental se contente de prescrire des précautions de sécurité : « encaisser les courroies de l'imprimerie ainsi que les clavettes des volants », « mettre une rampe à la cage de l'escalier »⁸⁸. De même, quelques temps plus tard, en 1899, l'inspecteur reconnaît que le contrôle de l'orphelinat du couvent Notre-Dame « n'a jusqu'à ce jour souligné aucune difficulté ». Le fonctionnaire compte trente-huit enfants à l'ouvroir (seize de treize à seize ans, neuf de seize à dix-huit ans et treize au-dessus de dix-huit ans). Chaque trimestre, les sœurs lui transmettent les états nominatifs, conformément à l'article 11 alinéa 5. « Je n'ai jamais constaté qu'une seule irrégularité » concède le représentant de l'Etat : « Une jeune fille, née de père et mère inconnus, admise depuis quatre ou cinq jours à l'ouvroir, n'avait pas encore fourni son acte de naissance. Après vérification du livret de la nourrice, il lui manquait un mois pour avoir treize ans révolus et le surlendemain de ma visite, c'est-à-dire aussitôt après la production de ce livret, elle était renvoyée à la classe. J'ajoute que loin de chercher à me tromper, Madame la supérieure m'avait de son propre mouvement signalé cette enfant. » Le rapport de l'inspecteur demeure extrêmement positif : « La salle de travail, les dortoirs et les dépendances remplissent les meilleures conditions d'hygiène et, quoique l'établissement soit cloîtré, j'ai toujours été introduit sans attente permettant de faire disparaître les infractions qui pourraient exister. En un mot, j'ai rencontré dans cette communauté une bonne volonté qui semble dénoter l'intention formelle de se conformer aux prescriptions de la loi que je suis

⁸⁶ A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 100.

⁸⁷ A.D.T., 13 M⁶ 33, Lettre de l'inspecteur divisionnaire au préfet du Tarn du 16 octobre 1894 : « Depuis, s'est-il produit une modification ? Je l'ignore, mais j'ai écrit à l'inspecteur départemental de se rendre à Albi et de vérifier si ses prescriptions ont été suivies et si les heures de travail n'avaient pas été changées. » L'orphelinat Saint-Jean reste surveillé de près.

⁸⁸ Conformément à l'article 14 de la loi : « Les établissements [...] doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. »

chargé de faire observer. »⁸⁹ Par sa bonne foi, la supérieure s'attire la réaction conciliante de l'inspecteur.

Ses conclusions dépendent en effet de l'attitude de la communauté religieuse, car le lendemain, ce même agent dresse un procès-verbal d'infraction sur ce point précis, à Sorèze. Dans cet orphelinat des Filles de la Charité, une jeune fille âgée de moins de treize ans (née le 29 novembre 1886, selon l'état trimestriel), entrée à l'ouvroir au mois de mai, travaille sept heures et demie par jour, d'après ses propres déclarations et les renseignements portés sur le registre de l'ouvroir. Cet emploi est contraire aux prescriptions de l'article 2 alinéa 6 de la loi, qui n'en permet que trois pour les enfants au-dessous de treize ans non munies du certificat d'études. « Interrogée sur cette contravention, la supérieure nous a répondu qu'elle ne la contestait pas, mais qu'elle croyait l'enfant plus âgée. Or, il nous avait suffi tout d'abord d'interroger l'enfant sur son âge pour savoir qu'elle n'avait pas treize ans et qu'elle n'avait pas non plus son certificat d'études primaires. »⁹⁰ L'explication spécieuse de Sœur Verdalle ne convainc pas l'inspecteur. La visite du refuge de Castres, un mois auparavant, illustre aussi ce lien entre la réaction des sœurs et les décisions de l'inspecteur. Les Sœurs de l'Immaculée-Conception n'ont pas affiché le tableau prescrit par l'alinéa 4 de l'article 11, ni envoyé l'état trimestriel du quatrième trimestre de 1899 prescrit par l'alinéa suivant. « Interrogée sur ces contraventions, la supérieure, Sœur Fabre, nous a répondu que le tableau avait été déchiré depuis longtemps et n'avait pas été renouvelé, et que depuis longtemps elle n'avait pas fourni l'état trimestriel. »⁹¹ L'inspecteur constate donc froidement l'infraction. Toutefois, la priorité des agents reste la vérification de l'âge des enfants employés. En 1900, l'inspecteur dresse vingt-huit procès-verbaux « dont deux dans des établissements de bienfaisance où des enfants étaient employés trop jeunes à l'ouvroir »⁹².

Les contrôles deviennent de plus en plus pointilleux avec l'accentuation de la pression anticléricale, dont le paroxysme se situe autour des lois de 1901 et 1904. Si l'orphelinat Saint-Jean d'Albi échappe à l'application de ces deux législations, il fait par contre l'objet d'un étroit contrôle de l'inspection du travail. Il est vrai que l'administration des ateliers de l'établissement manquera parfois de rigueur, ne respectant pas toujours les prescriptions

⁸⁹ A.D.T., 3 V 94, Lettre du ministère du Commerce et de l'Industrie à la préfecture du Tarn du 6 novembre 1899.

⁹⁰ A.D.T., 13 M⁶ 31, Procès-verbal du 7 novembre 1899 concernant l'ouvroir religieux de Sorèze.

⁹¹ *Ibid.*, Procès-verbal du 28 octobre 1899 concernant le refuge de Castres.

⁹² A.D.T., 13 M⁶ 21. Travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie. Lois, décrets, circulaires, instructions. 1892-1915, Rapport de l'inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie pour le département du Tarn du 28 juin 1900.

légales. En juillet 1900, l'inspecteur du travail des enfants relève plusieurs infractions à la loi du 2 novembre 1892⁹³ : un garçon de quinze ans n'est pas inscrit sur le registre et quatorze livrets ne portent aucune date d'entrée à l'atelier (contrevenant à l'article 10 alinéa 3) ; un autre de douze ans, entré à l'atelier en juin sans être muni du certificat d'études primaires, balaie l'atelier à 9 h 30 alors que l'emploi du temps fixe à 10 h 30 l'entrée des enfants de moins de treize ans (contrevenant à l'article 11 alinéa 4) ; l'état du troisième trimestre 1900 n'est pas rédigé donc loin d'être envoyé (contrevenant à l'article 11 alinéa 5) ; les livrets de quatre jeunes n'ont pu être présentés à l'inspecteur (contrevenant à l'article 20 alinéa 1^{er}). L'Abbé Colombier reconnaît ces diverses contraventions, et répond que « s'en rapportant à l'abbé chargé de la direction de cet atelier, il croyait tout en règle ». En octobre 1903, l'orphelinat subit une nouvelle inspection, inopinée et nocturne. « Au moment de votre visite, à 9 h 15 du soir, cinq enfants et deux adultes étaient occupés à des travaux de menuiserie et d'imprimerie. »⁹⁴ Cette simple phrase traduit quatre séries d'infractions. En premier lieu (contrevenant à l'article 11 alinéa 2), les enfants travaillent à 21 h alors que l'emploi du temps affiché dans l'atelier prévoit des journées de 7 h à 19 h (avec trois plages de repos de 7 h 30 à 8 h, de 12 h à 13 h 30 et de 16 h à 16 h 30). En deuxième lieu (contrevenant à l'article 4 alinéas 1 et 2), ces jeunes sont employés à un travail de nuit. En troisième lieu (contrevenant à l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900), après une journée normale de dix heures environ, les cinq enfants reviennent à l'atelier à 20 h, dépassant ainsi le maximum des dix heures et demie quotidiennes. En dernier lieu (contrevenant à l'article 2 de la loi du 30 mars 1900), les deux adultes dépassent eux aussi le maximum fixé par la loi. La durée excessive du travail est l'autre priorité des inspecteurs. La combinaison des heures de travail et des heures consacrées aux exercices religieux, d'ailleurs prélevés sur les heures de classe, aboutit à un surmenage chez l'enfant. L'orphelinat Saint-Jean ne fait pas toujours preuve de bonne volonté⁹⁵.

Le situation politique, dominée par l'intransigeance anticléricale, renforce le caractère invasif de l'inspection. L'adaptation des orphelinats congréganistes à la rigueur administrative prendra du temps, mais le contexte défavorable les oblige à adopter un comportement irréprochable

⁹³ A.D.T., 13 M⁶ 20. Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie. Correspondance générale. 1875-1891, Procès-verbal du 6 juillet 1900 concernant l'orphelinat Saint-Jean : « Il a été contrevenu à l'article 10 § 3 de la loi du 2 novembre 1892 quinze fois, à l'article 11 § 4 une fois, à l'article 11 § 5 une fois, et à l'article 20 § 1^{er} quatre fois. »

⁹⁴ A.D.T., 13 M⁶ 31, Procès-verbal du 27 octobre 1903 concernant l'orphelinat Saint-Jean.

⁹⁵ *Ibid.* : « Enfin, une mise en demeure du 6 juillet 1900 (avec délai d'exécution d'un mois) portant que le volant supérieur de la scie à ruban devait être garanti n'avait pas encore, le 27 octobre 1903, reçu satisfaction, contravention à l'article 12 paragraphe 1^{er} du décret du 10 mars 1894 rendu en application de la loi du 12 juin 1893 (article 3). »

qui leur permettra de recevoir de meilleurs avis. « Dans les établissements religieux, où quelques difficultés avaient été rencontrées précédemment, il n'a été fait, cette année, aucune observation méritant d'être signalée. »⁹⁶

SECTION 2. LA SYSTEMATISATION DE L'INSPECTION DES ETABLISSEMENTS PRIVES DE BIENFAISANCE :

A côté de l'autorisation, la surveillance constitue l'autre versant du contrôle de l'administration sur les institutions charitables privées. Dans son avis du 17 janvier 1806, le Conseil d'Etat prévient les établissements de bienfaisance qu'ils « ne peuvent être utiles et inspirer une confiance fondée, quelle que soit la pureté des intentions qui les ont fait naître, tant qu'ils ne sont pas soumis à l'examen de l'administration publique, autorisés, régularisés et surveillés par elle ». Si l'Etat fait preuve d'une certaine tolérance vis-à-vis de l'existence des orphelinats, il ne manque jamais d'exercer sa surveillance sur leur fonctionnement.

Au XIX^e siècle, le contrôle étatique prend la forme d'inspections occasionnelles menées par diverses autorités administratives, nationales ou locales (I). « Malgré le nombre d'orphelinats soumis par leurs statuts à la surveillance de l'autorité publique, on peut dire que la grande majorité des établissements libres consacrés à l'enfance échappe à tout contrôle de l'Etat. »⁹⁷ Les enquêtes de la fin du siècle ayant mis au jour les limites des orphelinats, l'Etat élabore au XX^e siècle une surveillance spécifique des établissements privés de bienfaisance recueillant des mineurs (II).

I. LES INSPECTIONS PONCTUELLES :

L'histoire de l'inspection générale des établissements de bienfaisance et celle de l'inspection spéciale des enfants assistés se confondent en raison de leur finalité identique⁹⁸. Le contrôle de l'hôpital public entre dans les attributions des deux formules. L'amalgame administratif consiste à confier, soit la surveillance des enfants assistés à la première, soit la surveillance des autres institutions charitables à la seconde. Toutefois, le développement du service public de l'enfance assistée implique la spécialisation progressive de son corps d'inspecteurs.

Alarmée par les accroissements extraordinaires du nombre et de la dépense des enfants abandonnés, l'administration instaure un dispositif complet de contrôle, en imaginant dès 1825 une inspection permanente des

⁹⁶ *Ibid.*, Rapport de l'inspecteur divisionnaire au préfet du Tarn du 8 juin 1903.

⁹⁷ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 157.

⁹⁸ V. DE LUCA, *Aux origines de l'Etat-Providence. Les inspecteurs de l'assistance publique et l'aide sociale à l'enfance (1820-1930)*, I.N.E.D., P.U.F., Paris, 2002, pp. 9 à 32.

hospices, des bureaux de bienfaisance et du service des enfants assistés. L'arrêté du 20 juin 1828 formalise à la baisse les intentions gouvernementales en nommant seulement deux inspecteurs généraux « pour tout le royaume ». Un mois plus tard, une circulaire détaille la mission de ces inspecteurs itinérants. Ils sont « chargés d'éclairer le gouvernement sur la situation exacte de l'administration des secours publics, de lui rendre compte des besoins et des ressources de chaque établissement, et de proposer, de concert avec les autorités locales, les mesures propres à améliorer le services et à détruire les abus »⁹⁹. Ces « abus » concernent essentiellement le service de l'enfance assistée, véritable gouffre financier. Supprimée par les événements de 1830, cette inspection est réorganisée, à l'initiative d'Adolphe Thiers, par un arrêté du ministère du Commerce et des Travaux publics en date du 26 décembre 1833. La circulaire du 15 mars 1834 présente, là encore, une inspection ayant de larges attributions. « La mission des inspecteurs embrasse l'examen de toutes les parties du service des établissements de bienfaisance. »¹⁰⁰ En réalité, le principal motif du rétablissement reste la réduction de la dépense des enfants assistés. Les inspecteurs doivent limiter la « philanthropie exagérée » des administrations hospitalières locales afin de se conformer à la réglementation publique volontairement restrictive : catégories d'enfants, hospices dépositaires, recours au placement rural. Les dispositions de ce premier tiers de siècle posent donc le principe d'une inspection générale des établissements de bienfaisance¹⁰¹, mais finalement cantonnée à la surveillance du service des enfants assistés.

La circulaire ministérielle du 12 mars 1839, « souvent considérée comme l'acte de naissance de l'inspection par les historiens contemporains »¹⁰², adopte la démarche inverse. Le texte annonce la création d'une inspection départementale des établissements de bienfaisance, mais il s'agit surtout d'élargir les attributions de l'inspecteur des enfants assistés. Le ministre de l'Intérieur revient aux sources de l'assistance publique à l'enfance, c'est-à-dire au décret impérial du 19 janvier 1811 dont l'article 14 charge des commissaires spéciaux de visiter les enfants assistés¹⁰³. Peu

⁹⁹ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 20 juillet 1828.

¹⁰⁰ A.D.T., 1 X 2, Circulaire ministérielle du 15 mars 1834.

¹⁰¹ *De l'organisation d'une inspection départementale des établissements de bienfaisance et des institutions de prévoyance*, bureau du Journal des Communes, Paris, 1856, p. 3 : « Les institutions de prévoyance et de bienfaisance, les premières surtout, ont pris depuis quelques années, en France, un tel développement qu'on a dû s'attacher à leur imprimer partout une direction puissante et uniforme. Dans ce but, on a créé notamment, dans plusieurs départements une inspection dite des établissements de bienfaisance. »

¹⁰² V. DE LUCA, *Op. cit.*, p. 16.

¹⁰³ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. XVIII (1811-1814), p. 272 : « Article 14. Les commissions administratives des hospices feront visiter, au moins deux fois l'année, chaque enfant, soit par

d'administrations hospitalières ayant appliqué la mesure, cette prérogative est retournée aux inspecteurs généraux. La Monarchie de Juillet décide d'établir à l'échelon départemental des inspecteurs de l'enfance assistée, auxquels il confie également « l'inspection des hospices, des bureaux de bienfaisance, des maisons de secours et de tous les établissements charitables du département »¹⁰⁴. La dépense de ces nouveaux fonctionnaires est prise sur les budgets des conseils généraux. Cependant, les inspecteurs généraux, chargés de visiter les établissements charitables, ne disparaissent pas ; il existe désormais deux corps d'inspecteurs.

En tant qu'établissements privés de bienfaisance, les orphelinats relèvent principalement des inspecteurs généraux, mais en raison de leur population infantile, ils feront également l'objet de contrôles secondaires exercés par d'autres autorités administratives.

L'INSPECTION PRINCIPALE.

Sous la Seconde République, un arrêté présidentiel du 25 novembre 1848 transforme l'inspection générale des établissements de bienfaisance en inspection générale des services administratifs qui dépendent du ministère de l'Intérieur. Le Second Empire complète le dispositif en 1852. Deux décrets du 15 janvier réorganisent le corps des inspecteurs généraux et de leurs adjoints¹⁰⁵. A cette occasion, le personnel de l'inspection s'étoffe et se hiérarchise. Le gouvernement divise le service en trois sections : prisons, établissements de bienfaisance, asiles d'aliénés.

Placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, les inspecteurs généraux partagent leur temps entre les tournées d'inspection et les conseils de section (article 2). Les orphelinats relèvent de la deuxième section qui seule nous intéresse ici. Dans le cadre de leurs tournées, les agents inspectent en effet les hôpitaux, les hospices, les bureaux de bienfaisance, les colonies agricoles d'enfants trouvés, abandonnés ou orphelins¹⁰⁶, les monts de piété, les maisons de refuge, les dépôts de mendicité, les institutions de sourds-muets ou d'aveugles, ainsi que les établissements privés de même nature subventionnés par l'Etat (article 5). Dans les conseils de sections, ces inspecteurs donnent leur avis sur les règlements du service intérieur des

un commissaire spécial, soit par les médecins ou chirurgiens vaccinateurs ou des épidémies. » Déjà sous l'Ancien régime, « un inspecteur, aux gages de cent livres par an, était tenu de visiter les enfants chez leur maître pour s'informer de leur mœurs, de leur conduite, de leur travail et de la manière dont ils étaient traités » (A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 110).

¹⁰⁴ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 12 mars 1839.

¹⁰⁵ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LII (1852), p. 275.

¹⁰⁶ Les inspecteurs généraux des prisons visitent les colonies agricoles d'éducation correctionnelle de jeunes détenus (article 4).

établissements visités ou sur les projets de construction des hôpitaux-hospices¹⁰⁷ (article 9).

A l'intérieur des établissements publics hospitaliers, les orphelinats font l'objet des critiques les plus sévères de la part de ces agents publics. En 1856, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance Félix Martin d'Oisy visite pour la première fois le département du Tarn, en commençant tout naturellement par les hôpitaux d'Albi et de Castres qui en sont les principales institutions.

Son inspection de l'hôpital d'Albi ne laisse pas un bon souvenir à la commission administrative. « Après une conversation d'un quart d'heure, nous l'avons accompagné dans sa visite de l'hôpital ; cette visite faite, pour ainsi dire en courant, n'a pas duré une heure et tout a été fini. »¹⁰⁸. La commission conteste donc « avec énergie » les observations de l'inspecteur général. La première d'entre elles concerne l'orphelinat de filles ; l'agent public note l'irrégularité d'une telle œuvre en l'absence de fondation spéciale. La commission conteste l'existence d'un orphelinat, préférant arguer, non sans une certaine ironie, de la négligence de l'inspecteur. Selon l'administrateur de l'hôpital, de l'orphelinat créé en 1841, « il n'en reste absolument rien que cette inscription, oubliée sur une porte : "Orphelines du département". Monsieur l'inspecteur général dans sa rapide promenade dans l'hôpital, a jeté les yeux sur cette inscription, et il en a conclu à l'existence de l'orphelinat. » En réalité, l'orphelinat ne ferme réellement qu'en 1865, mais les orphelines sont depuis longtemps mêlées aux enfants assistés conservés dans l'hôpital. La deuxième remarque porte justement sur cet aspect. Le rapport de l'inspecteur critique la vigilance de l'administration, ce que réfute cette dernière¹⁰⁹. L'inspecteur des enfants trouvés appuie l'inspecteur général, en signalant que l'instruction des enfants placés à la campagne est meilleure que celle des enfants maintenus à

¹⁰⁷ Par exemple, en 1879, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance donne un avis défavorable au projet de réunion en un même lieu (sur l'emplacement de l'hospice Saint-Joseph) des deux pôles hospitaliers de Castres administrés par la même commission administrative (hospice Saint-Joseph et hôpital Saint-Jacques), afin d'éviter l'engorgement de cette institution unique (A.D.T., 1 X 48, Rapport de l'inspecteur général des établissements de bienfaisance du 20 avril 1879).

¹⁰⁸ A.D.T., 1 X 28, Lettre de la commission administrative de l'hospice d'Albi au maire de la ville du 1^{er} décembre 1856.

¹⁰⁹ *Ibid.* : « Nous affirmons que nos enfants sont l'objet de la surveillance incessante et de la sollicitude la plus vive de la part des sœurs de la charité ; ils ne sont pas perdus de vue un seul instant du jour et de la nuit. Nous les visitons de temps en temps et nous n'avons jamais eu qu'à nous louer à la direction à la fois sévère et affectueuse de nos sœurs et de la piété, de la docilité et de l'obéissance de tous nos enfants. Ils ont sans doute comme tous les enfants du monde les défauts de leur âge, mais nous n'avons jamais reconnu en eux ces instincts mauvais que Monsieur l'inspecteur général nous accuse de laisser se développer librement et à l'abri d'un défaut de surveillance. »

l'hospice. La commission rétorque que l'inspecteur des enfants assistés n'a « jamais inspecté les enfants qui séjournent à l'hospice au point de vue de leur instruction », puis se contente d'affirmer l'inverse de l'agent public. Au-delà des accusations sans forme et des récusations sans fond, cet échange démontre tout l'antagonisme de la seconde moitié du XIX^e siècle sur la matière hospitalière, entre d'un côté la volonté du pouvoir central de sortir les enfants du milieu hospitalier et de l'autre la volonté des administrations locales de secourir toute l'enfance malheureuse.

La même tournée amène l'inspecteur général à visiter l'hôpital et l'hospice de Castres. Malgré quelques observations inévitables, son rapport paraît moins négatif dans l'ensemble. L'orphelinat de l'hôpital s'intègre mieux à cet établissement, dont la vocation principale est de recueillir les enfants assistés. La présence d'enfants dans l'hôpital n'étant pas anormale, les remarques ressemblent davantage à des conseils¹¹⁰. La commission explique d'ailleurs qu'elle leur donne un apprentissage et accepte de leur allouer une « légère gratification »¹¹¹. Dans la même logique, un autre inspecteur général, Henri Napias, exprime son souhait en 1890 « que les orphelinats de Castres deviennent des écoles professionnelles capables de mettre les enfants qu'on y recueille en état de gagner leur vie »¹¹². Il réclame néanmoins que ces orphelins suivent l'instruction primaire à l'extérieur.

Ce même inspecteur visite en 1894 l'hôpital de Lavaur, où il remarque « qu'une bonne partie des locaux et des revenus de cet établissement sont occupés et dépensés pour un orphelinat de filles et de garçons dont on n'a pu lui montrer les actes de fondation ». Il découvre que ces trente-huit enfants (vingt-trois filles et quinze garçons) ne sont « ni orphelins, ni orphelines », ni même des « demi-orphelins », mais seulement des enfants de familles pauvres. L'agent prêche évidemment pour le maintien de ses enfants dans leurs familles avec l'aide, au besoin, d'« un petit secours qui serait moins onéreux que l'entretien d'un enfant à l'hospice »¹¹³. Les administrateurs livrent alors une explication hasardeuse, niant l'existence d'un orphelinat, et décrivant dans la même lettre ce qui caractérise un orphelinat : « La commission estime qu'il est préférable de prendre dans l'hospice les enfants des familles qui ne peuvent ni les élever, ni les entretenir, faute de ressources, que de donner à ces mêmes familles un

¹¹⁰ A.D.T., 1 X 48, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 25 novembre 1856 : « La commission administrative emploie des assistés à certaines confections de vêtements. Il serait convenable qu'elle rémunérât ce travail. Une gratification encouragerait les assistés à travailler avec plus de goût et avec plus de persévérance. »

¹¹¹ *Ibid.*, Lettre de la commission des hospices de Castres au sous-préfet du 27 février 1857.

¹¹² *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 14 mai 1891.

¹¹³ A.D.T., 1 X 105, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 18 février 1895 reprenant des passages entiers du rapport de l'inspecteur général.

secours, que quelques-unes pourrait bien ne pas affecter toujours aux besoins des enfants, étant donné surtout qu'il serait impossible à la commission d'en surveiller efficacement l'emploi. »¹¹⁴ Au XX^e siècle, les orphelinats hospitaliers, même réduits, n'échappent pas aux inspections générales. En 1904¹¹⁵ et 1914¹¹⁶, les inspecteurs rapportent l'existence d'un orphelinat de filles dans l'hôpital de Gaillac. Ils invitent la commission administrative à supprimer cette œuvre ou, si cette suppression est « impossible ou inopportune »¹¹⁷, à se conformer à la circulaire du 18 mai 1900. Dix années s'écoulent entre les deux inspections sans que la situation de l'établissement évolue. L'orphelinat de l'hôpital gaillacois ne ferme qu'en 1934.

Les orphelinats au sens strict font eux aussi l'objet de visites comparables. Depuis les débuts de la Troisième République, l'inspection générale « contrôle tout le secteur de la petite enfance, notamment les orphelinats »¹¹⁸. Lors d'une tournée de 1874, effectuée dans le sud du département, l'inspecteur général des établissements de bienfaisance contrôle l'orphelinat agricole Saint-Alexis de Peyregoux. « L'établissement compte vingt enfants au moment de son passage. »¹¹⁹ L'inspecteur met au jour la faiblesse du salaire des orphelins (un franc par mois) au regard des gages des enfants assistés¹²⁰, des profits de l'établissement et des subventions du département. Il recommande donc d'augmenter le salaire mensuel afin de constituer un pécule de sortie suffisant. L'autre critique concerne l'enseignement élémentaire. « A l'exception du directeur, les frères de la maison de Peyregoux paraissent laisser à désirer sous le rapport intellectuel. » L'inspecteur prétend que l'orientation agricole de l'orphelinat de Peyregoux

¹¹⁴ *Ibid.*, Extrait du registre des délibérations de la commission administrative de l'hospice de Lavaur, Séance du 24 mars 1895.

¹¹⁵ A.D.T., 1 X 67, Lettre du Président du Conseil, ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904 : « Il existe dans cet établissement un orphelinat qui n'a pas de dotation spéciale et qui reçoit des filles des familles indigentes de la ville. La plupart de celles-ci sont rendues à leurs familles dès qu'elles sont en âge de travailler, celles qui ne sont pas réclamées par leurs familles sont mises en apprentissage par les soins de la commission. »

¹¹⁶ *Ibid.*, Rapport de l'inspecteur général concernant l'hôpital-hospice de Gaillac en 1914 : « L'établissement a créé et entretient un orphelinat de filles de treize lits. Cette création qui n'est justifiée par aucune fondation spéciale est irrégulière et a pour conséquence de grever l'hôpital d'une charge étrangère à sa destination. »

¹¹⁷ *Ibid.*, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 4 juin 1904.

¹¹⁸ I. JABLONKA, *Op. cit.*, p. 16.

¹¹⁹ A.D.T., 3 X 44, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 10 juillet 1875.

¹²⁰ *Ibid.*, Lettre du ministère de l'Intérieur à la préfecture du Tarn du 10 juillet 1875 : « Les pupilles du département gagnent en effet chez les cultivateurs cent francs environ par an et souvent plus, tandis que l'association de Saint-François-Régis n'attribue aux siens que douze francs par an. »

se fait au détriment de l'instruction primaire¹²¹. La sévérité du rapport engage le ministère à demander la vigilance de la préfecture : « Vous chargerez l'inspecteur départemental de visiter à des époques assez rapprochées cet établissement et de vous communiquer chaque fois ses appréciations. »¹²²

Après l'inspection de 1890, le rapport de l'inspecteur général Napias concernant l'orphelinat protestant de Castres se révèle plutôt favorable. Le ministère envisage la possibilité de placer les pupilles de l'assistance appartenant au culte protestant dans cet établissement¹²³. L'institut bénéficie de la reconnaissance d'utilité publique, ce qui implique une surveillance étatique. Les premiers mots des statuts de l'œuvre expriment cette dépendance vis-à-vis de l'Etat. « L'asile d'orphelins de Castres est placé sous la protection et la surveillance du gouvernement »¹²⁴. Cela signifie que les différents services d'inspections contrôlent l'orphelinat chacun pour leur domaine : « l'administration préfectorale et l'administration académique visitent l'asile toutes les fois qu'elles le désirent »¹²⁵.

LES INSPECTIONS SECONDAIRES.

Les représentants de l'Etat dans le département sont parfois amenés à effectuer un contrôle des orphelinats dans le cadre d'une mission générale de surveillance. La nature des orphelinats peut entraîner des inspections particulières. Ainsi, l'activité agricole de l'orphelinat de Peyregoux suscite l'intérêt des pouvoirs publics. Conformément à la circulaire du ministère de l'Agriculture du 17 mai 1880, le sous-préfet de Castres dresse un rapport de sa visite du domaine, dans lequel il remet nettement en question l'utilité réelle de l'œuvre : « Les résultats obtenus, en ce qui touche la question agricole sont à peu près nuls. D'après les renseignements que j'ai recueillis des frères eux-mêmes, les jeunes gens sortent de l'orphelinat pour revenir chez eux cultiver leurs terres ou pour entrer dans l'association. Jusqu'ici aucun d'eux n'a été placé comme régisseur de propriété. En résumé, l'enseignement agricole au point de vue théorique est très restreint et, au point de vue pratique, il n'a été constaté aucune amélioration sensible dans la culture. En effet, on ne se sert que d'instruments agricoles que l'on emploie déjà depuis longtemps dans le pays et je n'y ai remarqué aucun instrument nouveau ni perfectionné. La culture que l'on pratique est

¹²¹ *Ibid.* : « Les frères semblent d'ailleurs se préoccuper moins de l'éducation de leurs pupilles que des développements et des résultats matériels de leur entreprise. »

¹²² *Ibid.*

¹²³ A.D.T., 3 X 20, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 20 mars 1891.

¹²⁴ A.D.T., 3 X 36, Statuts de l'orphelinat protestant, Article 1^{er}.

¹²⁵ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'orphelinat protestant de Castres.

absolument semblable à celle du pays. »¹²⁶ Ces commentaires annoncent l'orientation politique amorcée par les Opportunistes, la laïcisation de l'enseignement contenant une critique de l'utilité congréganiste.

En raison de leur rôle auprès des enfants, les orphelinats sont susceptibles de recevoir la visite d'inspecteurs spécialisés comme les inspecteurs d'académie pour la partie enseignante, ou les inspecteurs des enfants assistés pour la partie charitable, mais le contrôle de ces agents se révèle en définitive assez limité.

Le corps des inspecteurs d'académie apparaît avec le décret du 17 mars 1808 organisant l'Université impériale, dont l'article 93 prévoit qu'« il y aura dans chaque académie un ou deux inspecteurs particuliers qui seront chargés, par ordre du recteur, de la visite et de l'inspection des écoles de leurs arrondissements, spécialement des collèges, des institutions, des pensions et des écoles primaires ». Cependant, le rôle de ces inspecteurs ne s'étoffe que sous le Second Empire avec la loi du 14 juin 1854 qui place dans chaque département un inspecteur d'académie et développe ses attributions. Le décret du 22 août 1854 sur l'organisation des académies lui adjoint des inspecteurs de l'instruction primaire. La législation républicaine du 30 octobre 1886 consacre définitivement cet agent public. Cette loi prévoit qu'il inspecte les établissements d'instruction primaire publics ou privés (article 9) et qu'il statue sur les déclarations d'ouvertures des écoles privées (article 38). L'article 43 autorise expressément l'inspection académique à visiter les écoles primaires ouvertes « dans les hôpitaux, hospices, colonies agricoles, ouvriers, orphelinats, maisons de pénitence, de refuge ou autres établissements analogues ». L'établissement Saint-Joseph à Lavaur est ainsi « soumis à la surveillance de l'inspecteur primaire »¹²⁷. De même, l'inspecteur visite l'orphelinat de Peyregoux, même s'il reconnaît que « les élèves qu'il renferme sont surtout occupés aux travaux des champs »¹²⁸, ce qui laisse peu de temps pour l'enseignement. Quand le directeur de l'orphelinat demande une collection de cartes géographiques pour l'école de l'établissement¹²⁹, l'inspecteur d'académie soutient sa démarche auprès de la préfecture¹³⁰. A Castres, lors de l'application de la loi de 1904 interdisant l'enseignement congréganiste, l'inspecteur d'académie signale l'existence d'un orphelinat dans le couvent de la Présentation¹³¹. Alors que l'autorité

¹²⁶ A.D.T., 3 X 44, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 3 juin 1880.

¹²⁷ A.D.T., 1 X 9, Questionnaire de 1881 sur l'établissement Saint-Joseph de Lavaur.

¹²⁸ A.D.T., 3 X 44, Lettre de l'inspecteur académique au préfet du Tarn du 22 août 1887.

¹²⁹ *Ibid.*, Lettre de l'Abbé André au préfet du Tarn du 11 août 1887.

¹³⁰ *Ibid.*, Lettre de l'inspecteur académique au préfet du Tarn du 22 août 1887.

¹³¹ A.D.T., 3 V 65, Lettre de l'inspecteur d'Académie au préfet du Tarn du 13 décembre 1905.

centrale soupçonne les sœurs d'avoir ouvert l'orphelinat pour conserver des enfants après la fermeture de leur école, cet inspecteur affirme que cette structure a toujours existé et que les enfants recueillis fréquentent les écoles situées en dehors de l'établissement¹³².

Le gouvernement ne parachève la constitution d'une inspection des enfants assistés que dans un second temps. La Seconde République rappelle l'efficacité de cette mesure dans l'amélioration du service de l'enfance assistée¹³³ et le Second Empire lui donne un début d'organisation avec la circulaire du 30 avril 1856, mais c'est véritablement la loi du 5 mai 1869 qui marque l'essor de ce service¹³⁴. Cette loi relative aux dépenses des enfants assistés, met les dépenses d'inspection et de surveillance « à la charge de l'Etat » (article 6)¹³⁵. C'est un moyen d'affirmer que cette inspection départementale dépend de la préfecture, donc du pouvoir central¹³⁶. La circulaire du 3 août 1869, puis le décret du 31 juillet 1870¹³⁷ règlent le cadre et les conditions d'organisation de ce personnel¹³⁸. Les décrets du 8 mars 1887 et du 1^{er} juillet 1893 modifient et complètent ces dispositions, notamment en matière de recrutement¹³⁹. L'inspection du service des enfants assistés comprend la visite des enfants mineurs et émancipés, les placements et déplacements, les secours aux enfants et aux nourrices, la surveillance des enfants jusqu'à leur majorité, la liquidation des dépenses du service, la surveillance des maisons d'accouchement, la visite des hospices et hôpitaux, la vérification des écritures des économes, le contrôle de la distribution des secours temporaires aux enfants naturels, la protection des enfants du premier âge et l'assistance médicale gratuite. Ce fonctionnaire, très occupé par la surveillance du service public de l'enfance assistée, n'intervient que très rarement auprès des orphelinats. Il se contente de visiter les établissements qui accueillent des pupilles de l'assistance. Une telle situation

¹³² *Ibid.*, Lettre du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 8 janvier 1906.

¹³³ A.D.T., 3 X 18, Circulaires ministérielles du 8 novembre 1848 et du 12 mars 1849.

¹³⁴ V. DE LUCA, *Op. cit.*, pp. 33 et suivantes ; C. ROLLET-ECHALIER, *Op. cit.*, pp. 298 et suivantes.

¹³⁵ A. DUPOUX, *Op. cit.*, p. 207.

¹³⁶ J. DEHAUSSY, *Op. cit.*, p. 53.

¹³⁷ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXX (1870), p. 291 : « La surveillance du service des enfants assistés est confiée à des inspecteurs et des sous-inspecteurs » (article 1^{er}).

¹³⁸ Dans le Tarn, une inspection permanente des enfants assistés est instaurée en 1844 (V. DE LUCA, *Op. cit.*, tableau p. 21). Listes des inspecteurs du service des enfants assistés dans le Tarn au début de la Troisième République (A.D.T., 3 X 19 et 20, plusieurs lettres du ministère de l'Intérieur au préfet du Tarn portant nomination au poste d'inspecteur des enfants assistés du département) : Delestre (1869-1872), Boissoudy (1872-1876), Bégue (1876-1881), Roché (1881-1883), Mazade (1883-1884), Durand-Desmours (1884-1886), Fonné (1886-1890), Bonnes (1890-1905), Caylus (1905-1909), Eynard (1909-1914), Terrière (1914-1918).

¹³⁹ J.-B. DUVERGIER, *Op. cit.*, t. LXXXVII (1887), p. 52 et t. XCIII (1893), p. 236.

reste exceptionnelle : quelques documents d'archives attestent d'une corrélation momentanée entre l'assistance publique et la charité privée, impliquant un contrôle de l'inspecteur. Sur un état justificatif d'une tournée effectuée les 25, 26 et 27 juillet 1886 à Castres, l'inspecteur des enfants assistés Charles Fonné, note que deux orphelins de l'hôpital sont placés au troisième d'artillerie comme enfants de troupe, et que leur petite sœur vit à l'orphelinat du Sacré-Cœur « où elle est très bien soignée »¹⁴⁰. De même, l'inspecteur Bonnes place en 1894 deux jeunes sœurs à l'orphelinat de Labruguière¹⁴¹. Les Filles de la Charité qui dirigent ces structures, bénéficieront toujours de la sympathie des acteurs de l'assistance, y compris au plus fort de la tempête anticléricale.

II. LA SURVEILLANCE SPECIFIQUE :

Plusieurs scandales relayés par la presse anticléricale illustrent les carences de l'inspection publique des orphelinats. Chaque autorité investie d'une telle mission se cantonne à son domaine ; aucune n'appréhende ces œuvres en entier. Le docteur Henri Napias témoigne du manque de cohérence entre les différentes inspections : « Sans doute l'inspecteur primaire visite les écoles de ces orphelinats, non toutefois d'une façon très régulière, et il peut arriver même qu'il ignore l'existence de ces écoles ou qu'il oublie de s'y rendre. L'inspecteur du travail des enfants y pénètre souvent aussi ; mais il ne s'occupe que de la durée du travail et de sa prolongation illégale pendant le temps réservé au sommeil ; enfin l'inspecteur des enfants assistés y va quelquefois s'il y a là des pupilles de son service ; mais le plus ordinairement on lui amène les pupilles au parloir, il ne visite pas l'établissement tout entier. »¹⁴² Le gouvernement entend organiser un contrôle étroit des œuvres charitables qui recueillent des mineurs.

Le raisonnement des républicains se fonde sur la tradition étatiste, une pratique que même la Révolution française n'a pas remise en cause. L'édit royal d'août 1749 et l'avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 1806 exigent l'autorisation des établissements charitables. L'Etat peut, dans les mêmes formes (par décret en conseil d'Etat), retirer cet agrément. Par ailleurs, tout établissement fonctionnant sans autorisation, est simplement toléré et cette tolérance peut cesser à tout moment. De ces droits régaliens d'autorisation et d'interdiction découlent un droit adjacent de contrôle. Sur ce principe, le

¹⁴⁰ A.D.T., 3 X 19, Etat justificatif de la deuxième tournée d'inspection en 1886.

¹⁴¹ A.D.T., 3 V 71, Lettre de la sous-préfecture de Castres à la préfecture du Tarn du 18 février 1904.

¹⁴² H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 12.

gouvernement estime néanmoins qu'une loi précisant les modalités du contrôle demeure nécessaire. La lente élaboration de ce texte sur près d'un demi-siècle, révèle l'évolution de la politique républicaine.

UN PROJET IMPREGNE DE SUSPICION.

Les passions politiques, attisées par le procès Dreyfus, se portent en 1899 sur le fonctionnement des orphelinats¹⁴³. L'affaire du Bon-Pasteur de Nancy¹⁴⁴, ainsi que d'autres incidents dans différentes maisons de refuge accusées d'exploiter le travail de jeunes orphelines, démontrent les limites de la loi de 1892. Ces nouveaux abus provoquent la nomination d'une enquête parlementaire, à l'issue de laquelle Pierre Waldeck-Rousseau, Président du Conseil, annonce la préparation d'un texte déterminant les conditions d'ouverture et de surveillance des établissements privés de bienfaisance.

Le projet de loi déposé le 8 juin 1900, visant « tous les établissements privés charitables pratiquant l'hospitalisation »¹⁴⁵, s'intéresse en priorité à l'avenir de l'enfant recueilli. Ainsi l'apprentissage d'un métier et la constitution d'un pécule de sortie constituent-ils les deux « obligations essentielles »¹⁴⁶ imposées aux établissements de bienfaisance, afin de lutter contre l'exploitation commerciale des enfants. Les débats parlementaires reflètent l'opposition classique entre les catholiques conservateurs et les républicains anticléricaux. Les premiers, opposants au contrôle des œuvres privées, stigmatisent la mainmise gouvernementale sur le secteur privé. Les défenseurs des orphelinats, à l'exemple des députés Loys Brueyre¹⁴⁷, Pierre-Eymeric de Pellefort-Burete¹⁴⁸, condamnent une atmosphère de défiance

¹⁴³ J. IMBERT, *Guide du chercheur... Op. cit.*, p. 31.

¹⁴⁴ Le Bon-Pasteur d'Angers, fondé en 1829 par Marie de Sainte-Euphrasie Pelletier, recueille dans ses refuges les jeunes filles en perdition, « pénitentes » ou « préservées ». Les abus constatés dans les ateliers de la congrégation sont à l'origine de la loi de 1892 (P. TARON, « Le Bon-Pasteur angevin... », *Déviance et société... Op. cit.*, pp. 123 à 141). Les célèbres « affaires » du Bon-Pasteur, notamment à Cholet (1887) et à Nancy (1899), éclipsent les problèmes des autres congrégations. Ces deux procès alimentent une polémique médiatique et parlementaire.

¹⁴⁵ R. CONTE, *Op. cit.*, p. 138.

¹⁴⁶ L. BOIZET, *Op. cit.*, p. 214.

¹⁴⁷ L. BRUEYRE, « Observations sur le projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privés », *La Revue philanthropique* du 10 septembre 1901, Masson, Paris, 1901.

¹⁴⁸ P.-E. de PELLEPORT-BURETE, *A propos du projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée : lettre ouverte à Monsieur le président de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés le 1^{er} mai 1901*, Imprimerie de F. Pech, Bordeaux, 1901 ; du même auteur, *Des moyens pratiques d'établir un lien permanent entre l'assistance publique et la bienfaisance privée*, Rapport présenté au troisième congrès national d'assistance publique et de bienfaisance privée, Bordeaux, du 1^{er} au 7 juin 1903, imprimerie de G. Gounouilhou, Bordeaux, 1903.

générale à l'égard des œuvres charitables. Ils affirment que le contrôle met en péril la bienfaisance privée en restreignant son action, car une réglementation trop pesante découragerait l'initiative privée. Les seconds, partisans du contrôle des œuvres privées, soulignent les nombreux abus existants. Le projet de loi ne tend selon eux qu'à la bonne tenue des orphelinats. « C'est pour remédier à ces abus sans nuire aux œuvres méritoires, qu'on a pensé à établir une surveillance des établissements de bienfaisance privée. »¹⁴⁹ La constitution d'un pécule obligatoire apparaît comme l'élément central du texte¹⁵⁰. Ce pécule prend la forme de prélèvements journaliers, gradués selon l'âge des enfants, sur les revenus des œuvres. L'opposition prétend qu'une telle obligation constituerait une charge accablante pour les œuvres charitables¹⁵¹. La plupart des orphelinats ne réalisent pas de bénéfices, vivent de la générosité publique, équilibrant leur budget grâce aux dons. Au pécule obligatoire ou automatique, les détracteurs du projet opposent le concept d'un « pécule récompense » à destination des enfants les plus méritants. La législature se termine sans aboutir à un vote.

Alors que la presse continue d'évoquer les scandales de certains orphelinats, le paroxysme anticongréganiste transforme la rubrique des faits divers en interpellation parlementaire. Sur l'insistance de Jules-Louis Breton, un nouveau projet de loi est déposé le 21 octobre 1902 par le nouveau Président du Conseil, Emile Combes, sur le fonctionnement des établissements congréganistes charitables¹⁵². La politique anticléricale oriente donc le projet exclusivement sur les congrégations, mais la très vive opposition que suscite la matière provoque un autre report. Le rapporteur du texte, Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, reprendra ainsi le projet à trois reprises, en 1901, 1903 et 1907¹⁵³.

¹⁴⁹ Ch. BRUNOT (inspecteur général des établissements de bienfaisance), « Réponse aux observations sur le projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privés », *La Revue philanthropique* du 10 décembre 1901, Masson, Paris, 1901, p. 14 ; du même auteur, « De la surveillance des établissements de bienfaisance privée », *La Revue philanthropique* du 10 juin 1904, Masson, Paris, 1904, p. 11.

¹⁵⁰ L. BOIZET, *Op. cit.*, pp. 221 à 224.

¹⁵¹ *Projet de loi pour établir une taxe obligatoire à verser par les établissements de bienfaisance créés par des associations laïques ou religieuses où les mineurs sont assujettis à un travail quelconque (enquête sur ces établissements dans la Seine-Inférieure, mémoire, tableau, statistique, conclusions)*, Imprimerie du Nouvelliste, Rouen, 1900.

¹⁵² E. COMBES, *Projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée, présenté à la Chambre des députés le 21 octobre 1902*, Imprimerie de Motteroz, Paris, 1902.

¹⁵³ J.-B. BIENVENU-MARTIN, *Rapport du 17 mai 1901 fait à la Chambre des députés au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales chargée d'examiner le projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée*, Imprimerie de Motteroz, Paris, 1901 ; *Rapport du 1^{er} avril janvier 1903 fait à la Chambre des députés sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée*, Imprimerie de Motteroz, Paris, 1903 ;

Le corps des inspecteurs généraux soutient l'intention républicaine à une large majorité. A l'occasion d'un congrès en 1907 sur l'assistance publique et privée, confrontant adeptes et adversaires du contrôle des établissements privés, l'inspectrice générale Hélène Moniez pose « une série d'obligations préfixes et uniformes »¹⁵⁴ visant à assurer aux enfants une éducation professionnelle ou ménagère complète, un pécule et un trousseau, ainsi qu'un placement à leur sortie. Elle prévoit pour cela un contrôle permanent sur place, composé de visites inopinées, diurnes et nocturnes, et sur pièces, imposant la tenue d'une comptabilité et de comptes-rendus annuels : « dans l'intérêt même de l'avenir des assistés, il est grand temps que, par l'inspection générale, les lumières du dehors pénètrent dans certains établissements privés ». D'autres inspecteurs paraissent néanmoins plus mesurés : selon Georges Rondel, « il convient de traiter les établissements privés non pas comme des enfants desquels on redoute toujours quelques écarts, mais comme de grandes personnes dont l'initiative, en principe illimitée, n'a que rarement besoin d'être rectifiée »¹⁵⁵. Depuis le vote des lois anticongréganistes, les opposants au contrôle émettent une importante réserve : « il est indispensable que les représentants de l'Etat ne s'immiscent en rien dans les systèmes d'éducation, et qu'on refuse catégoriquement la faculté d'imposer leurs théories. » L'autre crainte se rapporte à la comptabilité des orphelinats. Refroidie par la période anticléricale, la charité privée, religieuse, catholique, accepte difficilement de présenter ses comptes à l'Etat. Lors de ses conclusions, le congrès reconnaît la nécessité d'un contrôle, mais qui est loin de correspondre aux exigences de l'Etat, préférant la surveillance d'une commission composée de représentants des œuvres privées, à celle d'un agent public.

Le projet se transmet ainsi de législature en législature sans aboutir. Le député Jules-Louis Breton déposera deux nouveaux rapports en 1909 et 1911. Les associations de bienfaisance, représentées par l'*Office central des œuvres de bienfaisance* et l'*Union des sociétés de patronage* réclament des modifications qui repoussent un vote éventuel. La commission d'assistance et de prévoyance remanie le projet, abandonnant le caractère absolu du pécule pour les établissements aux ressources exiguës. Des amendements sont adoptés en ce sens à la Chambre des députés en 1912. Le texte modifié n'apporte toujours pas satisfaction aux représentants des associations car il maintient un « état

Rapport du 14 janvier 1907 fait à la Chambre des députés sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée, Imprimerie de Motteroz et Martinet, Paris, 1907.

¹⁵⁴ « Projet de contrôle sur les établissements de bienfaisance privée. Le rapport de Madame Moniez, étude critique ; deux systèmes en présence », *Le Courrier de la Champagne*, Reims, 1908, p. 2.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 21.

de suspicion légale »¹⁵⁶ à l'encontre des œuvres privées, qui se traduit par le pouvoir préfectoral de fermer les établissements. Dans son rapport au Sénat en date du 3 février 1914, Ferdinand Dreyfus propose des atténuations. Les discussions parlementaires s'éternisent, pour être finalement interrompues par la guerre.

UNE LOI EMPREINTE DE CONCILIATION.

Les discussions reprennent au Sénat en 1923, sur un rapport de Fernand Merlin du 9 novembre 1922 reprenant les idées conciliantes du précédent. Devant l'ampleur des travaux, d'autres rapports du même homme suivront en 1924. Depuis la fin du premier conflit mondial, les échanges parlementaires semblent davantage apaisés, marquant la fin de l'anticléricanisme de combat. Le rapporteur évoque un « texte de large conciliation », expression qui sera reprise lors de l'application de la loi¹⁵⁷. Il s'agit d'organiser un contrôle résultant de la collaboration entre les œuvres privées et les représentants de l'Etat. Le projet aboutit finalement à la loi du 14 janvier 1933 relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privés.

Cette législation ne vise en fait que les institutions qui pratiquent l'hospitalisation. « Tous les établissements de bienfaisance créés par des particuliers ou des associations, soit laïques, soit religieuses, en vue d'hospitaliser des enfants mineurs, des indigents valides, des malades, des infirmes ou des vieillards, sont soumis aux dispositions de la présente loi » (article 1^{er}). La suite de l'article restreint l'application de la loi aux établissements qui hospitalisent au moins dix assistés¹⁵⁸. La loi prescrit à tous les établissements un certain nombre d'obligations légales, augmentées de règles spéciales pour les institutions qui hospitalisent des mineurs¹⁵⁹. D'après les obligations communes de l'article 2, les nouveaux établissements

¹⁵⁶ A. RIVET, *Etablissements de bienfaisance privés : leur surveillance (loi du 14 janvier 1933, décret du 16 mars 1934, circulaires des 22 mars 1934 et 15 mai 1934, arrêté du 12 mai 1934)*, Maison de la Bonne presse, Paris, 1934, p. 10.

¹⁵⁷ *Recueil documentaire pour l'application de la loi relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privée*, Office central des œuvres de bienfaisance, Paris, 1939 : « Si la loi a trouvé son origine dans les réactions de l'opinion publique contre certains incidents qui, dans le passé, alimentèrent de vives controverses, un compromis s'est réalisé ensuite entre les partisans de la liberté de la bienfaisance privée et ceux du contrôle de l'Etat et le texte voté a été conçu dans un esprit de large conciliation en vue d'établir, entre l'administration et la bienfaisance privée des rapports de collaboration féconde. Il ne doit donc pas avoir pour résultat d'entraver la charité privée. » (circulaire ministérielle du 28 juillet 1938).

¹⁵⁸ Selon le rapport du 3 février 1914, la notion d'hospitalisation renvoie à une œuvre charitable (ce qui exclut les établissements d'instruction du domaine de la loi) et correspond à un « séjour suffisamment prolongé » (ce qui exclut les œuvres d'hébergement temporaire).

¹⁵⁹ M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 168.

doivent se déclarer vingt jours avant leur ouverture ; les œuvres existantes antérieurement à la loi doivent procéder à la même déclaration dans les trois mois à partir de la publication du règlement d'administration publique du 16 mars 1934. Toute modification ultérieure (siège, but, enseignement) doit également être déclarée sous huitaine. Il faut remarquer que cette législation adopte une posture tolérante à l'égard des congrégations. Le rapport d'Aubert Lefas, présenté à la Chambre des députés le 8 mars 1928, précise bien que « les établissements de bienfaisance qui n'avaient pas jusqu'ici de statut légal et qui vivaient en quelque sorte en marge de la loi, ne doivent pas, au moment où on leur demande, dans un but de collaboration bienfaisante, de révéler leur existence, appréhender que leur soumission à la loi puisse avoir pour eux de suite fâcheuse ». Cette déclaration fait allusion aux établissements congréganistes ; elle espère rassurer les esprits marqués par l'anticléricalisme des premières années du siècle. En ce qui concerne les institutions pour enfants, le texte ajoute des mesures supplémentaires qui reprennent des exigences traditionnelles : obligation de donner une instruction primaire et professionnelle (articles 5 et 6), obligation de constituer un pécule et un trousseau (article 17).

L'organisation de la surveillance des œuvres repose également sur les expériences précédentes. La nouveauté de la loi transparaît seulement à la lumière des derniers rapports parlementaires qui insistent tous sur l'idée de collaboration devant animer la surveillance des établissements¹⁶⁰. Le texte élabore donc une surveillance multiple mais traditionnelle, en reprenant à l'article 18 les inspections menées par des administrations existantes : inspection générale des services administratifs, inspection départementale de l'assistance publique¹⁶¹, inspection primaire d'académie et inspection du travail des enfants. Il ouvre ainsi la voie de la future inspection générale du ministère de la Santé¹⁶². Le contrôle porte sur l'hygiène, la moralité, l'enseignement et le pécule, mais ne peut en aucun cas porter sur l'aspect financier de l'œuvre, à l'exception du pécule. Le législateur tient ainsi compte des réclamations du secteur associatif. L'article 19 prévoit les irrégularités poursuivies : insalubrité des locaux, sévices ou mauvais traitements envers les assistés, non respect des obligations légales relatives aux enseignements ou au pécule, refus de se soumettre au contrôle.

La création des conseils départementaux de l'assistance publique et privée, placés sous l'autorité du Conseil supérieur de l'assistance publique¹⁶³, symbolise le principe de collaboration qui entoure la loi¹⁶⁴. En ce

¹⁶⁰ A. RIVET, *Etablissements de bienfaisance privés...* *Op. cit.*, p. 42.

¹⁶¹ Corps organisé par le décret du 28 juillet 1906, à partir de celui des inspecteurs départementaux des enfants assistés (V. DE LUCA, *Op. cit.*, p. 61).

¹⁶² M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 169.

¹⁶³ Autorité créée par le décret du 14 avril 1888 et consacrée par la loi du 14 janvier 1933.

sens, les autorités publiques prévoient la participation au conseil, dans la catégorie des établissements reconnus d'utilité publique, de représentants des congrégations autorisées (loi du 1^{er} juillet 1901). « Rouage essentiel de la nouvelle loi »¹⁶⁵, ce conseil coordonne les efforts de l'action publique et des œuvres privées, avec un double rôle consultatif et contentieux (article 26). Sa compétence consultative se partage entre les avis donnés au préfet et les vœux formulés au ministre ; sa compétence contentieuse l'amène parfois à prononcer la fermeture des établissements ou à autoriser leur réouverture. Toutefois, sa principale attribution consiste à contrôler toutes les questions relatives au pécule.

Certes, la législation de 1933 codifie et rationalise la surveillance des orphelinats, mais elle apporte peu de changements visibles dans le fonctionnement de l'inspection. Dans le département, l'orphelinat Saint-Jean d'Albi et ses annexes offrent le seul exemple de prise en considération de la loi, encore ne concerne-t-il pas la surveillance. Aux articles 35 à 38, la loi du 14 janvier 1933 étend la capacité des associations déclarées ayant « pour but exclusif l'assistance et la bienfaisance », tenant une nouvelle fois compte d'une revendication des œuvres privées¹⁶⁶. Ces dispositions signifient que la reconnaissance d'utilité publique n'est plus obligatoire pour obtenir l'autorisation d'accepter les dons et les legs. Les administrateurs de l'œuvre du Père Colombier décident de créer deux associations auxquelles ils confient la gestion des orphelinats dont la société Saint-Martin reste propriétaire¹⁶⁷. Une première structure, l'association des *Œuvres du Père Colombier* est créée à Albi le 6 septembre 1934 et déclarée le 12 du même mois (elle sera reconnue d'utilité publique par un décret du 23 mars 1957) ; une deuxième structure, l'association *Œuvre Lamon* est créée à Tarbes le 3 avril 1938 et déclarée le 6 (elle sera reconnue d'utilité publique par un décret du 11 novembre 1946)¹⁶⁸. Très vite, les manifestations sociales de l'entre-deux guerres détournent les préoccupations des pouvoirs publics. Les institutions en faveur de l'enfance, créées après la seconde guerre mondiale, dans le sillage de la Sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, s'adapteront aux nouveaux régimes publics d'assistance et de prévoyance.

¹⁶⁴ Aux termes de la circulaire du 28 juillet 1938, « la composition du conseil départemental de l'assistance publique et privée, en réunissant des représentants de l'administration et des œuvres privées marque, du reste, d'une façon sensible, l'esprit de conciliation de la loi et la pratique ne doit pas le transgresser » (*Recueil documentaire... Op. cit.*).

¹⁶⁵ A. RIVET, *Etablissements de bienfaisance privés... Op. cit.*, p. 64.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 70.

¹⁶⁷ « La fondation Saint-Martin », *Annales de Notre-Dame du Bon-Conseil*, n°158, juillet-août-septembre 1994.

¹⁶⁸ En acceptant des dons et des legs, les deux associations deviendront, elles aussi, propriétaires d'un certain nombre d'établissements.

Le rôle social de l'Etat s'étoffe avec la Troisième République, sous l'impulsion de Léon Bourgeois et d'Henri Monod notamment. Ce dernier ayant distingué les notions d'assistance publique et de bienfaisance privée¹⁶⁹, travaille à la cohésion de chacune d'entre elles. Par définition, la charité privée n'a pas d'unité : elle se compose d'une multitude d'œuvres ponctuelles et autonomes. Seule l'intervention de l'Etat permettra une harmonisation de la bienfaisance privée, en instaurant un contrôle¹⁷⁰. Cette surveillance suppose le dénombrement des orphelinats, mais cette ambition républicaine soulève quelques difficultés.

Le dictionnaire *Larousse* évoque près de huit cents instituts¹⁷¹, d'autres sources annoncent le double. Au moment du projet de loi sur les établissements privés, certaines statistiques dénombrent plus de mille six cents orphelinats au début du XX^e siècle (mille trois cents pour les filles et trois cents pour les garçons)¹⁷². L'*Office central des œuvres de bienfaisance* compte jusqu'à mille sept cents institutions. Il ne peut s'agir que d'approximations car de nombreuses œuvres restent inconnues des pouvoirs publics : c'est longtemps le cas des orphelinats existant au sein d'établissements congréganistes, jusqu'aux enquêtes préalables aux lois anticongréganistes ; c'est encore le cas des orphelinats créés au sein d'établissements publics d'assistance, hôpitaux-hospices ou bureaux de bienfaisance¹⁷³.

A la fin du siècle, le gouvernement républicain multiplie pourtant les enquêtes centrées sur les orphelinats. A la suite d'une proposition de loi présentée au Sénat par Théophile Roussel, la circulaire du 9 août 1881 commande une enquête sur les établissements de bienfaisance¹⁷⁴. Il s'agit des travaux préparatoires à la loi sur la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. Afin de la seconder, la commission parlementaire chargée d'étudier ce projet adresse un questionnaire aux préfetures¹⁷⁵. Les questions portent notamment sur les établissements publics ou privés, laïques ou congréganistes, qui ont la charge d'enfants. Le rapport que Théophile Roussel rédige à partir de cette instruction déclenche alors une cascade d'enquêtes sur les établissements de bienfaisance. Alors que la loi

¹⁶⁹ H. MONOD, *Bienfaisance privée et assistance publique*, Masson, Paris, 1901.

¹⁷⁰ V. DE LUCA, *Op. cit.*, p. 46.

¹⁷¹ « Orphelinat », *Larousse du XX^e siècle...* *Op. cit.*, p. 254.

¹⁷² « Projet de contrôle... », *Le Courrier de la Champagne...* *Op. cit.*, p. 23.

¹⁷³ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 10. La commission chargée d'une réflexion sur les orphelinats et ouvriers existant dans les hôpitaux et bureaux de bienfaisance, admet que son travail n'est pas parvenu à recenser toutes ces structures. Nous avons pu le vérifier pour le département du Tarn.

¹⁷⁴ A.D.T., 3 X 18, Circulaire ministérielle du 9 août 1881.

¹⁷⁵ A.D.T., 1 X 9, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 27 décembre 1881.

n'est pas encore votée, une autre circulaire du 9 juillet 1887 demande aux préfets de dresser « immédiatement » des listes dénombrant les établissements de bienfaisance, publics et privés, reconnus ou non d'utilité publique, fonctionnant actuellement en France, « y compris les orphelinats »¹⁷⁶. L'année suivante, les autorités locales doivent remplir une nouvelle demande de renseignements sur les établissements ou sociétés qui ont pour objet la protection de l'enfance¹⁷⁷. A l'occasion de cette nouvelle enquête sur les enfants moralement abandonnés, les pouvoirs publics prétendent vouloir connaître la situation exacte des œuvres privées, afin de solliciter éventuellement leur participation au projet¹⁷⁸. L'instruction recensant les orphelinats du département, comporte de bonnes informations pour notre étude : date de fondation, population assistée, méthodes¹⁷⁹. Cependant, les motifs invoqués ressemblent bien souvent à des prétextes. Bon nombre d'orphelinats échappent au contrôle de l'Etat. En 1893, en pleine élaboration d'une loi sur l'assistance gratuite, les autorités centrales réclament un nouveau dénombrement des établissements charitables du département autres que les hôpitaux, hospices et asiles d'aliénés, reconnus d'utilité publique ou autorisés, ainsi que les établissements de même nature qui n'ont qu'une existence de fait¹⁸⁰. Les dernières instructions du siècle reflètent enfin clairement la volonté d'établir un contrôle sur ces institutions. Dans cette optique, le gouvernement demande en 1898 le recensement des établissements privés de bienfaisance¹⁸¹. Pour les républicains, une seule certitude ressort de ces enquêtes : les orphelinats sont en grande majorité des œuvres congréganistes¹⁸². Rejetant en bloc les conceptions charitables de l'Eglise, les Radicaux se lancent dans la laïcisation de la protection sociale. La principale motivation de la législation à la fin du XIX^e siècle aboutit finalement, entre les deux guerres, à une loi plutôt libérale.

¹⁷⁶ A.D.T., 1 X 15, Circulaire ministérielle du 9 juillet 1887.

¹⁷⁷ A.D.T., 3 X 20, Instruction du ministère de l'Intérieur du 31 août 1888.

¹⁷⁸ A.D.T., 3 X 19, Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Tarn du 10 novembre 1888.

¹⁷⁹ *Ibid.*, Lettre du préfet du Tarn au ministère de l'Intérieur du 24 novembre 1888 reprenant les informations tirées des lettres à la préfecture du Tarn de la sous-préfecture de Castres du 14 novembre 1888, de la sous-préfecture de Lavaur du 14 novembre 1888, de la sous-préfecture de Gaillac du 16 novembre 1888, de la mairie d'Albi du 22 novembre 1888.

¹⁸⁰ A.D.T., 1 X 17, Nomenclature des établissements recueillant des enfants parmi la liste nominative des établissements de bienfaisance privés pour l'année 1893.

¹⁸¹ A.D.T., 1 X 15, Circulaires ministérielles des 14 et 16 décembre 1898 relatives aux établissements d'assistance privée destinés à recueillir des mineurs, des malades, des infirmes, des vieillards et des indigents valides.

¹⁸² H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 6 : « Les orphelinats sont le plus ordinairement aux mains des congrégations. »

CONCLUSION DU TITRE II

La période d'apprentissage souligne nettement l'antagonisme entre la charité privée et l'assistance publique. Les orphelinats reproduisent un schéma multiséculaire en organisant l'apprentissage d'un métier à l'intérieur de leurs murs protecteurs. L'Etat n'admet cette méthode qu'à titre exceptionnel, pour des catégories d'enfants bien spécifiques, souvent déconsidérées¹. L'assistance publique réserve en effet l'internement ou le placement collectif en établissements aux cas disciplinaires ou médicaux.

Le département du Tarn recourt d'ailleurs à des établissements à vocation correctionnelle : le refuge du Bon-Pasteur de Toulouse ou celui de Montauban, la maison paternelle de Saint-Genest-Lerpt ou de Brignais. « Ces derniers ne sont pas des orphelinats mais bien des maisons ou refuges de préservation, de discipline et de correction »². L'inspecteur des enfants assistés ajoute cette précision parce que l'assistance publique utilise des établissements privés pour remplir cette mission disciplinaire. Depuis la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, l'action pénitentiaire se partage entre des établissements publics ou privés³. Le conseil général alloue une subvention de 500 francs à la célèbre colonie agricole de Mettray pour l'année 1850⁴, avant d'orienter cette somme dès l'année suivante vers des institutions géographiquement plus proches, comme les pénitenciers de Toulouse ou de Pezet (Aveyron)⁵.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les pouvoirs publics recourent aux refuges pénitentiaires privés⁶. Ces structures paraissent proches de notre thème d'étude : tout comme les orphelinats, ce sont des institutions chargées de la sauvegarde matérielle et morale de l'enfance ; ces établissements donnent également une éducation morale, religieuse et professionnelle. Pourtant, alors que la suspicion républicaine se resserre autour des

¹ Remarquons, toujours dans cette connotation péjorative, que l'internement est un mode d'éducation mieux accepté pour les filles.

² A.D.T., 3 X 20, Lettre de l'inspecteur départemental du service des enfants assistés au préfet du Tarn du 14 juin 1895. En 1895, huit pupilles se trouvent dans ces institutions en raison de « leurs inclinaisons vicieuses, leurs mauvais instincts, leur inconduite et leur indiscipline ».

³ Supprimant la dénomination unique de maisons de correction employée par le code pénal, cette loi établit une classification des établissements disciplinaires : les colonies pénitentiaires (condamnation à moins de deux ans d'emprisonnement) ou correctionnelles (condamnation à plus de deux ans d'emprisonnement) pour les garçons et les maisons pénitentiaires pour les filles.

⁴ A.D.T., 1 N 15-16, Séances des 1^{er} septembre 1849, 31 septembre 1850, 30 août 1851, 27 août 1852, 29 août 1853, 29 août 1854, 4 septembre 1855, 27 août 1857 ; 1 N 35-43, *Procès-verbal des délibérations du conseil général...* *Op. cit.*, pp. 103 (session de 1849), 322 (1850), 214 (1851), 223 (1852), 343 (1853), 219 (1854), p. 280 (1855), 359 (1856), 288 (1857).

⁵ Sur ces deux établissements, lire : M. ROUANET, *Op. cit.*

⁶ « Le législateur de 1850 ne dissimulait pas ses préférences pour les établissements privés. » (P. GRIMANELLI, « Mineurs délinquants », *Nouveau dictionnaire de pédagogie...* *Op. cit.*).

orphelinats, les colonies pénitenciaires conservent leur image intacte⁷. A la différence des orphelinats, les colonies recueillent dans le cadre de leur mission correctionnelle une population clairement définie, l'« enfance coupable »⁸. Leur vocation pénitentiaire autorise ces structures à appliquer aux enfants un apprentissage professionnel contraignant. Enfin, reconnues d'utilité publique, elles fonctionnent avec l'autorisation de l'Etat et sous sa surveillance. Ces établissements accompliront leur évolution plus tardivement, après la seconde guerre mondiale.

⁷ A l'exception notable des refuges pour filles du Bon-Pasteur, mais ces établissements n'accueillent pas que des « pénitentes » (P. TARON, « Le Bon-Pasteur angevin... », *Déviance et société...* *Op. cit.*, pp. 123 à 141). Les sœurs d'Angers s'occupent, comme celles de l'Immaculée-Conception à Castres, de jeunes « préservées », c'est-à-dire de simples orphelines. Cette ambivalence explique aussi la mauvaise presse de la congrégation.

⁸ P. MEYER, *L'enfant et la Raison d'Etat*, Editions du Seuil, Paris, 1977, p. 72.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Les progrès de l'Etat dans l'assistance et l'enseignement conduisent, dans le dernier quart du XIX^e siècle, à la dépréciation de l'éducation collective. L'historien de référence en matière d'enfance assistée, Léon Lallemand, n'hésite pas à affirmer sa préférence pour le placement individuel familial et agricole, en opposant les mérites d'un milieu solidaire à la froideur et la distance d'une institution. Il ne prône pas la suppression des orphelinats mais les cantonne à un rôle d'appoint. Supposant une cellule familiale solide, l'auteur conçoit l'orphelinat comme un pensionnat d'enfants pauvres, qui fournirait un complément, et non un substitut, à l'éducation paternelle¹. Les enfants sans famille ou moralement abandonnés doivent, eux, bénéficier des méthodes de l'assistance publique, dont Léon Lallemand a étudié et souligné la progression au cours des siècles. Par conséquent, les populations recueillies par les orphelinats ne justifient plus un régime d'exception. « Les institutions dans lesquelles l'internat fonctionne sans nécessité désintéressent le chef de famille de sa responsabilité en substituant leur autorité à la sienne et se font ainsi, bien que très inconsciemment, les complices des artisans de la désorganisation sociale. »² L'organisation d'un véritable enseignement public par la Troisième République apporte de nouveaux arguments contre l'internement. La mission des orphelinats doit s'effacer devant les bienfaits de l'instruction publique primaire et professionnelle, désormais accessible à tous. L'anticléricalisme républicain emporte une condamnation générale de l'éducation collective, empreinte de valeurs religieuses. Chargée d'une enquête sur les orphelinats hospitaliers, la commission Napias réprouve la ressemblance entre les orphelinats et les couvents³. Pour résister, les orphelinats doivent tendre à l'exception quantitative (nombre limité) et qualitative (population spécifique).

¹ L. LALLEMAND, *Histoire des enfants... Op. cit.*, p. 344 : « Au point de vue de l'avenir des pupilles ainsi recueillis, une distinction importante s'impose : s'agit-il de filles ou de garçons appartenant à des parents honnêtes, laborieux mais dénués de ressources pour assurer une saine éducation et les surveiller efficacement, le séjour à l'orphelinat est un bienfait car une fois l'enfant élevé, formé aux bonnes mœurs et au travail, il revient au milieu des siens continuer sa vie de labeur et de probité. Est-il question au contraire de petits êtres ayant le malheur de se trouver orphelins, ou, ce qui est pis encore, de n'avoir pour gardiens que des pères et mères indignes de ce nom, l'éducation à l'orphelinat peut n'être pas toujours suffisante. Une fois arrivés à quinze ou seize ans, ils sont fréquemment retirés par leurs parents, en vue, surtout si ce sont des filles, d'une exploitation odieuse. Arrivent-ils au contraire à la majorité, ils échappent trop souvent à la bienfaisante influence de l'établissement qui a abrité leur jeunesse et, sans expérience du monde, sans soutien, se créent difficilement une position. »

² A. FLEURQUIN, *Op. cit.*, p. 131.

³ H. NAPIAS, *Op. cit.*, p. 35 : « L'orphelinat peut encore être une sauvegarde mais il ne doit pas devenir un cloître. Il doit être une école morale et professionnelle qui doit assurer à tous les enfants l'enseignement de l'école primaire, l'apprentissage d'un métier en les mêlant à

Il ne s'agit pas de contester l'assistance offerte aux orphelins, mais le mode d'assistance. La République encourage ainsi le développement des orphelinats externes : associations corporatives (organisées par une même profession) ou mutualistes (organisées par des groupements interprofessionnels) qui, sans exclure totalement le recours à l'internat, mettent en avant le placement familial.

Les textes fondateurs des orphelinats corporatifs témoignent de la primauté du placement. Lorsqu'en 1886, des instituteurs publics fondent l'*Orphelinat de l'enseignement primaire*⁴, les statuts de cette association prévoient en priorité « une aide pécuniaire annuelle », avant d'imaginer une éventuelle « admission d'orphelins dans une des maisons d'éducation que l'association pourra fonder et entretenir » (article 4), en précisant que « ces établissements seront laïques » (article 47)⁵. A l'occasion de la formation de l'*Institut national des orphelinats et maisons de retraite des serviteurs de l'Etat*, placé sous le haut-patronage d'Armand Fallières, Président de la République, et Joseph Caillaux, ministre des Finances, le rapporteur du projet affirme que le placement familial « doit être la règle d'un établissement de cette nature », mais admet qu'« il n'en est pas moins nécessaire, dans certains cas, d'avoir un "pensionnat", pour ceux des enfants qui ne peuvent, à raison de motifs très divers, rentrer dans cette règle générale »⁶.

Les œuvres mutualistes comme l'*Orphelinat des sociétés de secours mutuels du Maine-et-Loire*, l'*Orphelinat des prévoyants de l'avenir*, l'*Orphelinat de l'avenir du prolétariat*, l'*Union du commerce, des quartiers Vivienne* ou l'*Orphelinat mutualiste français*, indiquent également leur préférence pour le placement familial, « en le pratiquant avec prudence, avec un certain contrôle pour

leurs camarades le plus tôt possible, en les isolant le moins possible de ce monde où ils vivront, en donnant aux filles les notions et les habitudes d'économie ménagère, en les préparant enfin, non à la méditation et à la prière, mais au travail et au mariage, c'est-à-dire à leur destinée normale. »

⁴ F.-L. GALLIARD, *Op. cit.*, p. 1 : « Longtemps avant cette époque, on s'était préoccupé du sort des orphelins d'instituteurs. » L'auteur cite en exemples, l'orphelinat départemental du Loiret, fondé en 1865 par un instituteur de Pithiviers (Vapereau), ou encore l'orphelinat départemental des Basses-Pyrénées, fondé en 1880 par un certain Tourasse de Pau. L'idée d'une œuvre non plus départementale mais nationale provient d'un certain Lalanne, directeur de l'école communale de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), dans un article de la *Tribune des instituteurs* (n° 6 du 15 mars 1885). Ce projet ne verra pas le jour, mais il est repris en novembre par un dénommé Philippe, directeur de l'école municipale de Gray (Haute-Saône).

⁵ *Ibid.*, p. 35 : « Article 41. L'admission dans un orphelinat ou dans un établissement d'instruction sera, de préférence, remplacée, sur l'avis du comité central, par une aide en argent. »

⁶ E. DUCHATEL, *Rapport sur l'Institut national des orphelinats et maisons de retraite des serviteurs de l'Etat*, présenté le 13 mai 1911 à Joseph Caillaux, ministre des finances, président d'honneur du comité d'initiative, Imprimerie de Berger-Levrault, Nancy, 1911.

lequel les mutualités sont toutes désignées »⁷. Selon ses adeptes, le système de l'orphelinat externe, moins onéreux que l'internat car il n'implique pas l'achat et l'entretien d'un immeuble ni la rémunération de son personnel, présente un avantage moral incontestable : « L'enfant est maintenu chez des proches ou tout au moins chez des mutualistes voisins. Il ne quitte pas le pays natal ; il est élevé et grandit parmi ceux qui l'ont vu naître, recevant les leçons et les exemples de l'esprit de fraternité qui lui vaut un nouveau foyer. »⁸ Le secteur mutualiste prêche alors pour la « mutualisation » des orphelinats, afin de donner aux orphelins « non pas l'abri d'un hospice, mais l'appui, l'affection, les soins, d'une nouvelle famille »⁹. Certains orphelinats de ce type obtiennent le soutien des dirigeants républicains, à l'image de l'*Orphelinat de la coopération de production*, fondé en 1899 pour s'occuper des orphelins de plusieurs associations, avec l'appui d'Emile Loubet, Président de la République, Armand Fallières, Président du Sénat, Paul Deschanel, Président de la Chambre des députés, Pierre Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, et Alexandre Millerand, ministre du Commerce¹⁰.

⁷ R. LEDOUX, *Op. cit.*

⁸ *Ibid.*

⁹ A. BONNET, *De l'expansion de la mutualité au point de vue social et religieux. Orphelinat et veuvage*, E. Dentu, Paris, 1857, pp. 21 et suivantes. Le chapitre IV s'intitule « De la mutualité appliquée à l'orphelinat. De l'assistance des orphelins à domicile, ou de l'éducation en famille substituée à l'éducation en commun ». Dans le milieu des sociétés mutuelles, « rien de plus facile que de trouver, parmi les ménages d'élite qui composent leur clientèle, des familles d'égale condition, privées d'enfants ou pouvant en élever plusieurs, et qui moyennant une subvention annuelle, voudront prendre chez eux les enfants adoptifs de la société, les élever et leur donner l'apprentissage d'un état. »

¹⁰ *Rapport du conseil d'administration sur le deuxième exercice (1900-1901) de l'Orphelinat de la coopération de production*, présenté le 14 février 1902 à l'assemblée générale de l'association, Imprimerie économique, Paris, 1902.

CONCLUSION GENERALE

Il faut plus d'un siècle à l'Etat pour organiser le cadre légal des orphelinats. La prédominance congréganiste en la matière explique l'évolution de leur régime juridique, d'un statut par défaut emprunté à d'autres procédures administratives, à une loi générale sur les établissements de bienfaisance privés. Notre réflexion fait apparaître deux contrastes institutionnels, dont les congrégations religieuses sont le point commun.

Une première synthèse résulte de la distinction entre les établissements publics d'assistance et les établissements privés de bienfaisance. Chaque catégorie dispose d'un mécanisme juridique adapté à la reconnaissance des orphelinats : dans les hôpitaux-hospices et les bureaux de bienfaisance, la fondation spéciale exprime la spécificité de l'orphelinat au regard de la structure hospitalière ; parmi les établissements privés, la reconnaissance d'utilité publique souligne la supériorité de l'œuvre dans le paysage charitable. La modernisation des établissements publics d'assistance remet en cause les orphelinats fonctionnant en leur sein. Inéluctable, cette mutation n'en reste pas moins lente, en raison du personnel congréganiste qui tend à perpétuer la tradition charitable d'aide à l'enfance malheureuse. La politique anticléricale accentue l'évolution en interdisant l'enseignement congréganiste, voire en excluant les sœurs hospitalières. La médicalisation des hôpitaux entraîne à terme l'extinction des orphelinats hospitaliers. Le droit de la Troisième République n'envisage que des établissements privés de bienfaisance, mais ce cadre juridique traditionnel s'avère mal adapté aux orphelinats.

Une seconde synthèse découle des différences entre les œuvres catholiques et protestantes. L'histoire des congrégations conditionne celle des orphelinats. Les catholiques bénéficient, par ce moyen, d'un instrument juridique pour assurer la pérennité de leurs initiatives charitables. N'ayant pas de structure traditionnelle, les protestants se tournent vers l'Etat pour demander la reconnaissance d'utilité publique de leurs œuvres sociales. Leurs établissements concordent trop aux attentes des pouvoirs publics pour susciter des réactions. D'ailleurs, l'évolution des pressions étatiques tient compte de la confession religieuse des orphelinats : à la continuité d'un simple contrôle administratif des structures protestantes, s'oppose l'accentuation soudaine de la surveillance des structures congréganistes. Les

orphelinats protestants se conforment depuis longtemps à la réglementation publique. Ils acceptent le contrôle lié à la procédure de reconnaissance et n'hésitent pas à envoyer leurs orphelins dans les écoles publiques. A l'inverse, les orphelinats congréganistes, poursuivant une tradition charitable faite d'indépendance et d'internat, se retrouvent bientôt confrontés à la politique républicaine de sécularisation. L'ambiguïté qui entoure la notion d'orphelinat produit sur les communautés religieuses des effets contrastés. Alors que les orphelinats fournissent aux congrégations des moyens de résister à l'acharnement anticlérical, leur fonctionnement conforte le gouvernement dans sa volonté de renforcer leur surveillance. La rupture républicaine déterminera l'instauration d'un contrôle général sur les orphelinats.

La multiplication de ces institutions particulières dans le deuxième tiers du XIX^e siècle coïncide avec l'essor des communautés religieuses, ainsi qu'avec le mouvement protestant du Réveil. Le pouvoir central porte habituellement une attention particulière aux œuvres privées. Il ne laisse pas sans surveillance les entités d'une autre nature, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises confessionnelles. Cependant, afin de pallier sa carence dans le domaine social, l'Etat délaisse un temps le traditionnel contrôle de l'initiative privée au profit d'une bienveillance générale. Des régimes politiques tels que la Monarchie de Juillet et le Second Empire favorisent les œuvres religieuses, en autorisant celles qui le demandent ou simplement en tolérant celles qui existent de fait. Ce libéralisme ambiant profite aux orphelinats jusqu'à l'avènement de la Troisième République.

L'anticléricalisme modifie le regard de l'Etat sur les orphelinats. A partir de 1880, la tolérance à l'égard de l'œuvre charitable s'efface devant une méfiance totale envers l'œuvre enseignante. Cette tendance épargne les orphelinats protestants, dont la réputation semble inaltérable aux yeux du gouvernement. Les orphelinats congréganistes, auxquels on reproche de délaisser l'instruction primaire, pâtiennent tout d'abord de la création de l'école publique. A cet égard, ils n'échappent pas à la condamnation de l'enseignement congréganiste et subissent l'application des lois du 1^{er} juillet 1901 et du 7 juillet 1904. Accusés de dénaturer l'instruction professionnelle en tombant dans ses errements industriels, ces orphelinats essuient surtout les conclusions défavorables du rapport d'enquête de Théophile Roussel (1882). S'ouvre alors un long et tumultueux débat parlementaire qui n'aboutit qu'entre les deux guerres, même si un premier palier dans le renforcement du contrôle étatique est indirectement franchi en novembre 1892, avec la loi sur le travail des enfants. Ainsi par exemple, la réglementation des institutions qui recueillent des mineurs relevant du

pénal ne tient-elle jamais compte des orphelinats¹. Leur surveillance constitue donc la genèse de la loi du 14 janvier 1933 qui s'applique plus largement, à toutes les structures privées pratiquant l'hospitalisation. Après la première guerre mondiale, l'anticléricalisme de combat cède la place à une volonté nouvelle des autorités. L'interventionnisme entend coordonner non seulement les initiatives privées entre elles, mais aussi avec l'action publique. La multiplication des inspections sur la base du texte de conciliation de 1933, marque le regain d'intérêt de l'Etat pour la protection de l'enfance. Il s'agit d'harmoniser un secteur charitable privé « caractérisé par une kyrielle d'œuvres »². La seconde guerre mondiale suspend ce processus qui ne reprend qu'à la Libération.

Durant les « Trente glorieuses », les pouvoirs publics procèdent à une refonte complète de l'assistance à l'enfance. L'instauration de la Sécurité sociale par les ordonnances d'octobre 1945, ouvre une ère nouvelle dans laquelle l'Etat accompagne le développement des institutions sanitaires et sociales, qu'elles soient publiques et privées. « Les œuvres privées et l'administration publique, caricaturées souvent à tort comme deux mondes antagonistes, entretiennent ainsi durant cette période un jeu subtil de va-et-vient, de délégation de mission. »³ Cette interaction entre la charité privée et l'assistance publique donne naissance au secteur de l'éducation spécialisée, qui se propose d'aider les enfants inadaptés au système classique de l'Education nationale. Les orphelinats modifient leur action en l'orientant vers des populations ayant des difficultés sociales ou éducatives. La transformation résulte de ce dialogue permanent avec l'administration publique. Cette politique de modernisation comprend la mise aux normes des locaux et le recrutement d'un personnel qualifié, afin de répondre aux exigences de l'Etat.

La mutation des orphelinats s'opère dans les années cinquante. Les démarches préfectorales sont à l'origine du processus de transformation. Depuis l'apaisement des tensions religieuses, les conseils généraux ont rétabli des subventions pour les établissements congréganistes et leurs œuvres. Alors que l'Etat souhaite orienter l'initiative privée charitable, ce financement public permet aux préfets d'exiger une adaptation des orphelinats à la nouvelle politique sociale. L'incorporation à l'action publique conserve, malgré la pression préfectorale, une logique contractuelle. En contrepartie de la surveillance publique, les œuvres privées

¹ A savoir : les lois des 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée.

² M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 164.

³ *Ibid.*, p. 73.

peuvent désormais espérer un subventionnement durable et régulier. Au cours de cette décennie de reconstruction, l'Etat sollicite beaucoup le secteur privé religieux. Ainsi, la loi Debré du 31 décembre 1959, qui instaure un système de contrats d'association entre l'Etat et l'enseignement privé, marque-t-elle l'aboutissement de cette politique contractuelle qui symbolise la confiance retrouvée dans les institutions religieuses.

Le monde religieux dépasse sa crainte, première, d'abandonner cette liberté qui le définit, pour adhérer à la nouvelle orientation sociale. Une telle décision ressemble davantage à un ralliement qu'à une initiative, mais prouve en définitive la faculté d'adaptation de cette œuvre particulière. Les animateurs des orphelinats anticipent un changement général, qui va affecter les populations traditionnelles de ces institutions. Le personnel hospitalisé, composé essentiellement d'enfants « en danger », diminue progressivement en raison des progrès de l'assistance publique. Le personnel hospitalier, congréganiste, rencontre un problème croissant de recrutement, qui s'amplifiera avec la crise des vocations dans les années soixante. Alors que les entrées en religion se raréfient et que la moyenne d'âge augmente, il devient compliqué de recruter des religieuses, « très sollicitées par les différentes œuvres pour occuper des fonctions de lingères, de cuisinières, d'infirmières ou de directrices des orphelinats scolaires »⁴. Par ailleurs, l'évolution médico-sociale des établissements attire un personnel laïque, de plus en plus nombreux, qui réclame un statut et des salaires. Par conséquent, pour s'adapter à la sécularisation de l'action caritative et à la professionnalisation du personnel, les congréganistes créent des associations qui se voient confier l'animation et la gestion des orphelinats, assurant ainsi la continuité de ces œuvres.

L'interventionnisme de l'Etat dans le secteur social se traduit par la multiplication des textes législatifs et réglementaires, dans le sillage de la Sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales⁵. Pris en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales, le décret du 20 août 1946 fixe en annexes les conditions administratives et techniques dont doivent justifier les œuvres privées qui désirent prendre en charge des enfants inadaptés. La loi du 22 août 1946 sur le régime des allocations familiales permet de verser ces dernières, non plus au chef de famille, mais à la personne physique ou morale se chargeant réellement de l'éducation de l'enfant. Ces deux textes serviront de base juridique à la

⁴ *Ibid.*, p. 100.

⁵ L'organisation d'une éducation spécialisée au sortir de la guerre, génère une profusion de textes juridiques sur les institutions du secteur médico-social. Les développements relatifs à cette période méritent sans doute à eux-seuls une étude à part entière.

transformation des orphelinats en maisons d'enfants à caractère sanitaire ou social (M.E.C.S), puisqu'ils prévoient un cadre administratif et financier.

Dans leur ouvrage relatif à l'orphelinat d'Auteuil, l'historien Mathias Gardet et le sociologue Alain Vilbrod rappellent l'ambiguïté du terme « M.E.C.S. », apparu au lendemain de la seconde guerre mondiale. Partant d'une étude réalisée par le psychiatre Louis Le Guillant, ils soulignent « la confusion existant, déjà au niveau législatif, entre les maisons d'enfants dites "à caractère sanitaire" et celle dites "à caractère social" »⁶. Les pouvoirs publics regroupent en effet sous un même sigle deux vocations différentes. A l'instar des orphelinats, l'ambiguïté concerne les populations admises dans les maisons d'enfants. La circulaire du 27 janvier 1948 relative aux conditions d'agrément de soins, évoque la prise en charge d'enfants « anormaux », mais ce terme comprend autant les élèves en difficultés scolaires que les enfants indisciplinés. Le docteur Le Guillant remarque que les « cas sociaux », ces « enfants sensiblement normaux qui, du fait des circonstances ou de leurs conditions de milieu, ont besoin d'assistance », semblent exclus des institutions publiques. Les concernant, c'est encore la bienfaisance privée qui continue, après-guerre, sa mission traditionnelle, en l'absence d'une véritable prise en charge de l'Etat. Une seconde circulaire du 3 février 1948 admet l'« hétérogénéité de la population accueillie »⁷ et reconnaît la difficulté de séparer les motifs sanitaires des motifs sociaux.

Dans le Tarn, les Filles de la Charité transforment très tôt leurs orphelinats en maisons d'enfants, mais ces institutions ne perdurent pas et les bâtiments servent bientôt uniquement de maisons de retraite⁸. Les trois établissements concernés illustrent l'ambiguïté première des maisons d'enfants. Il ne s'agit pas d'instituts à caractère social, mais à caractère sanitaire. Dès 1949, les orphelinats de Sorèze et de Lacaune adoptent cette tournure moderne. En 1951, l'orphelinat de Blan se métamorphose à son tour et son ouvroir devient un centre ménager rural, qui évoluera en 1967 vers un centre d'études féminines agricoles. La maison d'enfants de Sorèze ne dure que quelques années, jusqu'au retrait des sœurs en 1956. La structure de Lacaune se double d'un aérium pour former une « colonie sanitaire permanente ». L'établissement commence à changer de nature en 1956, quand les religieuses ouvrent une maison de repos. Il s'affirme

⁶ En 1949, le docteur Le Guillant publie, dans sa revue *Enfance*, un article intitulé « Remarques sur le statut légal des maisons d'enfants » (M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 152).

⁷ *Ibid.*, p. 153 : « Louis le Guillant insiste alors sur le fait que les orphelinats souffrent non seulement de l'absence de ressources définies mais qu'ils ne sont pas l'objet d'une reconnaissance légale quant à leur rôle dans la protection de l'enfance et ne disposent d'aucune autorité légale sur les enfants qui leur sont confiés. »

⁸ A.P., F.C.S.V.P., Historiques des établissements de Blanc, Lacaune et Sorèze.

définitivement comme maison de retraite en 1969. De permanente, la colonie sanitaire devient alors temporaire, avant de fermer en 1979. L'établissement de Blan assiste des enfants jusqu'en 1975, date à laquelle s'ouvre une maison de retraite.

L'Etat poursuit sa rénovation juridique par un décret du 29 novembre 1953 organisant l'aide sociale à l'enfance (A.S.E.). Le service public de l'enfance assistée ne relève désormais plus de l'institution hospitalière, mais d'institutions adaptées à chaque population infantile. Les normes imposées aux établissements privés en 1946, sont complétées par le décret du 9 mars 1956⁹. Un autre décret du 30 juillet 1964 crée les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.)¹⁰, afin de regrouper les différents services de santé et d'aide sociale. Suivant cette même idée, la directive du 25 mai 1969 sur l'organisation d'un service unifié au sein des D.D.A.S.S., entend coordonner les différents programmes d'assistance à l'enfance (protection maternelle et infantile, santé scolaire, aide sociale à l'enfance, prévention sociale de l'enfance en danger, enfance inadaptée). Dans sa prise en charge des mineurs qui lui sont confiés, l'A.S.E. peut faire appel à des organismes publics ou à des institutions privées spécialisées. Parmi ces dernières, certaines correspondent aux anciens orphelinats, qui remplissent désormais par délégation une mission sanitaire et sociale¹¹. La législation

⁹ Liste des documents publiés en annexes du décret de 1956 : I. Conditions administratives ; II. Sanatorium pour tuberculose pulmonaire ; III. Etablissements de soins privés affectés au traitement de la tuberculose extra-pulmonaire ; IV. Hôtels de cure ; V. Cliniques phthisiologiques ; VI. Préventoriums privés ; VII. Aériums privés ; VI. Etablissements d'hospitalisation de chirurgie ; IX. Maisons de santé obstétrico-chirurgicales ; X. Maisons de santé aménagées en vue de la pratique obstétricale et de la chirurgie de l'accouchement ; XI. Maisons d'accouchement sans possibilités chirurgicales ; XII. Etablissements d'élevage des nouveau-nés prématurés ; XIII. Pouponnières pour enfants débiles ; XIV. Maisons d'enfants à caractère sanitaire (de type permanent) ; XV. Maisons d'enfants pour cures thermales ; XVI. Colonies sanitaires temporaires ; XVII. Centres de placement familial ; XVIII. Maisons de santé médicales ; XIX. Maisons de repos et de convalescence ; XX. Maisons de régime ; XXI. Maisons de repos accueillant des mères fatiguées ou convalescentes avec leurs enfants âgés de moins de dix-huit mois ; XXII. Maisons de réadaptation fonctionnelle ; XXIII. Maisons de santé pour maladies mentales ; XXIV. Etablissements privés pour enfants inadaptés ; XXV. Infirmeries des établissements d'enseignement et d'éducation publics et privés ; XXVI. Etablissements thermaux privés ; XXVII. Centres d'études de pneumoconioses ; XXVIII. Dispensaires de soins ; XXIX. Cliniques dentaires ; XXX. Consultations prénatales ; XXXI. Consultations de nourrissons.

¹⁰ Elles deviennent les directions départementales des « affaires » sanitaires et sociales en 1977, conservant le même acronyme.

¹¹ Certains orphelinats disparaissent dans la première moitié du XX^e siècle. Les Filles de la Charité vendent les immeubles abritant l'orphelinat du Sacré-Cœur à Castres (1923) et l'orphelinat Saint-Vincent à Gaillac (1948). Autour de 1950, bon nombre d'entre eux évoluent vers des fonctions scolaires classiques, à l'exemple de l'orphelinat des couvents des Filles de Jésus à Massac, des Sœurs de la Croix à Lavaur, des Sœurs de la Présentation à Castres, ou des établissements de ces dernières à Dourgne et Brassac. Plus tardivement (1972), l'orphelinat de Réalmont laisse lui aussi la place à une simple œuvre scolaire ; depuis

reste encore incomplète, mais commence peu à peu à distribuer ces deux missions dans des structures différentes.

Les internats médico-éducatifs accueillent des enfants et des adolescents atteints de déficiences intellectuelles, afin de leur donner des soins et une éducation spéciale. Les instituts médico-pédagogiques (I.M.P.) prennent en charge les enfants de trois à quatorze ans. Les instituts médico-professionnels (I.M.Pro) s'occupent ensuite des jeunes de quatorze et vingt ans, pour leur donner un enseignement professionnel adapté. Dans un objectif d'efficacité, la circulaire du 20 juillet 1970 préconise le rassemblement des I.M.P. et des I.M.Pro, au sein d'instituts médico-éducatifs (I.M.E.) uniques. Le décret de 1956 (annexe XXIV relative aux maisons d'enfants à caractère sanitaire de type permanent) contient une première organisation juridique des I.M.E. A Lavaur, les Filles de Jésus quittent l'établissement Saint-Joseph vers 1950 pour s'installer route de Toulouse, actuelle avenue Charles de Gaulle. Elles y ouvrent en 1953 un centre médico-éducatif, appelé Notre-Dame de l'Espérance. Une partie de ces bâtiments est réservée un temps au centre ménager, suite de l'« ouvroir Maraval ». A partir de 1956, l'établissement de Lavaur ne prend en charge que les seules débiles légères, les autres enfants sont alors envoyées au couvent de Massac, qui limite son action à de simples œuvres scolaires. Dans sa volonté de rationalisation des actions en faveur de l'enfance mentalement inadaptée, la circulaire du 16 mars 1972 insiste sur l'organisation d'une concertation « grâce à quoi il sera possible d'éviter la dispersion des efforts et l'anarchie dans les prises en charge ». Les I.M.E. de gestion associative bénéficient d'un financement quasi exclusivement public après leur agrément par la D.D.A.S.S. Suivant un principe essentiel de l'assistance, les pouvoirs publics ne cachent pas leur préférence pour les traitements pratiqués dans les externats. Dans la même circulaire, ils recommandent de « maintenir l'enfant dans son milieu familial et dans son milieu scolaire habituels, chaque fois que c'est possible du point de vue médical et du point de vue social ».

La spécificité sociale des maisons d'enfants s'accroît avec deux textes relatifs à l'enfance en danger : l'ordonnance du 5 janvier 1959 sur sa protection judiciaire et le décret du 7 janvier 1959 sur sa protection sociale.

1943, un cours moderne d'enseignement ménager remplaçait l'ouvroir. Les locaux des orphelinats peuvent également trouver une reconversion purement hospitalière (maisons de retraite), comme chez les Filles de la Charité. L'établissement de Lautrec se spécialise dès 1928 dans l'accueil des personnes âgées. L'établissement de Labruguière l'imita en 1967. Il faut également évoquer ici le Centre Spécialisé pour Déficiants Auditifs (C.S.D.A.) d'Albi, qui correspond en partie à la suite de l'orphelinat du Bon-Sauveur. Ce centre de rééducation de l'ouïe et de la parole prend en charge, notamment en internat, les enfants et adolescents, garçons et filles, de trois à vingt ans. Il appartient à la Fondation Bon-Sauveur d'Alby, reconnue d'utilité publique le 24 septembre 1982, qui assure aujourd'hui son fonctionnement et son entretien.

Les M.E.C.S. sont des établissements recevant des enfants sains physiquement et mentalement, placés pour des raisons familiales. Ces structures accueillent des mineurs à la demande de leur famille, du service de l'A.S.E. ou du juge des enfants. A la différence des foyers départementaux de l'enfance (F.D.E.)¹², les M.E.C.S. organisent le plus souvent des séjours de longue durée. Placées sous la compétence des conseils généraux, elles sont financées par eux, dans le cadre d'une habilitation, sous la forme d'un prix de journée¹³. En contrepartie, les établissements acceptent de se conformer aux règles publiques, notamment comptables, ainsi qu'au contrôle permanent sur pièces et sur place des autorités judiciaires. Les orphelinats passent alors des accords avec les D.D.A.S.S. et les caisses d'allocations familiales pour accueillir des enfants en échange d'un financement. La convention d'agrément de la D.D.A.S.S. marque la transformation de l'orphelinat en M.E.C.S. au titre de la protection de l'enfance. « Le terme de M.E.C.S. a en effet des connotations autrement plus modernes que le mot orphelinat, devenu presque vieillot et qui ne manque pas d'évoquer ces institutions aux murs chargés d'histoire et aux méthodes surannées. »¹⁴ Dans un article sur le sujet, Maryvonne Garré, inspectrice de la population à Evreux, déclare : « les orphelinats ne méritent donc plus leur nom, il n'y a plus que des maisons d'enfants à caractère social recevant essentiellement des cas sociaux »¹⁵. Dans le département, certains orphelinats choisissent cette métamorphose.

Le destin de l'orphelinat Saint-Jean à Albi s'avère plutôt singulier car sa modernisation amène un dédoublement de l'institution, qui organise d'abord un volet sanitaire, puis un volet social. En 1934, les administrateurs créent l'association des *Ceuvres du Père Colombier*. La structure obtient un agrément préfectoral pour ouvrir un I.M.P. de garçons le 18 janvier 1956. Quelques années plus tard, le 4 octobre 1962, l'œuvre obtient aussi

¹² Dans le Tarn, le foyer départemental de la Madeleine, situé sur la vieille route de Cordes (actuelle rue du capitaine Julia), ouvre en 1944 dans une ancienne propriété de la famille Timbal. L'existence de l'enfant commence en principe à la pouponnière de Lavaur, avant un placement dans une famille nourricière puis en apprentissage. Dans certains cas, le foyer départemental sert de centre d'accueil temporaire, de centre d'orientation professionnelle, de centre de séjour pour jeunes travailleurs, mais ce n'est ni une école, ni un centre d'apprentissage.

¹³ Un arrêté du 13 juillet 1960 permet aux M.E.C.S. habilités d'obtenir le remboursement des frais de séjour par les collectivités publiques sur la base d'un prix de journée.

¹⁴ M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 152, dans un chapitre sur les M.E.C.S. intitulé « la permanence dans le changement », reprennent les mots du docteur Le Guillant : « Peut-être surprendrons-nous certains lecteurs en leur apprenant que, derrière l'expression "maison d'enfants", très "éducation nouvelle", existe concrètement et quasi exclusivement les orphelinats traditionnels. »

¹⁵ Cité par M. GARDET & A. VILBROD, *Op. cit.*, p. 155.

l'habilitation judiciaire pour ouvrir une M.E.C.S.¹⁶ La société Saint-Martin récupère le qualificatif d'association le 13 décembre 1977. Une délibération de son assemblée générale en date du 29 novembre 1980 décide de sa mutation en fondation. Le décret ministériel du 7 juin 1982 crée et reconnaît d'utilité publique la Fondation Saint-Martin.

A La Landelle, commune de Paleville, la société immobilière Bouchié de Belle créée en 1936, prend en charge les transactions financières de l'orphelinat. Les descendants du légataire gèrent l'œuvre jusqu'en 1957, date à laquelle ils décident de la transférer à une congrégation. Les Sœurs du Christ-Roi de Sarlat, qui dirigent l'établissement depuis 1945, refusent l'offre, n'étant plus assez nombreuses. Les Sœurs de la Divine Providence de Ribeaupillé acceptent la gestion de La Landelle. De 1957 à 1963, l'œuvre dépend de la *Société d'exploitation immobilière et agricole du Cayla*¹⁷, qui devient l'*Association d'éducation populaire des maisons d'enfants du Cayla et de La Landelle* entre 1963 et 1966. L'association obtient une habilitation judiciaire provisoire pour recevoir des garçons en 1963. L'*Association d'éducation populaire de la maison d'enfants de la Landelle* est créée le 9 juin 1966 pour assurer la gestion financière de l'œuvre. L'habilitation de justice provisoire est reconduite en 1967, pour devenir définitive deux ans plus tard. L'association se scinde en deux structures en 1971, régime sous lequel fonctionne encore la maison. La première assure la gestion quotidienne de la maison d'enfants en conservant l'ancienne raison sociale. La seconde devient propriétaire des bâtiments sous le nom d'*Association d'éducation populaire de Noireterre*. Le premier directeur laïque, Francis Barrau, prend ses fonctions en 1978.

L'orphelinat protestant de Brassac se transforme en centre éducatif « colonie Nancy Bès ». Le décret de reconnaissance est modifié en ce sens le 10 octobre 1955. Cette qualification plutôt imprécise désigne en réalité une colonie de vacances. Des deux orphelinats protestants, seul celui de Castres continue une mission sociale. Depuis longtemps conforme aux exigences étatiques, l'institut évolue peu. Ainsi, il n'a pas besoin de créer une association gestionnaire, contrairement aux orphelinats congréganistes, car son ancienne reconnaissance comme établissement d'utilité publique suffit. L'œuvre déménage dans le quartier du Corporal en 1970, obtient l'habilitation judiciaire et prend l'appellation de foyer socio-éducatif. Un foyer de jeunes travailleurs est ajouté en 1977.

A Mazamet, les Sœurs de la Sainte-Agonie créent l'association Sainte-Marie le 30 décembre 1948, déclarée le même jour, afin de faire participer des laïques à l'administration de l'orphelinat. Il s'agit des riches industriels

¹⁶ P. MENCHI, « Saint-Jean... », *EMPAN... Op. cit.*

¹⁷ L'établissement du Cayla se situe sur la commune de Réalmont.

de la ville qui ont toujours soutenu financièrement et politiquement la communauté. Dans les années soixante-dix, l'évolution économique locale des industries lainières, et l'évolution sociale nationale de la protection de l'enfance, amène l'association à solliciter l'agrément départemental. L'orphelinat Sainte-Marie de Mazamet devient donc une M.E.C.S. tardivement, en mars 1978, lorsqu'une convention d'agrément au titre de la protection de l'enfance est établie avec la D.D.A.S.S. du Tarn¹⁸. A partir de cette date, la structure accueille aussi les garçons. En 1983, l'établissement servira également de foyer de jeunes travailleurs.

Héritières des orphelinats¹⁹, les M.E.C.S. souffrent de nombreuses critiques en partie expliquées par cette filiation. Dans un article récent, Jacques Trémintin, met « au premier rang des cibles des adversaires du placement, l'internat éducatif qui n'a jamais eu très bonne presse »²⁰. Ce mode d'éducation, même réservé à des catégories d'enfants très spécifiques, serait préjudiciable à l'enfant et aux familles²¹. Cette position rencontre depuis quelques années certaines objections. Selon Michel Chapponnaï, directeur d'une maison d'enfants à Versailles, « il est des circonstances où les accidents de la vie obligent les institutions à se substituer aux parents pour le bien de l'enfant »²². Désormais, les débats relatifs à l'internat n'appartiennent plus à la science du droit, mais à la science de l'éducation.

La participation des orphelinats à la construction de l'éducation spécialisée confère au secteur social et médico-social un statut original qui mêle l'initiative privée et l'intervention publique. Cette collaboration procède de l'équilibre entre la liberté des œuvres privées et le contrôle de l'Etat.

¹⁸ La démarche obtient un large soutien de la municipalité. Le maire Pierre Baraillé se déplace lui-même à Albi pour accompagner et appuyer les représentants de l'œuvre.

¹⁹ « Phrase consacrée et introductive de la plupart des documents portant sur les maisons d'enfants » (M. CHAPPONNAIS, *Placer l'enfant en institution*, Dunod, Paris, 2005, p. 7).

²⁰ Educateur spécialisé et directeur d'un Centre de Vacances ou de Loisirs (C.V.L.), l'auteur explique la mauvaise image de l'internat par « sa dimension qu'on imagine moins humaine et moins épanouissante, plus autoritaire et plus stricte » (J. TREMINTIN, « Les maisons d'enfants à l'épreuve du temps », *Le Lien Social*, n° 807, septembre 2006).

²¹ Sur cent cinquante mille enfants séparés de leur famille en 2006, un tiers vit en internat éducatif, réparti dans diverses institutions. Suivant le principe du placement familial, cent mille enfants sont placés en famille d'accueil, en lieu de vie, chez des tiers dignes de confiance ou chez un membre de leur famille (*Ibid.*).

²² M. CHAPPONNAIS, *Op. cit.*, p. 51.

INDEX

A

accroissement (taxe d') 149, 150, 151, 153, 156, 157, 162, 163, 165

AMALRIC Henri 289

anticléricalisme 50, 52, 53, 92, 93, 138, 142, 144, 153, 154, 166, 169, 170, 177,
199, 200, 223, 224, 225, 231, 233, 242, 243, 249, 257, 258, 260, 261, 266, 269,
271, 274, 294, 315, 330, 331, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 353, 357, 358, 359

apprentissage 18, 24, 33, 34, 57, 67, 69, 73, 113, 118, 122, 150, 176, 211, 212,
213, 230, 271, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286,
287, 288, 289, 290, 291, 292, 296, 297, 301, 302, 306, 308, 310, 311, 313, 318,
319, 320, 321, 322, 336, 342, 351, 352

B

BARRAL DE LA ROCHECHINARD Félicité de 43

BARRAL Sébastien de (Monseigneur) 43, 280

BEGUE Joseph 314

BERLIER Lucie (Mère Thérèse) 37, 38

BERT Paul 210

BES Nancy 68, 365

BIENVENU-MARTIN Jean-Baptiste 343

BIROT Louis (Abbé) 198, 288

BOISARD Louis (Abbé) 287

BOURGEOIS Léon 229, 348

BRAULT Charles (Monseigneur) 39, 41

BRETON Jules-Louis 343, 344

BRISSON Henri 145, 146, 150

BRUEYRE Loys 342

BUISSON Ferdinand 211, 254, 257, 267, 320

bureaux de bienfaisance 51, 55, 69, 78, 99, 101, 105, 118, 122, 131, 132, 155,
189, 190, 191, 192, 193, 218, 219, 220, 222, 223, 224, 225, 228, 229, 248, 249,
259, 260, 263, 324, 333, 334, 348, 357

BUSSY Maxime de (Abbé) 37

C

CAILLAUX Joseph 243, 354

catholicisme social 27, 28, 87, 289, 297, 303

CLAUSEL DE COUSSERGUES Claude 152

CLEMENT Léon 149, 152

- COLOMBIER Pierre-Ernest (Abbé) 38, 49, 197, 198, 199, 200, 201, 280, 286, 287, 288, 289, 290, 331, 347, 364
- colonies agricoles 82, 211, 298, 299, 306, 315, 334, 339, 351
- COMBES Emile 54, 177, 187, 199, 200, 215, 216, 343
- CONDUCHE Alexandrine (Sœur Anastasie) 45
- congrégations religieuses 22, 26, 27, 31, 35, 38, 39, 41, 47, 50, 52, 55, 61, 66, 84, 90, 92, 93, 97, 98, 100, 103, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 160, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 177, 178, 182, 189, 195, 196, 199, 201, 202, 205, 210, 211, 215, 216, 232, 233, 234, 235, 236, 239, 240, 246, 247, 249, 252, 253, 257, 261, 262, 266, 267, 268, 269, 291, 294, 303, 304, 309, 315, 322, 343, 346, 347, 354, 357, 358
- consistoires protestants 46, 47, 48, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 77, 80, 82, 135
- D**
- DECAZES Joseph-Léonard 39, 41
- DELAVEYNE Jean-Baptiste (Abbé) 42
- DESCHANEL Paul 355
- Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales 362, 363, 364, 366
- Dominicaines du Très-Saint-Rosaire de Monteils 45, 49, 55, 141, 168, 178, 179, 180
- dons et legs 19, 55, 63, 74, 76, 77, 78, 82, 85, 103, 105, 128, 129, 130, 131, 159, 160, 187, 190, 192, 193, 220, 223, 225, 245, 248, 282, 287, 298, 308, 343, 347
- DREYFUS Ferdinand 345
- DUPUY-DUTEMPS Ludovic 102, 274, 275
- E**
- éducation ménagère 260, 278, 292, 295, 305, 344
- éducation spécialisée 14, 266, 269, 359, 360, 363, 366
- éducation technique 212, 213, 274, 309, 322
- EHRHARD Madeleine 44
- enfance assistée (assistance publique) 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 31, 33, 34, 35, 36, 51, 52, 59, 60, 71, 83, 92, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 123, 124, 125, 126, 129, 132, 133, 134, 144, 152, 166, 172, 184, 193, 194, 201, 207, 208, 219, 221, 222, 230, 232, 251, 252, 257, 265, 267, 271, 274, 275, 277, 278, 279, 281, 295, 296, 298, 300, 301, 302, 309, 310, 311, 314, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 348, 349, 351, 353, 362
- établissements privés de bienfaisance 61, 64, 135, 188, 275, 287, 316, 332, 334, 342, 343, 345, 349, 357

F

FALLOUX DU COUDRAY Frédéric de 43, 44, 45, 141, 178, 210, 212, 235
 FERRY Jules 142, 148, 151, 169, 210, 211, 254, 255, 326
 Filles de Jésus de Massac 38, 45, 49, 50, 55, 84, 94, 96, 141, 168, 178, 180, 181, 182, 183, 240, 242, 258, 260, 261, 262, 267, 268, 290, 293, 305, 318, 363
 Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul 18, 35, 36, 49, 50, 51, 55, 125, 126, 130, 139, 141, 150, 155, 158, 159, 161, 162, 163, 168, 178, 183, 185, 189, 191, 193, 194, 195, 219, 225, 232, 247, 257, 259, 260, 293, 294, 318, 324, 325, 330, 341, 361
 fondations spéciales 61, 64, 105, 110, 111, 112, 114, 119, 122, 123, 124, 130, 131, 135, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 230, 231, 249, 335, 357
 FOUQUE Jean-Baptiste (Abbé) 287
 FREPPEL Charles-Emile (Monseigneur) 327
 Frères-ouvriers de Saint-François-Régis 37, 165, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 186

G

GAILHARD-BANCEL Hyacinthe 216
 GENYER Marie (Mère Marie de Jésus) 36
 GORSSE Prosper 112, 282
 GOUVELLO Amédée de 91, 302, 303, 304
 GUALY François-Marie-Edouard de (Monseigneur) 40
 GUIZOT François 210, 212, 251, 254

H

habilitation judiciaire (prix de journée) 364, 365
 HERISSON Charles 317
 hôpitaux-hospices 17, 18, 19, 20, 23, 24, 27, 33, 39, 42, 50, 51, 52, 67, 68, 69, 70, 76, 78, 105, 106, 107, 108, 109, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 135, 148, 155, 159, 160, 163, 179, 183, 188, 189, 190, 191, 192, 194, 195, 213, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 235, 238, 247, 248, 249, 251, 260, 277, 278, 281, 282, 283, 295, 321, 324, 325, 332, 335, 336, 337, 341, 355
 hospices dépositaires 26, 47, 109, 110, 111, 112, 119, 129, 207, 219, 221, 222, 277, 281, 333

I

inspecteur des établissements 130
 inspecteur du travail des enfants 318, 325, 331, 341
 inspection des établissements privés de bienfaisance 121, 332
 inspection du travail des enfants 314, 315, 316, 328, 346
 Institut Médico-Educatif 363
 Institut Médico-Pédagogique 363, 364

Institut Médico-Professionnel 363
internat 14, 32, 33, 59, 60, 121, 160, 208, 216, 217, 223, 241, 242, 255, 275, 277,
290, 292, 353, 354, 355, 358, 366

J

JAMET Pierre-François (Abbé) 39
JAURES Jean 54, 199
JERPHANION Jean-Joseph-Marie-Eugène de (Monseigneur) 45, 88, 89

K

KREMP Louis (Abbé) 44

L

LA BATIE Marie-Julien de 327
LANOIR Paul 96
LE GOUX DE LA BERCHERE Charles (Monseigneur) 41
LE ROY Anne 39
LE SAUVAGE René (Monseigneur) 41
LOUBET Emile 243, 355
LYONNET Jean-Paul-François-Félix-Marie (Monseigneur) 88

M

mainmorte (taxe de) 106, 137, 143, 145, 147, 158
Maisons d'Enfants à Caractère Social 361, 363, 364, 365, 366
MARAVAL Léontine 49, 168, 181, 290, 292, 294
MARILLAC Louise de 35
MARTIN D'OISY Félix 114, 335
MECKLEMBOURG-SCHWERIN Hélène 77
MERLIN Fernand 345
MIGNOT Eudoxe-Irénée-Edouard (Monseigneur) 200, 242, 262
MILLERAND Alexandre 355
MONOD Henri 207, 228, 348

N

NAPIAS Henri 223, 227, 228, 336, 338, 341, 353
NAVAS Marie (Mère Marie de Saint-Pierre) 38, 198, 199, 201, 288
NICOLLE Antoine (Abbé) 37

O

Oblat(e)s de Saint-Benoît d'Albi 38, 168, 195, 196, 198
Orphelinat d'Albi (Bon-Sauveur) 39, 244, 266, 267
Orphelinat d'Albi (hôpital général) 36, 50, 107, 109, 111
Orphelinat d'Albi (Miséricorde) 37, 49, 162, 171, 259
Orphelinat d'Albi (Notre Dame) 198
Orphelinat d'Albi (Notre-Dame) 41, 162, 198, 242, 287, 318, 323, 329
Orphelinat d'Albi (Saint-Jean) 38, 48, 49, 85, 168, 197, 198, 199, 200, 201, 260,
265, 280, 286, 289, 318, 322, 323, 329, 330, 331, 347, 364

Index

Orphelinat d'Albi (Saint-Pierre) 36, 49, 50, 141, 155, 158, 163, 164, 201, 247, 289, 290, 318, 361, 362

Orphelinat de Brassac (asile protestant) 49, 68, 71, 73, 79, 80, 84, 256, 257, 292, 293, 365

Orphelinat de Brassac (Présentation) 43, 50, 168, 235, 237

Orphelinat de Cabanès-et-Barre 45, 48, 50, 84, 98, 100, 101, 141, 169, 240, 241, 245, 258, 261, 262, 263, 264, 265, 305

Orphelinat de Castres (asile protestant) 33, 56, 67, 68, 71, 75, 77, 78, 79, 81, 83, 254, 255, 274, 283, 311, 338

Orphelinat de Castres (hôpital général) 51, 109, 124, 168, 193

Orphelinat de Castres (Immaculée-Conception) 38, 40, 49, 84, 85, 87, 88, 89, 92, 101, 141, 155, 168, 169, 186, 267, 293, 318, 322, 325, 330

Orphelinat de Castres (Présentation) 20, 43, 50, 140, 258, 259

Orphelinat de Castres (Sacré-Cœur) 49, 159, 160, 183, 184, 185, 231, 294, 318, 322, 324, 341

Orphelinat de Dourgne (Présentation) 44, 50, 189

Orphelinat de Dourgne (Saint-Jean) 49, 200, 280, 290

Orphelinat de Gaillac (hôpital général) 43, 51, 107, 109, 111, 116, 117, 119, 120, 121, 132, 161, 229, 282

Orphelinat de Gaillac (Saint-Vincent) 36, 49, 183, 185, 259, 324

Orphelinat de Labruguière 36, 51, 168, 191, 218, 219, 224, 249, 259, 294, 318, 341

Orphelinat de Lacaune 36, 43, 46, 48, 49, 98, 141, 155, 159, 163, 164, 219, 247, 324, 325, 361

Orphelinat de Lautrec 36, 41, 51, 156, 168, 189, 190, 219, 220, 257, 258, 294, 306, 318

Orphelinat de Lavaur (Croix) 20, 42, 50, 140, 234

Orphelinat de Lavaur (hôpital général) 51, 121, 122

Orphelinat de Lavaur (Saint-Joseph) 46, 168, 181, 290, 293, 318, 339, 363

Orphelinat de Massac 38, 45, 46, 48, 49, 50, 55, 84, 94, 96, 97, 98, 141, 168, 180, 181, 182, 242, 246, 247, 258, 260, 261, 262, 267, 268, 269, 293, 305, 306, 363

Orphelinat de Mazamet (hôpital général) 36, 51, 231

Orphelinat de Mazamet (Sainte-Marie) 38, 49, 56, 168, 195, 201, 202, 260, 289, 365, 366

Orphelinat de Paleville 44, 49, 56, 179, 200, 201, 290, 365

Orphelinat de Peyregoux 37, 45, 48, 49, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 101, 155, 164, 165, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 274, 304, 305, 306, 308, 310, 320, 337, 338, 339

Orphelinat de Rabastens 43, 48, 50, 51, 107, 139, 218, 219, 221, 222, 223

Orphelinat de Réalmont 43, 45, 46, 49, 168, 178, 179, 180, 219

Orphelinat de Saint-Amans-Soult 36, 51, 141, 179, 219, 220, 247

Orphelinat de Sorèze 36, 51, 168, 191, 192, 218, 219, 225, 249, 318, 324, 330, 361
orphelinats agricoles 37, 59, 67, 84, 87, 90, 91, 94, 101, 164, 172, 176, 177, 201, 297, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 320, 337
orphelinats congréganistes 65, 66, 78, 84, 92, 93, 97, 103, 142, 144, 155, 164, 166, 169, 170, 171, 183, 195, 202, 217, 253, 254, 257, 269, 321, 331, 358, 365
orphelinats hospitaliers 110, 113, 117, 119, 123, 221, 249, 337, 353, 357
orphelinats industriels 319
orphelinats mutualistes 354, 355
orphelinats protestants 33, 47, 53, 65, 66, 67, 68, 73, 75, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 135, 254, 257, 271, 274, 280, 283, 284, 286, 292, 311, 321, 338, 358, 365
orphelinats-ouvriers 301, 318
ouvriers 55, 75, 150, 156, 211, 218, 228, 229, 238, 290, 291, 294, 315, 317, 318, 321, 322, 323, 325, 326, 328, 339, 348

P

PAUL Vincent de (Abbé) 18, 35, 37
PELLEFORT-BURETE Pierre-Eymeric de 342
pensionnats 41, 49, 55, 60, 109, 156, 162, 226, 234, 239, 240, 241, 242, 244, 259, 261, 268, 290
PERNOLET Charles 316
PINS Gaston de (Monseigneur) 44
PIOU Jacques 152
placement collectif (institutionnel) 33, 351
placement individuel (familial) 23, 24, 33, 51, 82, 95, 107, 133, 208, 271, 275, 277, 279, 285, 286, 295, 310, 333, 353, 354
PORTAL Charles 43, 46, 48, 67, 124, 172, 291
protestantisme social 27

R

RABIER Fernand 169
REILLE-SOULT-DALMATIE René 102, 202
RIBOT Alexandre 154, 155, 275
ROUCOU Siméon (Abbé) 45
ROUSSEL Louis (Abbé) 287
ROUSSEL Théophile 47, 207, 315, 348, 358

S

secours temporaires 132, 133, 208, 222, 340
SEE Camille 211
Sœurs de l'Immaculée-Conception de Castres 38, 40, 49, 84, 88, 89, 141, 155, 157, 168, 169, 185, 187, 259, 267, 291, 325, 330
Sœurs de la Charité et de l'Instruction Chrétienne de Nevers 42, 56, 139

Index

Sœurs de la Croix de Lavaur 20, 41, 42, 50, 129, 140, 141, 233, 234, 235, 236, 238, 239, 260, 295, 318
Sœurs de la Divine Providence de Ribeaupillé 44, 139, 201, 365
Sœurs de la Miséricorde de Moissac 36, 37, 49, 56, 140, 155, 162, 168, 171, 259, 324
Sœurs de la Présentation de Castres 20, 43, 44, 50, 140, 141, 168, 178, 189, 233, 234, 235, 236, 237, 258, 259, 280, 318, 339
Sœurs de la Sainte-Agonie de Mazamet 37, 49, 141, 168, 195, 196, 201, 202, 280, 293, 365
Sœurs de Notre-Dame de Toulouse 41, 50, 56, 140, 155, 156, 157, 200, 240, 244, 269, 287
Sœurs de Saint-Joseph d'Oulias 44, 50, 84, 98, 140, 169, 199, 240, 244, 245, 260, 261, 263, 264
Sœurs du Bon-Sauveur de Caen 38, 39, 49, 140, 240, 244, 266, 267
Sœurs du Christ-Roi de Sarlat 201, 365
SOULAGES Gabriel 102
subventions publiques 76, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 101, 102, 103, 112, 113, 127, 310, 351
SUCHETET André 216
T
TALLON Eugène 316
THIERS Adolphe 333
TIMON-DAVID Joseph-Marie (Abbé) 287
tours d'abandon 25, 26, 109, 116, 124, 208, 222
travail des enfants 53, 55, 198, 205, 273, 275, 279, 313, 315, 316, 318, 320, 321, 323, 324, 326, 327, 358
U
utilité publique 31, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 82, 83, 84, 92, 93, 94, 97, 98, 99, 100, 103, 106, 110, 135, 143, 170, 173, 174, 185, 190, 193, 195, 198, 237, 245, 255, 265, 338, 347, 349, 352, 357, 365
V
VILLENEUVE Emilie de (Sœur Marie) 40
W
WADDINGTON Richard 327
WALDECK-ROUSSEAU Pierre 169, 342, 355
WOLOWSKI Louis 316

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	13
« Temps ». Une époque révolue :	14
I. Le temps des orphelins :	16
II. Le temps des orphelinats :	25
« Thème ». Une institution méconnue :	28
I. « Des enfants en situation familiale malheureuse » :	30
II. « Recueillant et éduquant » :	32
III. « D'initiative privée et à caractère confessionnel » :	34
IV. « Un établissement charitable spécial » :	47
« Thèse ». Le regard de l'Etat :	51
 PREMIERE PARTIE. LA PERMISSION DE RECUEILLIR	 59
Titre I. La reconnaissance directe	63
Chapitre I : L'établissement d'utilité publique	65
Section 1. La régularité des orphelinats protestants :	66
I. La rigueur administrative :	68
II. Le réseau charitable :	78
Section 2. La singularité des orphelinats catholiques :	84
I. Le soutien de subventions publiques :	85
II. Le défaut d'actes formels :	92
Chapitre II : La fondation spéciale	105
Section 1. La nécessité d'une fondation spéciale :	110
I. La normalité des hospices dépositaires. L'exemple de l'hôpital d'Albi :	112
II. L'anormalité des autres hospices. L'exemple des hôpitaux de Gaillac et de Lavaur :	116
Section 2. L'insuffisance d'une fondation spéciale :	123
I. Le manque de place. L'exemple de l'hôpital de Castres :	124
II. Le manque d'argent. L'exemple de l'hôpital de Mazamet :	128
Conclusion du titre I.	135
Titre II. La reconnaissance indirecte	137
Chapitre I : L'exonération fiscale	143
Section 1. Un critère légal :	145
I. La recherche première de l'efficacité fiscale :	145
II. La concession tardive du critère charitable :	150
Section 2. Un critère imparfait :	154
I. L'affectation à des œuvres d'assistance :	156
II. La gratuite des œuvres d'assistance :	160
Chapitre II : L'autorisation légale	167
Section 1. La précarité des orphelinats :	170

I. Les orphelinats fermés :	170
II. Les orphelinats malmenés :	177
Section 2. La pérennité des orphelinats :	188
I. Les orphelinats tolérés :	189
II. Les orphelinats « oubliés » :	195
Conclusion du titre II	205
Conclusion de la première partie	207

DEUXIEME PARTIE. L'INTERDICTION D'EDUQUER	209
Titre I. La condamnation de l'enseignement primaire	215
Chapitre I : Le refus des orphelinats	217
Section 1. Les orphelinats des établissements publics hospitaliers :	218
I. Le défi des bureaux de bienfaisance :	219
II. Le dédit des hôpitaux-hospices :	226
Section 2. Les orphelinats des établissements privés congréganistes :	232
I. Les orphelinats informels :	233
II. Les orphelinats formels :	239
Chapitre II : Le maintien des orphelinats	251
Section 1. L'externalisation des enfants :	254
I. L'anticipation des orphelinats protestants :	254
II. La subordination des orphelinats catholiques :	257
Section 2. La conservation des enfants :	260
I. La partition de la congrégation :	261
II. La partition de l'éducation :	266
Conclusion du titre I	271
Titre II. La surveillance de la formation professionnelle	273
Chapitre I : La vocation des orphelinats	277
Section 1. Les orphelinats des villes :	281
I. Les métiers de l'artisanat et de la petite industrie :	283
II. Les métiers du ménage et de l'aiguille :	290
Section 2. Les orphelinats des champs :	295
I. Le vœu d'un retour à la terre :	297
II. Les métiers de la campagne :	305
Chapitre II : L'inspection des orphelinats	313
Section 1. L'extension de l'inspection du travail des enfants :	316
I. La dénaturation de l'apprentissage en orphelinat :	319
II. L'incorporation des établissements de bienfaisance :	326
Section 2. La systématisation de l'inspection des établissements privés de bienfaisance :	332
I. Les inspections ponctuelles :	332
II. La surveillance spécifique :	341
Conclusion du titre II	351
Conclusion de la deuxième partie	353

CONCLUSION GENERALE	357
---------------------------	-----

